LIBRARIES
UNIVERSITY OF WISCONSIN–MADISON

Histoire illustrée de la guerre de 1914. Tome 14 1922

Hanotaux, Gabriel, 1853-1944
Paris: Gounouilhou, 1922

https://digital.library.wisc.edu/1711.dl/PMWQBHKMU2C5Z8A

Copyright by Gabriel Hanotaux, 1922.

For information on re-use see:
http://digital.library.wisc.edu/1711.dl/Copyright

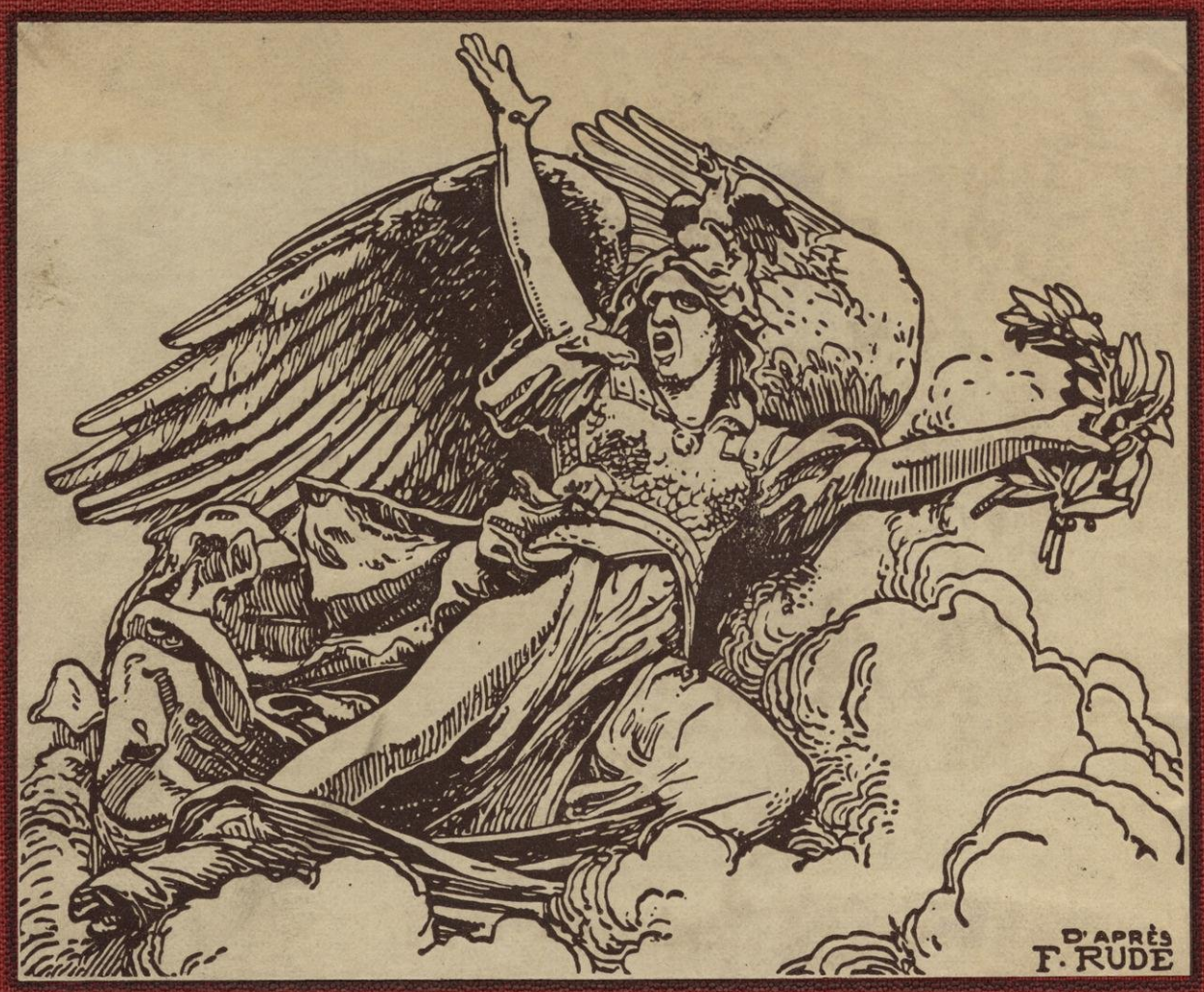
The libraries provide public access to a wide range of material, including online exhibits, digitized collections, archival finding aids, our catalog, online articles, and a growing range of materials in many media.

When possible, we provide rights information in catalog records, finding aids, and other metadata that accompanies collections or items. However, it is always the user's obligation to evaluate copyright and rights issues in light of their own use.

728 State Street | Madison, Wisconsin 53706 | library.wisc.edu

GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie Française



HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA GUERRE DE 1914

Library
of the
University of Wisconsin

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE LA

GUERRE DE 1914

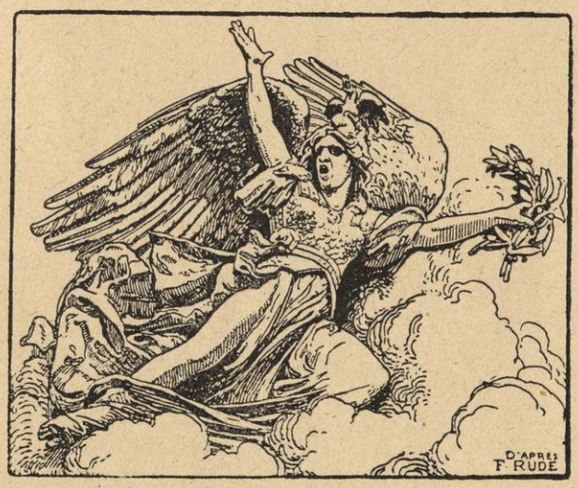
TOME XIV

Copyright by
Gabriel Hanotaux.
1922
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

GABRIEL HANOTAUX
de l'Académie Française

HISTOIRE ILLUSTRÉE
DE LA
GUERRE DE 1914

TOME QUATORZIÈME



GOUNOUILHOU, ÉDITEUR
PARIS, 30, RUE DE PROVENCE. — BORDEAUX, 8, RUE DE CHEVERUS
1922

271228
NOV 13 1928
+F0807
+H19
14

CHAPITRE LX (Suite)

LE FRONT OCCIDENTAL EN 1915
LA GUERRE DE TRANCHÉES

La mission de l'armée française en 1915 : ses sacrifices pour soulager le front russe.
L'Hartmannswillerkopf, la Woëvre et les Eparges, Vauquois et l'Argonne, Ypres et les gaz.
Echec des grandes tentatives de percée en Champagne et en Artois.
Le problème des munitions et de l'armement. — Le grand effort de recrutement de l'Angleterre.

Sur un système de tranchées fortement organisé et qui permettra d'aborder l'hiver de 1915-1916 dans des conditions un peu plus « confortables », l'artillerie va pouvoir bientôt accomplir des progrès très appréciables, sinon tout à fait décisifs. Nous avons dit, au cours de l'exposé des batailles elles-mêmes, la supériorité du 75 français, mais nous avons trop souvent rencontré le problème de l'artillerie lourde. On a dit que les états-majors n'avaient pas prévu la nécessité de cette artillerie. Or, le rapport du général Herr à la suite de la guerre des Balkans et ceux, plus autorisés encore, du général Joffre ne laissent aucun doute sur les prévisions des autorités militaires compétentes. Le général Herr écrivait dans la *Revue d'artillerie* de mars 1913 : « Les batteries à longue portée doivent faire partie intégrante des corps d'armée... Les batteries à longue portée du corps d'armée doivent être constituées en canons longs d'un calibre voisin de 100 millimètres. » C'était poser admirablement le problème. Il est vrai que d'autres autorités étaient opposées à la création coûteuse d'une artillerie lourde. Le général Langlois avait écrit : « Nous irons à Berlin avec des poum-poum ». On espérait aussi tirer un grand parti de certains perfectionnements apportés au 75, et aucun de ces points de vue n'était à négliger. Le fait est que les discussions parlementaires n'avaient pas abouti quand la guerre éclata ; dès que la supériorité allemande en artillerie lourde apparut, nous n'avions de moyens de répondre à leurs coups lointains que par l'utilisation de nos canons de 120 millimètres, canon Baquet, modèle 1890, de 155 court, modèle 1893, canon 155 court à tir rapide (Rimailho) et en quantité tout à fait insuffisante (1).

C'est vers ce temps que fut lancée dans le public la fameuse campagne : « Des canons, des munitions ! ». Cette campagne bruyante a-t-elle eu un autre effet que d'émouvoir le public et de mettre une certaine méfiance au cœur du soldat? C'est un point sur lequel le doute ne peut plus guère subsister, car des documents probants ont établi, dès maintenant, que les commissions parlementaires, informées en tous points par les autorités militaires,, se

(1) Voy. tome XIII, p. 190.

sont efforcées, avec un zèle extrême et un succès incontestable, à parer à la crise de l'artillerie et à la crise des munitions. Le mieux, d'ailleurs, n'est-il pas de laisser la parole à l'homme dont l'énergie fut le véritable palliatif de cette crise, M. Millerand :

Le lendemain de la bataille de la Marne s'ouvrait la crise des munitions. Le 17 septembre, le général en chef en prévenait le ministre. Trois jours plus tard, celui-ci présidait à Bordeaux, dans les locaux de l'Université, la réunion d'industriels qui fut le point de départ de toute l'organisation économique et industrielle de la guerre... Il fallait avant tout fournir des munitions à nos 75. En fait, ce n'est qu'avec la plus grande difficulté qu'à la réunion des industriels du 27 septembre 1914, le ministre obtint, grâce aux sollicitations les plus pressantes, que les industriels acceptassent une partie de cette commande sans nuire à la fabrication des obus de 75.

Pourquoi ces hésitations? Un autre mémoire, celui du général Baquet, l'indique (1) : le personnel mobilisé était absent des usines, il fallait l'y ramener ; en raison de l'insuffisance des moyens de laminage, la production manquait des aciers nécessaires ; les usines de fer dont nous disposions ne fournissaient que 2 300 000 tonnes de minerais, alors que nous en consommions 11 500 000 avant la guerre et que nous en produisions 22 millions extraites pour la plus grande partie du bassin de Briey ; notre production de houille était tout à fait insuffisante ; le coke métallurgique venait, avant la guerre, surtout de Belgique et d'Allemagne. Nos industriels avaient à vaincre de telles difficultés qu'il n'y avait d'abord d'autres ressources pour eux que de contracter des marchés en Amérique, en Angleterre, en Espagne, etc. Ce n'est pas par des polémiques de presse que se règlent de telles insuffisances.

En ce qui concerne les nécessités et les progrès de l'artillerie, M. Millerand donne les précisions suivantes :

Il faut que nous fournissions de munitions les Serbes et les Belges ; il faut même modifier notre outillage pour fournir la Russie. Or, à travers toutes ces difficultés n'est pas perdue de vue la nécessité de créer l'artillerie lourde qui nous manque. Le 24 octobre, on avait organisé à l'intérieur 88 batteries de 90 ; 31 de 95 ; des groupes de 120 long ; 3 groupes de 155 long ; 108 matériels de 155 court, modèle 1912 ; 12 batteries de mortiers à plates-formes métalliques... A la bataille de Champagne, au mois de septembre 1915, on trouvera en service ces grosses pièces : 24 mortiers de 270 de côte ; 16 canons de 100 T. R., 4 de 14 centimètres, 4 de 16 centimètres, 24 de 19 centimètres, 1 de 274.

Voici le résultat directement dû aux dispositions prises *en 1912*, sous l'impulsion du général Joffre : 68 batteries d'artillerie lourde, 1er août 1914 ; or, il y en a 272 le 1er août 1915. Et voici, maintenant, les totaux : en dehors des 75, il n'y a aux armées, le 1er octobre 1914, que 110 canons en service (non compris ceux des places) ; le 1er janvier 1915, il y en a 1 547 ; le 1er avril, 2 050 : le 1er juillet, 2 470 ; le 1er octobre, 3 588 !

Quant aux obus de 75, dont la fabrication fut mise en route dans les conditions que j'ai indiquées à partir du 20 septembre 1914, tandis qu'à la mobilisation nous avions 1 190 coups par pièce de 75, la moyenne journalière reçue par les entrepôts de réserve générale atteint, en décembre 1914, 34 332 ; au mois d'avril 1915, elle est de 67 901 ; elle monte à 85 301 en juillet, à 117 635 au mois d'octobre 1915 (1).

Nous résumerons cet effort dont il faut laisser le détail aux spécialistes, dans cette page de Joseph Bédier :

En 1916 et 1917, au cours de la préparation et de l'exécution d'une seule attaque, un canon de 75 consommait en projectiles ce qu'on avait admis avant la guerre qu'il consommerait en deux ou trois mois. Pour détruire 100 mètres de tranchées, il fallait, dans un tir bien exécuté et bien observé, tirer au moins après le réglage 300 obus de 155 long, et pour faire une brèche de 15 à 20 mètres de large dans un réseau de fils de fer, il fallait tirer environ 500 obus de 75. Dans le mois de juillet 1916, notre canon de campagne a consommé 6 400 000 obus ; en octobre 1916, 5 500 000. L'apport d'un jour de feu aux batteries a parfois atteint 1 200 tonnes pour un corps d'armée ayant deux divisions engagées.

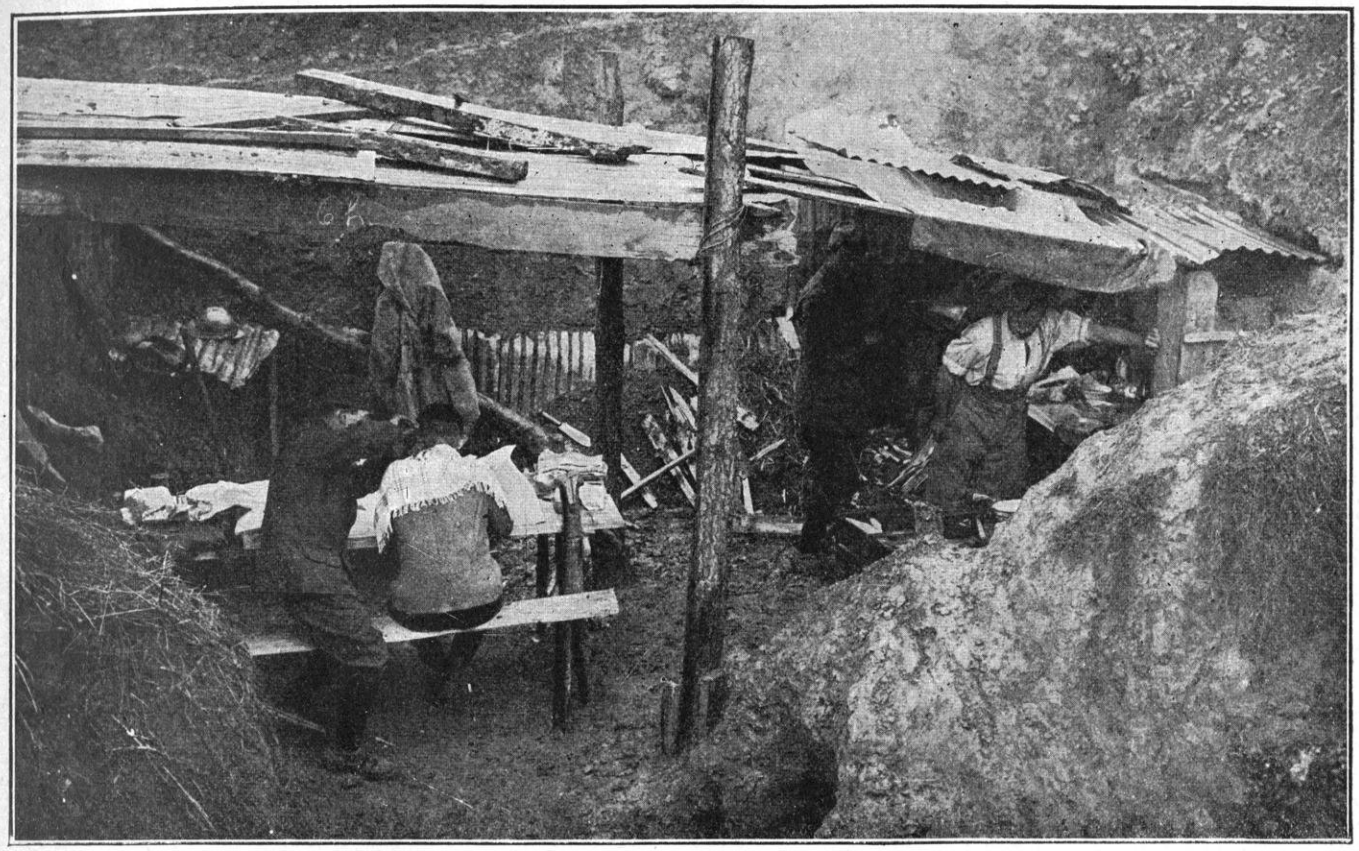
Cependant, les Allemands tiraient, par exemple, au cours de l'attaque du 1er juillet :

Batteries de 77 : 2 250 obus.
— de 105 : 1 800 obus.
— de 150 : 900 obus.
— de 210 : 400 obus.

La consommation maxima relevée pour certaines batteries allemandes a été, pour les 77, de 4 000, pour les 105 de 3 000, pour les 150 de 1 200, pour les 210 de 500.

(1) Général BAQUET, *Souvenirs d'un directeur de l'artillerie*, 1921, in-8°, p. 54.

(1) Voy. A. MILLERAND, *Revue hebdomadaire* du 15 février 1919, et Gabriel HANOTAUX et colonel FABRY, *le Maréchal Joffre*.



LE CUISINIER ET LE COIFFEUR DANS LA TRANCHÉE

Ces chiffres monstrueux sont pleins de beauté. Si, un seul jour, tandis que la France se battait presque seule, elle avait tremblé devant l'accumulation sans cesse croissante des engins d'Essen, si un seul jour elle avait tardé, QU'EN SERAIT-IL AUJOURD'HUI DE LA CAUSE DES ALLIÉS ET DE LEUR INDÉPENDANCE? La France n'a ni tardé, ni fléchi, mais tenu tête et peu à peu pris l'ascendant (1).

Le même effort et les mêmes progressions s'appliquent à toutes les productions matérielles nécessaires à la défense du sol français, à la protection des hommes, à l'énergie des âmes.

On s'aperçut vite que l'aérostat, ballons ou aéroplanes, serait, tout au moins, l'œil de la guerre. Les Allemands s'en servirent dès les premières heures pour le réglage de l'artillerie lourde. Nous avons indiqué, dans le récit de la bataille de la Vaux-Marie, quel usage le général Herr sut faire des premiers observateurs aériens, et nous avons dit les dispositions très favorables du général Joffre. Déjà les compagnies d'aérostiers avaient rendu de réels services aux armées de l'Est, puis pendant la Course à la mer, enfin à la bataille d'Artois, en mai 1915, après laquelle l'un des esprits les plus pénétrants de l'armée, le général Pétain, demanda que leur nombre fût porté de 21 à 75.

De sphérique, le ballon captif prit la forme allongée, suivant de près les formes des *Drachen* allemands ; puis le capitaine Caquot inventa le ballon M que les Allemands copièrent aussitôt.

Peu à peu, ce fut le tour des aéroplanes, dont les escadrilles furent portées de 65 à 111, le 7 septembre 1915, soit 1190 appareils (au lieu de 144 à la mobilisation), puis des convois automobiles, qui seront tout à fait au point pour la bataille de Verdun, des transports en masse, et, enfin, beaucoup plus tard, en 1917, pour forcer la ligne des tranchées ennemies par un matériel décisif, le char d'assaut. Mais

(1) J. BÉDIER, *L'effort français*, p. 176.

il fallait attendre encore pour obtenir des résultats décisifs dans un domaine si vaste et si complexe.

L'armée avait à poursuivre son effort sans fléchir une minute ; et il fallait que la nation en fît autant. C'est le mot du poilu de Forain, se retournant vers l'arrière: « Pourvu qu'ils tiennent !... »

LA NATION. LE GOUVERNEMENT

Ils ont tenu. La nation a poursuivi la guerre tout le temps qu'il fut nécessaire pour atteindre la victoire, en dépit de la propagande allemande, en dépit des porteurs de mauvais présages, en dépit des rudes épreuves auxquelles son territoire, ses armées et son peuple furent soumis pendant de si longues années. Elle donna à ses chefs le temps nécessaire pour forger les armes et pour appeler les alliés.

CRAPOUILLOT DE TRANCHÉE LANÇANT UNE BOMBE A AILETTES

Dès que la guerre de tranchées fut installée, le peuple français, avec la vivacité de son intelligence, comprit que l'idée d'une victoire immédiate ne pouvait plus être envisagée et qu'il s'agissait d'une très longue guerre : la guerre d'usure.

En principe, écrivait-on dès 1915, cette guerre est une guerre d'usure : donc elle durera longtemps, très longtemps peut-être. Qu'on s'organise pour cela ! Les armes, les engins nouveaux, les procédés scientifiques, un blocus naval très strict, la production civile non moins que la production militaire y joueront un très grand rôle...

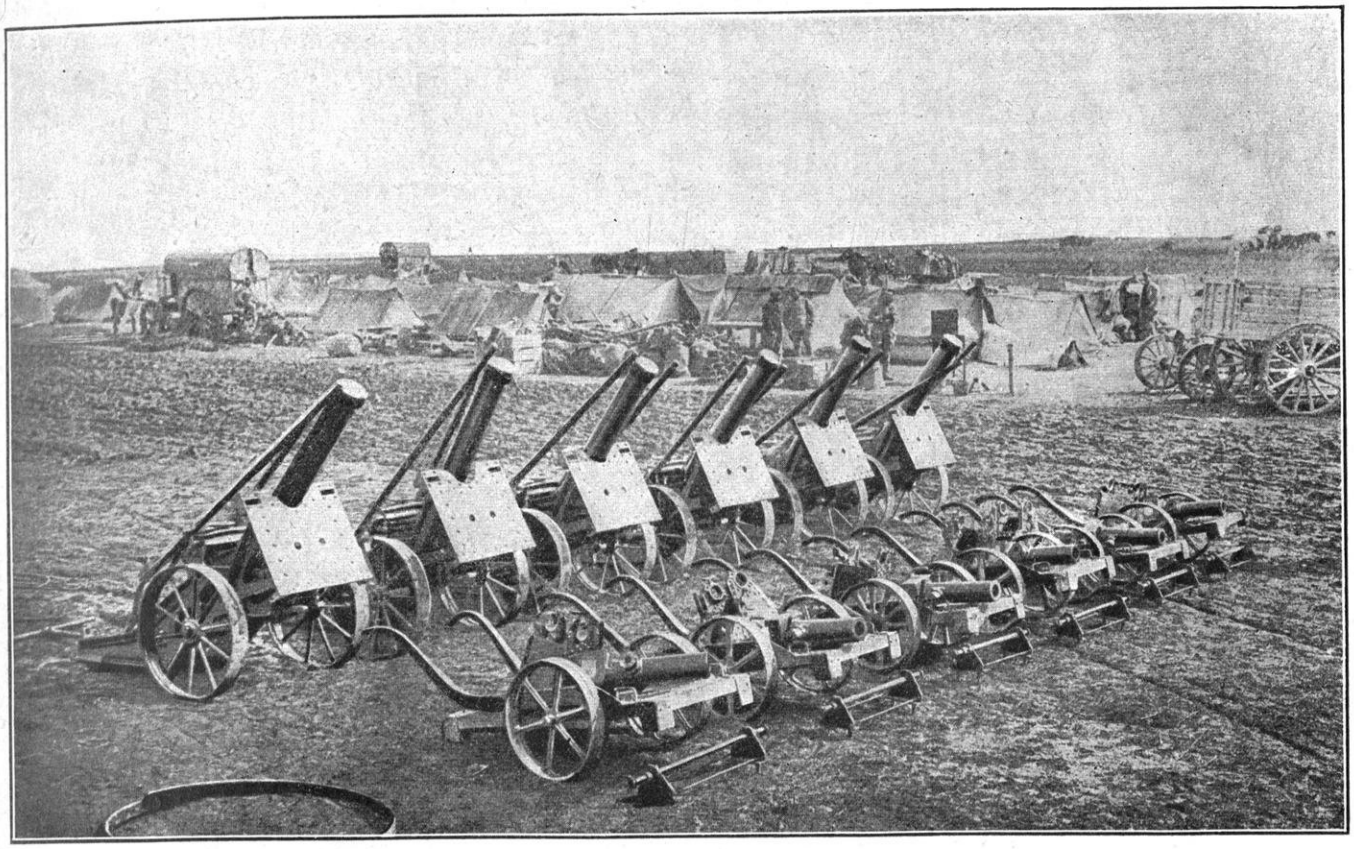
Puis l'autre pensée, celle de l'unité des alliés dans l'organisation et dans le commandement, attirait l'attention de l'opinion :

Il convient surtout qu'une autorité acceptée par tous dirige *réellement* l'ensemble des opérations. Rien n'est plus dangereux que le manque de coordination qui laisse à l'ennemi le temps de se retourner sur un front, après avoir refoulé l'autre. Pour que la maîtrise des opérations nous appartienne, il faut une discipline des chefs comme des soldats : sachons l'instituer !

Même nécessité, même urgence dans la discipline intérieure et dans l'organisation de toutes les ressources nationales :

Il ne s'agit pas seulement de mobiliser les forces armées, il faut militariser les forces civiles. Le pays doit, au point de vue économique, s'accoutumer à la guerre comme à un mal durable et inévitable. Il faut qu'il se nourrisse et qu'il la nourrisse par une activité de tous les instants, par une ingéniosité sans cesse en éveil. Pour le civil, paresse est lâcheté. Qu'il s'agisse de commerce, de l'agriculture, de l'industrie, tous doivent se ressaisir malgré les moyens restreints qui leur sont laissés. Il n'est que temps !

De ces considérations qui se répandaient dans toutes les classes de la société et qui recevaient leur adhésion efficace, se dégageaient, dès les premiers mois de l'année 1915, des espoirs prophétiques qui furent le réconfort de ce brave peuple jusqu'à la dernière minute de la guerre. On prévoyait la ruine matérielle et morale de l'ennemi :



CRAPOUILLOTS DE TRANCHÉE FRANÇAIS DANS UN PARC D'ARTILLERIE

Nous souffrons, oui ! Mais l'Allemagne et l'Autriche souffrent bien davantage. Hambourg se meurt ; les grandes sociétés financières sont *à quia*. Un haut financier international me disait, ces jours-ci : « Si l'Allemagne rentrait aujourd'hui dans la vie économique normale, *elle n'aurait qu'à déposer son bilan.* Personne ne peut dire *ce que perd son papier* ; c'est énorme De quoi vit-elle? Du crédit qu'elle se fait à elle-même. C'est un immense échange de *cavalerie* entre les différents établissements ; *cela craquera au premier choc* Les neutres le savent, et ils refusent maintenant le papier allemand. Ne parlons pas de l'Autriche : c'est un effondrement. (Écrit en juillet 1915.)

A peine le front de Salonique était-il ouvert, que l'on entrevoyait quel rôle il jouerait dans l'issue de la guerre :

Il est probable que le lieu de moindre résistance se trouve quelque part sur le front méridional, puisque ce secteur est le moins bien gardé et le moins éloigné du cœur de l'ennemi. La prise de Constantinople, l'extension du front serbe pourront amener les événements décifsis. (Écrit en juillet 1915.)

En novembre 1915, on précisait :

La solution du problème oriental me paraît se ramener à ceci : « Sommes-nous en situation d'agglomérer en un point déterminé, *sur le flanc de l'ennemi,* une armée de 300 000 hommes?... Mon impression personnelle est que le point qu'il faut viser, c'EST SOFIA (1) ».

Et enfin cette autre prévision, qui présentait deux ans à l'avance, à l'Allemagne, le sort que lui réservait la défaillance de ses peuples :

Il est bien possible que l'Allemagne se charge de sa propre défaite... Le pangermanisme a été un mauvais berger ; il paiera... Vous avez voulu le bien-être matériel, la bombe, la ripaille, l'or, les femmes. Vous entendiez voler l'humanité par la terreur. Attendez ; la terreur se retournera contre vous. C'est vous qui tremblerez, c'est vous qui pâtirez ; la misère et la désespérance détruiront en vous le dernier vestige de l'orgueil... Vos peuples sentent peser sur eux votre criminelle erreur ; *ils en feront bientôt une arme contre ceux qui les ont trompés, décimés, déshonorés.*

Voici donc la double fin de la guerre nettement prédite : la faillite du fameux « mou-

(1) G. HANOTAUX, *La durée de la guerre et l'opinion.* — *Le Gouvernement et l'opinion,* dans la *Revue hebdomadaire* des 17 juillet, 27 novembre 1915, 8 janvier 1916.

vement tournant » et l'effondrement de l'arrière, les peuples se retournant contre leur chefs sur toute la surface de l'Empire.

C'est à cette source de confiance que s'abreuvait la fermeté française. Elle savait que les forces de l'ennemi iraient toujours diminuant, tandis que ses propres forces, par l'accession de nouveaux alliés, iraient toujours s'accroissant. Il suffisait de tenir.

LE GOUVERNEMENT DE 1915 A 1917. LE CABINET BRIAND

L'âme française était sans défaillance. A son tour, le Gouvernement, digne des plus beaux exemples de la première République, se modifiait et se transformait pour la persévérance et pour l'unité jusqu'à la victoire. Un nouveau ministère, vraiment « d'union sacrée », prenait la direction des affaires, sous la présidence de M. Briand.

Nous avons dit en quelles circonstances le cabinet Viviani avait succombé. A la suite des erreurs commises dans la politique balkanique, la Chambre avait demandé des explications au Gouvernement. Le 12 octobre 1915, M. Viviani avait répondu à la place du ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, malade et hostile à l'expédition de Salonique. Le cabinet remettait sa démission au Président de la République le 30 octobre. Il était remplacé par un cabinet Briand où M. Viviani figurait comme garde des Sceaux, M. Briand prenant le portefeuille des Affaires étrangères. L'idée maîtresse du nouveau président du Conseil, celle dont il allait poursuivre la réalisation pendant les dix-huit mois que dura son ministère (octobre 1915-mars 1917), fut l'union, l'unité. Depuis M. Albert Thomas jusqu'à M. Denys Cochin, toutes les nuances de l'opinion étaient représentées dans son cabinet. Les « ministres d'État », anciens présidents du Conseil ou personnages considérables, MM. Léon Bourgeois, Jules Guesde, Combes, Méline, de Freycinet, entouraient le gouvernement de leur autorité et de leurs conseils. M. Ribot était aux Finances, M. Albert Thomas aux Munitions, l'amiral Lacaze à la Marine, le général Galliéni à la Guerre, M. Millerand disparaissait.

M. Briand était un vigoureux défenseur de la « diversion de Salonique ». Le premier résultat de son accession au pouvoir fut de la sauver par une vigoureuse pression sur le gouvernement britannique. D'autre part, se rendant à Rome le 18 janvier 1916, M. Briand y prononça la fameuse parole sur l'unité de front : « Il faut, quand nous sortirons d'ici, disait-il aux plénipotentiaires réunis, qu'il n'y ait plus désormais pour les Alliés, *qu'une seule cause servie par une seule armée, combattant sur un seul front, contre un seul ennemi, sous une direction unique.* »

C'était la pensée du général en chef, c'était la pensée de la France entière ; mais la France devait avoir bien de la peine à la faire accepter par les autres alliés ; pourtant, c'était, comme le prouvèrent les événements, la condition de la victoire.

N'eût-il rendu que ces deux services, maintenir l'expédition de Salonique, promouvoir l'unité des cœurs, des efforts et du commandement, que M. Briand eût eu un rôle décisif sur l'heureuse issue de la guerre. Il en rendit d'autres. Il sut organiser (mission Thomas-Viviani à Pétrograd) la prolongation de la résistance russe en lui fournissant les ressources et les armements. Tandis que lord Kitchener périssait victime du torpillage, et que Lloyd George, précédemment ministre des Munitions, devenait ministre de la Guerre, en France Galliéni mourait et était remplacé par le général Roques. Ainsi un premier ébranlement du cabinet Briand se produisait. Cependant, on préparait, dans un concert intime avec le haut commandement, cette longue bataille de la Somme qui n'était qu'un nouvel acte de la Bataille des communications et dont nous allons donner le dramatique exposé coupé par la formidable diversion de Verdun.

UN BATAILLON D'ALPINS SUR UNE ROUTE DES VOSGES

C'est seulement au cours de ces deux luttes entrelacées que le cabinet Briand, en proie à des divisions intimes à peu près inévitables, étant donnée sa composition bigarrée, présentera des signes d'abandon et de faiblesse... Il n'en avait pas moins été le véritable organisateur de la guerre, s'il n'eut pas l'honneur de la conduire jusqu'à la victoire.

L'ARMÉE, LA NATION ET LE HAUT COMMANDEMENT DANS L'ATTENTE DE LA NOUVELLE OFFENSIVE GÉNÉRALE

Les longs efforts de l'armée française, s'ils comportaient de grands sacrifices, étaient nécessaires pour la consolidation des positions reconquises depuis la bataille de la Marne. En outre, ils encourageaient les Alliés et ils entretenaient l'esprit d'offensive. Car l'heure approchait, disait-on, où Joffre donnerait le signal de l'offensive générale.

Le « grand coup », tous, officiers et soldats, l'attendaient avec une foi profonde, d'un bout à l'autre du front. Les misères, les souffrances étaient supportées avec une patience indicible, rien que dans cette attente ! Et quelles misères, et quelles souffrances !

Derrière cette première ligne (à 200 mètres de l'ancien calvaire du cimetière de Souchez) courait la célèbre parallèle Mac Carthy. C'était un lieu horrible ! Combien de cadavres étaient enterrés dans les parapets de cette tranchée, creusée en plein combat lors des affaires de mai et tout au long de laquelle, à chaque pas, on voyait émerger ici une touffe de cheveux, là un pan de capote, là une main, ici un soulier. Les cadavres ! Les cadavres ! On vivait au milieu des cadavres ! Ils pourrissaient sur le « bled », entre les tranchées, en avant des tranchées, dans les trous d'obus ; ils pourrissaient partout ; en ces journées d'été, leur odeur emplissait l'air. Était-ce leur présence qui attirait ces myriades de grosses mouches noires et vertes qui recouvraient d'une carapace luisante et bourdonnante le moindre morceau de pain abandonné, la moindre ordure? L'odeur des cadavres, le soleil vertical, les mouches, la soif...

Et, en plus, l'armée, tout en se battant,

était obligée d'apprendre à se battre. Car c'était toute une guerre nouvelle qui se dressait devant elle.

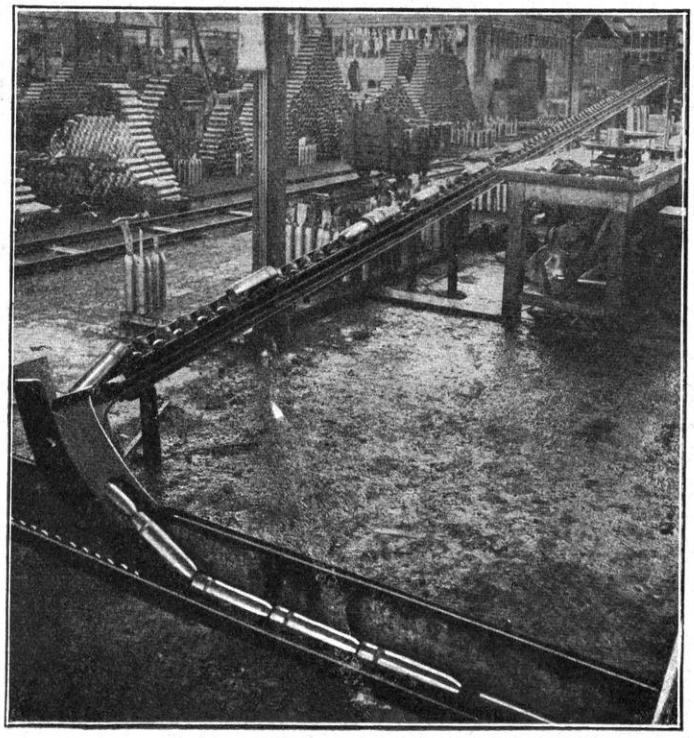
Les relèves avaient pu être organisées : quatre jours de secteur, douze jours de repos : à ce régime, les troupes se remettaient vite de leurs épreuves de juin. Les blessés de mai rentraient, encore tout enthousiastes. L'instruction était poussée activement. Les premières permissions venaient d'être accordées, et les officiers en revenaient avec de magnifiques tenues neuves ; l'aspect de la troupe s'améliorait de jour en jour ; les dernières capotes bleu foncé avaient disparu ; le casque était distribué.

Ce fut l'époque des premières fêtes de régiment et de bataillon, des premiers rallys d'officiers, à cheval ou à mulet ; les musiques se perfectionnaient... Mais, si les dimanches, à l'arrière, se passaient dans la gaieté, on travaillait ferme les jours de semaine. Chacun savait que l'année ne s'achèverait pas sans un nouvel assaut, et les opérations du printemps avaient prouvé combien nous étions peu préparés à ce genre de guerre.

En mai, nous ne savions que nous précipiter coude à coude en criant ; ce n'était pas suffisant pour vaincre. Il fallait nous exercer au lancement de ces fameuses grenades dont l'emploi se généralisait et dont le modèle changeait tous les huit jours ; il fallait réapprendre le maniement de la petite pelle-bêche, oublié depuis longtemps ; il fallait que les cadres s'habituassent à rester en liaison avec l'artillerie et l'aviation, au moyen de fusées récemment inventées ; en un mot, il fallait nous mettre au courant de toute la technique qui commençait à se dégager des enseignements du printemps.

Cela demanda beaucoup de travail. Tous les matins, pendant ces deux mois, les unités au repos attaquèrent des tranchées simulées, escaladèrent des falaises semblables à la fameuse cote 119 et, faute de grenades réelles, lancèrent des pierres à tour de bras. Aussi étaient-elles parfaitement en forme lorsque, au début de septembre, fut annoncée officiellement l'offensive prochaine.

Ainsi que tous les permissionnaires, depuis quinze jours, le proclamaient à leur retour, une attaque formidable était montée en Champagne par le général Pétain ; et l'armée d'Artois, sous la haute direction du général Foch, allait percer vers Douai (1).



INTÉRIEUR D'UNE FABRIQUE D'OBUS

LE TRAVAIL DES USINES Pour que l'armée s'exerçât, s'instruisît et apprît la pratique de la guerre, il lui fallait une auxiliaire diligente qui lui préparât et lui passât les armes. L'arrière tout entier s'était ainsi mis à l'œuvre avec une intelligence, un dévouement et un zèle qui répondirent à l'attente des combattants. « Forgez dur, nous taperons dur », écrivait le général de Maudhuy aux ouvriers du Creusot.

Ce n'était pas chose facile, et la nation se trouva obligée à un non moins difficile effort que l'armée pour s'adapter aux nécessités de la guerre nouvelle.

La production annuelle de l'acier brut en France atteignait 4 635 000 tonnes avant la guerre, dont les trois quarts dans les régions envahies ou proches du front ; en outre, les fours des aciéries avaient été éteints. Pour la fonte, les quatre cinquièmes des 5 300 000 tonnes produites annuellement provenaient également des régions maintenant interdites. Pour la houille, la production était réduite des deux tiers. Dans de telles conditions, des difficultés devaient surgir qui ne pouvaient être surmontées qu'à force de volonté, de méthode et aussi de confiance. Nous avons dit déjà (2) les efforts faits par M. Millerand pour organiser, dès la première heure, le 20 septembre 1914, la production nationale. On n'avait plus de per-

(1) Capitaine HUMBERT, *La Division Barbot*, p. 51.
(2) Voy. tome XII, p. 175.

OUVRIÈRES OCCUPÉES A LA FABRICATION DES CARTOUCHES

sonnel, peu ou plus de matières premières, d'outillage et d'usines ; or il fallait, de toute nécessité, que la production d'avant-guerre fût plusieurs fois décuplée !

Dès le 25 septembre, M. Millerand avait pris des mesures pour rendre le personnel mobilisé aux usines. A la fin de février 1915, le nombre des ouvriers militaires en sursis d'appel ou détachés de leurs corps dans les usines de guerre de l'État ou privées s'élevait déjà à 88 000 ; au début d'avril 1915, il y avait 175 000 ouvriers (dont 34 000 femmes).

Des marchés avaient été passés, dès le mois de décembre 1914, en Angleterre et en Amérique, et ils devaient assurer une production de 900 tonnes d'acier par jour. En fait, la fabrication des obus était beaucoup plus urgente que celle des canons. C'est ce dont les rapporteurs parlementaires, et M. Charles Humbert en particulier, qui devait commencer bientôt sa campagne « des canons, des munitions », ne se rendaient pas suffisamment compte, lorsqu'ils prétendaient qu'on eût dû faire tout en quelques mois. Le général Baquet, alors directeur de l'artillerie, fait observer à juste titre l'énorme disproportion qui existait à ce moment entre les commandes faites et les moyens d'exécution, et comment cependant, en dépit de ces graves insuffisances matérielles, l'usine française sut prendre immédiatement le pas sur les usines étrangères. Et les chiffres qu'il cite ne laissent pas d'être impressionnants : cinq mois après que, le 20 septembre 1914, la fabrication nationale eut été organisée, les établissements de l'État, les grandes usines et les nouveaux industriels avaient fabriqué 6 800 000 obus de 75, soit un million de plus que l'armée n'en possédait à la mobilisation. N'était-ce pas un magnifique résultat ! On sait d'ailleurs que la production ne fit que croître jusqu'à la fin de la guerre : une usine créée en 1915, l'usine Citroën, atteindra, en

avril 1918, le chiffre de 53 600 projectiles par jour et sa production totale, pendant la guerre, dépassera 24 millions d'obus.

Cependant, dans les premiers mois, la qualité des produits laissait fort à désirer. A partir du 20 décembre 1914, date de l'emploi des nouvelles munitions, on apprit que chaque jour des obus éclataient dans l'âme des canons ; le 1er mai 1915, 500 canons de 75 avaient été ainsi mis hors d'usage. Ainsi de tous côtés devait se porter la vigilance du gouvernement et du contrôle parlementaire (1). L'organisation de la fabrication des explosifs par la direction des poudres, aidée par les savants et les industriels, fut un tour de force :

> Il suffira de dire que pour certaines substances, le phénol par exemple, il fallait envisager une production journalière comparable à notre production annuelle d'avant la guerre ; que notre industrie chimique, au moins en ce qui concerne les produits organiques, était fort peu développée ; que la distillation des goudrons, qui fournit les matières premières indispensables, était peu pratiquée chez nous ; qu'il fallut transformer des procédés de laboratoire en procédés industriels exigeant un outillage considérable et très spécial, à peine connu ou inventé pour la circonstance ; qu'il fallut enfin construire de nombreuses usines de toutes pièces (2).

En ce qui concerne l'artillerie lourde, l'Allemagne avait eu, jusqu'ici, la supériorité. Il fallait y répondre par des obus lourds ; or les munitions des places fortes ne suffisaient pas ; la direction de l'artillerie avait commandé, en décembre 1914, un million d'obus des calibres 90, 95, 105, 120, 155, 220, 370, et le général Sainte-Claire-Deville, étudiant depuis octobre la fabrication d'obus en fonte aciérée, l'organisa en mars 1915. Cependant il y eut du retard dans la livraison des obus lourds : le 1er juin 1915, on n'en produisait encore que 8 000 par jour, le 1er août 15 000 ; c'est seulement alors que la production fit de grands progrès : 30 000 en janvier 1916, 80 000 en janvier 1917.

En ce qui concerne les canons, le Creusot, Saint-Chamond, les ateliers de l'État étaient, à la fin de 1914, hors d'état d'entreprendre de très nombreuses commandes ; on finit cependant par sortir 7 canons de 75 par jour en mai 1915, et 15 en janvier 1916. Nous avons dit déjà l'effort fait pour amener au front l'artillerie lourde disponible sur tout le territoire, c'est-à-dire les pièces anciennes de siège et de place qui étaient encore bonnes mais n'avaient pas de mobilité ; avec elles et les nouveaux 105 longs, les armées disposaient déjà, le 15 mai 1915, de 2 000 pièces autres que le 75 et, le 1er août, de 2 500 pièces, dont 272 batteries d'artillerie lourde mobile, au lieu de 68 à la mobilisation. Mais il s'agissait surtout d'en fabriquer : en mai 1915, le Creusot reçut la commande de 358 canons de 105, 155 et 280 à tir rapide, et les premiers 155 furent expédiés au front en mars 1916. On commença également le matériel à grande puissance et grande portée : mortiers de 270 de côte, de 293 et de 370, adaptation de canons longs de côte et de marine.

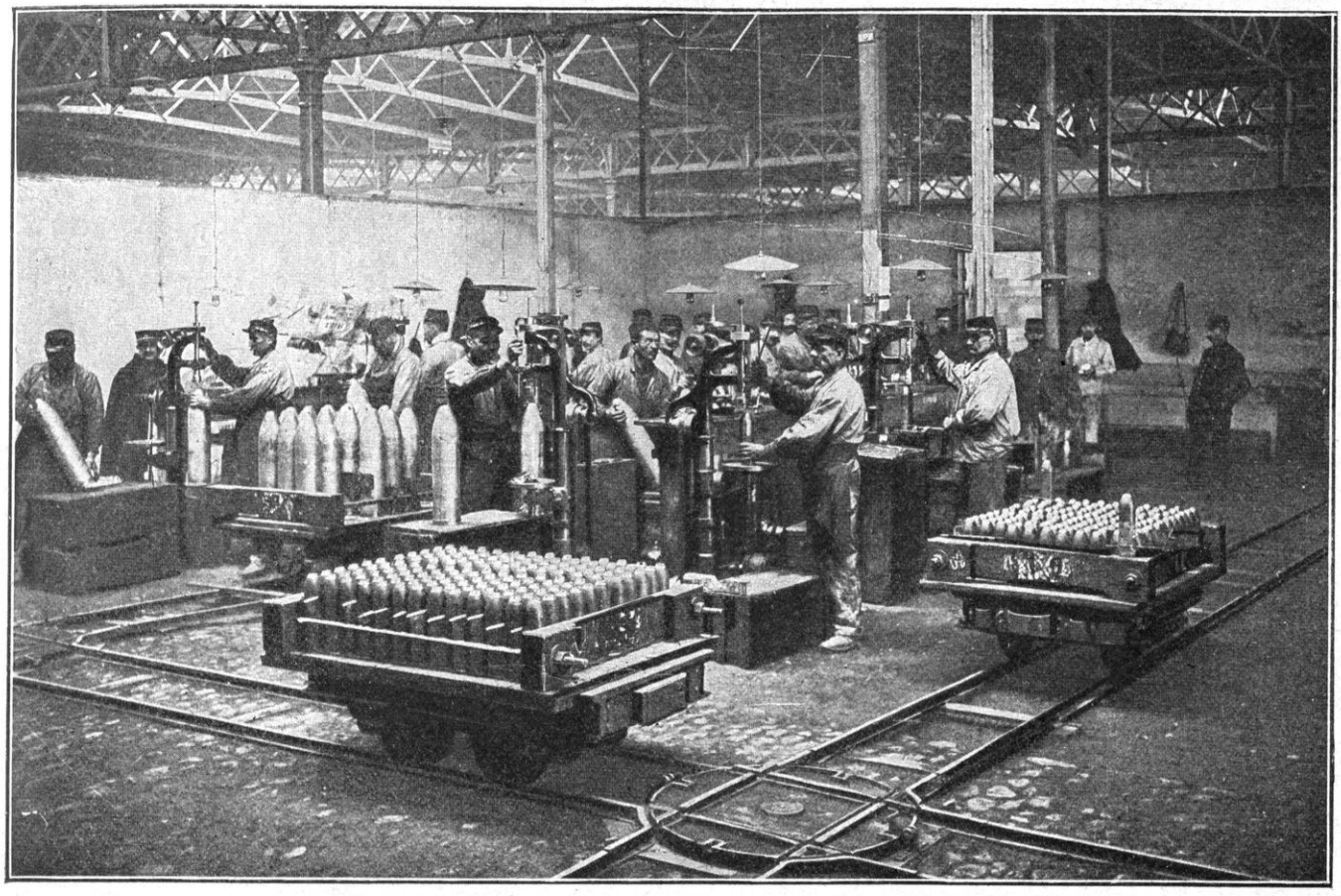
La mitrailleuse, elle aussi, devait être multipliée : l'armée n'en avait que 5 100 en entrant en guerre contre 12 000 en Allemagne. On passa des commandes en Angleterre et en Amérique et la production, qui n'était que de 5 par jour en novembre 1914, passa à 10 en avril 1915 et devait atteindre 70 à la fin de 1916.

L'OPINION, LE HAUT COMMANDEMENT ET LES ALLIÉS

On pourrait multiplier ainsi les chiffres de cette statistique de l'effort national. L'avant et l'arrière se donnaient, chacun suivant ses préoccupations propres, à une même et noble tâche qui était la victoire du pays, l'un plein de confiance et stimulant l'arrière, l'autre parfois inquiet et interrogeant l'avant. C'est ainsi que, le 23 juin 1915, une conférence réunit à Chantilly, autour du Président de la République, M. Viviani et M. Millerand, le général Joffre et les généraux Foch, Castelnau et Dubail, nommés, depuis le 13 juin, commandants de groupe d'armées.

(1) Voir général Pédoya, *La Commission de l'armée pendant la grande guerre.*

(2) Général Baquet, *Souvenirs d'un directeur d'artillerie*, p. 87.



UN ATELIER DE GOUPILLAGE ET DE PERÇAGE DES OBUS

En substance, le Président du Conseil fait part de l'émotion qui commence à se manifester dans le Parlement et dans la population. On trouve que, malgré la durée déjà longue de la guerre, on n'a encore obtenu aucun succès sérieux, que notamment les offensives de Champagne, de Woëvre et d'Arras n'ont pas réussi. De là, un mécontentement qui se manifeste contre le commandement...

On parle ensuite, très longuement, de la coopération de l'Angleterre et on en arrive à cette conclusion que le Président du Conseil et le ministre de la Guerre devront se rendre auprès du gouvernement anglais et lui exposer la nécessité de nouveaux efforts pour nous aider. On sait que l'Angleterre éprouve de sérieuses difficultés à se procurer des armes et des munitions, parce qu'elle n'a pas encore su ou pu réaliser la mobilisation de son industrie et qu'elle reçoit la plupart de ses fournitures d'Amérique et du Canada...

Il est à remarquer que le goût de lord Kitchener pour la défensive rend la situation de la France assez délicate, en présence de l'Italie, qui demande une action offensive immédiate, et de la Russie qui nous reproche de ne pas agir avec assez de vigueur.

On en arrive à discuter de la coordination générale des opérations, qui n'est pas assurée. Les Allemands le savent et considèrent l'incohérence des efforts des puissances de la Quadruple Entente comme un gage de victoire. Il faut sortir de cette situation et créer le cerveau moteur de tout le système. Ce cerveau ne peut être qu'en France. Le Président de la République suggère l'idée de réunir, près du général en chef, les généraux délégués des quatre puissances : Angleterre, Belgique, Italie, Serbie, qui recevraient les directives nécessaires. Mais comment seraient-elles transmises aux gouvernements? N'y aurait-il pas d'inconvénient à ce que cette transmission eût lieu directement par ces généraux et ne serait-il pas nécessaire de faire intervenir notre propre gouvernement comme intermédiaire? C'est ce qu'on va étudier. En tout cas, on admet la nécessité et le principe de la coordination des efforts par un organe technique à la tête duquel serait le général Joffre (1).

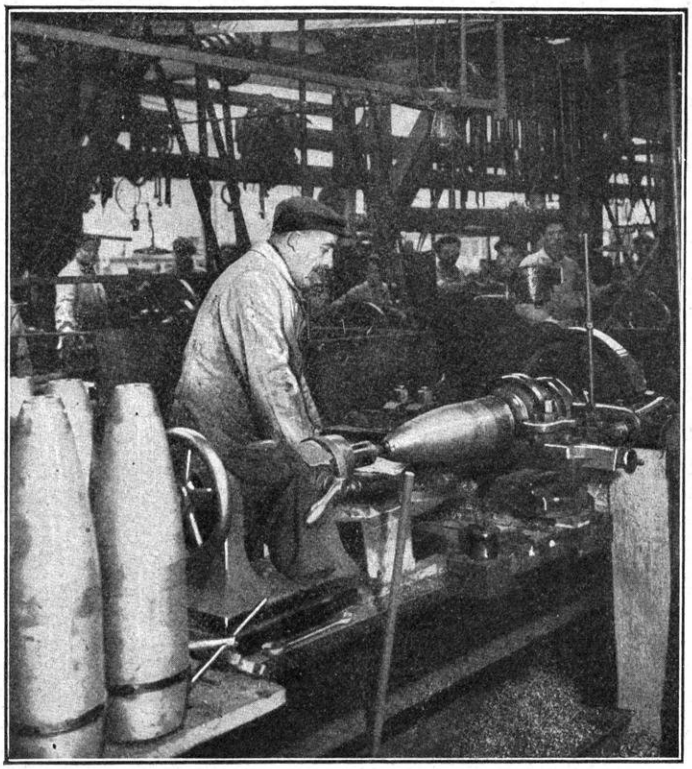
Voici donc que se pose la question de la coopération des Alliés. La réunion du 23 juin fut complétée par une lettre de Joffre à M. Millerand, dans laquelle il disait, notamment : « Si l'on ne veut pas dire que le commandant en chef français donne des ordres, du moins est-il indispensable, pour vaincre, que les commandants en chef des armées anglaise et belge suivent ses instructions. » C'est de ces

(1) Général DUBAIL, *Quatre années de commandement*, tome II, p. 296.

journées de la fin de juin 1915 que date l'origine des grandes conférences militaires interalliées.

La première de ces assises militaires se tint, quelques jours plus tard, à Calais et, le 7 juillet, à Chantilly.

« Le général Joffre y propose, écrit M. Millerand, que sur les deux fronts principaux : le franco-anglais et l'italo-serbe, les Alliés prennent une puissante offensive le plus tôt possible. Comme, au cours de l'échange de vue entre les membres de la conférence, l'un d'eux a parlé d'un effort prochain et « décisif », le général Joffre fait observer qu'il *est plus sage de ne pas employer le mot décisif*. La guerre où nous sommes engagés a une telle étendue que les succès les plus éclatants n'y ont pas toujours été suivis d'un effet décisif. Le mieux est de dire que l'effort à prononcer sera le plus puissant possible en raison des moyens dont on dispose (1). »



TOURNAGE DE LA CEINTURE DES OBUS

Joffre rendit compte des conclusions de la conférence à ses lieutenants, Foch, Castelnau et Dubail, le 8 juillet :

Le général Joffre, écrit Dubail, nous met au courant des efforts faits pour amener une entente internationale portant coordination de l'action des différentes armées. Lecture du procès-verbal de la réunion récente à Calais, des représentants des gouvernements français et britannique, des généraux en chef français et anglais et des attachés militaires des différentes armées.

En résumé, l'Angleterre voudrait la défensive pure jusqu'à nouvel ordre, attitude inadmissible au point de vue de nos devoirs d'alliés vis-à-vis de la Russie et de l'Italie.

On prendra donc l'offensive afin de retenir le plus de forces possible, tout en s'efforçant de percer. Mais on ne sera en mesure de procéder à une offensive générale de toutes les armées alliées que vers le mois d'octobre ou de novembre.

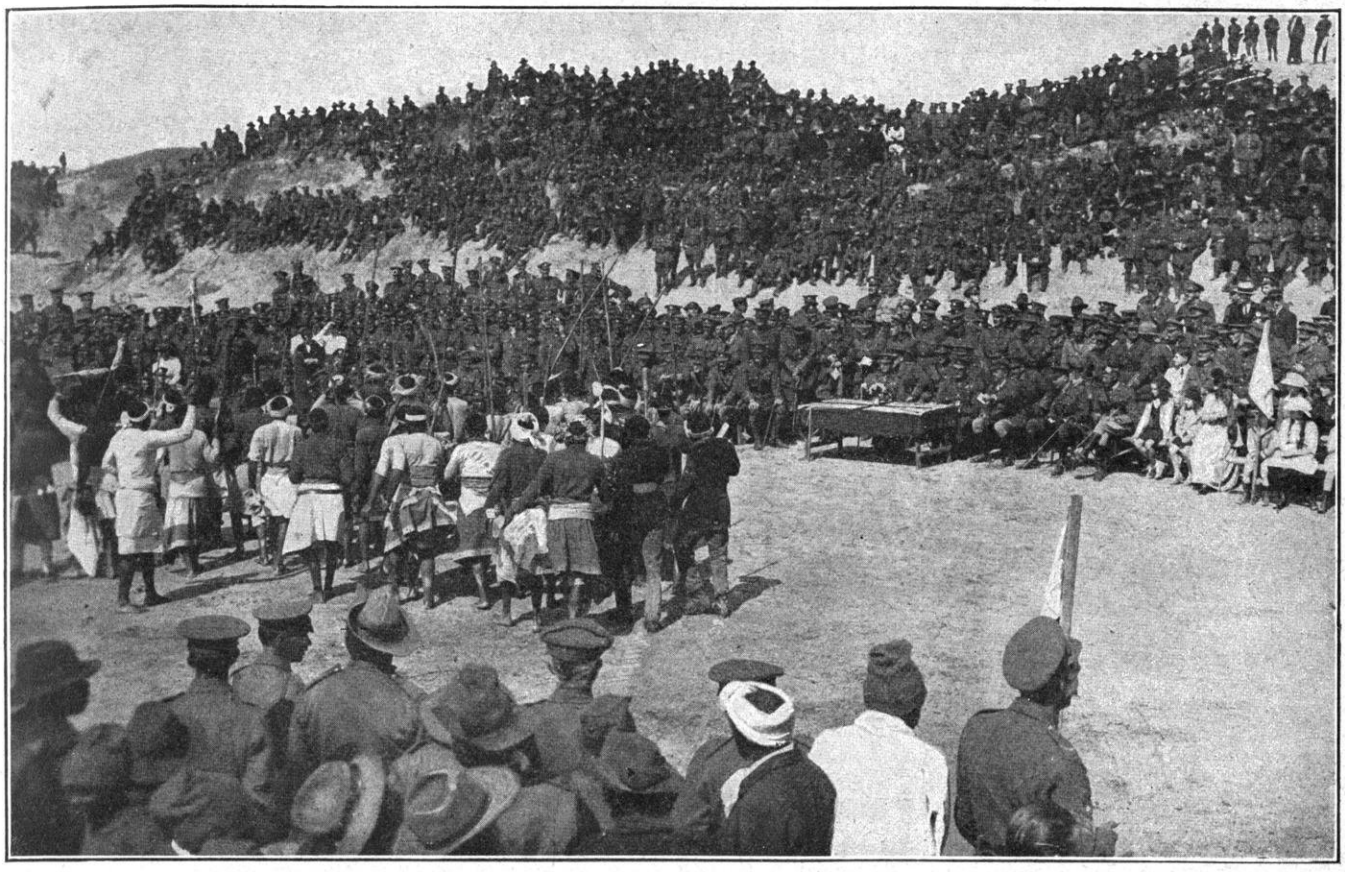
L'Angleterre va envoyer, d'ici le 6 août, six nouvelles divisions qui permettront de relever quatre des nôtres. L'envoi de divisions nouvelles suivra jusqu'en avril prochain. Mais, pendant au moins trois mois, l'Angleterre ne sera en mesure d'alimenter son artillerie qu'à raison de 7 ou 8 coups par pièce et par jour.

ON PRÉPARE L'OFFENSIVE GÉNÉRALE. TACTIQUE ET STRATÉGIE

Les préoccupations sont donc de toute nature. On a vu que les troupes poussent leur fabrication, que le gouvernement français a pris l'initiative de coordonner les opérations de l'Entente. Cependant l'Angleterre est lente à s'organiser ; ses stocks de munitions sont de bien faible importance, ses renforts arrivent au compte-gouttes ; vu la hâte réclamée par les alliés de Russie et d'Italie, qui donc devra, une fois encore, porter le fardeau et accepter le sacrifice? L'armée française.

Du moins, sera-t-on prêt? Question angoissante, et jusqu'à la dernière semaine. Une conférence suprême réunira, le 11 août, à Chantilly, M. Millerand, Joffre, Foch, Castelnau, Dubail. On y calculera la quantité de munitions d'artillerie lourde dont on pourra disposer la semaine suivante : 1 200 000 coups. M. Millerand s'inquiète de ce que l'offensive soit connue de tout le monde. D'autre part, les Allemands ne vont-ils pas attaquer eux-mêmes et, en ce cas, est-on en mesure de préserver la capitale?

(1) A. MILLERAND, Le maréchal Joffre (*Revue hebdomadaire* du 15 février 1919).



UNE FÊTE ORGANISÉE PAR LES SOLDATS SUR LE FRONT ANGLAIS

Foch et Castelnau penchent pour limiter l'offensive. Dubail fait observer qu'une réserve de 400 000 coups est suffisante et qu'en tout cas, il faut attaquer, qu'on s'y est engagé envers l'Italie, la Serbie, la Russie et même l'Angleterre, et que l'opinion publique serait déçue et affaiblie par l'inaction. Finalement on tombe d'accord pour continuer, sans changement, les préparatifs prévus.

N'était-on pas dans une période favorable? Les Allemands, depuis mars, avaient dirigé vers la Russie la valeur de 9 divisions, de sorte qu'au début de juin, les Alliés avaient une supériorité numérique de 680 bataillons sur le front occidental ; contre 1 113 bataillons allemands, ils alignaient 1 384 bataillons français (1 099 actifs et 235 territoriaux), 330 anglais et 80 belges. Pour soulager la Russie dans sa vaste retraite, l'heure était propice. Joffre se décide dans ce sens. Aussi, lorsqu'il eut, le 13 juin, créé ses trois groupes d'armées, il prescrivit au groupe du Centre (Castelnau) d'étudier et de préparer une offensive puissante en Champagne, mais sous cette réserve : « pour le cas où la 4e armée pourrait être renforcée de plusieurs corps d'armée ».

Jusqu'alors, les moyens dont Joffre avait disposé ne lui avaient permis que d'engager une armée à la fois, la 4e en Champagne, la 10e en Artois, la 1re en Woëvre. Maintenant, on pouvait envisager l'action simultanée de plusieurs armées. Les disponibilités s'étaient en effet accrues par un ensemble de mesures et de circonstances dont voici les principales. D'abord, l'amélioration des organisations défensives avait réduit les effectifs de première ligne. Puis les renforts anglais avaient relevé des unités françaises, concurremment avec les troupes territoriales utilisées dans les secteurs calmes, ce qui permettait d'instruire, au repos, les unités actives. Ensuite la création de 15 divisions nouvelles (120e à 129e divisions, 10e, 15e et 16e divisions coloniales, 130e et 131e divisions), allait rendre possible le roulement

des réserves. Enfin l'artillerie lourde s'est développée ainsi que nous l'avons dit ; le 105 à tir rapide sort des usines ; on a constitué des batteries attelées et à tracteurs, des batteries de position ; l'artillerie de tranchée s'accroît.

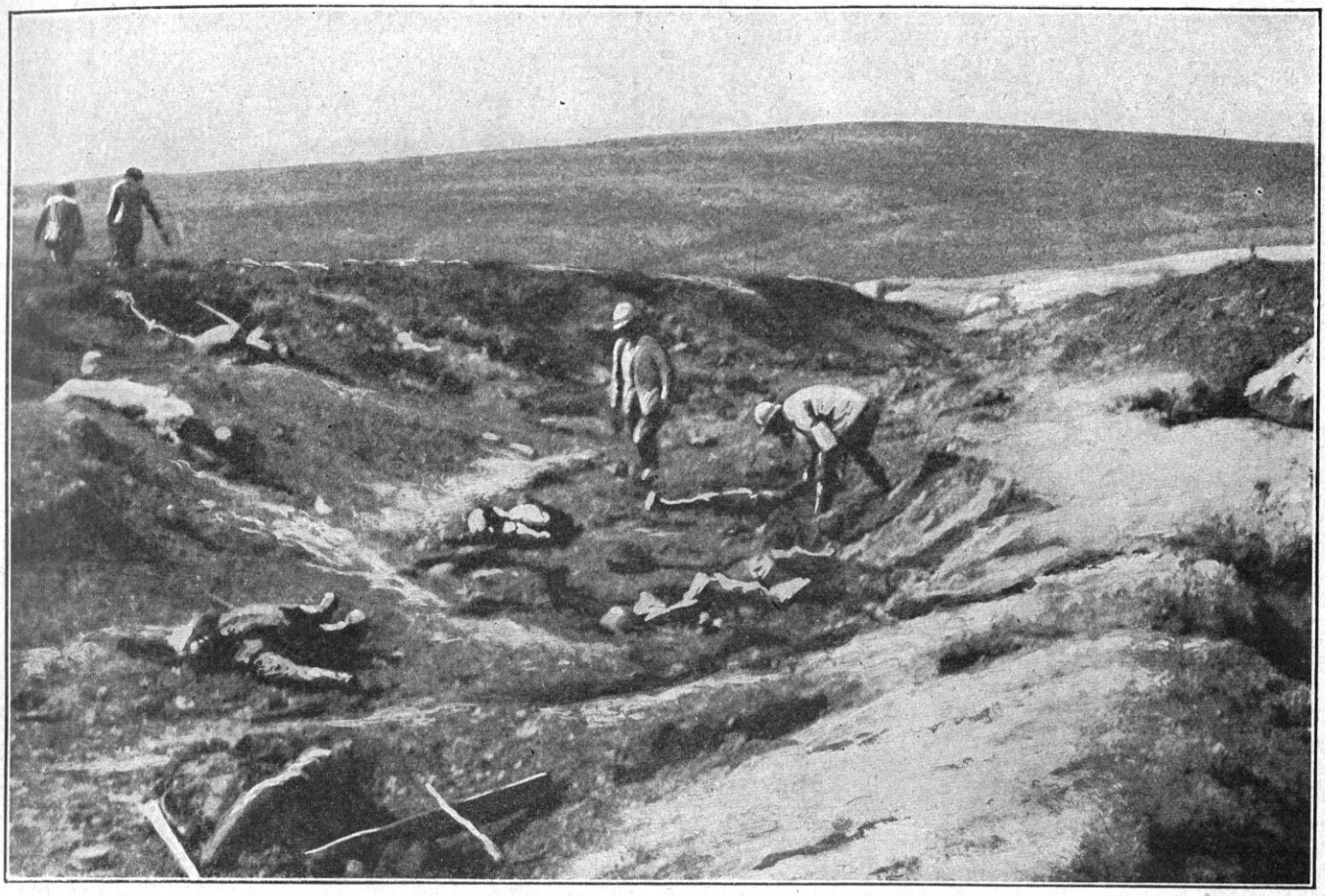
Les munitions restaient, comme on l'a vu, la grosse préoccupation ; on en fabriquait, mais peu encore ; il fallut que le décret du 5 août mît à la disposition de Joffre les ressources importantes de canons et d'obus des places fortes ; c'est alors qu'on décida de transformer les places elles-mêmes en régions fortifiées avec utilisation de leurs ouvrages permanents dans des lignes successives de défense reliées aux lignes des armées voisines ; le général Herr prit ainsi, le 15 août, le commandement de la région fortifiée de Verdun.

De cet ensemble de renforcements de l'armature militaire occidentale, il résultait donc que l'on pouvait rechercher la rupture ailleurs qu'en Artois, où l'on venait d'échouer le 16 juin, et où l'on se contenterait, cette fois, de déclencher une attaque secondaire. Tandis qu'on fixerait ainsi les Allemands en Artois, on leur appliquerait, par une attaque principale, la surprise en Champagne. Joffre en arrivait donc à l'offensive en tenaille sur les deux faces du vaste saillant allemand ; s'il réussissait, c'était la reprise de la guerre en rase campagne vers les deux directions capitales, la Sambre et la Meuse.

A ce moment, les enseignements tactiques de la guerre de position se fixaient dans les deux camps. Le 20 juin, une Note émanée de Chantilly avait confirmé la constitution de centres de résistance très solides et prescrit l'organisation défensive, sur toutes leurs faces, des points d'appui et des villages, la première ligne étant « toujours doublée d'une série de tranchées de soutien, constituant un *ensemble organisé en profondeur* où il soit possible de prolonger le combat par des contre-attaques et des résistances successives, jusqu'à l'arrivée des réserves. La deuxième ligne sera organisée sur le même type ». La Note prescrivait encore l'emploi du béton ou du ciment pour les abris-cavernes, les blockhaus et les casemates flanquantes, l'élargissement et la protection des boyaux. Le 6 juillet, le G. Q. G. déclarait « qu'il ne s'agissait plus de mettre tout son monde en ligne sur un front que l'on croit inviolable, mais d'en garder une grosse partie pour manœuvrer ». Cette évolution de la tactique tendait donc, on le voit, vers *la ligne de points d'appui* se substituant peu peu à la tranchée continue et, d'une manière générale, vers la *profondeur* de la défense et la *manœuvre* des réserves.

L'ennemi avait, lui aussi, en juin, rédigé un document sur « les enseignements de la guerre relatifs à la fortification de campagne ». Il y reconnaissait la nécessité d'au moins deux positions, parce que la deuxième position obligeait l'adversaire à une attaque nouvelle avec déplacement de son artillerie. Chaque position devait comprendre plusieurs lignes distantes de 50 à 100 mètres et de nombreux boyaux ; elle devait être établie de préférence *en arrière des crêtes*, le terrain dominant n'étant utile que comme observatoire d'artillerie. Il était recommandé de briser les attaques adverses par les canons de flanquement et par le bombardement des parallèles de départ, boyaux et places d'armes. Enfin, le « trommelfeuer » français détruisant les flanquements, il fut bientôt prescrit de retirer les mitrailleuses et de les placer en terrain libre, invisibles, où elles échapperont aux obus et ne se révéleront qu'à la dernière minute. Toutefois, ici, le dogme de la défense coûte que coûte de la tranchée de première ligne restait intact.

La tactique suivait ainsi une évolution parallèle. Comme elle se modifiait sous l'empire des circonstances, les états-majors ne manquaient pas de profiter de cette évolution pour en tirer des conclusions favorables à une stratégie renouvelée. C'est ainsi que le général Joffre va reprendre « la longue bataille des communications », en l'entretenant par le système que nous avons vu se dégager, la manœuvre des réserves, mais avec un but immédiat, la rupture du front, et un objectif



CADAVRES ALLEMANDS RESTÉS SUR LE TERRAIN AU COURS DE LA BATAILLE DE CHAMPAGNE

lointain, le refoulement et l'embouteillage de l'ennemi au couloir de la Meuse.

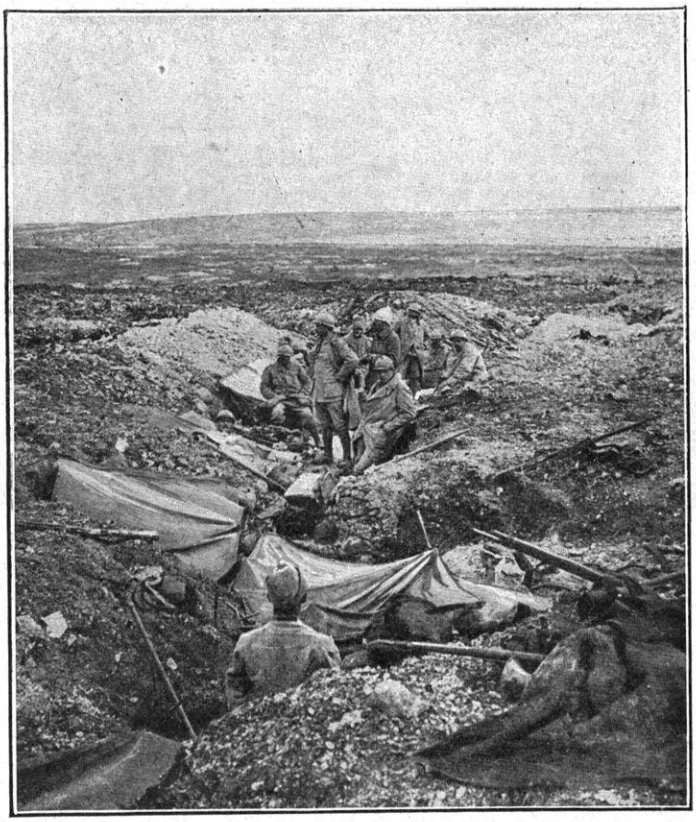
Une instruction partie de Chantilly, le 12 juillet, fixa le plan général : le groupe d'armées du Nord (G. A. N.) mènera une attaque secondaire en liaison avec les Anglais et les Belges ; *le groupe d'armées du Centre* (*G. A. C.*) *sera chargé de l'attaque principale* ; le groupe d'armées de l'Est (G. A. E.) gardera une attitude défensive. En cas de rupture, le front à atteindre sera Frasnes-lez-Buissenal — Le Quesnoy pour Foch, Le Nouvion — Sedan pour Castelnau.

Une Instruction secrète adressée le même jour au général de Castelnau précisa la mission confiée par Joffre au G. A. C. : « *Notre attaque principale sera donnée entre Moronvilliers et l'Aisne par les 2e et 4e armées. Elle sera prolongée par une action offensive de la 3e armée sur la rive droite de l'Aisne. Dautre part, une autre action offensive destinée à ouvrir ultérieurement les débouchés de l'Aisne sera préparée par la 5e armée entre Craonne et le massif de Brimont.* »

Pour réaliser la partie centrale et essentielle de cette opération, Joffre mettait à la disposition de Castelnau le général Pétain, commandant la 2e armée depuis le 21 juin, et son état-major. Il prévoyait que la masse d'attaque, c'est-à-dire les 4e et 2e armées, se composerait de 10 corps d'armée (27 divisions et 2 corps de cavalerie) et qu'elle serait appuyée par 550 pièces lourdes ; mais, bientôt, par un nouvel effort, cette force imposante devait être portée *à 29 divisions et 800 pièces lourdes*. Joffre précisait ainsi sa pensée à Castelnau : « Il est bien entendu que toutes dispositions seront prises pour rechercher et *exploiter à fond le succès initial*. La bataille que vous livrerez en Champagne, dans le même temps que le général Foch et le maréchal French attaqueront dans le Nord, est *l'opéra-*

tion principale de la campagne de 1915. Elle sera le signal de l'offensive sur le front des autres armées de la République. Je compte sur vous pour que le moral des troupes sous vos ordres soit au niveau de la grandeur de leur tâche. J'ai la conviction entière que vous saurez les conduire à la victoire. »

Magnifiques perspectives qui tenaient en haleine tous les courages ! Avant tout, le secret était nécessaire. On rédigea des instructions et on prit des mesures dans ce sens. Mais les premières permissions venaient d'être accordées. Les investigations parlementaires se multipliaient avec les polémiques. Les nouvelles ayant transpiré, l'ennemi fut renseigné de bonne heure (1).



ORGANISATION D'UNE POSITION NOUVELLE

La mission de Castelnau bien définie, une Instruction fixa celle de Foch, à la branche gauche de la puissante tenaille. « L'attaque du G. A. N. visera la rupture du front ennemi ou tout *au moins la conquête de la crête 119-140.* » Il lui était recommandé de reposer et de reconstituer les troupes tout en empêchant l'ennemi de retirer ses unités d'Artois. Déjà l'on prévoyait pour l'Artois une force de 12 divisions, 2 divisions de cavalerie et 300 pièces lourdes ; en fait, cette force sera sensiblement augmentée.

Il fallait décider l'Angleterre. A la conférence de Calais, elle s'était prononcée nettement pour une attitude uniquement défensive. Cependant, French commence à recevoir les premiers renforts de Kitchener : Joffre en profite pour lui demander d'étendre un peu son front de 4 kilomètres au sud, jusqu'à la route d'Aix-Noulette à Angres, et, surtout, de relever le 11e corps et la 56e division qui tiennent une ligne de 30 kilomètres entre Berles-au-Bois et Carnoy. C'est à dessein que Joffre ne demande pas la relève, près de la mer du Nord, des unités qui occupent le secteur de Nieuport et le secteur Bœsinghe-Steenstraete : là en effet se trouve la couverture éloignée de la place de Dunkerque et il importe, à ses yeux, qu'elle soit assurée par des troupes françaises. Mais il ne suffisait pas que les Anglais étendissent leur front vers le sud, il était d'un intérêt capital pour le plan français qu'ils se décidassent à attaquer en force, en liaison avec la 10e armée d'Urbal. Le 11 juillet, Joffre vient à Saint-Omer et s'y rencontre avec French et Foch. Il demande à French d'opérer sur Loos et Hulluch avec 10 divisions en contournant, par le nord, les corons de Lens et de Liévin. Bien qu'il eût certainement préféré une offensive sur Ypres, French finit, après un mois d'hésitation, par entrer dans les vues du haut commandement français : le 10 août, il accepta enfin « d'orienter les opérations de l'armée britannique conformément aux désirs exprimés par le général Joffre, *en tant que généralissime* ». La haute autorité qu'il avait acquise, le tact et

(1) Falkenhayn écrit (p. 91), à propos d'un renforcement du front oriental examiné *vers le* 21 *juillet* : « Le retrait temporaire de deux divisions du front français était devenu possible parce que, d'après des *nouvelles récentes et sûres*, la grande offensive qu'on y attendait ne devait commencer que dans *la deuxième moitié de septembre.* »

UNE BATTERIE DE 75 POUR TIR CONTRE AVION

la prudence dont il n'avait cessé de faire preuve dans ses rapports avec French, obtenaient au général Joffre cette nouvelle confirmation dans la situation éminente que lui reconnaissaient les Alliés.

LA PRÉPARATION DE LA BATAILLE DE CHAMPAGNE Décidée dans son principe, la bataille entre dans la phase préparatoire. Castelnau fait, le 21 juillet, les propositions suivantes : « L'objectif essentiel des opérations du G. A. C. est de créer une aile dans le dispositif ennemi appuyé au Rhin et à la mer, c'est-à-dire de rompre le front adverse et d'en repousser les débris assez loin pour nous assurer une zone de manœuvre. » La 4e armée (de Langle de Cary) et la 2e armée (Pétain), dont la ligne de démarcation passe à l'ouest de Perthes, doivent donc attaquer à fond et Joffre, qui approuve le plan de Castelnau le 25 juillet, insiste sur le caractère décisif des opérations prochaines. Il faut, explique-t-il, dépasser, d'un seul coup, l'ensemble des organisations ennemies ; l'attaque doit être puissante et soudaine ; elle doit être menée sur un front suffisamment large pour que les réserves allemandes ne puissent intervenir ; il n'y a pas de limite à la profondeur de la rupture, et des divisions supplémentaires seront envoyées pour l'exploiter ; il faut développer l'ardeur offensive, faire accompagner l'infanterie par l'artillerie de campagne et l'artillerie lourde mobile, faire progresser la cavalerie « sur les talons » de l'infanterie et atteindre jusqu'aux batteries lourdes ennemies.

Le terrain à aménager, les troupes et le matériel à amener, une masse énorme à ébranler, ce fut, pendant plus de six semaines, une activité intense en Champagne. Il n'y avait que 7 divisions en ligne ; il en arriva progressivement 20 nouvelles, de manière à constituer la 2e armée avec 13 divisions et la 4e armée avec 14 divisions ; dans chaque armée, 9 divisions

étaient en première ligne. L'armée de Langle, à gauche, disposait d'une zone arrière mieux pourvue que l'armée Pétain de villages et de voies de communication, mais la tâche était la même. La voie ferrée Châlons-Sainte-Menehould fut doublée et on y greffa une voie de $0^m,60$ par corps d'armée. L'infanterie avait besoin de multiples boyaux, au moins neuf à douze par corps d'armée, soit un tous les 300 ou 400 mètres ; elle avait besoin de parallèles et de places d'armes ; pour l'artillerie lourde, une organisation nouvelle était à créer entièrement.

Dans chaque secteur d'attaque, écrit un témoin autorisé de la 4e armée, l'organisation était prévue d'après un plan d'ensemble très étudié, qui devait ensuite être adapté au terrain et se raccorder avec les installations déjà existantes. Les travaux comportaient, en arrière du front défensif, des boyaux de communication, des boyaux d'évacuation, des boyaux de liaison, des parallèles et des places d'armes où seraient abritées les deuxièmes, troisièmes et quatrièmes vagues d'assaut. La première vague devait partir, soit de la tranchée de première ligne, si celle-ci était suffisamment rapprochée des premières tranchées ennemies (150 à 200 mètres), soit de parallèles de départ à établir en avant de la tranchée de première ligne. En tout cas, les parallèles de départ, ainsi que les boyaux leur donnant accès, ne devaient être construits que pendant les dernières nuits précédant l'attaque.

A ces travaux il faut ajouter l'installation dans les tranchées de première ligne de dépôts blindés et de niches pour cartouches et grenades, d'emplacements pour les approvisionnements de fils de fer, de piquets, de sacs à terre et d'outils, pour le matériel téléphonique, pour les engins de franchissement, de destruction et de lutte nécessaires aux troupes d'attaque.

Les boyaux de communication et d'évacuation comportaient de nombreux garages ; ceux situés dans la zone des places d'armes de la quatrième vague d'assaut comportaient aussi des postes de secours. Certaines places d'armes, par exemple celle organisée par le 2e corps colonial à l'est de Souain, renfermaient également des postes de secours et des dépôts de matériel. Suivant les secteurs, plusieurs de ces travaux préparatoires ne pouvaient être exécutés que de nuit, par travailleurs alignés, ou bien le jour en ne travaillant qu'en sape et progressant par la tête.

Des instructions particulières réglaient dans le plus grand détail le mode d'action de l'artillerie pendant les trois journées de feu jugées alors nécessaires pour préparer l'attaque, ainsi que pendant les journées d'assaut. A cette époque, on ne connaissait pas les tanks, et on ne pouvait détruire à distance les réseaux de fils de fer de l'ennemi que par l'artillerie lourde à tir courbe, l'artillerie de tranchée et toujours le 75. Pour neutraliser les mitrailleuses de flanquement, généralement invisibles et ne se démasquant qu'au dernier moment, les nettoyeurs de tranchées qui suivaient les vagues d'assaut devaient courir vers les points où ils les entendaient crépiter et les mettre hors d'état de nuire.

D'autres instructions prescrivaient les mesures à prendre pour fournir la garnison des ouvrages conquis, pour les retourner contre l'ennemi, ainsi que pour établir rapidement des boyaux de communication entre notre première ligne et la première ligne allemande. Des unités encadrées étaient chargées d'assurer les ravitaillements en munitions, vivres, eau, outils, défenses accessoires. Un service d'ordre très minutieux était organisé dans les tranchées et les boyaux.

Des liaisons entre les terrains d'atterrissage des escadrilles, les centraux aéronautiques et l'artillerie lourde existaient déjà ; mais on avait prévu le déplacement en avant des batteries par bonds successifs et, par suite, le dédoublement des centraux d'artillerie et la création d'un central *bis*. Le service de surveillance aérienne et les réglages par avions étaient réglementés par des instructions spéciales. Des observateurs exercés, placés dans les tranchées et en drachen, devaient aussi contribuer au réglage du tir. Dans les journées de préparation par l'artillerie, le réglage devait être obtenu pièce par pièce. Enfin le réseau téléphonique était complété et renforcé sur tout le terrain des attaques et des précautions furent prises pour que les communications téléphoniques ne fussent pas interrompues pendant les assauts.

Le front de 25 kilomètres compris entre Auberive-sur-Suippe et Ville-sur-Tourbe coupait de long en large la plaine de Champagne et présentait, dans l'unité du paysage de craie et de boqueteaux de sapins, plusieurs aspects différents, de l'ouest vers l'est. C'était, d'abord, montant de la Suippe que l'armée de Langle occupait, un grand glacis, le glacis de Vedegrange, culminant aux hauteurs qui nous cachaient la vallée de la Py ; puis, à l'est, la cuvette boisée de Souain dont l'ennemi tenait les pentes et les sommets, surtout celles qui, à droite, étaient couvertes par les bois du Trou Bricot ; plus à l'est encore, une trouée bordant la route de Perthes à Tahure ; puis les hauteurs boisées au nord du Mesnil, coupées par le ravin de la Goutte ; enfin le plateau de Beauséjour et un bastion de craie, la Main de Massiges, culminant au mont Têtu.

On avait eu tant de peine à s'emparer des villages d'Artois, si formidablement organisés, comme Carency et Neuville, que l'absence de lieux habités sur les ondulations de Champagne avait été une des raisons du choix de ce

RAVITAILLEMENT DES CAISSONS D'ARTILLERIE SUR LE FRONT DE CHAMPAGNE

terrain d'offensive. Mais ce n'était qu'une difficulté de moins. La première ligne ennemie, en effet, était très forte, avec ses tranchées successives, et surtout ses centres de résistance à l'est d'Auberive, à l'ouest de Souain, aux bois du Trou Bricot, à l'est de la route de Tahure, au plateau de Massiges ; heureusement, cette première ligne était observable à vues directes, sauf quelques tranchées de soutien à contre-pente et sous bois. La deuxième ligne, établie derrière les hauteurs (devant Pétain, elle était à 5 ou 6 kilomètres, sur le versant nord de la Dormoise), ne pouvait être observée que par avions, étant à contre-pente. Les deux lignes étaient précédées d'un réseau très dense de très gros fils de fer et pourvues d'organes de flanquement nombreux et dissimulés, tels que mitrailleuses et canons légers à tir rapide.

Voilà donc ce que la 4e armée et la 2e armée, marchant toutes deux de manière à aborder l'Aisne l'une en aval, l'autre en amont de Rethel, avaient à emporter « d'un seul coup ».

Les 27 divisions (375 000 hommes) se concentrèrent progressivement. Mais le temps pressait. Les armées russes reculaient de plus en plus sous la poussée austro-allemande. Varsovie était tombée, la ligne des forteresses tombait à son tour. Il devenait de plus en plus urgent de soulager la Russie. Joffre avait d'abord fixé la date de l'offensive au 8 septembre. Pétain, soucieux d'une préparation parfaite, la fit remettre au 15 ; puis, malgré l'avis de Langle de Cary qui craignait que le mauvais temps ne coïncidât avec l'équinoxe, il obtint qu'on la remît, pour qu'il fût tout à fait prêt, au 25.

Le mécanisme de l'offensive était réglé de telle sorte que les brèches obtenues par l'effort de rupture des troupes de première ligne fussent aussitôt élargies par des troupes de deuxième ligne : ainsi les points de résistance tomberaient, un ou deux flancs seraient ouverts et

la bataille pourrait être transportée en rase campagne.

De Langle de Cary répartit ses troupes : la 124e division est devant les hauteurs sud de Moronvilliers, le 4e corps (7e division) face à Auberive, le 32e corps (2 divisions) entre Auberive et le chemin de Saint-Souplet, le 7e corps (2 divisions) entre le chemin de Saint-Souplet et le moulin de Souain, le 2e corps colonial (trois divisions y compris la division marocaine) entre le moulin et la butte de Souain. De son côté, Pétain occupe la partie droite du front d'attaque avec, de l'ouest à l'est, le 14e corps, le 11e corps, le 20e corps, le 1er corps colonial, la 151e division.

Les 9 divisions de deuxième ligne devaient se masser de manière à profiter des brèches pour se jeter résolument au delà de la Py et de la Dormoise : ainsi, à la 4e armée, le 6e corps était derrière le 2e corps colonial, les 8e et 56e divisions derrière les 32e et 7e corps ; de même pour les 4 divisions de la 2e armée.

Derrière les troupes de seconde ligne, le 2e corps de cavalerie (trois divisions) devait se rassembler à Vadenay-La Cheppe, puis se jeter sur la Py et galoper jusqu'aux passages de l'Aisne, en liaison avec le 3e corps de cavalerie, de l'armée Pétain.

L'artillerie lourde (800 pièces) était en place dans les deux armées : canons à longue portée 155 long, 120, 105, 95 ; pièces à tir courbe 270, 220, 155 c. et 155 c. t. r. ; en outre, quelques 19 de côte, 274, deux 305 sur voie ferrée à la 4e armée, des pièces de marine de 14 et de 10 portées par des canonnières fluviales et abritées au tunnel du canal de la Marne à l'Aisne, près de Vaudemange. L'approvisionnement était calculé pour cinq jours de feu à pleine puissance (trois pour la préparation et deux pour l'attaque) et cinq jours à puissance réduite.

Telles étaient les dispositions prises par Castelnau pour conduire cette bataille décisive. Quand le bombardement commença, le 22 septembre, la confiance était complète, le moral n'avait jamais été plus haut.

Mais, que se passait-il de l'autre côté des tranchées?

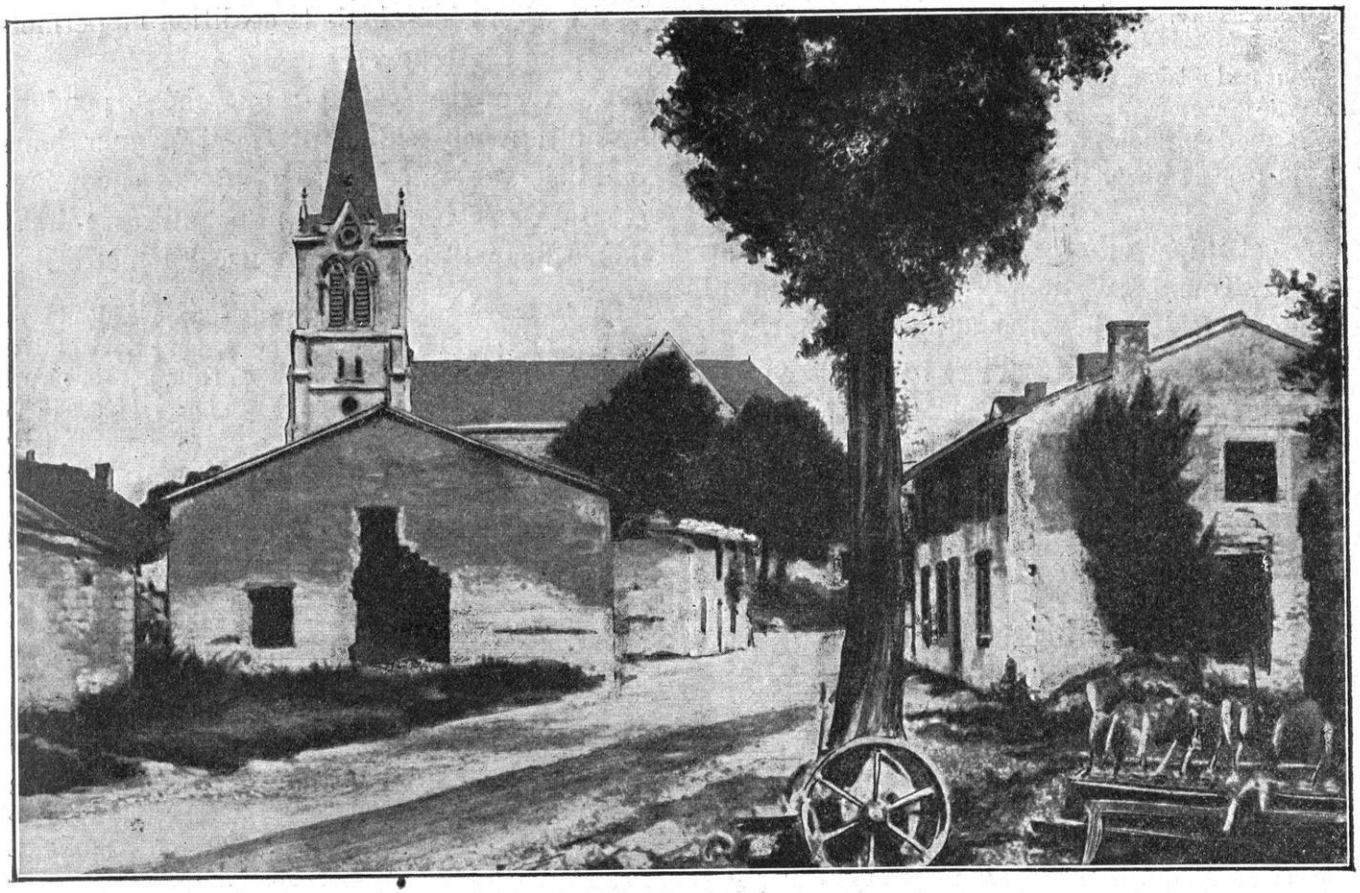
L'ENNEMI SE MET EN GARDE

La IIIe armée allemande (von Einem) occupait toujours les hauteurs de Champagne. Depuis le début de juillet, le VIIIe corps de réserve (général Fleck) tenait le front de Souain à Massiges avec, de l'ouest à l'est, la 15e division de réserve Liebert, la 50e division Engelbrechten et la 16e division de réserve Ditfurth. Après avoir, au cours de la bataille d'hiver, construit une deuxième ligne à un kilomètre derrière la première, von Einem avait fait établir une « position de réserve » qui partait de la ferme de Navarin et, par la butte de Tahure, gagnait les hauteurs nord de la Dormoise (1). Un tunnel, construit par le général Fleck, la reliait à la position de l'avant. On avait creusé ou amélioré des routes, agrandi les quais de chemin de fer, créé une gare au tunnel de Somme-Py ; hors des villages à moitié détruits, on avait installé des camps, notamment le camp de Kaisertreu, au nord de Somme-Py.

Bientôt, von Einem avait eu des indices d'offensive prochaine par l'activité des canons et des avions français, des camions et des trains ; le 31 août, un déserteur, à Auberive, livra le secret de l'attaque. Von Einem reçut des renforts d'artillerie, avec ordre toutefois d'économiser les munitions, car on en avait grand besoin pour l'attaque contre la Serbie. On reconnut, on repéra, on photographia les travaux de préparation ; on se mit en garde par des contre-mesures, telles que le renforcement des garnisons de l'avant, le rapprochement des réserves, l'amélioration des positions d'arrière, la liaison des armes, la suppression des congés dès le 5 septembre. Enfin, quand la 5e division, destinée au front de Serbie, eut été mise en réserve à Attigny, un déserteur, le 21, annonça l'attaque pour le lendemain. L'armée allemande était sur ses gardes.

Par beau temps, le 22 à 7 heures du matin, le

(1) ARNDT VON KIRCHBACH, *Kampfe in der Champagne.*



LA TRAVERSÉE DU VILLAGE DE SAINT-SOUPPLET

tir de l'artillerie française commença ; il devait durer trois jours et trois nuits, détruisant les réseaux, coupant les communications téléphoniques, nivelant les tranchées, obstruant les boyaux, écrasant les abris. Il allait s'abattre au loin sur les quartiers généraux, les villages, les camps, les dépôts, les points de passage des routes, les gares de Bazancourt et de Challerange, la nouvelle gare du tunnel de Somme-Py, arrêtant tous les transports, transformant tout en décombres. Des batteries de renfort se hâtèrent vers ce front déchiqueté, tandis que, dans le ciel, l'aviation allemande acceptait la lutte courageusement ; cependant, un matin, 24 avions de chasse français, suivis des yeux par les troupes enthousiasmées, prirent leur vol vers Vouziers.

LA BATAILLE DE CHAMPAGNE (25 SEPTEMBRE 1915)

L'heure sonnait. Les chefs pouvaient maintenant confirmer aux combattants l'importance de l'effort nécessaire. Joffre prescrivit d'expliquer à tous les régiments que 35 divisions sous le général de Castelnau, 18 divisions sous le général Foch, 13 divisions anglaises, 15 divisions de cavalerie franco-anglaises allaient prendre part aux opérations, et que les trois quarts de l'armée française allaient ainsi s'engager dans la bataille avec 2 000 pièces lourdes et 3 000 pièces de campagne. Enfin, le 23 septembre, l'ordre général nº 43 partit de Chantilly :

Soldats de la République !

Après des mois d'attente qui nous ont permis d'augmenter nos forces et nos ressources, tandis que l'adversaire usait les siennes, l'heure est venue d'attaquer pour vaincre et pour ajouter de nouvelles pages de gloire à celles de la Marne et des Flandres, des Vosges et d'Arras.

Derrière l'ouragan de fer et de feu déchaîné grâce au labeur des usines de France, où vos frères ont nuit et jour travaillé pour vous, vous irez à l'assaut tous ensemble, sur tout le front, en étroite union avec les armées de nos alliés.

Votre élan sera irrésistible.

Il vous portera d'un premier effort jusqu'aux batteries

de l'adversaire, au delà des lignes fortifiées qu'il vous oppose.

Vous ne lui laisserez ni trêve ni repos jusqu'à l'achèvement de la victoire.

Allez-y de plein cœur, pour la délivrance du sol de la patrie, pour le triomphe du droit et de la liberté.

A cet appel vibrant, tous les cœurs répondaient. Tous les carnets des combattants sont pleins de la joie de sortir enfin des tranchées, dans la certitude de vaincre ; officiers et soldats communient avec la même foi dans la victoire :

Ah ! avancer à l'ombre du drapeau, à la poignée d'éventail, au centre nerveux de mon beau 116e ; sentir, savoir dès maintenant que je suis adopté, mieux même, apprécié et aimé, que tous ces hommes chez qui l'héroïsme silencieux est monnaie courante, qui parlent de l'attaque prochaine comme ils parlent de la couleur du temps, qui sont prêts, qui en veulent... ; que ces hommes iront où je les enverrai, feront ce que je leur dirai, tu me connais assez, ma chérie, tu sais assez dans quelle pensée j'ai préparé la guerre, pour sentir que mes rêves sont pleinement réalisés (1).

SAINT-SOUPPLET. — LA RUE PRINCIPALE

Soudain, dans la nuit du 24 au 25, le vent passa au sud-ouest et, à l'aube, la pluie se mit à tomber doucement, embrumant tout l'horizon. C'était grave, non seulement pour le réglage des tirs, mais pour l'élan des troupes. Ne fallait-il pas retarder l'offensive? La question fut envisagée. Mais si l'on prolongeait la préparation d'artillerie, l'approvisionnement actuel et le rendement des fabrications n'y pourraient suffire ; si l'on ajournait l'offensive, il fallait longuement reconstituer les stocks et la situation générale de la coalition ne permettait plus d'attendre.

Les troupes s'étaient rapprochées, pendant la nuit, assez lentement, pour gagner leurs parallèles de départ ; il y eut des encombrements dans les boyaux ; des unités mirent douze heures pour faire douze kilomètres.

Sur les tranchées, assis comme au spectacle, des tas de soldats, aux casques maculés de craie, suivent attentivement les derniers spasmes du tir d'artillerie. Tout s'annonce bien ; le Boche ne fait pas signe de vie, terré probablement dans ses abris. Le tir se poursuit, inexorable, long bruit de chariot des grosses pièces, appels énervés et brefs des canons de campagne qui crachent sans discontinuer, avec une rapidité folle : ils doivent être abrutis, là-bas.

9 h. 15. Les baïonnettes luisent, les housses des drapeaux tombent. Et c'est *la charge* !

Lentement, en rangs, comme à la parade, ils sortent et s'alignent. Le clairon sonne ! L'allure se précipite, et pendant que commencent à crépiter, dans un bruit d'orage et de grêle, les balles de l'ennemi, ils font un bond... Enivrés par le bruit des balles, l'appel toujours le même du clairon qui, sans se lasser, sonne, sonne, ils courent.

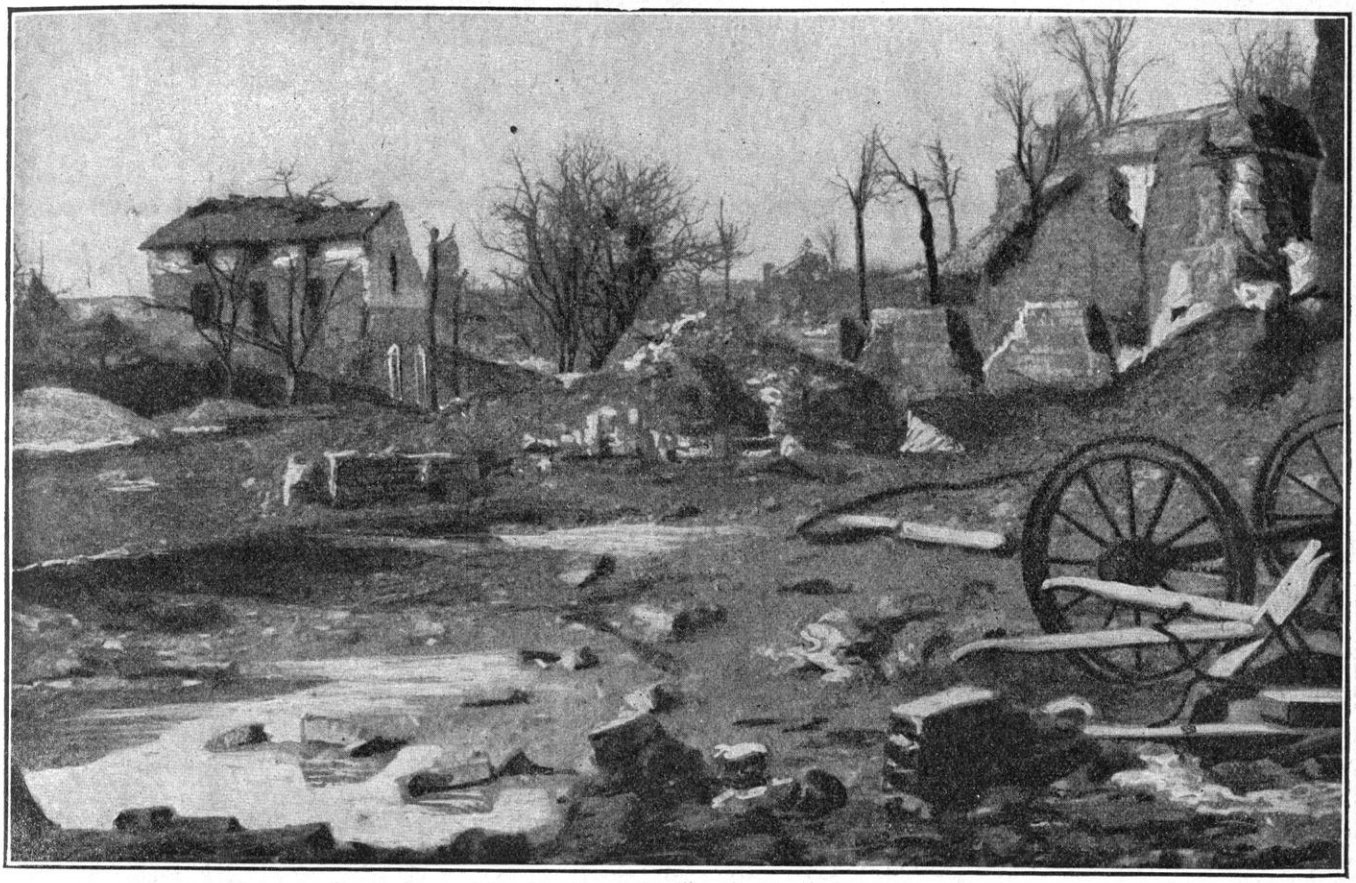
Les compagnies allemandes se rendent, officiers et hommes. Partout des bras en l'air : « Kam'rad... Kam'rad... » Ils avancent toujours ! La première ligne est franchie, la deuxième tombe et le clairon sonne toujours. Sur la longue étendue des régiments d'assaut flottent les drapeaux, les drapeaux que la guerre de tranchées avait répudiés dans leurs housses noires.

Le clairon ! Le clairon toujours ! Les notes folles de la charge se répètent sur les bouches en sang... Ils culbutent les derniers fantassins. Et ce sont les artilleurs maintenant, les pièces qui tombent, et les servants qui se rendent.

Et sur cet immense champ de bataille, où tombe une pluie fine, et où meurent et s'égorgent des bataillons, dans la boue, les trois couleurs des drapeaux mettent un rayon de soleil (1).

(1) Lieutenant-colonel BOURGUET (Lettre à sa femme), *L'aube sanglante*, p. 148.

(1) Eugène PIC, *Dans la tranchée*, p. 86.



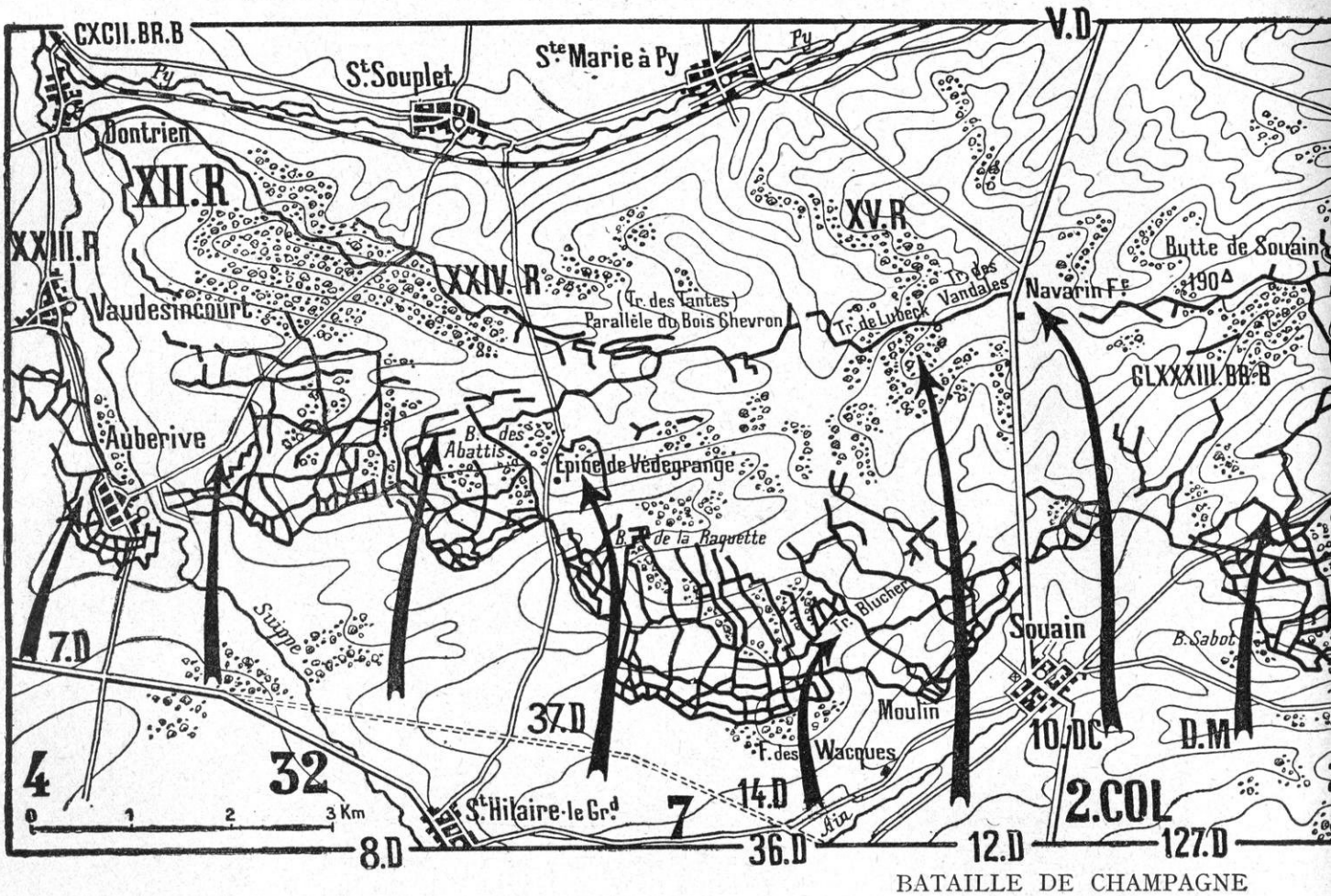
SOUAIN. — CE QU'IL RESTE DU VILLAGE BOMBARDÉ

Tel fut cet assaut magnifique, baïonnette au canon, drapeaux déployés, les musiques jouant la *Marseillaise*, les tambours et les clairons battant et sonnant la charge. Jamais il n'en avait été de plus héroïque, jamais plus il n'en fut de plus beau.

D'un bond, à la droite de l'armée Pétain, le 1er corps colonial (général Berdoulat) a grimpé avec ses deux divisions Goullet et Mazillier jusqu'au Cratère, au sommet de la cote 191, et sur les Doigts de la Main de Massiges ; vers midi seulement des mitrailleuses ennemies se dévoilent et, jusqu'au soir, sur 191, la brigade Puypéroux rejette des contre-attaques.

Pendant ce temps, le 20e corps (général Balfourier) attaquait avec les 11e et 39e divisions face à Maisons de Champagne et à la Butte de Mesnil : la 39e division enlève de bonne heure les batteries ennemies sur la crête de la ferme de Maisons de Champagne ; d'autres canons sont enlevés au Bois Allongé et de nombreux prisonniers capturés avec l'aide d'escadrons de hussards arrivés au galop ; à 14 heures, la division attaquait l'ouvrage de la Défaite ; allait-elle descendre sur la Dormoise? A gauche cependant, la 11e division Ferry, ayant enlevé le ravin des Cuisines et abordant les tranchées sud de la Butte de Mesnil, se heurte à des feux partis de deux tunnels creusés sous la butte.

Plus à gauche encore, le 11e corps (général Baumgarten) s'était emparé des deux Mamelles. Puis, tandis que la 21e division se trouvait immobilisée devant le Trapèze et la Courtine, en face de fils de fer intacts protégeant les tranchées de soutien à contre-pente et dans les bois, la 22e division Bouyssou avait poussé à gauche jusqu'à la Brosse à Dents, chassé l'ennemi dans la tranchée de la Vistule et tenté de déborder Tahure par l'ouest et le sud. Des patrouilles du 116e ont trouvé Tahure abandonné. Mais la brigade Mac-Mahon, ayant



BATAILLE DE CHAMPAGNE

franchi le ravin de la Goutte et un glacis de 1 200 mètres, n'a pu dépasser le ravin au pied de la butte de Tahure, d'où un feu violent l'arrête net : elle a cependant capturé à elle seule 19 canons et 800 prisonniers ; mais elle a perdu 1 400 hommes.

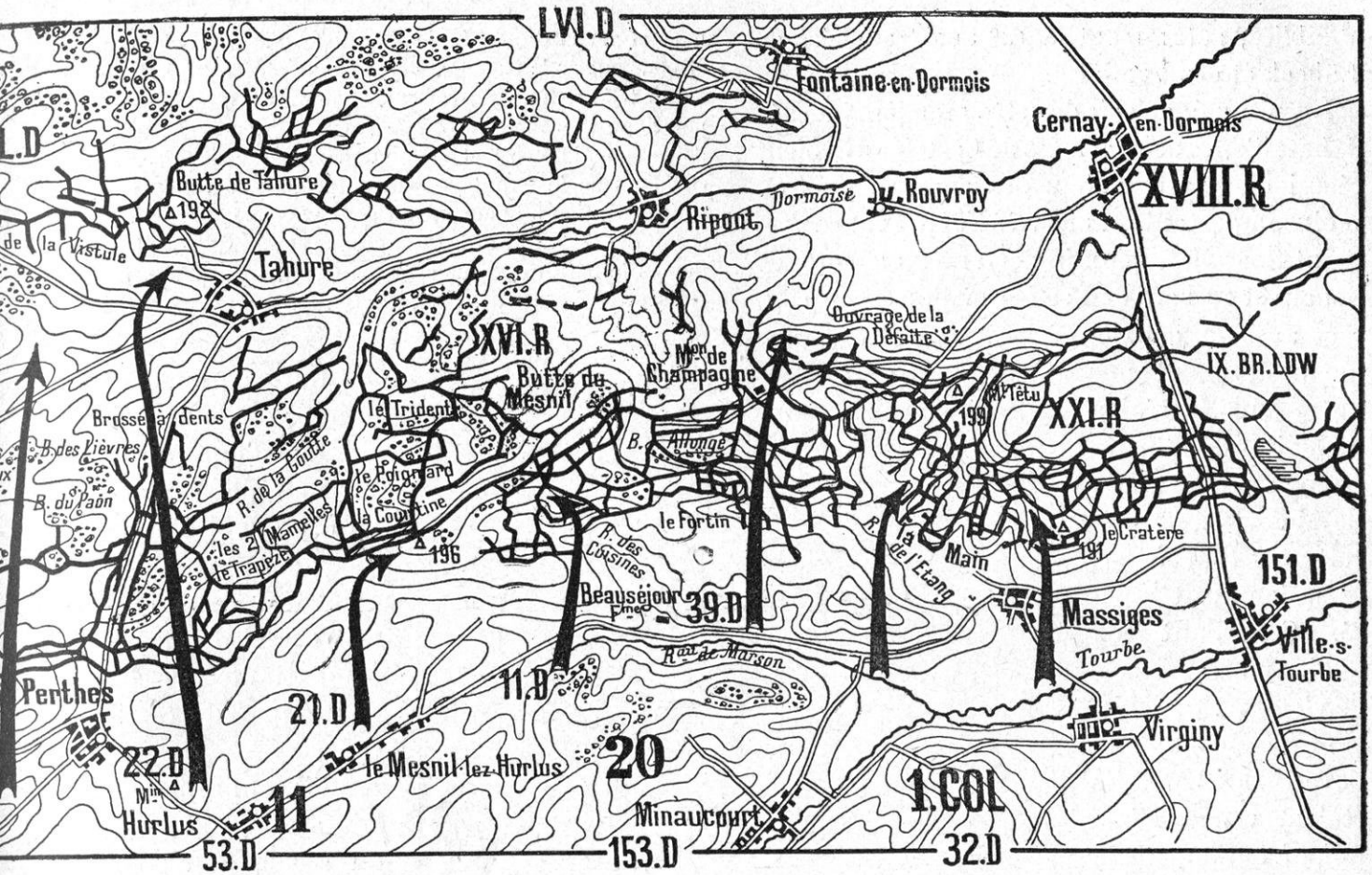
Toujours vers l'ouest, au 14e corps (général Baret), la 28e division avait progressé au nord des bois du Paon et des Perdreaux et la 27e division, arrivée au contact des tranchées ennemies de l'Arbre 193 et de la Vistule, les eût enlevées sans un barrage d'artillerie et la présence de fils de fer intacts.

Ainsi l'armée Pétain faisait une pointe en avant avec son aile gauche. Mais l'ennemi s'était maintenu sur une ligne : butte de Tahure, Tahure, la Brosse à Dents, le Trapèze, d'où, les jours suivants, on aura peine à le déloger.

Dans le succès, il y avait eu, dès cette première journée, quelques déboires : les vagues d'infanterie s'étaient fondues en une seule ligne compacte, « une horde d'hommes », selon le mot de Pétain, qui, se trouvant sans liens tactiques, était à la merci d'une contre-attaque. Les divisions de seconde ligne, parties derrière les troupes d'assaut et à la même heure et ayant subi le même bombardement, s'étaient jetées dans les boyaux et s'y étaient embouteillées (1).

La liaison à gauche avec l'armée de Langle de Cary était assurée par le 2e corps colonial (général Blondlat). Ce corps avait atteint rapidement par son centre (10e division coloniale Marchand) la ferme de Navarin. Marchand avait dit, devant ses troupes, au général de

(1) A la 53e division, la 105e brigade mit plus de dix heures pour rejoindre le 11e corps aux bois des Lièvres et des Échelons. La 153e division encombra à midi le ravin de Marson, derrière le 20e corps, et fut incapable de manœuvrer. La 32e division seule, par hasard, put atteindre derrière le 1er corps colonial le ravin de l'Étang. Pétain conclut, dans son rapport du 1er novembre 1915, que les réserves doivent avoir du champ pour remplir leur double rôle : renforcer ou manœuvrer.



1re JOURNÉE, 25 SEPTEMBRE 1915

Langle : « Le jour de l'attaque, nous atteindrons la ferme de Navarin en une heure. » Partie d'une grande place d'armes, surnommée « la place de l'Opéra », la division est entraînée par son chef en personne; mais Marchand, que sa légendaire bravoure porte sans cesse en avant, est blessé au ventre par une balle de mitrailleuse. La division de gauche, excitée par cet exemple, enlève aussi la première ligne, mais celle de droite, la division marocaine, se heurte à de plus sérieuses difficultés au milieu des bois du Trou Bricot ; il reste de nombreux obstacles et la première ligne n'est enlevée que le soir. Bref, malgré l'appui d'une partie du 6e corps, le 2e corps colonial ne parvint pas à déborder la Butte de Souain par le nord.

A gauche, au 7e corps (14e et 37e divisions), la marche en avant fut plus lente encore et plus coûteuse, devant les puissantes organisations du moulin de Souain et de l'Épine de Vedegrange; l'artillerie n'ayant détruit que partiellement les défenses accessoires, il devenait, sous la pluie et le brouillard, extrêmement difficile d'observer directement le tir et impossible de l'observer par avions. Si la 37e division prend rapidement le Bois de la Raquette et de l'Epine de Vedegrange, la 14e division progresse difficilement en face de la tranchée de Blücher.

Le 32e corps (général Berthelot) avait également franchi les premières lignes et atteint le bois des Abatis et la route d'Auberive à Saint-Soupplet au nord-est d'Auberive. Quant à la 7e division (du 4e corps), elle avait pénétré seulement dans la partie nord-ouest du village fortifié d'Auberive et ses progrès étaient lents et difficiles. Enfin, devant le Mont-sans-Nom, la 124e division s'était heurtée à des fils de fer intacts et à un tir d'obus à gaz. Ainsi la bataille s'accroche plus on avance vers l'ouest.

En seconde ligne, les 12e et 127e divisions, jetées dans la mêlée, s'étaient dissociées et

affaiblies, notamment la 12e aux tranchées de Lübeck et des Vandales.

En résumé, au soir de cette première journée de bataille, les deux armées de Castelnau avaient réussi en quatre points des avances plus ou moins importantes : une très légère avance vers Saint-Soupplet, deux importantes au nord de Souain et au nord de Perthes où l'on est en contact avec la deuxième position, et une autre dans la région de Maisons de Champagne et de la Main de Massiges. Ce n'était pas tout à fait ce qu'on avait espéré. Cependant on avait eu un spectacle de victoire : franchissant tranchées et boyaux, les batteries étaient venues s'installer à hauteur de la ligne de départ et, tandis que, par milliers, les prisonniers, escortés par des territoriaux, défilaient vers l'arrière, on avait vu avec joie les convois de munitions et les cuisines roulantes s'acheminer vers le nord.

CE QU'IL RESTE DU MOULIN DE SOUAIN APRÈS LA JOURNÉE DU 25 SEPTEMBRE 1915

Au 2e corps de cavalerie, les escadrons s'étaient portés jusqu'à Souain, tout prêts à intervenir si la rupture recherchée par le 2e corps colonial se fût produite.

Nous stoppons sur le rebord nord de la croupe, à l'est de l'arbre 193. On creuse trois tranchées l'une dernière l'autre. Nous sommes par vagues successives sur ce plateau, le 52e, le 75e et même le 140e qui était en réserve et qui vient de nous rejoindre. Vers 15 heures, un spectacle des plus réconfortants nous est procuré. La cavalerie vient se masser dans le ravin que nous avons traversé à 11 heures. Elle arrive au galop, par groupes de six à huit, et les cavaliers se défilent à contre-pente en arrière de nous et sur la droite. Le bruit court qu'ils vont charger et nous ouvrir le passage. Personne ne réfléchit à la folie d'une telle entreprise, car nous sommes arrêtés devant une ligne très forte, protégée par un sérieux réseau de défenses non détruit, et ce que nous ne pouvons faire, les cavaliers ne le feront pas davantage. Aussi est-ce une rude déception au moment où nous voyons le départ qui se fait dans le même ordre, par groupe et au galop. Il pleut depuis le matin et nous sommes trempés jusqu'aux os. Nous couchons sur nos positions (1).

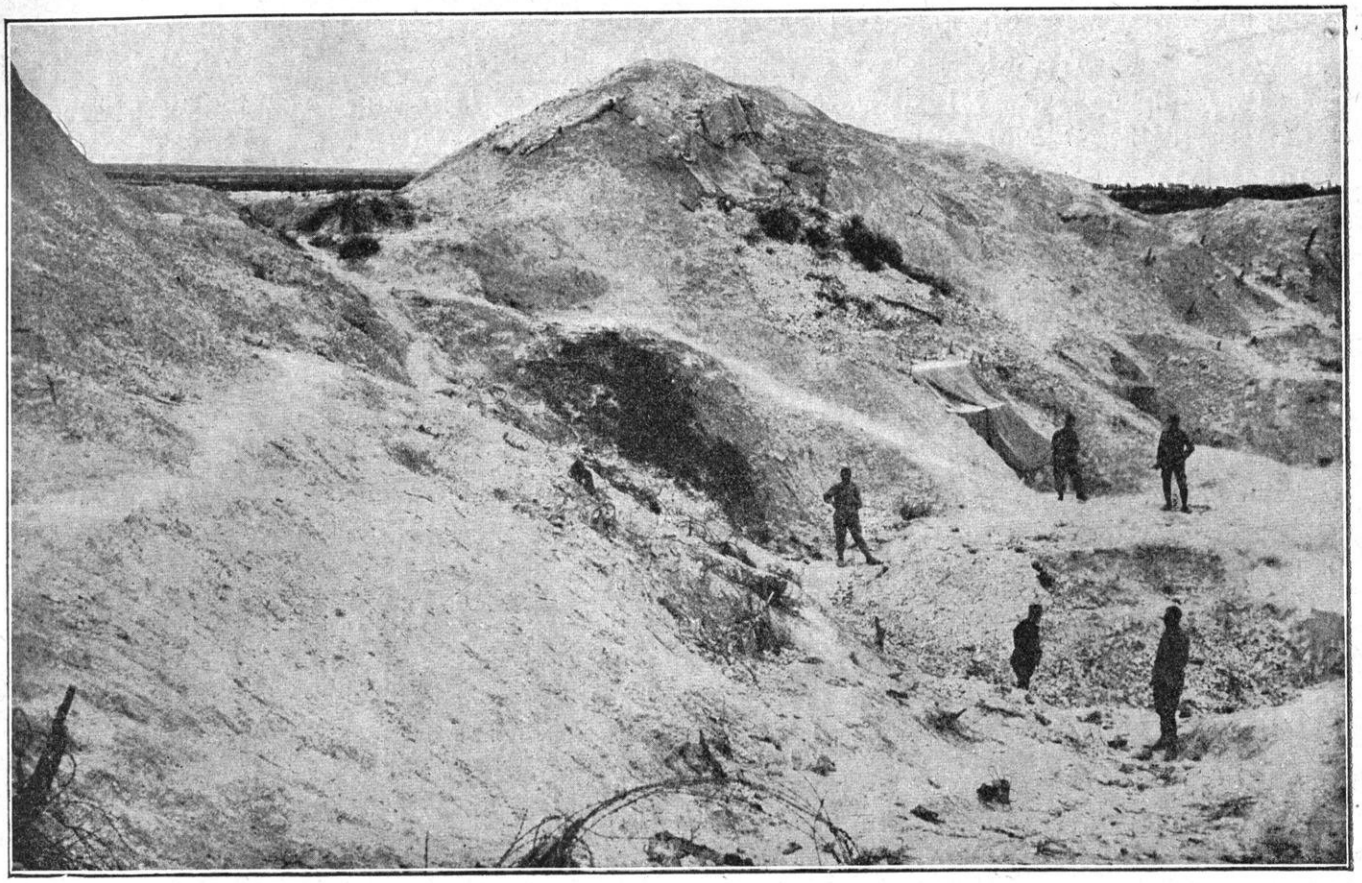
Était-ce le soir d'une grande victoire? L'arrêt des grandes unités au contact ou à proximité de la seconde position élevait déjà dans l'esprit des chefs et des combattants plus de doute que de certitude.

Mais, enfin, il fallait attendre le soir du second jour pour épuiser la capacité d'effort de l'artillerie et de l'infanterie.

Portons-nous donc, maintenant, dans le camp de l'ennemi et voyons dans quelle situation cette grande bataille l'avait plongé à la même heure : nous constaterons comment il importe moins de faire une brèche profonde que de jeter le trouble dans l'esprit du commandement adverse.

Nous avons dit que von Einem, à Vouziers, avait appris l'imminence de l'offensive. La préparation d'artillerie se déclenchant le 22 au matin avait été le véritable « garde-à-vous ». Aussitôt les ordres se succédèrent, d'accord avec Falkenhayn. Déjà la 183e brigade, débar-

(1) P. GINISTY, *Histoire de la guerre par les combattants*, II, p. 212.



SOUAIN. — LE TERRAIN BOULEVERSÉ PAR LES OBUS, PRÈS DU MOULIN

quée le 23, a été répartie entre les divisions Ditfurth et Liebert ; la 5e division, en réserve à Attigny, est embarquée dans les trains et les camions et elle approche à son tour ; la 56e division arrive de Sarrebourg, la 192e brigade du chemin des Dames, le Xe corps retour de Russie (1) arrive de Belgique avec la 20e division. « Sans arrêt, dit un document, les trains roulent sur le triangle de Mohon et la courbe d'Amagne-Lucquy. » L'aviation française, qui a bombardé Amagne, ne peut plus, aujourd'hui, en raison de la pluie, remplir sa mission. Toutefois, les quais de débarquement de la ligne Bazancourt-Challerange, sous le feu « inattendu » des canons lourds, ne peuvent être utilisés, et il faut débarquer plus au nord. C'est un grave inconvénient quand, à l'instant même, le front craque.

(1) Malgré Hindenburg, qui refusait d'embarquer ce corps. Le 19 septembre, Falkenhayn lui prescrivit encore le retrait de fractions des XIIe et VIIIe armées et le transport immédiat de la 26e division avec laquelle Hindenburg voulait prendre Riga. La tension devenait tout à fait aiguë entre les deux chefs. Voir FALKENHAYN, p. 111.

Là-haut, les maigres bataillons des divisions allemandes en ligne, déjà décimés par les obus, s'efforcent vainement de briser à la mitrailleuse, au fusil, à la grenade, l'assaut enthousiaste des régiments français ; les vagues successives submergent toutes les résistances locales autour des canons. Le rempart est crevé.

A Vouziers, depuis le matin, on était plongé dans « une grave crise », écrit Falkenhayn. On y vivait « de terribles instants ». L'état-major de von Einem avait dû examiner « s'il ne serait pas opportun de reporter plus en arrière tout le front de l'armée ». A ce moment, l'intervention du général Schmidt von Knobelsdorf, chef d'état-major de l'armée du Kronprinz, se fit pressante et, finalement, décisive. Von Einem consentit à « retarder l'exécution de la résolution » jusqu'à l'arrivée de Falkenhayn. Arrivé le jour même (le 25) à midi, Falkenhayn rejeta tout projet de retraite et fit un appel immédiat de ses réserves. Nous l'avons dit, il vint une division d'Alsace, le Xe corps de Bel-

gique, une brigade du Chemin des Dames, et le lieutenant-colonel von Lossberg, accouru du G. Q. G., remplaça le général Ritter von Höhn comme chef d'état-major de l'armée de Vouziers.

Au même moment, des nouvelles plus précises arrivent du front. Von Kirchbach (XIIe corps de réserve) annonce qu'il tient toujours les hauteurs de Moronvilliers, le 13e bataillon de chasseurs de réserve se cramponne dans Auberive, mais la 24e division de réserve, perdant des batteries, a dû se replier sur « la position de réserve », au sud de Saint-Soupplet. Au centre, la situation est tragique : sur la grande route Souain-Somme-Py, « les choses tiennent à un fil ». La 50e division Engelbrechten a lâché le terrain jusqu'à l'ouest de Tahure, de sorte que, le 158e ayant tenu au nord de Mesnil, il y a une brèche entre ces deux points. A l'est, sur la Main de Massiges, la cote 199, clef de voûte de la région, est fort en danger.

Le front va-t-il se rompre? La deuxième position, préparée hâtivement, est sommaire et bien peu garnie ; à la hâte, on y jette des recrues, des hommes du service des étapes et des munitions. Bonheur ! voilà les colonnes de la 5e division Wichura qui apparaissent sur la route d'Attigny à Somme-Py ; les batteries au grand trot passent devant la ferme de Mazagran. Il est 5 heures du soir : au nord de Somme-Py, le général Wichura et le prince Oscar de Prusse se penchent anxieusement sur la carte. Les troupes arriveront-elles à temps sur « la position de réserve »? Ordre leur est donné de se jeter entre les 15e et 50e divisions et de reprendre la position d'artillerie de la route Souain-Tahure ; mais les unités n'arrivent que par paquets, juste pour aveugler les brèches quand le soir tombe.

Un calme « extraordinaire » s'étend sur le champ de bataille. Dans l'un et l'autre camp, la fatigue est extrême. Les bataillons français, souvent privés de leurs chefs et sans ordres, sont hésitants et inactifs sous le feu de l'artillerie ennemie ou impressionnés par de faibles contre-attaques (1). Dès ce moment, von Einem eut le sentiment que sa défensive réussirait. Les trains et les camions roulaient dans la nuit : la 192e brigade renforça, à l'ouest, la 24e division de réserve et la 15e division Liebert ; la 56e division Versen se porta vers l'est, derrière la Main de Massiges, à la charnière est de la bataille, au Kanonen-Berg (cote 199 : Mont Têtu) ; elle s'y portait sur l'ordre du Kronprinz, à qui Falkenhayn s'empressait de donner, le danger paraissant conjuré, le commandement des Ve et IIIe armées.

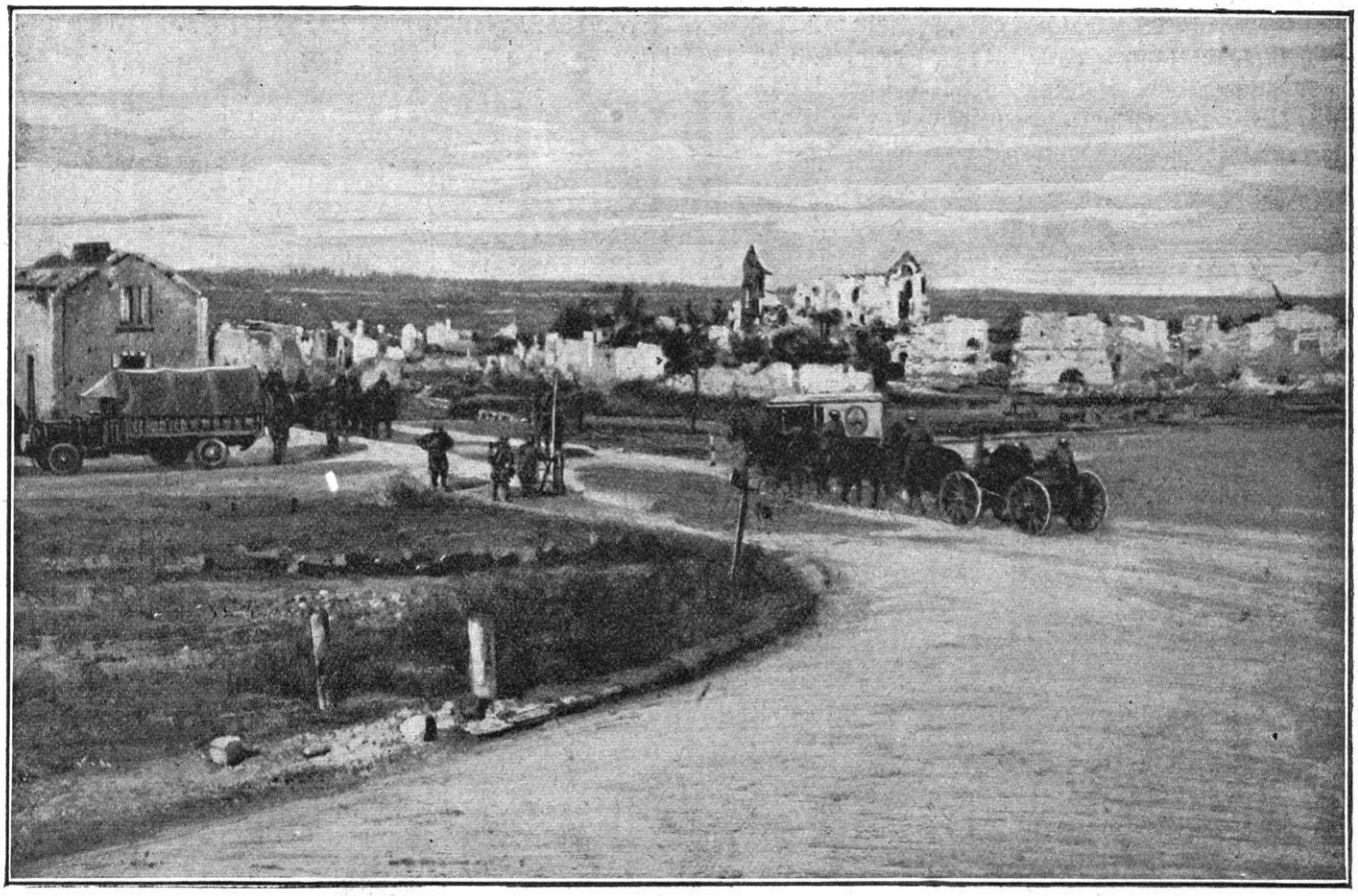
(1) ARNDT VON KIRCHBACH, *Kampfe in der Champagne.*

LES JOURS HÉROIQUES ET VAINS

L'aube du 26 septembre se leva, grise et nuageuse. L'ennemi s'organisait et se renforçait d'heure en heure dans sa seconde position. De Langle et Pétain, dont les troupes occupaient une ligne à ce point sinueuse que certaines unités faisaient face à l'ouest et d'autres face à l'est, s'efforcèrent d'élargir leur succès. C'est ainsi qu'ils parvinrent à border la seconde position depuis la route de Saint-Soupplet jusqu'au pied de la butte de Tahure, sur 14 kilomètres. Seulement les pertes étaient élevées ; des compagnies étaient réduites à 30 ou 40 hommes. Sur le terrain libre, on se pressait les uns contre les autres et les obus allemands tombaient drus ; à 5 heures du soir, l'artillerie française se décida à battre la seconde position ; à 6 heures l'infanterie, sur divers points, attaquait et échouait.

L'obstacle, écrit un combattant du 60e (en avant de l'Epine de Vedegrange), est puissant : bonne tranchée à contre-pente, précédée d'un réseau intact, large de 20 à 30 mètres par endroits et constitué par de solides piquets ou arbres coupés et du fil de fer barbelé d'une grosseur inusitée jusqu'alors.

Mais le gros échec était à l'est, où les débris allemands du 158e régiment et de la 29e brigade, isolés, se maintinrent énergiquement dans leurs positions entre Tahure (50e division) et la Butte de Mesnil (16e div. de rés.). Certes, il y avait encore, pour le général Fleck, des sujets d'anxiété : le mont Têtu (cote 199) venait



TAHURE. — LES ABORDS DU VILLAGE

d'être enlevé par la 32e division française et déjà le bruit courait que les Français étaient à Ripont, sur la Dormoise. Mais aussi, le crochet défensif entre Tahure et la Butte du Mesnil tenait toujours, la 21e division de réserve Schwerin résistait vers 191 et, à 16 h. 30, les premières unités de la 56e division étaient annoncées. Ainsi, malgré tout, l'ennemi s'agrippait au sol et l'armée de Pétain, à l'aile droite de la bataille, se trouvait désormais clouée sur place.

Quant au centre et à la gauche, un fait brutal déterminait leur situation : les troupes françaises se trouvaient, le 26 au soir, devant les deuxièmes lignes de défense, établies à contre-pente. Comme on n'avait pas eu de vues directes sur cette position, il avait été impossible de la battre pendant la préparation ; et, durant ces deux jours de bataille nuageux et pluvieux, comme l'observation aérienne n'était pas possible, on n'avait pas pu régler sur elle le tir de l'artillerie. Ainsi l'élan des troupes victorieuses se trouvait brisé par un obstacle immédiatement insurmontable ; faute de ce réglage d'artillerie, la large rupture espérée ne pouvait se produire et l'immense machine mise en marche s'arrêtait net.

« L'offensive, écrit Falkenhayn, fut étouffée sous sa propre masse. » Il eût sans doute fallu suspendre les opérations pour restreindre les pertes et ménager les munitions. Mais l'espoir avait été si grand, l'opinion suivait le développement de la bataille avec une telle confiance qu'on ne pouvait se résigner brusquement à une telle déception. On continua à lutter contre les défenses allemandes sans y mordre.

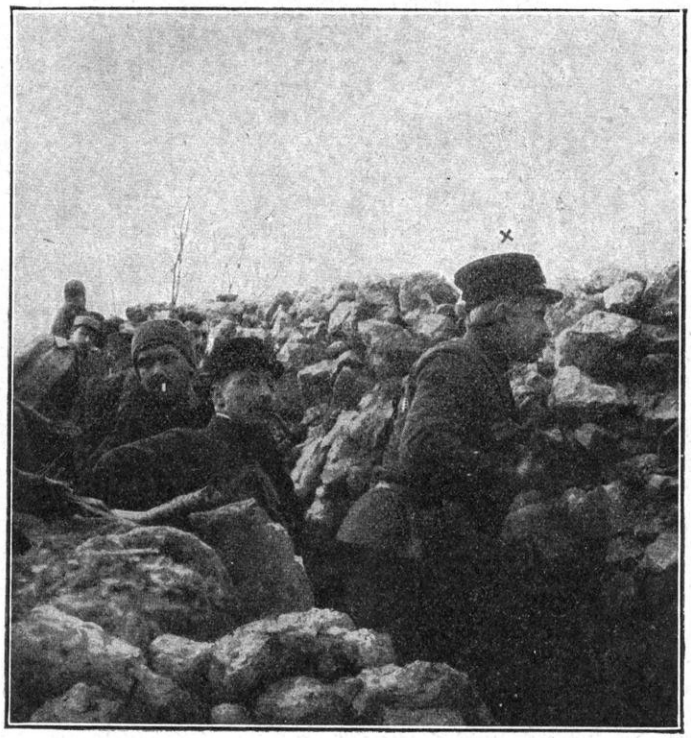
Il pleuvait toujours, le 27 septembre ; le temps gris et le brouillard rendaient le champ de bataille de plus en plus morne ; un rayon de soleil se montra dans l'après-midi, et l'on attaqua par endroits, mais sans succès.

Ce n'était plus, écrit Stegemann, la masse gris bleu bien ordonnée des trois échelons s'emboîtant exactement l'un dans l'autre et dont les casques d'acier humides de pluie

luisaient comme la crête des vagues, mais un assaut clairsemé de combattants hâtivement poussés en avant, qui se dissolvait en groupes isolés s'efforçant de franchir en haletant, en sautant, en buttant sur les obstacles, la zone de mort qui les séparait des minces lignes allemandes.

Et ces lignes se renforçaient toujours ; à Savigny, un conseil des chefs d'état-major allemands venait de décider, le 26 après-midi, d'établir une nouvelle position au nord de la Py et de l'Alin ; et, ce matin même 27 septembre, des renforts affluaient : le Xe corps (von Lüttwitz) montait en ligne entre le XIIe de réserve et le VIIIe corps de réserve.

En fait, ce jour-là et le 28, il fut impossible de faire brèche. La lutte ne se concentrait plus que sur quelques points. Joffre se décida à donner l'ordre à Castelnau de ne plus rechercher la rupture que sur le front butte de Tahure-route de Saint-Souplet, par une action d'ensemble bien préparée et méthodiquement menée.



LE GÉNÉRAL MARCHAND EN PREMIÈRE LIGNE

Cependant une dernière lueur apparut à l'horizon fermé. On crut, un instant encore, à la victoire : dans la soirée du 28, on prit pied dans un élément de la seconde position, à la tranchée des Tantes qu'on dépassa ; le commandant du 7e corps, avisé, pense aussitôt qu'en élargissant cette brèche, il percera. Dans la nuit, toutes les disponibilités y sont jetées : la 314e brigade et neuf régiments. L'espoir renaît. Mais sur un terrain inconnu, ces troupes s'acheminent lentement : le 402e est lancé à 3 heures du matin sous la pluie ; il franchit la tranchée des Tantes, mais, demeuré sans liaison avec ses voisins, il est cerné à l'aube du 29 par l'ennemi. La brigade Destenave arrive alors, mais ne peut déboucher de la tranchée encombrée où se pressent en désordre fantassins, chasseurs, cavaliers, coloniaux. Avec les autres brigades, on prépare une attaque pour la nuit ; elle échoue sous de violents feux convergents qui barrent l'étroit goulot (1).

Il fallait définitivement s'incliner. Castelnau décida de remettre de l'ordre dans les unités, de s'asseoir sur le terrain et de s'opposer à toute contre-attaque. La seconde position allemande restait intacte. Un tel obstacle ne pouvait être réduit que par une nouvelle large préparation d'artillerie nécessitant des observatoires, des liaisons, des munitions ; et l'assaut lui-même ne pouvait être donné que par des troupes fraîches qu'il fallait amener. Conclusion : nécessité d'un temps d'arrêt.

LA REPRISE DU 6 OCTOBRE. TAHURE

Pour « s'asseoir sur le terrain », on était toutefois dans l'obligation de rechercher la possession des observatoires du champ de bataille. On bordait, autour de la butte du Mesnil, jusqu'à Tahure, les boqueteaux du Poignard, du Trident, du Peigne, de la Brosse-à-Dents ; on enleva dans la nuit du 1er au 2 octobre, les pentes de la Mamelle nord. Ailleurs, on était établi dans certains éléments de la seconde position, à l'extrémité de la tranchée de la Vistule (ouest de la butte de Tahure) et entre

(1) VON KIRCHBACH, *loc. cit.*, p. 104.

CADAVRES ALLEMANDS DEVANT UNE TRANCHÉE, PENDANT L'OFFENSIVE DE CHAMPAGNE

la tranchée de Lübeck et la parallèle du bois Chevron (tranchée des Tantes). On s'accrochait au terrain, on creusait des tranchées en rase campagne, on rétablissait les liaisons; dans un ciel quelque peu éclairci, les avions évoluaient.

Les unités nouvelles montaient en ligne. Joffre, depuis le 25 septembre, avait envoyé à Castelnau 10 divisions fraîches. Après la mise au repos des divisions fatiguées, il y avait ainsi, pour reprendre la bataille, 35 divisions : 17 à l'armée Pétain, 18 à l'armée de Langle. Mais les conditions de cette reprise n'étaient plus celles du 25 septembre : pas de places d'armes, pas de boyaux, un terrain insuffisamment connu de l'artillerie, des tranchées de fortune soumises aux feux de flanc et d'enfilade. Aussi la confiance n'est-elle plus ce qu'elle avait été. En Champagne comme en Artois, il y a de la déception. Joffre, le 3 octobre, a parlé à ses magnifiques soldats :

« Le Commandant en chef adresse aux troupes sous ses ordres l'expression de sa satisfaction profonde pour les résultats obtenus jusqu'à ce jour dans les attaques. 25 000 *prisonniers*, 350 *officiers*, 150 *canons*, un matériel qu'on n'a pu encore dénombrer sont les trophées d'une victoire dont le retentissement en Europe a donné la mesure.

« Aucun des sacrifices consentis n'a été vain. Tous ont su concourir à la tâche commune. Le présent nous est un sûr garant de l'avenir.

« Le Commandant en chef est fier de commander aux troupes les plus belles que la France ait jamais connues. »

C'était à la fois un réconfort et un stimulant. La reprise, en Champagne, fut fixée au 5 octobre, puis au 6, à 5 h. 20. On n'avait pas les moyens suffisants pour faire durer la préparation d'artillerie plus que quelques heures ; le temps était toujours défavorable pour les observations aériennes ; aussi le résultat ne fut-il pas heureux:

presque partout, on échoua. Sauf à la tranchée des Vandales, que les tirailleurs marocains enlevèrent au Xe corps allemand sans coup férir, dépassèrent d'un kilomètre, puis durent regagner sous une contre-attaque, nulle part on ne réussit à passer. Le seul succès important de la journée fut celui de Tahure. La butte, dont on occupait les pentes, fut enlevée : on prenait ainsi en flanc l'organisation allemande qui, de front, céda également au bois de la Brosse-à-Dents devant la 22e division. Tahure, situé dans la cuvette entre ces deux hauteurs, fut occupé par la 3e division (128e) et dépassé de 500 mètres à l'est. L'ennemi (50e division) réagit vainement dans la soirée.

Dans la bataille qui s'effiloche, les luttes locales elles-mêmes s'éteignent peu à peu. L'ouvrage allemand du Trapèze, bordé sur trois faces depuis que la Mamelle nord a été enlevée, explose sur 80 mètres et, criblé d'obus, est enfin occupé le 8 octobre, tandis que, plus au nord, entre Tahure et le ravin de la Goutte, des ouvrages sont enlevés par un coup de main.

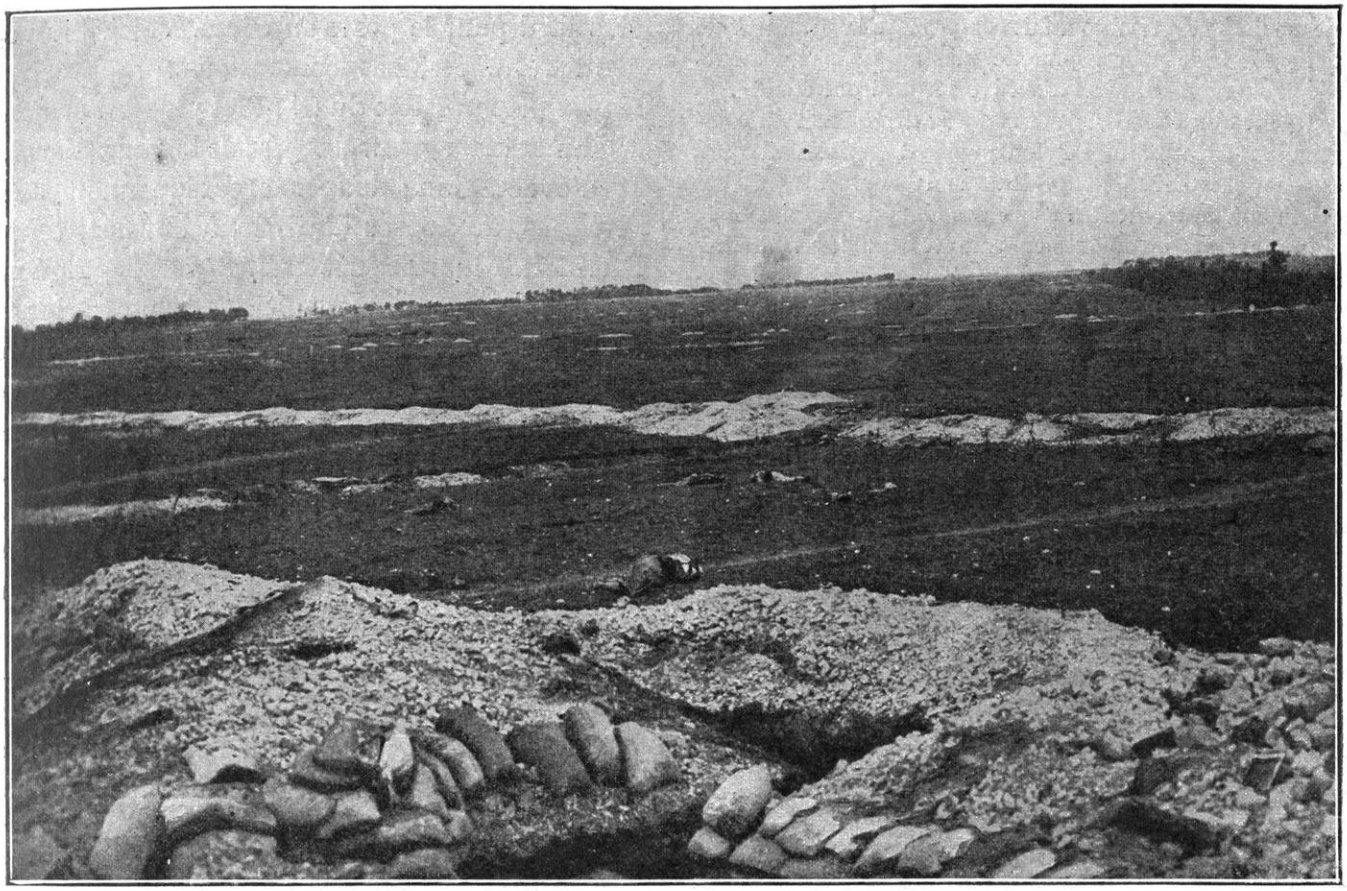
Un coup de main, des escarmouches à la grenade, c'est ainsi que s'achevait une bataille sur laquelle la France et les Alliés avaient fondé de si vastes espoirs. Les approvisionnements en munitions s'épuisaient, les fabrications des usines n'auraient pu suffire pour alimenter de nouvelles attaques. Les troupes, elles aussi, étaient à bout et il était devenu nécessaire de retirer du groupe d'armées de Castelnau des unités destinées soit à la constitution du corps expéditionnaire en Orient, soit à la restauration du front, notamment dans les régions des Vosges et de Verdun, soit à la constitution des réserves générales. Joffre se décida, le 14 octobre, à arrêter les opérations.

Le terrain conquis par l'armée Langle de Cary procurait maintenant à l'organisation défensive une plus grande sécurité ; il lui donnait la possession d'observatoires importants. A l'armée Pétain, on s'efforça, jusqu'à la mi-novembre, de rectifier le tracé du front défensif. Mais on eut affaire à une contre-offensive de von Einem. Celui-ci, après avoir reformé ses troupes, relevé les unités anéanties, reçu de l'artillerie lourde et des divisions en renfort (113e, 5e bavaroise, 4e, 7e de réserve, 22e de réserve, 50e de réserve, IXe corps), se prépara à rejeter Pétain de la butte de Tahure. Il y réussit le 30 octobre. En outre, il s'était accroché à la Courtine et, du 3 au 5 novembre, il reconquit et conserva les observatoires du mont Têtu.

CONCLUSION ET ENSEIGNEMENTS La grande bataille de Champagne finie, l'automne lui-même s'achevait sur une grande espérance qui ne s'était pas réalisée. Victoire tactique, insuccès stratégique. L'ordre du jour par lequel le général Joffre avait remercié « les troupes les plus belles que la France ait jamais connues » pour les 25 000 prisonniers et les 150 canons enlevés à l'ennemi constatait la belle victoire tactique ; il ne pouvait, en ce qui concerne les conséquences stratégiques, conclure que par la nouvelle manifestation d'une foi indomptable. « Le présent, disait-il, nous est un sûr garant de l'avenir. » Toutefois une partie importante du programme qu'on s'était tracé était remplie : on avait aidé l'armée russe dans sa grande retraite et dans son premier effort de reconstitution (1) ; les fruits de ce long sacrifice de la France, continué, exalté bientôt à Verdun, devaient être cueillis par l'Entente à la fin de 1916 par la proposition de paix de l'Allemagne. Mais le résultat immédiat que l'on avait escompté était manqué.

Le pire, c'est que la tentative avait coûté cher. Si l'armée allemande avait subi une atteinte morale certaine et une atteinte matérielle plus certaine encore, l'armée française, malgré une préparation minutieuse et un immense effort, payait par de trop lourdes pertes son enthousiasme, sa ténacité, mais surtout des circonstances défavorables et quel-

(1) Falkenhayn avoue : « On peut seulement concéder que l'attente et la préparation de l'offensive française, mais non l'offensive elle-même, ont influé sur les opérations allemandes contre les Russes. »



TRANCHÉES ALLEMANDES ET FRANÇAISES DANS LA PLAINE DE CHAMPAGNE

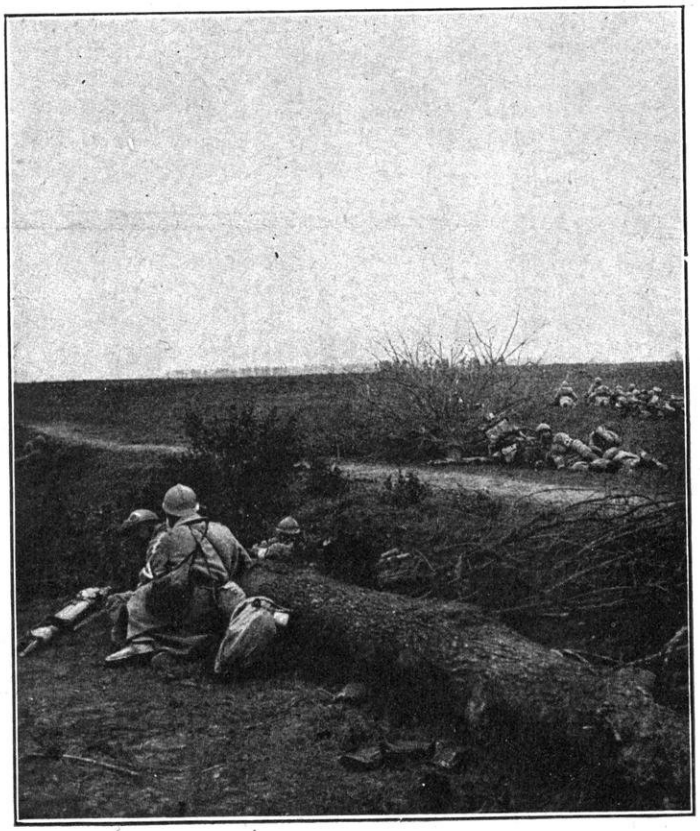
ques erreurs tactiques. Ces pertes s'élevaient à environ 70 000 tués et disparus, 7 000 prisonniers, 100 000 blessés. De tels vides n'auraient certes pas été déplorés si les deux armées, s'engouffrant dans la brèche ouverte, eussent atteint Rethel. Mais le pouvait-on et, si même on eût rompu le front, était-on suffisamment outillé pour mener loin la bataille en rase campagne? Tels étaient les problèmes qui se posaient après cette sanglante épreuve. On avait attaqué dans les conditions qui paraissaient les meilleures pour le temps et pour les circonstances. Mais, il fallait bien en convenir, la formule stratégique qui devait amener la fin de la guerre n'était pas au point.

Assurément, elle était en germe dès le début de la guerre des tranchées. C'est ce que nous avons constaté déjà en tirant la substance des ordres, des notes et des instructions du général Joffre. La sûreté de jugement que celui-ci appliquait au choix de ses collaborateurs et des grands chefs de l'armée était, par ailleurs, une garantie certaine que la conduite et l'intelligence de la guerre étaient aux mains des meilleurs. Affronter les réalités, s'en pénétrer, en dégager le sens, prévoir leur répercussion, chercher l'idée nouvelle et mettre sur pied, tout aussitôt, ses applications, telle était la tâche offerte aux états-majors. Ils s'y appliquèrent de nouveau et se remirent au travail. Les chefs qui avaient conduit ces rudes journées s'exprimèrent avec franchise et apportèrent les données de l'expérience. Voici, d'abord, les réflexions du général de Langle de Cary.

Les circonstances atmosphériques avaient été pour beaucoup dans l'insuffisance des résultats obtenus, si on les compare à ceux qu'on espérait. Mais le motif principal qui rendait un succès complet très aléatoire, était que les approvisionnements restreints dont on disposait en munitions d'artillerie exigeaient la rupture immédiate. Les moyens d'action n'étaient donc réellement proportionnés ni aux difficultés, ni aux risques de l'entreprise. L'expé-

rience du 25 septembre a fait comprendre la grandeur de l'effort à faire pour augmenter nos approvisionnements avant de reprendre une offensive sur un front étendu.

Quant aux effectifs, ceux mis à la disposition du commandant de la 4e armée étaient suffisants pour les attaques des deux premiers jours. Mais si la rupture avait été obtenue à ce moment, l'usure des troupes d'assaut était trop grande pour qu'elles eussent été capables d'entamer des opérations en rase campagne avant d'avoir été reconstituées. D'autre part, comme ces opérations devaient suivre sans interruption l'enlèvement des positions ennemies, il était indispensable d'avoir en arrière des troupes fraîches. Or, le 6e corps avait dû s'employer en partie dès le deuxième jour. Quant aux deux nouvelles divisions arrivées le 28 septembre, elles n'étaient pas familiarisées avec le terrain, leur artillerie n'avait pas reconnu au préalable ses emplacements, enfin l'artillerie lourde qui devait travailler avec elles n'avait pas pris leur contact. C'est là encore un des résultats obtenus le 25 septembre : faire ressortir la nécessité pour les troupes de seconde ligne d'avoir repéré d'avance les zones parsemées d'obstacles qu'elles auront à parcourir, et celle non moins grande d'être pourvues d'artillerie lourde et d'escadrilles d'avions habituées à agir avec elles.



LA HALTE EN CHAMPAGNE

En un bref raccourci, on peut dire que l'arrêt de la bataille était dû surtout à trois causes : 1° la pluie gênant ou supprimant l'observation ; 2° la seconde position en contre-pente clouant sur place l'infanterie ; 3° les masses d'assaut transformées en « horde ».

Il y en vait d'autres, et c'est à la fois pour les mettre toutes en pleine lumière et s'efforcer d'en tirer une doctrine nouvelle que le général Pétain, dont l'étoile montait encore après ces rudes journées, rédigea son remarquable rapport du 1er novembre 1915, avec une méthode, une hauteur de vues et une maîtrise qui le distinguent déjà et le désigneront plus tard pour le poste suprême. Voici, brièvement résumées, ses conclusions : rapprocher le plus près possible du front les places d'armes ; diminuer la longueur des grands boyaux d'accès et d'évacuation ; donner organiquement aux divisions, aux corps d'armée, à l'armée, toute l'artillerie lourde nécessaire aux attaques ; pousser systématiquement les canons longs vers l'avant ; faire une reconnaissance générale des positions ennemies par les officiers généraux ; obtenir des vues directes sur les organisations à contre-pente par une attaque préliminaire ou les annihiler par l'emploi des obus asphyxiants. Sur la densité des troupes, voici ce que dit Pétain :

Si les troupes d'assaut n'ont pas rempli complètement ce jour-là (25 septembre) la mission qui leur était confiée, ce n'est pas faute de troupes fraîches, mais bien à cause du barrage de l'artillerie allemande, de la non-destruction des fils de fer et du désordre qui régnait dans les unités après 3 ou 4 kilomètres d'une course échevelée. On en déduit, par conséquent, l'inutilité de donner une densité excessive aux troupes d'assaut.

Sur le manque de cohésion :

Comme les vagues avaient entre elles, au départ, un intervalle insignifiant (50 à 100 mètres au maximum), elles se fondirent bientôt en une seule ligne et cette ligne se transforma finalement en *une véritable horde d'hommes* courant individuellement vers l'objectif assigné à tous : la dernière position ennemie. Tous les liens tactiques étaient rompus. La troupe se trouvait à la merci d'une contre-attaque... (1).

(1) C'est également l'explication de Falkenhayn : « On n'avait pas suffisamment tenu compte des limites étroites dans lesquelles les troupes peuvent être concentrées, étant

FANTASSINS ALLANT OCCUPER UNE NOUVELLE POSITION

Pour arriver en ordre sur les objectifs, il n'y a pas d'autre moyen que d'agir par bonds successifs, de marquer des temps d'arrêt sur les coupures du terrain et d'utiliser ces répits pour réorganiser le commandement. Cette tâche est primordiale... Il semble qu'il y aurait intérêt à prendre, dans l'avenir, lorsque les circonstances le permettront, une formation analogue à celle qu'ont employée très heureusement la 6e brigade coloniale et le 30e régiment : les deux premières vagues en ligne, les suivantes en colonnes étroites. Cette formation a eu le grand avantage de permettre aux soutiens et aux renforts de serpenter facilement dans le dédale des ouvrages et à travers les brèches des fils de fer.

Les réserves de division s'étaient confondues avec les troupes d'assaut et les réserves de corps d'armée auraient dû être maintenues en arrière du front pour conserver la faculté de manœuvrer, sans emprunter les boyaux où les réserves d'armée vinrent elles-mêmes, derrière elles, s'embouteiller. L'accompagnement de l'attaque avait été également défectueux :

donnée l'efficacité des armes actuelles, pour combiner encore leurs efforts avec utilité ; l'avantage espéré se transforme en inconvénient si ces limites ne sont pas respectées. »

Le mauvais temps empêcha l'organisation aérienne de fonctionner. Les communications téléphoniques furent coupées plus encore par le passage des réserves que par les obus de l'ennemi...

La liaison des deux armes, si intime qu'elle devienne dans l'avenir, ne sera jamais suffisante pour assurer la coordination complète des efforts. *On doit se résoudre aujourd'hui à subordonner d'une façon absolue pendant l'assaut l'artillerie d'accompagnement à l'infanterie...*

L'impossibilité d'utiliser nos avions nous causa un énorme préjudice. De l'avis unanime des exécutants, ce fut principalement l'artillerie allemande, libre de ses mouvements, qui arrêta notre progression aussi bien sur les pentes de Ripont que vers la butte de Tahure, et elle l'eût probablement arrêtée beaucoup plus tôt si elle avait effectué, devant nos troupes d'assaut, des barrages à obus asphyxiants semblables à ceux qu'elle a exécutés depuis.

Chez un esprit aussi méthodique que celui de Pétain, une observation aussi pénétrante, un tel besoin d'ordre, de précision et de prudence devaient se traduire par des propositions effectives, disons le mot, par un système. Comme cette conception est à l'origine de la

doctrine de guerre du futur commandant en chef, il est indispensable de citer ces lignes essentielles de son rapport vraiment décisif :

La bataille de Champagne nous démontre la difficulté, sinon l'impossibilité, dans l'état actuel de l'armement, de la méthode de préparation et des forces qui nous sont opposées, d'emporter d'un même élan les positions successives de l'ennemi... Les attaques successives se traduiront par une usure d'hommes considérable, une consommation de munitions inouïe, et ni cette usure d'hommes, ni cette consommation de munitions ne semblent finalement devoir provoquer le recul définitif de l'ennemi que si celui-ci, après le deuxième coup de bélier, n'a plus de troupes fraîches à nous opposer...

Si les forces de l'attaque *ne sont pas supérieures à celles de la défense dans la proportion de 3 à 1*, c'est que le moment n'est pas venu de passer à l'effort définitif, l'usure de l'ennemi n'est pas suffisante.

Avant donc de songer à renouveler des attaques aussi coûteuses que celles de septembre, il semble qu'il y aurait lieu de procéder méthodiquement à l'usure de l'ennemi. Notre plan comprendrait ainsi *deux phases* successives : *usure de l'ennemi, recherche de la décision.*

N'est-ce pas, déjà, la doctrine qui, rigoureusement appliquée dès qu'il fut possible, en 1917 et en 1918, par Pétain et par Foch, consommera l'écrasement de l'armée allemande?

Mais nous n'en sommes pas là. Pour le moment, Pétain prévoit l'usure de l'ennemi sous la forme d'une pression sur tout le front, ne visant que la conquête d'objectifs très limités, la première position par exemple ; par conséquent, nullement la percée, mais la destruction des effectifs ennemis beaucoup plus par le canon et les engins que par le fantassin. Mais immédiatement d'autres exigences apparaissent : des stocks de munitions sont nécessaires qu'il était impossible de se procurer en 1915 ; en outre, la nécessité de secourir les Alliés et d'influencer les neutres ne pouvait s'accommoder d'une simple usure de l'ennemi. D'ailleurs Pétain lui-même prévoyait, en dernière analyse, et sans arrêter les combats d'usure, l'effort de décision, sous la forme d'assauts successifs. Il se résumait ainsi :

Poussée générale d'abord, sur tout le front, pendant plusieurs mois, puis effort décisif sur une partie du front ayant pour objet de produire ce qu'on est convenu d'appeler « la percée », mais qui ne peut être que le refoulement de l'ennemi hors de la zone de ses organisations fortifiées.

Pour réaliser une telle conception, il fallait, et Pétain en convenait, des effectifs, des canons, des munitions, des engins, des explosifs en plus grand nombre que l'ennemi. S'opposant d'ailleurs aux nécessités de la situation générale de la coalition, c'était un effort tellement grand qu'on peut se demander si, sans l'extension des alliances, il eût pu être réalisé.

LA PRÉPARATION DE LA BATAILLE DE LOOS-SOUCHEZ

La bataille de de Champagne avait été l'acte principal d'un grand déploiement de forces, le plus grand depuis la Marne Des actions secondaires avaient été préparées, avons-nous dit, sur le front de la 3e armée (général Humbert) et de la 5e armée (général Franchet d'Espérey), c'est-à-dire à l'est et à l'ouest de la Champagne.

En ce qui concerne la 3e armée, disons rapidement que, du bois Beaurains inclus au bois en Dents de scie, sur 1 500 mètres, la 128e division avait attaqué avec 28 batteries de campagne et 23 batteries lourdes, le 25 septembre, à 9 h. 15. Mais un quart d'heure plus tard, les Allemands avaient lancé une contre-attaque et fait échouer l'opération. Quant à la 5e armée, elle ne devait s'ébranler avec 5 divisions, entre le massif boisé de la Ville-au-Bois et le plateau de Craonne, que deux jours après la rupture du front de Champagne. Cette rupture ne s'étant pas produite, Franchet d'Espérey était resté sur ses positions.

Cependant, en Artois, la bataille franco-anglaise s'était déchaînée. Nous en avons dit la conception. Il s'agissait de profiter, ainsi qu'on l'avait tenté en Champagne, de la forme enveloppante du vaste saillant de Noyon et de pousser droit devant soi, en menaçant les communications allemandes. On eût atteint ainsi, en cas de rupture, la ligne Frasnes-lez-Buissenal-Le Quesnoy. Pour exécuter une telle opération, French et Foch mettaient en ligne la 1re armée britannique (Douglas Haig) et la 10e armée française (d'Urbal) sur le front La Bassée-Ficheux. L'importance de ses effectifs

LOOS. — TRANCHÉES ET DÉFENSES FRANÇAISES

donnait en effet à d'Urbal la possibilité d'étendre son attaque jusqu'au sud d'Arras, sur Beaurains-Ficheux, d'où l'ennemi prenait en écharpe le front de Roclincourt.

Les Anglais disposaient de 13 divisions, 600 canons de campagne et 300 pièces lourdes ; les Français, de 17 divisions, 700 pièces de campagne et 400 pièces lourdes. En outre, 7 divisions de cavalerie (dont 5 anglaises) se tenaient prêtes à s'élancer en rase campagne.

Le général Joffre avait décidé, le 2 septembre, que la bataille se déclencherait le même jour qu'en Champagne. Il espérait qu'une avance franco-anglaise au nord et au sud de la région minière de Lens obligerait l'ennemi à évacuer cet important centre industriel et que les réserves accumulées prêteraient leur aide assez rapidement pour élargir la brèche ouverte par les troupes d'assaut avant que les propres réserves de l'ennemi pussent intervenir.

L'expérience acquise à la suite des sanglantes journées de mai et de juin, s'entretenait par des manœuvres et des exercices nombreux à l'arrière. On avait confiance.

Pendant les quinze jours de repos passés à la Comté, nous avions reçu d'illustres visites. Avec l'autorité qui s'attachait à ce grand nom, le général Foch nous avait promis que l'artillerie allait, cette fois, à grands coups de cognées, abattre les lauriers, dont nous n'aurions plus, « la canne à la main », qu'à cueillir les feuilles. La victoire, touchée du doigt au mois de mai, devait délivrer tout le Nord, et le jour était proche où, par delà les crêtes aisément conquises, dépassant nos rangs, presque intacts, les escadrons impatients allaient envahir la plaine de Lens délivrée.

A ces raisons de confiance, d'autres, plus immédiates, s'ajoutaient, qu'on ne peut passer sous silence. Nos chefs d'abord. Au corps d'armée, le général Fayolle, dont nous admirions la science et le courage, dont j'avais entendu, si souvent, vanter l'enseignement et qui venait, presque chaque jour, au milieu de nous fumer sa pipe, dans nos tranchées. A la division, le général Nudant, splendide figure de chef, dont le clair regard, la magnifique intelligence et l'âme généreuse avaient vite conquis tous les cœurs. Plus près de nous, au régiment, avec un colonel

dont la bravoure était encore une élégance, un chef de bataillon, devant la valeur morale duquel nos âmes, elles aussi, se mettaient toutes au « garde à vous ».

Si nos chefs étaient grands, que dire de nos hommes! Les anciens venaient, pour la première fois, de partir en permission. Les chanceux (comme ils étaient rares !) portaient la croix de guerre au ruban neuf. Tous, sous le nouveau casque, se sentaient presque invulnérables... Ni les pertes, ni la longue durée de l'épreuve n'avaient atteint mes compagnons d'armes (1).

L'armée, une fois encore, était prête à tous les sacrifices. Le déploiement d'un important matériel, la minutie de la préparation lui faisaient espérer que ces sacrifices ne seraient pas trop élevés. A partir du 15 septembre, l'activité de l'artillerie s'accrut. On pensait bien que l'ennemi allait se tenir sur ses gardes, mais on croyait ferme comme roc que tout serait écrasé.

Ce fouillis inextricable de Carleul et de Souchez, cette contre-pente des Écouloirs ; puis cette falaise abrupte de 119 ; enfin, là-haut, en arrière de la crête, couverte par une ligne ininterrompue de fils de fer, la grande tranchée continue qui s'appelle tranchée de Brême, tranchée de Lubeck, saillant de la Légion et qui, du carrefour des Cinq-Chemins, court vers 140 et la Folie, tout cela est impressionnant, solide et facile à défendre... Mais ce sera pulvérisé ! Alpins et chasseurs le savent avec certitude, ce sera pulvérisé !

Le général ne l'a-t-il pas dit ? N'est-il pas venu tout exprès à Magnicourt et dans d'autres villages d'Artois? Le général d'Urbal ne l'a-t-il pas répété à Frévillers et à Villers-Châtel aux officiers de la division ? Oui, ce sera pulvérisé : une heure après l'heure H, Souchez sera au 159 et la cote 119 au 97 (2).

En face des troupes franco-britanniques, les positions occupées par la VIe armée allemande (Kronprinz Ruprecht de Bavière), depuis Aubers jusqu'à Arras, n'étaient tenues que par 8 divisions. Elles formaient un réseau important de tranchées qui se développait depuis Aubers en passant par le moulin de Piètre, le canal de La Bassée, le triangle de chemin de fer d'Auchy, la fosse 8, la redoute de Hohenzollern, les carrières de gravier de Hulluch et de Loos et la colline de la cote 70 ; plus au sud, les positions allemandes s'élevaient, après Angres et les fonds de Souchez, à la cote 119 et, de là, jusqu'à la cote 140 et au bois de La Folie. La grande route de Lille courait derrière ce front et assurait son ravitaillement. Les points importants de cette organisation étaient Loos et la colline 70, Souchez, les cotes 119 et 140 et la ferme de la Folie ; c'est sur eux qu'allait porter l'effort combiné de Haig et de d'Urbal.

Le 20 septembre, par un très beau temps, le tumulte des canons se déchaîna. Chaque calibre avait son objectif : les pièces de campagne visaient la destruction des fils de fer ; les 155 courts et les 120 courts tiraient sur les ouvrages et les points d'appui ; les mortiers de 270, de 280, de 370, s'acharnaient sur les ouvrages les plus solides ; les 155 longs et les 120 longs contrebattaient les batteries repérées ; les 14, les 16, les 24, les 274, les 305 à longue portée recherchaient les voies ferrées de l'arrière ; enfin, à l'heure même de l'assaut, les canons de tranchée de 58 et 240 allaient inonder l'adversaire de projectiles. C'était bien la recherche de l'écrasement méthodique.

Les organisations ennemies du chemin creux, de la voie ferrée, du parc, du château et de la station de Carleul, du Rectangle, de la Halte, de la côte de Givenchy, du bois 11, du bois en Hache s'éboulaient sous nos bombardements d'artillerie lourde et, la nuit, sous des rafales de 75. L'ensemble donnait l'impression d'un complet bouleversement. Souchez était un chaos indescriptible de pans de murs, de toits éboulés, de débris de toute nature. Le ruisseau, obstrué par des cadavres, par des détritus et aussi par les travaux ennemis, débordait en d'immondes marécages (1).

Cependant le temps était devenu incertain. Le 23 septembre, il y eut un orage ; des averses rendirent pénible la progression en terrain libre et très difficiles les mouvements dans les boyaux remplis de boue. Mais rien ne pouvait diminuer la confiance des troupes.

Le 24, dans l'après-midi, à Cambligneul, devant le général Pillot, commandant la 77e division, les bataillons d'attaque défilent en présentant les armes, avec une correction magnifique. Puis ils s'arrêtent pour la grand'halte,

(1) Récit du capitaine Missoffe (du 226e), dans *Histoire de la guerre par les Combattants*, p. 73.
(2) Capitaine HUMBERT, *La division Barbot*, p. 54.

(1) Général PALAT, *Les batailles d'Artois et de Champagne en 1915*, p. 186.

SOUCHEZ. — TRANCHÉES ALLEMANDES DEVANT LE VILLAGE

vers les Quatre-Vents, sur le revers des pentes qui mènent au champ de bataille. Le colonel de Combarieu attend là son régiment et le forme en carré autour de lui. La nuit vient ; il pleut un peu ; le bombardement continue à gronder tout près ; le colonel sort un papier de sa poche et lit : « Soldats de la République !... L'heure est venue d'attaquer pour vaincre... Votre élan sera irrésistible... Vous irez tous ensemble... hommes... canons... divisions... divisions de cavalerie... » Une vague de foi et d'espoir fait bondir tous les cœurs ! Le colonel veut ajouter quelques mots... Nous ne nous souvenons plus aujourd'hui des paroles que prononça sa voix prenante ; nous savons seulement qu'elles exprimaient à ses soldats la confiance qu'il mettait en eux. Le colonel avait des larmes dans les yeux en voyant s'en aller là-bas les beaux bataillons où il avait mis son âme... Tous les hommes comprirent et, d'une seule voix, les braves Savoyards crièrent : « Vive le colonel ! Vive la France ! » (1).

PRISE DE LOOS (25 SEPTEMBRE) ET DE SOUCHEZ (26 SEPTEMBRE)

Le 25 septembre au matin, le jour se leva dans la grisaille d'une pluie fine et drue. Où était le beau soleil du 9 mai ? A 6 h. 30, l'artillerie britannique allongea son tir, le sifflet des officiers retentit et l'armée Haig bondit par-dessus les parapets. Protégés par trois couches de gaz asphyxiants et un nuage de fumée, les Anglais avancèrent rapidement. Leurs six divisions d'attaque, réparties entre le 1er corps (Gough), à gauche et le 4e corps (Rawlinson), à droite, et déployées sur 7 kilomètres, se jetèrent sur les tranchées ennemies.

Dans les rues de Loos, dans les maisons, dans les caves, dans les jardins, le combat fut acharné. Vers 8 heures, les 47e et 15e divisions de Rawlinson avaient dépassé la ville. Elles enlevèrent la charpente de fer d'un puits de mine (Tower Bridge), grimpèrent sur la colline 70 et redescendirent les pentes opposées ; les Écossais de la 15e division atteignirent la cité Saint-Auguste : ainsi Lens était débordé par le nord. Le champ était libre.

C'était l'heure où il eût fallu disposer immédiatement de la réserve générale. Mais Douglas

(1) Capitaine HUMBERT, *La division Barbot.*

Haig, bien qu'il eût insisté auprès de French, ne l'avait pas sous son commandement. Elle était restée sous les ordres de French, à Beuvry et à Nœux. Il y avait là les 21e et 24e divisions (du 11e corps Haking) Si Haig les avait sous la main ! Il les réclame en toute hâte, mais French ne les lâche que lorsque le succès est bien confirmé et quand, déjà, les contre-attaques allemandes se déclenchent. A 6 heures du soir seulement, elles franchissent le front de départ.

A gauche, il est vrai, le succès était moins prononcé : la 1re division avait bien pénétré dans Hulluch, mais elle avait été prise à partie entre ce village et la cote 70. Plus au nord, le 1er corps (Gough) avait poussé jusqu'à Haisnes et avait enlevé la redoute Hohenzollern, mais il n'avait pu progresser à gauche au triangle d'Auchy.

Et, déjà, les soldats anglais, comme à Neuve-Chapelle, perdaient le contact ; la lutte dispersée dissociait les unités ; celles-ci furent bientôt prises de flanc par les premières réserves allemandes accourues. Foudroyées de front, de flanc, de dos, par des feux de mitrailleuses qui surgissaient des ruines, épuisées par leurs pertes, elles durent, au soir tombant, se replier. Si la 9e division se maintenait encore à la redoute Hohenzollern et à la fosse 8, la 7e division perdait Haisnes et la cité Saint-Élie, la 15e division lâchait la cote 70.

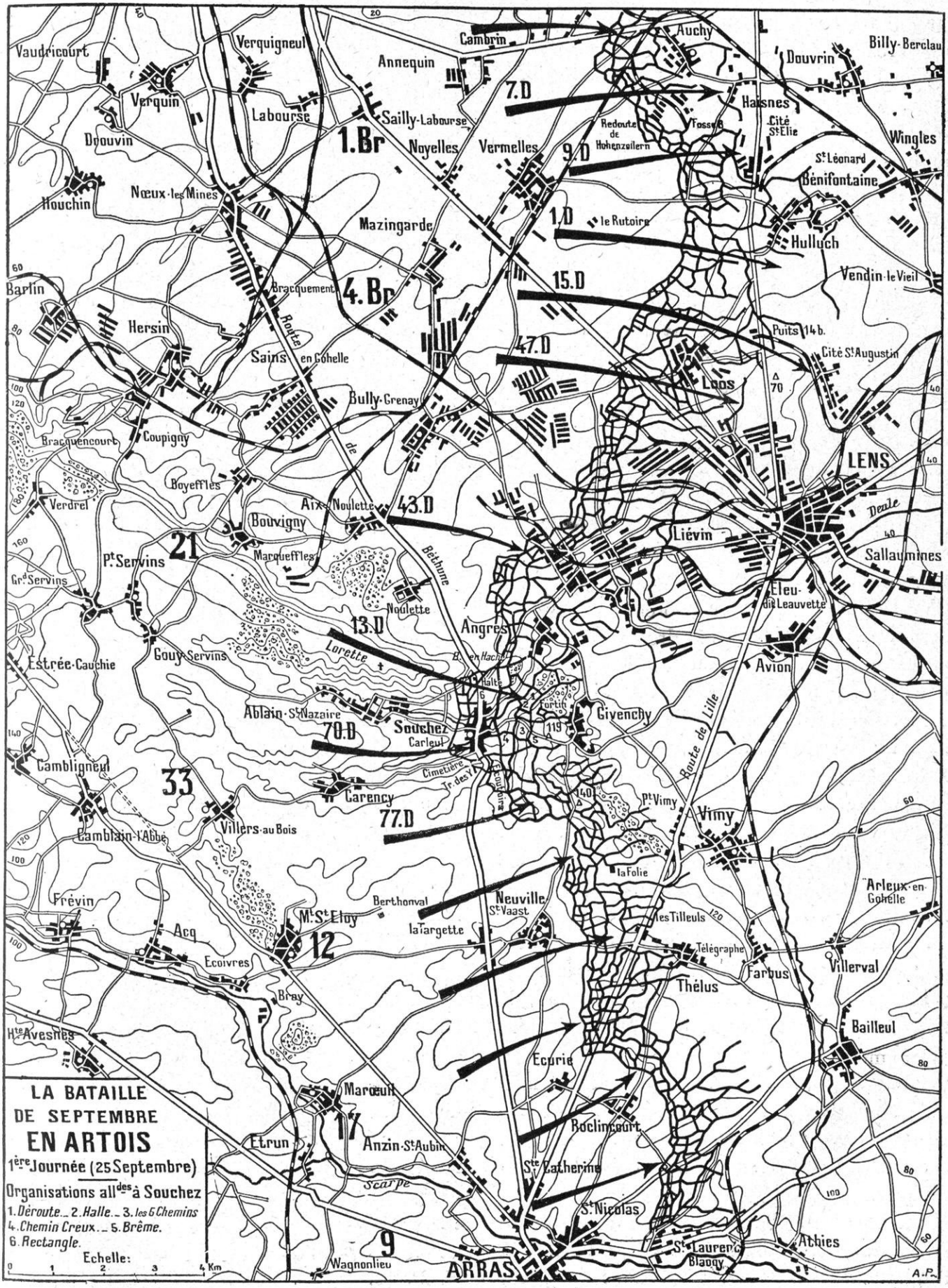
Aux yeux de Haig, ce demi-succès ou ce demi-échec était dû au retard des réserves. Le maréchal French, de son côté, accusait l'attaque tardive de la 10e armée française, fixée seulement à midi 25, à l'heure où le corps Rawlinson gravissait déjà les pentes sud de la colline 70.

L'armée française, couchée dans la boue des parallèles, s'était éveillée péniblement, sous une pluie fine. Des bataillons éreintés avaient marché toute la nuit à travers les boyaux encombrés. Le temps était gris. Et puis, malgré qu'il devînt de minute en minute plus assourdissant, le bruit des canons ne donnait pas l'impression de rapidité étourdissante du 9 mai. Il y avait des silences... et voici que, tout à coup, l'artillerie allemande, 77, 150, 210, canonne les parallèles et les places d'armes bondées de troupes. Dans les boyaux étroits, les cadavres s'accumulent, piétinés par les compagnies d'attaque qui se portent vers l'avant.

Parti un peu avant l'heure H, le 24e bataillon de chasseurs de la division Nudant s'est emparé du parc et du château de Carleul. C'est le signal. A 12 h. 15, la première vague est debout sur le parapet. On marche au pas de charge. On trébuche dans les entonnoirs, l'artillerie hurle sans arrêt. Le 21e corps (Maistre) à gauche et le 33e corps (Fayolle) à droite s'élancent, le creux de Souchez formant leur axe d'attaque. A cheval sur la route de Béthune, la 13e division Martin de Bouillon est descendue sur la Souchez ; on a atteint le bois en Hache en vingt minutes. A 12 h. 40, l'écran d'artillerie se lève et remonte se placer à mi-pente sur la côte de Givenchy, à hauteur de l'ouvrage de la Déroute. Va-t-on passer ?

On attend les fusées vertes, mais ce sont des fusées rouges annonçant que les tirailleurs ne peuvent déboucher au bois en Hache. On ne peut passer la Souchez, dont l'ennemi a fait déborder les eaux ; des mitrailleuses crépitent entre ces deux obstacles ; le barrage d'artillerie redescend au bord du ruisseau inondé, on enfonce dans la vase ; à 15 heures, on atteint cependant, dans Souchez écrasé, le boyau de l'église. Partout, de Liévin, d'Angres, de Givenchy, l'artillerie allemande déverse une grêle d'obus. Il pleut toujours, l'ennemi fait des barrages terribles, avec ses fusils, ses mitrailleuses et ses grenades ; il faut se terrer et lourdes sont les pertes. Un message par pigeon, envoyé le soir par les chasseurs, traduit exactement le caractère de cette dure journée : « Sommes sur la Souchez ; pertes cruelles, mais le moral est haut. Vive la France ! »

Au sud, la division Pillot n'avait pu enlever la tranchée des Y et le 97e avait été arrêté aux abords du cimetière de Souchez et tellement mitraillé au fond des Écouloirs qu'il avait dû l'abandonner. Le soir tombe maintenant sur le


LA BATAILLE
DE SEPTEMBRE
EN ARTOIS
1ère Journée (25 Septembre)
Organisations allées à Souchez
1. Déroute. — 2. Halle. — 3. les 6 Chemins
4. Chemin Creux. — 5. Brême.
6. Rectangle.
Echelle:
0 1 2 3 4 Km
Vaudricourt
Verquigneul
Verquin
Labourse
Annequin
Cambrin
Auchy
Douvrin
Billy-Berclau
Sailly-Labourse
Noyelles
Vermelles
Redoute de Hohenzollern
Fosse 8
Haisnes
Cité St Elie
Wingles
St Léonard
Bénifontaine
Houchin
Nœux-les-Mines
Mazingarde
le Rutoire
Hulluch
Vendin-le-Vieil
Barlin
Bracquemont
Hersin
Sains-en-Gohelle
Puits 14 bis
Cité St Augustin
Loos
Bully-Grenay
Bracquencourt
Coupigny
LENS
Boyeffles
Verdrel
Aix-Noulette
Bouvigny
Marqueffles
Pt Servins
Gde Servins
Liévin
Sallaumines
Noulette
Angres
Estrée-Cauchie
Gouy-Servins
Lorette
Eleu-dit-Leauvette
Avion
Ablain-St Nazaire
Souchez
Carleul
Givenchy
Camblain-l'Abbé
Carency
Cimetière
Tr. des T
Pt Vimy
Vimy
Villers-au-Bois
Frévin
Acq
Berthonval
Neuville St Vaast
la Targette
les Tilleuls
Arleux-en-Gohelle
M. St Eloy
Ecoivres
Télégraphe
Farbus
Villerval
Thélus
Bray
Hte Avesnes
Bailleul
Ecurie
Roclincourt
Maroeuil
Etrun
Anzin-St Aubin
Ste Catherine
Scarpe
St Nicolas
St Laurent Blacy
Athies
Wagnonlieu
ARRAS
A.P.
Route de Lille
Route de Béthune
Deule

champ de bataille couvert de blessés et de morts, trempé d'eau, criblé de trous d'obus où se blottissent les groupes d'assaut disloqués.

Le cimetière de Souchez ne marquait pas la limite du champ de bataille, mais il marquait la limite du succès. Le centre et l'aile droite de l'armée, d'Urbal, étaient en effet restés accrochés dès les premières minutes. Le 3e corps avait progressé avec beaucoup de difficultés dans la direction de 140 et de la Folie. A sa droite, le 12e corps, le 17e corps, le 9e corps, après une légère avance, avaient subi le feu écrasant des Bavarois abrités dans les caves voûtées de Roclincourt et de Saint-Laurent et ils avaient été rejetés, en fin de journée, dans leurs tranchées de départ.

Malgré cet échec de la bataille au sud, tout n'était pas perdu. La prise de Loos par Rawlinson, la progression de Maistre jusqu'à la route Souchez-Angres, le succès de Fayolle à Carleul et au cimetière de Souchez laissaient de l'espoir pour les jours suivants. On avait des effectifs, des munitions, un moral solide. Il fut décidé de poursuivre, le 26, sur Souchez-La Folie. On profiterait ainsi du désarroi dans lequel la bataille jetait l'état-major allemand. A Douai, le kronprinz de Bavière et von Kuhl, son chef d'état-major, se demandaient en effet s'ils pourraient tenir le promontoire d'Artois. La VIe armée allemande, sur un front de 80 kilomètres, du sud d'Ypres au nord d'Arras, n'avait que 16 divisions. On l'avait renforcée d'une division et de batteries lourdes dès les premiers tirs d'écrasement de l'artillerie française, et c'est ce qui avait permis de tenir le 25 septembre. Mais, aujourd'hui, il fallait faire plus.

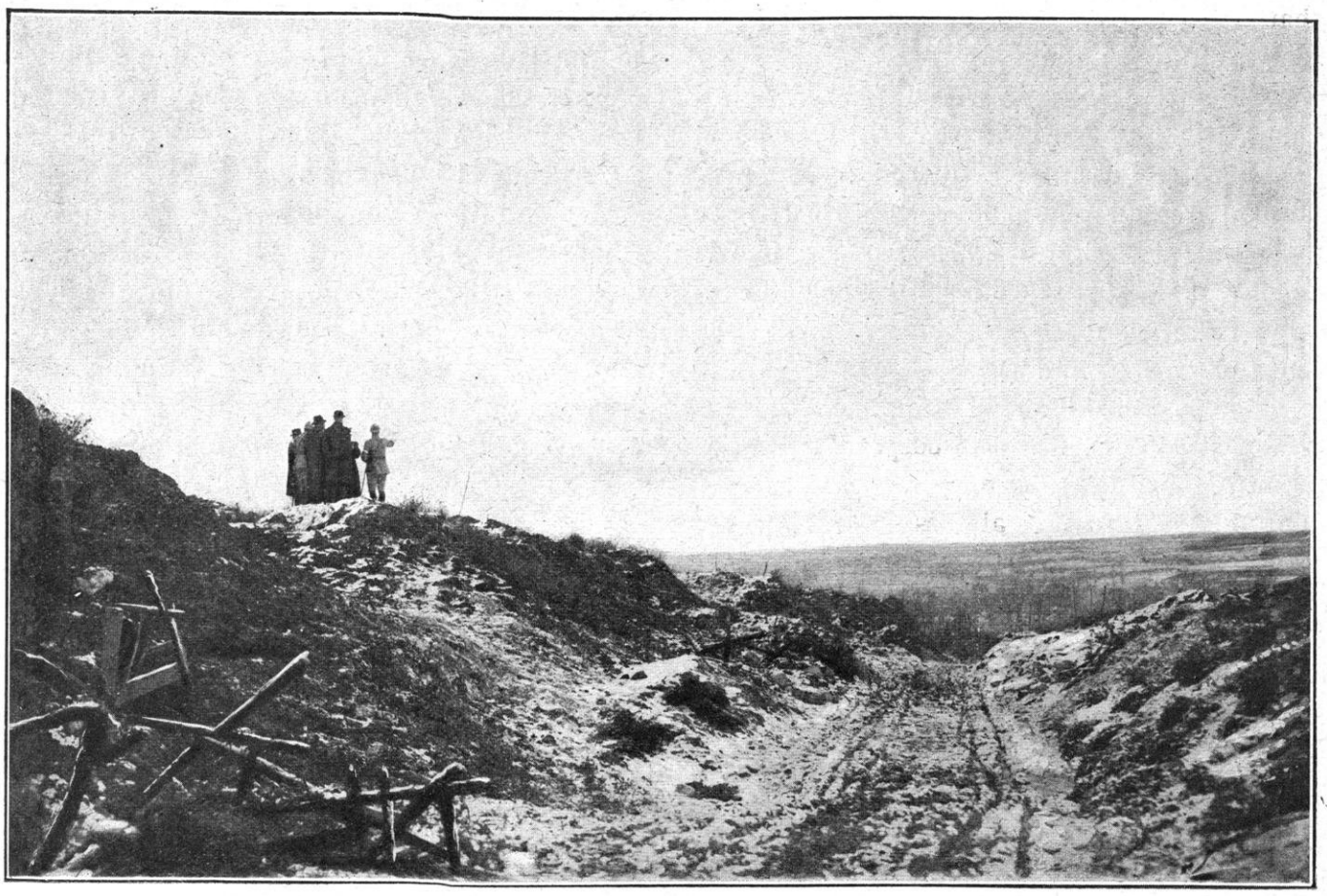
Falkenhayn, le 25 à midi, en même temps qu'il renforçait le front de Champagne, avait décidé d'envoyer en Artois, retour de Russie, le corps de la Garde. Le jeu des réserves commençait.

Un nouveau barrage fermant la plaine du Nord, allait se dresser sur ces collines déjà tragiquement célèbres. C'est ainsi que, du 25 septembre au 13 octobre, vont prendre part à la bataille entre La Bassée et Arras, le corps de la Garde, le Ier corps bavarois, le Ier corps de réserve bavarois, le IVe corps, le VIe corps, le VIIe corps, le XIXe corps, la 2e division de réserve de la Garde, la 6e division de réserve bavaroise, les 111e, 117e et 123e divisions, la division Hartz, la 38e brigade de landwehr, la 106e brigade de réserve, les 216e et 233e régiments de réserve. Mais avant que ces forces eussent colmaté son front, le kronprinz de Bavière avait encore quelques dures journées à vivre.

Haig et d'Urbal marquèrent quelques progrès le 26 septembre. Des combats acharnés se déroulèrent à la cote 70; les Anglais, qui perdirent le général Capper, mortellement blessé, se maintinrent sur le terrain conquis, sauf en un point au nord de Loos ; ils reprirent même les carrières au nord-ouest d'Hulluch. Ils avaient fait 2 600 prisonniers.

Au bois en Hache, le 21e corps (Maistre) menait une terrible lutte et perdait du monde; mais il débordait largement Souchez où, dans l'après-midi, après une courte et violente préparation, le 33e corps (Fayolle) eut un succès : le 159e dépassa les ruines du village et le 97e fit prisonnière la garnison du chemin des Pylônes ; on avait capturé plus de 1 300 hommes ; dans la nuit, l'ennemi, évacuant le cimetière de Souchez, se replia sur la tranchée de crête de la cote 119. Le bruit avait couru, le soir, que le Signal du Télégraphe, au sud, avait été enlevé.

Tout faisait espérer à ce moment que, sous l'effort de cette progression tenace, accablant un adversaire quelque peu démoralisé (certains carnets allemands en font foi), une rupture était encore possible. Foch était plein de confiance : il téléphona au général Joffre le soir du 26, pour être autorisé à continuer l'offensive le lendemain. Joffre lui répondit d'agir « sagement » avec les corps du sud (9e, 17e, 12e, 3e), *d'aider les Anglais par la gauche* et de garder intactes, autant que possible, les unités réservées.



LE CHAMP DE BATAILLE DEVANT CARENCY

L'AIDE AUX ANGLAIS ET LA POUSSEE SUR 140 (27-30 SEPTEMBRE)

Or, ce jour-là, 27 septembre, les réserves allemandes sont en place. Si la division britannique des gardes entre en ligne au nord du 4e corps Rawlinson et combat brillamment à la cote 70, elle ne peut s'emparer ni de la redoute de la colline, ni du puits 14. Au sud, où Maistre et Fayolle poursuivent leurs efforts vers le bois de Givenchy et la cote 119, la droite de Maistre seule progresse un peu. Un combat féroce à la grenade se livre dans la tranchée de Halle ; les coloniaux arrivent à la rescousse. On avance un peu à droite jusqu'au col des Cinq-Chemins (corne sud-ouest du bois de Givenchy). Cette journée du 27 n'a pas, somme toute, donné ce que Foch en espérait ; surtout, de faux mouvements ayant retardé, au sud, l'entrée en action des 12e et 3e corps, leur attaque a été arrêtée.

Les Anglais, impuissants eux-mêmes à gagner du terrain, trouvaient que les Français étaient bien lents à progresser. Le soir, French écrivit à Joffre que, de ce fait, il était très exposé à sa droite où, ses disponibilités s'épuisant, il réclamait une action française énergique.

Mais Joffre, à minuit, confirma par écrit au général Foch les directives qu'il venait de lui donner la veille, à Dury : la situation générale, en particulier, les disponibilités en hommes et en munitions ne permettaient pas de pousser plus loin l'attaque secondaire d'Artois sans risquer de nuire à l'attaque principale de Champagne ; donc, il était nécessaire d'arrêter l'offensive de la 10e armée, tout en évitant de donner aux Anglais l'impression qu'ils attaquaient seuls et aux Allemands l'impression d'un ralentissement ; Joffre recommandait l'économie dans les munitions d'artillerie lourde ; il avait besoin de 2 divisions et

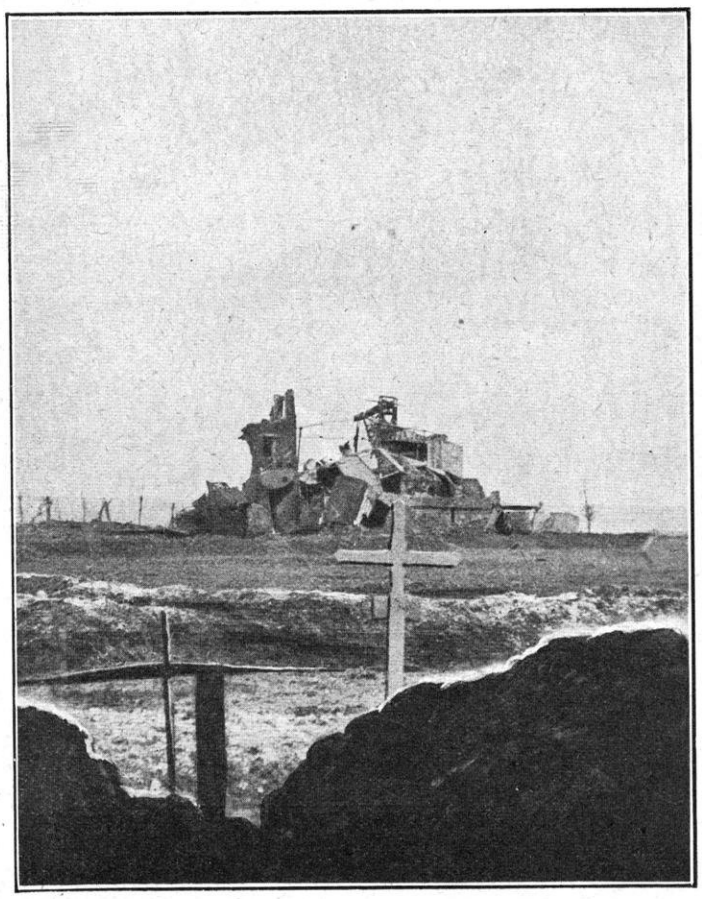
prescrivait de diminuer la densité du front, d'abord à droite, puis au centre.

Foch se rendit auprès de French à Saint-Omer, le 28 au matin, s'entendit avec lui et donna cette directive à d'Urbal : « Appuyer et exploiter au besoin les succès de l'armée anglaise, augmenter les progrès faits par la gauche de la 10e armée reste la ligne de conduite à suivre, d'autant qu'il n'y a pour le moment rien d'avantageux à entreprendre dans la région sud d'Arras. Dans ce but, il y a lieu d'envisager la relève, puis le transport successif du 9e corps vers la gauche de la 10e armée. »

French était inquiet. Douglas Haig, en effet, avait perdu les deux tiers de ses effectifs et on ne pouvait avoir de disponibilités en place avant deux jours. French sut donc gré au haut commandement français de la rapidité de sa décision : dès la nuit du 29 au 30 septembre, la 152e division (du 9e corps) relevait la 47e division britannique au sud de Loos, puis les autres divisions du 9e corps relevèrent tout le reste du 4e corps britannique, prenant à leur compte l'occupation du secteur de la cote 70. Cependant, l'espoir de French de pousser de l'avant ne se réalisa pas.

La 10e armée, de son côté, s'efforçait de réaliser le programme de Foch. Le 28 septembre, malgré le feu de flanc des mitrailleuses ennemies du bois en Hache et des batteries d'Angres, on déboucha de la tranchée de Halle, on atteignit le fortin et la crête de Givenchy ; mais on ne put parvenir à enlever la cote 119 et l'invisible tranchée de Brême, malgré l'héroïsme de la 70e division (Nudant) et des 60e et 61e chasseurs (colonel Laignelot).

Quand la nuit vint, le spectacle était terrifiant, sous les rafales de pluie, avec les prés inondés de Souchez et les blessés étendus dans l'eau ou le long des pentes. Ces âpres combats du 28 et du 29 septembre s'achevaient sans dénouement ; pourtant ils n'avaient pas été sans résultats : on réussit à prendre pied sur la crête de Vimy, on atteignit la cote 140 et les vergers de la ferme de la Folie au sud-est, on acheva la conquête du Labyrinthe et la route de Lille fut atteinte vers les Tilleuls. Mais le bombardement obligea de lâcher la cote 140 : or, c'était le point culminant.

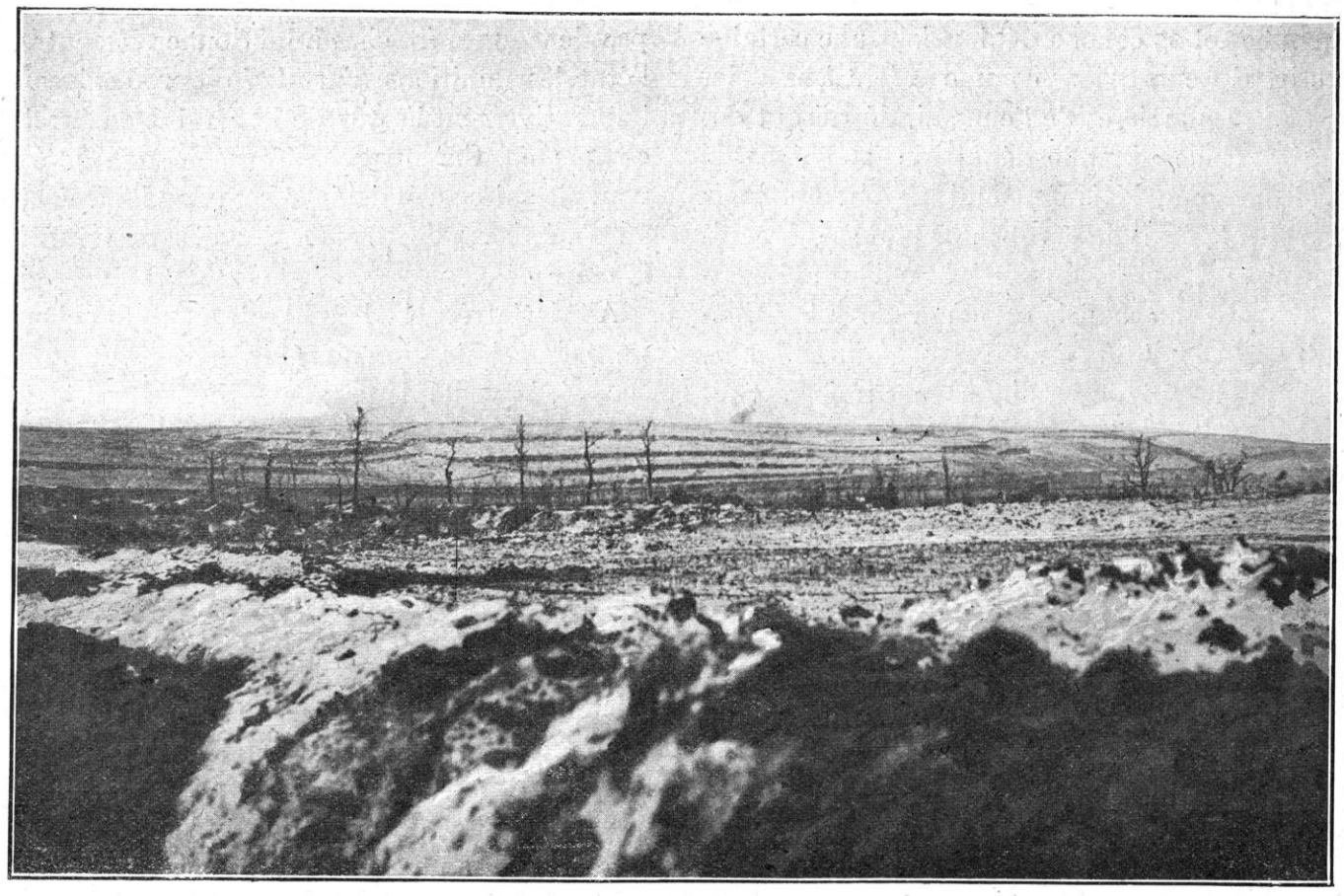


ÉCURY-LE-REPOS. — RUINES D'UNE USINE

JOFFRE ARRÊTE LES OPÉRATIONS (14 OCTOBRE 1915)

Il fallait reprendre haleine. Le 30 septembre, Foch donna l'ordre de s'organiser sur les positions conquises et de s'élargir pour être en mesure de reprendre l'attaque des cotes 119 et 140, tandis que French marcherait sur la fosse 8 et la croupe d'Hulluch. Pour le moment, il fallait prendre le repos qui s'imposait à la suite de ces efforts multipliés, souvent déçus, toujours sanglants.

Sur tous ces hommes dont la mitraille avait tant éclairci les rangs, la vue du champ de bataille faisait maintenant une impression profonde.



VUE DU TERRAIN DEVANT SOUCHEZ

Les morts n'avaient pu être ramassés encore : il y en avait partout. Les Alpins parsemaient les glacis en avant de la tranchée des Y, en avant du cimetière de Souchez, sur la pente des Écouloirs. Tout le massacre du 25 septembre était étalé ; dans les parallèles de départ, c'était encore une boucherie ; le long du boyau de l'Ersatz, qu'avaient si bien enfilé les mitrailleuses de 119, il y avait un chapelet de cadavres, et partout de la chair déchiquetée, des corps convulsés, repliés, torturés ; partout des sacs ouverts, des lettres éparpillées, des casques troués ! Mais ce qui était enrageant, c'était de ne trouver que peu de Boches au milieu de cette hécatombe : lorsque, au hasard des explorations, on en découvrait quelques-uns, c'était avec une joie farouche ; on les contemplait avec un sentiment sauvage : ils nous avaient fait trop de mal.

Que de morts ! Les brancardiers ne pouvaient les relever tous ! Leur visage peu à peu devenait noir ; ils baignaient dans les trous d'obus, s'enfonçaient dans la boue. Chaque soir, on en chargeait des tombereaux devant le Cabaret Rouge, et les compagnies qui montaient défilaient, sur la route, devant tout un rang de cadavres prêts à être transportés. Il n'y avait pas, sur le champ de bataille, que les morts de septembre : il y avait, sur les pentes des Écouloirs, des Boches du 16 juin entassés dans des abris, à moitié squelettifiés, coiffés encore du grotesque casque en feutre qui était de mode au printemps ; sur la cote 119, on retrouvait des zouaves et des tirailleurs, reconnaissables à leurs culottes kaki, desséchés par le soleil, tout vidés par les vers ; aux abords du cimetière de Souchez enfin, sur le terrain où s'étaient brisées les attaques allemandes du 11 mai, sur ce morceau de terre sans cesse disputé, où jamais les morts n'avaient pu être ramassés, on heurtait partout des tibias ou des fémurs, voire même des crânes dans des casques à pointe. Mais le plus impressionnant des spectacles était peut-être celui qui s'offrait sur la cote 119, dans le secteur de la 70e division : sur le glacis qui précédait la tranchée de Brême, des centaines d'hommes étainet étendus ; et comme on regardait cela au ras du sol, cela faisait un véritable tapis bleu-horizon (1).

Ce paysage d'automne décomposé par la mort, l'épuisement physique, une certaine lassitude morale, une sorte d'arrêt dans l'effort de l'esprit, tout cela rendait bien improbable un succès dans la reprise contre la fameuse crête 119-140. Le temps était toujours mauvais, la relève du 3e corps était lente ; l'opération en fut retardée.

Les Anglais, dont les prises s'élevaient à 3 000

(1) *La division Barbot*, p. 62.

hommes et 25 canons, déployaient une certaine activité. Leurs avions commençaient à survoler au loin les arrières de l'ennemi, détruisant des trains, incendiant le dépôt de machines de Valenciennes. Mais l'ennemi surtout montrait partout la force de ses effectifs et de ses organisations ; il reprit, au nord, la redoute Hohenzollern et, au sud, le carrefour des Cinq-Chemins. Enfin, le 8 octobre après-midi, il lança, devant Loos, 28 bataillons en trois vagues denses suivies de troupes en colonnes, contre les Anglais et le 9e corps français. Une telle attaque massive était vouée à l'échec. Ce fut un massacre. French écrivit à Kitchener : « Les Français disent avoir 4 000 morts devant leurs tranchées et il y a au moins 5 000 ou 6 000 cadavres amoncelés devant les nôtres. Les pertes allemandes doivent être d'au moins 20 000 hommes. Les nôtres n'atteignent pas 6 000. »

Cependant l'opération française contre 119-140 était décidée pour le 11 octobre après-midi. La préparation fut, malheureusement, nettement insuffisante. Un témoin écrit : « Cela donnait l'impression du bâclé ou, comme disaient les hommes, de l'opération au rabais. » Aussi l'échec fut-il complet sur toute la ligne : 21e corps, 33e corps, 12e corps. La contre-pente allemande et les fils de fer étaient restés absolument intacts. Quand les troupes d'assaut se dressèrent pour bondir, elles furent clouées sur place. Dans son rapport à Joffre, Foch reconnut « l'insuffisance de la préparation d'artillerie et des travaux d'approche ». La vérité est qu'on n'avait pas alors les munitions d'artillerie lourde en quantité suffisante.

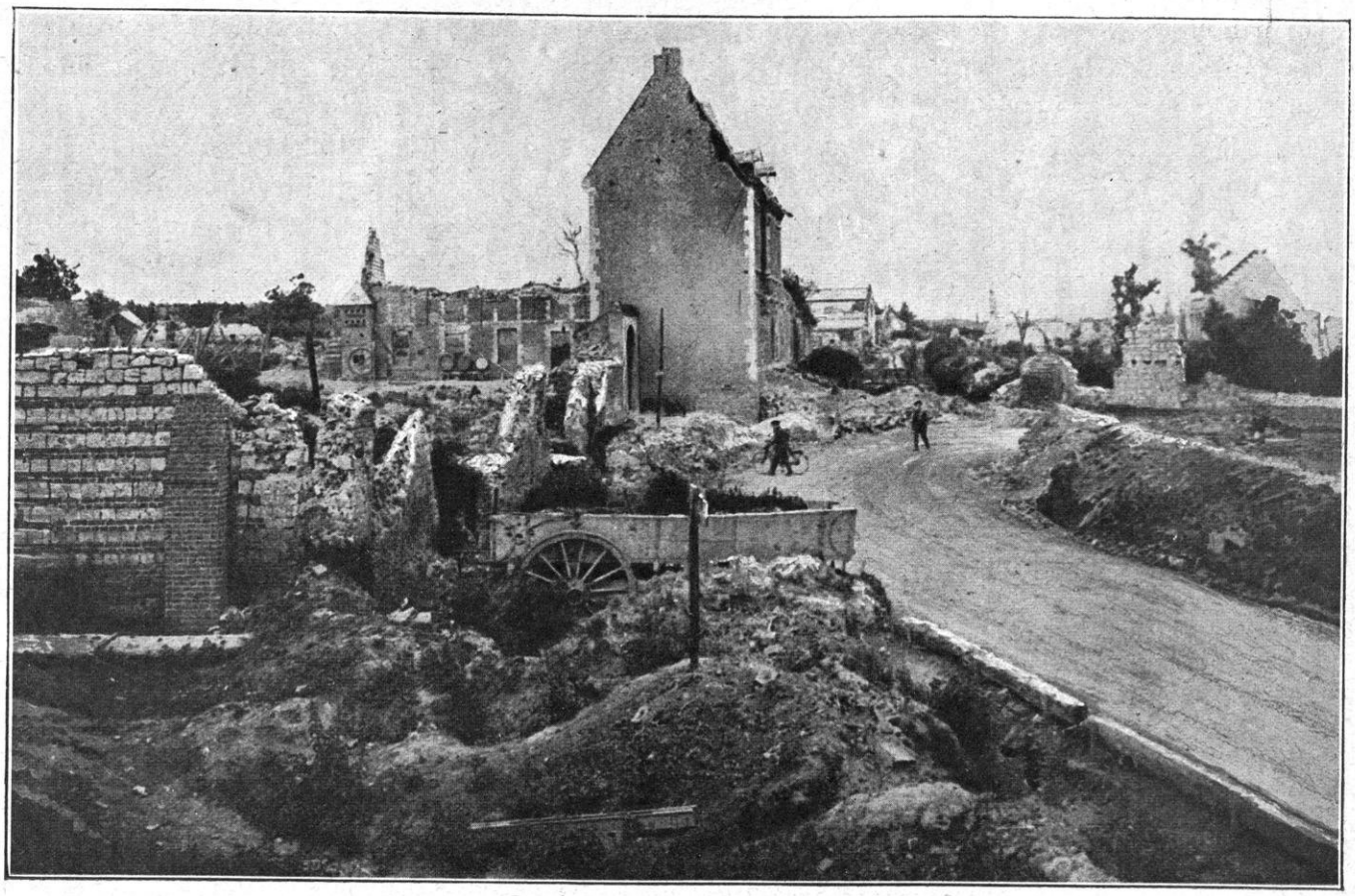
Joffre, le 14 octobre, suspendit les opérations en Artois, comme il les suspendait, le même jour, en Champagne. La 10e armée devait s'organiser sur son terrain ; seul, le 9e corps continuerait à appuyer les Anglais. Foch devait se borner aux actions d'artillerie jugées nécessaires. Une lettre de Joffre mit le point final aux grandes espérances pour cette date. La lettre constatait que la 10e armée ne semblait plus avoir de capacité offensive et il n'y avait pas de troupes fraîches à lui donner. En outre, l'état des munitions d'artillerie lourde exigeait impérativement l'arrêt de l'offensive en Artois comme en Champagne. Tout ce que Joffre pouvait faire, c'était de recommander à Foch de s'efforcer « de pousser des observatoires à la crête ».

Ainsi s'arrêta la bataille de Loos-Souchez. Le même jour, French, qui avait un instant occupé, la veille, la croupe d'Hulluch, prenait la même décision que Joffre. Cette fois encore, ce n'était pas un succès stratégique. C'était à peine un succès tactique: les 6 000 prisonniers et les 30 canons enlevés à la VIe armée allemande, la conquête de Loos et de Souchez, ces avantages compensaient-ils les pertes si lourdes des armées de Haig et de d'Urbal ? Les troupes, sans être découragées, étaient déçues. Ne croyant plus à la « percée », elles mirent désormais leur espoir dans la campagne « des canons, des munitions », qui battait son plein, ou dans la guerre de mouvement en Orient.

C'est par cette dernière préoccupation que les gouvernements et les hauts commandements étaient maintenant absorbés.

Il s'agissait en effet de prélever au plus tôt des forces pour former le corps expéditionnaire de Salonique. L'accord était parfait entre Joffre et le nouveau cabinet Briand-Galliéni pour hâter le départ des troupes franco-anglaises. Joffre s'était rendu à Londres à ce sujet et avait obtenu gain de cause. Trois divisions anglaises et deux divisions hindoues s'embarquèrent à Marseille à la fin du mois. Kitchener écrivit à French, le 30 octobre, que le cabinet britannique avait décidé la coopération avec les Français en Orient, « sur les représentations énergiques du général Joffre ». Une fois de plus, constatons l'autorité que Joffre s'était acquise. Et cette autorité était telle que Kitchener voulait, beaucoup plus que Briand et Galliéni, la mettre à même de s'exercer. Il écrivait, de Paris, à lord Asquith :

Briand et Galliéni voudraient un conseil de guerre mixte avec pouvoir exécutif pour décider de la politique de la



ROCLINCOURT. — LES RUINES DU VILLAGE

guerre. Briand dit qu'il allait prendre officiellement l'initiative de ce projet.

Et sir George Arthur d'ajouter :

Le Premier français était partisan d'un conseil dans le genre du Conseil de guerre de Versailles que devait plus tard faire créer M. Lloyd George. Mais Kitchener était complètement opposé à l'idée d'armer un conseil international de pouvoirs exécutifs et de lui donner un contrôle quelconque sur les plans militaires et les opérations. Une telle combinaison ne pouvait, d'après lui, qu'aboutir à desdiscussions inutiles, à des retards et à des compromis. Il suggéra que d'utiles consultations entre les autorités rsupêmes des principaux alliés pourraient avoir lieu à des intervalles réguliers, *sous la présidence de Joffre*.

La première de ces conférences eut lieu en décembre 1915. Elle fut le premier pas vers cette unité effective de commandement allié qui devait être réalisée plus tard (1).

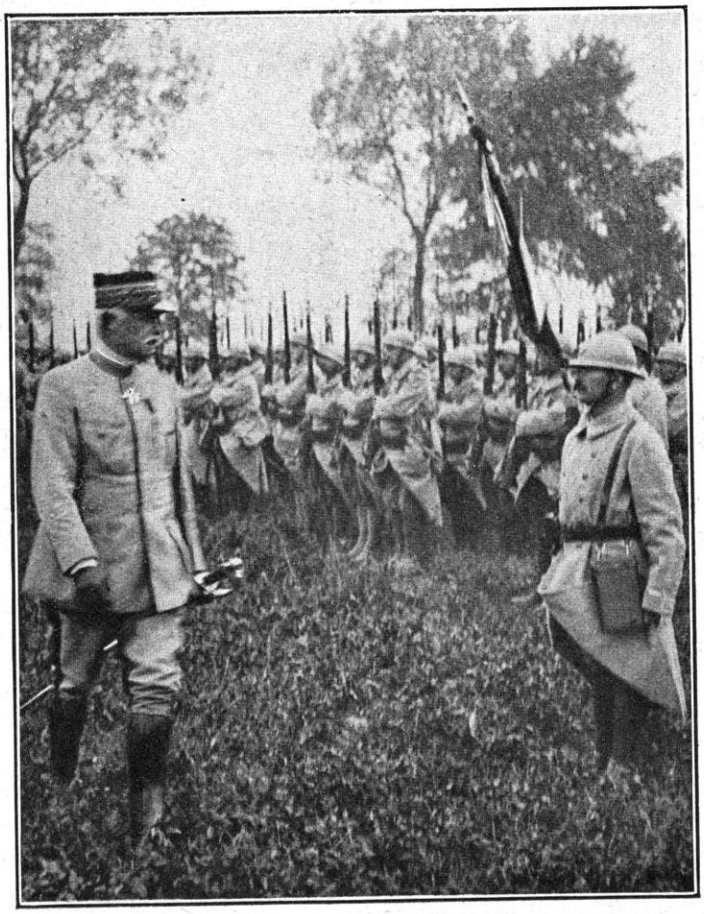
Nous dirons bientôt l'importance capitale de cette conférence de Chantilly où, le 6 décembre 1915, fut arrêté le plan de campagne des Alliés pour 1916. Mais pour le moment, il s'agissait d'assurer l'effective collaboration franco-anglaise à Salonique, de dégager les enseignements de la grande bataille de Champagne-Artois, de fixer la conduite à suivre par les armées françaises, puis, seulement ensuite, de préparer les projets d'offensive de 1916 pour les présenter à la Conférence des Alliés. Enfin, les deux nations, la France et l'Angleterre, devaient, au cours de l'hiver et du printemps, tendre leurs énergies pour un effort industriel énorme et, en outre, de l'autre côté de la Manche, pour un effort de recrutement qui sera, nous le verrons, prodigieux par sa ténacité et ses résultats.

(1) Sir George ARTHUR, *Kitchener et la guerre*, p. 250.

L'ARMÉE FRANÇAISE EN DISPOSITIF D'ATTENTE. REGROUPEMENT DES FORCES ET ORGANISATION DU TERRAIN

Plus que les batailles précédentes, la grande mêlée de Champagne-Artois fournit au haut commandement fran-

çais de nouveaux enseignements. L'évolution de la tactique de la guerre de position étant fonction des sacrifices consentis dans l'attaque ou dans la défens^e, la victoire ne pouvait sortir de son tombeau des tranchées qu'après un long effort pour le briser. Cette fois, le déploiement de forces avait atteint le maximum : 52 divisions, soit les trois quarts de l'armée française, 13 divisions anglaises, 1 300 pièces lourdes françaises et 300 anglaises, il n'eût pas été possible de faire plus. Les 2e, 4e et 10e armées françaises avaient dépensé 3 980 000 coups de 75 et 987 000 coups de gros calibre. Pourtant, malgré cette consommation, qui fut encore insuffisante, malgré le sacrifice de 100 000 tués et disparus et de 200 000 blessés, l'immense muraille n'avait été qu'en deux points ébréchée et, sur toute son étendue, du Rhin à la mer, elle avait résisté.



LE GÉNÉRAL FAYOLLE, PASSANT EN REVUE UNE DIVISION D'INFANTERIE

Nous avons dit les raisons de cet affaissement de la victoire, à peine soulevée de son sépulcre. Avant même que les conclusions d'un des exécutants, le général Pétain, eussent été formulées, le général de Castelnau avait lui-même, dès le 9 octobre, dégagé les premiers enseignements : il insistait sur la valeur des lignes en contre-pente et sur l'emploi des mitrailleuses en dehors des lignes et ouvrages de défense. Le Grand Quartier général concluait, de ces observations concordantes, à l'extrême difficulté d'enlever d'un seul élan et d'un seul bond, même avec des moyens puissants de préparation, les positions maintenant successives de l'ennemi. Leurs défenses accessoires, si elles ne sont pas préalablement anéanties, et c'est ce qui arrive lorsqu'elles sont à contre-pente, brisent toutes les attaques et nécessitent une nouvelle préparation de destruction.

Le 10 octobre et le 27 décembre, le G. Q. G. reconnaissait l'insuffisante largeur du front d'attaque, le manque de rapidité de l'assaut d'infanterie, l'impossibilité de détruire complètement les canons de l'ennemi, l'insuffisante instruction des fantassins et des artilleurs et l'application trop tardive des moyens, par le commandement, sur la deuxième position. Pour réussir, il fallait utiliser une plus grande quantité d'artillerie et porter les canons d'infanterie en avant au cours de la progression.

C'est à traduire les résultats de cette expérience en notes et en instructions, c'est à dégager l'attitude à adopter par l'armée française, c'est à reconstituer les effectifs et les cadres de cette armée, à recompléter les stocks de munitions, surtout ceux d'artillerie lourde fort réduits, c'est à instruire surtout les troupes que le général Joffre et les états-majors allaient employer les mois d'hiver.

La bataille était à peine achevée que, le 22 octobre, une Instruction partait de Chantilly, prescrivant aux armées françaises de prendre sur toute la ligne un *dispositif d'attente*. Pour

UN CANON LOURD ANGLAIS EN ACTION SUR LE FRONT D'ARTOIS

réaliser son dessein, Joffre donnait ces directives à Foch, à Castelnau et à Dubail :

1° Réduire au strict minimum indispensable les forces laissées en première ligne, de manière à donner aux troupes le repos nécessaire et à perfectionner leur instruction ;

2° Articuler les réserves locales de façon à permettre des contre-attaques immédiates ;

3° Disposer les réserves d'armée et de groupe d'armées de telle manière qu'elles puissent se porter rapidement pour renforcer les points menacés et surtout pour contre-attaquer aussitôt concentriquement ;

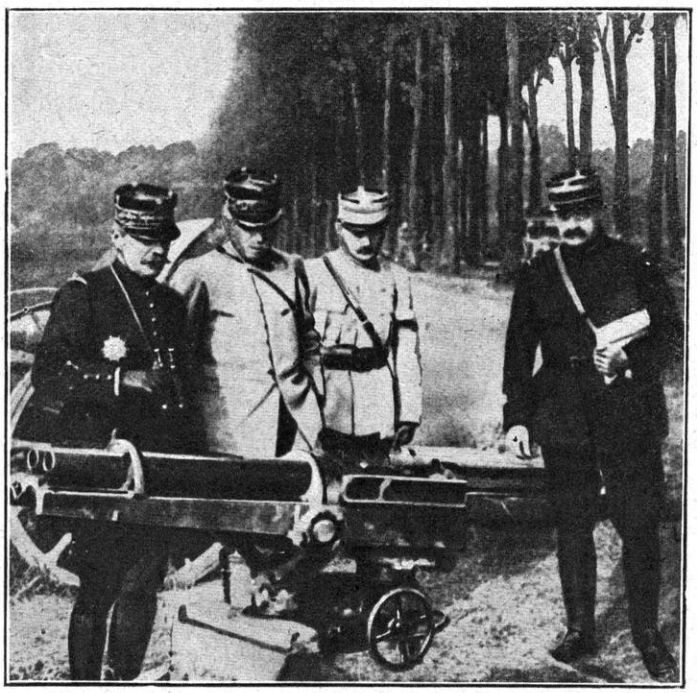
4° Mettre à la disposition du commandant en chef de puissantes réserves.

Ce regroupement des forces s'opéra assez rapidement. Dubail reçut des unités du Nord et du Centre et les mit en réserve. Castelnau, dès le début d'octobre, avait déjà libéré ses effectifs ; cependant la 2e armée Pétain, qui rectifiait ses positions à Tahure et à la Courtine, ne termina le retrait de ses unités que le 5 janvier, Foch reçut les éléments de cette 2e armée pour les mettre en réserve derrière la 6e armée, dont les relèves furent ainsi facilitées. Il eut plus de difficultés pour réduire les effectifs de la 10e armée, à cause des réactions de l'ennemi au bois de Givenchy, sur la Souchez, sur la cote 140, jusqu'au 24 octobre, et plus tard, par suite des travaux nécessités en novembre et décembre, par la réfection des tranchées complètement envahies par la boue.

Enfin, nous avons vu que la question de la relève des troupes françaises par les « divisions Kitchener » était la préoccupation constante de Joffre. Si, en octobre, il fallut prendre au sud de la Somme la place de deux divisions anglaises envoyées à Salonique, bientôt, en février 1916, le Commandement anglais acceptera de prendre à son compte les extrémités nord et sud de la 10e armée, relevant ainsi la valeur de quatre divisions françaises.

Et déjà, nous le verrons, l'armée britannique res serrait les liens d'une collaboration de plus en plus étroite avec l'armée française : c'est ainsi que, le 8 janvier, Joffre écrivait à Douglas Haig au sujet de l'intervention des réserves françaises dans la zone anglaise et des réserves anglaises dans la zone française.

La décongestion des zones d'attaque s'étant achevée, le dispositif d'attente prévu par Joffre se trouva bientôt réalisé. Enfin la mise à sa disposition de puissantes réserves fut assurée par la répartition des moyens de transports automobiles en des points judicieusement choisis et par l'organisation de quatre grands courants de transports sur des voies ferrées spécialement outillées.



LES GÉNÉRAUX FOCH ET FAYOLLE EXAMINANT UN CANON DE TRANCHÉE ALLEMAND

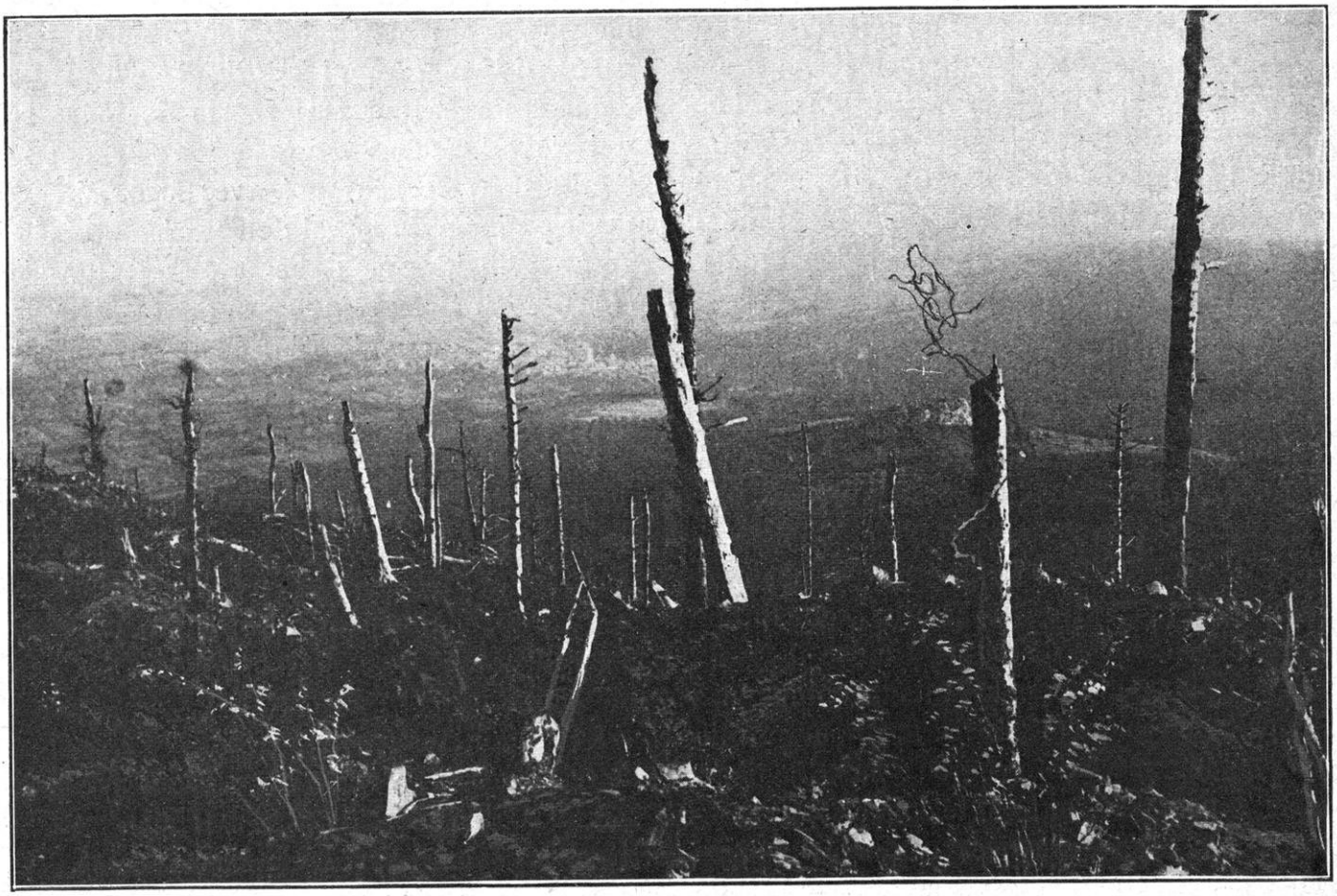
Dans cette période de la guerre où la dure expérience a exalté, chez les chefs responsables, les énergies et les volontés, il n'est aucun domaine où Joffre ne porte sa grande puissance de travail et son jugement si sûr.

Le regroupement des forces s'est exécuté, il faut maintenant réaliser le programme d'organisation du terrain. Et alors s'ouvre une phase nouvelle de la tactique. Chaque groupe d'armées procédera à l'exécution de ses travaux suivant des directives qui sont le fruit des épreuves de la bataille. Joffre pose d'abord en principe que, sur les parties du front qui se prêtent à une action offensive, il faut réaliser une organisation du terrain qui permette à tout moment de prendre l'offensive *sans travaux préparatoires de longue durée*, afin de réaliser la surprise dans toute la mesure du possible. Notons tout de suite que c'est la souplesse de ce système qui sera inaugurée par les Allemands à Verdun, le 21 février. Falkenhayn faisait ainsi, en même temps que Joffre, la même réflexion. Le haut commandement français n'aura donc pas à s'étonner de l'assaut sans longue préparation déclenché brusquement à Verdun par l'ennemi.

« Partout ailleurs, ajoute le général en chef, il y a au contraire intérêt à rester loin de l'ennemi, de manière à pouvoir perfectionner les défenses accessoires et réduire au strict minimum l'occupation de la première position. La deuxième position doit être établie de manière à échapper à l'action de l'artillerie ennemie. Elle doit être dissimulée le plus possible aux vues directes et aériennes par l'utilisation au mieux des bois et *des contre-pentes* ; les organisations déjà existantes doivent être modifiées ou complétées en ce sens. »

Des régions fortifiées furent en outre organisées en arrière des première et deuxième positions afin de canaliser, le cas échéant, la marche en avant des forces ennemies et servir de points d'appui aux manœuvres de contre-offensive.

Ainsi, en exécution de ces instructions, le front allait se hérisser de défenses larges et profondes. Les principales régions destinées à être fortifiées étaient celles d'Amiens, des forêts de Laigle et de Compiègne, de la Montagne de Reims, des Islettes, des centres vosgiens et de la trouée de Porrentruy. Comme on eut vent que l'ennemi songeait à violer la neutralité suisse, on étudia la concentration d'un groupe de trois armées avec 30 divisions et 8 divi-



LE SOMMET DE L'HARTMANNSWLLIERKOPF ET LA PLAINE ALSACIENNE

sions de cavalerie, sous les ordres de Foch, pour opérer en Suisse. La région fortifiée de Porrentruy devait, en ce cas, servir de base à la couverture française face à la Suisse.

C'était une œuvre énorme qu'entreprenait le général Joffre. Il la consacra par une Instruction du 21 décembre qui est, en fait, le premier règlement de fortification issu de la guerre. Il y était dit que l'organisation d'une position ne comporte pas une ligne de feu continue, mais une combinaison de feux de front et de flanc dirigés par une garnison fixe, constituant un élément ; plusieurs éléments forment un point d'appui ; un groupement de points d'appui forme un centre de résistance toujours doté d'un réduit et parfois d'artillerie. Plusieurs centres de résistance forment un secteur doté de réserves propres. La tranchée doit avoir un mètre de largeur, l'abri doit pouvoir contenir une demi-section au plus ; le béton est recommandé.

La deuxième position, à 6 ou 8 kilomètres en arrière, est constituée par des lignes de centres de résistance avec d'excellents observatoires, le plus possible en contre-pente.

Une troisième position devra être amorcée (1).

(1) C'est au cours de cette période que le G. Q. G. fait paraître les premières instructions qui vont servir de base tactique pour le développement de la guerre de position. Ce sont les instructions sur l'emploi de l'artillerie lourde (28 novembre 1915), sur l'emploi tactique des mitrailleuses (24 novembre), sur la liaison (4 décembre), sur les enseignements des batailles au point de vue défensif (5 décembre), sur l'emploi de l'artillerie lourde à grande puissance (13 décembre), sur les travaux de campagne (21 décembre), sur les sections de repérage par le son et par les lueurs (21 décembre), sur les groupes de canevas de tir des armées (23 décembre), sur le combat offensif des petites unités (8 janvier 1916), sur le but et les conditions d'une offensive d'ensemble (16 janvier), sur le combat offensif des grandes unités (26 janvier), sur l'emploi du fusil mitrailleur (13 février), sans compter les instructions de moindre importance sur tous les problèmes qui se posaient à la fois : enseignement à donner aux cadres et à la troupe, signalisation, renseignements sur l'ennemi, plans directeurs, troupes spécialisées, obus spéciaux, fils de fer, mines, grenades.

L'INSTRUCTION TACTIQUE ET LE MORAL DES TROUPES

Restait, après le regroupement et le dispositif des forces d'une part, l'organisation de la défense du front d'autre part, une troisième tâche : l'instruction tactique des troupes.

Elle était devenue nécessaire dans toutes les armes et dans les états-majors, par suite du renouvellement continuel des cadres et de l'évolution de la tactique de combat. Tout le monde s'y donna de plein cœur et, quand la bataille se déchaîna sur les collines de Verdun, l'armée française avait appris la guerre. Des notes successives fixèrent la base de l'instruction. Celle-ci fut donnée, en principe, par division, puisqu'on trouve là une coopération étroite des troupes de toutes armes ; il y eut des centres pour commandants de compagnie, des pelotons pour chefs de section, pour mitrailleurs, pour spécialistes, grenadiers, bombardiers, sapeurs d'infanterie, téléphonistes, signaleurs, etc. ; des exercices combinés réunissaient les différents groupements pour l'étude du combat de tranchée. Cela constituait l'instruction de détail.

Quant à l'enseignement d'ensemble, il était donné dans des camps d'instruction créés à Saint-Riquier, à Crèvecœur, à Ville-en-Tardenois, à Belrain, à Saffais et à Arches. Avec un matériel complet, artillerie lourde, engins de tranchée, canons d'infanterie, aviation, on procédait à des exercices d'ensemble comportant l'enlèvement de positions successives et la progression de tous les éléments de la division ou du corps d'armée. Les unités d'artillerie poursuivirent ainsi leur instruction, et les officiers supérieurs et généraux furent réunis dans des cours techniques. Toute troupe retirée du front dut bientôt, obligatoirement, passer dans un camp d'instruction pour y reprendre sa cohésion. Enfin chaque groupe d'armées créa une école d'instruction d'état-major destinée aux officiers non brevetés détachés dans les quartiers généraux de brigade et de division : c'était le couronnement de l'enseignement.

Mais, qu'eût été cette préparation intensive des armes, du matériel et même de l'intelligence, si la pensée qui la dirigeait n'avait pas été entretenue par cette sorte de feu sacré qui tient les âmes prêtes à tout instant au sacrifice? C'est pourquoi, avec le souci qu'il avait toujours du moral de l'armée, le général Joffre veillait sans cesse à ce que tous les officiers gardassent intact sur leurs hommes l'ascendant qu'ils avaient acquis au milieu des souffrances communes du champ de bataille.

Telle fut la longue, la véritable préparation du drame de Verdun. L'Allemagne, attaquant la grande forteresse où elle s'était plu à personnifier la France, trouvera, sous une cuirasse si forte qu'elle ne pourra la rompre, un esprit merveilleusement souple et préparé, un cœur indomptable.

La nation, de son côté, s'efforçait d'être digne de tels chefs et de tels soldats. Nous avons dit son inlassable effort industriel. Il fallait reconstituer les stocks d'artillerie sans cesse épuisés, forger nuit et jour canons et munitions. Tout cela s'accomplissait avec l'enthousiasme que la France sait mettre dans les tâches dont elle a une fois compris l'urgence. Les permissionnaires ne voyaient pas sans satisfaction cette œuvre en plein effort. Et cela les aidait à mieux supporter, de retour là-haut, les misères profondes du second hiver au fond des tranchées.

Ce que fut cet hiver, nous l'avons dit tout à l'heure en soulignant que la relève des troupes, à l'armée d'Artois, avait été retardée par les longs travaux de réfection des tranchées. La pluie, incessante à partir de la Toussaint, avait transformé les organisations françaises et allemandes en marécages. Les récits des carnets de route nous font une émouvante description des boyaux et des tranchées dont les talus s'effondrent et que la boue comble peu à peu ; les claies posées en hâte sont emportées ; les hommes, dont les jambes sont ficelées dans des sacs à terre et les fusils entourés de toile, enfoncent et s'enlizent dans cette boue jusqu'aux genoux ; le combattant reste sans défense contre ce terrible élément et, malgré

CADAVRES DE SOLDATS TUÉS AU COURS D'UNE OFFENSIVE SUR LA SOMME

que le matériel arrive en quantité de plus en plus impcsante, « le travail de tout un peuple, écrit l'un d'eux, est impuissant à le secourir et vient échouer à 800 mètres de lui ».

En Champagne comme en Artois, c'est le même désastre de la nature, les mêmes souffrances :

Nous avons vécu pendant huit jours dans la boue et dans l'eau jusqu'au ventre, pendant qu'éternellement la pluie nous tombait sur la tête, sans un abri où se mettre ; pas une minute de sommeil; nous étions enlizés dans les boyaux, et un jour nous avons mis quatre heures pour parcourir 500 mètres. J'ai vu des hommes dans la force de l'âge pleurer de douleur et supplier qu'on les achève à coups de fusil. A bout de forces, je me suis évanoui dans la nuit et, enfoncé dans l'eau et la boue jusqu'à la ceinture, le visage cinglé par un froid glacial, transpercé par la pluie, j'attendais que la mort vienne, et elle n'aurait guère tardé à venir si mon lieutenant ne m'avait ranimé. Pendant trois heures dans cette fange immonde, il m'a porté sur ses épaules...

Si vous aviez vu revenir les hommes des tranchées, livides, pleins de boue, courbés en deux, ne pouvant plus lever les pieds, vous auriez dit des fantômes sortis de leur tombeau (1).

La situation devint telle en Artois, vers la cote 140, que les boyaux et les tranchées étant complètement comblés par la boue, on vit, pendant une semaine, en plein jour, Français et Allemands poser tranquillement des fils de fer et se dévisager à 150 mètres, en rase campagne.

LES COMBATS DE L'HARTMANNSWILLERKOPF (21 DÉCEMBRE 1915-8 JANVIER 1916)

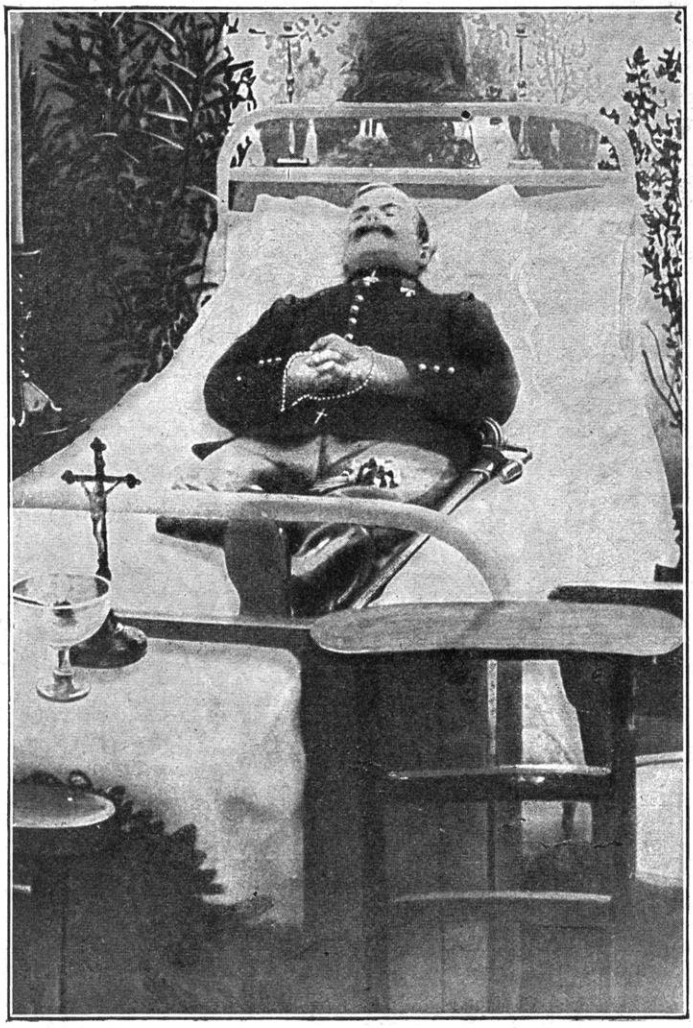
La monotonie de la vie en secteur, au cours de cet hiver d'attente, ne fut guère rompue que dans les Vosges. L'armée française, installée sur la défensive selon le dispositif ordonné par Joffre, ne tenta qu'une

(1) Alfred JOUBAIRE, *Pour la France*, p. 195 (8 décembre, Vers Massiges).

seule opération offensive ; ce fut celle de l'Hartmannswillerkopf, en décembre 1915.

Joffre avait attaché une haute importance à la fortification des secteurs de l'Est ; c'est sur Dubail qu'il faisait reposer la sécurité de ses offensives d'Artois et de Champagne : Dubail « tenait » pendant que Castelnau et Foch manœuvraient.

Le 15 août, la région fortifiée de Belfort (général Demange) avait été créée et, à l'autre extrémité du « pivot de l'Est », la région fortifiée de Verdun s'organisait entre les mains du général Herr. Depuis deux mois, la 7e armée (Maudhuy) avait combattu de chaque côté de la Fecht, attirant la valeur d'un corps d'armée et demi allemand et perdant elle-même 20 000 hommes pour atteindre le front Hilsenfirst - Sondernach - Mättle - Metzeral-Linge, soit un gain de 1600 mètres à l'Hilsenfirst, 2000 mètres à Sondernach-Metzeral, 400 à 500 mètres au Barren, 500 mètres au Linge.



LE GÉNÉRAL SERRET SUR SON LIT DE MORT

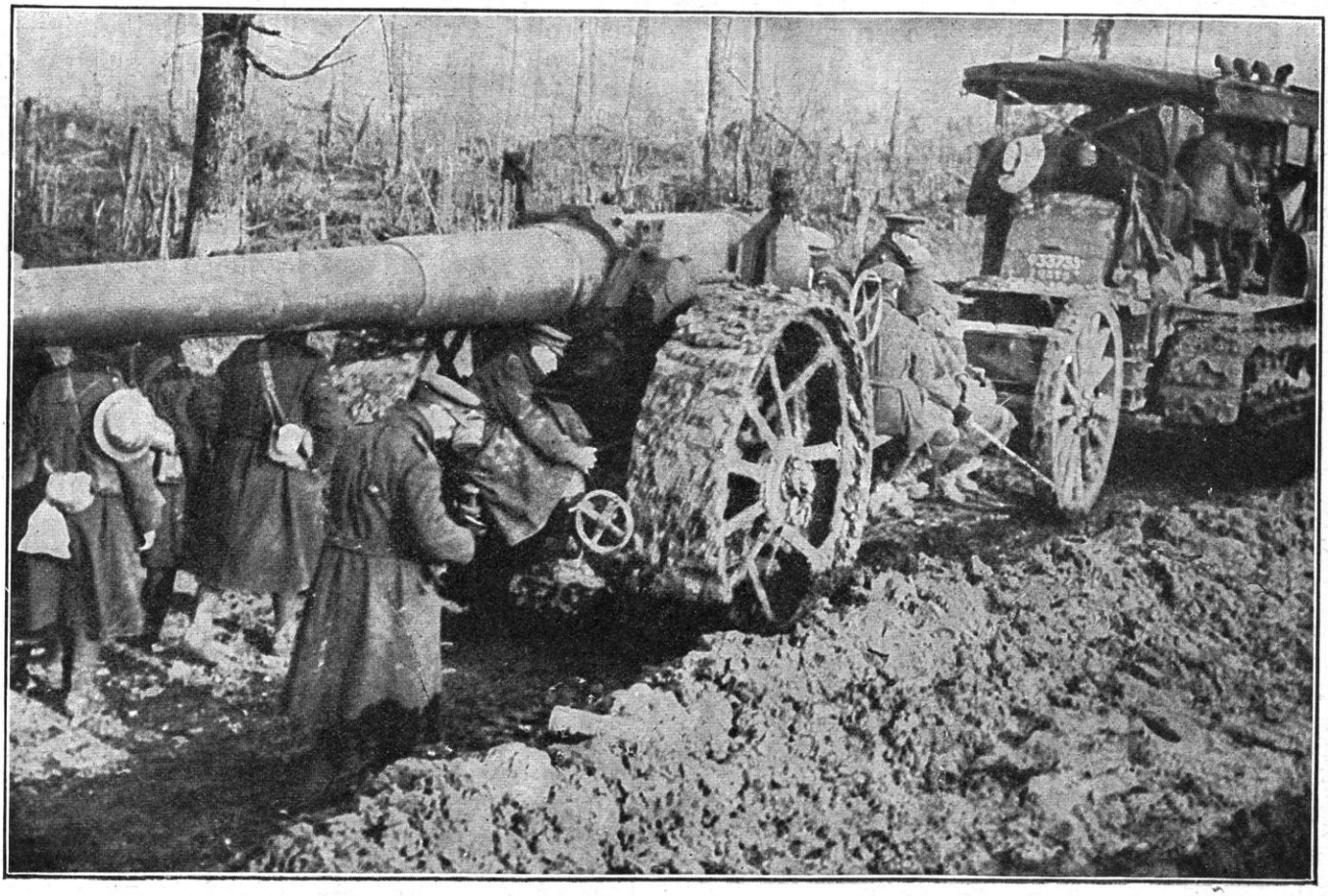
Après la bataille de Champagne, l'ennemi riposta en Alsace par une certaine activité ; le 12 octobre, il attaque au Schratzmaennele ; le 15, on se bat en Lorraine, au bois Zeppelin, près de Leintrey, où se font face les deux détachements d'armée de Gérard et de Falkenhausen. Dans la même matinée du 15 octobre, Maudhuy est vivement pris à partie entre le Rehfelsen et le Sudelkopf par la 12e division de landwehr (détachement von Gaede) et le 334e est rejeté du sommet de l'Hartmannswillerkopf. Aussitôt le général Serret (66e division) prépare une contre-attaque qui, menée le lendemain par le 15e bataillon Dussauge, reprend tout le terrain et au delà.

En dehors de ces actions locales sur les crêtes des Vosges, le pivot de l'Est était relativement calme. Dubail y développait l'instruction des troupes et des cadres, veillant également à l'amélioration défensive du front ; la lutte de mines se poursuivait aux Éparges, où les sapeurs allemands travaillaient jusqu'à 20 mètres sous terre.

Le 3 novembre, le général de Maudhuy, malade depuis plusieurs semaines, fut remplacé à la tête de la 7e armée par le général de Villaret et le 6, au détachement d'armée de Lorraine, le général Desprez prit la place du général Gérard, également souffrant.

Depuis quelque temps, on était décidé, à Chantilly et à Neufchâteau, à en finir avec la question des points et des positions continuellement disputés. Le 27 octobre, Joffre avait écrit à Dubail qu'il était nécessaire de « liquider des situations délicates, principalement à l'aide de puissants moyens d'artillerie ». Des propositions qui, selon ses ordres, lui furent soumises, Joffre ne retint que l'attaque de l'Hartmannswillerkopf.

C'était, a-t-on dit, la lutte du mulet contre le



TRANSPORT D'UN CANON LOURD ANGLAIS

chemin de fer : l'ennemi disposait en effet d'une voie ferrée aboutissant au pied des pentes et d'un câble pour le transport des approvisionnements.

Il était entendu qu'il ne s'agissait que de la conquête d'un observatoire. Aussi Dubail s'empressa-t-il de fixer sur ce point le général de Villaret : « Il ne s'agit pas de pousser en avant le plus possible, mais bien de conquérir le terrain reconnu nécessaire et de le conserver. »

La 66e division (général Serret) fut chargée de l'opération. Le 21 décembre, après trois heures de bombardement, la 81e brigade attaque à midi sur l'Hartmannswillerkopf-Rehfelsen et la 6e brigade de chasseurs sur l'Hirzenstein. A gauche on atteint les cotes 700 et 742 ; mais à droite on se heurte, sur le Faux-Sihl et sous les sapins, à des organisations intactes ; au sud, le bois d'Hirzenstein est atteint. C'est une belle action qui nous donne 1 500 prisonniers. Cependant, dans l'ardeur du succès, le 152e dépasse sa mission qui est de s'épanouir sur les pentes Est. Le matin du 22, Dubail, arrivé sur la crête, à la naissance du Sihl, dit à Serret : « Notre succès m'inquiète. » Et, en effet, au même moment une violente contre-attaque de von Gaede (8 bataillons) se déclenche, s'infiltre par l'arête du Ziegebrucken entre le 5e bataillon déjà rejeté et le 152e, qui est tourné : l'ennemi, derrière ce régiment, réoccupe sa position de la veille qui est vide, et détruit ou fait prisonnier le 152e presque tout entier.

Cet échec eût pu être réparé, sans une tempête de pluie et de neige qui se prolongea les jours suivants. Serret dut y renoncer. L'artillerie allemande se renforçait et, sous le bombardement, la lutte ne cessait guère. Le 29 après-midi, Serret est blessé grièvement au boyau qui mène au sommet de l'Hartmann, à 150 mètres de la première ligne. Sa mort, survenue le 6 janvier à l'ambulance de Moosch, fut digne, résignée, aussi belle que l'avait été sa vie

toute de clairvoyance et de courage (1). La 66e division, mise sous les ordres du général Nollet, lutta jusqu'au 8 janvier et fut rejetée, ce jour-là, de l'Hirzenstein : toutes les positions conquises depuis le 21 décembre étaient perdues.

AVANT VERDUN. LA PERTE DE FRISE (28 JANVIER 1916)

On approchait de l'époque de Verdun. Déjà, certains signes annonçaient l'offensive à laquelle le haut commandement allemand venait, vers Noël, de se décider dans la région de l'Est. Nous reviendrons bientôt sur les circonstances qui ont précédé le drame. Mais nous pouvons dès maintenant fixer les quelques points sur lesquels l'ennemi désire attirer l'attention de l'État-Major français. Nancy et Belfort sont bombardés par des canons à longue portée, en janvier et février ; des mouvements de troupes sont signalés un peu partout en Lorraine, en Alsace, sur le Rhin ; Dubail est appelé à Chantilly où l'on s'inquiète de la région fortifiée de Verdun. Tout le long du front français, car ce n'est pas seulement dans l'Est, l'ennemi procède à des coups de sonde. Au nord d'Arras, la lutte est incessante à partir du 23 janvier. En Champagne, des travaux exécutés par l'ennemi font croire à la probabilité d'une offensive : le 10 février même, il se produit une attaque sur 4 ou 5 kilomètres vers la butte du Mesnil et Maisons de Champagne ; 80 batteries en action sont repérées ; un coup de main est exécuté vers la ferme de Navarin.

Mais, surtout, c'est sur la Somme qu'une vive action est menée. La 6e armée (général Dubois) tenait un front de 108 kilomètres entre l'Aisne (Fontenoy) et la Somme (Cappy) avec trois corps à trois divisions : les 3e, 13e, et 35e corps. La 5e division (Mangin) du 3e corps Nivelle occupait Frise, petit village au bord d'un marais de la Somme, auquel on n'accédait que par un boyau le long du canal. Le VIe corps allemand (von der Marwitz), dans le but de prendre des vues sur l'armée britannique Allenby, au nord de la Somme, reçut la mission d'enlever Frise. Le 28 janvier, il tire 60 000 obus, pour la plupart lacrymogènes, et déclenche une attaque qui emporte les bois du Signal et de la Vache et coupe les communications du 129e dans Frise. On perd le village et un millier de prisonniers. Mangin et Nivelle avisent Dubois et Foch ; des renforts accourent. Mangin lutte et progresse à la grenade, les jours suivants, jusqu'au 13 février ; on s'installe enfin à la lisière est des bois de la Vache, repris par les coloniaux, et des bois du Signal. C'était un avertissement : l'ennemi paraissait vouloir attaquer par surprise des secteurs étroits avec emploi d'obus à gaz. Et, tout à coup, le 21 février, éclate le coup de tonnerre de Verdun.

DOUGLAS HAIG REMPLACE FRENCH. L'EFFORT DE RECRUTEMENT DE L'ANGLETERRE. L'UNITÉ D'ACTION

La fin de 1915 est une période extrêmement féconde en ce qui concerne la conception et la conduite de la guerre. L'ouverture du front d'Orient et l'enseignement à tirer des batailles de Champagne-Artois semblent maintenant élargir les horizons. Déjà, nous avons étudié la reconstitution des forces, la nouvelle organisation défensive, l'instruction des troupes. Mais voici que les problèmes s'élèvent et que les mesures se complètent. Des remaniements dans les états-majors généraux, une nouvelle poussée des efforts nationaux, une première et éclatante manifestation de l'unité d'action militaire, tels sont les faits qui vont avoir sur la prochaine campagne de 1916 une influence certaine et profonde.

D'abord l'Orient. La Bulgarie étant entrée en guerre et la constitution d'une force franco-britannique de 150 000 hommes ayant été décidée, Joffre s'était aussitôt mis en rapport avec lord Kitchener, le 9 octobre, pour la mission à donner au corps expéditionnaire de Salonique. Il demandait à la Russie de secourir les Serbes, et à la Serbie de le renseigner

(1) Voir le récit de Maurice Barrès, *La mort d'un chef*, dans l'*Echo de Paris* du 8 janvier 1917.

exactement sur la situation dans les Balkans. Enfin, le 2 décembre, M. Briand réalisa une première étape de la coordination des efforts des armées alliées en plaçant, par décret, l'armée Sarrail sous les ordres de Joffre.

Pour seconder le commandant en chef, l'organisateur de la bataille de Champagne, le général de Castelnau, quitta le groupe d'armées du Centre, mis sous les ordres de Langle de Cary, pour occuper, à Chantilly, les fonctions de chef d'état-major général des armées.

Enfin, le maréchal French ayant demandé à quitter son commandement, faisait ses adieux aux troupes combattant en France. Le général Douglas Haig prenait, le 19 décembre, sa succession et devait la garder jusqu'à la fin de la guerre.

LE GÉNÉRAL DOUGLAS HAIG

L'Angleterre la confiait au plus digne. C'est aussi qu'elle se rendait mieux compte, de jour en jour, de la grandeur de l'effort à accomplir dans tous les domaines. « Kitchener s'était trouvé, écrit Sir George Arthur, dans la situation du chef qui, pour faire l'omelette, doit commencer d'abord par créer une ferme. » Il avait dit, en octobre 1914, que la guerre durerait au moins cinq ans. Or, il manquait de tout. Il y eut alors une telle ardeur au travail qu'à la fin de 1915, le War Office avait, en quinze mois, envoyé en France 7 millions d'obus et 3 316 canons. Kitchener avait commandé en Angleterre ou en Amérique, avant le mois de mai 1915, pour être livrés jusqu'à la fin de 1916, plus de 27 000 mitrailleuses. 3 860 000 fusils furent également commandés ; mais l'Amérique, qui devait en fournir dès juillet 1915, n'en livra pas avant mai 1916 et, jusqu'à ce moment, ce fut un grave souci. On manquait de main-d'œuvre. On dut frapper à toutes les portes et Lloyd George, bientôt ministre des munitions, recueillit et développa les fruits de ces initiatives.

L'œuvre capitale de Kitchener fut le recrutement des armées nouvelles. Dès son entrée au War Office, le 6 août 1914, il avait décidé que l'Angleterre mettrait en ligne 70 divisions ; en janvier 1916, 67 d'entre elles étaient en ligne ou prêtes à y entrer. Ce fut, a-t-on dit, une magnifique improvisation. Les traditions, la confiance dans la flotte, la situation insulaire, l'état d'esprit des Anglais ne permettaient pas de mettre alors sur pied un système de conscription ; on se tint au système de l'enrôlement volontaire. Aux appels de Kitchener, soutenu bientôt par l'activité de lord Derby, l'enrôlement donna de surprenants résultats : pendant la semaine de la retraite de Belgique, avant la Marne, 250 000 hommes s'étaient présentés aux bureaux de recrutement ; il fallut, par manque d'équipements, endiguer le flot. En septembre 1915, le système de l'engagement volontaire avait donné 2 millions d'hommes.

Cependant la guerre nouvelle exigeait des efforts nationaux portés à l'infini. Les raids

des Zeppelins, les assassinats de miss Cavell et du capitaine Fryatt, le crime du *Lusitania*, firent plus que tout pour vaincre l'individualisme et réparer les erreurs et les lenteurs du peuple anglais. Dès cette époque, « M. Britling commence à voir clair ». Le 15 août 1915, on procède au recensement général des ressources du pays ; on apprend ainsi qu'en dehors de 3 millions d'hommes sous les armes, il reste 5 011 000 hommes âgés de dix-huit à quarante-un ans. Kitchener veut user une dernière fois du principe traditionnel de l'engagement volontaire. Il confie à lord Derby la direction du recrutement, et le « système Derby » est appliqué : le 11 décembre, 2 250 000 hommes mariés ou célibataires ont « attesté » de leur volonté de combattre lorsqu'on aurait besoin d'eux ; mais 275 000 seulement se sont enrôlés, et 650 000 célibataires n'ont pas répondu à l'appel des armes. Malgré tout, le recrutement volontaire reste insuffisant. On ne pouvait plus attendre. La loi sur le service obligatoire fut votée en janvier 1916 : elle ne concernait d'ailleurs que les célibataires non inscrits et ne valait que pour la durée de la guerre. Ainsi, aidé par le bel effort des Dominions et, notamment, du Canada, qui jusqu'à la fin de 1916 envoya 435 000 hommes, Kitchener avait transformé et multiplié la « misérable petite armée » et forgé l'arme qui devait assurer, en 1916, la victoire de la Somme.

Dispersé par l'invasion, le peuple belge ne fournissait pas une moindre contribution à la tâche commune ; en Belgique, il supportait courageusement, sous l'égide du cardinal Mercier, le joug de von Bissing ; en France, en Angleterre, il travaillait aux usines et répondait aux appels du gouvernement. L'armée belge se réorganisait et se recomplétait à 170 000 hommes en campagne, gardant sur l'Yser le dernier lambeau du sol national et prête, l'heure venue, aux sacrifices nécessaires.

Le rôle de cette aile gauche constituée et consolidée par les armées anglaises et belge, le général Joffre l'avait défini ainsi le 13 août : « Nécessité de couvrir à tout prix les trois ports de Dunkerque, Calais et Boulogne. » Là était en effet le nœud de communications de la coalition. Il importait que fût toujours en pleine sécurité ce point capital par où les « divisions Kitchener » arrivaient en renfort du front occidental.

De jour en jour, d'ailleurs, la parfaite compréhension que Joffre avait du rôle éminent de l'Angleterre l'amenait à resserrer les liens qui unissaient les armées dont il était reconnu, nous l'avons dit, le « généralissime ». Il affirmait à French, en ces termes justes, le 19 novembre, son désir d'unité de front, d'action, de commandement : « J'estime comme vous que les troupes franco-anglaises ne forment qu'une seule et même armée dont les ressources encore intactes de l'Angleterre constituent la principale réserve. »

La France, de son côté, ne pouvait faire plus. Elle avait sacrifié, pour les besoins de l'armée, jusqu'à son dernier homme. Malgré ses pertes qui, à la fin de 1915, s'élevaient à 900 000 morts et prisonniers, son armée en campagne comprenait, à la même date, 2 800 000 hommes, soit 500 000 de plus qu'à la fin de 1914. C'était une extrême limite dans l'effort de recrutement : aussi, le haut commandement rechercha-t-il, à partir de ce moment, la fixité des effectifs jusqu'à la fin de la guerre.

Cette époque que nous venons de voir si féconde et qui va de la bataille de Champagne à la bataille de Verdun, un événement la domine, qui est pour ainsi dire le clou de cette exposition des activités et des efforts des Alliés : c'est la Conférence de Chantilly du 6 décembre. Il nous reste à en parler, non seulement parce qu'elle clôture cette année « vénérable » de 1915, qui fut tout entière une longue espérance, mais parce qu'elle ouvre l'année 1916 et projette sur elle une lumière éclatante qui la guidera jusqu'à sa fin victorieuse.

CHAPITRE LXI

VERDUN

Les débuts de l'affaire de Verdun. — Les conférences de Chantilly (décembre 1915) et la préparation de la guerre dans le camp allié pour 1916. — La préparation de la guerre dans le camp allemand. Falkenhayn et son système. — Le commandement français fut-il surpris à Verdun ? L'organisation défensive de la région fortifiée de Verdun.

MALGRÉ les deux victoires locales si chèrement achetées de l'Artois et de Champagne, l'année 1915 se terminait, pour les puissances de l'Entente, dans des conditions assez peu favorables. Sur tous les fronts éloignés, les armées de la coalition avaient été tenues en échec ou battues ; l'armée russe, éprouvée par une longue série de défaites, avait besoin d'être réorganisée à fond, notamment au point de vue matériel ; l'armée serbe avait été emportée par la catastrophe ; l'armée italienne était immobilisée devant le Carso. L'ennemi, profitant de ces avantages, se disposait à ramener sur le front français des effectifs élevés. Peut-être essaierait-il de ressaisir « l'initiative ». Grave préoccupation pour le général en chef. Il sentait, plus vivement que jamais, la cause d'infériorité qui pesait sur la conduite de la guerre : le manque d'unité dans le commandement. On combattait en ordre dispersé, sans communauté d'efforts et sans une efficace organisation de la solidarité. Si l'on continuait ainsi, l'ennemi profiterait de ses principaux avantages, à savoir sa position centrale et l'utilisation des lignes intérieures : il battrait les puissances de l'Entente l'une après l'autre.

Avant tout, il fallait trouver le moyen d'assurer, dans des conditions meilleures, la coordination des efforts pour les opérations de 1916. Tel fut l'objet de la conférence de Chantilly des 5, 6 et 8 décembre 1915.

Nous sommes ici à un « tournant » très important de la guerre ; car, il s'agit de la première organisation des conférences interalliées, en attendant la constitution du commandement unique. Le gouvernement français d'avis qu'il était de toute nécessité de coordonner les efforts au Grand Quartier général français : mais, à cette vue, il fallait amener les autres gouvernements, et cela était d'autant plus difficile que la dispersion des forces alliées et la diversité des champs d'action donnaient un grand poids aux objections. Nous avons dit que le général Galliéni, ministre de la Guerre, faisant un premier pas, le 2 décembre 1915, avait nommé le général Joffre « commandant en chef des armées françaises », — « l'expérience actuelle prouvant, disait l'exposé des motifs, que l'unité de direction était indispensable à la conduite de la guerre ». C'était la meilleure des préparations à la réunion de Chantilly, convoquée pour le 5 décembre.

A cette conférence, fut communiqué ce que l'on pouvait savoir d'un vaste plan allemand qui consistait à essayer de faire sauter le cercle de la circonvallation des forces alliées, en pesant résolument sur les parties faibles. Il avait, en conséquence, conçu le dessein : d'abord de libérer la péninsule balkanique de l'offensive par Salonique en constituant un fort barrage à base de Bulgares ; en même temps de libérer Constantinople en nettoyant Gallipoli, et l'on pensait que cette double action simultanée assurerait la coopération de la Roumanie. Ainsi, on déborderait le front russe par le sud, on porterait l'offensive en Égypte et en Mésopotamie, et, en agissant sur les neutres intimidés (Suède, Suisse, Hollande), on briserait, entre les mains des alliés, l'arme du blocus. On n'entrevoyait pas encore une offensive brutale sur le front occidental, mais ces tentatives de diversions lointaines étaient de nature à la préparer.

Ces données sur les plans de l'ennemi étaient soumises à la conférence. Comme contre-partie, on était en présence des divers plans alliés, émanant soit de l'autorité britannique, soit de l'autorité russe, soit des autorités françaises. Le haut commandement anglais réclamait l'abandon de Salonique et il sacrifiait beaucoup à la défense de l'Égypte. Le commandement russe demandait l'extension de l'offensive par Salonique pour dégager le front russe par une diversion dans les Balkans et il réclamait aussi la marche sur Vienne combinée avec l'armée italienne.

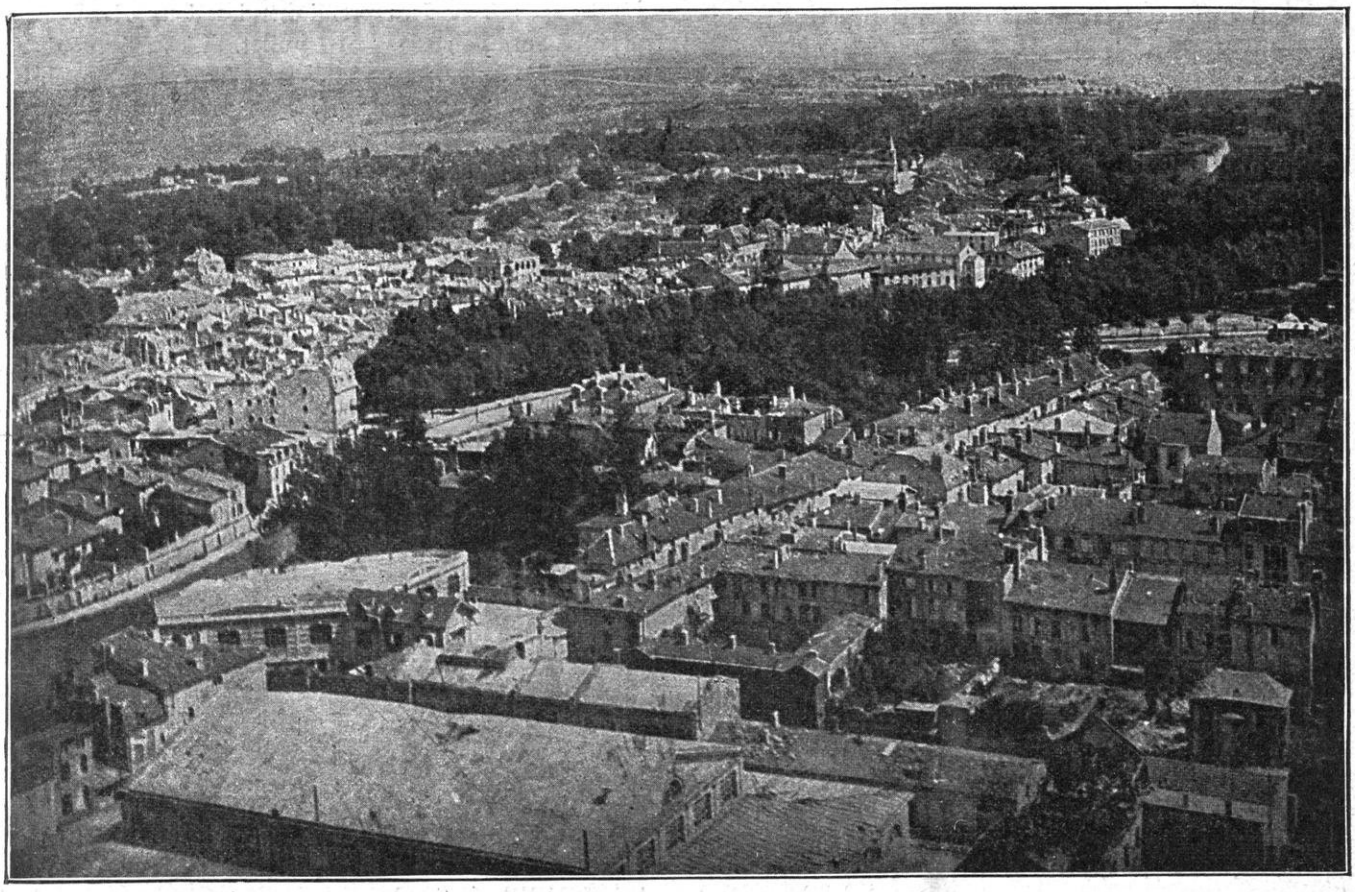
A ces divers projets, Joffre opposait des arguments d'une grande force : déplacer l'axe de la guerre, disait-il, c'était perdre d'immenses efforts accumulés, c'était prolonger les hostilités sans décision prochaine, en un mot, c'était suivre l'initiative des Allemands et non leur imposer la nôtre. En plus, que ferait-on si l'Allemagne, comme tout l'indiquait, accumulait un jour ses forces pour une offensive sur le front principal, sur le front occidental? Quelles ressources resterait-il pour cette lutte suprême, si les forces avaient été dispersées en vue d'entreprises excentriques et d'un effet fatalement très incertain et très éloigné (1) ?

Le général Joffre, saisissant cette occasion unique où les États-Majors de toutes les puissances alliées se trouvaient réunis, plaida à fond, et une fois pour toutes, la cause du front principal, le front français, mais en l'associant à l'action simultanée de tous les autres fronts.

D'après ses conclusions, la décision devait être recherchée par des offensives concordantes sur les fronts franco-anglais, russe et italien, et ces offensives devaient être déclenchées simultanément ou, tout au moins, à des dates suffisamment rapprochées pour que l'ennemi fût dans l'impossibilité de transporter ses réserves d'un front à un autre. L'offensive générale préparée pour l'année 1916 aurait lieu le plus tôt possible ; néanmoins, on devait se plier aux circonstances, si des considérations de diverses natures, — état climatérique, situation de l'ennemi, degré de réalisation des divers programmes de fabrications industrielles, — empêchaient de fixer d'une manière définitive la date de l'offensive. Les Russes ne pouvaient, affirmaient-ils, être prêts avant juin ; eh bien, ce serait vers cette époque, malgré les inconvénients d'un tel retard, que commenceraient les actions combinées. *Si, toutefois, l'ennemi venait à attaquer auparavant l'une des puissances alliées, les autres armées lui apporteraient immédiatement leur concours dans toute la limite du possible.*

La conférence prit d'autres résolutions importantes. On mit au point, dans la mesure du possible, l'organisation du Comité qui devait assurer « l'unité de front et l'unité d'action » ; M. Briand se montra disposé à partir pour Rome y plaider cette cause. On aborda aussi l'étude du problème de l'*unité d'action économique* : la guerre serait gagnée ou perdue selon que l'Allemagne pourrait ou non se ravitailler. A ce point de vue, le succès ou la défaite pou-

(1) Sur les conférences de Chantilly en décembre 1915, voir l'excellent exposé du colonel APPERT : *La Direction militaire, diplomatique et économique de la guerre à la veille de Verdun*, dans *Revue militaire française*, n° 1, p. 80.



VERDUN. — VUE GÉNÉRALE

vait, dans une certaine mesure, dépendre des neutres. Or, il n'y avait qu'une façon d'obtenir des neutres les mesures les amenant à laisser isoler l'Allemagne : c'était de peser sur leur propre isolement maritime de tout le poids que donnait aux alliés la domination de la mer. Pour vivre eux-mêmes, ils étaient obligés de se conformer au système du contingentement qui les autorisait à recevoir les matières dont ils avaient besoin, à condition de ne pas les réexporter. Des difficultés graves s'étaient produites, il est vrai, et dans la discussion juridique et dans l'application : « L'organisation des syndicats ou trusts n'avait pas supprimé la réexportation en Allemagne : la Suède et la Norvège avaient repoussé le principe du trust, accepté seulement par le Danemark (convention avec la corporation des marchands, les sociétés anonymes de pétrole, etc.), avec la Hollande (trust néerlandais d'outre-mer), avec la Suisse (Société suisse de surveillance économique). »

A tout prix il fallait aboutir, et le blocus effectif devait être établi irrévocablement. Si des difficultés s'y opposaient encore, — et il en surgissait de partout, même au sein des administrations nationales — eh bien, on ferait le nécessaire pour en venir à bout. A Chantilly, le haut commandement français s'expliqua, à ce sujet, avec une force qui emporta l'adhésion unanime. De même qu'il avait obtenu la création d'un « Comité militaire interallié », il proposa l'institution d'un « Comité économique interallié », et s'il ne réussit pas dès la première heure, du moins la solution était en perspective.

Ainsi l'effort de la guerre se *cristallisait*, en quelque sorte, autour de la France. Le général Joffre, attentif et vigilant, voyait chaque jour croître son autorité, non seulement en France même, mais sur les alliés.

Bien entendu, les préoccupations militaires restaient son principal souci.

LE PLAN D'OFFENSIVE COMBINÉE POUR 1916 Une fois les bases de « politique militaire», selon le mot de Jomini, posées par la conférence et l'accord bien établi sur une offensive des armées alliées comme devant se déclencher en juin, sur quelles parties du front devait se préparer cette offensive ? Ici encore, le haut commandement français avait pesé de tout son poids et il avait fait accepter que le front militaire principal était toujours le front franco-anglais.

Sur ce point même, on examina les avantages et les désavantages des divers terrains : 1° région de la Somme jusqu'à Lassigny ; 2° région de Craonne jusqu'à Berru ; 3° région de Moronvilliers jusqu'à l'Aisne ; 4° forêt d'Apremont jusqu'au bois Le Prêtre ; 5° de la forêt de Bezange jusqu'aux Vosges ; 6° Trouée de Belfort. On s'en tint, finalement, à une conception déjà éprouvée et qui ne se trouva modifiée qu'une fois, en somme, jusqu'à la fin de la guerre, à savoir que toute offensive générale sur le front occidental devait se produire par une action simultanée des forces françaises et des forces britanniques, *agissant coude à coude* entre Somme et Arras. C'était une manifestation nouvelle de la « Bataille des Communications », mais avec une heureuse modification : l'entrée en ligne de plus en plus importante des forces britanniques.

Le général Haig venait d'être nommé commandant en chef de ces troupes, en remplacement du maréchal French. Il est mis au courant de ce programme dès le 28 décembre. Les Grands Quartiers généraux se communiquent leurs esquisses. Haig et Joffre se rencontrent pour conclure le 14 février, et les directions communes sont établies dans la lettre du général Joffre au général Haig, datée du 18 février :

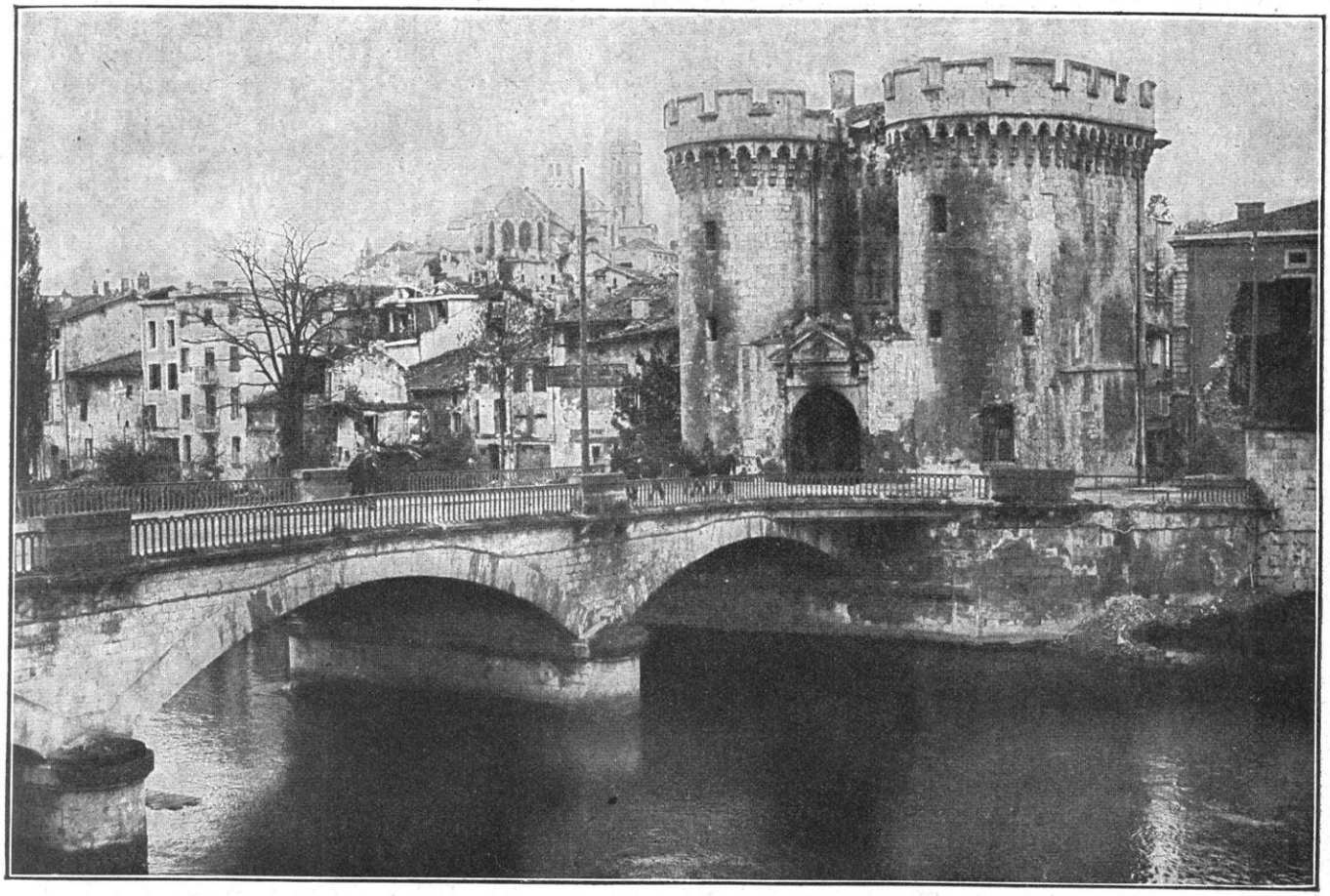
> Si nous conservons jusqu'à l'été l'initiative des opérations, les forces franco-anglaises exécuteront jointivement une attaque décisive à cheval sur la Somme, dont les troupes françaises prendront les deux rives. Cette attaque aura lieu vers le 1er juillet. Si les Allemands attaquent les Russes avant l'époque fixée pour l'offensive des Alliés, les forces franco-anglaises prendront l'offensive. Leurs attaques se feront dans la même forme et sur le même terrain que dans le cas où nous conserverions l'initiative des opérations.

Remarquons les dates : cette lettre, qui organise l'offensive combinée, est du *18 février*. L'attaque des Allemands sur Verdun est du *21 février*. Joffre avait donc, à la fois les deux opérations, l'une offensive, l'autre défensive, présentes à sa pensée et, comme on dit, ensemble sur son bureau.

Suivons l'idée dominante. Joffre a prévenu ses lieutenants, les commandants de groupes d'armée, que son intention était de rechercher la rupture du dispositif ennemi par une offensive générale des forces franco-britanniques sur le front des armées du Nord. Le général Foch a été désigné pour prendre le commandement en chef des troupes françaises. Il établit son programme ; ce programme est approuvé à cette même date du 18 février.

De cet exposé, il résulte que le haut commandement français n'avait jamais perdu de vue l'intérêt qu'il y avait à garder l'initiative sur le front principal et que c'était même là sa préoccupation maîtresse ; mais, si certaines considérations retardaient cette initiative, — et il y en avait une de tous points décisive, la nécessité de combiner l'effort simultané de toutes les armées alliées et notamment des armées russes, — et si la date de l'offensive générale devait être reportée, pour cette raison, au 1er juillet, on avait très justement prévu qu'une initiative allemande pouvait se produire dans l'intervalle, et si elle se produisait, l'intervention de toutes les armées alliées, dès le mois d'avril, était d'ores et déjà décidée ; de toutes façons, on n'abandonnerait pas le projet d'une grande offensive franco-britannique sur la Somme et en Artois : car, avant tout, il fallait manœuvrer l'ennemi et non pas être manœuvré par lui.

Tel fut le schéma *ne varietur* des opérations



VERDUN. — LA PORTE SAINT-PIERRE

pour l'année 1916. Tout le monde était averti et devait se tenir prêt : les armées alliées se lèveraient simultanément pour frapper ensemble le coup décisif.

LES ALLEMANDS PRENNENT L'INITIATIVE. QUAND ET POURQUOI ?

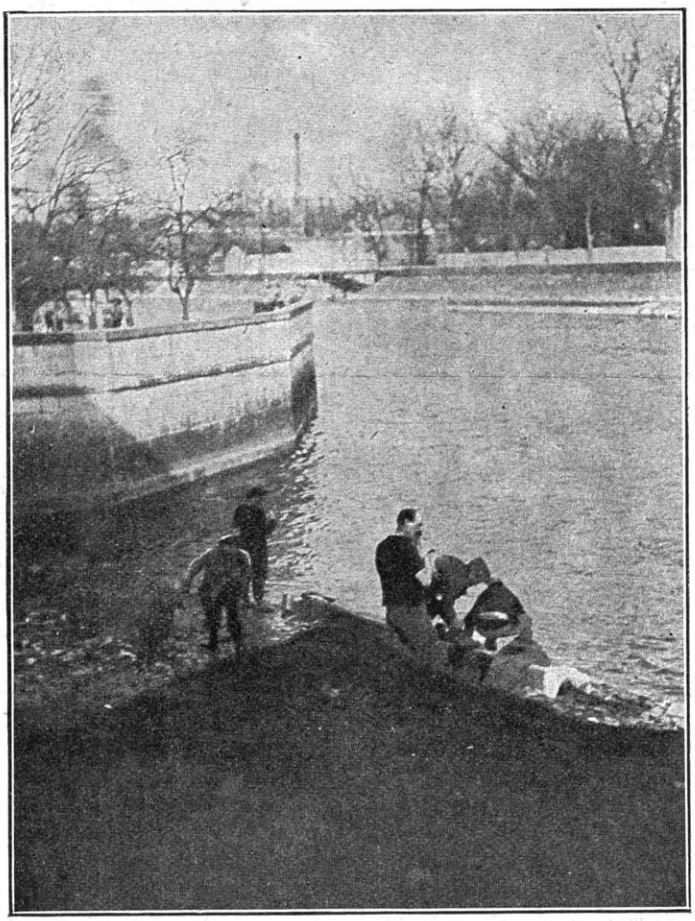
Mais on n'est pas seul à la guerre. Pendant que ces délibérations, — que l'on peut croire secrètes, — étaient prises dans le camp des Alliés, que pensait-on, que décidait-on dans le camp ennemi ; à quelles vues s'arrêtait le major général Falkenhayn qui avait à créer, après les échecs du début de la guerre, la nouvelle méthode militaire allemande ?

Il n'est pas inutile de donner ici quelque idée de ce qu'était ce général Falkenhayn qui allait porter, devant l'histoire, la responsabilité de l'offensive de Verdun.

Falkenhayn était le plus jeune parmi les grands chefs allemands. Agé de cinquante-quatre ans, il avait fait la carrière militaire la plus rapide, débutant dans l'arme de l'infanterie, passant à l'État-Major, attaché à l'état-major de Waldersee en Chine, colonel d'un régiment de la Garde. C'était l'officier arriviste prussien dans toute sa force. Instruit, brillant, cultivé, homme du monde, conservateur, mais de cette génération qui s'efforçait d'atténuer le ton cassant et la morgue de l'ancien type hobereau. Il était de mode, dans l'entourage du Kronprinz, d'affecter en tout le « chic anglais » : et c'était précisément la manière de Falkenhayn. Dans la conversation, il parlait d'une voix claire, posée, sûre d'elle-même ; il s'attachait à tout comprendre, ou du moins, à avoir l'air de tout comprendre. Dans ce désir qu'ont les Allemands, et, en particulier, les Prussiens, d'avoir « un genre », il recherchait surtout le genre intellectuel, le genre homme du monde. Par ces qualités, même en ce qu'elles

avaient de superficiel, il avait plu à l'empereur Guillaume et, après la mort de Schlieffen, il était passé à l'état de grand favori. Ministre de la Guerre quand la lutte éclata, il recueillit les fonctions de von Moltke, quand celui-ci disparut. Cet homme qui n'avait jamais commandé assumait ainsi une double charge et la plus écrasante, celle que, jadis, s'étaient partagée Roon et Moltke, et il ne la trouvait pas trop lourde pour ses sveltes épaules.

Ses *Mémoires* montrent en lui un grand esprit d'adaptation, une très rapide compréhension des détails, une énorme faculté de travail, non sans un dangereux esprit de complaisance et une constante inquiétude de l'opinion. Cet homme si éminemment adaptable s'adaptait à toutes les nécessités nouvelles et même à l'idée de la défaite. Sûrement, il avait exténué en lui, à force « d'intelligence », la vieille vigueur du hobereau prussien. Et ainsi, il faisait un contraste frappant avec son grand adversaire et son successeur, l'homme d'une autre génération, Hindenburg.

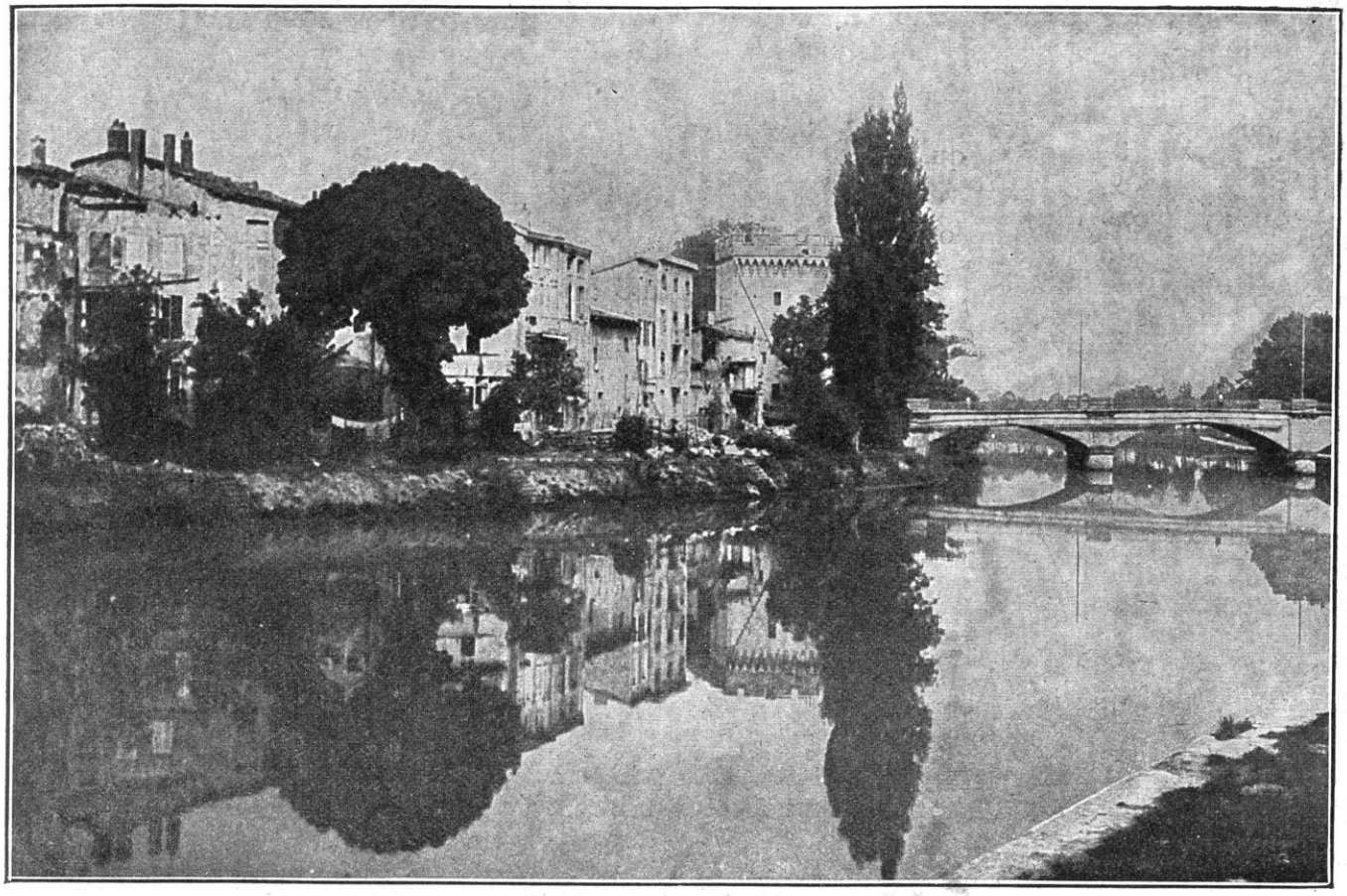


VERDUN. — LES BORDS DE LA MEUSE

Nous avons, de Falkenhayn, outre ses *Mémoires*, trois entretiens relatés par l'attaché militaire italien, le lieutenant-colonel Bongiovanni, qui les eut avec lui, au cours de l'année 1915. Assurément le ministre ne disait pas toute sa pensée; du moins, en ligne générale, peut-on deviner son point de vue. « L'Allemagne, assurait-il, ne peut plus vaincre avec les anciennes méthodes militaires ; il faut renoncer notamment à la doctrine de l'*offensive*. C'est la défensive qui aura le dernier mot. » Il croyait donc à la guerre d'usure ; il l'organisait à fond et avec une supériorité qui ne peut être niée. C'est à lui que sont dus les perfectionnements extraordinaires apportés à la ligne des tranchées allemandes ; il se servit de l'artillerie lourde, des avions, des gaz asphyxiants, des engins modernes de la guerre avec une maestria surprenante : et les avantages incontestables qu'il assurait ainsi à son pays, notamment après les affaires d'Artois et de Champagne, l'enorgueillissaient et le butaient sur son propre système.

« Le temps travaille pour nous, disait-il. Les peuples s'adaptent à notre victoire. Dans les pays que nous occupons, en Belgique, en Flandres, à Lille, les choses vont au mieux et la domination allemande s'incruste par le simple fait de sa prolongation... L'Allemagne, donc, en raison de sa constitution intime, est désormais la régulatrice de la guerre. Que les nations ennemies s'épuisent en efforts vains pour mettre fin à un état de choses qui est tout en notre faveur ; nous aurons le succès final. L'Allemagne peut soutenir longtemps encore cet effort défensif. Les événements n'ont qu'à suivre leur cours. Dans sa situation privilégiée, l'Empire n'a qu'à attendre avec sérénité leur développement (1). »

(1) V. le récit de ces Trois Entretiens du général Fal-



VERDUN. — LA MEUSE ET LE PONT DE LA PORTE CHAUSSÉE

Et c'est l'homme qui tient ce langage, c'est l'homme qui paraît vouloir s'en tenir à une politique militaire aussi absolue dans l'expectative, qui se jette dans l'aventure de Verdun ! Comment cela peut-il s'expliquer ?

Il convient de lui laisser dire à lui-même les raisons qui le déterminèrent.

Dans son livre : *Le Commandement suprême des armées allemandes et ses décisions essentielles de* 1914 *à* 1916, Falkenhayn affirme qu'il donne la substance de l'exposé adressé par lui à l'Empereur et qui décida de l'offensive sur Verdun (1). De cet exposé, il résulte que la détermination fut prise, dans le camp allemand, en un synchronisme presque complet avec la conférence de Chantilly, en décembre 1915, « un peu avant Noël » ; il résulte en outre, de ce même document, contrôlé par d'autres documents officiels allemands, que le Grand Quartier général prit la résolution d'attaquer en direction de Verdun pour un certain nombre de motifs qui ne dépendaient pas uniquement de considérations stratégiques.

Le Kronprinz, qui commandait en chef l'offensive, les résume dans une expression très frappante du manifeste qu'il adressa à ses troupes le 20 février : il dit que l'Allemagne est *contrainte* d'agir ainsi. L'Allemagne était contrainte en effet, d'abord par l'échec de son plan initial ; ne pouvant pas prendre Paris, elle était réduite à chercher un succès autre, quel qu'il fût et fût-ce sur un front secondaire ; elle était *contrainte* aussi par l'état de son opinion publique qui, d'ores et déjà, ne pouvait plus supporter la pensée d'une prolongation indéfinie des hostilités et qui était nettement déclarée contre l'idée d'une « guerre d'usure » dont la perspective paraissait insupportable aux populations de l'Empire ; elle était *contrainte*,

kenhayn dans le livre d'Angelo GATTI, *Uomini e Folle di Guerra*. Milan, Trèves, 1921, in-8°, p. 135 et suiv.

(1) FALKENHAYN, *loc. cit.* p. 161.

enfin, par la nécessité d'une victoire immédiate fût-elle limitée, et sur laquelle on pourrait s'appuyer pour aborder dans des conditions aussi favorables que possible les négociations de la paix. C'était, en somme, le même état d'esprit qui avait amené l'offensive sur la Serbie, à savoir la recherche du succès spécieux et suffisamment brillant pour permettre ou de boucler immédiatement la guerre ou, tout au moins, d'attendre, d'ailleurs que du front occidental, des résultats favorables.

Mais, quels étaient ces résultats ?

Le Mémoire de Falkenhayn est absolument formel sur ce point. On visait à la fois l'Angleterre et la Russie. Le principal ennemi, dit Falkenhayn, est désormais l'Angleterre. Il faut attendre un succès décisif contre elle de la guerre des sous-marins. Mais, en même temps, il faut miner ses moyens d'action sur le continent. Sur le continent, elle est forte tant qu'elle combat appuyée sur la France ; or « la France est *militairement et économiquement affaiblie presque jusqu'à la limite de ce qu'elle peut supporter.* »

Il faut donc assener à celle-ci un coup matériel et moral tel qu'elle ne puisse plus s'en relever. « La trouée exécutée par des masses, opération douteuse et *au-dessus de nos forces*, n'est pas nécessaire pour obtenir ce résultat. Même, en employant *des effectifs limités*, notre but peut vraisemblablement être atteint. Derrière le secteur français du front ouest, il existe, à portée accessible, des objectifs pour la conservation desquels le commandement français est obligé d'employer *jusqu'à son dernier homme*. S'il agit ainsi, les troupes françaises seront épuisées par leurs pertes sanglantes, car il leur sera impossible d'éviter le combat, *que nous atteignions ou non notre objectif*. Si le commandement français n'agit pas ainsi et laisse tomber l'objectif entre nos mains, l'*effet moral* produit en France sera énorme. »

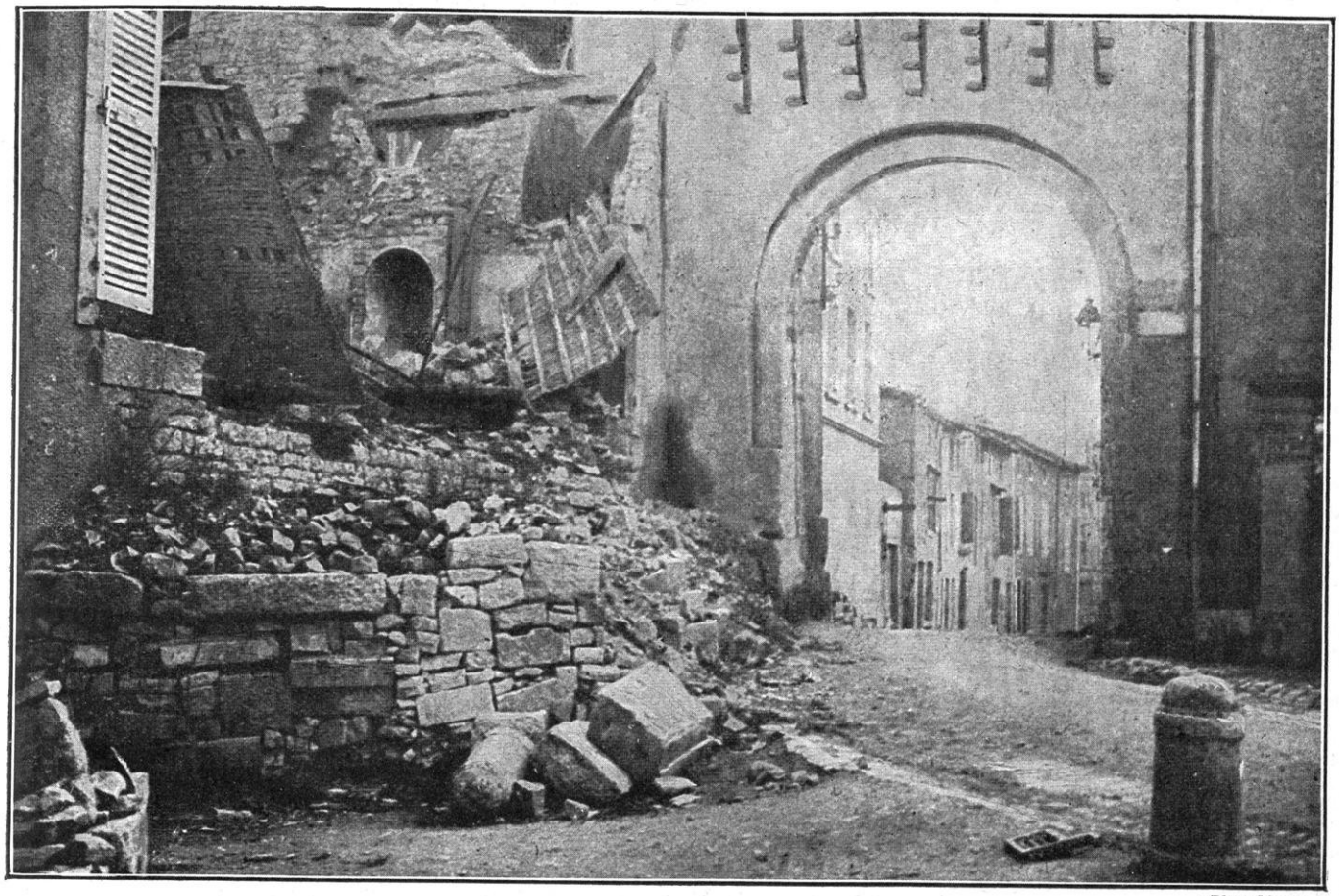
Et le mémoire ajoute : « La zone dans laquelle se développera l'opération étant nettement limitée, l'Allemagne *ne sera pas forcée d'employer des effectifs* tels que tous les autres fronts seraient dégarnis d'une manière inquiétante. »

Ainsi donc, *objectif limité, effectifs limités, grand effet moral* et surtout ruine déjà profonde de la France, s'accentuant jusqu'à l'anéantissement, si elle se trouve dans la nécessité de faire donner sur un point unique tout ce qu'il lui reste de forces.

On le voit, ces considérations sont loin d'être exclusivement stratégiques ; elles sont plutôt morales, avec une large part faite aux hypothèses, aux calculs arbitraires et à une sorte de chantage, par menace et faux semblant. En somme, il s'agit, au début du moins, d'une action en partie démonstrative, reposant sur une sous-évaluation de l'adversaire : c'est toujours la même erreur où est tombée, depuis le début de la guerre, l'infatuation allemande.

Certaines raisons particulières et des motifs spéciaux étaient invoqués pour expliquer le choix de la région de Verdun, alors qu'on avait envisagé aussi une offensive sur d'autres points, en particulier sur Belfort ; Falkenhayn les expose en ces termes : « C'est Verdun qui mérite la préférence. Les lignes françaises y sont encore à une distance d'à peine 20 kilomètres des voies de communications allemandes. Verdun est toujours le point d'appui le plus puissant pour toute tentative de l'ennemi de rendre intenable tout le front allemand de France et de Belgique en employant des effectifs relativement faibles. Écarter *accessoirement* ce danger est d'une telle importance militaire, qu'en comparaison, le succès politique résultant par surcroît d'une offensive sur Belfort qui nettoierait le sud-ouest de l'Alsace, n'aurait que peu de poids. »

On remarque qu'ici même, l'objectif militaire est reconnu *accessoire*. On donne à l'entreprise sur Verdun un caractère préventif, celui d'une précaution, ou tout au plus, d'une diversion. On voit aussi que la fameuse formule de Guillaume : « Frapper la France au cœur » est, selon sa manière habituelle, volontairement emphatique et en plus erronée : les États-



(Photo Meys).

VERDUN. — LA PORTE CHATEL

Majors savaient parfaitement que Verdun n'était nullement « le cœur de la France ». On escompte surtout le succès d'une opération que l'on croit facile et retentissante. C'est un effet d'opinion que l'on recherche ; cette stratégie est, jusqu'à un certain point, une stratégie d'amateur. On espère, en donnant ce « succès », escompté d'avance, en pâture à l'opinion allemande, gagner du temps pour mettre à bas l'Angleterre par la guerre sous-marine poussée à outrance.

Et l'on espère autre chose encore, à savoir l'effondrement du front russe. On a commencé contre le régime des Tzars, par une offensive de propagande intérieure menée à fond, une campagne qui, celle-là non plus, n'a rien de militaire, mais qui doit amener à bref délai le triomphe de la révolution.

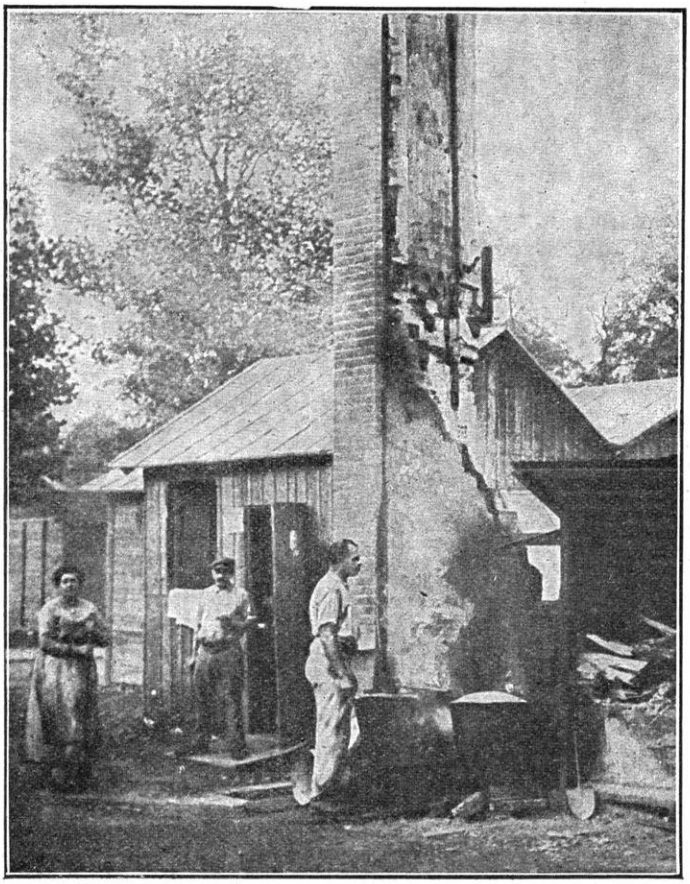
Ainsi, la guerre se terminerait, non pas par la guerre elle-même, mais par les accessoires, les à-côtés de la guerre. En gagnant du temps, et moyennant un effort limité, on retournerait contre l'adversaire cette crise intérieure qui menace l'Allemagne elle-même. Stratégie d'opinion, encore une fois, stratégie d'esprit ingénieux, mais superficiel. Qu'en eût dit le grand Moltke? Est-ce pour ces élégantes déductions et hypothèses que l'on doit faire couler le sang du soldat? Une pareille initiative avait un vice initial : elle n'était pas *sérieuse* ; elle n'était pas sincère ; elle ne s'inspirait pas des rudes réalités. Ce n'est pas sur de telles données que l'on mène à bien cette chose, la plus grande et la plus grave des choses humaines, la guerre.

Les déclarations émanant du grand chef allemand responsable coïncident exactement avec les faits relevés maintenant par la science technique militaire, à savoir que l'entreprise de Verdun ne fut, dans sa conception originelle, qu'une opération restreinte et limitée et dont le développement extraordinaire ne fut pas

prévu par ses initiateurs et résulta uniquement de la résistance française.

Ces constatations sont désormais hors de toute discussion. Le général Buat, qui a tous les documents en main, écrit :

Les ressources indispensables à cette opération se concentrent d'octobre 1915 à février 1916 : elles représentent 17 divisions. De février à mai, l'attaque une fois lancée, 4 autres divisions viendront bientôt pour nourrir l'attaque *que notre résistance inattendue avait transformée en une offensive pied à pied et d'autant mieux vouée à l'insuccès qu'elle était isolée.* On s'étonne aujourd'hui *de la faiblesse des moyens* consacrés à cette tentative qui fit tant de bruit dans le monde. Le 21 février 1916, les Allemands ne possédaient, en somme, que 19 divisions disponibles sur le front occidental, *dont 8 seulement participèrent tout d'abord à l'opération.* De mars à juin, c'est à grand-peine qu'ils réussirent à entretenir un volant (12 à 15 divisions) à peine suffisant pour les relèves sur le front de bataille où l'usure des unités était rapide. Notre adversaire, *qui aurait eu tant de raisons d'élargir sa zone d'attaque, à condition d'y mettre un prix plus fort, a craint sans doute d'être bientôt obligé d'arrêter son offensive, faute de pouvoir plus longtemps l'alimenter* (1).



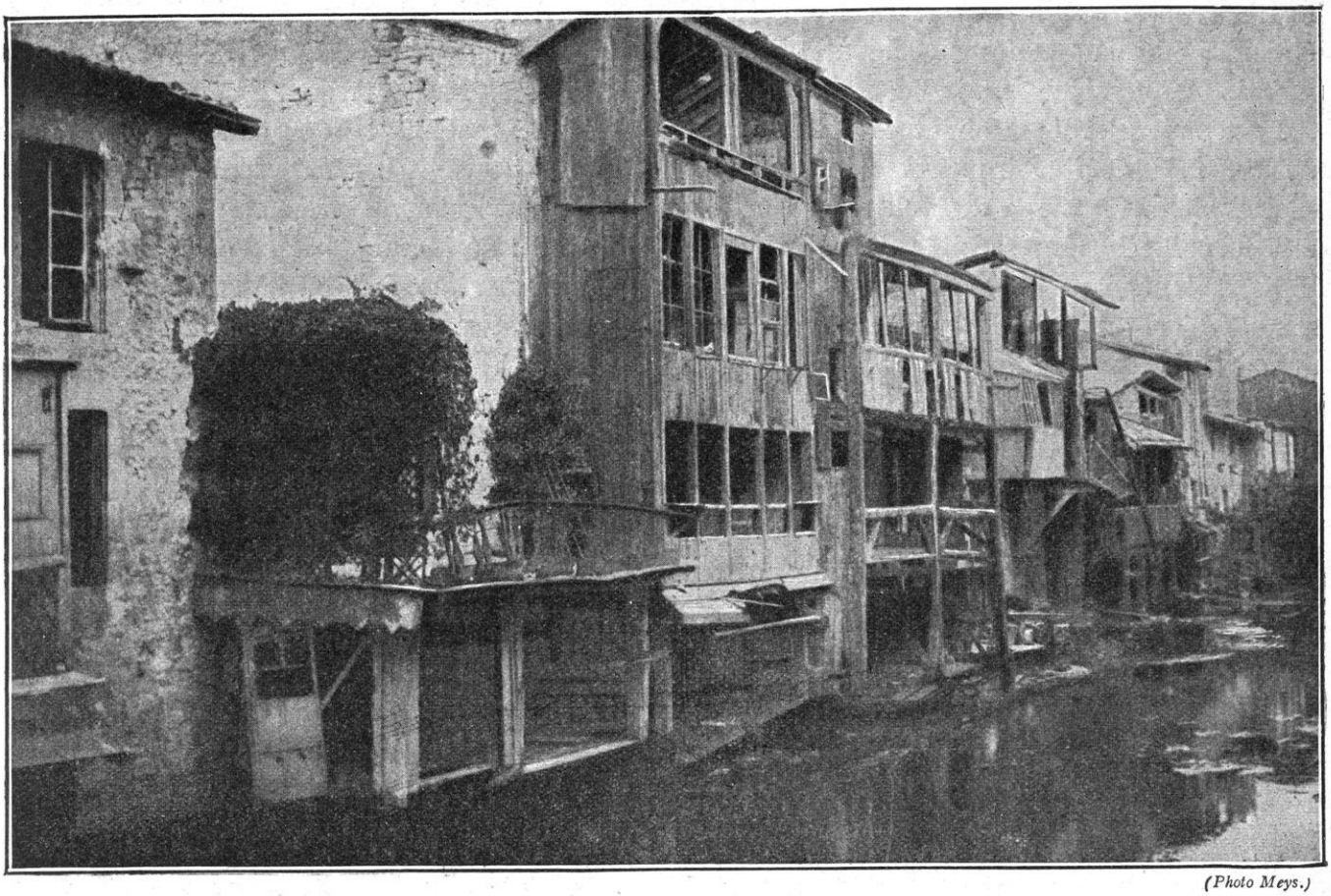
(Photo Meys.)

VERDUN. — UNE CUISINE EN PLEIN AIR

De ces faits indéniables, il est permis de conclure que l'offensive de Verdun, menée contre un front trop étroit avec des ressources insuffisantes, lancée dans un couloir sans issue et par conséquent sans objectif décisif, handicapée dès le début par une sorte d'hésitation dans la pensée et dans l'exécution même, était stratégiquement vouée à l'échec, si, comme il était heureusement à prévoir, les troupes françaises se tenaient à la hauteur de leur réputation et si elles résistaient au premier choc de ce personnel et de ce matériel entraînés à fond, et pour frapper un coup de prestige, par un général infiniment habile et appliqué, mais sans vue claire et sans détermination forte.

Et c'est l'honneur de notre haut commandement, en admettant qu'il y ait eu pour lui un moment de surprise, d'avoir compris que le sort de la guerre ne se déciderait pas là, de ne pas s'être laissé « manœuvrer » par l'adversaire, de s'être confié au courage incomparable du soldat français et de n'avoir abandonné quoi que ce soit de ses propres desseins. Rien ne l'ébranla. La lutte pour Verdun était une chose, et sa pensée stratégique à lui était une autre chose. Joffre continua à suivre le projet arrêté aux conférences de Chantilly. Il continua à préparer sa bataille de la Somme, tandis que celle de Verdun atteignait l'apogée d'une crise terrible et d'une gloire héroïque. Il prépara là, à sa façon, suivant son dessein et sa propre volonté, comme il l'avait fait, l'année précédente, sur la Marne, sa contre-partie stratégique et, quand le jour fut venu, à son heure, selon ses moyens, après une préparation rigoureusement réfléchie et dans un but élevé au-dessus des contingences de la politique et de l'opinion, il déclencha « son » offensive, celle qui eut pour premier effet de dégager Verdun et qui, malgré les contre-temps inévitables

(1) Général BUAT, *L'armée allemande pendant la guerre de 1914-1918.* Chapelot, 1920, in-8°.



(Photo Meys.)

VERDUN. — LE CANAL DES AUGUSTINS

à la guerre, força l'ennemi à évacuer une zone considérable du territoire français et lui arracha, pour la première fois, l'aveu de sa défaite.

Si cette bataille de la Somme, parfaitement montée et vraiment « intellectuelle », eût pu être reprise le 2 février 1917, *comme Joffre l'avait décidé*, elle fût tombée en plein sur la retraite ordonnée par le successeur de Falkenhayn, Hindenburg, et elle eût provoqué probablement la panique dans le camp allemand. Les dieux ne l'ont pas voulu, et nous dirons pourquoi. Mais c'est sur cette concomitance des deux grandes actions, l'une défensive, Verdun, l'autre offensive, la Somme, que se joue le drame militaire si angoissant de l'année 1916 : ces deux actes se complètent et ne peuvent pas être séparés. Il est bien permis de constater, dès maintenant, que dans la conception, comme bientôt dans l'exécution, les vues du haut commandement français étaient beaucoup plus fermes, plus sensées et plus hautes que celles du grand chef allemand telles qu'il les a exposées lui-même.

COMMENT LE HAUT COMMANDEMENT FRANÇAIS AVAIT PRÉVU LA DÉFENSIVE A VERDUN

Le haut commandement français avait donc « monté », dès le 18 février 1916, sa grande offensive combinée pour juin ou juillet 1916. Mais comment avait-il préparé la défensive? Car il était de simple bon sens d'admettre que l'ennemi, après ses succès de Russie et de Serbie, ne resterait pas inactif. De deux choses l'une, ou il porterait son principal effort en Russie (comme continuaient à le demander Hindenburg et Ludendorf) ; mais une campagne d'hiver sur ce front était à peu près impossible ; ou il se retournerait sur le front occidental, et alors il devait se hâter de prévenir une offensive alliée. Si ses forces, ra-

menées du front serbe et du front russe, étaient jetées sur le front occidental, en quel point attaqueraient-elles ?

Le premier devoir du haut commandement français était de prévoir partout à la fois, mais — ceci bien entendu — de rechercher quel serait le point le plus sensible où se porterait vraisemblablement l'effort de l'adversaire. Il semble bien que jusqu'au milieu de janvier approximativement, le Grand Quartier général français n'admit pas comme spécialement indiquée l'hypothèse d'une grande offensive allemande sur Verdun ; les raisons qu'il avait de ne pas envisager spécialement cette hypothèse paraissent avoir été les suivantes : Verdun, qui représentait *tant* pour l'imagination allemande, ne représentait nullement quelque chose d'aussi considérable pour la stratégie française. Verdun était une « dent », un décrochage dans l'ensemble de notre ligne ; quoi qu'en dise le général Falkenhayn, jamais l'idée n'était venue à l'État-Major français de s'en servir comme de base d'opération principale pour une nouvelle offensive; cette base, en effet, eût été trop étroite et l'opération, débouchant dans un pays extrêmement difficile et réduite à elle-même, n'eût eu vraisemblablement aucun avenir. Au point de vue de la défensive, Verdun paraissait, au contraire, présenter un avantage considérable par sa puissance naturelle ; l'ennemi qui se prendrait à un tel objectif serait obligé de faire une dépense inouïe de matériel et de personnel, avec le risque de se casser les dents ; le bon sens indique que, pour attaquer, on choisit non un point fort, mais un point faible.

Et puis, la conquête de Verdun et même de sa région fortifiée, en la supposant obtenue, ne conduisait nulle part. En tenant bon sur la ligne de Bar-le-Duc, Belrain, on pouvait, comme en 1792 et en 1914, recommencer la lutte.

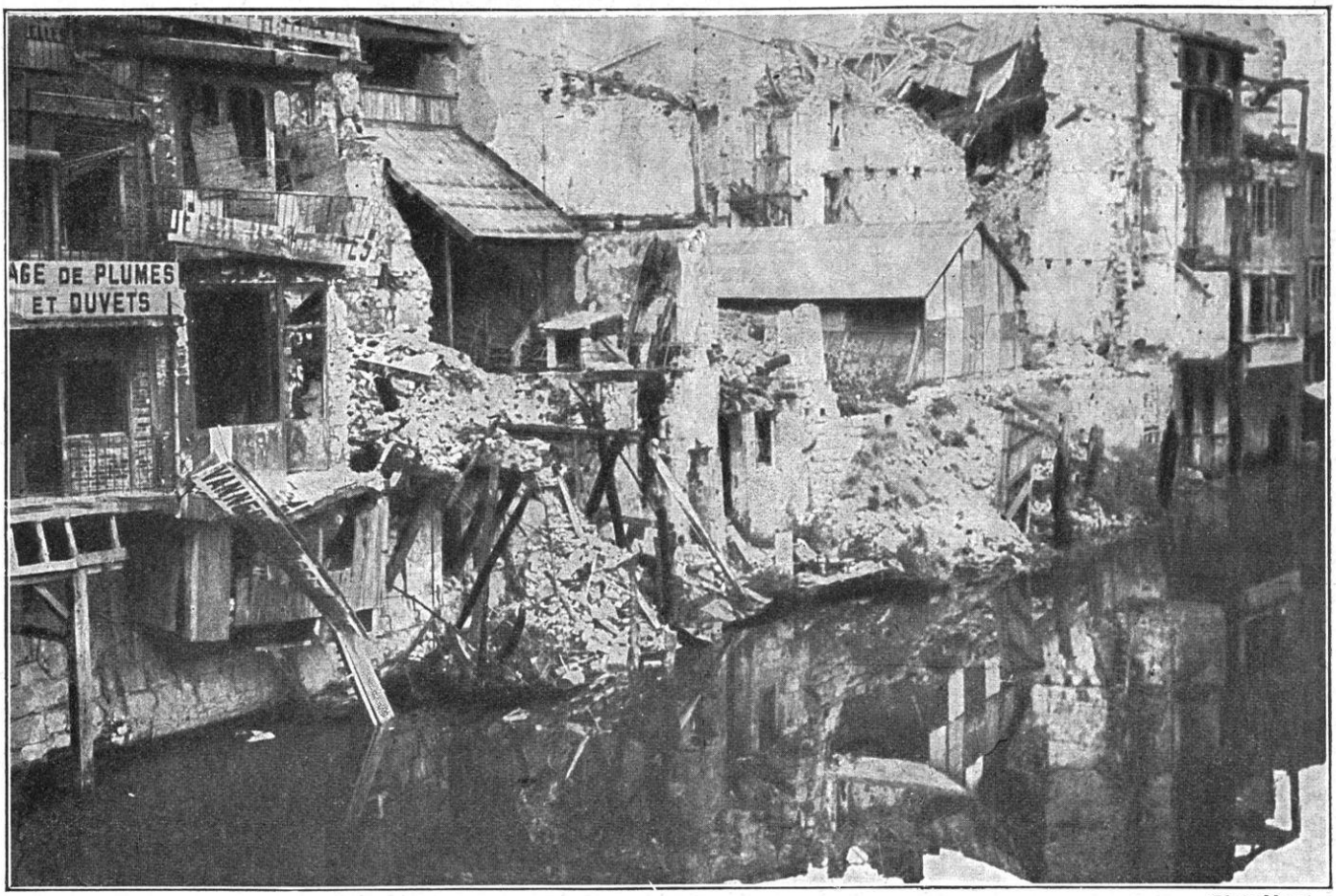
Malgré l'effet que la perte de Verdun produirait sans doute sur les deux opinions, le haut commandement français ne portait donc pas son attention particulièrement de ce côté. Au point de vue défensif, il s'intéressait surtout à son pivot, les Vosges, et à son angle de résistance, Paris, toujours menacé par Soissons ou Lassigny. Il eût pu se dire, il est vrai, que les Allemands ne se sentaient pas assez forts pour renouveler cette tentative manquée en 1914 : Paris étant le nœud où se rencontrent toutes les ressources de la France, se défend infiniment plus fortement que n'importe quelle autre partie du territoire. Une seconde offensive visant Paris (comme elle devait être tentée en 1918) exigeait des forces immenses, et on ne pouvait guère y songer que si l'on était en mesure de récupérer pour le front occidental une grande partie de celles qui se trouvaient engagées sur le front russe. Logiquement, l'État-Major allemand, s'il voulait agir en France, devait s'en tenir à quelque point relativement moins important. On croyait vaguement, qu'à défaut de Paris, il viserait soit Belfort, soit Verdun. Or, nous savons que, jusqu'au mois de décembre 1915, il hésita, en effet, entre ces deux objectifs.

S'il se prononça finalement pour Verdun, c'est peut-être parce qu'il était renseigné sur les facilités relatives qu'il espérait trouver de ce côté.

L'ORGANISATION DÉFENSIVE DE VERDUN

Les choses étant ainsi et les Allemands n'ayant pris eux-mêmes la décision d'attaquer Verdun qu'en décembre 1915, quels étaient les moyens de défense de Verdun dans l'ensemble de la défensive française ?

Ces moyens avaient été conçus à nouveau, d'après l'évolution qui s'était produite, à la suite des premières expériences de la guerre, dans les idées du haut commandement sur le rôle des places fortes. La leçon de Liége, de Namur, d'Anvers, de Maubeuge, de Przemyslz, des places fortes russes, avait paru décisive : les fortifications permanentes sont destinées à succomber, et maintenant plus rapidement que jamais, en raison de la puissance de l'artillerie nouvelle, et elles entraînent avec elles la perte des troupes qui s'y sont laissé renfermer.



(Photo Meys)

VERDUN. — LE QUARTIER DE LA MEUSE BOMBARDÉ

Avant tout, il faut craindre l'investissement d'une armée dans une place ; l'armée doit opérer dans la région environnante et ne doit se servir de la place elle-même que comme point d'appui. Dans les États-Majors, il y avait une espèce de phobie des positions fixes ; sentiment qui, juste en principe, risquait de tomber aussi dans quelque exagération.

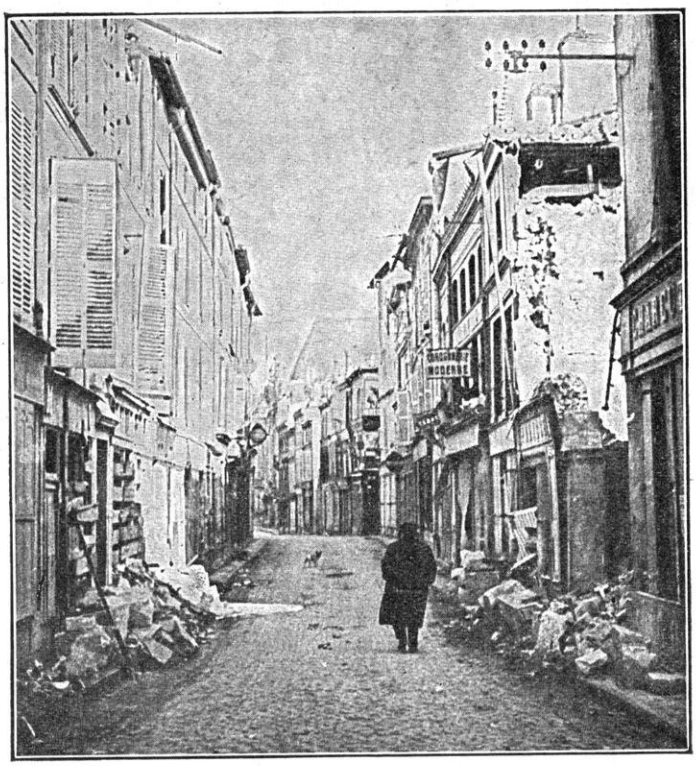
Ces principes nouveaux avaient été appliqués spécialement à la défense de Verdun par des *Instructions secrètes* que le général Dubail, commandant du groupe des armées de l'Est, avait adressées au général Herr, et nous allons dire comment le général Herr, nommé au commandement de la *Région fortifiée de Verdun*, avait été lui-même chargé de les appliquer.

Voici, d'abord, en quels termes se formulait la doctrine nouvelle : « Les places fermées, destinées à être investies, *n'ont plus de rôle à jouer*. Leurs ouvrages permanents doivent être utilisés dans les lignes de défense *successives*, en liaison avec celles des armées voisinest et non dans des organisations concentriques au noyau central. Les places ne doivent, en aucun cas, *être défendues pour elles-mêmes*. Les troupes seront constituées en *unités de campagne entièrement assimilées aux unités du front*. Toutes les ressources des places resteront à la disposition exclusive du général commandant en chef. »

C'était abolir le règlement pour la défense des places. Une forteresse quelconque était une motte de terre comme les autres, plus ou moins bien organisée, mais ne devant être considérée qu'en tant qu'elle se fondait dans l'ensemble de la défense nationale. Les ouvrages permanents étaient, comme on disait, « des nids à obus » ; ces organisations désuètes restaient comme un dernier vestige de la guerre

de position; il n'y avait qu'à les englober dans les nécessités nouvelles de la guerre de manœuvre.

En ce qui concerne Verdun, ces principes conduisaient aux conclusions suivantes, formulées dans les mêmes Instructions secrètes. Verdun n'est plus une place ; elle devient une *région fortifiée*, et c'est le titre qui lui est appliqué désormais. Elle « n'a pas de valeur intrinsèque » ; elle contitue un *saillant de la ligne générale*. Son rôle est surtout *défensif*. La défense d'une aussi vaste région ne peut d'ailleurs se comprendre que *par la manœuvre*. Le général commandant la région ne devra, *à aucun prix*, s'y laisser investir. Au contraire, il rassemblera toujours à proximité les moyens de transports nécessaires à des *déplacements rapides*.



VERDUN. — LA RUE MAZEL

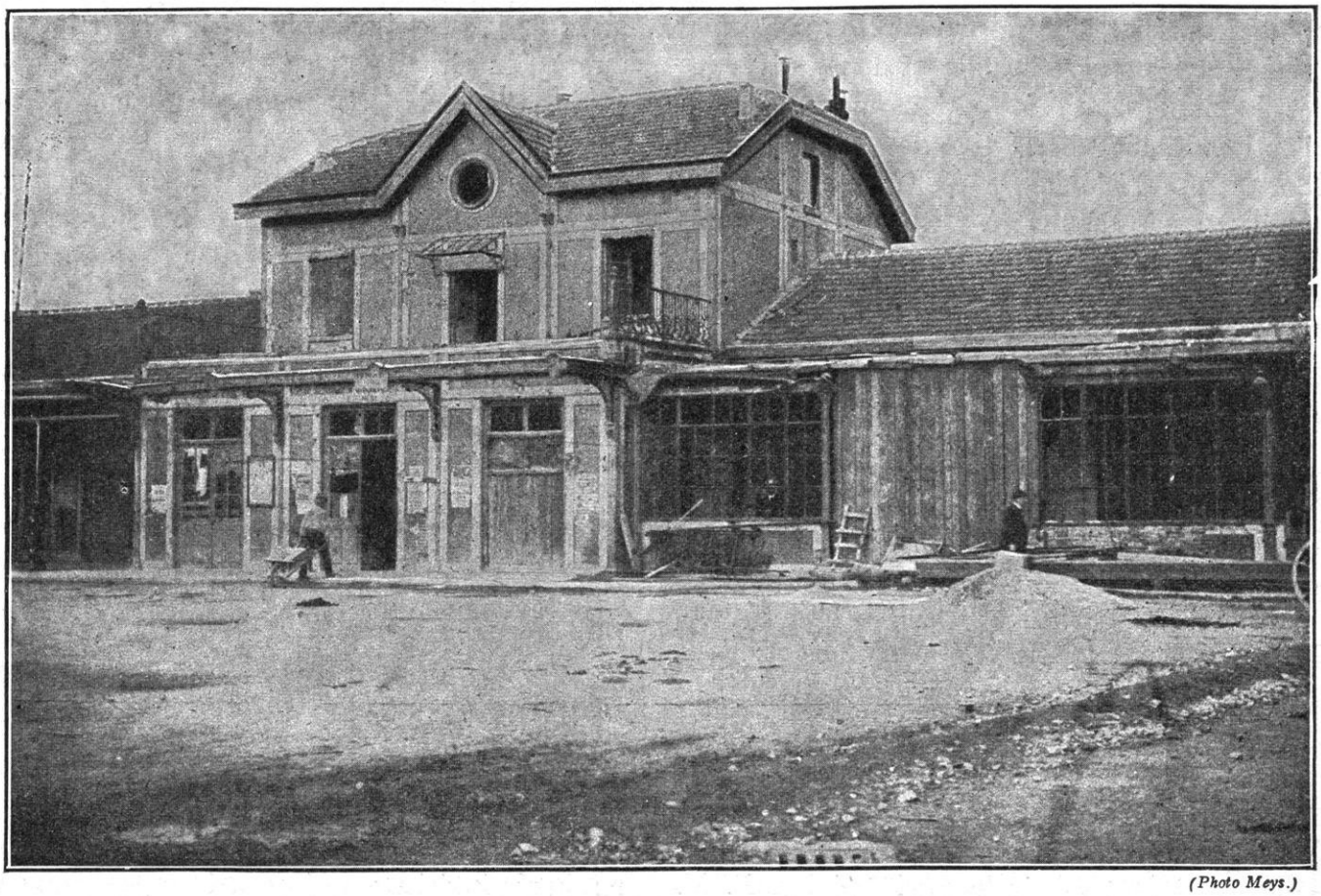
Ceci dit pour les principes, on admet bien que Verdun n'est pas tout à fait un point semblable aux autres; un paragraphe spécial caractérise nettement ce que la place a d'exceptionnel : « Toutefois, l'*importance morale* qui s'attache à la possession de Verdun apporte quelques tempéraments à cette conception et il importe, dès à présent, de prendre toutes mesures utiles pour s'opposer *à la menace d'enveloppement esquissée par l'ennemi.* »

Suivaient les mesures d'exécution : on s'occupait naturellement de la défensive ; mais il est à remarquer que l'on veillait très spécialement à prévoir « le rôle d'adjuvant que devait fournir la région de Verdun en cas d'offensive générale française SUR UNE AUTRE PARTIE DU FRONT ».

On a fait observer (1) que ces mesures se complétaient par une série d'autres instructions rédigées en octobre et novembre et qui envisageaient l'organisation de la défense sur des régions situées très en arrière de Verdun, et notamment sur les hauteurs de Belrain, couvrant Bar-le-Duc, et on en a conclu, en rapprochant ces diverses données de l'insuffisance des défenses dans le secteur nord de la région de Verdun, qu'il y aurait eu, au Grand Quartier général, comme une sorte de résignation à la perte de Verdun en raison de cette méfiance latente à l'égard des places fortifiées que nous avons signalée tout à l'heure.

Une telle appréciation ne semble pas en conformité avec les faits eux-mêmes : il n'est pas douteux que l'on prépara très sérieusement la défense de Verdun ; on la prépara peut-être un peu tardivement, un peu lentement, en raison de l'immensité des travaux entrepris sur l'ensemble du front, en raison des sacrifices faits simultanément pour monter l'offensive de la Somme, en raison de la pénurie des moyens et, en particulier, de la main-d'œuvre ; mais on eut toujours la volonté d'y pourvoir, et les ordres donnés dans ce sens sont formels. Ces ordres ne prévoyaient peut-être pas la formidable poussée que les Allemands allaient produire sur Verdun ; on peut même admettre qu'à cette poussée, le haut commandement fran-

(1) Voir lieutenant-colonel THOMASSON, *Les préliminaires de Verdun*. Berger-Levrault, 1921.



(Photo Meys.)

VERDUN. — LA GARE

çais, pour la raison indiquée ci-dessus, ne croyait qu'à demi.

Il n'en est pas moins vrai que l'instruction du 8 novembre, adressée par le groupe des armées de l'Est (toujours sous le commandement du général Dubail) à la « Région fortifiée de Verdun » décide de l'organisation de cette région d'après les doctrines qui étaient en cours à cette époque : le terrain était compartimenté, c'est-à-dire divisé en plusieurs zones ; si la première zone ne comportait que certains travaux plutôt offensifs, depuis les affaires d'Artois et de Champagne, on avait admis que la première zone devait, à peu près fatalement, succomber sous le premier effort de l'assaillant ; mais la deuxième position devait être solidement organisée et de manière à échapper à l'action de l'artillerie ennemie. On devait utiliser les bois, les contre-pentes, les vues ; on renforcerait les réseaux de fils de fer ; on déterminait des points d'appui aux garnisons permanentes ; en un mot, cette seconde position était considérée comme le nœud de la défense.

Et c'est seulement à titre de ligne succédanée que l'on s'occupait ensuite des positions plus en arrière, en cas de repli imposé : « En arrière des première et deuxième positions, des régions fortifiées doivent être aménagées conformément aux prescriptions de la lettre du 4 novembre. » Les termes mêmes de ce paragraphe indiquent que l'organisation de la région de Belrain, comme région fortifiée à créer de toutes pièces, n'était prescrite que subsidiairement par le Grand Quartier général.

Le général Herr était un homme de haute expérience militaire et de grande activité. Une fois investi des fonctions qui engageaient si lourdement sa responsabilité, il se mit à l'œuvre : il attira l'attention du haut commandement sur les lacunes qui subsistaient tant pour l'organisation de la défense que

pour la préparation de l'offensive ; surtout il signalait le nombre insuffisant de ses divisions et le manque de formations appartenant à l'active, la pénurie relative de son artillerie et de ses approvisionnements et il insistait sur ce qu'il y avait de tout à fait défectueux dans les abris de la seconde position, dans les moyens de communication à l'arrière, et notamment dans les voies ferrées, chargées de desservir la région fortifiée.

Ne parlant, pour le moment, que des troupes et de l'artillerie, le général Herr écrivait, le 23 août, au Grand Quartier général : « Non seulement la plupart des troupes de la garnison de Verdun ne sont pas organisées en troupes de campagne, mais une partie d'entre elles, indispensables à la défense du front, n'ont pas, à beaucoup près, toutes les qualités qu'on peut demander à une troupe de campagne. »

Et, pour l'artillerie, il signalait encore, vers le milieu d'octobre, que les réserves du secteur Nord et du secteur Sud étaient minimes, et que la réserve générale de la région F. V. n'existait pas.

En ce qui concerne les canons de 75, le déficit était près de moitié comparativement à ce que doivent avoir des troupes de campagne à l'état normal.

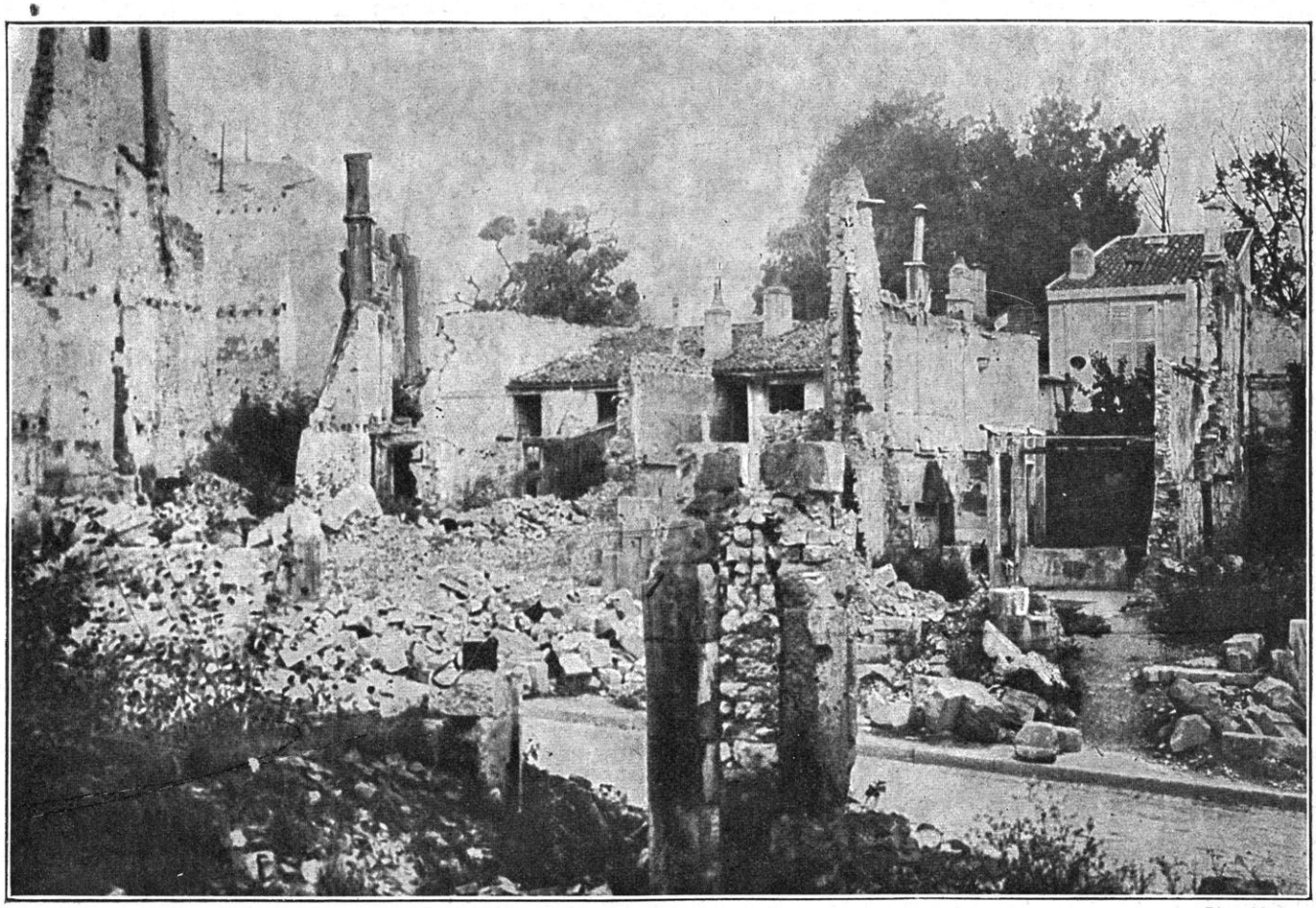
Dans la période de la bataille de Champagne, des prélèvements fort importants avaient été faits sur les troupes de la région et sur l'artillerie elle-même. Il y eut une heure où, véritablement, la situation eût été extrêmement critique si l'ennemi eût pu attaquer ; mais il était encore heureusement occupé ailleurs.

Du 15 avril au 15 octobre, il ne fit que quelques tentatives secondaires, notamment vers les Éparges, comme s'il s'agissait plutôt de coups de sonde. Nous savons, d'ailleurs, qu'aucune décision ne fut prise dans le camp allemand au sujet d'une offensive sur Verdun, avant la fin du mois de décembre : ce qui explique que rien n'éveilla jusque-là particulièrement l'attention du Grand Quartier général qui avait la connaissance de l'ensemble.

Cependant, à partir d'octobre, et par une sorte de pressentiment, le général Herr insiste auprès du Grand Quartier général pour que sa position soit prise en urgente considération. C'est l'heure où, l'affaire de Champagne étant finie, on commence à rendre aux diverses parties du front les forces qui en ont été prélevées. Le Grand Quartier général entre progressivement dans les vues du général Herr et Verdun en profite tout d'abord ; l'on peut dire que c'est à partir de ce moment que se développe, en vue d'une offensive immédiate possible, l'organisation de la région fortifiée.

LA PRÉPARATION DANS LES DEUX CAMPS : ORGANISATION ; EFFECTIFS ; ARTILLLERIE ; VOIES FERRÉES ; LA ROUTE

Le bassin de la Meuse, fossé dérivé de l'est vers l'ouest pour l'écoulement des eaux de la Lorraine, forme, par ses deux contreforts parallèles, comme un doublet de l'Alsace et des Vosges : rempart intérieur qui protège la France, s'opposant à la fois à une invasion par l'Allemagne et par la Belgique. Cette seconde défense comporte une double muraille se dirigeant du sud au nord avec une légère inclinaison vers le nord-ouest : en avant, les Hauts-de-Meuse, en arrière, la forêt d'Argonne. La Meuse, toute resserrée et comprimée, se tortille entre ces deux murailles. Au fond de la vallée, Verdun s'est niché sur une petite éminence, dans l'un des coudes de la rivière. Ainsi, Verdun forme, sinon une redoutable place forte, du moins un réduit bien choisi, puisqu'il est gardé de tous côtés par les hauteurs environnantes. Ces hauteurs, en raison même des sinuosités de la rivière, et en raison aussi de la constitution géologique du sol que la rivière a bousculé pour se faire passage, présente un aspect particulièrement montueux et tourmenté : « On dirait les lames plus ou moins longues, plus ou moins hautes d'une mer agitée. » L'ensemble est admirable pour la défensive, pourvu que l'on tienne les crêtes bordurières ; mais il peut tenter aussi l'offensive



(Photo Meys.)

VERDUN. — LE QUARTIER SAINT-PIERRE

par le secret de ses ravins et de ses bois où les mouvements des troupes ont toute commodité pour se dissimuler, se défiler et s'infiltrer sans être aperçus.

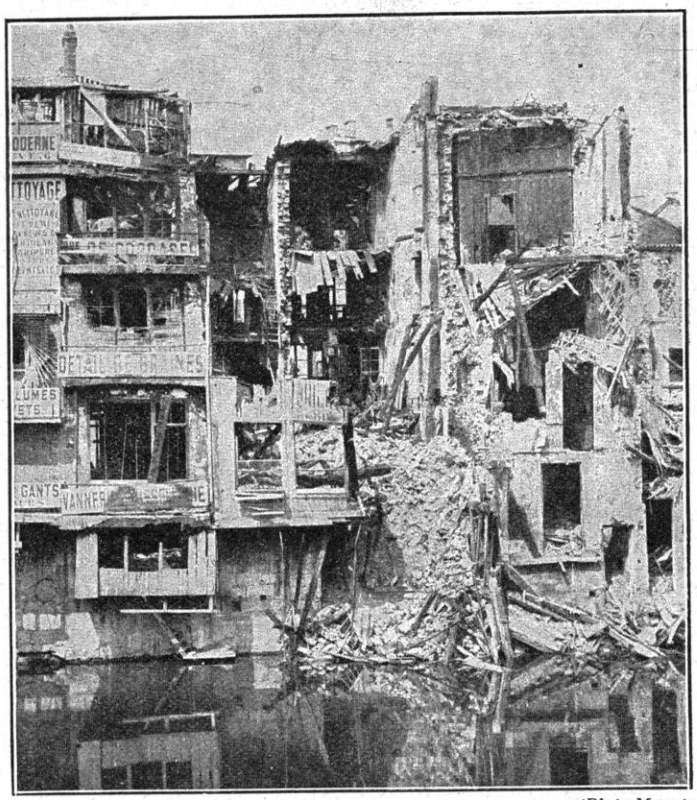
La situation de Verdun au point de jonction de la France parisienne et de la France de l'Est, lui a donné, dans l'histoire, une valeur sans prix. C'est à Verdun que sont nées à la fois l'Allemagne et la France, au temps des héritiers de Clovis et de Charlemagne ; l'histoire a considéré que la France était définitivement protégée, quand le traité de Cateau-Cambrésis lui assura le protectorat des trois évêchés : Metz, Toul et Verdun. « Depuis l'antique partage de l'héritage carlovingien, Verdun est le point autour duquel a pivoté toute l'histoire de France et de la Germanie. Verdun est le nom que l'on retrouve à toutes les pages de cette histoire. » Verdun a été souvent la victime de cette situation exceptionnelle ; d'où son émouvante devise aux trois V : *Virescit Vulnere Virtus* : « On la blesse, elle revit. »

Lors de la première invasion de 1914, le Kronprinz d'Allemagne avait été placé à la tête de l'armée qui devait opérer devant Verdun ; s'il pouvait se rendre maître de cette place, c'est de là qu'il devait frapper le coup destiné à rompre, par le milieu, la grande armée française, étalée de Paris à Nancy. Joffre, par contre, avait fait, de Verdun, le point de suture entre sa force de l'Est et sa force de l'Ouest : Nancy était rattaché à Paris par Verdun, Verdun faisant office d'un clou solide par lequel les deux secteurs étaient suspendus de chaque côté et solidaires ainsi l'un de l'autre. Sarrail avait compris cela parfaitement et, son armée était restée obstinément en liaison avec la place de Verdun.

L'échec devant Verdun et autour de Verdun avait été, pour le Kronprinz, une cuisante blessure. La défaite des armées allemandes dans l'Est se propageant de la Trouée de

Charmes au Grand Couronné, du Grand Couronné à Toul, à la Vaux-Marie, à Verdun, avait été amère aux États-Majors. Leur grand plan s'écroulait. Plus d'un se demanda alors s'il n'eût pas mieux valu porter, dès le début, le principal effort sur Verdun ; Verdun restait donc fiché au cœur des grands chefs allemands, plus peut-être que l'on ne s'en doutait dans le camp français.

Une circonstance avait entretenu cette amertume : après la bataille de la Marne, la victoire française était restée comme à la traîne dans cette difficile région de la Meuse : tandis qu'elle s'était élancée d'un bond à l'ouest, jusqu'au massif de Saint-Gobain et même jusqu'à l'Yser, elle avait progressé péniblement tout le long de l'Argonne et des Hauts-de-Meuse et, malgré des efforts inouïs pour tracer une bonne ligne de Verdun à Nancy, elle n'avait pu y parvenir et réduire la hernie de Saint-Mihiel. La place de Verdun était dégagée, mais toujours prise de flanc et même à demi déracinée du côté de cette plaine de la Woëvre qui formait comme une espèce de poche, un épanouissement en territoire français de la place de Metz. En somme, dans le duel Verdun-Metz, Metz avait gagné la première manche en interdisant les communications directes entre Verdun et Nancy. Pourquoi ne pas profiter de cette circonstance exceptionnellement heureuse pour corriger, dans cette région, les conséquences que la bataille de la Marne avait eues surtout dans l'ouest ?



(Photo Meys.)

VERDUN. — RUINES SUR LE BORD DE LA MEUSE

Le Grand Quartier général français n'avait pas été insensible lui-même à cette situation complexe. Nous avons dit ses efforts pour réduire le saillant allemand et relever sa ligne à la hauteur de Verdun : combats de Vauquois (octobre 1914), attaque sur Chauvoncourt (16 novembre 1914), longue bataille des Éparges et de la tranchée de Calonne (février-mai 1915). Ces efforts avaient obtenu des succès appréciables tout autour de Verdun et avaient « donné de l'air » à la place, surtout au nord et à l'ouest ; mais ils n'étaient pas parvenus à la libérer entièrement à l'est et, par la Woëvre et par Saint-Mihiel, la région fortifiée était restée dangereusement étranglée.

Et puis, il était arrivé qu'on s'était comme habitué à son mal. A partir de juin 1915, une période de tranquillité s'installa, les vigilances s'assoupirent, Verdun inviolé paraissait définitivement inviolable. Personne ne songeait à faire, de cette « dent », une base d'opération pour une offensive française : on traita donc la place et la région d'après les principes généraux que nous avons indiqués ci-dessus. Verdun était considéré, en somme, ou peu s'en fallait, comme une quelconque des autres parties du front.

Cette quiétude fut troublée par un cri d'alarme poussé, en août 1915, non pas pour Verdun seulement, mais pour toute la région de l'Est, par le commandant Driant. Driant, député de Nancy, commandait un groupe de chasseurs à pied attaché à la défense de Verdun. Son esprit actif, vigilant, coutumier des anticipations et des pronostics, particulière-

VERDUN. — LA CATHÉDRALE BOMBARDÉE

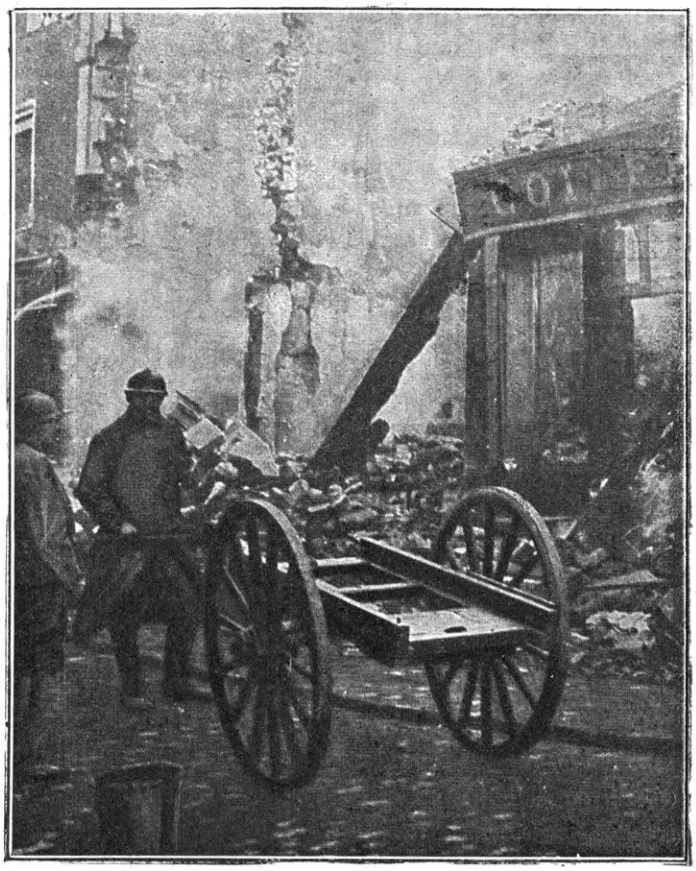
ment attentif à ce qui se passait dans la région dont il était le représentant, recueillit les premiers bruits qui circulaient parmi les officiers des armées de Lorraine et d'après lesquels « le coup de bélier allemand serait donné sur la ligne Verdun-Nancy ». Il s'agissait, dans sa pensée, de Nancy peut-être plus encore que de Verdun. Il se décida à écrire au ministère de la Guerre une lettre qui fit du bruit et qui, un peu plus tard, quand le vaillant soldat eut succombé, fut considérée comme prophétique. Il disait que, quoique Verdun « parût organisé, il ne l'était pas suffisamment » ; il ajoutait, entre autres données précises, que « si notre première ligne était emportée par une attaque massive, notre deuxième ligne serait insuffisante ». Cette lettre, adressée au général Galliéni, ministre de la Guerre, fut l'objet d'un échange de vues un peu vif avec le général en chef ; elle provoqua une première enquête sur la situation de Verdun.

La lettre, datée du 22 août, coïncidait, à peu de chose près, avec la nomination du général Herr au commandement de la région fortifiée et avec les *Instructions secrètes* sur la défense de la région adressées au général Herr par le général Dubail (9 août 1915). Le général Sarrail avait été remplacé, le 15 juillet, par le général Humbert et la 3e armée rattachée au groupe d'armées de l'Est.

Le général Herr ne restait pas inactif. A partir de cette date, une correspondance où il insiste sur les défectuosités de la défense est adressée régulièrement par lui au Grand Quartier général. Le 18 novembre, il fait connaître l'ordre d'urgence qu'il attribuait aux différents travaux à exécuter : 1° entretien et perfectionnement des 1re et 2e positions avec construction d'abris à l'épreuve sur certains points ; 2° organisation de lignes à contrepente et d'emplacements de mitrailleuses en dehors des lignes ; 3° continuation des travaux

de la 3e position, celle de la rive gauche, dont la moitié du moins reste à faire ; 4° achèvement de la tête de pont de Dieue, organisation des Hauts-de-Meuse entre Haudiomont et le Bois-Haut ; 5° mise en chantier d'une position sur la rive gauche, entre Dugny et les bois Bourrus, indispensable en cas de repli sur la rive droite ; 6° organisation de la région de Belrain, en cas de repli sur Bar-le-Duc (1).

Le Grand Quartier général disposait-il des ressources et de la main-d'œuvre suffisantes pour répondre à de telles exigences ?... Un sentiment paraissait se faire jour à Verdun, celui de l'abandon éventuel de la rive droite, et à cela le Grand Quartier général, qui ne s'impressionnait pas encore à l'idée d'une « offensive massive » sur Verdun, s'opposait absolument...



VERDUN. — MAISONS EN FLAMMES

Tout compte fait, on répondit au désir du général Herr, mais non de façon à le satisfaire complètement. Les travaux furent repris sous son énergique impulsion ; la garnison de la région fortifiée de Verdun fut renforcée et améliorée.

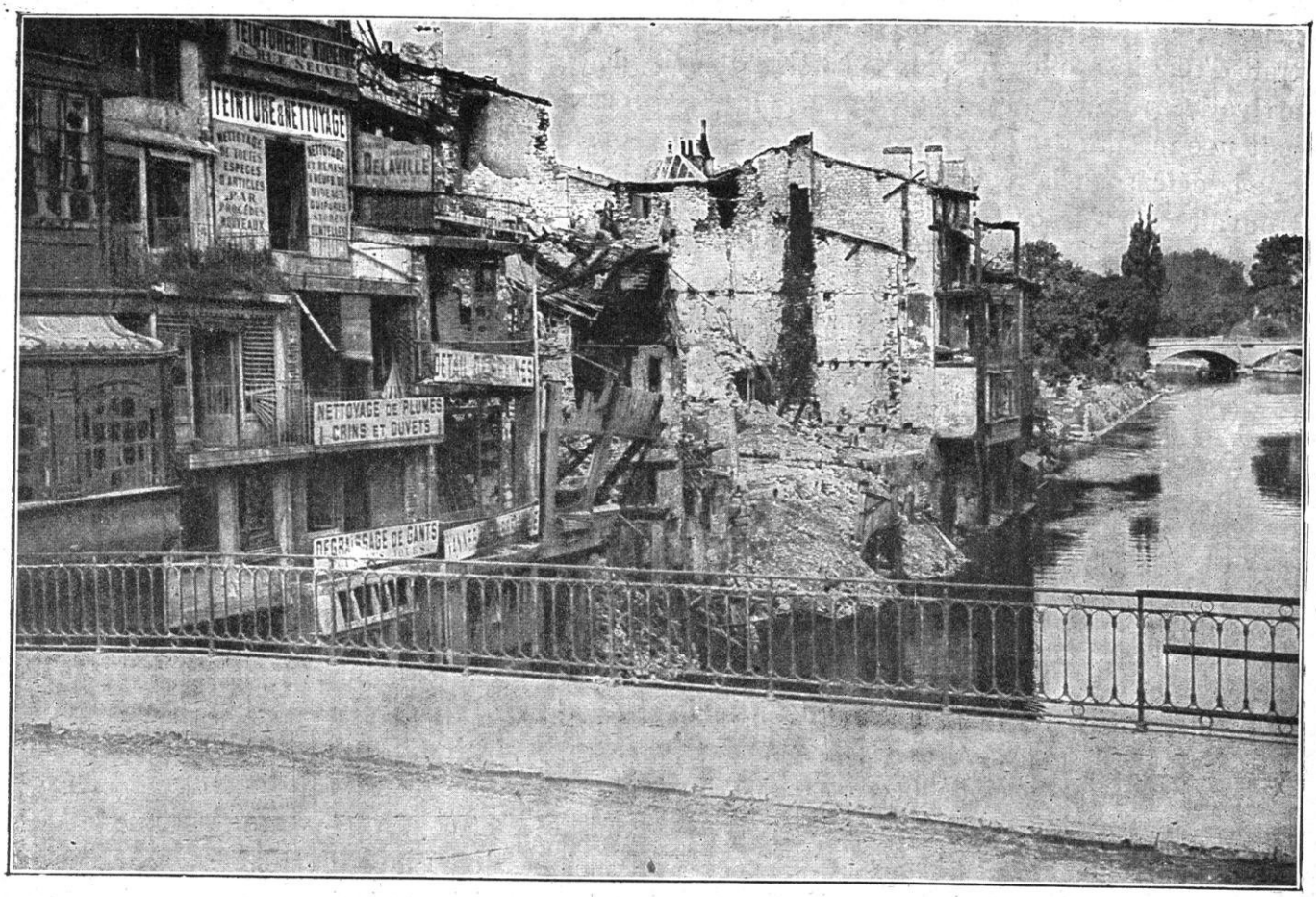
Nous donnerons bientôt l'état d'avancement des travaux au moment où l'offensive allemande se déclencha. En attendant, le Grand Quartier général surveillait attentivement les faits et gestes de l'ennemi sans qu'il parût convaincu encore que le péril fût immédiat.

Nous savons, en effet, que le parti d'attaquer à Verdun ne fut pris au Grand Quartier général allemand que dans la seconde partie de décembre. Les renseignements recueillis jusqu'à cette date apprenaient que les disponibilités allemandes étaient presque toutes entre la mer et l'Oise.

C'est seulement au début de janvier que l'on signala des déplacements importants par voie ferrée de l'Ouest vers la Meuse, ainsi que l'arrivée de trains transportant d'Allemagne de l'artillerie lourde et des munitions, toujours dans la même direction. Fin janvier, des divisions quittent Namur pour Arlon. On apprend que 4 corps d'armée (IIIe, VIIe de réserve et 3 ou 4 divisions non identifiées) sont massés dans la région de Verdun. Le bruit d'une attaque imminente se répand partout en Allemagne et dans les troupes allemandes. Ce bruit est recueilli par nos agents jusqu'en Danemark. On cite nettement Verdun comme le futur objectif.

Le 20 janvier, des réfugiés indiquent des déplacements de grands quartiers généraux s'approchant de Verdun. Le Grand Quartier général français ne voulait pas être dupe d'une feinte ; à cette même date, d'autres avis inquiétants, répandus à dessein par l'ennemi, annonçaient des attaques, soit dans la vallée de l'Oise, soit dans la région de Reims et en Champagne; et des attaques partielles se produisaient, en effet, sur divers points du front. Cependant, dès le 4 janvier, c'est-à-dire quelques jours après la décision prise dans le camp allemand, le Grand Quartier général prend

(1) THOMASSON, *loc. cit.*, p. 50.



VERDUN. — MAISONS SUR LE BORD DE LA MEUSE

des dispositions importantes en vue d'une attaque sur Verdun. Il télégraphie au groupe des Armées du Centre : « Étudier et préparer de concert avec la R. F. V. les conditions de déplacement du 7e corps disponible dans région de Bar-le-Duc dans l'hypothèse où, en cas d'attaque de l'ennemi dans la région de Verdun, il serait appelé à renforcer la R. F. V. » Le 16 janvier, le général Herr, sentant plus fortement que jamais la pression qui commençait à s'exercer sur lui, écrivait au général Dubail :

Il résulte de différents renseignements parvenus aux Quartiers Généraux et à mon 2e bureau, que des rassemblements de troupes dont on ne peut encore préciser l'importance sont échelonnés dans la région Sedan, Carignan, Longuyon, Briey, Chambley. Les indications recueillies tendraient à prouver qu'une artillerie considérable a été débarquée au nord et au nord-est de la R. F. V. D'autre part, les indications fournies par les prisonniers et les déserteurs capturés récemment font croire qu'une attaque serait préparée sur cette partie du front de la R. F. V. soit pour faire tomber Verdun, à titre d'objectif principal, soit pour opérer une diversion en vue d'une attaque sur une autre partie du front des armées. Les précisions qu'ils donnent sur le resserrement des troupes dans les cantonnements de première ligne, l'installation ou la réfection de nouveaux cantonnements à l'arrière, l'organisation de nombreux abris à l'épreuve pour des objectifs importants à proximité des tranchées, sont de nature à faire tenir pour vraisemblable la possibilité d'une attaque importante sur mon front...

Le général Herr insistait pour qu'on lui maintînt des troupes en quantité suffisante, qu'on lui attribuât définitivement la 51e division (ce qui fut fait aussitôt) et qu'on lui envoyât tout au moins une autre division.

Sur cette communication, la Grand Quartier général ordonne des reconnaissances par avions et la photographie des travaux ; il fait étudier par ses services la concentration des réserves en cas d'attaque ennemie et, sentant que l'heure devient critique, il envoie d'ur-

gence à Verdun le général Castelnau qui rentrait d'une inspection à Salonique ; Castelnau arriva le 23 janvier. En même temps, on prenait une mesure des plus graves : comprenant que la défense de la région de Verdun, si on se trouvait en présence d'une attaque de grand style, devait s'étendre jusqu'à l'Argonne, le Grand Quartier général décidait que la R. F. V. serait détachée du groupe des armées de l'Est et rattachée au groupe des armées du Centre et que, en même temps, la voie ferrée de Sainte-Menehould-Verdun et les voies de communication ressortiraient de la 3e armée et du Groupe du Centre. Selon la demande du général Herr, une nouvelle division, la 29e, était affectée à la R. F. V. Ainsi, pour l'heure maintenant prochaine où se produirait l'attaque, la défense de la région fortifiée allait dépendre, non plus du général Dubail, mais du général de Langle de Cary : on changeait d'attelage au moment de passer le gué. Le 23 janvier, le général de Langle était prévenu par le général Joffre des bruits qui se confirmaient d'une action prochaine sur Verdun ; en même temps, le général en chef disait au commandant du groupe d'armées : « Des mesures de sécurité doivent êtres prises immédiatement; en outre, vers le 10 février, il faudra articuler à la défense de la région fortifiée le 7e corps (une division dans la région de Bar-le-Duc, une division dans la région de Givry-en-Argonne, une division et l'artillerie du corps dans la région de Souilly) ».

Le général de Castelnau, arrivé le 23 janvier, étudiait la situation dans un esprit de collaboration attentif avec le général Herr. Dans une lettre écrite à celui-ci, il considérait que la défense de la première position était organisée conformément aux vues du Grand Quartier général ; il demandait, cependant, qu'on hâtât la construction d'abris-places d'armes pour les réserves, et de réduits fermés et en contre-pente en arrière de la courtine avancée du bois des Caures. Il demandait le renforcement de la deuxième position, en particulier dans les environs de la ferme Mormont, et que, en même temps, la ligne principale de la défense fût reportée en contre-pente. Il se préoccupait de la constitution d'organes de flanquement pour seconder cette ligne principale de défense. D'autre part, il écrivait au général Herr qu'il serait donné satisfaction à ses légitimes demandes en ce qui concernait des effectifs nouveaux et de l'artillerie.

Le général de Langle de Cary prenait effectivement le haut commandement de la région fortifiée le 1er février. Le groupe des armées du Centre se trouvait, dès lors, composé ainsi qu'il suit : la 5e armée (général Franchet d'Espérey), la 4e armée (général Gouraud), la 3e armée (général Humbert) et la région fortifiée de Verdun (général Herr).

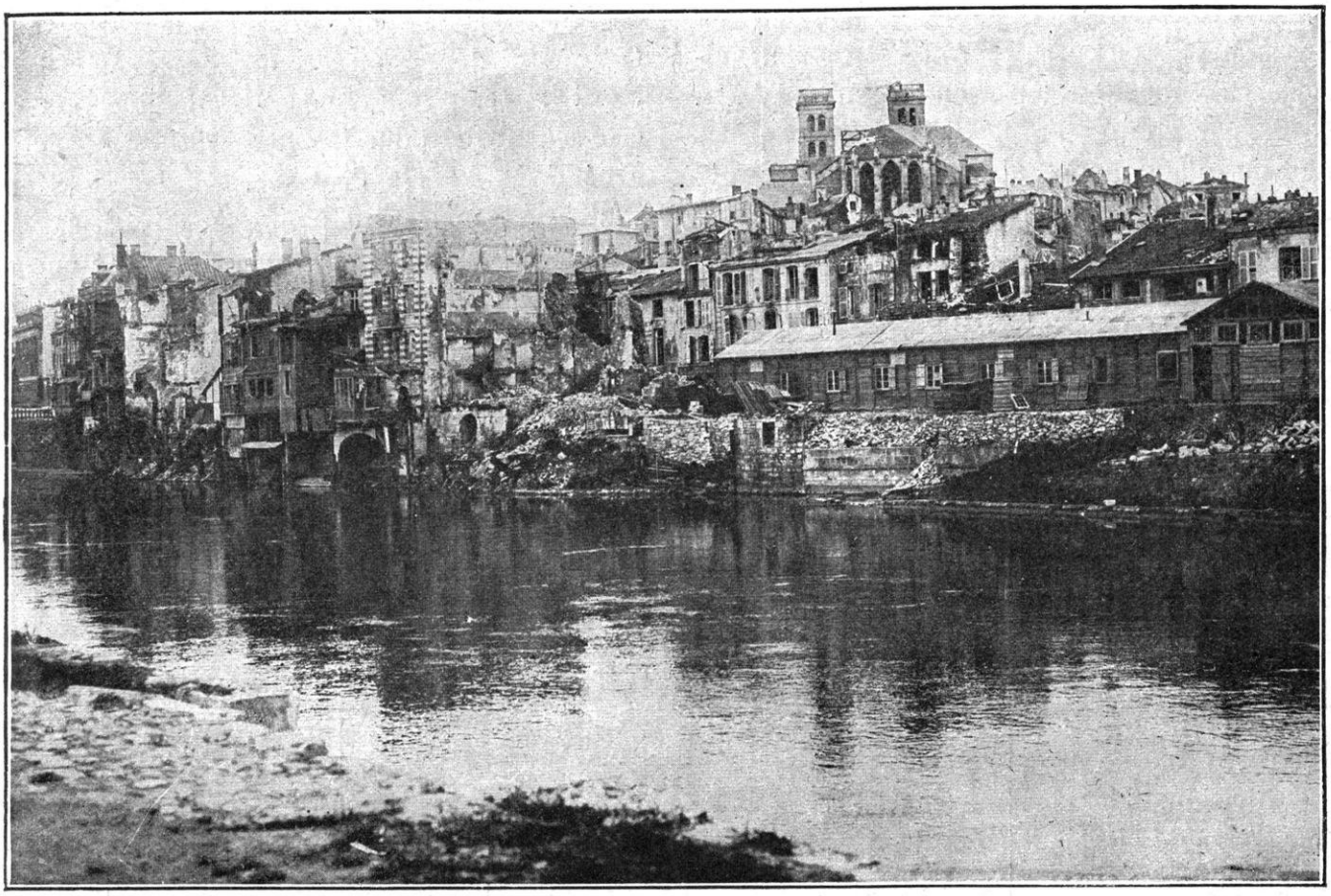
Le 1er février, le général de Langle de Cary se rendait à Verdun. Il y resta trois jours et étudia minutieusement le front dont on lui confiait, bien tardivement, la responsabilité. Les premières constatations étaient peu satisfaisantes et confirmaient celles qu'avait faites quelques jours auparavant le général de Castelnau. Voici les résultats de cet examen :

Si les premières positions offraient une certaine solidité, particulièrement sur la rive droite de la Meuse, les abris y étaient insuffisants ; les deuxièmes positions étaient presque inexistantes : sur la rive droite, face au nord, la deuxième position passait par le village d'Haumont et la cote 344 ; or, les travaux qu'on devait y faire étaient à peine ébauchés : ni abris, ni observatoires ; pas de boyaux d'accès, pas de flanquements. Quant à une troisième position sur la Côte du Poivre, il n'en était même pas question. Enfin, sur la ligne des forts, il n'existait aucun ensemble d'ouvrages solides, se flanquant réciproquement et utilisant les forts comme points d'appui.

La R. F. V. formait un saillant entouré par l'ennemi, à l'est, jusqu'à Saint-Mihiel et qui l'eût été également à l'ouest sans la résistance de l'Argonne. C'était donc un objectif d'attaque tout indiqué. Cependant, sur cette zone de plus de 80 kilomètres, la densité des troupes était plus faible que partout ailleurs ; il eût été absolument nécessaire de détourner la voie ferrée de Sainte-Menehould-Verdun, de façon à éviter le dangereux passage d'Aubréville que l'ennemi pouvait intercepter, ce qu'il n'a pas manqué de faire. Enfin, l'artillerie de la R. F. V. était notoirement trop faible pour répondre à une puissante attaque...

Les troupes affectées à la R. F. V. comprenaient, à la date du 1er février 1916 :

La 29e division, qui venait d'être retirée à la 2e armée;



VERDUN. — UNE PARTIE DE LA VILLE, VUE PRISE DES BORDS DE LA MEUSE

Le 30e corps d'armée, général Chrétien ;
Le 2e corps d'armée, général Duchêne ;
La 51e division, entre Verdun et Souilly ;
La 67e division, au camp de Belrain ;
34 bataillons territoriaux.
L'artillerie de campagne comprenait en tout 48 batteries.

De telles forces paraissaient au général de Langle à la fois insuffisantes et trop dispersées.

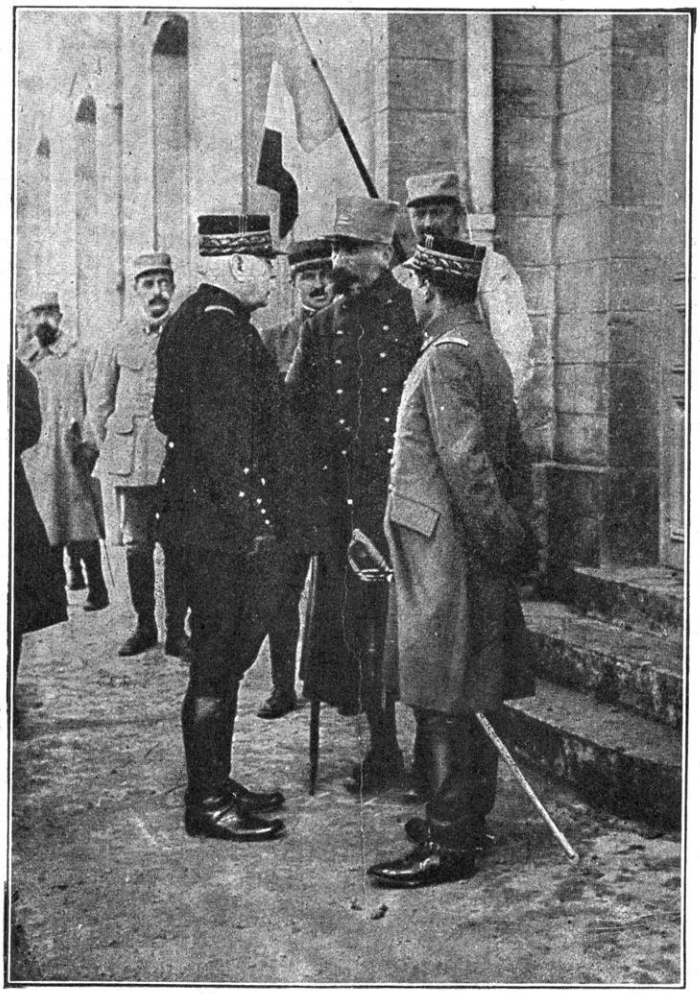
Il y eut là une heure critique. L'on a appris depuis, que le commandement allemand avait fixé d'abord la journée d'attaque au 15 février ; s'il eût donné suite à ce projet (contrarié par le temps et par une insuffisante préparation), il eût pris les défenseurs de la R. F. V. dans une période de transformation et, par conséquent, d'infériorité.

Mais, sous l'énergique impulsion du général de Langle de Cary, en plein accord, comme nous l'avons dit, avec le général Joffre et le général de Castelnau, la situation s'améliore beaucoup pendant les trois premières semaines de février. Le général Joffre ordonne au général de Langle, le 10 février, de rapprocher le 7e corps (général de Bazelaire) qui était resté jusque-là dans la région de Bar-le-Duc, et, en outre, il l'autorise à disposer de la 48e division qui est à Mailly. La 51e division est groupée sur la rive droite de la Meuse, avec une brigade détachée du 30e corps et l'autre en réserve à Fleury-devant-Douaumont. La 60e division est ramenée du camp de Belrain, où elle était au repos et à l'instruction. Par ordre du Grand Quartier général on réalise tout de suite le retrait de la 56e division du front de Champagne (11 février). La 37e division est transportée du camp de Mailly dans la région de Bar-le-Duc. La 59e division est envoyée au camp de Mailly. L'État-Major du 13e corps est rendu disponible le plus tôt possible, de façon que l'on

puisse disposer selon les circonstances de deux États-Majors de corps d'armée et de six divisions. En même temps, on organise l'A. L. G. P. par groupe d'armées, on coordonne les moyens d'action des armées pour assurer la défense contre les avions allemands de plus en plus nombreux et actifs et contre les dirigeables. Le 15 février, le Grand Quartier général précise que le groupe d'armées du Centre dispose définitivement des 14e, 37e et 19e divisions. Le 16, ordres sont donnés à Dubail pour préparer l'embarquement rapide à Bayon-Thaon, du 20e corps et de la 68e division. Même jour, ordre de diriger la 48e division sur Givry-en-Argonne.

Cependant, il faut se garder d'être surpris sur un autre point. Les mouvements de troupes sur Verdun cachent peut-être une offensive par l'Est et même par le territoire suisse : Ordre du 18 février : « En cas de violation de la frontière suisse, un groupe d'armées d'Helvétie serait constitué aux ordres du général Foch (3e, 10e et 2e armées), ayant pour mission d'assurer, le cas échéant, l'intégrité du territoire français et de couvrir les voies de communication nous reliant à l'Italie. »

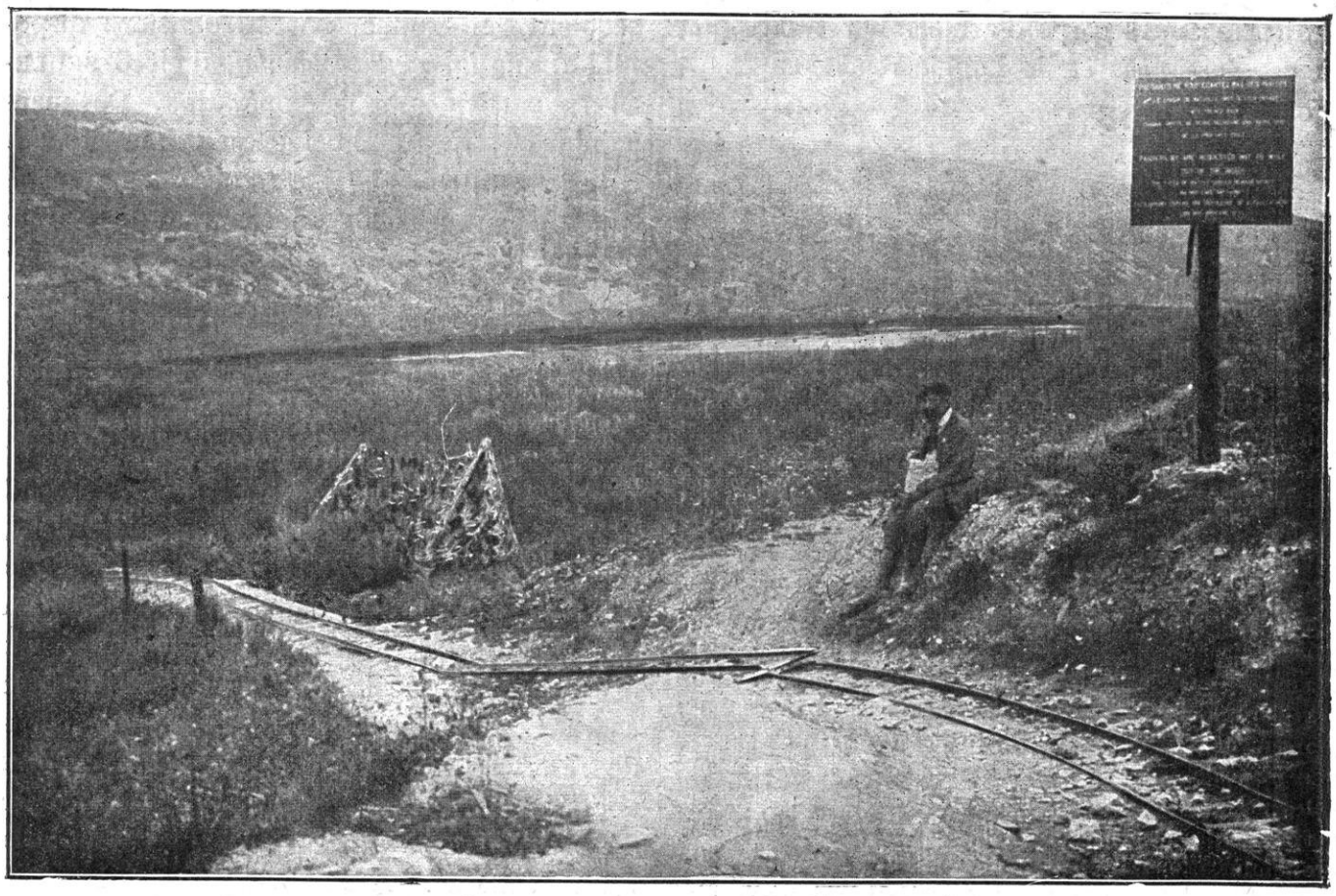
Le 20, c'est la 16e division qui est mise à la disposition de la R. F. V. On renforce la défense face à Saint-Mihiel. Le 21, ordre est donné de transporter par autos, le 22 février, le 1er corps venant se placer en arrière de la 4e armée. Ordre est donné au groupe des armées du Nord de tenir le 13e corps disponible prêt à être embarqué pour le groupe des armées du général de Langle de Cary. Celui-ci se sent soutenu. Toutes ses demandes reçoivent satisfaction. Une harmonie complète existe entre le Grand Quartier général et son propre commandement.



LES GÉNÉRAUX JOFFRE, DE BAZELAIRE ET HUMBERT, A DOMBASLES, PRÈS DE VERDUN

Le général de Langle, prévoyant le prochain « coup de tampon », distribue les rôles. Le général de Bazelaire reçoit le commandement du secteur de la rive gauche de la Meuse. Le secteur Nord et le secteur Nord-Est de la rive droite sont sous les ordres du général Chrétien (30e corps) ; le général Duchêne (2e corps) a le secteur de l'Est.

L'attente devient anxieuse ; de nouveaux renseignements confirment l'imminence d'une attaque. Le 7 février, on identifie devant Verdun les VIIe corps de réserve, XVIIIe et IIIe corps actifs. Tous les déserteurs parlent de la bataille imminente. Le 9 février, l'un d'eux affirme que le Kronprinz a dit que l'Empereur passera une grande revue sur la place d'armes de Verdun et que la paix sera signée. On signale l'établissement de batteries lourdes et la concentration de grandes forces entre Damvillers, Ville-devant-Chaumont, Azannes, Gremilly.



L'ÉTANG DE VAUX. — AU FOND, LE BOIS DE LA CAILLETTE

L'attaque serait pour le 15. Enfin, le 14 février, arrive un télégramme de notre commissaire spécial à Bellegarde : « L'ennemi prépare une sérieuse offensive dans la région de Verdun; il cherchera à enlever la cote 351, Saint-André, l'Herbebois. Il dispose d'une artillerie considérable. Les troupes comprennent au moins 150000 hommes »; et le même jour, 14 février, les déserteurs alsaciens qui appartiennent au XVe corps passent la ligne pour affirmer que l'offensive n'a été retardée que par le mauvais temps. Ils apportent l'ordre d'attaque du Kronprinz : « La patrie allemande est contrainte de passer à l'offensive... Notre volonté de fer doit abattre l'ennemi. Je donne l'ordre d'attaque. » Le Quartier Général du Kronprinz est à Jametz, celui du Ve corps à Vilosnes.

Cette fois, il n'est plus possible de douter : l'heure approche. Aux demandes que lui adresse le général de Langle, le général Joffre répond immédiatement :

Les 14e, 37e et 19e divisions sont à votre disposition ; vous êtes entièrement juge des conditions de leur emploi. Il y a urgence à ne pas tarder pour mettre aux ordres de Herr tous moyens qui peuvent lui être nécessaires. J'ai encore au camp de Belrain la 16e division, prête à toute éventualité.

Les 15 et 16 février, tous les régiments d'artillerie lourde cantonnés au G. A. C. montent sur Verdun, la 59e division est dirigée sur Givry, l'embarquement du 20e corps (39e et 153e divisions) et de la 68e division est préparé.

Le 18, un déserteur confirme que l'attaque est prochaine. Le général Herr télégraphie : « L'attaque aura lieu dès que le temps sera un peu assis, avec 4 corps environ ; j'estime que les forces dont je dispose sont insuffisantes. »

Il demande qu'un C. A. soit poussé sur Bar-le-Duc, que la 48e division soit mise à sa disposition à gauche et qu'une brigade soit

adjointe au 2e corps d'armée. Il est satisfait à ces demandes et de Langle rend compte à Joffre le 21 février :

20e corps (39e et 153e divisions) sera échelonné conformément à votre télégramme d'hier dans la zone Ligny-Bar-Revigny après son débarquement qui commencera aujourd'hui 21 février, à partir de 12 heures. La 48e division (3e division du 7e corps) a été mise dès le 20 février matin à la disposition de Herr ; la 16e division lui a été donnée à la suite de votre télégramme du 20 février ; une brigade de la 19e division et 2 groupes de l'A. D. 19 ont été mis à la disposition de la 3e armée pour renforcer la droite dans le secteur Vauquois-Avocourt ; des éléments de la 59e division ont été poussés dans la région Sainte-Menehould. En prévision de l'embarquement éventuel du 1er corps, la 1re division qui achève aujourd'hui sa relève se trouvera en situation de suivre rapidement la 2e division vers les quais de la région d'Épernay. Des dispositions ont été prises, conformément aux demandes qui vous ont été adressées pour renforcer en artillerie lourde les secteurs les plus menacés. (Ces renforcements ont comporté, du 10 au 20 février, 85 pièces de gros calibre à la R. F. V. et 38 pièces à la 3e armée.) Des mesures ont été prises pour assurer une liaison étroite entre la 3e armée et la R. F. V. et faciliter les communications de l'arrière vers l'avant en prenant pour base la voie ferrée Givry-sur-Argonne-Révigny-Ligny.

En partie, grâce au délai provenant du retard dans l'offensive allemande, les choses avaient complètement changé d'aspect. Le Grand Quartier général avait un peu tardé pour lever la main ; mais il l'avait fait, en somme, à l'heure utile : on était prêt. Si le calme imperturbable, mais parfaitement pondéré, du général en chef surprenait parfois ses subordonnés directement responsables, sa volonté d'agir à coup sûr et de ne pas s'égarer, au détriment de son initiative propre, les confirmait dans la ferme confiance qu'ils seraient soutenus.

On peut envisager maintenant la question des effectifs par une comparaison entre les deux adversaires :

Le général Buat, dont les chiffres puisés aux sources officielles ne peuvent être mis en doute, établit les effectifs globaux pour l'offensive allemande, comme il suit :

« Le 21 février 1916, les Allemands ne possédaient, en somme, que 19 divisions disponibles, *sur le front occidental*, dont 8 SEULEMENT participèrent à l'opération. De mars à juin, c'est à grand'peine qu'ils réussirent à entretenir un volant (12 à 15 divisions) à peine suffisant pour les relèves sur le front de bataille où l'usure des unités était rapide. »

Le colonel Thomasson donne un chiffre beaucoup plus élevé :

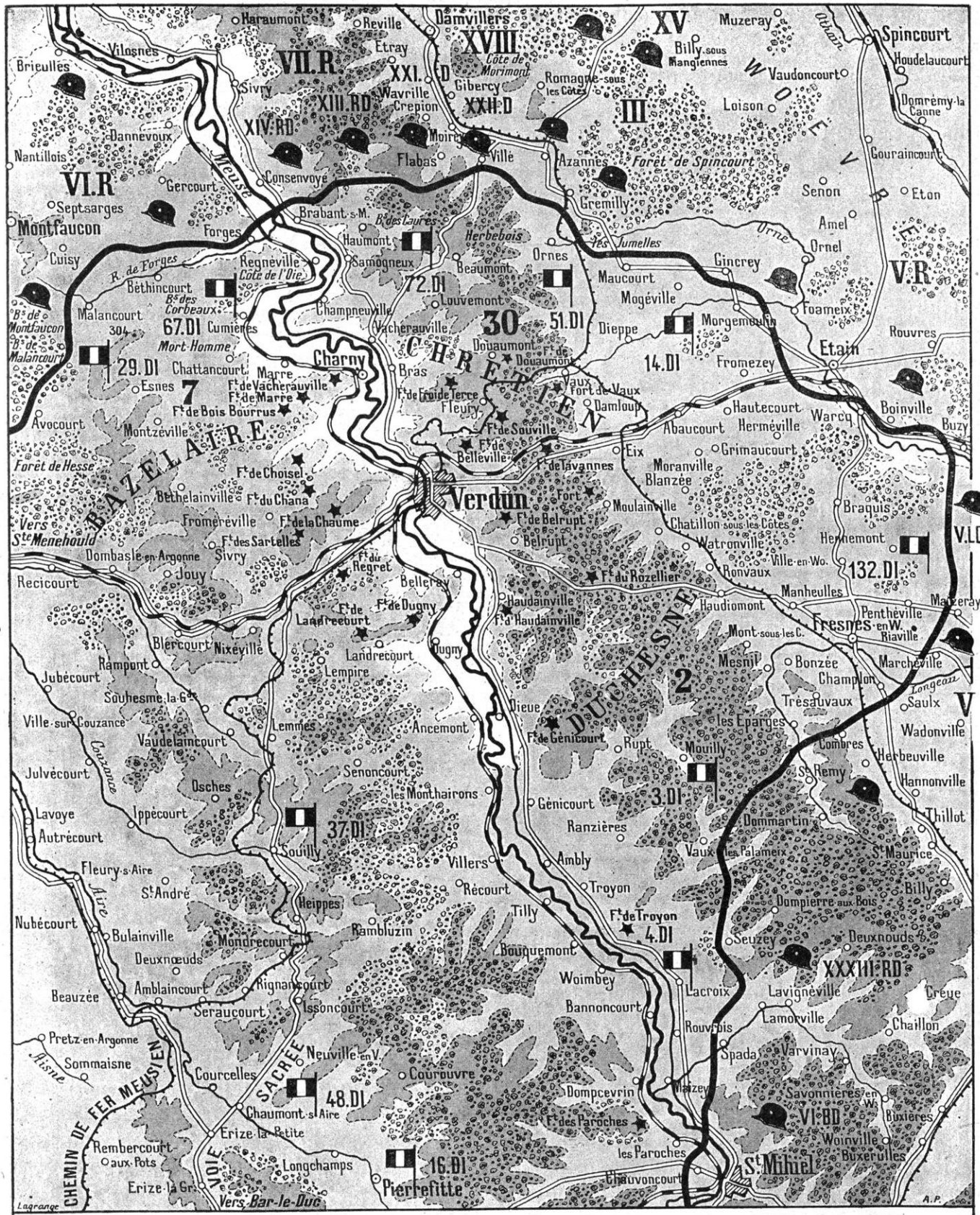
« Dans les premiers jours de janvier, dit-il, la R. F. V. avait en face d'elle les VIe et Ve corps de réserve allemands, le premier des bois de Malancourt à la Meuse, le second de la Meuse à Étain, la 5e division de landwehr, le Ve corps, la 33e division de réserve et la 6e division bavaroise, dans le secteur d'Étain à Saint-Mihiel, le tout faisant 9 divisions, soit deux de plus que la R. F. V. Mais, dans le courant de janvier, la 113e D. I., le VIIe corps de réserve, les IIIe, XVe et XVIIIe corps actifs étaient venus prendre position en arrière du Ve corps de réserve, dans le secteur de la future attaque. La R. F. V. avait donc en face d'elle, *à la fin de janvier*, 18 DIVISIONS ALLEMANDES. »

Il n'y a qu'une façon de concilier ces deux informations, toutes deux sérieuses, toutes deux contrôlées, c'est de considérer les troupes arrivées au cours de janvier et qui, selon la remarque du colonel Thomasson, sont placées en arrière du Ve corps de réserve, comme faisant partie de ce « volant » de 12 à 15 divisions dont parle le général Buat.

Disons qu'en janvier, les forces sont à peu près égales ; au début de février, les réserves allemandes se sont rapprochées et elles montent à un total de 18 divisions, soit en première ligne, soit en deuxième ligne, répandues de Montfaucon à Saint-Mihiel. Ultérieurement, ces troupes n'auront pas à bénéficier de sérieuses augmentations.

On a vu, par ailleurs, le détail des divisions françaises.

Il y faut ajouter, à la disposition du général de Langle de Cary, le 20e C. A. (39e et 153e divisions) qui débarque le 21 à midi.



LA RÉGION FORTIFIÉE DE VERDUN (R.F.V.)
20 Février 1916

Altitudes : + 200m + 300m
Echelle : 0 1 2 3 4 5 10 Km

Et l'on prévoit, d'ores et déjà, l'embarquement du 1er corps (1re et 2e divisions), venant de la région d' pernay.

En fait, 9 divisions sont en première ligne ou à pied d'œuvre, 4 à 5 divisions sont à proximité et peuvent intervenir rapidement. On prévoit un volant de 2 à 4 divisions. Et il n'est pas question des troupes territoriales en réserve, 58 bataillons, qui travailleront, garniront les tranchées, prendront le fusil, au besoin.

Numériquement parlant, la région fortifiée n'est donc pas, autant qu'on l'a dit, dénuée de défenseurs, et quant à la qualité, ils appartiennent pour la plus grande part au 7e corps, au 30e corps, au 2e corps, bientôt au 20e corps, au 1er corps. Comme elle l'a prouvé par le fait, cette armée de Verdun est prête à tenir héroïquement, si formidable que soit le coup tenté contre elle.

ENTRÉE D'UNE SAPE, A LA COTE 304

Par contre, l'ennemi a, il est vrai, le bénéfice de sa force accumulée sur les points qu'il choisit (c'est l'avantage de toute initiative) ; il est en mesure de porter ses 9 divisions d'abord et même ses 18 divisions à proximité du point où il frappera le coup. Mais il faut dire aussi, qu'étant obligé de tenir partout son adversaire en haleine, il a dû disposer ses troupes autour de l'immense circuit ; s'il a l'avantage des lignes d'approche construites en grand nombre, il n'a pas celui des lignes intérieures : les forces françaises sont, par la nature des choses, plus ramassées, plus souples, plus maniables. Les deux armées sauront chacune user de leurs moyens.

L'ennemi était dans une position sensiblement meilleure au point de vue de l'artillerie, et, en particulier, de l'artillerie lourde. Ici, la comparaison est plus difficile ; car les chiffres allemands ne sont pas facilement vérifiables. Il faut observer aussi que l'artillerie française était, à cemoment, en voie de transformation, ce qui ne lui donnait pas toute la richesse et la souplesse nécessaires: on a dit que l'artillerie avait été fournie à la R. F. V. *au compte-gouttes*; il peut y avoir là quelque chose d'exact : en effet, le haut commandement français, ne perdant pas de vue sa future propre offensive, semblait décidé à garder ses atouts en mains pour la réplique qu'il ménageait si l'ennemi se découvrait à Verdun.

Quoi qu'il en soit, d'après la déclaration du général Roques à la Chambre, la R. F. V. disposait sur le front d'attaque, à la date du 20 février, de 388 pièces d'artillerie de campagne et de 244 pièces d'artillerie lourde (sur la rive gauche : 202 pièces de campagne, 92 lourdes ; sur la rive droite : 186 pièces de campagne, 152 lourdes).

Le télégramme du général de Langle de Cary constate que les renforcements avaient comporté, du 10 au 20 février, 85 pièces de gros calibre à la R. F. V. et 38 pièces à la 3e armée. Le 20 février était apparue, sur le front, la plus puissante des inno-

TRANCHÉE OCCUPÉE PAR NOS TROUPES, A LA COTE 304

vations, l'*artillerie lourde sur voie ferrée*, les groupes de 24, Chaumont et Sabatier, qui s'installeront en demi-cercle à Tavannes, Vaux, devant-Damloup, Cumières et Dombasle, et qui, de ces quatre points, iront fouiller les lieux où s'abritent les réserves allemandes vers Spincourt, Romagne, Morimont, gare de Damvillers ; — Vilosnes, Brieulles, Nantillois, Montfaucon ; — bois de Montfaucon, mamelon d'Haucourt, donnant ainsi, de loin, le sentiment aux troupes qui combattent sur le front que l'arrière les couvre d'une voûte de feu.

L'ennemi possède encore deux autres avantages qui sont dus, en partie du moins, au fait qu'il prend l'initiative, ce qui lui permet de choisir son heure et son point d'attaque : le premier de ces avantages est celui de la préparation du terrain et le second est celui des communications avec l'arrière.

Par l'utilisation des bois, l'ennemi a pu, d'avance, disposer autour du secteur Nord une formidable artillerie dont les feux convergeront, à l'heure précise, sur les lignes prises comme objectifs et sur les voies par où arriveront les réserves; sous le même voile, les troupes d'assaut se sont massées sans éveiller l'attention et se sont tenues tapies dans des abris profonds (*stollen*) établis généralement en contre-pente et à couvert de l'artillerie ennemie ; et ces avancées ont pu se faire ainsi dans des conditions permettant au commandement allemand de jouer de l'élément « surprise », en évitant de préparer des lignes d'approche qui eussent révélé son dessein.

Ces conditions ne se trouvaient pas au même degré, tant s'en faut, dans le camp français. Les abris étaient insuffisants ; la seconde ligne était démunie de moyens de communications

aisés ; les « flanquements » réclamés par le général de Castelnau faisaient défaut ; on avait négligé de fondre, dans la ligne de défense, la plupart des anciens forts ; sous le prétexte de ne pas se laisser entraîner à masser des hommes dans des «nids à obus», on les avait, en fait, abandonnés (1). La souplesse de manœuvre laissée à la défense et à la contre-attaque qui, à la fin, devait l'emporter, pouvait ainsi produire des accidents fâcheux, des sacrifices douloureux, des paniques et finalement un effet moral se répandant, du cœur de la place, jusque dans les nerfs du pays.

Quant à l'insuffisance des voies ferrées, elle était notoire ; évidemment, elle résultait surtout de la forme de promontoire qu'affectait la région fortifiée, promontoire rendu plus étroit encore par l'étranglement de Saint-Mihiel, et ainsi exposé de toutes parts. Nos voies ferrées étaient ou prises directement sous le feu de l'ennemi, ou gravement menacées. Il en était ainsi de la voie la plus normale, celle de Sainte-Menehould-Verdun, placée sous le feu de l'ennemi non seulement à Aubreville, mais en plusieurs autres points. Un raccordement par voie de 60 centi ètres permit, cependant, de l'utiliser.

En plus, on tira tout le parti possible du petit chemin de fer «le Meusien», dont le rendement fut porté de 400 tonnes jusqu'à 1 800 tonnes.

Ceci dit, il convient de relever, pour être juste, que cette insuffisance des voies ferrées avait été prise nettement en considération par le Grand Quartier général et qu'il avait porté son attention et sa volonté sur l'organisation de la *route*. Muni d'une ample provision de camions automobiles, les développant, les encadrant, soumettant leurs conducteurs à un entraînement méthodique, il avait résolu de porter sur eux l'effort principal de la défense, tant pour l'apport des munitions que pour l'accession des réserves.

A ce point de vue également, on avait, dès mars 1915, doublé la largeur de l'artère maîtresse, la route de Bar-le-Duc à Verdun, de façon à permettre la circulation de trois camions de front, et des perfectionnements analogues avaient été apportés à l'ensemble du réseau routier se rattachant à l'artère principale et la doublant. En un mot, on avait eu, d'avance, la vision de la *chaîne sans fin*, instrument d'une souplesse et d'un rendement incomparables. Ce ne sont pas de ces choses qui se créent par improvisation et « en se débrouillant ».

Il faut rendre justice à ces remarquables organisateurs qui surent, d'avance, comprendre la nécessité prochaine, et prévoir les services de la route, bientôt la plus illustre qu'ait connue l'histoire : *la voie sacrée.*

Le 19 février, le général Joffre était venu à Verdun voir si tout était prêt et donner à tous l'impression de confiance calme, nécessaire à de tels moments. La population de la ville était évacuée par ordre ; on s'y était pris d'avance pour éviter l'encombrement des routes; cependant, nombre d'habitants avaient refusé de partir.

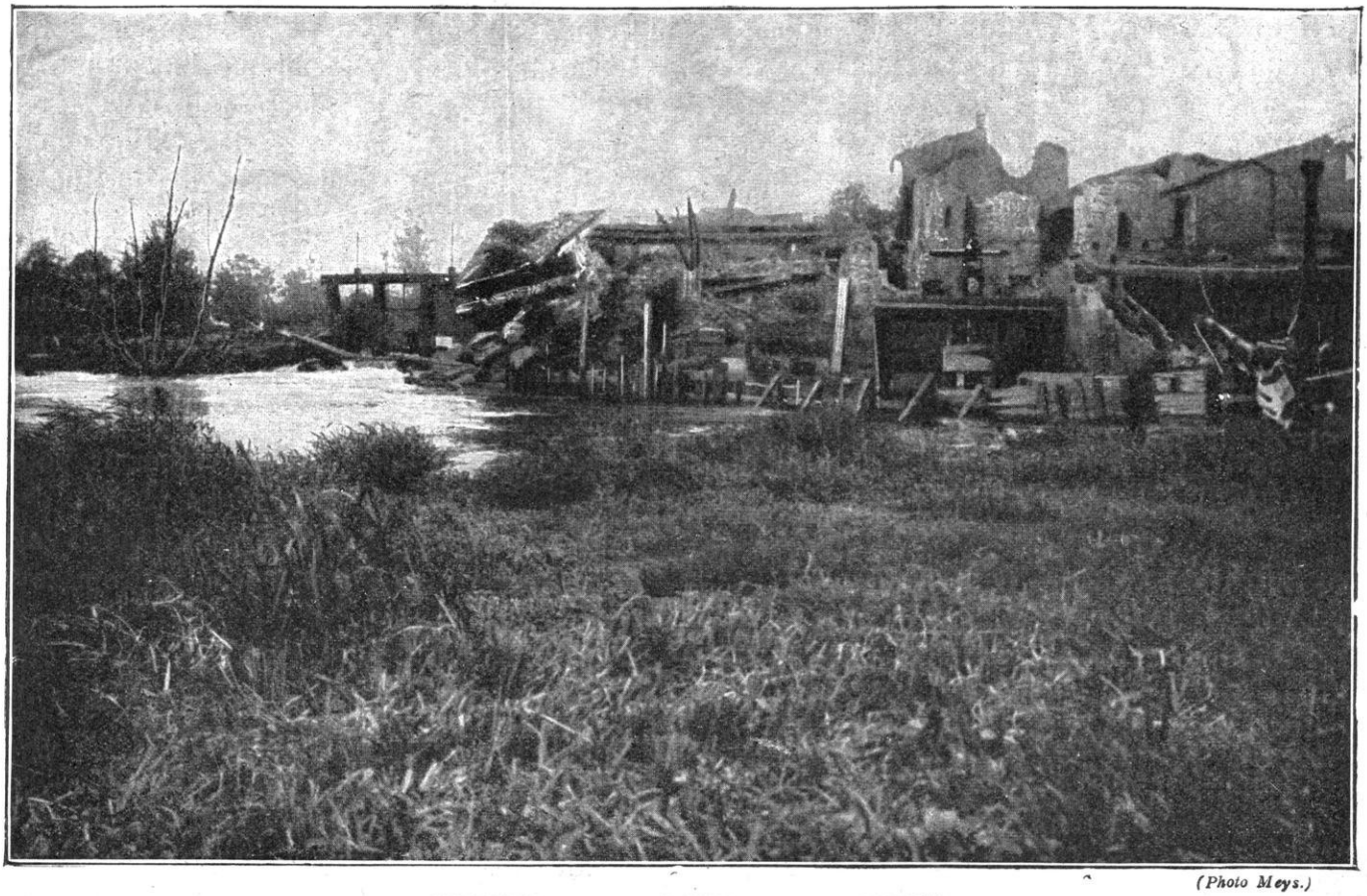
Tout avait pris un aspect militaire ; les troupes remontaient de toutes parts vers le nord et, franchissant la ville, se glissaient le long des routes, à travers le terrain mamelonné et, dissimulées, gagnaient les premiers boyaux.

On entendait le tambour des artilleries qui, au loin, faisaient leurs tirs d'essai et de réglage, de façon à croiser leurs feux et assurer les liaisons.

L'arrivée des munitions avait été assurée à l'aide du parc d'artillerie de la place comme dépôt central et des dépôts étaient aménagés dans tous les secteurs ; en fait, pendant la durée de la longue bataille, les munitions ne manquèrent pas.

Les pièces à tracteur et sur rails étaient,

(1) Il a été même dit que le Grand Quartier général avait donné l'ordre de faire sauter les forts, ce qui était, du moins, logique avec son système.



(Photo Meys.)

CHARNY. — LES RUINES DU MOULIN

en général, en batterie autour du noyau central. Le général Boichut avait le commandement de toute l'artillerie de la région fortifiée et assurait ainsi le principe d'unité.

Au fur et à mesure que l'on s'éloignait de la place en s'élevant vers le nord, les troupes devenaient plus denses et l'organisation se dessinait.

On avait admis comme l'hypothèse la plus probable (d'après les vues trop peu nombreuses prises en avions et d'après les réglages discrets de l'ennemi à partir du 13), que l'ennemi attaquerait violemment dans le secteur du nord et que, d'autre part, il prononcerait une attaque simultanée, venant du nord-ouest, c'est-à-dire de Montfaucon-Nantillois, se déployant sur la rive gauche — offensive de diversion, peut-être, mais que l'on supposait devoir, en cas de succès, se transformer en offensive principale. On ne savait pas que l'ennemi manquait des troupes nécessaires pour conjuguer et mener simultanément deux manœuvres de cette importance et qu'il n'était nullement résolu aux sacrifices qu'elles exigeraient.

Puisqu'il se décidait à monter une pareille machine, on était porté à admettre qu'il la développerait à fond et qu'il ne resterait pas à moitié chemin.

Or, nous allons voir que telle n'était pas sa pensée, et que, au lieu d'une double poussée de front, il s'en tiendrait à des coups d'épaule alternatifs, ce qui devait être finalement la cause de son échec : dans le camp français, on ne voulait pas croire à une telle erreur et on parait à tout.

De même, on croyait pouvoir s'attendre à une attaque par le sud à la racine de la région fortifiée, c'est-à-dire vers Saint-Mihiel, et l'on se gardait bien de dégarnir ce secteur ; enfin, obéissant à l'instinct naturel à tout com-

battant de s'accrocher au terrain conquis, on se maintenait dans les moindres villages de la Woëvre et sur les pentes des Hauts-de-Meuse, les forces se trouvaient ainsi disséminées vers le Nord-Est, sur un trop large éventail, on devait s'en apercevoir bientôt.

Dans l'ensemble, la défense était répandue sur un pourtour de 80 kilomètres. On la sentait ainsi bien dangereusement éparpillée ; mais comment faire autrement et comment rester exposés à une surprise sur un point quelconque d'une si vaste région, tout entière entourée d'ennemis ?

DISTRIBUTION DES TROUPES DANS LA R. F. V. LE 21 FÉVRIER

Voyons, cependant, la distribution des troupes françaises, en nous plaçant au noyau central, Verdun.

Verdun, nous l'avons dit, est au fond d'une cuvette, mais sur une sorte d'éminence ; du fond de la vallée, on aperçoit ou l'on devine, dominant de toutes parts, surtout vers le nord, la ligne semi-circulaire des crêtes que couronnent les forts, Tavannes, Souville, Vaux, Douaumont, Vacherauville, etc. ; de l'autre côté de la euse, c'est-à-dire vers l'ouest, les positions naturelles sont extrêmement fortes, c'est le Bois de Cumières, le Mort-Homme, la cote 304, la côte de Marre, puis, en contournant la place, toujours à l'ouest, mais plus au sud, la défense va se rattacher à celle de l'Argonne par les bois de Malancourt et d'Avocourt, la forêt de Hesse, etc. L'ensemble de ce puissant demi-cercle disposé par la nature formera, le cas échéant, la seconde ligne, c'est-à-dire le centre de résistance : on compte sur sa force naturelle et sur l'organisation du terrain, les forts étant simplement englobés dans la défense générale. Douaumont, pourtant, domine de partout le paysage et semble une sentinelle que l'on ne pourra pas surprendre, puisqu'elle surveille au loin, — quelque chose comme le Mont-Valérien à Paris.

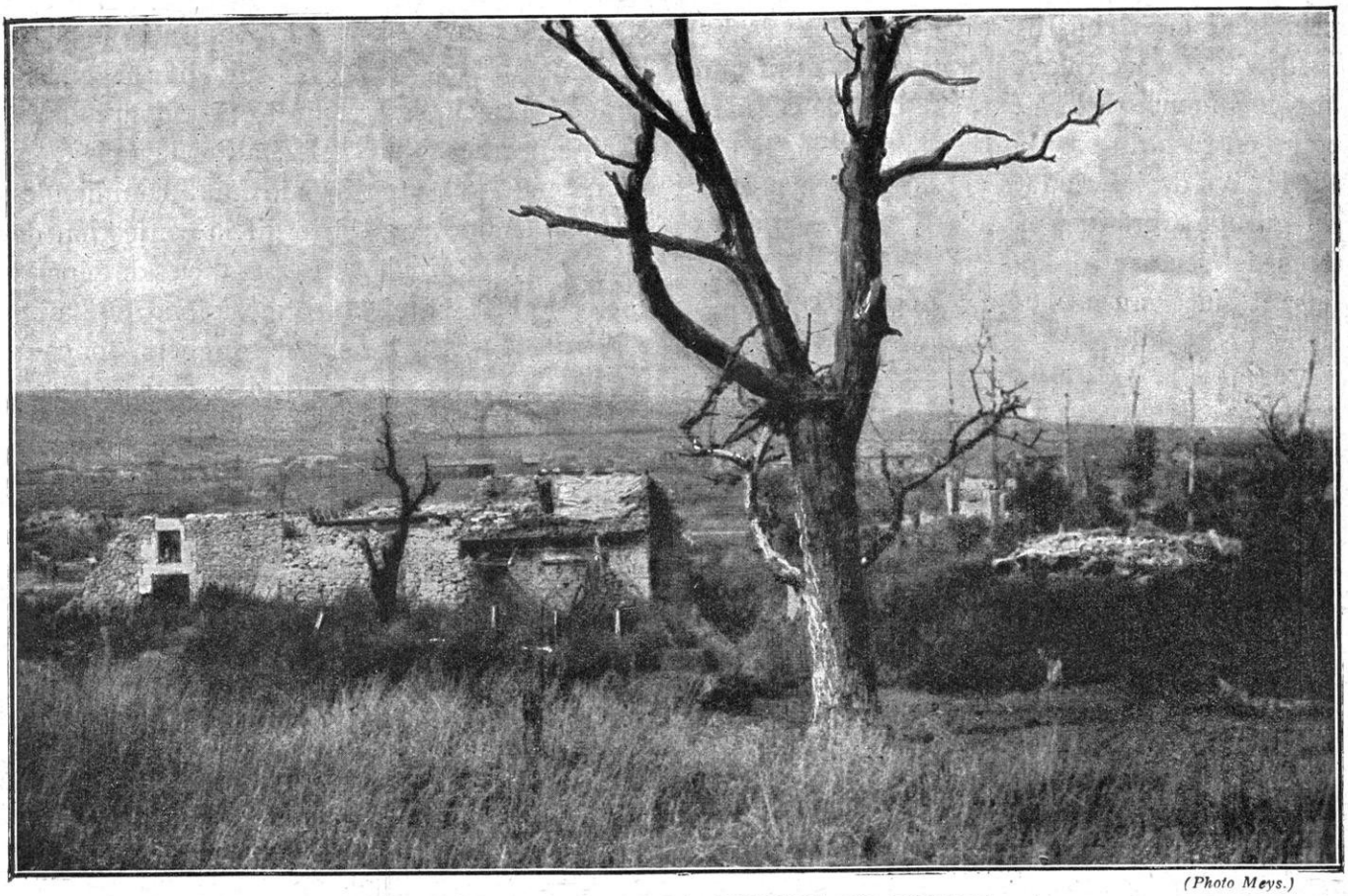
Au delà de ce massif, solidement muni, bourré de troupes et qui, malgré certaines insuffisances, devait, grâce à l'héroïsme de ses défenseurs, offrir à l'ennemi une difficulté telle qu'il s'épuiserait à la vaincre, se trouvait projetée, vers le nord, une sorte de ceinture avancée qui environnait toute la région fortifiée : c'était la première ligne. Si nous la suivons, d'ouest en est, elle est marquée par les points suivants : sur la rive gauche, Bois de Malancourt, avant de Bethincourt, Forges ; nous passons la rivière : c'est Brabant-sur-Meuse, Haumont-près-Samogneux, Herbebois ; de là, le secteur nord s'infléchit brusquement pour faire face à l'est et il suit les pentes des Hauts-de-Meuse et même descend dans la vallée par Ornes, Maucourt, Mogeville, Fromezey, Gussainville.

De là, encore, le front s'enfonce droit au sud par Riaville, les Éparges, d'où il s'incline de nouveau et se rapproche de la Meuse, couvrant la trouée de Spada, se rapprochant des Paroches et de Chattancourt pour s'opposer, le cas échéant, à une attaque venant de Saint-Mihiel.

Au point de vue de l'emplacement des troupes, ce vaste front de 80 kilomètres avait été divisé en trois secteurs, celui du général de Bazelaire, rive gauche de la Meuse, celui du général Chrétien, rive droite, et le secteur du sud ou de Saint-Mihiel (général Duchêne).

La rive gauche était défendue, tout à fait à l'ouest, débordant un peu Montfaucon, dans la région de Bois de Cheppy, bois de Malancourt, Malancourt, par la 29e division puis, plus près de la Meuse, par la 67e division, toutes deux appartenant à cet excellent 7e corps. Une autre division du même corps, la 48e, attribuée à la dernière minute à la région fortifiée, arrivait et campait le 20 février à Chaumont-sur-Aire et à Neuville-en-Verdunois.

Sur la rive droite de la Meuse et sous les ordres du général Chrétien, étaient échelonnées les trois divisions du 30e corps : la 72e à Bras, Vacherauville, Samogneux, Brabant-sur-Meuse ; la 51e à Vaux-sous-Damloup, Douau-



(Photo Meys.)

CHATTANCOURT ET LA COLLINE DU POIVRE

mont, Ornes ; la 14e à Mogeville, Dieppe, Fromezey.

En plus, cette partie de la défense disposait de troupes territoriales de la défense de Verdun ; mais l'ensemble était extrêmement dispersé dans le vaste espace qui comprenait les pentes des Hauts-de-Meuse et qui s'étendait jusqu'aux fonds de Woëvre.

Enfin le 2e corps (général Duchêne), ayant à surveiller cette plaine, faisait face à l'est.

Avec son quartier général, à Dieue, le général Duchêne disposait de la 132e division, qui couvrait le terrain autour de Fresnes-en-Woëvre, de la 3e division occupant le front des Éparges à Vaux-les-Palameix, et de la 4e division de Vaux aux Paroches et à Fresnes-au-Mont, Chattancourt en face Saint-Mihiel.

Le général Duchêne était encore secondé, dans ce secteur, par la 33e brigade (16e division) dont une autre brigade, la 31e était en réserve à Pierrefitte.

Comme réserve générale, le général Herr disposait, à la date du 20 février, de la 37e division, campée autour de Souilly.

Nous avons dit les autres forces déjà entrées dans les régions de Verdun et venant se mettre sous les ordres du général de Langle de Cary. Nous les retrouverons au fur et à mesure de leur arrivée sur le front.

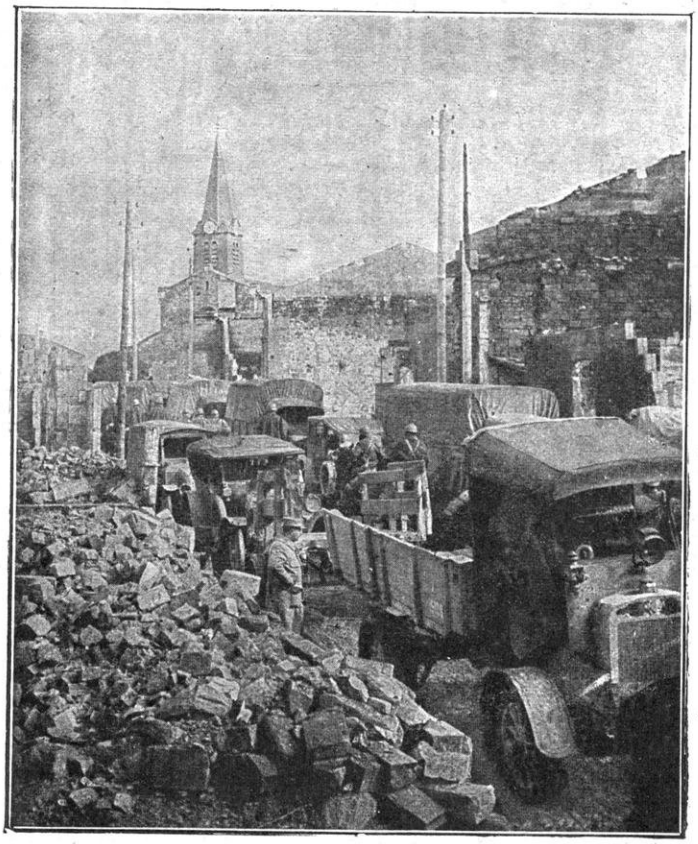
EMPLACEMENTS DES TROUPES ALLEMANDES LE 20 FÉVRIER

Du côté allemand, les effectifs nécessaires étaient d'ores et déjà à pied d'œuvre; on pensait qu'ils suffiraient pour « faire sortir de ses gonds le grand poste de la position de défense française » (Stegemann). Si l'armée entière était restée sous le commandement du Kronprinz, les troupes d'assaut avaient pour chef immédiat le général von Mudra. La force offensive

principale était constituée par le VIe et le Ve corps de réserve allemands; le VIe était sur la rive gauche, de la Meuse au bois de Malancourt, en face du groupe Bazelaire; le Ve était sur la rive droite, de la Meuse à Étain, en face du groupe Chrétien. Ensuite, s'échelonnaient dans le secteur d'Étain à Saint-Mihiel et faisant face au groupe Duchêne, la 5e division de landwehr, le Ve corps, la 33e division de réserve et la 6e division bavaroise.

Mais déjà, dès la fin de janvier, de puissantes secondes lignes avaient été formées par des corps de réserve destinés à soutenir le choc; et ils avaient été placés en grande partie dans les régions de la Meuse, derrière le Ve corps de réserve : car c'était là que devait s'enfoncer le fer de la lance ; on avait amené successivement la 113e D. I., le VIIe corps de réserve, les IIIe, XVe et XVIIIe corps actifs, le tout faisant 9 divisions. Ces troupes étaient cantonnées : sur la rive gauche de la Meuse, dans trois lignes de défense renforcées de deux places d'armes fortifiées et d'un centre de résistance ; sur la rive droite, dans toute une région organisée dont la partie la plus forte s'appuyait sur la forêt de Spincourt jusqu'à la région de l'Orne.

La façon dont ce front, opposé au secteur nord, avait été consolidé par la construction des « Stollen » lui donnait, au point de vue surprise, une valeur exceptionnelle : de ces abris, les troupes non repérées débouchaient en masse pour enfoncer le coin au cœur de la ligne française et en suivant la vallée de la Meuse sur la rive droite; et, pour ne pas altérer par la moindre révélation la puissance de cet élément surprise, le haut commandement allemand avait interdit la confection de tranchées d'approche ou de parallèles de départ. On se lancerait d'où l'on était, à fond, en harde de sangliers, fonçant droit devant soi. D'ailleurs l'artillerie aurait, d'avance, brisé toute résistance. « On entrerait dans les lignes françaises au pas de parade. » Les bois, nous l'avons dit, fourmillaient de pièces d'artillerie lourde. Stegemann dit qu'on comptait jusqu'à 2 000 canons (1).

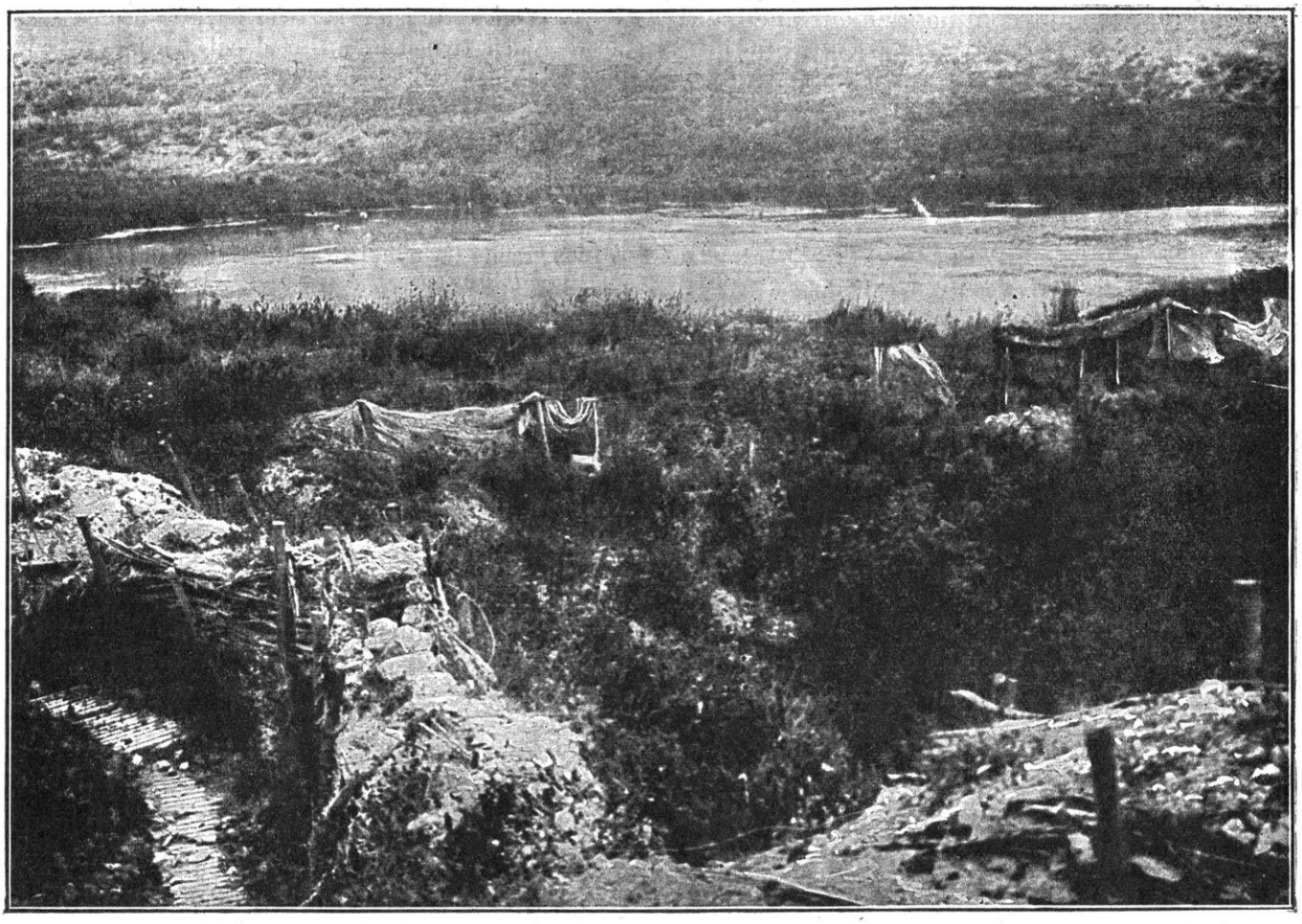


BRABANT-LE-ROI. — UNE PARTIE DU VILLAGE

(1) Voici, d'après les sources officielles allemandes, la liste des groupes et des divisions qui *donnèrent* dans l'affaire de Verdun, depuis le 20 février jusqu'en septembre, et qui constituèrent le « volant » qui, incessamment renouvelé, se trouva définitivement battu... Ce tableau permettra de se rendre compte de ce que fut exactement, du côté allemand, la « Bataille de Verdun ». Les forces qui donnèrent appartenaient à trois groupes : le groupe Mudra (jusqu'au 15 avril), le groupe d'attaque de l'Est (depuis le 16 avril), le groupe d'attaque de l'Ouest (qui, comme nous le verrons, participa aux combats à partir du 29 mars).

Corps et divisions avec la date de leur participation à la lutte :

Ier corps bavarois (9 mai-15 juillet).
IIe corps (jusqu'au 16 mars et à partir du 16 avril).
V[e] corps de réserve (jusqu'au 27 mai).
VIe corps de réserve (jusqu'au 15 mai).
VIIe corps (depuis le 5 juin).
VIIe corps de réserve.
Etat-major du Xe corps de réserve (29 février-3 septembre).
XVe corps.
XVIIIe corps (jusqu'au 28 avril).
Etat-major du XVIIIe corps de réserve.
XXIIe corps de réserve (25 mars-15 juin).



L'ÉTANG DE VAUX

Le haut commandement allemand était persuadé, qu'ayant un pareil instrument en mains, ayant préparé le coup de loin et dans le silence, ayant ménagé si adroitement l'élément « surprise », ayant massé une puissance si énorme d'artillerie et de munitions, ayant fait appel à des troupes victorieuses la veille en Russie et en Serbie, il avait pour lui toutes les chances ; ayant fait tout ce qu'il devait faire, il se fiait, une fois de plus, à cet esprit d'organisation dont l'Allemagne s'attribuait le monopole. Pour le moins, Verdun serait emporté ! Après, on verrait !

Etat-major du XXIVe corps de réserve (13 mai-9 août).
Corps alpin (depuis le 28 mai).
Division d'erzatz de la Garde (23 juillet-21 août).
1re division (13 avril-30 juillet).
2e division de landwehr.
4e division (25 avril-25 août).
6e division bavaroise.
7e division de réserve (à partir du 25 mai).
11e division bavaroise (29 février-16 mai).
14e division bavaroise (à partir du 13 août).
19e division de réserve (à partir du 24 mai).
21e division de réserve (15 juillet-5 septembre).
22e division de réserve (2 mars-14 juin).
25e division de réserve.
33e division.
33e division de réserve (à partir du 11 août).
34e division.
38e division (13 mai-9 août).
50e division (à partir du 5 avril).
54e division (à partir du 11 mai).
56e division (23 mai-13 juillet).
58e division (12 mars-6 avril).
103e division (19 juin-23 juillet).
113e division (28 février-12 avril).
121e division (4 mars-7 mai).
192e division (à partir du 12 juin).

LE « MORAL » DANS LES DEUX ARMÉES : LE COMMANDEMENT, LE SOLDAT

Nous avons dit la préparation matérielle de part et d'autre ; mais le matériel n'est pas tout. Quelles sont les conditions morales dans les deux camps, ces conditions morales qui décideront, en somme, de la victoire ?

A s'en rapporter même aux *Mémoires* de

Falkenhayn, le haut commandement allemand n'a pas, dans la grande offensive qu'il prépare, cette haute foi stratégique qui est le premier gage du succès. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les avis sont partagés sur l'opportunité et le caractère même de l'opération. Les chefs qui ont conquis, par leurs succès en Russie et en Serbie, le plus d'ascendant sur l'opinion allemande, Hindenburg, Ludendorf, Mackensen, ne cachent pas leur désapprobation. Falkenhayn, qui lui-même a hésité longtemps, ne considère guère cette offensive que comme une sorte de pis-aller, un coup de risque, mais *où l'on ne s'engage pas à fond.* Le Kronprinz a dit, dans sa proclamation, que l'Allemagne est *contrainte* de se lancer dans l'affaire, et nous savons, maintenant, que lui-même ne s'y donnait qu'à regret. En réalité, tous se laissaient conduire par cette idée qu'il fallait un *succès* pour permettre aux responsables de la guerre de la soutenir jusqu'à la fin. L'Empereur, selon sa manière ordinaire, faisait un bruyant étalage de cette « grande pensée » ; mais tout le monde savait à quoi s'en tenir sur son jugement et sur ses aptitudes militaires. Quant au soldat, du haut en bas de l'échelle, on peut dire, selon l'expression si juste de M. Madelin, « qu'il était partagé entre la crainte et l'espérance ». Espérance parce qu'on lui avait promis que la prise de Verdun serait la fin de la guerre, crainte parce qu'il avait le cœur serré à l'idée des sacrifices sanglants qu'allait coûter l'assaut de « la plus puissante forteresse française ».

Des témoignages très précis ont été relevés en grand nombre et ne laissent aucun doute sur cette singulière ambiguïté morale (1). Une lettre de soldat, datée justement du 21 février, dépeint avec une netteté frappante l'état moral de la troupe que l'on jetait dans la fournaise :

> Ma chère mère, je vous annonce que nous arrivons à un grand moment : nous avons reçu l'ordre de prendre d'assaut la cote 344 près de Verdun et Verdun lui-même. Je vous écris cette lettre le 21 février, à 14 heures. L'artillerie a déjà commencé à tirer depuis 8 heures avec les plus gros canons, des mortiers de 42, de 38 et de 30. *Il va y avoir une lutte comme le monde n'en a pas encore vu.* Nos chefs nous ont renseignés et nous ont dit que l'Allemagne et nos chères familles attendaient de nous de grandes choses. Espérons que notre entreprise va réussir et que Dieu sera avec nous... Nous sommes désignés pour la plus grande tâche qui va peut-être amener *la décision dans cette lutte effroyable.* Tous seraient bien heureux *si c'était la fin,* car tous voudraient bien rentrer chez eux ; mais un malheur est si vite arrivé, surtout quand on doit prendre une forteresse comme celle-ci, *la plus grande forteresse des Français.*

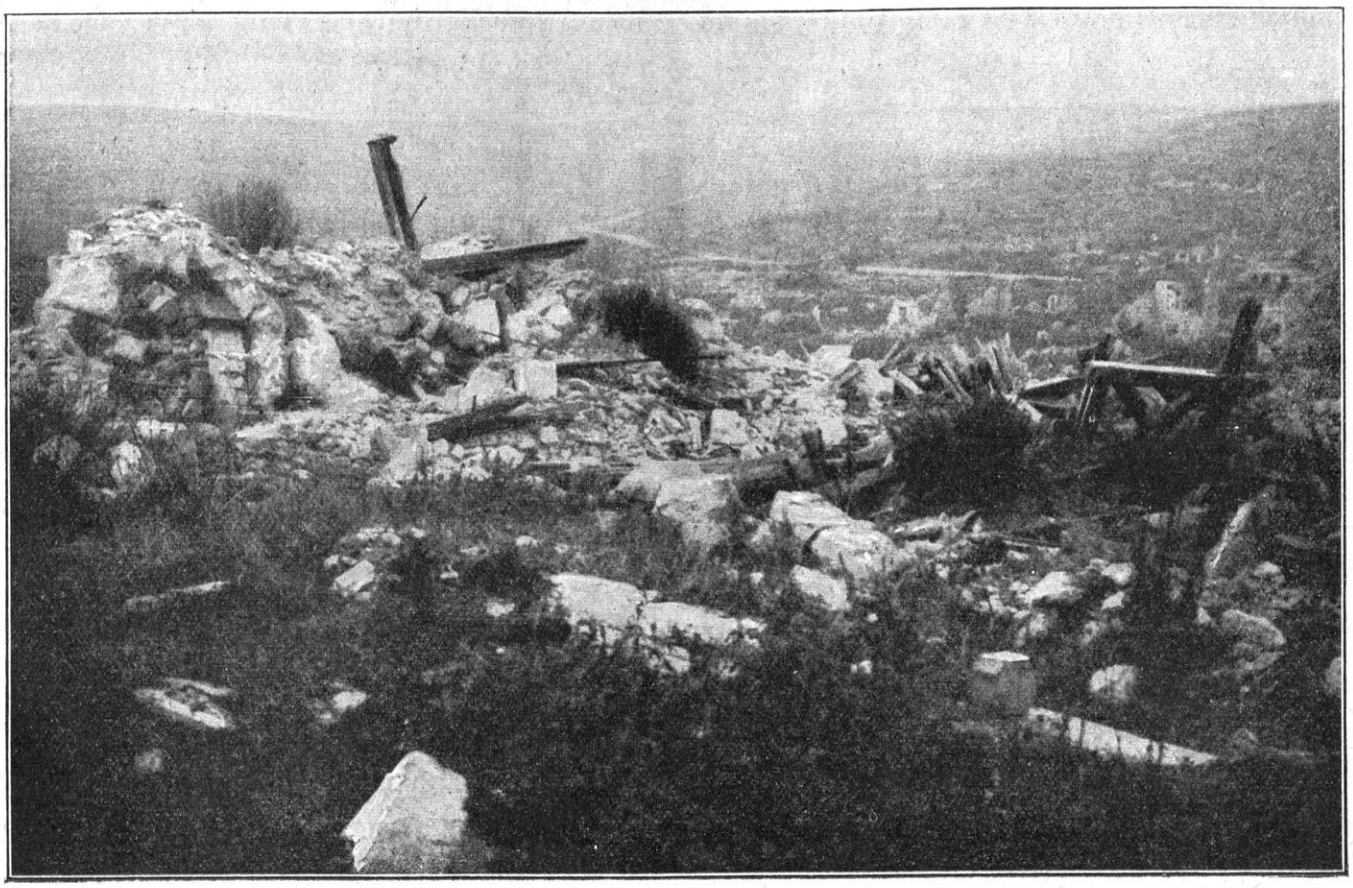
Tout est dit dans ces quelques lignes ; des milliers de lettres et de carnets confirment ce témoignage. Il s'agit de « la pierre angulaire de la France » ; donc, on fera encore cet effort ; mais que « d'amertume » ! (le mot *amer* revient à toutes les pages de ces correspondances). Avoir Verdun, c'est avoir la France. Mais aura-t-on Verdun ? Que de doute aussi : « Si nous avions dû avoir Verdun, c'est au début, avec notre *active,* qu'il aurait été possible de l'avoir. » Et puis, de l'intérieur, vient, en réponse, la plainte éternelle, l'écho de la souffrance, des privations, de la lassitude, du dégoût.

Dans le peuple, le sentiment se répand de plus en plus que cette guerre est inutile, perdue, désespérée ; l'abattement moral, fils de la souffrance physique, les désillusions qui, à chaque difficulté nouvelle, grandissent de tout l'illusionisme que les chefs se sont efforcés de créer et d'entretenir depuis le début de la guerre... N'en sera-t-il pas de même de cette nouvelle entreprise? « Cette guerre ne finira pas par les armes, lit-on dans une lettre de l'intérieur ; *que signifient la Serbie et le onténégro?* C'est accessoire. *C'est celui qui aura le plus longtemps à manger qui sera vainqueur, et ce n'est pas nous.* »

Disons brutalement les choses : il y a, dans l'armée qui entoure Verdun et en Allemagne, quelque chose qui, dès lors, handicape le succès, c'est la panique de l'estomac.

Ne pas conclure de là que le soldat allemand se battra mal. Non. D'abord, il obéit ; en outre, il est comme la bête irritée : peut-être ce coup de

(1) V. *L'Aveu. — La Bataille de Verdun et l'opinion allemande,* par le sous-lieutenant L. MADELIN. Plon 1916, in-8°.



CHATTANCOURT ET LE MORT-HOMME

chien le tirera-t-il de sa misère et de ses *amères* réflexions ? Combien s'écrient : « Plutôt la mort ! », et cela fait aussi le bon soldat. Le soldat allemand n'a pas une vive et immédiate compréhension des choses ; il n'a pas cette sensibilité nerveuse qui le ferait réagir soudainement, soit en mal, soit en bien. Sa passivité s'accommode de ce que la discipline lui impose, et sa lourdeur naturelle suit le chemin qui lui est tracé. Il a toujours confiance dans la grandeur allemande, dans l'organisation allemande, sinon dans l'Empereur, dans ses chefs, dans les voix officielles qui retentissent autour de lui. En gros, tout cela et le tout ensemble représente encore, pour lui, le *Vaterland*. Cela représente aussi, à ses yeux, sa propre volonté d'être vainqueur, de profiter de la victoire, de se tirer de cette vilaine affaire, les poches et le ventre pleins. Cet élan, cet entraînement le soulèvent encore à l'heure où on lui montre Verdun, cette ville de légende à laquelle son instruction de primaire attache une si haute idée. Et puis, il s'est persuadé que, cette fois, les précautions sont prises pour lui assurer un succès facile ; il a vu arriver ces troupes denses, ces artilleries formidables, les pièces qui ont eu raison de Liége, de Namur, de Maubeuge ; ces millions d'obus vont lui ouvrir la voie ; il entrera à Verdun « au pas de parade ». « L'Empereur passera la revue sur la place, et ce sera fini. » Il n'y a donc qu'à y aller une fois de plus. Le soldat allemand, même le ventre vide et l'âme molle, fera son métier de bon soldat et de bon Allemand : il se battra bien.

Dans le camp français, on a le sentiment que c'est encore une fois à recommencer. Après la Marne, après l'Yser, après les grands succès russes, on avait cru à une fin rapide de la guerre. On avait compté sur une grande manœuvre rondement menée et aboutissant à la destruc-

tion de l'ennemi. Et l'on était tombé sur la ligne des tranchées ! Les deux tentatives d'Artois et de Champagne montées admirablement, annoncées, escomptées comme devant amener la fameuse « percée », avaient prouvé, tout au contraire, que nous n'étions pas en force pour obtenir un tel résultat, que nos moyens matériels manquaient et que le personnel, ces admirables et irremplaçables régiments vainqueurs, fondaient comme cire au feu dans ces tentatives héroïques. On répétait le mot de von Kluck : « Nous ne prendrons pas Paris, mais vous ne prendrez pas Vouziers. » On commençait donc à se demander si ce n'était pas cet Allemand qui avait raison ; en tout cas, on admettait que la France ne gagnerait pas la guerre toute seule : et, se tournant vers les alliés, Russes, Italiens, Anglais, on acceptait, avec une faveur indicible, l'idée de l'entrée en ligne d'un nouveau combattant, la Roumanie, le Japon, et vaguement, très vaguement, l'espoir d'avoir un jour les États-Unis.

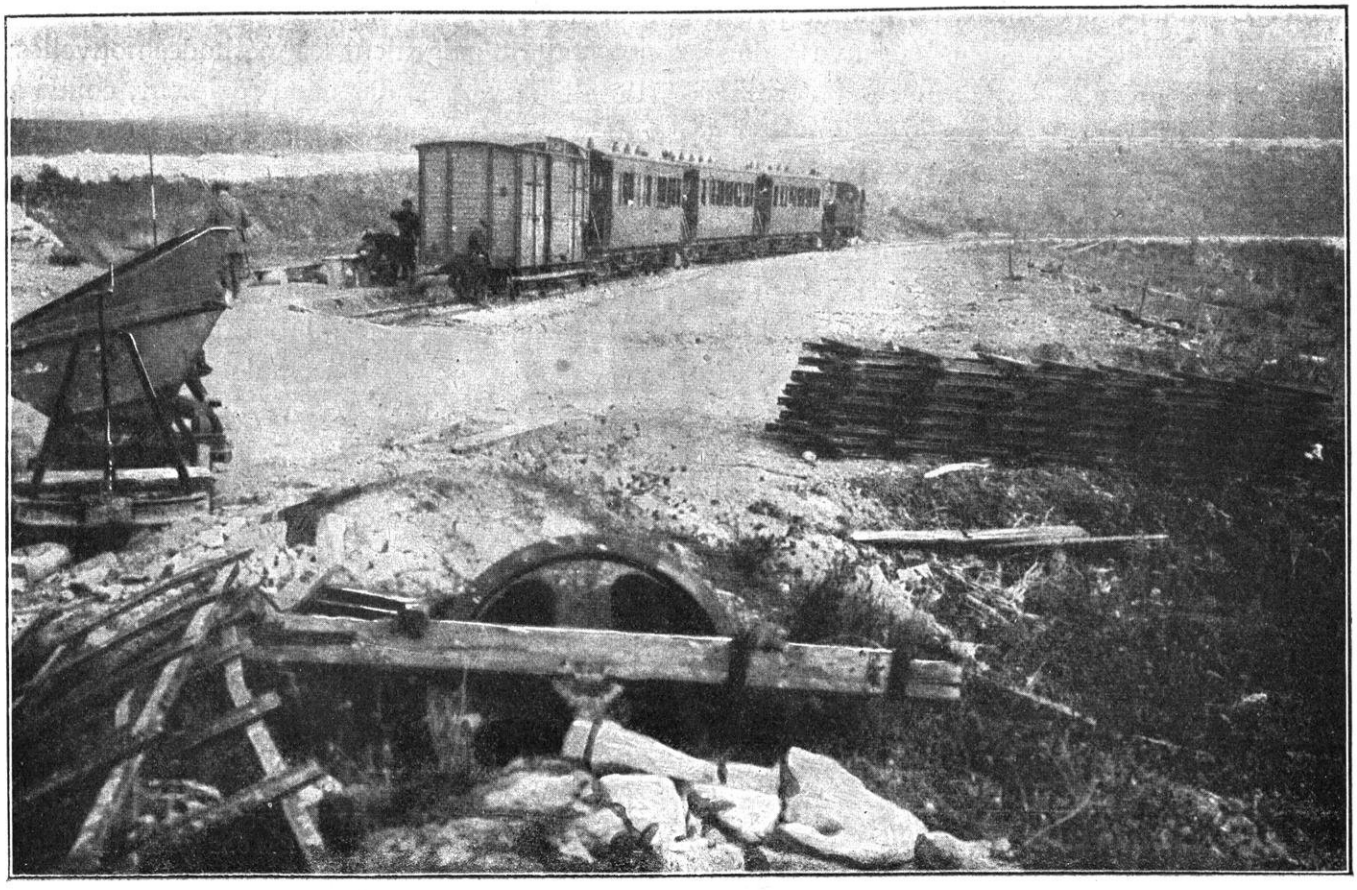
Avec l'aide de nos alliés du moment, le haut commandement montait, sur la Somme, la grande machine qui devait, par un effort solidaire, avoir raison de la puissance allemande. Mais il y fallait le temps, les moyens matériels ; il y fallait la fidélité et l'exacte observation des engagements par tous à la fois. Était-on sûr de l'un et de l'autre ? Et voilà que, tout à coup, l'ennemi prend l'initiative. Il nous prévient ; il entend couper d'avance le lent travail de préparation au bout duquel il y aurait son encerclement. Il se jette sur nous et se décide à rompre la ligne avant qu'elle soit bouclée. Il marche sur Verdun.

De cette initiative brusquée, les hommes de haut sang-froid qui sont au Quartier général français ne sont pas ébranlés. Longtemps, ils se sont refusés à croire que l'ennemi prendrait une telle résolution. Stratégiquement, Verdun ne conduit à rien, c'est un couloir, ou plutôt une impasse. Il est vrai, sa chute pourrait amener une grave dépression dans le moral du pays. Il faut donc que Verdun « tienne » ; il faut que Verdun use l'ennemi, et telle sera si on le veut bien, l'issue de l'aventure.

Pourquoi cette confiance ? Parce que le haut commandement a tout pesé, les forces de l'ennemi et ses propres forces ; parce qu'il sait pertinemment que l'adversaire ne peut disposer sur le front occidental que de 18 divisions, tout compris, et qu'on lui en opposera autant qu'il sera nécessaire pour l'arrêter. On sait aussi que l'ennemi manœuvrera mal, parce qu'il est gêné et qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour donner à son offensive l'ampleur indispensable. Et, voyant les choses ainsi, avec ce calme extraordinaire — et même un peu irritant, pour ceux qui ne savent pas et pour ceux qui ne *voient* pas, — le haut commandement français n'a qu'une idée : ménager ses forces à Verdun pour se réserver à lui-même les moyens d'administrer à l'ennemi la leçon qu'il mérite en prenant lui-même l'offensive quand l'heure sera sonnée.

L'œil tourné vers Verdun, il pense sans cesse à la Somme ; nous sommes fin février et il faut gagner fin juin, voilà le problème. Ceci donné, il s'établit, dans le cœur du grand chef, une sorte de stoïcisme résolu qui consistera à « encaisser » une fois de plus, pour accumuler la force qui se détendra un jour. Elle se détendra comme un ressort ; et alors, l'adversaire, bien engagé et déjà à moitié épuisé, paiera sa vaine et coûteuse imprudence, d'une défaite en règle ; ce sera, cela, de la stratégie !

Avec cette arrière-pensée qui, désormais, dicte toute sa conduite, le haut commandement organise le roulement de ses troupes sur Verdun, de façon que ce front soit toujours alimenté, de façon aussi que les troupes ne soient jamais épuisées. Il invente une sorte de relève à jet continu qui fera passer toutes les divisions et venant de toutes les parties du front, à Verdun, comme pour les entraîner par cette tâche si dure à l'autre tâche non moins dure, mais de plus haute conséquence, qui les attend. Nous suivrons, jour par jour, le fonctionnement de ce prodigieux mécanisme que fut la défense de Verdun, cette



FLEURY. — EMPLACEMENT DE LA GARE ET DU HAUT VILLAGE

espèce de « chaîne sans fin », de *noria* comme on l'a appelée, poussant alternativement dans chaque armée les divisions qui soutiendront la bataille de Verdun, mais les rendant aux armées aussitôt cette mission temporaire terminée. Verdun fut véritablement, dans tous les sens du mot, le « lieu d'épreuve ». Or, ce fut consciemment que le haut commandement français monta ce mécanisme extraordinaire et à double effet. Avec une imperturbable confiance intellectuelle, il s'adonna sans hésiter à cette tâche ingrate, dont il assumait à lui seul la responsabilité et le secret.

Le commandement local, dont les responsabilités n'avaient pas une telle ampleur, s'étonnait. Répondre de Verdun devant le pays, ce n'est pas une charge ordinaire. Or, les insuffisances, les lacunes de la défense, sautaient aux yeux. L'immense promontoire était entouré de toutes parts, et combien de choses manquaient! Dans l'émotion — si légitime — on ne voyait que les lacunes. On savait que l'ennemi accumulait des forces énormes ; l'imagination les multipliait encore. Et quand on réclamait de nouvelles ressources, on recevait tout « au compte-gouttes » ; les instructions avaient toujours quelque chose de contraint, de réservé : on ne comprenait pas ; de là, une sorte de gêne réciproque, de confiance marchandée dont l'opinion très attentive recevait le contre-coup.

Si, encore, on n'avait eu qu'une partie à jouer face à l'ennemi ! Mais se battre avec la rivière à dos quand, plus que probablement, l'ennemi attaquerait en même temps, au nord, sur les deux rives, et cela encore avec une artillerie peu nombreuse, difficile à déplacer, exposée à être cueillie soit par le flanc, soit par les derrières, sans qu'on eût même le temps de la déménager... en vérité, la région fortifiée, avec son front trop vaste et la rive gauche tournée, était, dans de telles conditions, quasiment indéfen-

dable. De tous ces coefficients, naquit peu à peu et après les plus dures épreuves, dans le commandement local, comme une sorte de vague conception ou même de résignation à abandonner, s'il le fallait, la rive droite et à transporter la défense sur la rive gauche en s'appuyant sur la ligne puissante et éprouvée de l'Argonne. Assurément, on ferait tout ce que l'on pourrait pour ne pas en venir là, mais il fallait bien que le haut commandement se rendît compte des insuffisances de la préparation dont il était responsable et qu'il acceptât les suites de la position impossible où se trouvaient, malgré leurs avis réitérés, les défenseurs de la région fortifiée. Des réserves étaient promises ; mais si elles arrivaient trop tard !..,

VERDUN. — UNE RUE DE LA VILLE BOMBARDÉE

Quant au soldat, il était monté, dans son for intérieur et sans qu'il y parût autrement, à un degré de résolution et d'héroïsme qui devait pallier toutes les fautes, combler toutes les lacunes et donner le temps de pourvoir à toutes les insuffisances. En un mot, il était *au point.* Jamais il ne fut plus haut ; moment unique dans cette admirable histoire militaire de la France. Le soldat avait fait la retraite de Charleroi, il avait réussi le « rétablissement » de la Marne, il avait mené les batailles du Nord, les offensives d'Artois et de Champagne : il savait la guerre et il savait, hélas ! ce que c'était que la guerre. On avait retiré à peu près toutes les divisions du front pour les préparer techniquement dans les camps d'instruction. Maintenant, l'homme savait non seulement la guerre, mais le métier, ce métier nouveau qu'exigeaient les méthodes nouvelles; il était à sa place dans son régiment, coude à coude avec les camarades, et dans la main de ses officiers ; étant ainsi retourné à sa nature de Français, il s'était réintégré dans son tempérament *guerrier,* c'est-à-dire : bravoure, endurance, savoir-faire, blague gouailleuse ; en gros, résolution inébranlable dans une fierté mâle. Le soldat de Verdun fut unique, parce qu'il avait pris le parti de ne plus penser à la mort.

On a relevé ces vers inscrits dans une cagna :

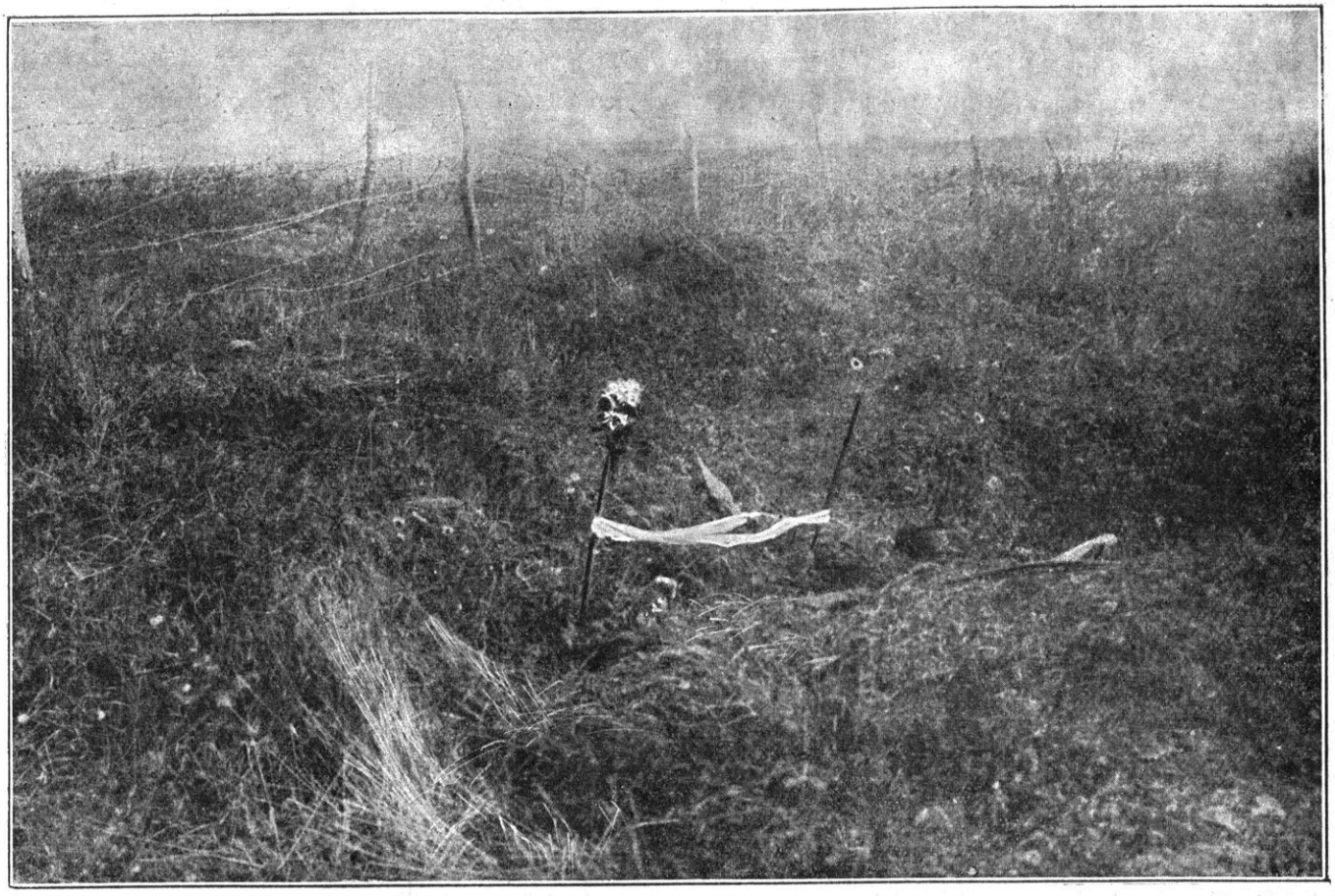
ORDRE

Défense en ce saint lieu
De parler gaz, de boches ;
Les obus, c'est du vieux.
Le sujet est trop moche.

Ici, il faut chanter,
Parler femmes et pinard ;
Car parler du danger
C'est bon pour les frous-
[sards.

Il est très difficile de définir un tel état d'esprit : cette résolution, cette volonté de *tenir* plus encore que d'*en finir,* qui s'est traduit par le mot fameux : « Ils ne passeront pas ! » Et, il faut se garder, surtout, de tomber dans la déclamation et dans le théâtral ; rien de moins conforme à cette tenue du cœur où il y a plutôt une sorte de fanfaronnade de modestie.

Le Français se battra bien, il se battra avec acharnement ; il se débrouillera, *il tiendra ;* tout lui deviendra appui, ressource, arme, espoir. Boueux, il s'enfoncera dans la boue et ne la lâchera pas. La moindre parcelle de terrain à conquérir sur un tel soldat, deviendra, pour l'ennemi, une très dure affaire ; partout, contrairement à son espoir, à la pro-



(Photo Meys.)

VERDUN. — LA TRANCHÉE DES BAIONNETTES

messe de ses chefs, l'ennemi trouvera le canon, la mitrailleuse, la grenade, le fusil, — le soldat. On n'entrera pas à Verdun « comme cela ». On ne défilera pas sur la terre boule-versée « au pas de parade ». Ah ! non !

Et ce fut là la grande différence entre le moral du soldat allemand et le moral du soldat français. L'un se battait bien mais pour en finir ; avec un élan formidable, oui, mais pour un coup de chien, pour la victoire prompte et pantelante, si désirée qu'elle s'en affalerait sur elle-même. L'autre se battait les yeux fermés, pour se battre, pour endurer, pour souffrir, pour « ne pas laisser passer », et selon son devoir de soldat, rempli à fond et sans murmurer. La victoire, c'était l'affaire des chefs ; on la leur donnerait, et ils en feraient le meilleur usage ; quant au soldat, il aurait la peine et l'ahan. Il acceptait tout cela !

J'ai vu à Verdun les deux troupes ; j'ai comparé sous ce ciel tragique, sur cette terre anéantie, les deux soldats : en vérité, la valeur physique, le poids, ce qui fait qu'on dit d'un homme qu'il est *costaud*, tout cela était, sans nul doute possible, du côté français. Oui, *il pesait plus lourd dans la bataille* que le soldat allemand, de même que Joffre pesait plus lourd que Falkenhayn. Rien qu'à cette comparaison, on eût pu deviner de quel côté pencherait la victoire.

L'OFFENSIVE DU 21 FÉVRIER Le 21 février à 5 heures du matin, un obus isolé déchire l'air au-dessus de Verdun et tombe près du chevet de la cathédrale. L'obus venait du canon à longue portée de 38 centimètres établi à Billy-sous-Mangiennes, 35 kilomètres. Ce premier coup est comme un signal, un appel. Le duel s'engage.

A 7 heures 15, le bombardement commença. Le temps s'était mis au beau. Temps sec et froid. Vent du nord apportant à Verdun le ton-

nerre infernal, le *Trommelfeuer* des centaines et des centaines de canons tirant à la fois sur toute la région fortifiée. Le secteur nord et les deux premières positions françaises sont visées en particulier par cette chose formidable et dépassant de beaucoup tout ce que l'on avait pu prévoir, tout ce que l'imagination pouvait rêver. C'était bien le *bombardement-surprise* sur lequel Falkenhayn avait compté pour briser toute résistance.

Le 30e corps (général Chrétien) subit la rafale sans précédent. Les avions, envolés, font savoir que les batteries sont si denses qu'on ne peut arriver à les repérer (1). La flamme des canons irradie sur la forêt de Spincourt comme un feu d'artifice. Le roulement continu écrase les abris, comble les retranchements, achève la ruine des villages ruinés, arrache les bois; seule la ligne continue de la tranchée peut, en raison de sa minceur, se défiler, en quelque sorte, parmi les coups et protéger, jusqu'à un certain point, ses défenseurs. Les liaisons sont impossibles ; les communications téléphoniques sont coupées.

Aux premières heures, seule notre artillerie lourde a répondu ; l'artillerie de campagne, celle qui est à proximité du front, a reçu l'ordre de ménager ses moyens pour le moment où l'ennemi paraîtra sur le point de sortir de ses tranchées et de lancer son infanterie. Ce sera, alors, le moment de tirer, pour, selon les instructions du G. Q. G., *tuer l'attaque dans l'œuf*. Mais une autre surprise se produit : l'ennemi, n'ayant pas creusé de tranchées de départ, prolonge le bombardement pour niveler le terrain et anéantir l'adversaire avant de déboucher, et il débouchera de là où il est, sans tranchées d'approche. Le bombardement dure depuis six heures ; il est 13 heures. C'est alors que notre artillerie de campagne prend les tranchées allemandes sous son feu.

A 16 heures, le tir français est à son maximum, et c'est à 16 h. 45 que les régiments d'attaque s'élancent d'une distance de 400, 600, 800 mètres, sortent de la tranchée et commencent à apparaître, d'abord en petits pelotons, puis en lignes plus denses pour « occuper le terrain ».

Cependant le bombardement a sévi simultanément, mais avec une intensité moindre, sur tout le front de la région fortifiée : plus particulièrement, le secteur de seconde ligne, Charny-Chattancourt-Vacherauville, a reçu des obus lourds, indication qui mérite d'être relevée.

La région Est, de Fromezey à Saint-Mihiel, ne reçoit que quelques coups, diversion que le général Duchêne contrebat facilement.

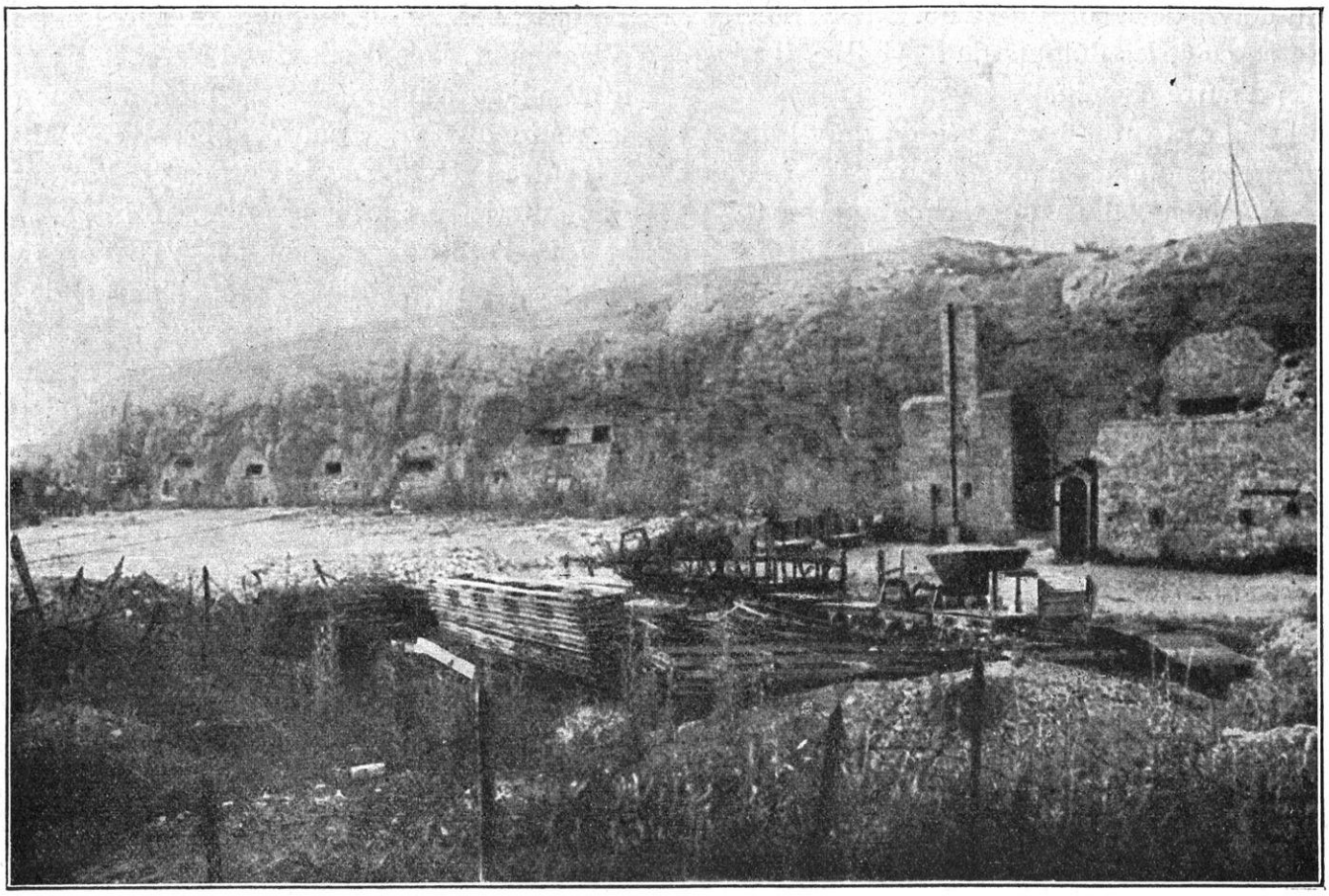
La ville de Verdun, centre du ravitaillement et des réserves, est englobée dans la préparation d'artillerie, et les obus qu'elle reçoit gênent considérablement les communications avec l'arrière. Dans l'ensemble, cependant, c'est la coupole du feu s'abattant sur le secteur nord qui indique nettement le lieu de l'effort principal.

A partir du moment où commence l'attaque de l'infanterie, il est possible d'avoir une première idée sur les intentions de l'ennemi. Car voilà ce qui importe, par-dessus tout : « Que veut-il ? Où va-t-il ? Que se propose-t-il ? »

A l'aide de la documentation allemande, on peut reconstituer, maintenant, la manœuvre d'attaque et déterminer ses premiers objectifs; les connaissant, il nous sera possible aussi de montrer comment cette manœuvre a dû, par l'effet de la résistance française, s'élargir, dévier, se disperser, et finalement manquer son but. Il y a là un jeu tactique, mal expliqué jusqu'ici et du plus puissant intérêt.

La Meuse, en quittant Verdun pour se porter vers le nord, forme une double boucle, un S, entre Charny et Brabant-sur-Meuse. La partie rentrante de la boucle, face à l'est, a pour centre Champneuville-côte de Talou et, à l'inverse, la boucle qui s'ouvre vers l'ouest a pour centre le bois de Cumières couronné par le Mort-Homme. Une armée venant du nord se propose-t-elle de gagner Verdun? Évidemment la première pensée doit être d'éviter la double boucle qui lui fait faire un long

(1) Il y en avait, en effet, 177 sur un front de 15 kilomètres, soit plus d'une batterie par 100 mètres.



LE FORT DE VAUX

détour sinueux et dangereux : comme on dit, elle doit chercher à « couper au court ». Si elle vient exclusivement du nord-est, ses objectifs seront Champneuville, Vacherauville, *Bras et Charny* ; si elle venait par l'ouest, ses objectifs seraient Cumières, Chattancourt, *Charny-Bras*.

Charny-Bras, c'est donc la clef de Verdun.

Il convient d'observer tout de suite que, si une telle offensive se développe *seulement à l'est*, c'est-à-dire par la rive droite, elle sera prise de flanc par les positions qui, à l'ouest, dominent la boucle et qu'elle tombera sous les feux du Mort-Homme, côte de Marre, etc. ; de même que si elle se développait seulement par l'ouest, elle tomberait sous les coups de Champneuville, côte de Talou, Vacherauville. Le succès ne pourrait être pleinement assuré que si l'assaillant était en forces pour attaquer par les deux rives simultanément. En tout cas, la rive Ouest domine la rive Est. Charny-Bras est sous le feu de Chattancourt-côte de Marre.

Or, le commandement allemand a décidé d'attaquer uniquement par la rive droite : il n'a pas les effectifs suffisants pour tenter simultanément la double opération. Nous allons voir les conséquences de cette erreur initiale se développer logiquement sur le terrain.

Von Mudra a donc pour tâche de franchir la boucle qui a sa face tournée vers l'Est, la boucle de Beaumont, Samogneux, Louvemont, Champneuville, et finalement Vacherauville, Bras-Charny. Pour « couper au court » au travers de cette boucle, la voie est toute tracée, c'est la belle route qui, partant de Chaumont et de Ville-devant-Chaumont, se glisse entre les hauteurs mamelonnées qui déterminent la boucle, passe entre le bois des Caures et l'Herbebois, longe Beaumont, s'approche de Louvemont et gagne Vacherauville en s'engageant dans l'étroit défilé qui sépare la côte

du Poivre de la côte du Talou. En vue d'éviter, de ce côté, les détours de la rivière, il n'y a pas d'autre chemin.

Mais cette route présente de graves inconvénients, notamment celui d'être prise, à droite et à gauche, dans un terrain tourmenté et boisé qui fournit des points d'appui formidables au défenseur : à l'ouest, le cours de la Meuse est hérissé de positions très fortes, Brabant-sur-Meuse, Samogneux, Champneuville couverts par les bois d'Haumont et la cote 344, avec, en arrière, les hauteurs de la rive gauche, depuis Forges jusqu'au Mort-Homme ; et, à gauche de l'assaillant, c'est-à-dire à l'est, ce sont les positions non moins redoutables de l'Herbebois, bois des Fosses, etc., et, dominant le tout, le fort de Douaumont.

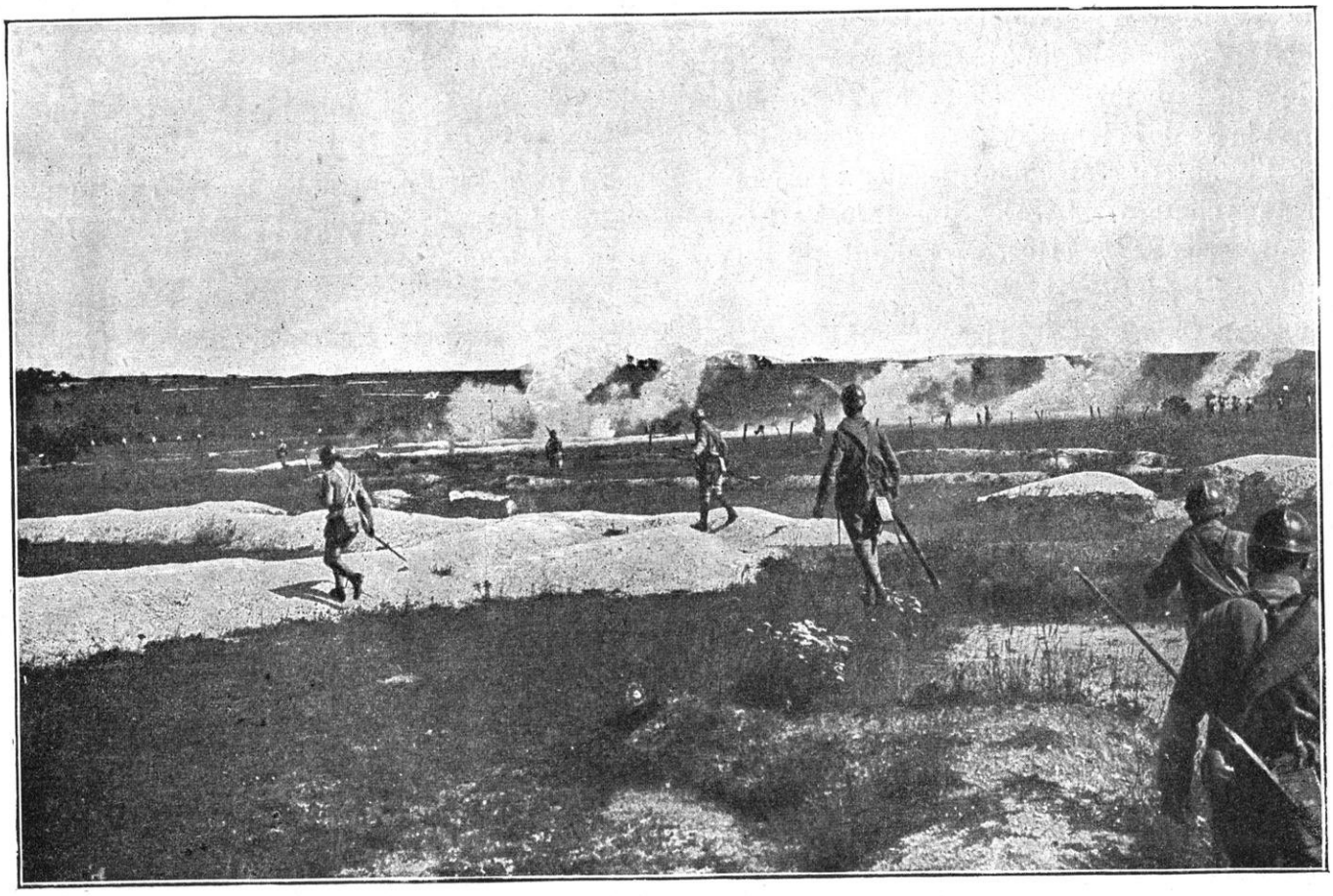
Malgré ces obstacles, c'est cette route, la route de Chaumont à Louvemont-Vacherauville, qu'a choisie le grand État-Major allemand. Un déserteur a dit : « Nous marcherons sur la cote 344. » Et c'est là, en effet, le véritable objectif. Falkenhayn s'est persuadé, sans doute, que, la surprise aidant, la formidable poussée pénétrerait d'un coup jusqu'au bout de cette route, tout au moins jusqu'à Vacherauville (environ 12 kilomètres) et que par cette pointe, non seulement elle mettrait le pied dans la ceinture immédiate de Verdun, mais qu'elle déracinerait toute la défense de la Meuse et déborderait, à la fois, les positions de la rive gauche à l'ouest et la ligne des forts à l'est. Le coup étant frappé au cœur, tout le reste tomberait.

Voyons maintenant la manœuvre elle-même. Le secteur d'attaque principal s'étendait en terrain occupé par l'armée allemande, de Consenvoye à Azannes. Six divisions y étaient déployées en première ligne ; trois divisions en arrière, prêtes à entrer immédiatement dans le combat. L'artillerie, et surtout l'artillerie lourde, était massée sur l'ensemble du secteur et notamment dans la forêt de Spincourt. Nous avons dit la puissance inouïe de la préparation d'artillerie. Pour la rendre plus efficace, à partir de 14 heures, les lance-mines allemands projettent leurs gaz délétères sur les bois d'Haumont, bois desCaures, l'Herbebois : une atmosphère asphyxiante est créée autour de la route que va prendre l'offensive. Malgré la contre-batterie sévère de nos 75, l'attaque d'infanterie sort à l'heure dite, 16 h. 45.

Voici l'ordre de marche : le VIIe corps de réserve (von Zwehl) progresse *à l'ouest* de la route de Chaumont-Vacherauville ; il a pour mission de la protéger contre toute attaque venant de la Meuse et, pour cela, il sejette sur Haumont avec, pour objectif, Samogneux, Champneuville. Le IIIe corps (von Lochow) se déploie *à l'est* de la même route ; il a pour direction Beaumont-Louvemont et flanque l'offensive contre Ornes et Bezonvaux. De ce côté, l'attaque est soutenue encore par le Ve corps de réserve qui, l'arme au pied, attend entre Azannes et Étain. Au centre, le XVIIIe corps (von Schenck) est massé et, dès que l'offensive du VIIe corps de réserve à l'ouest et du IIIe corps à l'est auront déblayé la route, il s'avancera par la route elle-même pour assener le coup final.

Car *il faut franchir la boucle du premier élan ;* sinon, la surprise est manquée et la contre-partie qui menace, de partout, sur les hauteurs et qui notamment surplombe de l'ouest, ne se fera pas attendre. Il y a, pour l'offensive allemande, un mauvais « quart d'heure » à passer : elle doit emporter sans coup férir le défilé resserré entre le bois des Caures et l'Herbebois, et ces mauvais petits boqueteaux de Bois le Comte et Bois de Ville. Pourvu qu'on ne se laisse pas accrocher là !... L'infanterie allemande est lancée sur les objectifs : chefs et soldats y vont sans hésitation et à fond. La troupe est bien nourrie, bien reposée, ardente, excitée même ; beaucoup de soldats sont ivres. « Les troupes se battent comme au premier jour de la guerre » (Steegemann).

Le poids de la bataille tombe donc sur le 30e corps (général Chrétien) et, en particulier, sur la 72e division (général Bapst) ; c'est lui qui tient, par sa gauche, le secteur encadrant la route Chaumont-Vacherauville. A sa



PROGRESSION D'INFANTERIE DANS LA RÉGION DE VERDUN

droite, c'est la 51e division (général Boullangé) et, à droite encore, la 14e division (général Crépey) qui couvre le secteur d'Ornes à Fromezey. Cela fait,en première ligne, un total de 34 bataillons plus 14 en réserve. Sur la route et dans les environs immédiats, la 72e division disposait de 12 bataillons dont 4 en réserve. Le lieutenant-colonel Driant, de la brigade Vaulet, est en avancée et un peu de flanc, au bois des Caures.

A l'ouest, le bois d'Haumont est tenu par le 165e d'infanterie. Au bois de Ville quelques escouades sont en détachement, mais elles seront bientôt écrasées par la préparation d'artillerie. Les premiers fantassins allemands commencent à s'infiltrer. Ils apparaissent, vêtus de leur uniforme gris vert, le manteau en écharpe, un brassard blanc à la manche (en vue, a-t-on dit, de servir d'indication aux avions et à l'artillerie) ; le temps a changé ; une légère neige commence à voltiger ; la terre est visqueuse et s'attache au pied. De partout, l'attaque grouille et s'intensifie. La canonnade a allongé son tir. Maintenant, c'est le corps à corps.

Et voilà que, dans les bois ravagés par le tir des artilleries, l'offensive allemande trouve ce à quoi elle ne s'attendait pas, des défenseurs ; dès la première minute, un accroc liminaire entame la trame serrée de l'offensive : celle-ci aura non pas à s'avancer seulement « l'arme à la bretelle », mais à se battre pied à pied ; la préparation d'artillerie n'a pas tout détruit. Driant, avec ses chasseurs (56e et 59e), tient parmi les troncs décharnés dans le bois des Caures. Attaqué par la 21e division (du XVIIIe corps), coupé de Beaumont, traqué dans le bois, il lutte derrière chaque souche ; il recule lentement vers la partie sud du bois et contre-attaque dès qu'il trouve un joint. En somme, il n'a pas perdu le bois quand la nuit tombe ; de même le 165e a dis-

puté le bois d'Haumont et il en tient encore désespérément la limite sud après une lutte de quatre heures. De même à l'Herbebois.

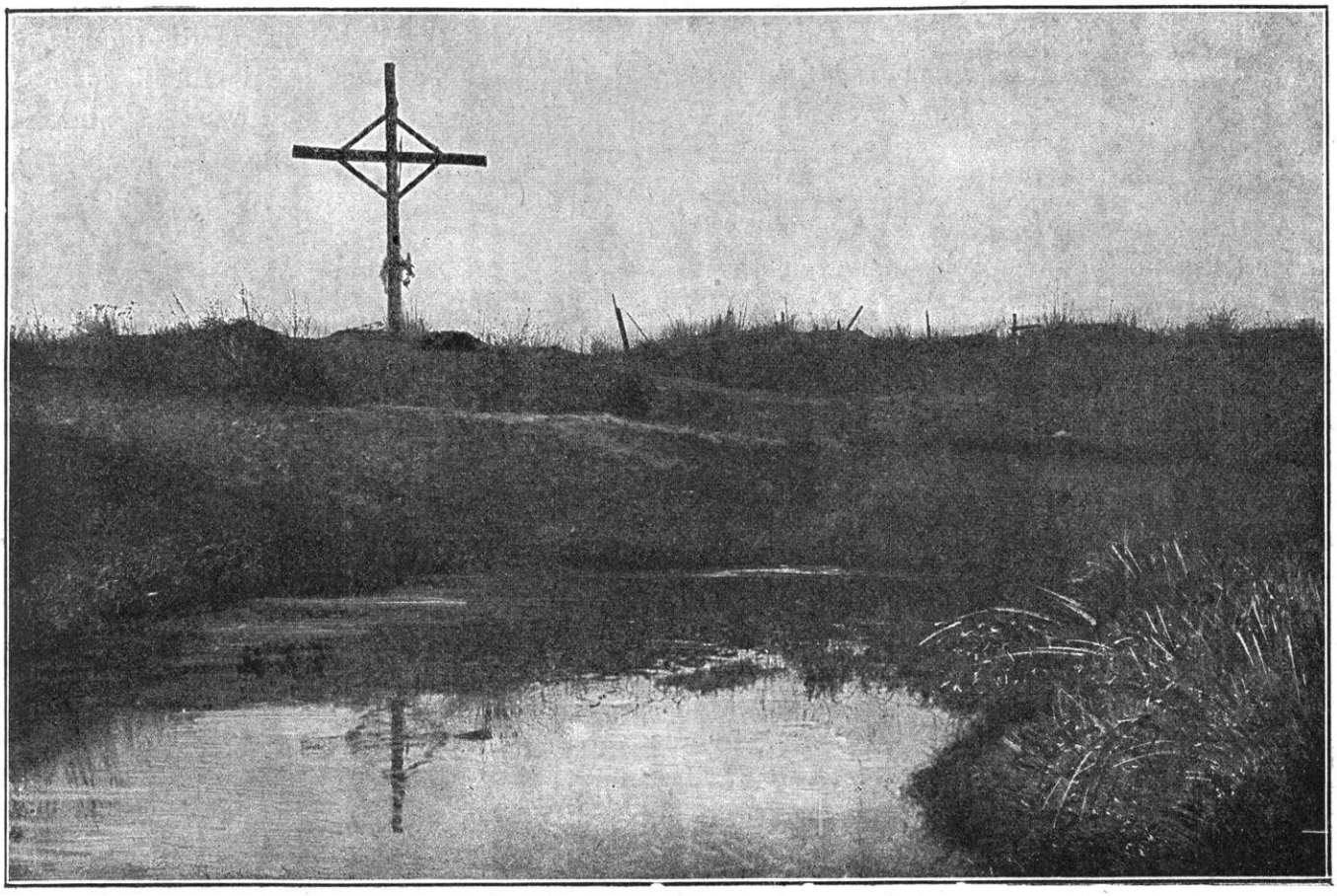
A la fin de la journée, quand les derniers feux de l'infanterie s'éteignent, les deux corps allemands chargés de faire la trouée, le VIIe corps de réserve et le IIIe corps, n'ont pu qu'entamer l'épiderme de notre première position ; ils se débattent encore dans le bois d'Haumont, dans le bois des Caures, dans l'Herbebois ; ils n'ont guère enlevé que la lisière nord du bois de Ville qui, il est vrai, est le seuil ; mais à un tel prix que le général von Mudra se décide à faire donner tout de suite le Ve corps de réserve (von Gündell) qu'il gardait pour le coup de massue final, et même fait entrer en ligne le XVIIIe corps « pour une poussée sur le bois des Caures afin de briser la dernière résistance de Driant » (Steegemann). En un mot, on n'a pas passé au centre, et ni à droite, ni à gauche on n'a pu se débarrasser des positions de flanc sans la chute desquelles toute progression est impossible.

DOUAUMONT ; UNE TRANCHÉE FRANÇAISE

A l'ouest surtout, la résistance française est inquiétante. Brabant-sur-Meuse, Samogneux, Louvemont sont occupés en force et leurs garnisons peuvent tomber sur les derrières d'une offensive trop téméraire. Le corps Bazelaire, qui occupe la rive gauche, n'est pas lui-même resté inactif. Son artillerie lourde a pris à partie tout ce qui tente de déboucher par le cours de la Meuse depuis Consenvoye, Forges et bois de Forges. Déjà les troupes d'attaque ont perdu beaucoup de monde. Il faut reconstituer certaines unités : cette première journée est tout autre chose qu'une « marche au pas de parade ».

Maintenant, à Verdun, on sait à quoi s'en tenir. L'ennemi attaque en grande puissance : outre la monstrueuse supériorité de l'artillerie, on a identifié le VIIe corps de réserve entre Meuse et bois d'Haumont, le XVIIIe corps au bois d'Haumont et au bois des Caures, le IIIe corps entre le bois des Caures et Ornes ; en Woëvre, le XVe corps (von Deimling) s'étendant jusqu'à Étain, mais qui, malgré la préparation d'artillerie, n'a pas attaqué. Le Ve corps de réserve, qui tenait, avant le 20 février, le front entre Meuse et Woëvre, est intervenu par son artillerie ; mais aucun de ses régiments d'infanterie ne s'est davantage engagé.

Les comptes rendus français font ressortir que la progression ennemie n'est nullement décisive et que si la bataille est extrêmement dure, on peut compter sur l'excellente tenue des troupes. Le 21 au soir, ordre est donné par le général Joffre de transporter le 1er corps sur Révigny-Bar-le-Duc. Sur la demande du général de Langle, le général Herr est autorisé à disposer du 20e corps qui



UN TROU D'OBUS REMPLI D'EAU, PRÈS DE DOUAUMONT

débarque. Le 13e corps est alerté pour partir dès le 23 et être amené derrière le 1er corps. Le général Joffre a, désormais, la certitude que le grand effort de l'ennemi se porte sur Verdun et sur le secteur du Nord. Il fait rédiger la note 15 063, datée du 22 février :

L'ennemi commence à exercer un violent effort sur le front du groupe des armées du Centre. Il est possible que cet effort ne soit pas isolé et que des attaques plus ou moins puissantes se produisent sur d'autres parties du front. Si l'ennemi, cherchant une décision, consacre à son offensive des effectifs importants, le général en chef réunira pour les battre toutes les forces qui sont actuellement disponibles en arrière des groupes d'armées et des armées et, en outre, toutes celles qui peuvent être prélevées sur le front. Ces prélèvements en grandes unités (artillerie lourde, aviation, etc.) *atteindront l'extrême limite des possibilités à cet égard en exigeant des troupes le maximum d'efforts.*

En même temps, Haig et Foch sont prévenus : on leur écrit le 22 :

Bataille violente est engagée à Verdun. Cinq corps d'armée sont identifiés ; la présence d'autres corps est signalée. L'effort de l'ennemi apparaît, dès maintenant, comme très important. Le général en chef demande que l'armée britannique relève d'urgence la 10e armée française en commençant par le 9e corps, puis le 17e corps.

Les commandants de groupes d'armées sont invités à préparer l'envoi de leurs forces disponibles en vue de faire face aux événements.

Le général de Langle est à Verdun : il se rend compte que l'offensive n'est pas une diversion, mais bien une attaque à fond, engagée avec de très forts moyens. Il renouvelle ses ordres qui se résument en quelques mots : *résister pied à pied, saisir toutes les occasions de contre-attaquer.* Les réserves qui ont été ménagées la veille vont entrer en ligne.

La nuit du 21 au 22 a été très dure ; le temps est devenu affreux. Dans l'ombre, à tâtons, parfois éblouie par les fusées ennemies, la défense française s'organise comme elle peut,

là où elle peut. Une brigade de la 67e division arrive derrière la cête de Fleury : le général Chrétien a donné l'ordre de monter une contre-attaque sur le bois d'Haumont en la faisant préparer par l'artillerie dans ce bois et dans le bois des Caures. Nos chasseurs se lancent sur les deux positions et reprennent quelques tranchées perdues. D'autre part, le commandement allemand a fait appel aux troupes fraîches du XVIIIe corps (von Schenck). Celles-ci mènent l'attaque par vagues successives distantes de 80 à 100 mètres. « Tirez sans compter », prescrit le général Bapst. « Tenez à outrance », ordonne le colonel Pares (143e brigade). Mais notre contre-attaque est noyée sous le flot. Dans la matinée du 22, le bois d'Haumont est perdu ; cependant le village, écrasé sous le feu de l'ennemi, tient jusqu'à six heures du soir (362e régiment, colonel Bonviolle). Par la possession d'Haumont (VIIe corps de réserve), l'ennemi a gagné la route de Mézières qui vient de la Meuse et qui, par Samogneux, menace directement Champneuville, Vacherauville. La position de la résistance française sur le flanc ouest est contenue et même refoulée ; le bois des Caures est encerclé ; Driant, qui a tenu jusque-là, réunit ses officiers et décide de se replier sur Beaumont tandis qu'il en est temps encore : c'est au cours de cette opération face à l'ennemi que Driant est tué (1).

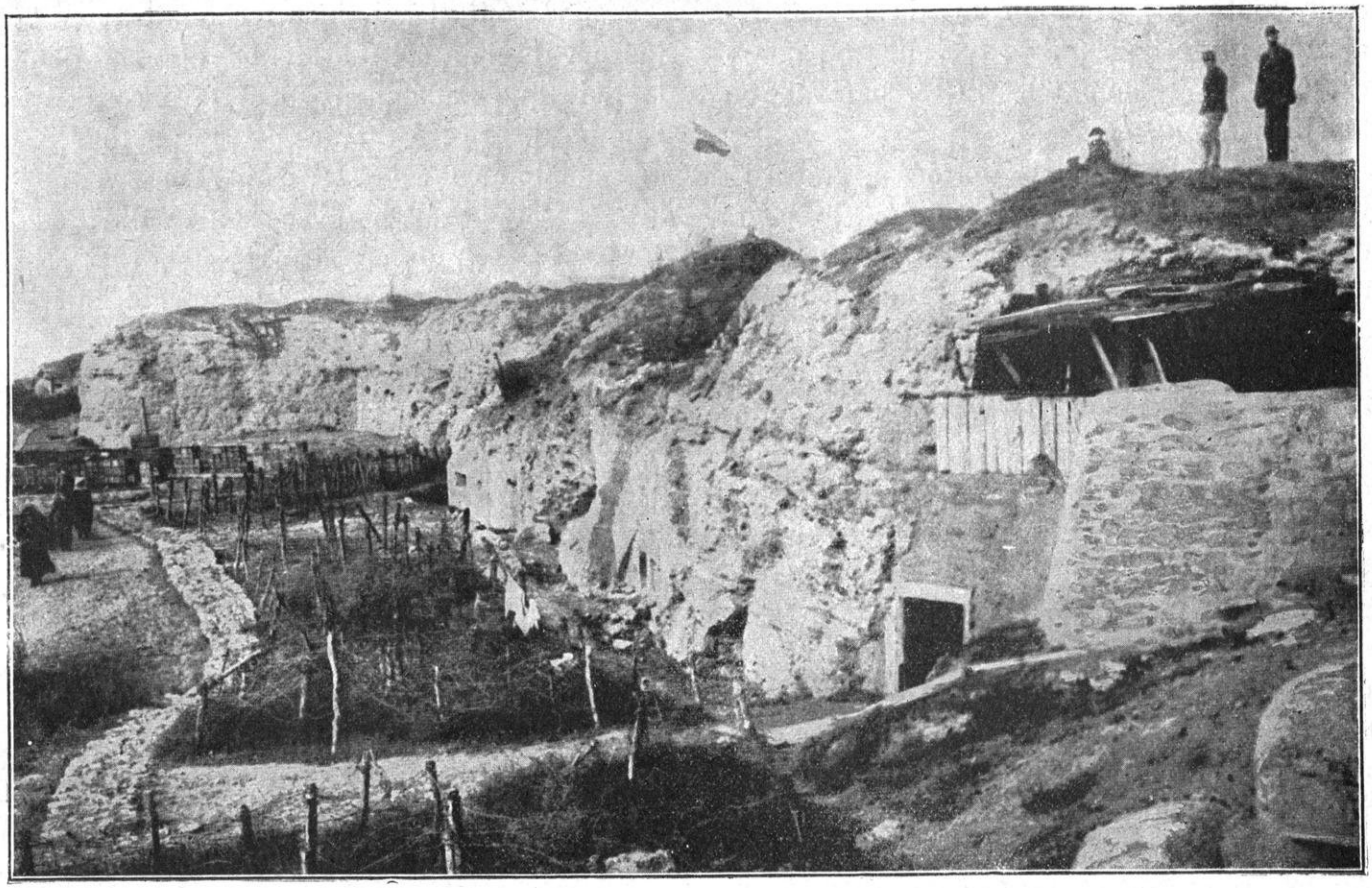
De l'autre côté de la route, à l'Herbebois, la 51e division fait un barrage dans le bois de Ville attaqué par la 5e division (du IIe corps). Par une formidable contre-batterie sur Romagne, bois des Caures, Cap de Bonne-Espérance, Beaumont, notre artillerie décime l'ennemi ; les vagues se succèdent ; pourtant, nos fantassins organisent la ligne Herbebois-Bois de Ville et la gardent. « C'est partout, dit le général Chrétien dans son rapport, malgré la fatigue et le froid rigoureux qui sévit, la volonté opiniâtre de tenir ou de mourir. »

En raison de l'avancée de l'ennemi, surtout au bois d'Haumont, il a fallu replier les batteries qui tonnaient de Louvemont (à la cote 378) et qui, pour protéger Vacherauville, couvraient de leurs feux la route et la cote 344. On a perdu plusieurs batteries de 75 dans le bois d'Haumont et 18 pièces d'artillerie lourde. En somme, à la fin de la journée, l'ennemi avait fait une pointe *à l'ouest de la route de Vacherauville*, mais nous tenions encore, à l'est, l'Herbebois, bois de Ville. La poussée formidable avait entamé notre première position : rien de plus. Cependant, un point est à noter : l'artillerie du corps Bazelaire, tirant au-dessus de la Meuse, avait singulièrement gêné l'offensive allemande. Partout ailleurs, et notamment sur le front de Woëvre, bombardement plus ou moins intense, mais nulle attaque d'infanterie, nul fléchissement. Les renforts montent toujours du sud : la 48e division occupe les cantonnements de la 37e division. Le 20e corps est annoncé pour le 23 à midi. Les prisonniers de la 6e division (du IIIe corps) reconnaissent que l'attaque allemande est « déconcertée » par la défense de l'Herbebois.

Le Grand Quartier général est tenu au courant et n'a, jusqu'ici, aucune raison de s'inquiéter : d'avance on admettait que la première position ne pourrait être tenue indéfiniment sous le coup d'une pareille ruée. On sait aussi que les renforts arrivent : on prélève, sur la place de Toul, 10 batteries à pied pour le groupe des armées du Centre ; le 13e corps venant du Nord (25e, 120e divisions) débarque dans la zone de Revigny. Le 13e corps sera suivi par la 26e division ; éventuellement le 21e corps sera transporté après la 26e division.

La journée du 23 est la journée critique et, malheureusement, une grave erreur tactique s'est produite dans la nuit du 22 au 23. Le général Bapst (72e division) ayant appris que l'ennemi s'avançait sur Haumont, s'était senti sérieusement exposé en flèche à Brabant-sur-Meuse et, tout en prévenant le commandant du 30e corps, il avait ordonné l'évacuation de

(1) Voir, dans l'émouvant récit du commandant Grasset (*Illustration* du 8 février 1922), l'admirable défense du lieutenant Robin attaqué par le bois Chauffour et celle des sergents Léger et Legrand au bois Carré et, aussi, le 22, l'héroïsme de la compagnie Simon. Des 1 200 combattants du groupe de Driant, il en revint à peine 120 !



LE FORT DE DOUAUMONT

ce village par le 351e (brigade Pares) à minuit45. Or, Brabant-sur-Meuse n'avait même pas été attaqué.

Nous avons dit que la ligne de la Meuse représentait, dans la bataille engagée, la protection à l'ouest de la route de Vacherauville (l'autre côté étant protégé par l'Herbebois) : tant que cette ligne, soutenue, d'ailleurs, en arrière par le groupe Bazelaire qui prenait part à la bataille par son artillerie, restait intacte, l'avancée allemande était sérieusement en péril. Donc il fallait tenir la Meuse à tout prix. Au pis, on passerait la Meuse et on s'appuierait sur le groupe Bazelaire. Mais si cette partie de la défense française renonçait à la lutte et se dérobait, elle supprimait la menace de flanc qui interdisait la progression de l'ennemi. Un tel abandon substituait au couloir par où s'avançait péniblement l'ennemi un véritable entonnoir où il n'aurait qu'à s'engouffrer et à s'élargir. La conséquence probable serait l'écroulement de l'autre côté, de la défense française. Des suites si graves n'avaient certainement pas été aperçues par le général Bapst ; mais elles apparurent aussitôt au général Chrétien. Dès qu'il reçoit l'avis, qui s'était trouvé retardé, de l'abandon de Brabant, il télégraphie :

> La position de Brabant n'aurait pas dû être évacuée sans en référer au commandement supérieur. *Il a été constamment rendu compte durant ces deux derniers jours que Brabant n'était pas attaqué.* Le général commandant la 72e division prendra ses mesures pour réoccuper Brabant.

Cet ordre n'arriva que dans la matinée du 23 ; il était trop tard. Un bombardement terrible couvre toute la région et empêche quatre compagnies des 351e et 324e régiments prêtes à s'élancer, de sortir de Samogneux. Elles tiennent péniblement jusqu'au soir dans les ruines de ce village. Le général de Langle de Cary n'a pas davantage caché son mécontentement : « Il ne doit y avoir qu'une consigne :

tenir coûte que coûte en vue de la contre-attaque, que celle-ci puisse avoir lieu ou non. » En effet, dans une telle lutte, partout où l'on est, *il faut tenir.*

A l'est de la route, la journée a été meilleure ; cependant, l'on ressent déjà les effets de l'espèce d'aisance dans les mouvements que le succès de Brabant-Samogneux a laissée aux Allemands. On défend toujours l'Herbebois et l'encoche que fait, sur la route de la cote 344, le bois de la Wavrille. Mais, durant toute la matinée, l'artillerie ennemie a écrasé de ses feux ces deux centres de résistance, surtout la Wavrille. A 11 h. 30, l'infanterie allemande débouche et rejette dans les bois des Fosses les éléments du 327e et du 310e qui se préparaient à attaquer. C'est le « bouchon » de la route qui saute. Entre Samogneux et la Wavrille, la cote 344 est directement menacée. En fin de journée, la ligne de défense française est jalonnée par Samogneux, ferme d'Anglemont, Beaumont, lisière nord du bois des Fosses et du bois du Chaume ; l'ancienne ligne est maintenue à Ornes et Tavannes.

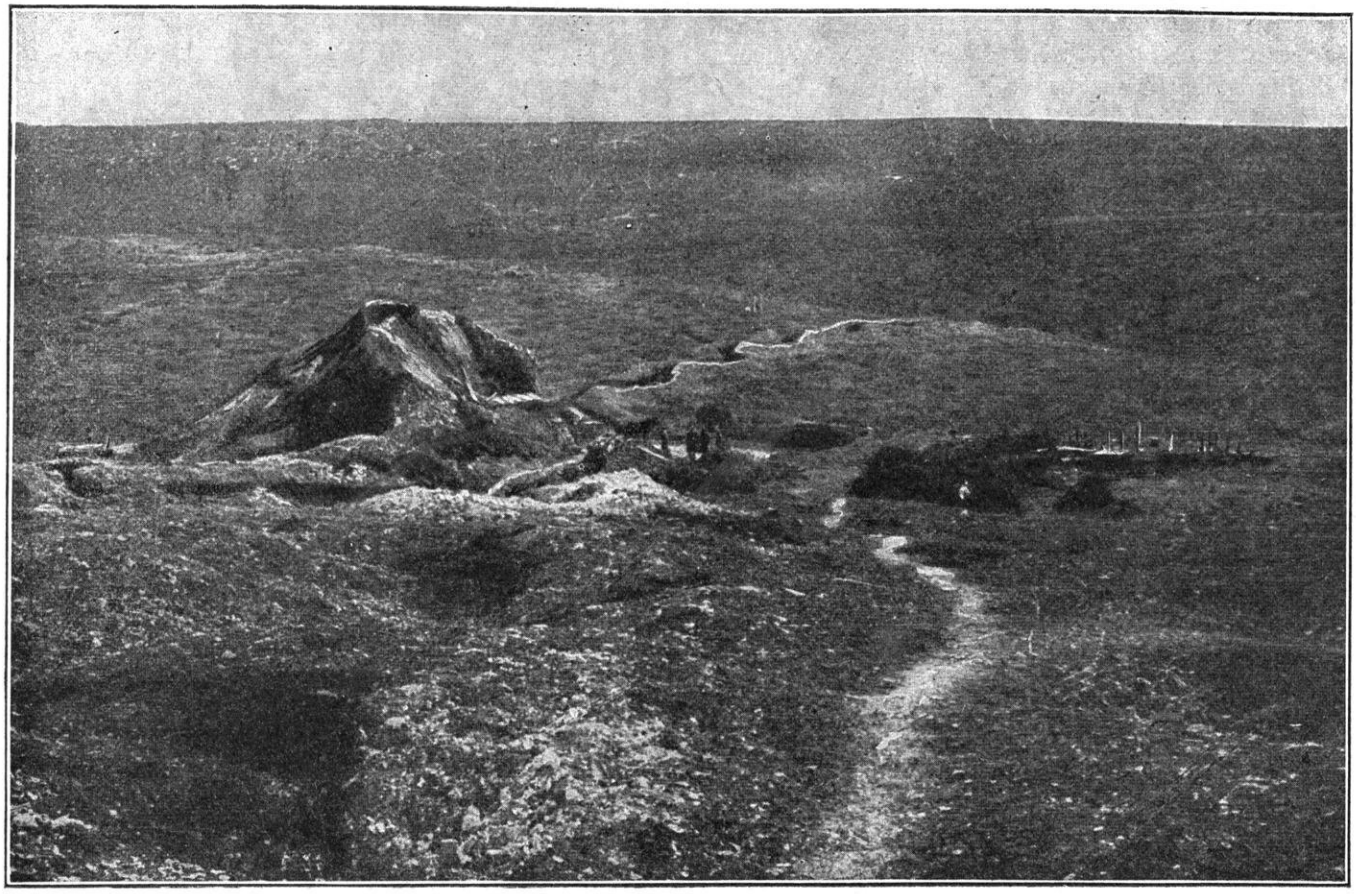
Ainsi, deux poches se sont creusées de chaque côté de la route que compte suivre l'ennemi, la route de Vacherauville : à l'est vers Samogneux, à l'ouest vers Bezonvaux. Que va-t-il advenir de la cote 344, d'où dépend le sort de la route elle-même ?

Heureusement, les renforts tant attendus arrivent. La 153e division du 20e corps est partie en auto, dans la région de Dieue-Verdun (Q. G. à Haudainville) ; l'autre division, la 39e, devait être le 24 à midi à Chaumont-sur-Aire. L'artillerie lourde envoyée par le Grand Quartier général était répartie partout ; le général Herr renforçait, tant qu'il le pouvait, notamment par l'envoi de la 48e division, le groupement Bazelaire, qui devenait la principale menace sur le flanc de l'ennemi, maintenant que la ligne de la Meuse était abandonnée. Joffre annonçait une division du 1er corps (Guillaumat) pour le 25 et, en attendant, une brigade venant de Sainte-Menehould.

Malgré tout, il faut bien reconnaître que la journée du 23 a été funeste. On apprend dans la nuit que Samogneux peut être considéré comme perdu ; c'est la cote 344 tournée. L'ennemi amène son IIIe corps. Que va faire le général Chrétien avec son malheureux 30e corps qui, depuis trois jours, supporte seul le poids de la bataille? Compagnies décimées, cadres à l'état de squelettes, il tient sans tranchées, sans vivres, presque sans munitions, s'accroche désespérément au terrain, contre-attaque avec rage et ne recule que quand il est noyé sous le flot toujours renouvelé de l'offensive ennemie. Avec la 74e brigade (général Degot) et trois bataillons de tirailleurs, qui lui arrivent en renforts, le général Chrétien organise comme il peut le barrage de la côte du Poivre et de la côte du Talou : cette seconde ligne est, maintenant, la ressource principale.

Or, un poste d'écoute annonce, à 11 heures, le 24, que les Allemands (21e division) vont exécuter une attaque en masse sur la cote 344. La cote 344 ! mais c'est l'objectif principal, et si elle succombe, la défense de l'Est, à Beaumont et au bois des Fosses, est tournée. Ainsi, par des coups alternés, tantôt à droite, tantôt à gauche, l'ennemi renverse par pans le couloir de la résistance française. Il faut défendre à tout prix 344 et, pour cela, le plus simple c'est de dégager la hauteur vers le Nord en reprenant Samogneux et en reconstituant, dans la mesure du possible, la ligne de la Meuse. Samogneux, à peine perdu, est écrasé sous les feux de notre propre artillerie lourde des deux rives ; une magnifique contre-attaque du général Degot enlève les abords du village et y enferme les Allemands (13e division de réserve) sous les obus.

En même temps, le général Chrétien prend pour objectif, de l'autre côté, le bois de Wavrille. Mais l'ennemi (25e division) s'est porté sur Beaumont. Le 3e zouaves et les tirailleurs du 20e corps le fixent sur place. Combat d'une violence inouïe pour ces bois qui décident du sort de la route, bois des Fosses, bois du Chaume ; à la fin de la journée, l'ennemi s'est



FLEURY. — LE CHAMP DE BATAILLE, PRÈS DU VILLAGE

emparé de ces deux bois ; il a occupé la cote 347 à l'est de Louvemont et a rejeté la défense française sur Bezonvaux. L'entonnoir s'élargit ; de ce côté aussi, 344 est tournée. Le général Herr a soif de renforts.... Ils arrivent, mais accablés de fatigue, ayant besoin d'un repos de quelques heures. Les jeter comme cela dans la bataille !.... Et cette route qui cède !... A l'est, à l'ouest, l'ennemi a ruiné les deux murs du couloir. On n'a plus que ce barrage : côte du Talou, côte du Poivre ! (1)

Le général de Langle de Cary donne, en ces termes, son impression sur cette triste journée :

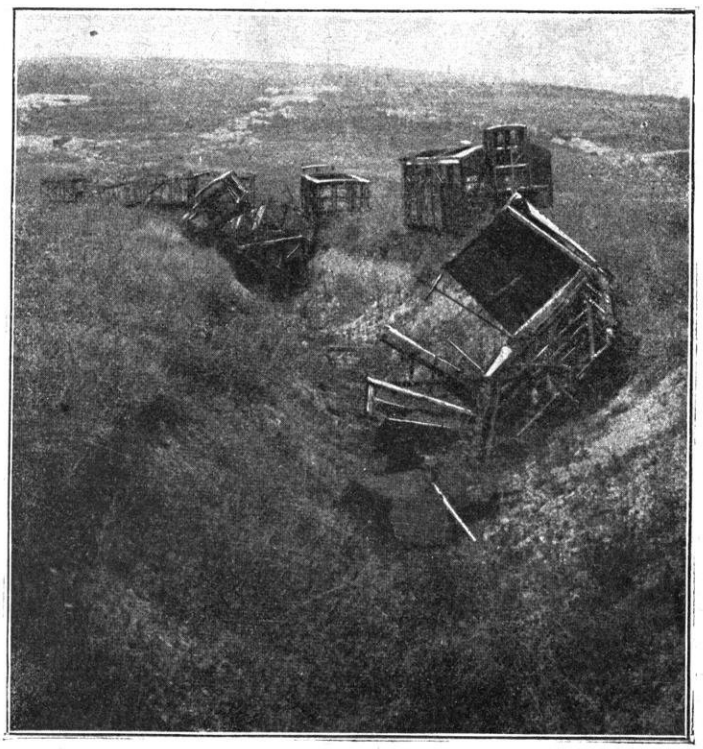
(1) Les unités décimées sont à bout : *24 à 21 heures :* Lieutenant commandant le 3e bataillon du 60e à 143e brigade : Mon bataillon est réduit à 180 hommes environ. Le chef de bataillon et les commandants de compagnie sont tués. Je n'ai plus de munitions ni de vivres. Que dois-je faire? (signé : Illisible). *21 heures,* 143e brigade à Lieutenant commandant le 3e bataillon du 60e : Demandez des cartouches aux corps voisins ainsi que des vivres, mais restez en position. C'est indispensable pendant cette nuit. *De grands renforts vont arriver.* Signé : Pares (Historique de la 143e brigade, communiqué par le capitaine de Varreux.)

Le 24 au matin, je suis informé à mon quartier général d'Avize de la prise de Samogneux. En outre, la position si importante de la cote 344 (est de Samogneux), qui n'a pu recevoir encore qu'un commencement d'organisation, semble sur le point d'être attaquée. Je pars immédiatement pour Verdun où le général Herr me rend compte de la gravité de la situation. Les Allemands progressent dans le bois des Fosses et commencent à s'infiltrer dans celui de la Vauche. Le bombardement est toujours intense : les dix-sept ponts, permanents ou de fortune, qui relient les deux rives de la Meuse à l'intérieur de la R. F. V. et qui sont si nécessaires pour les communications de toute nature, sont spécialement visés et à la merci d'un coup heureux. Je prescris de les doubler par des passerelles et d'en établir d'autres ; mais l'inondation de la Meuse, qui recouvre les prairies, rend l'opération difficile. Le 24 à 14 heures, nous ne tenons plus le bois des Fosses ; l'ennemi a atteint la lisière sud et commence à en déboucher. Les infiltrations continuent dans la Vauche. Je me rends à la redoute de Souville, P. C. du général Chrétien, et j'y trouve le général Balfourier qui précède son corps d'armée, le 20e. Situation très confuse au nord du plateau de Douaumont ; mais les renseignements sur la progression de l'ennemi se confirment. Suivant mes instructions, les généraux Chrétien et Balfourier se partagent le secteur nord, nord-est de la rive droite.

A ce moment, la bataille fait rage ; les ponts sont ca-

nonnés avec une violence croissante. J'ordonne : 1° de tenir avant tout les positions d'accès de Douaumont ; 2° d'organiser, dans chaque sous-secteur, une succession de lignes de défense ayant chacune son chef et ses troupes d'occupation ; 3° de préparer pour le lendemain une énergique contre-attaque sur l'ensemble du front.

C'est l'heure où le général de Langle prend sur lui de proposer au Grand Quartier général et même de faire exécuter sous sa propre responsabilité une opération qu'on lui a reprochée et qui, au contraire, — selon l'avis des juges autorisés, comme le maréchal Pétain, — lui fait le plus grand honneur : il ordonne le repli sur les Hauts-de-Meuse des deux brigades territoriales dispersées dans la Woëvre. En prenant ce parti, il rétrécit un front trop étendu ; il met des troupes (assez mal étayées à gauche par la 14e division, à droite par le 2e corps), à l'abri d'une attaque en forces qui peut provoquer une panique, et surtout il concentre ses propres unités sur le nœud même de la défense, la ligne des forts. Laissons-le parler lui-même :



UN TRAIN CULBUTÉ AU BAS DE LA COTE DU POIVRE

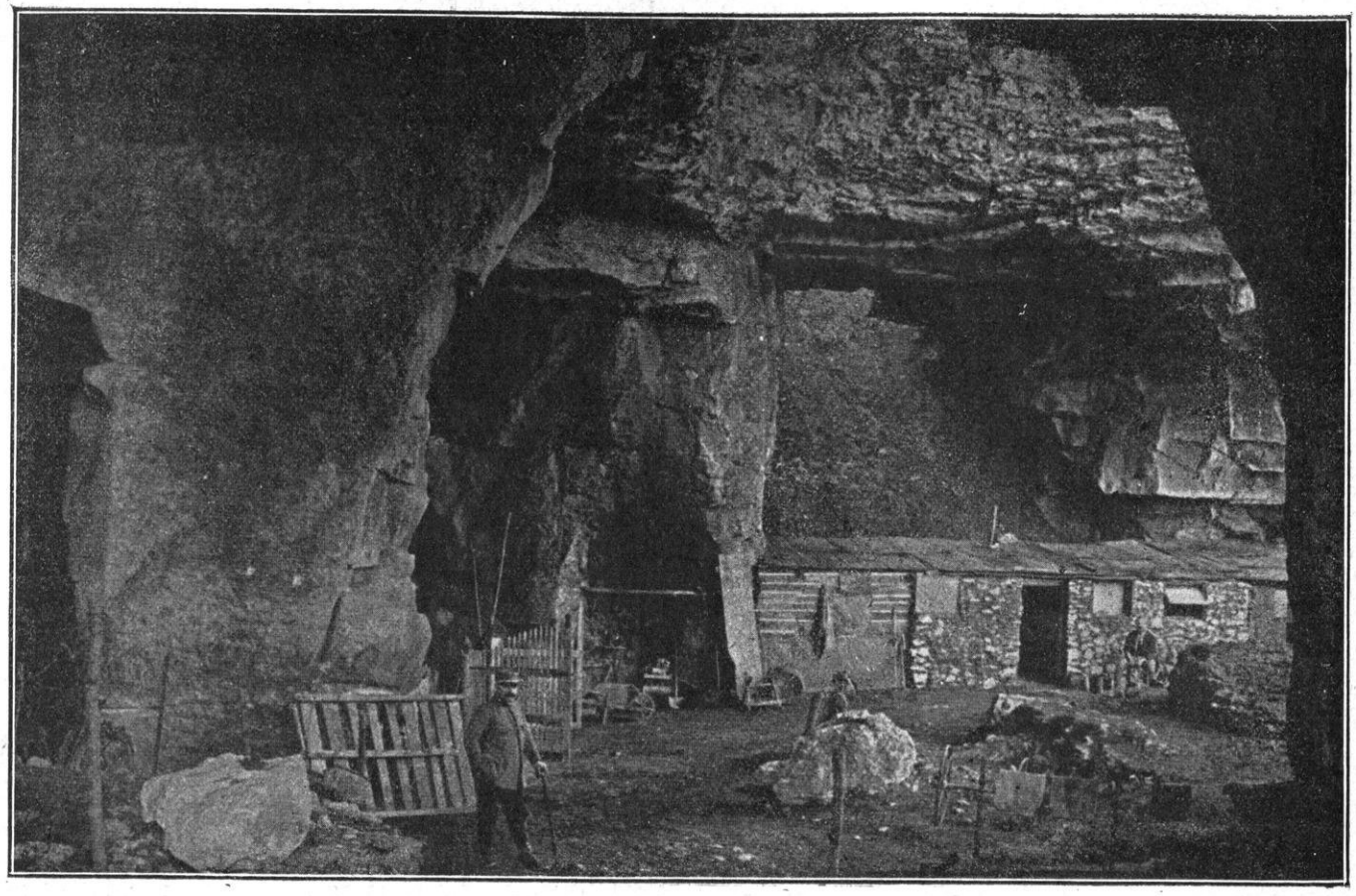
A 19 heures, écrit le général de Langle de Cary, j'ordonne au général Herr de faire l'opération dans la nuit, avec les plus grandes précautions et toute la célérité possible. C'est une décision grave, mais le salut de Verdun l'exige et j'en prends la responsabilité sans hésiter. Je téléphone textuellement ce qui suit au général en chef : « *La situation sur la rive droite de la Meuse devient très sérieuse.* Les Allemands sortent actuellement du bois des Fosses et ils sont maîtres du bois de la Vauche. Notre occupation de la Woëvre en pointe à 25 kilomètres de Verdun, au moment où l'ennemi se trouve à moins de 10 kilomètres de la place, est extrêmement dangereuse. Si les deux brigades territoriales qui tiennent ce saillant sont vigoureusement attaquées, elles ne pourront pas résister, en raison du front trop étendu qu'elles ont à défendre. Elles risquent de refluer en désordre dans le dos des troupes qui combattent sur le plateau de Douaumont, de jeter la panique parmi elles, ou tout au moins d'arrêter les ravitaillements déjà si difficiles. La résistance à tout prix que j'ai prescrite *sur le front actuel d'attaque* peut se trouver compromise ; la défense de Verdun est exposée à tomber du même coup.

Je vous rends compte que j'ordonne de replier dès cette nuit sur les Hauts-de-Meuse toutes nos forces qui se trouvent dans la Woëvre. Notre situation de ce côté deviendra plus solide, puisque nous bénéficierons d'un terrain favorable et que notre front sera réduit de plus de moitié. Le mouvement s'exécutera sous la protection d'arrière-gardes le plus rapidement possible et avec les précautions nécessaires pour le dérober à l'ennemi. L'évacuation du matériel se fera en même temps. On continuera à tenir au pied des pentes tous les points d'appui indispensables à l'occupation des crêtes.

Je ne vous demande pas l'autorisation de faire ce repli ; je le prescris sous mon entière responsabilité ! Si vous ne l'approuvez pas, je devrai en supporter toutes les conséquences ; mais je répète que je le considère comme absolument nécessaire et d'une extrême urgence.

C'était la sagesse même. Ajoutons que le mouvement s'accomplit la nuit du 24 au 25 dans les meilleures conditions et sans que l'ennemi s'en fût aperçu. Il était terminé à 10 heures du matin.

D'ailleurs, le Grand Quartier général, sauf une observation de détail, tout de suite écoutée, avait approuvé. Mais, il semble bien que le Grand Quartier général ait eu, en même temps, l'impression, qu'à Verdun, on commençait à se demander si l'on pourrait tenir sur la rive droite, malgré la volonté affirmée par le général de Langle de prolonger



LES CARRIÈRES DE LA FALOUZE, PRÈS DE VERDUN

la résistance *sur le front actuel*. La réponse à la communication téléphonique, réponse datée du 24 à 21 h. 14, fut donc la suivante :

1° J'approuve par avance les décisions que vous prendrez en ce qui concerne le repli sur les Hauts-de-Meuse des troupes dispersées dans la poche de Woëvre, si vous le jugez nécessaire. Vous êtes seul juge des nécessités du combat. 2° *Mais vous devez tenir face au nord sur le front entre la Meuse et la Woëvre* par tous les moyens dont vous disposez. Employez-y le 20e corps sans hésiter. Son engagement est certainement nécessaire pour permettre l'arrivée des divisions de renfort dont vous devez hâter la marche vers la Meuse.

Ce qui confirmait le Grand Quartier général dans l'appréhension de voir abandonner la rive droite de la Meuse, c'était la façon dont on avait rédigé l'ordre d'évacuation de la Woëvre. Cet ordre, qui donne le dernier état des choses au moment le plus critique, était ainsi conçu :

Le 30e C. A. tiendra le front côte du Talou, côte du Poivre-Douaumont.

Le groupement Bazelaire, tout en continuant à tenir son front face au nord, aura mission de garder la rive gauche de la Meuse jusqu'à la route du Regret et d'appuyer énergiquement par son artillerie l'action du 30e C. A Il disposera, à cet effet, en plus des 29e, 67e, 48e divisions et de la 38e brigade, de la 39e division qui arrive ce soir en autos.

Le groupement Chrétien (72e, 51e, 37e, 14e D. I. et éléments rattachés), renforcé de la 132e D. I. et de la brigade Reibell de la 16e D. I., devra maintenir face au nord le front général Bras-Douaumont-Hardemont et de là s'établira sur les Côtes de Meuse jusqu'à Eix inclus. Les éléments de Woëvre devront être retirés dès cette nuit en laissant simplement des avant-postes...

Le groupement Duchêne, en maintenant les avant-postes sur ses emplacements actuels en Woëvre, occupera le pied des Côtes de Meuse depuis Eix jusqu'aux Éparges...

On fera passer sur la rive gauche de la Meuse tous les éléments (parcs, convois, trains régimentaires) qui pourront faire mouvement cette nuit. Points de groupement : Lempire, Landrecourt (sur la rive gauche sud-ouest de Verdun) pour le groupement Chrétien, sauf la 132e D. I. ; Senoncourt pour le 20e C. A. et la 132e D. I. ; Courouvre pour le 2e C. A.

Toutes les positions indiquées devront être tenues à outrance. Le Q. G. de la R. F. V. fonctionnera à Souilly à

partir du 25, 2 heures. Celui du 7e C. A. *sera transféré à Lemmes cette nuit* (1).

Un instant même l'ordre avait été donné de ne plus faire passer de troupes sur la rive droite.

Sans doute le colonel Claudel, envoyé sur les lieux par le Grand État-Major et qui s'est entretenu avec le général Herr et le général Balfourier, fait part de cette impression qu'il faut prévoir un repli général. Quoi qu'il en soit, le général Joffre s'émeut. Déjà l'ordre de tenir face au nord est expédié. Cela ne suffit pas. Il faut une résolution absolue et une autorité inébranlée.

A Chantilly, les heures se précipitent anxieuses. A 20 h. 30, après le dîner, le major général de Castelnau est allé conférer avec le général en chef et il a proposé l'envoi d'urgence sur les lieux du général Pétain avec l'excellent état-major de la 2e armée. La décision est prise et on prévient le général Pétain, à Mouy. Des coups de téléphone de Verdun annoncent la prise de Beaumont, d'Ornes, de Samogneux. Le général de Castelnau avise aussitôt le général Joffre : si la rive droite est abandonnée, Verdun est perdu ; les renforts arriveront trop tard. Le général Joffre, sur la proposition du général de Castelnau, décide donc que celui-ci partira à l'instant avec les « pleins pouvoirs » du général en chef.

Le général de Castelnau monte dans son auto et, par une tempête de neige effroyable, il roule sur Verdun, tandis que, partant de Noailles, dans l'Oise, par cette même nuit, le général Pétain roule vers Chantilly pour, de là, gagner lui aussi Verdun. A 4 heures du matin, le général de Castelnau est à Avize, quartier général du général de Langle. Il se penche sur les cartes, interroge, précise ses questions. Sur les lieux, on a envisagé, en effet, sinon l'évacuation, du moins certains préparatifs en vue de l'évacuation. Castelnau voit de ses yeux ; il comprend ; il lance son fameux message téléphonique :

(1) THOMASSON, *loc. cit.*, p. 256.

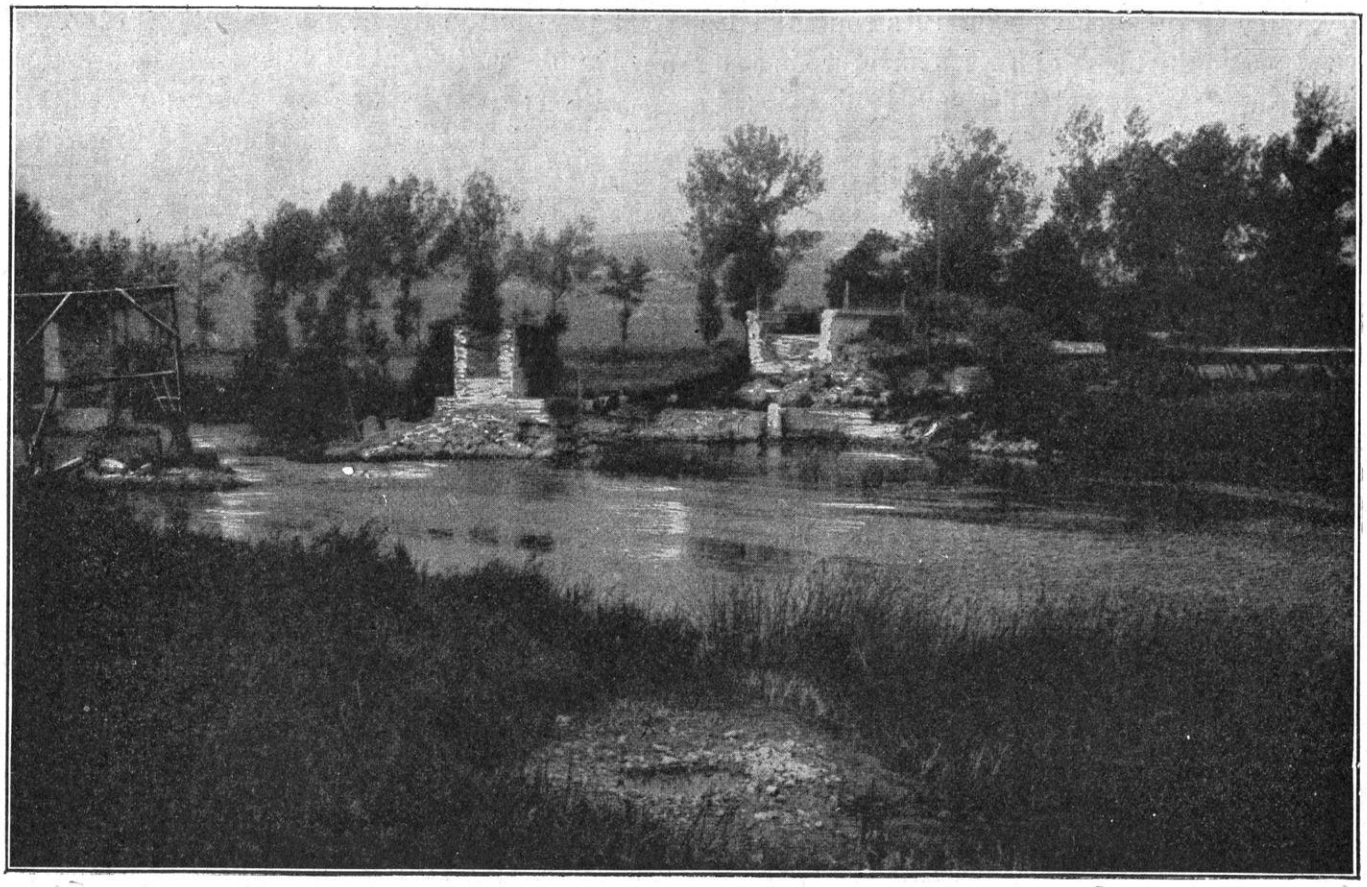
Message téléphoné du général de Castelnau au général Herr, 25 février, 5 h. 45 :

Comme confirmation des ordres du général en chef, le général de Castelnau prescrit de la façon la plus formelle que le front Nord de Verdun, entre Douaumont et la Meuse, et le front Est sur la ligne des Hauts-de-Meuse, devront être tenus coûte que coûte et par tous les moyens dont vous disposez. *La défense de la Meuse se fait sur la rive droite.* Il ne peut donc être question que d'arrêter l'ennemi à tout prix sur cette rive.

Cet ordre, cette volonté, cette lucidité vont changer le cours des choses.

Mais, avant d'en voir les suites, il convient de signaler qu'au même moment, un revirement inverse s'esquisse dans le camp allemand. Bien entendu, on ne peut s'en apercevoir encore, dans le camp français, mais la coïncidence ne fait pas de doute. Selon le mot du général Dragomiroff : « Il pleut dans mon camp, mais il pleut dans le sien... » Et voici, en effet, que l'erreur initiale des Allemands, consistant à attaquer exclusivement par la rive droite, produit ses premiers effets : l'offensive tend à dériver du côté où son poids l'entraîne ; ses propres succès vont la perdre. Notre force de l'Ouest, maintenue si heureusement, pousse à l'Est toute la bataille et elle va, de ce fait, sauver Verdun.

On n'a pas perdu de vue le rôle que le groupement Bazelaire, fortement cantonné sur la rive gauche, Chattancourt, côte de Marre, etc., et constamment renforcée en artillerie lourde notamment, a pris dès le début et n'a pas cessé de jouer : appuyant la défense de la rive droite par un bombardement intense, il a barré la route aux forces allemandes qui s'efforcent de déboucher au sud de Samogneux, de s'emparer de la fameuse cote 344 et de gagner ainsi le nœud vital Vacherauville-Bras-Charny. Cette action persistante du groupe Bazelaire, quoique un peu extérieure à la bataille, a produit un effet considérable : l'élan des Allemands en a été interrompu, presque brisé. Après avoir occupé Samogneux, les troupes du corps ont dû l'abandonner : sous le feu de l'artillerie française, le village était



CHARNY. — LES BORDS DE LA MEUSE

intenable. Qu'on jette un coup d'œil sur la carte : on voit à quel point le « coin » allemand enfoncé jusqu'à la cote 344 reste dominé à l'ouest par la masse du corps Bazelaire protégé par la rivière. Si l'offensive allemande fait un pas en avant, une contre-offensive montée de la rive gauche peut tomber sur ses derrières et, en attendant, rien que par la puissance de l'artillerie, les Allemands sont contraints d'ores et déjà de renoncer à l'attaque de la cote 344, de même qu'ils ont été obligés d'abandonner Samogneux (1).

En vain Falkenhayn, qui sent grandir ce danger, ordonne-t-il à toute son artillerie disponible de prendre à partie l'artillerie de Bazelaire : elle ne parvient pas à museler celle-ci.

(1) « Une étude faite avant la guerre par la *Kriegsakademie* allemande sur le siège de Verdun, dans l'hypothèse d'une attaque faite sur le front Nord, montre que ce danger avait été prévu (on se rappelle que l'attaque de 1870 fut, pour cette raison peut-être, menée par la rive gauche). » Louis GILLET, *La Bataille de Verdun*, p. 50.

Du haut du Mort-Homme et des bords de la Meuse, obus gros et petits couvrent la route de Vacherauville ; c'est un rideau de fer. Les corps, à bout de souffle et de courage, ne peuvent le franchir ; il faudra trouver autre chose.

D'ailleurs, une autre voie paraît s'ouvrir et, par une faute des plus graves, on se laisse aller à la prendre. Ainsi l'offensive, déjà lasse, va suivre la pente où son propre succès l'entraîne ; elle se porte à l'est, et c'est là qu'elle se perdra.

Ainsi un premier indice favorable se dégage, pour un regard attentif, dans cette rude et équivoque journée du 25.

Il en est d'autres.

C'est d'abord l'arrivée, par masses, des renforts dirigés vers Verdun depuis quatre et cinq jours par le Grand Quartier général. Maintenant, ils forment, autour de la ville, une masse dense, qui, après s'être concentrée, se porte en éventail sur le front nord : masse

grouillante qui peint en bleu les routes et les accès soudainement animés. Nous dirons tout à l'heure l'effet produit sur l'ennemi : le 20e corps (général Balfourier) est en ligne ; le 1er corps (général Guillaumat) venu de la 5e armée, arrive à Souilly dans la journée. Le même jour, le 13e corps (général Alby) débarque dans la région de Revigny ; le 21e corps (général Maistre) le suit à deux jours d'intervalle. Deux autres corps — le 14e (général Baret) et le 3e (général Nivelle) — sont attendus le 28 et le 29 février. Au total, 9 corps d'armée sont réunis ou vont être réunis autour de Verdun ; sans parler des troupes territoriales et des renforts en artillerie.

MONTFAUCON. — L'OBSERVATOIRE DU KRONPRINZ

Autres faits réconfortants : à partir du 25 au matin, ce que j'appellerai « le fluide » du haut commandement rayonne du général de Castelnau. Selon le mot du cardinal de Richelieu, « il faut, dans les grandes affaires, des hommes de grande autorité ». Ceux qui ont vu ces choses ont dit le changement subit qui s'est produit par l'arrivée du major-général, le vainqueur du Grand Couronné. Castelnau est, en effet, l'incarnation de cette autorité suprême qui, elle-même, personnifie la France. Les renforts arrivaient, oui ; mais il fallait aussi le réconfort des âmes. On se battait depuis quatre jours avec une infériorité numérique accablante, par un temps affreux, dans des conditions obscures, sous une pluie d'obus terrifiante, au milieu des gaz asphyxiants, contre des troupes décidées à en finir et arrivées au paroxysme de la surexcitation et d'une colère désespérée : on avait perdu la première position ; on perdait la seconde ; l'artillerie, l'infanterie abandonnaient successivement ces hauteurs dont il semblait toujours que la dernière perdue était la plus précieuse. Comment l'anxiété, l'émotion, le sentiment de la responsabilité n'eussent-ils pas accablé des hommes plongés dans ces journées lugubres, où de tels efforts étaient si mal récompensés par la fortune ?

Or, voilà le général ; il arrive par une nuit de tempête et, au nom du chef suprême, il dit : « Verdun se défend *sur la rive droite, face au Nord* ! » Et, soudain, tout devient clair ; on sait où est le devoir ; c'est une aube qui se lève : le nom et la popularité des chefs groupés autour de cette mâle figure, la densité des forces nouvelles qu'ils commandent, l'espoir, en un mot, illumine l'âme des troupes qui montent vers la ligne du front : « Il faut tenir, on tiendra ! »

Castelnau arrête les premières dispositions qui doivent fixer l'ennemi sur place. Ses instructions sont transmises par Balfourier aux commandants de division ; on l'entend qui téléphone : « Le général de Castelnau, qui est ici, à côté de moi, donne l'ordre de tenir coûte que coûte sur les positions actuelles... » Partout, la bonne parole se répand. Deux jours encore, Castelnau restera à Verdun, se montrant, visitant les généraux, interpellant et encourageant les hommes, attentif au moindre

ABRIS DANS LE BOIS FUMIN, PRÈS DE VERDUN

détail, donnant l'exemple de la stricte discipline, de l'esprit de sacrifice, de la bonne humeur, d'une sérénité imperturbable (1). Le 29, voyant fonctionner tous les rouages de la puissante machine et jugeant sa présence désormais plus utile au Grand Quartier général, il repartira pour Chantilly.

Enfin, un autre fait s'est produit qui n'entrera en ligne de compte que le lendemain, 26, mais qui d'ores et déjà agit profondément sur chefs et soldats. Castelnau a annoncé l'arrivée de Pétain et la constitution de la 2e armée. Or, Pétain, c'est l'*ordre*.

Déjà, par ces diverses causes, et par cette ambiance d'héroïsme qui émane des journées précédentes, un rayon de mâle confiance perce la brume. Les nouveaux corps ne feront pas moins que ceux qui se sont sacrifiés : puisque ceux-ci n'ont pas laissé passer l'ennemi, « il ne passera pas ». La grande parole de Verdun naît dans les âmes, monte jusqu'aux lèvres : on se serre les coudes, on se compte, on se sent fort. Ces troupes qui arrivent par paquets précipités et qui s'accumulent comme une avalanche prête à tomber, on les voit; ces artilleries qui rouvrent le feu de partout, on les entend. Effet de masse, de bloc, qui cimente les courages. « La Marne remonte aux cœurs ». Heures inoubliables qui, multipliées pendant des semaines et des mois, accumuleront, autour de cette ville ruinée, l'une des plus grandes époques de l'humanité, l'*année de Verdun*.

Donc, dans cette journée du 25 se sont accomplis ces déplacements d'impondérables. L'avenir va se lever meilleur.

Mais voici que, d'autre part, dans cette même journée, l'angoisse fait un retour offensif et déferle de nouveau en vagues terrifiantes. La for-

(1) Victor GIRAUD, *Le général de Castelnau*, dans *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1921.

tune chancelle et, parmi la rafale de neige qui recommence, les espoirs à peine nés semblent s'évanouir.

A la fin de la journée du 24, le village de Beaumont, pris et repris alternativement, était resté comme une arrière-garde de la défense protégeant encore la route de Vacherauville. Beaumont est définitivement perdu dans la nuit ; et, du coup, tout un grand pan de la résistance française s'effondre ; elle est contrainte de se porter en arrière et à l'est sur Louvemont et Bezonvaux. Ainsi, la route de Vacherauville est ouverte de ce côté ; la force qui la flanquait ayant cédé, l'ennemi n'a plus qu'à pénétrer dans la poche qui se creuse devant lui. Comment résisterait-il à cette tentation ? Comment ne pas se porter à l'est, puisque, le chemin s'étant ouvert de ce côté, on échappe ainsi aux feux de l'artillerie du corps Bazelaire : double avantage !

L'artillerie ennemie a donc ordre de développer son succès *à l'est* ; elle prend à partie le village de Louvemont et la cote 378, entre Louvemont et Bezonvaux ; elle envoie ses obus sur Douaumont, fort et village, et allonge ses coups de ce côté jusque sur Verdun.

Il est 10 heures du matin. En ce moment, un certain désordre se produit dans le camp français : c'est le moment où le 30e corps, combattant depuis quatre jours et dont les effectifs sont réduits de plus de 50 p. 100, reçoit l'appui du 20e corps, destiné à le relever aussitôt que possible. Le général Balfourier prend le commandement, tout en gardant le général Chrétien comme adjoint auprès de lui. La 37e division (général Bonneval), relativement la moins éprouvée, garde la côte du Talou et la côte du Poivre ; la 39e division du 20e corps s'aligne pour la caler depuis Bras jusqu'à 300 mètres ouest de Douaumont.

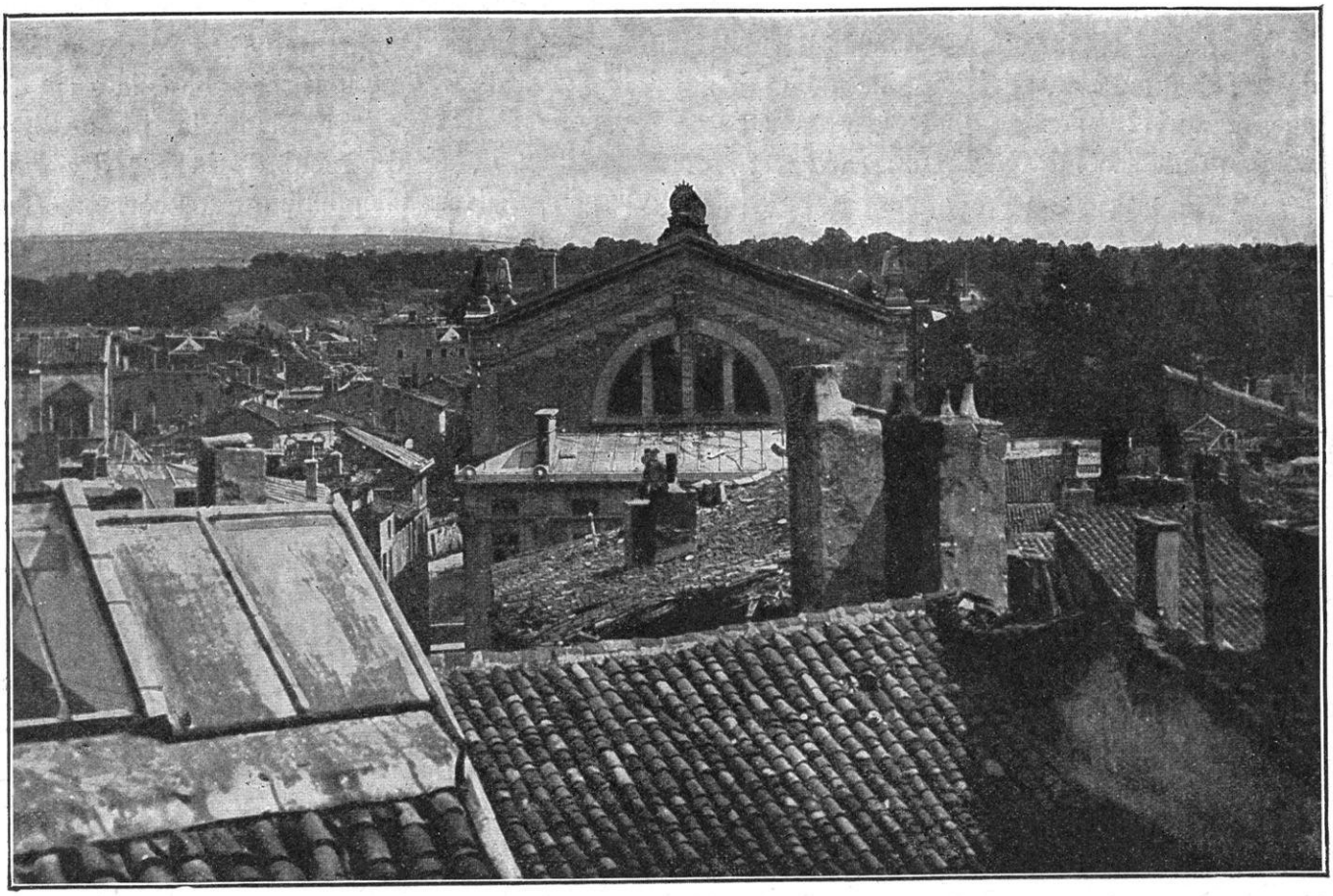
Ainsi, les Allemands étant contenus devant la cote 344, on peut croire qu'on est paré. D'ailleurs, ils n'attaquent pas sur le front occupé par la division Bonneval ; comme nous l'avons indiqué, ils dérivent à l'est.

L'offensive allemande s'engouffre dans la poche qui s'est creusée entre Bezonvaux et Douaumont. On ne s'y attendait pas, et son succès n'en est que plus prompt. A 16 heures, les troupes du IIIe corps (von Lochow) sont aux approches du village de Douaumont défendu par le 95e de la brigade Reibell et le 418e de la 306e brigade. Le bruit court même, un instant, que le village est perdu.

Mais la 31e brigade (Reibell) n'a pas cédé sur la cote 378. « Ce sont les hommes du bois d'Ailly, la brigade légendaire du « Debout les Morts ! » Quoi qu'il arrive, a déclaré le colonel de Belenet, je n'abandonne pas Douaumont. — Mais, vous allez être tourné. — Nous verrons bien ! » (L. Gillet.)

Une contre-attaque des tirailleurs dégage le village attaqué par la 5e division allemande. Si nous perdons la cote 378, nous gardons Douaumont. L'attaque, suivant toujours sa pente, dérive de plus en plus à l'est ; son élan la porte jusqu'au pied du fort de Douaumont ; les 2e et 4e bataillons de chasseurs et le 418e régiment se battent en avant de la citadelle : pris à partie par un violent bombardement et par des vagues d'assaut de plus en plus pressées, ils cèdent et se replient, sans se préoccuper autrement du fort. Or, le fort n'a pas de garnison, rien que quelques artilleurs servant la tourelle 155. Un détachement de la 6e division allemande (IIIe corps), ne recevant pas un coup de fusil, s'élance sur les glacis du fort, pénètre par la porte ouverte et, se rendant facilement maître des quelques artilleurs, arbore le drapeau et envoie sa fusée de victoire. Les radios lancent aussitôt dans l'univers le fameux télégramme : « *Des régiments de Brandebourg ont pris d'assaut le fort cuirassé de Douaumont, qui est maintenant solidement tenu par les Allemands.* »

En vertu de la théorie des États-Majors que les anciennes défenses fortifiées étaient « des nids à obus », le fort de Douaumont n'avait pas de garnison ; et, chose plus extraordinaire, on n'avait même pas songé à l'englober, selon les principes nouveaux, dans l'ensemble de la ligne fortifiée ; à la lettre, il avait été oublié.



VERDUN. — VUE DE LA VILLE, PRÈS DU THÉATRE

Sans doute avait-on admis qu'on se débrouillerait, ou bien que les pierres se défendraient elles-mêmes ; or, au cours du combat, la percée allemande sur Bezonvaux avait été si rapide qu'on n'avait pas eu le temps de remédier à cet étrange *oubli* ; pour comble de malheur, la relève qui s'était produite ce jour même n'avait pas permis à l'état-major du général Balfourier de se rendre compte que le fort n'était pas défendu. Tout s'était conjuré pour offrir aux Allemands ce « triomphe » dont ils allaient tirer un tel parti, alors qu'il s'agissait d'un incident tactique, suite fâcheuse de la négligence administrative et de la faillibilité humaine, à l'heure précise qui conduisait les Allemands, comme par la main, à l'échec de leur offensive-surprise (1).

Mais, voici qu'une défaillance analogue à celle de Brabant-sur-Meuse va rendre infiniment plus angoissante encore la fin de cette journée du 25.

L'offensive allemande avait, comme nous l'avons dit, abandonné la direction qu'elle se proposait depuis quatre jours vers Vacherauville, Bras, Charny. Aucune attaque sur la cote 344, sur la côte du Talou ou sur la côte du Poivre. L'artillerie du groupement Bazelaire continuait à battre de ses feux cette route, principale direction de l'offensive, et contenait celle-ci.

Les choses en étaient là lorsque, vers le milieu de la journée, le général Balfourier reçoit, du général de Bonneval, commandant la 37e division, un télégramme qui donne un son de cloche singulièrement alarmant :

17 h. 45. — Le général de Bonneval est *inquiet pour sa droite.* On a aperçu tout à l'heure devant Douaumont des fusées. *Aucune fusillade ni canonnade sur le front de sa division. Il craint* que l'ennemi ne stoppe et ne glisse devant lui pour aller sur Douaumont.

(1) Voir la discussion complète des conditions de la chute du fort dans l'excellent ouvrage du colonel THOMASSON, *op. cit.*, p. 267.

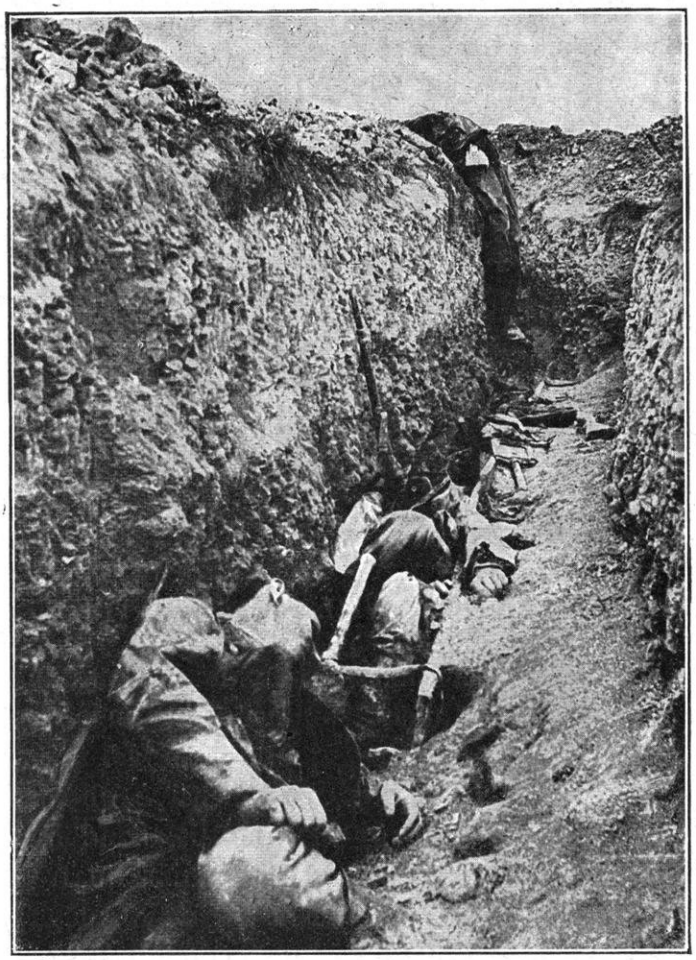
Pourquoi cette inquiétude de ce qui se passe *à droite*, quand la division elle-même n'est pas attaquée? Qu'est-ce que cela prépare? Or, voici qu'un second télégramme arrive :

18 h. 40. — Les deux brigades de la 37e D. I. *sont en retraite par échelons pour venir occuper Froide-Terre comme première position.* La division va *se reconstituer* à la crête de Belleville, la 74e brigade à l'ouest, la 73e à l'est de ce front. Le général de Bonneval transporte son P. C. au fort de Belleville.

Voyez la carte. C'est presque le recul dans l'enceinte de Verdun. Et la division n'a même pas été attaquée !

Les deux télégrammes s'expliquent l'un par l'autre : toujours cette même *crainte* d'être « tourné » ; toujours cette même « imagination » tactique qui, sans autre renseignement et sans même un fait précis, sur de simples hypothèses, attribue à l'ennemi des intentions ou des actions qui sont peut-être loin de sa pensée ou de toute possibilité. C'est sous l'empire de cette erreur d'appréciation — hélas! si naturelle dans de tels moments, — que le général de Bonneval a abandonné la dernière bretelle tendue en avant de la ligne des forts et se retire par échelons sur la crête de Belleville, après avoir fait sauter le pont de Bras.

Heureusement, sur l'Est, le succès des Allemands au fort de Douaumont a été vite localisé. Au village de Douaumont, le 20e corps tient toujours; la 14e division (général Crépey) barre la route Douaumont-Bezonvaux et, par le signal d'Hardaumont, se relie à la 153e division. Pour corriger, dans la mesure du possible, l'effet du recul de la 37e division, le général Herr téléphone au 20e corps : « Tenez à outrance, face au nord, la ligne Froide Terre-Douaumont. Organisez une ligne en arrière. »

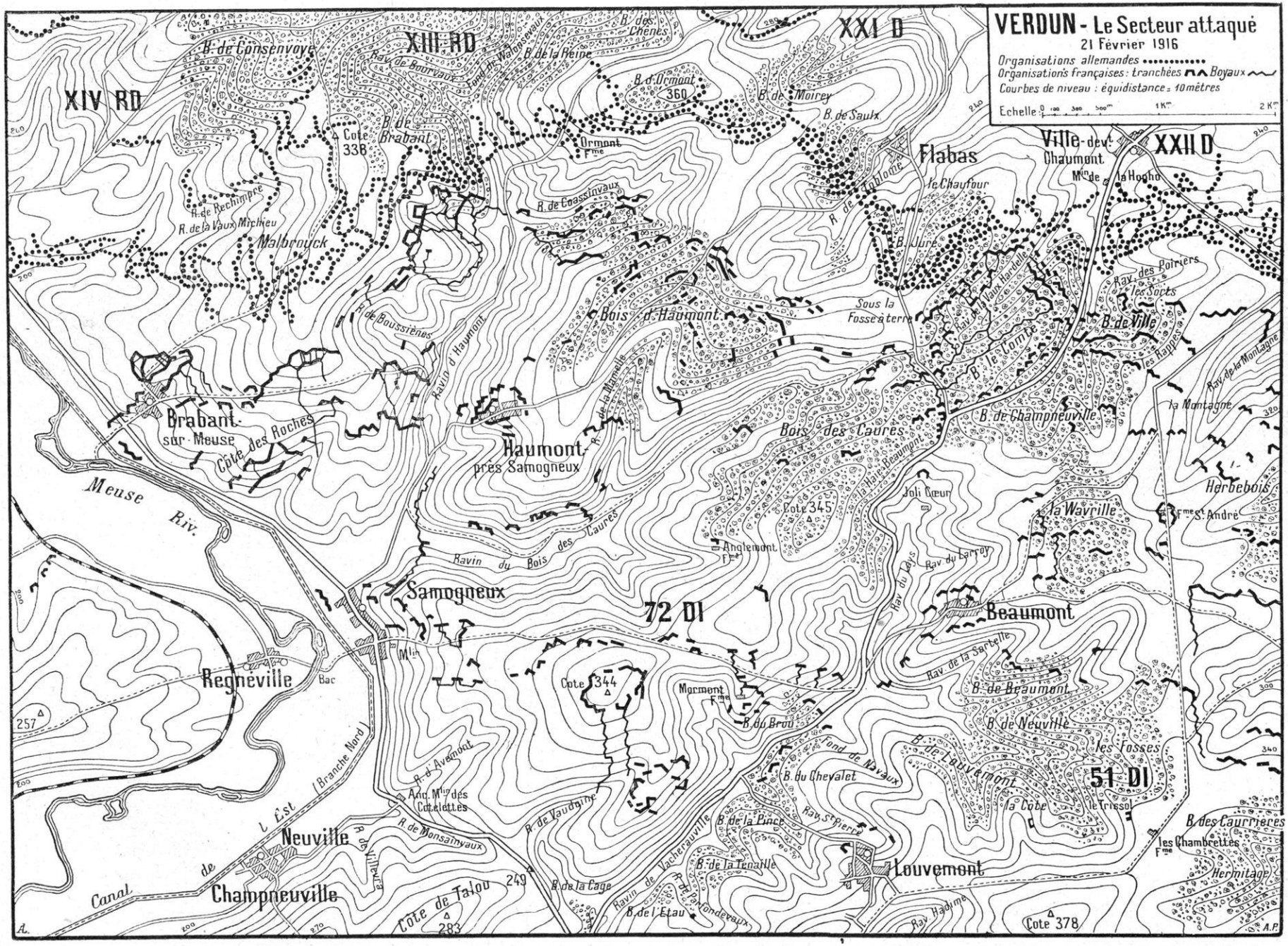


CADAVRES ALLEMANDS DANS UNE TRANCHÉE

Cependant l'ennemi a profité d'une circonstance si imprévue; il se persuade sans doute que les Français renoncent à défendre la rive droite : il touche au but : après la chute du fort de Douaumont, tout espoir est permis. Sans coup férir, la cote 344 est occupée, Vacherauville succombe. Les batteries avancent de toutes parts; Verdun est en feu. Le lendemain, 26, sera, sans doute, la journée de la victoire. Les avant-postes se sont glissés jusqu'à la nouvelle ligne de résistance française : Bras - bois d'Haudromont - Douaumont village - signal d'Hardaumont - Damloup - Eix. Vers Bras, on est à six kilomètres de la place. Qu'est-ce que cette distance pour les artilleries ?

LE GÉNÉRAL PÉTAIN PREND LE COMMANDEMENT

Le général Pétain est arrivé avec l'état-major de la 2e armée, le 25 au soir, au quartier général à Souilly. Il est accueilli par le général de Castelnau qui l'a désigné, qui a tout préparé pour le recevoir et qui lui transmet les pouvoirs avec les


VERDUN - Le Secteur attaqué
21 Février 1916
Organisations allemandes
Organisations françaises : tranchées Boyaux
Courbes de niveau : équidistance = 10 mètres
Echelle
XIV RD
XIII RD
XXI D
XXII D
72 DI
51 DI
Brabant sur-Meuse
Haumont près Samogneux
Samogneux
Regneville
Neuville
Champneuville
Louvemont
Beaumont
Flabas
Ville-dev.-Chaumont
Malbrouck
Bois d'Haumont
Bois des Caures
Côte des Roches
Côte de Talou
Côte 378
Côte 345
Côte 344
Côte 338
Côte 283
Meuse Riv.
Canal de l'Est (Branche Nord)
B. de Consenvoye
B. de Brabant
B. des Chênes
B. d'Ormont
B. de Moirey
B. de Saulx
B. de la Reine
B. de Coassinvaux
B. de Boussières
B. de la Magnelle
B. de la Haie-Beaumont
B. de Champneuville
B. de Ville
B. de Beaumont
B. de Neuville
B. de Louvemont
B. du Chevalet
B. du Broû
B. de la Pince
B. de la Tenaille
B. de la Cage
B. de l'Etau
B. de Vaudoire
B. des Carrières
Ravin du Bois des Caures
Ravin de Vacherauville
Ravin de la Vaux Hardelle
Ravin de la Montagne
Ravin de la Sarcelle
Ravin du Lys
Ravin du Larroy
Ravin St Pierre
Ravin Hadrima
Fond de Navaux
Fond de Walgesaux
Ravin d'Haumont
Ravin de Bourreaux
R. de Monsainvaux
R. d'Avocourt
R. de Rechimpré
R. de la Vaux Michieu
R. de la Tablonne
R. de la Magnelle
Ormont Fme
Morment Fme
Anglemont Fme
Fme St André
Fme des Chambrettes
Mde de la Hoche
Mlin
Anc. Mlin des Coulettes
Bac
Sous la Fosse à terre
Joli Cœur
la Wavrille
Herbebois
la Montagne
les Rappes
les Poiriers
les Socts
les Fosses
le Trissol
la Côte
Hermitage
A.P.

tristes nouvelles de la dernière minute. Castelnau et Pétain ont autour d'eux Herr, Balfourier, Bazelaire, Chrétien, Duchesne, le colonel de Barescut et l'état-major que Pétain a amené avec lui. Tous les yeux sont tournés vers Pétain.

L'armée entière connaît le nom et les vertus du général Pétain : c'est un soldat. Tout ce qu'il touche se transforme et prend la fermeté de la discipline, c'est-à-dire la force et l'éclat de l'acier. Sa belle carrure, sa tête aux cheveux ras, sa figure à la moustache courte, aux traits mâles et idéalement réguliers, son œil bleu si clair et si doux, cet aspect physique qui signale l'homme du Nord, robuste, calme et bien équilibré, tout lui assure dès l'abord l'ascendant. Cet homme n'est pas de ceux auxquels on dit *non*. Si l'on discute, on sent vite qu'il a prévu l'objection et qu'il l'a fondue, en quelque sorte, dans le parti auquel il s'est arrêté. Le bon sens et la pondération ont cet avantage que la lumière contenue dans la résolution se projette en quelque sorte sur l'exécution et la rend plus claire et plus aisée. Voir c'est prévoir.

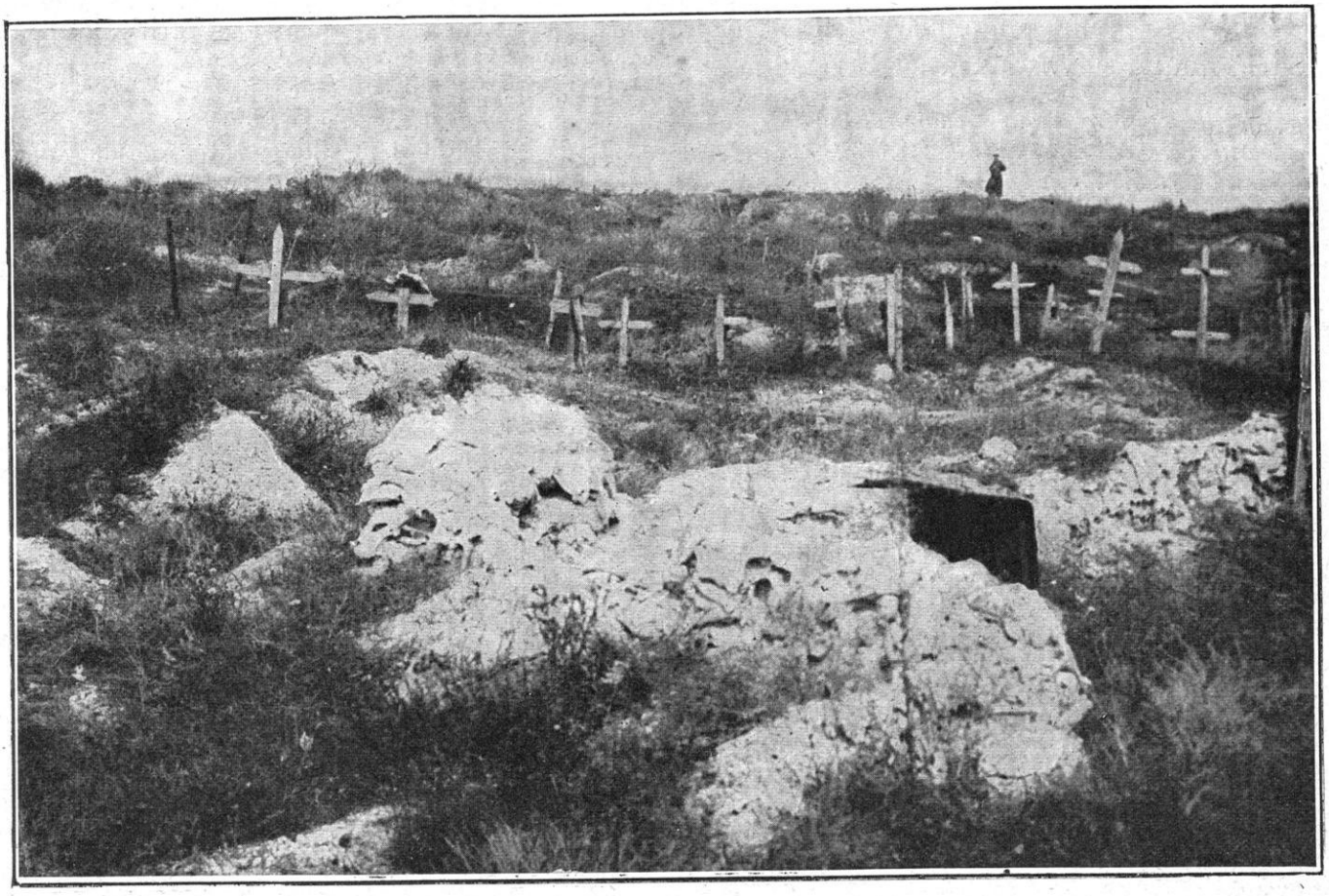
Pétain à la tenue impeccable, Pétain au pâle visage, est fait pour commander : sa présence seule met tout le monde et toute chose à leur place. Mais, il ne commande pas seulement, il persuade; et voici, soudain, que la chaleur d'une âme tendre se répand dans un rayonnement d'une douceur exquise. Ainsi, dans l'ordre on sentira de l'âme et, jusque dans la règle, un sentiment. La droiture de l'esprit ne va pas sans la droiture du cœur. Dans l'accomplissement du devoir militaire où la mort est toujours si proche, il y a une religion ; il faut avoir approché de ces états-majors pendant la guerre : ils avaient quelque chose de monastique. Le général Pétain vivait dans les camps d'une forte vie intérieure, et autour de lui, choisis par lui, tous étaient comme lui.

Cette manière close du chef n'est ni timidité ni orgueil; c'est réserve, discrétion, économie de forces, dignité : la puissance de ces esprits concentrés se ramasse sur elle-même. Parfois, il est vrai, elle se détend et lance un mot qui fait flèche, mais tout de suite elle retombe au silence. Soldat qui n'a jamais sollicité, jamais plié, jamais flatté, Pétain était sur le point de prendre sa retraite comme colonel quand la guerre éclata. La guerre était son métier ; il l'avait enseignée, à l'Ecole de guerre, aux jeunes générations d'officiers, et leur avait laissé un souvenir enthousiaste. Il partit à la tête de son régiment et, soudain, sa destinée prit l'essor dû à un mérite qui allait s'ensevelir ignoré.

Pétain, donc, savait la guerre; il savait aussi l'armée ; il connaissait tout du soldat, depuis le plus secret repli de l'âme jusqu'au bouton de guêtre : lui-même bon fantassin et, par conséquent, bon psychologue, car c'est cela qu'apprend, d'abord, la conduite des hommes. A la tête de son régiment, de sa division, de son corps d'armée, il a franchi en moins d'un an tous les échelons, et partout il s'est montré chef parfait. Mais que sera-t-il, grand chef?...

Il a donné sa mesure à la Marne, où ses premiers essais sont les victoires de ce fameux 3e corps commandé par Hache, avec Mangin et Pétain comme divisionnaires ; en Artois, où sa préparation et son élan ont remporté la victoire du 9 mai; en Champagne, enfin, dont il a couronné la leçon par le « Mémoire » cité plus haut, une des grandes pages de l'intelligence militaire française, avec sa fameuse conclusion : « L'artillerie conquiert, l'infanterie occupe. »

Et, depuis, il a beaucoup travaillé, il a beaucoup réfléchi, toujours dans le même sens : perfectionner la méthode et le matériel pour épargner les hommes. Ramassant dans son esprit tout ce que cette nouvelle guerre vient de découvrir, il le mesure à ce qu'un pays comme la France et une armée comme l'armée française peuvent supporter. Sa sagesse est faite d'une continuelle balance entre la nécessité et l'humanité ; sa réflexion ne tourmente pas seulement son esprit, mais son cœur : exemple rare parmi les hommes de guerre et qui, dépassant la tradition de Napoléon, remonte à celle de Catinat,



DOUAUMONT. — PETIT CIMETIÈRE SUR LES TALUS DU FORT

de Vauban, de Turenne. Pétain n'abusera jamais de cette richesse irremplaçable, la vie des hommes ; il ne consommera pas ses régiments en tentatives téméraires ; il surveillera constamment, en soi-même, l'exigence du chef ; il ne jettera pas la chair humaine sur des fortifications désespérées ; il ne lancera ses troupes qu'à coup sûr ; il sera le maître des préparations, le vendangeur du fruit mûr. Autant qu'il est humainement possible, il subordonnera les risques de la guerre au calcul, à la prévision, à l'ordre. Et cette prudence consciente est, en lui, voulue : elle lui vient de sa connaissance parfaite du soldat, de son tact impeccable, de son âme.

Avec cette conception de la guerre, si haute et si émouvante, partout où Pétain commandera, le succès viendra : cependant, il aura parfois quelque peine à saisir l'heure. Car c'est, tout de même, une chose surhumaine parmi les choses humaines que ce scrupule de ne rien laisser à la fortune de ce que la volonté et le savoir peuvent lui enlever.

Le haut commandement avait vu Pétain à l'œuvre ; il connaissait le chef, toujours égal à sa tâche. Dans le péril de Verdun, les yeux s'étaient tournés vers lui. On avait songé, d'abord, à ne remettre au général Pétain que le commandement d'une armée chargée de caler la défense de la Région fortifiée ; mais l'on sentit bien vite que cela ne suffisait pas : sur l'initiative du général de Castelnau, c'est le commandement total qu'on lui confie. Les deux messages téléphoniques suivants ont été échangés dans l'après-midi du 25 :

Du général de Castelnau, 15 heures. — Le général de Castelnau se propose de donner au général Pétain le commandement de l'ensemble de la R. F. V. et troupes arrivant sur la rive gauche de la Meuse.

La mission initiale du général Pétain sera d'enrayer l'effort que prononce l'ennemi sur le front nord de Verdun.

Le général Joffre approuvait et il envoyait le télégramme suivant au général Pétain :

25 *février, à général Pétain, Souilly.* — J'ai donné hier, 24 février, *l'ordre de résister sur la rive droite de la Meuse* au nord de Verdun.

Tout chef qui, dans les circonstances actuelles, donnera un ordre de retraite, sera traduit en conseil de guerre.

Donc, Verdun sera défendu par Pétain et il *sera défendu sur la rive droite.*

« Quand, dix minutes après son arrivée, le général Pétain appela au téléphone le général Balfourier et se nomma à l'appareil :

— C'est moi, Pétain.

— C'est vous, mon général ? Alors, ça va marcher. »

Sans doute on lira ici avec émotion les premières lignes de l'*Historique* du commandement du général Pétain ; document immortel, digne de la piété nationale. Ces lignes, je les ai copiées à la mairie de Souilly, le 4 mai 1916, au moment où la victoire se dessinait, à l'heure même où nos généraux, tout enflammés de la bataille, venaient rendre compte du succès qui dégageait la rive gauche, à l'heure où Pétain lançait sa proclamation à ses troupes : « Grâce à vous, chefs et soldats, un coup formidable a été porté à la puissance militaire allemande. »

Ces lignes de l'*Historique*, dans leur froideur rigide, établissent le point de départ, le seuil sur lequel le monument s'éleva :

Historique de la 2e armée.

Le général Pétain, avec la 2e armée, est chargé d'exercer le commandement de la R. F. V. et des forces disponibles sur la rive gauche de la Meuse. Le général commandant la R. F. V. et son état-major sont mis à sa disposition.

La mission de l'armée est d'enrayer l'effort que l'ennemi prononce sur Verdun (*Instruction du 25 février du général en chef et du général de Castelnau ; entrée n° 1*).

Les forces mises à la disposition du général Pétain sont :

1° Groupes de la R.F.V. : 72e D. I., 51e D. I., 14e D. I., 37e D. I., 39e D. I., 153e D. I., 29e D. I., 67e D. I., 48e D. I., 16e D. I., 211e et 212e brigades territoriales, 152e D. I., 2e C. A., 3e et 4e D. I.

2° Troupes envoyées en renfort par le G. Q. G., arrivées ou en route pour rejoindre : 59e D. I. venue de la zone de la 4e armée, 1er C. A. venu de la 5e armée, 13e C. A. venu de la 6e armée, 21e C. A. venu de la 10e armée, 68e D. I. venue du G. A. E.

La 2e armée, ainsi constituée, fait partie du groupe des armées du Centre et sera desservie par la D. E. S. de Bar-le-Duc et la G. régulatrice de Saint-Dizier.

D'autre part, la 2e armée recevra les éléments d'A. L. ci-après :

84e A. L. 120l un groupe 155e.
85e A. L., 2 groupes 120l, 1 groupe 155l.
Le 120e A. L. attelé.
Le 115e A. L.
Les groupes du 3e C. A. et du 16e C. A.
Le groupe Pons 155e C. T. R. du 111e A. L.
Le groupe 155 C. T. R. du 106e A. L.
Enfin le G. A. C. auto-canons.

A la date du 26 février 0 h., la situation est la suivante : Les forces de la R. F. V. ont été réparties en trois groupements aux ordres des généraux Bazelaire sur la rive gauche, Balfourier et Duchesne sur la rive droite.

A. Le général Bazelaire tient le front Avocourt (exclu) à Forges exclu.

La brigade Pollachi, sur l'ordre du général Pétain, est alertée et tenue à être prête pour se porter sur la rive droite.

L'ennemi, comme les jours précédents, continue à bombarder violemment le Mort-Homme et le mamelon d'Haucourt.

B. Le général Balfourier tient le front Bras-pentes sud de la côte du Poivre-le bois d'Haudromont-le village de Douaumont-le signal d'Hardaumont-Damloup-Eix.

L'ennemi continue violemment son attaque avec bombardement intensif et continu.

C. Groupement Duchesne tient le front Fresne-Manheulles-les villages du pied des Côtes-bois de Moranville-Blanzée.

L'ennemi ne s'est aperçu de l'évacuation de la Woëvre (fait par ordre du G. A. C.) que dans la journée du 25 ; il s'avance lentement, sans aucune activité sérieuse.

26 février. — L'ordre général d'opérations qui définit la mission de la 2e armée : « résister à tout prix », détermine la zone de l'armée en quatre groupements...

Dans la journée, le G. Q. de la 2e armée s'installe à Bar-le-Duc ; le P. C. est à Souilly.

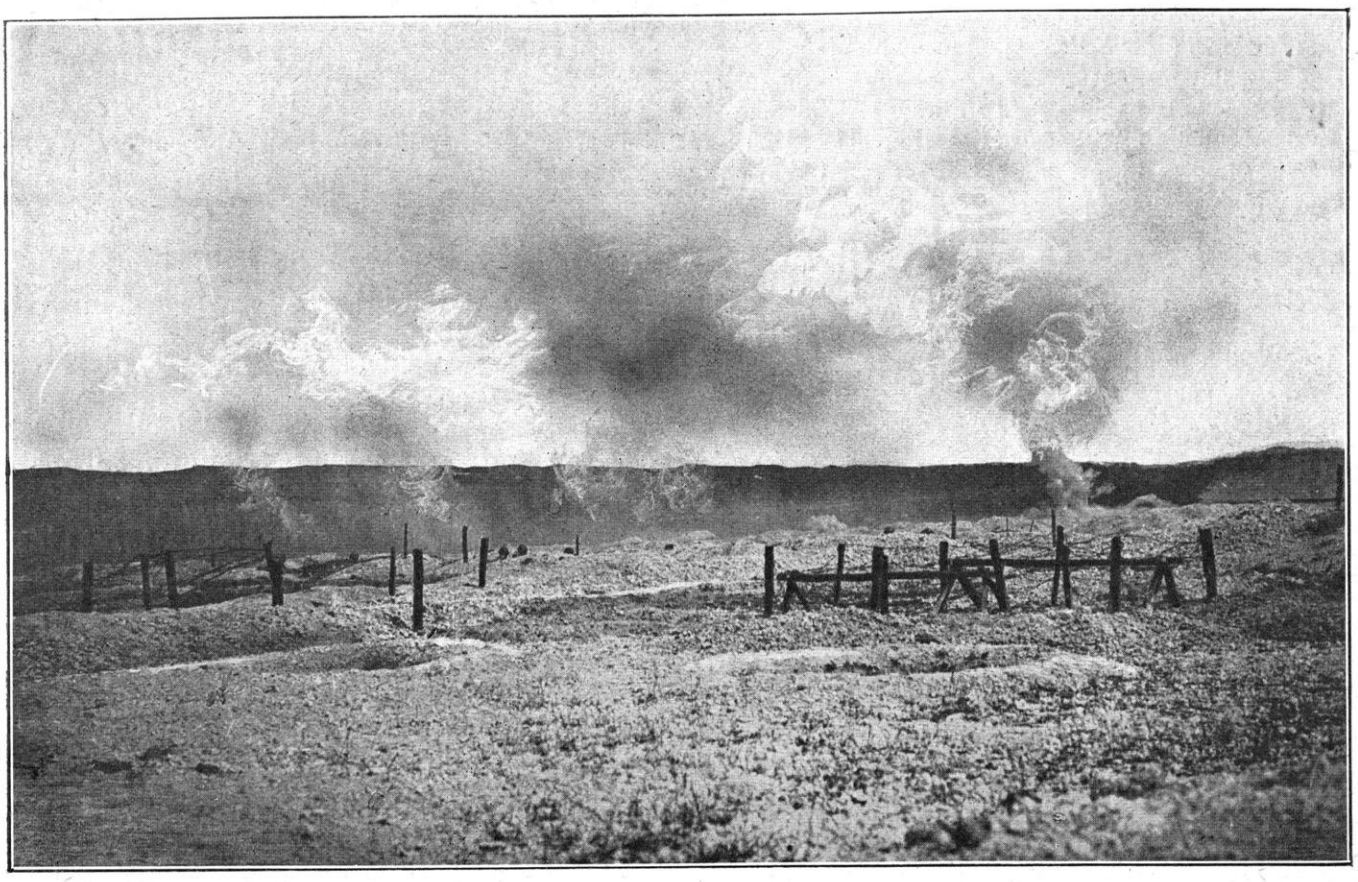
Remaniement des forces de façon à mettre à l'arrière les troupes qui ont combattu et les remplacer par des troupes fraîches.

Pas de destruction de travaux d'art sans l'ordre exprès du général Pétain.

27 février. — Arrivée et répartition des troupes annoncées.

Précautions prises pour assurer sur les routes une police rigoureuse.

Peu d'activité de l'ennemi. Sur la rive droite, le groupement Guillaumat fortement canonné.



PROGRESSION DE FANTASSINS DANS UNE TRANCHÉE

L'ennemi avance en Woëvre.

Forte attaque repoussée à l'est du fort de Douaumont. Idem sur la cote 255 (ouest de Moranville), sur Watrouville et vers Manheulles. L'ennemi est maintenu sur les lisières nord et nord-ouest de ces derniers villages.

28 *février.* — Le général Pétain prend sous son commandement les 2e et 3e armées, et relève directement du général en chef à partir du 28 février 0 h.

. . . . . .

Ces notes brèves donnent, du premier coup, la caractéristique du changement qui s'est produit dans ces trois jours. Nous avons souligné ces mots : *Peu d'activité de l'ennemi.*

Après les succès extraordinaires remportés par les Allemands dans la journée du 25, que se passe-t-il donc de leur côté ?

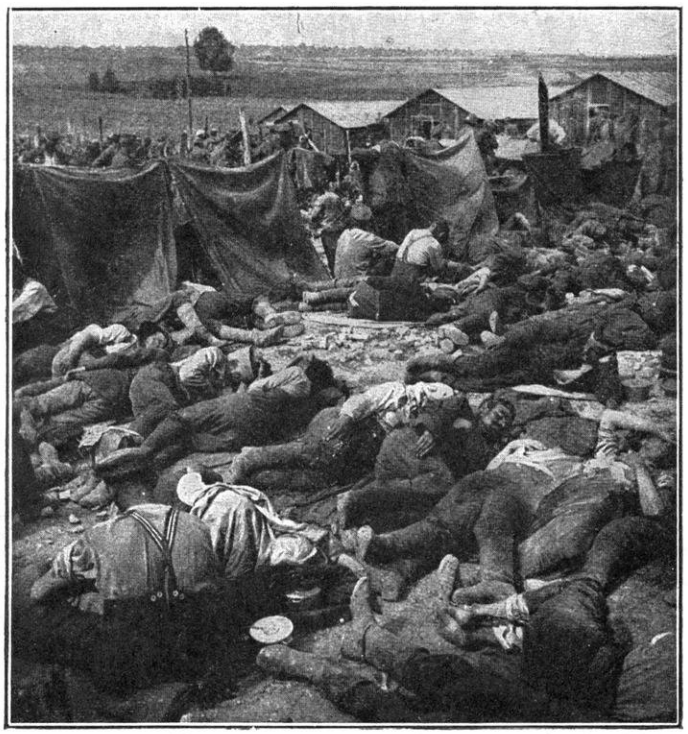
Nous avons un témoignage d'une grande précision sur l'effet que produit à cette heure dans le camp allemand l'apparition des renforts qui s'accumulent dans le camp français :

Lorsque, le matin du 26 février, épiant du haut du fort de Douaumont, les Brandebourgeois regardèrent du côté de Verdun et dans la vallée de la Meuse, ils virent, dans le soleil qui brillait pour la première fois au-dessus de la bataille, d'épaisses colonnes bleues s'approcher, venant de Souville et de Tavannes, et se développer devant Fleury pour le combat. Les bataillons montaient l'un après l'autre, les officiers à cheval, les drapeaux déployés, s'élevant des fonds de Meuse ; les colonnes de camions-automobiles déversaient leurs troupes à Thiaumont et, sans interruption, celles-ci gagnaient Haudromont. L'artillerie arrivait dans le bois de la Caillette et, par un violent bombardement inattendu, couvrait la marche de flanc des nouveaux bataillons qui se portaient de Souville vers Hardaumont et qui disparaissaient aux yeux des Allemands dans les carrières et les ravins abrupts. Sur la crête fortifiée de Froide-Terre, qui domine les passages nord de la forteresse intérieure de Belleville *et la route de Vacherauville à Verdun,* apparurent des uniformes bleu clair et des casques miroitants. *Même sur la rive gauche de la Meuse le mouvement commença aussi. A Charny, des troupes traversèrent sur la rive droite et, passant par Bras, avancèrent vers Haudromont.* Les batteries de Marre et des Bourrus ouvrirent le feu et lancèrent leurs obus sur Douaumont. Les Français passaient à la contre-attaque sur toute la ligne. Ils s'étaient ressaisis de leur terrible surprise des premiers jours et étaient résolus à garder Verdun. Les troupes qui avançaient au centre, de Fleury sur

Thiaumont, appartenaient au 20e corps. Arrivés exténués le 25 février au soir à Verdun, après une marche forcée de 52 kilomètres, les Lorrains, quatre heures après, entraient dans la bataille sur l'ordre du général Pétain. Les observateurs allemands qui se trouvaient dans les tourelles blindées du fort de Douaumont comprirent vite la gravité de ce qui se préparait. L'instant de la surprise était passé, l'ennemi avait repris haleine. Il se portait à la contre-attaque.

Malgré cela, on continua l'attaque du côté allemand. Mais, comme les forces mises en ligne ne suffisaient pas pour élargir le front, *soit pour avancer sur la rive gauche de la Meuse, soit pour échelonner plus profondément les assauts sur la rive droite,* le Kronprinz chercha à *enfoncer plus profondément le coin qui avait pénétré jusqu'à Douaumont* par des coups rapides *dans le système intérieur* du camp retranché, et à repousser du haut des Hauts-de-Meuse les défenseurs dans l'entonnoir de Verdun. Si l'on eût tenté ce coup le 25, on eût pu encore réussir, mais, le 26, la situation avait tourné à l'avantage des Français.

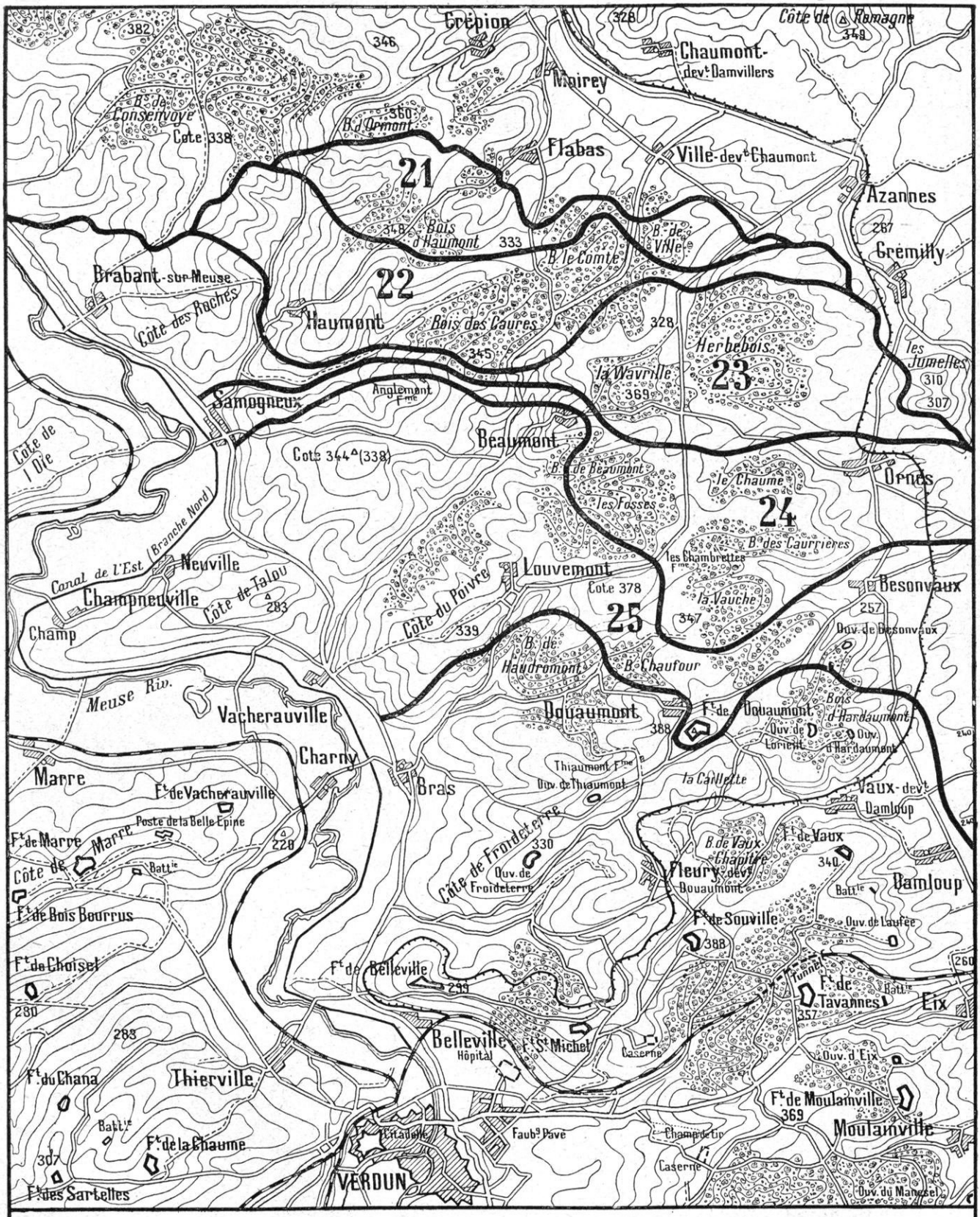
Pétain, qui prit, le 26, le commandement supérieur *des deux rives de la Meuse,* devança l'assaillant de quelques heures. L'artillerie allemande n'avait pas encore avancé sur le terrain défoncé, que déjà les canons de Pétain tonnaient et concentraient leur action sur le fort et le village de Douaumont.



CAMP DE PRISONNIERS ALLEMANDS, PRÈS DE VERDUN

L'artillerie du 20e corps s'établit sur la côte de Froide-Terre et se mit à frayer le chemin à l'infanterie pour la contre-attaque. Pour la première fois, toute la ligne allemande, *depuis Bezonvaux jusqu'à Champneuville,* fut prise sous un feu d'anéantissement... (*Stegemann.*)

Tout est dit (à demi-mot) dans cet exposé plein de mélancolie : l'étonnement des observateurs allemands quand ils reconnurent la puissance des renforts s'accumulant sur le terrain, l'émotion qu'éprouvent les chefs en constatant que l'on n'a percé sur aucun point et que la ligne entière, « de Champneuville jusqu'à Bezonvaux », est défendue, l'insuffisance des effectifs du Kronprinz et la résolution qu'il prend de s'éloigner de la rive gauche et de chercher à profiter de la prise de Douaumont pour attaquer par les Hauts-de-Meuse ; par conséquent, le changement brusque d'objectif alors que ses troupes sont épuisées par leur effort même ; l'efficacité de la voûte de feu projetée en avant de la contre-attaque française et qui imprime du premier coup à la bataille la marque de Pétain. Concluons : du côté allemand, au lieu du sentiment de la victoire, surprise, hésitation, inquiétude. Comme le dit l'historien de l'État-Major allemand, par ces premières évolutions d'impondérables la situation a soudain tourné à l'avantage des Français. L'avance maxima des Allemands sur la rive droite (une dizaine de kilomètres) a été obtenue dans ces cinq premiers jours ; mais elle est, une fois pour toutes, arrêtée. Les Allemands ont occupé le fort de Douaumont, c'est vrai, mais le village de Douaumont est devenu la charnière de la bataille ; la prise du fort n'est qu'un incident. D'autre part, un fait décisif s'est produit : les Allemands ont renoncé à enlever de vive force, pour le moment, la route de Bras-Vacherauville. Les canons de la rive gauche les tiennent en respect. L'exécution de l'ordre donné par Pétain à la brigade Pollachi de passer sur la rive droite, a été aussi reconnue sur le terrain par les observateurs allemands. Ils en ont conclu qu'on était résolu à défendre la rive droite : comme on ne peut plus se maintenir à l'ouest, la bataille se transporte donc vers l'est, à Douaumont.



VERDUN. — La progression allemande
21, 22, 23, 24, 25 Février 1916.

Courbes de niveau, équidistance : 20 m

Echelle 0 1 2 3 4 5 Km

Par contre, le changement dans la direction de l'offensive est immédiatement observé dans le camp français et l'on reconnaît également sa véritable raison : les comptes rendus adressés au G. Q. G., après avoir fait part de la prise du fort du Douaumont, s'expriment ainsi :

26 *février*, 16 *heures.* — *On a l'impression que l'ennemi renonce à progresser par le bord même de la Meuse, en raison des flanquements puissants et efficaces de la rive gauche.* — 18 *heures.* Les généraux signalent que l'état matériel et moral des troupes est très bon. — 19 *heures.* Nous avons repoussé de violentes attaques dans la région de Douaumont. Continuation de nos contre-attaques ; la situation matérielle et morale s'affirme comme bien meilleure.

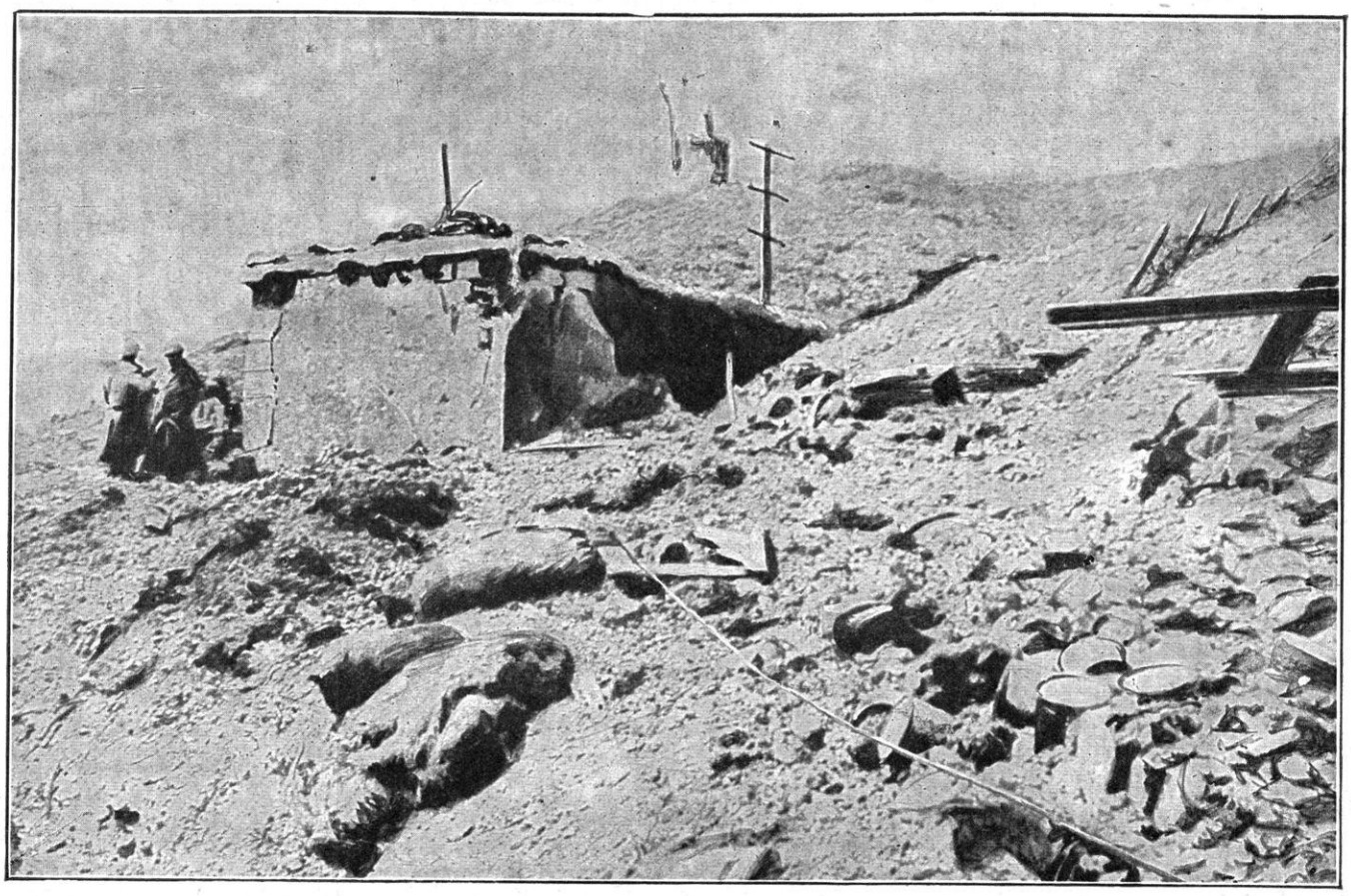
Déjà le général de Castelnau considère que le danger de perdre Verdun est écarté. Toutes les troupes allemandes amenées sur le terrain avant l'attaque ont donné leur principal effort. L'opération préparée pour enlever Verdun par une attaque brusquée a échoué. L'ennemi, s'il veut continuer l'offensive, sera obligé d'amener de nouvelles troupes.

L'attaque allemande déjà épuisée va se traîner pendant quelques jours dans la région de l'Est et autour du fort de Douaumont, mais les Allemands seront bien obligés de reconnaître eux-mêmes que, sans but précis de ce côté, elle se disloque, se disperse, s'effiloche ; ils ne s'accrochent à cette entreprise que parce que le fort de Douaumont leur paraît un solide point d'appui.

D'ailleurs, ils ne sont plus libres de faire autrement : si la possession du fort est une attache pour les Allemands, c'est une insulte pour les Français ; et ceux-ci ont, d'ores et déjà, décidé de le reprendre. Le général de Castelnau a donné des ordres immédiats à cet effet. La petite garnison reliée à l'armée allemande par un étroit couloir péniblement défendu, est peu de chose. Le 20e corps attaque à la fois sur le village de Douaumont, sur la ferme de Thiaumont et sur le fort de Douaumont. Les régiments brandebourgeois, épuisés par quatre jours de combat, sont nettement fixés : ils se cramponnent au bois du Four-à-Chaux et sur les glacis du fort. Le 26, à 11 heures, les zouaves et les tirailleurs, débouchant du bois de la Caillette, s'avancent même sur les pentes de l'ouvrage. Mais ses défenseurs (24e régiment), qui s'étaient tapis dans les souterrains du fort, surgirent, les mitrailleurs tirèrent et l'élan des troupes d'assaut fut brisé. Pendant la nuit, la garnison du fort étant sérieusement renforcée et consolidée, l'entreprise fut remise à plus tard.

Cependant la région autour de Douaumont était disputée en de terribles combats locaux : on se battait pour la possession de la crête d'Hardaumont et pour les communications avec la Woëvre, la 10e division de réserve et la 5e division de landwehr s'avançant pour se relier à l'avancée de Mudra sur Douaumont, et essayant ainsi de rattacher la bataille à une manœuvre par l'Est, mais tout cela flottant, incertain, sans résultat tangible.

Vers le centre, la bataille traînait bien plus encore autour de Vacherauville et au sud de la côte du Poivre. Les Français se fortifiaient partout. Les batteries de la côte de Marre, sur la rive gauche, rendaient toute progression impossible aux Allemands. Les avancées de Bras, la côte du Poivre, la côte de Froide-Terre, Fleury-sous-Douaumont, Douaumont village, Vaux et le fort de Vaux formaient, jusqu'à Eix, une ligne que les Allemands, dans leur état d'épuisement, ne pouvaient plus songer à enlever de haute lutte. Le 27 et le 28 février, après des combats terribles, le village de Douaumont reste au 20e corps, même la ligne française a légèrement remonté dans la direction de la route de Bezonvaux. C'est le moment où l'Historique français constate « *peu d'activité de la part de l'ennemi* », et nous savons maintenant, d'après les documents allemands, qu'à ce moment précis, en effet, les généraux allemands s'avouent entre eux que l'offensive, déviée, n'a plus de sens, qu'elle n'est plus « qu'une lutte pour des positions particulières », « un enchevêtrement sanglant ». Le Kronprinz, qui avait préconisé avant le 21 février, l'attaque par les deux rives, prétend, dans ses *mémoires*, avoir fait vainement tous ses efforts pour *arrêter l'offensive*. Stegemann dit : « Le chef d'Etat-



UNE PARTIE DE L'OUVRAGE DE THIAUMONT

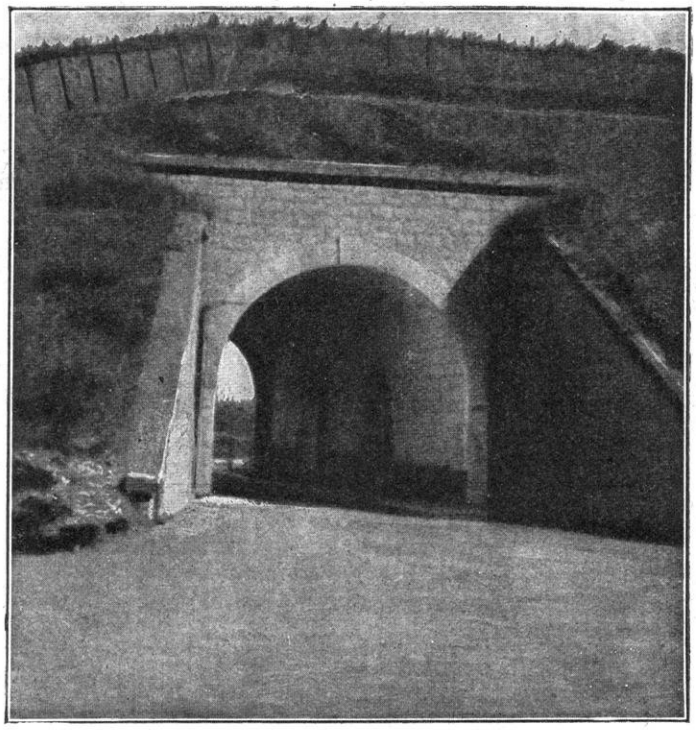
Major du Kronprinz, Schmidt von Knobelsdorf, en arriva à reconnaître *que le schéma de l'offensive était devenu lettre morte.* » Le haut commandement allemand en était donc, après six jours de bataille, précisément au point où le haut commandement français s'était trouvé à la fin des offensives de Champagne et d'Artois ; le front adverse ayant d'abord fléchi, se trouvait maintenant consolidé ; les renforts étaient arrivés et arrivaient de toutes parts ; l'artillerie, formidablement accrue, occupait de nouvelles positions, les mitrailleuses étaient en place. L'armée assaillante avait emporté quelques kilomètres de terrain, mais elle n'avait pas « percé ». Les troupes étaient à bout de souffle, les régiments exténués, les cadres décimés. Pour le soldat, ce n'était pas cette entrée de Verdun « au pas de parade » qu'on lui avait promise et, pour les États-Majors, c'était tout au contraire le comble de la désolation, puisque *le schéma de l'offensive était devenu lettre morte* !

Que faire maintenant ? Fallait-il renoncer et porter l'effort ailleurs, recourir à une offensive mieux montée et plus largement préparée? ou valait-il mieux s'obstiner, jeter toute la force de l'armée allemande sur ce point unique, exiger de la troupe et de la fortune la victoire à tout prix ?

Le commandement français, après les deux offensives si grosses d'espoir d'Artois et de Champagne, avait eu la sagesse de s'arrêter dès qu'il avait constaté que la route était barrée et que l'affaire était sans suite raisonnable. Or, par une décision qui fut, peut-être, la plus grave de toute la guerre, les grands chefs allemands agirent tout différemment et, après délibération, ils décidèrent de persister coûte que coûte, fallût-il engouffrer toutes les forces disponibles dans « l'entonnoir de Verdun ».

Falkenhayn reconnaît que le problème fut posé devant lui, et voici en quels termes il s'explique au sujet du parti qui fut pris :

Sur ces entrefaites, l'adversaire mit en batterie derrière la croupe de Marre, sur la rive ouest, avec une rapidité surprenante, de puissants groupes d'artillerie. Leur action demi-flanquante devint très sensible à l'assaillant... Dans cet état de choses, le commandement suprême *se demanda s'il ne ferait pas mieux de renoncer à continuer les opérations dans la région de la Meuse et d'organiser une entreprise sur un autre point du front.* Cette mesure aurait équivalu à l'abandon complet des intentions sur lesquelles était basée l'attaque au nord de Verdun. On pensa qu'il n'y avait pas lieu de prendre ce parti. Le but recherché avait, jusqu'à présent, été atteint (?). On était bien en droit d'espérer qu'il continuerait à l'être. En fait, il le fut aussi (??). On ne pouvait accorder des chances sérieuses de succès à une tentative sur un autre point. L'ennemi y avait encore des forces très importantes. Les Anglais, par exemple, avaient de sept à huit hommes au mètre courant... On pensa, d'autre part, que les troupes françaises avaient subi des pertes telles *qu'elles ne pourraient exécuter, sur d'autres points du front, des opérations cherchant la décision*, alors que les Allemands n'avaient engagé au combat qu'à peine la moitié de leurs forces disponibles. Telles furent les considérations qui affermirent le commandement suprême dans sa conviction que ses intentions seraient réalisées par l'opération sur la Meuse (1).



L'ENTRÉE DU FORT DE DOUAUMONT

Il est à peine nécessaire d'insister sur les erreurs d'appréciation accumulées dans ces quelques lignes. Comme d'ordinaire, le haut commandement allemand sous-estime son adversaire ; il le considère comme à bout de forces, incapable de tenir longtemps, plus incapable encore de monter une offensive sur un autre point du front (alors que l'offensive de la Somme est en pleine préparation) ; tout en reconnaissant l'erreur stratégique qui a fait porter l'attaque sur le saillant de la rive droite sans pourvoir aux feux de flanc de la rive gauche, tout en reconnaissant que l'offensive a dévié, il se paye de mots et déclare qu'elle a atteint son but et qu'elle l'atteindra dans l'avenir. Simples affirmations que l'ensemble des circonstances contredisent... Et, finalement, l'on s'entête comme on s'est entêté après Guise, après la Trouée de Charmes, après la Marne, après l'Yser, parce qu'on ne peut plus faire autrement et parce que les Allemands, grisés par l'orgueil, ne se dominent pas. A coups de régiments, on courra la chance de Verdun ; on est décidé à ne pas voir, ce qui est plus clair que la lumière du jour, qu'une fois la surprise manquée, l'ennemi averti, et les renforts arrivés, un succès décisif est à peu près impossible et qu'on s'enfonce dans la catastrophe.

LA NOUVELLE TACTIQUE ALLEMANDE A PARTIR DU 27 FÉVRIER

C'était de la rive gauche c'est-à-dire de l'ouest qu'était venu le principal obstacle à la marche victorieuse sur Verdun : c'était à l'est que cette marche avait dévié et que, malgré des succès locaux, elle s'était comme égarée. De cette double observation, toute une tactique de correction résultait : il n'y avait qu'à redresser l'offensive d'un coup d'épaule et à la rejeter d'est en ouest. Puisque l'on tenait le fort de Douaumont, on avait un solide point d'appui à l'est ; sans lâcher celui-ci, il fallait en trouver un autre à l'ouest.

On décide donc ce que les théoriciens allemands appellent *l'attaque en échelons sur un front élargi.* En bon français, cela veut dire

(1) *Le Commandement suprême..., loc cit.*, p. 180-184.

LE FORT DE DOUAUMONT, VUE PRISE D'AVION

que, revenant sur le projet manqué d'une offensive trop étriquée, on double et triple sa surface d'assaut, sauf à procéder, à droite et à gauche, alternativement. Dès le début on avait envisagé cette « offensive élargie », mais on n'avait pas les disponibilités suffisantes : allait-on les trouver, maintenant que la bataille avait déjà rendu indisponibles sept ou huit divisions et que la courbe de la ligne d'attaque était plus que triplée ? Comparez l'étroite entrée, d'Haumont à Ornes, où l'on s'était resserré pour la première offensive, au large développement de Malancourt à Eix où l'on veut agir maintenant et où il faut être prêt partout, sous peine de pas pouvoir résister aux contre-attaques françaises. On appela donc toutes les réserves dont on pouvait disposer et on commença à élargir ce « volant » qui, en remplaçant et en soulageant les troupes retirées du front, était indispensable pour nourrir la nouvelle offensive. A ce moment commence largement l'usure de la classe 1916, si soigneusement économisée jusqu'alors (1).

D'autres dispositions furent prises en même temps : à l'imitation des Français, on forma plusieurs groupes de combat, l'un sur la rive droite, toujours commandé par Mudra, l'autre sur la rive gauche, commandé par von Gallwitz, le Kronprinz conservant l'autorité unique sur

(1) Le commandement allemand, après l'échec de l'attaque brusquée, amène successivement, pendant la période du 2 mars au 1er mai, 10 divisions et demie nouvelles :

5 *divisions* réservées entre la Meuse et la Suisse : 113e 58e, 192e, 19e division de réserve — ou tirées de la Woëvre : 121e et une demi-division d'ersatz de la Garde ;

4 *divisions* venues du front occidental : 11e division bavaroise, 1re division, XXIIe C. R.

1 *division* relevée de Champagne : 50e division

Nous verrons que cet effort considérable représenta à la fin un avantage militaire insignifiant.

les deux généraux. A l'abri d'un puissant déploiement d'artillerie, on laissa à ces transformations le temps de s'accomplir, l'infanterie pouvant ainsi procéder aux relèves et souffler un peu.

Déjà on voit paraître sur le front des éléments appartenant à des corps non encore engagés. Pendant la semaine qui suit, c'est-à-dire jusqu'au 6 mars, semaine de réfection et de transition, des combats locaux tentent de consolider la ligne allemande. Le plus important est livré le 2 mars et c'est le XVIIIe corps qui en porte tout le poids. Il s'agit de la charnière toujours disputée, le village de Douaumont. Avant de porter son principal effort sur la rive gauche, le commandement allemand veut être maître de ces ruines qui flanquent le fort.

Une préparation d'artillerie formidable, et les régiments du XVIIIe corps (général von Schenck) sont lancés à l'attaque. Le village est défendu par le 410e, le 414e. Il est pris et repris plusieurs fois et finalement noyé sous la ruée allemande. Mais la résistance française s'accroche à la ferme de Thiaumont, à 800 mètres du village et, là, barre définitivement la route ; combats alternatifs le 3 et le 4, et, finalement, la ligne française reste fixée à 200 mètres de Douaumont-village. Ce n'était pas la peine d'achever, pour un tel résultat, la ruine du XVIIIe corps.

Nous sommes au 6 mars. Le général von Falkenhayn se croit suffisamment consolidé à l'est ; en tout cas, il ne peut faire mieux et, après avoir réglé sa nouvelle offensive, distribué son artillerie, mis ses troupes en place, après avoir longuement délibéré avec le nouveau chef qui a maintenant sa confiance, von Gallwitz, il fait subitement volte-face et il transporte son offensive sur un autre terrain, la rive gauche de la Meuse.

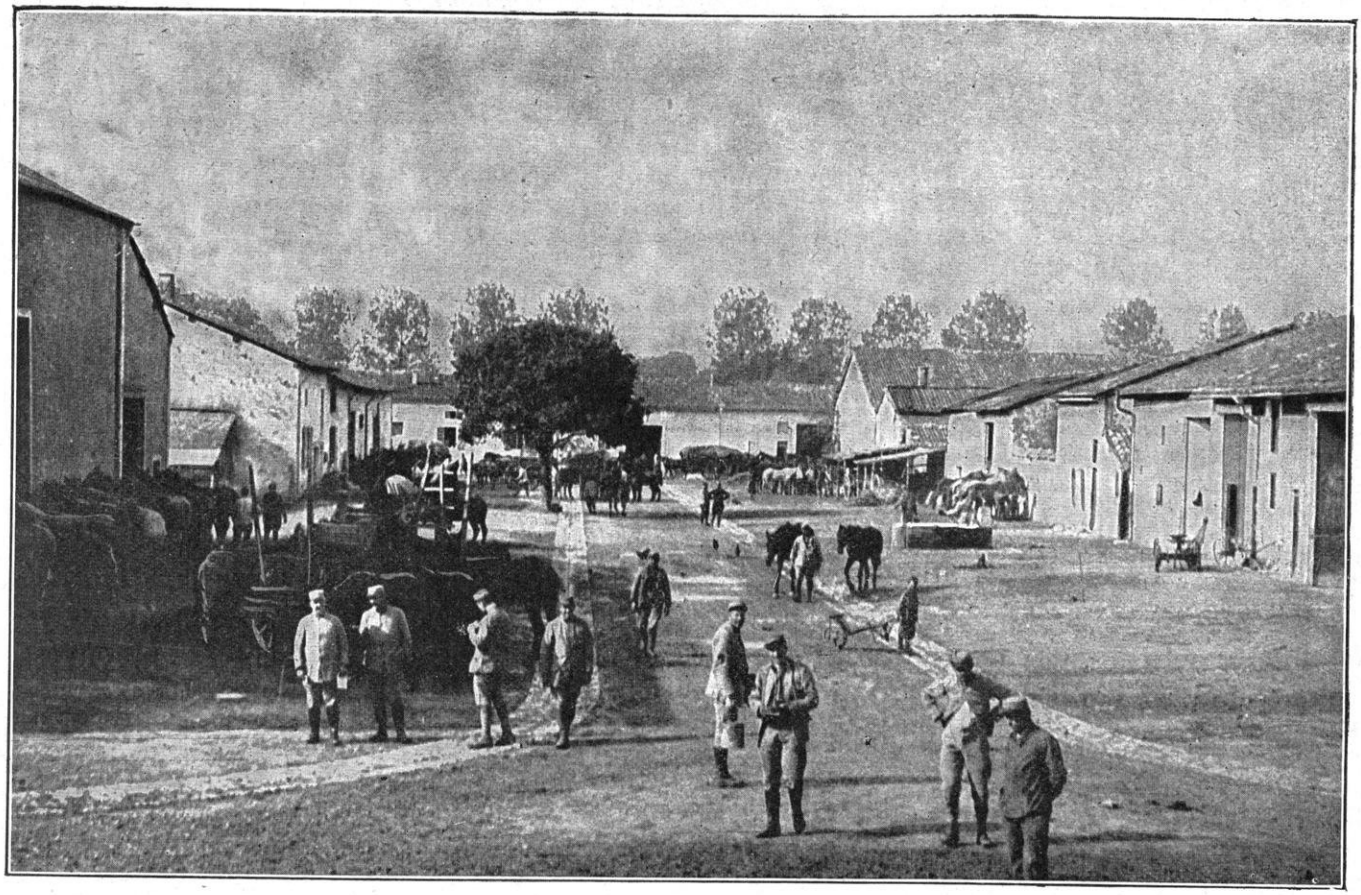
L'élément *surprise* va-t il jouer, cette fois encore? Le camp français s'est-il préparé à cet élargissement soudain du champ de bataille? En un mot, comment a-t-on employé ce délai du 28 février au 6 mars, dont nous venons de dire l'utilisation dans le camp allemand?

Il faut remonter d'abord jusqu'au Grand Quartier général ; car c'est de là que tout part, que tout se coordonne ; c'est de là et que la défense de la Région fortifiée est à la fois dirigée et calée par l'envoi constant de nouveaux renforts.

Le major général Castelnau est rentré à Chantilly depuis le 27 février ; il a adressé au général en chef un compte rendu d'une admirable lucidité et où, après avoir exposé les modifications dans le haut commandement, il indique les ordres donnés par lui pour la reprise du fort de Douaumont. Il ajoute « que, si l'on peut gagner deux ou trois jours permettant au général Pétain de faire sentir son action, il est probable que tout danger de perdre Verdun sera définitivement écarté. »

C'est donc avec confiance que l'on aborde cette nouvelle phase de la lutte. D'autre part, il n'est plus permis de supposer que les Allemands, s'étant engagés dans une telle entreprise, y renonceront de plein gré : *volentes nolentes*, ils sont maintenant en plein dans cette guerre d'*usure des effectifs* qui a été longtemps la pensée constante du Grand État-major français et qu'on lui a tant reproché de prévoir. Il arrive ce qui devait arriver, que les Allemands, malgré la leçon de la Marne, obéissant à leur infatuation et à leur brutalité naturelles, prétendent enlever le « morceau » d'un seul coup, quand ce ne serait que pour échapper aux conséquences fatales de *la plus grande guerre d'usure*, celle qui annihilerait les forces mêmes du pays. Nous avons vu que c'était la principale raison qui avait déterminé l'offensive sur Verdun : il s'agissait de sauver la guerre par un coup de prestige, puisque l'on s'aperçevait qu'on ne pourrait pas la gagner autrement. La bête était prise au filet. Il n'y avait plus d'autre salut pour elle que de le rompre.

Mais le haut commandement français savait aussi que l'usure des effectifs n'opérait pas d'un seul côté. Cette lutte, une fois engagée, allait devenir une grande consommatrice d'hommes.



BRAS. — LE VILLAGE OCCUPÉ PAR LES TROUPES FRANÇAISES

Or, l'armée britannique n'étant pas prête, le haut commandement avait assumé, pour l'armée française, la tâche exclusive de défendre Verdun. Son premier devoir était donc de ménager sévèrement ses divisions. Il se décide à profiter de l'importance des réserves, d'ores et déjà constituées en vue de l'offensive future, pour les amener successivement sur le front de Verdun et les en retirer rapidement, de façon à constituer cette espèce de « roulement», de *noria* comme on l'a dit, qui permettra de résister, sans aller jusqu'à l'épuisement des unités, aux terribles coups de boutoir des Allemands.

Telle est la pensée qui domine à l'État-Major général français, telle est sa préoccupation instante jusqu'à la fin de la crise de Verdun. Dès le 26 février, le général Joffre constate l'arrêt de l'attaque brusquée; il en profite. Avant tout, des effectifs, de l'artillerie. Le général de Langle reçoit, d'abord, l'avis que le 3e corps (général Nivelle, 5e et 62e divisions), venant du groupe des armées du Nord, débarquera le 27 au soir à Valmy ; que le 14e corps (général Baret, 27e et 28e divisions), venant du groupe Dubail, arrivera le 28 au matin à Ligny.

Il faut libérer, partout, mais surtout au nord, le maximum de troupes et, pour cela, il est nécessaire d'obtenir, de l'armée britannique, qu'elle s'élargisse et soulage l'armée de Foch. Le 26 février, une lettre est adressée au général Haig, lui faisant part que l'action autour de Verdun augmente d'intensité. Le général Joffre demande que l'armée britannique relève intégralement sa 10e armée : en premier lieu le 9e corps (Souchez-Neuville), puis le 12e corps (Neuville-Roclincourt). Le but est de disposer de toutes les forces françaises pour enrayer les attaques allemandes et passer à la contre-offensive. Les forces britanniques tiendront le front au nord de la Somme et prépareront

le terrain en vue de l'offensive future, à laquelle, comme on le voit, le général Joffre n'a pas un instant renoncé. Le même jour, Joffre expose toute sa pensée dans une lettre au général Robertson, chef de l'Etat-Major britannique, qui objectait toujours l'envoi de troupes britanniques à Salonique :

La bataille devant Verdun, lui écrivait le général Joffre, est une action qui peut influer sérieusement sur le sort de la guerre. *Je suis décidé à y consacrer toutes mes disponibilités pour infliger à l'ennemi un échec définitif.* Pour cela, des réserves sont nécessaires ; elles ne peuvent être fournies que par la relève de la 10e armée par l'armée britannique. Aucune attaque n'est à prévoir dans le nord, et la préparation offensive est insuffisante pour que l'armée britannique nous aide en attaquant. Il est donc indispensable qu'elle crée des disponibilités à l'armée française...

Joffre avait des raisons d'insister : il avait, en effet, adressé la même demande au général Haig dès le 20 février, et voici la réponse qu'il avait reçue :

... La relève de votre 9e corps d armée est beaucoup plus délicate. Comme je vous l'ai expliqué à la conférence, en raison de l'organisation très récente de plusieurs de mes divisions, mes réserves sont actuellement trop peu nombreuses pour m'autoriser à prendre même une partie du front de votre 10e armée.

Quand j'ai accepté le principe de la relève progressive de votre 10e armée *aussitôt que mes troupes seraient en état de le faire*, vous vous souvenez que je n'étais même pas à même de vous laisser entrevoir, avant un certain temps, la réalisation de ce projet. *J'ai parlé de l'hiver prochain...*

Là sautait aux yeux le péril effrayant du manque d'unité dans le haut commandement. *L'hiver prochain...* disait Haig, et les Allemands étaient aux portes de Verdun. Heureusement, chez le général britannique, l'esprit du bon allié et du bon soldat l'emportait toujours sur les susceptibilités et les lenteurs des États-Majors. A l'appel que Joffre lui adresse le 26 février, il répond par une adhésion immédiate ; la relève du 9e corps est commencée le jour même et le général Joffre, dès le 3 mars, pouvait remercier le général anglais pour la promptitude avec laquelle s'opérait la relève de la 10e armée (1).

(1) ABEL FERRY, *La guerre vue d'en bas et d'en haut.* Grasset, in-12, p. 184.

Cette adhésion permet au général Joffre de télégraphier à Foch de préparer, à partir du 28 février, l'enlèvement du 33e corps dans les mêmes conditions que vient de s'opérer celui du 21e corps. Mesure d'autant plus urgente que l'on a eu quelque raison d'appréhender une attaque allemande dans l'Oise et qu'on a dû y retenir le 3e corps d'armée et le 1er corps de cavalerie annoncés à Verdun.

Il est décidé qu'à partir du 27, le général Pétain exercera le commandement sur la IIe et la IIIe armées réunies et qu'il dépendra directement du général en chef ; dès le 28, les premiers résultats obtenus sont l'objet des félicitations du général en chef, dans un télégramme adressé au général Pétain, toutes les dispositions prises par celui-ci sont approuvées, notamment celles qui préparent la contre-offensive.

Passons les mesures de détail, toutes pourtant d'une grande importance : dissolution de la 103e division territoriale de manière à employer ses hommes comme unités de travailleurs à disposition de la R. F. V. ; envois incessants d'artillerie, de munitions, etc. ; ordres aux différentes armées de multiplier les coups de main d'une certaine importance avec sérieuse préparation d'artillerie, afin d'inquiéter l'ennemi et de l'empêcher d'effectuer des prélèvements sur les fronts calmes, etc.

Ayant ainsi paré, le G. Q. G. prend les choses dans l'ensemble ; les hautes directions sont arrêtées et communiquées aux intéressés. Tel est l'objet d'un *Examen sommaire* adressé, le 3 mars, au général Haig :

L'ennemi a consacré de gros moyens à l'attaque sur Verdun ; il pourra encore, par suite de retraits opérés en Russie, disposer de réserves importantes et qui monteraient peut-être jusqu'à un total de 22 divisions. Il y a lieu d'envisager que cette offensive ennemie sera prononcée contre les armées françaises, et qu'il s'agira à ce moment de mettre l'ennemi hors de cause.

Quel sera, cependant, le rôle de l'armée britannique? On lui demande : 1° de retenir devant elle le maximum de forces ennemies par des opérations de détail ; 2° de se mettre en mesure d'attaquer au nord de la Somme dès que la situation l'exigera ; 3° de hâter le plus possible l'aménagement du terrain d'attaque.

UN DÉPOT DE MUNITIONS, PRÈS DE VERDUN

Malgré sa hâte de disposer des corps d'armée dont il a tant besoin à Verdun, le général en chef entend en maintenir un derrière les réserves britanniques, de façon à pouvoir, sans trop de risques, disposer de l'ensemble de la 10e armée. En ce qui concerne celle-ci, qui sera mise en réserve, les dispositions sont prises dès le 2 mars pour que tous les corps soient en mesure d'être embarqués à destination de Verdun au fur et à mesure des besoins. En outre, le 17e corps est transporté, de la région de Saint-Pol dans celle de Meaux-Trilport où il sera en réserve du Grand Quartier général. Un 34e corps d'armée est constitué avec les 157e et 133e divisions, et bientôt la 46e division.

Le 5 mars, le général de Langle et le général Pétain sont avertis que le 32e corps est mis à la disposition de la 2e armée. On tiendra compte des recommandations suivantes : 1° évacuer sur les groupes d'armées voisins les grandes unités fatiguées pour en hâter la reconstitution et éviter l'encombrement de la zone des 2e et 3e armées ; 2° retirer en entier les unités du front, relever les états-majors de corps d'armée. On recevra à bref délai du matériel de 370 pour préparer, le cas échéant, une offensive sur le fort de Douaumont.

Tout est au point. La place est munie, le roulement des relèves est assuré. Cette date du 5 mars clôt la période de transition. Les Allemands déclenchent précisément leur nouvelle offensive, le lendemain 6 mars.

De son côté, Pétain avait montré cette activité clairvoyante et parfaitement adéquate aux événements qui est son don propre. Sa compétence stratégique lui avait révélé la nécessité où étaient les Allemands d'attaquer sur la rive gauche. Tout en se défendant avec une méthode impeccable devant Douaumont, il pensait tout le temps à Bazelaire. « Dès le 25 février, rapporte Louis Gillet, il téléphone à Bazelaire : « Vas-tu être attaqué? — Non.

— Alors, on s'en tirera. *Mais ils ne savent pas leur métier.* »

Maintenant, les Allemands ont compris, ils essayent de se corriger. Trop tard ! Pétain soutient Bazelaire à fond ; il lui a envoyé toute l'artillerie lourde qui vient de lui arriver; il l'a fait caler par Humbert ; et surtout, il dispose en sa faveur des nouveaux renforts envoyés par le haut commandement. Au début de l'offensive, le groupe Bazelaire n'était composé que de deux divisions : à gauche, la 29e (Guyot de Salins), à droite, la 67e (Aimé). Depuis, l'arrivée du 13e corps a changé la face des choses. Le groupe se subdivise, à partir du 27 février, en deux sous-groupements : à gauche, les 25e et 26e divisions (13e corps, général Alby), à droite, la 67e division et deux brigades des 19e et 48e divisions (sous-groupement Aimé). C'est ce sous-groupement qui tient, de Béthincourt à Forges, le secteur qui va subir le fardeau principal de la première attaque allemande.

Celle-ci réunit de ce côté le VIe corps de réserve (général von Gossler : 11e et 12e divisions de réserve) et la 22e division de réserve ; plus à l'ouest, au bois d'Avocourt se trouvent la 11e division bavaroise, la 192e brigade et le 120e régiment de landwehr.

LA DOUBLE TENAILLE

Le 6 mars commence cette nouvelle semaine tragique, qui, intéressant un front beaucoup plus large, devient fatalement une des plus sanglantes de la guerre. Pour en bien comprendre le sens stratégique, il faut s'imaginer deux tenailles, dont la plus large enveloppe la plus étroite, et qui se fermeraient simultanément pour enserrer Verdun.

La tenaille intérieure opère exclusivement sur la rive gauche; ses deux pinces sont appliquées, d'une part, à Avocourt et, d'autre part, à Champneuville-Chattancourt. La grande tenaille continue la première sur la rive droite et la prolonge jusqu'au fort de Douaumont ; dès que la tenaille de la rive gauche aura réussi, celle de la rive droite prendra le mouvement et écrasera, par une action à large envergure, la région fortifiée dans son ensemble.

Nous avons dit l'action formidable que, du haut des collines de la rive gauche, l'artillerie du groupement Bazelaire avait exercée sur l'offensive tentée par la route de Vacherauville-Charny-Bras. Nous avons dit à quel point cette position de flanquement pesait sur toute l'affaire de Verdun. L'idée devait venir fatalement aux Allemands de déloger les Français de la rive gauche. Mais la Meuse n'était pas facile à franchir et la rive gauche elle-même, par suite de sa constitution orographique, offrait un terrain de défensive formidable.

Les deux boucles de la Meuse qui protègent Verdun au nord déterminent, sur la rive gauche, un S qui n'est que la contre-partie de celui que nous avons signalé sur la rive droite. Les deux boucles de l'S ont pour noyau, pour pivot central, deux hauteurs qui surgissent comme deux « rognons » sur le plateau verdunois. Elles sont séparées par la vallée d'un petit ruisseau, la Hayette; au nord, c'est le Mort-Homme, pivot de la boucle Malancourt, Béthincourt, Forges, Regnéville, Cumières, Chattancourt ; au sud, c'est la colline d'Esnes et la cote 304, pivot de la boucle Chattancourt, Marre, Charny, Mierville. Du haut de ces deux hauteurs et de leurs avancées, la côte de l'Oie, la côte de Marre, etc., tonnaient les artilleries qui arrêtaient depuis le début de l'offensive la marche allemande sur Verdun par la rive droite.

C'est pour enlever ces deux objectifs que l'on monte la première tenaille. Sa pince de droite opère à Avocourt à l'ouest. A l'est, l'autre pince, profitant de l'avantage obtenu le 25 par suite de la faute tactique commise par le général de Bonneval, prendra de flanc le groupement Bazelaire et, franchissant la Meuse, elle tentera de pénétrer par l'un des ravins qui descendent de ces hauteurs vers la rivière.

Elle commencera par ce qui paraît le plus facile et attaquera à Forges et Regnéville, pour se glisser par le ravin du bois des Corbeaux, de

UN CONVOI DE PRISONNIERS ALLEMANDS, PRÈS DE VERDUN

manière à prendre à revers d'abord le plus important des deux rognons, le Mort-Homme.

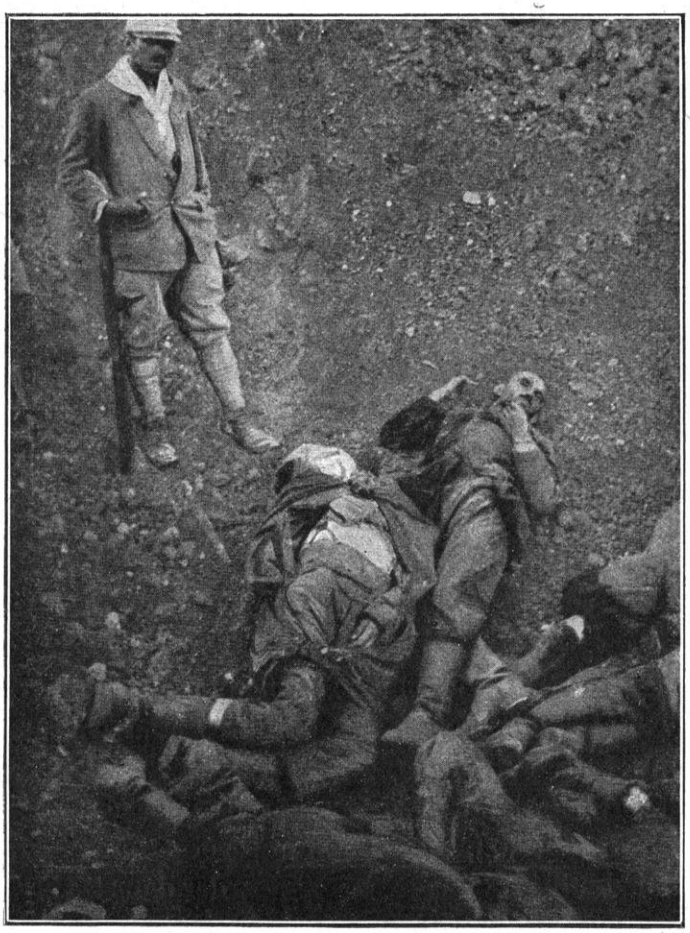
En un mot, faire tomber en deux fois la défense de la rive gauche, d'abord au Mort-Homme, puis à la côte d'Esnes ou 304, tel est l'objectif ; la bataille est dédoublée, le succès de l'opération sur la rive droite étant subordonné désormais au succès de l'opération sur la rive gauche.

Dès l'aube du 6, une formidable préparation d'artillerie accable toute la région de Forges et les hauteurs derrière Regnéville. Von Gallwitz se propose de franchir la Meuse entre Samogneux et Regnéville. La 22e division de réserve est en position d'attente devant Regnéville ; la 13e division de réserve (du VIIe corps de réserve) s'établit dans les carrières de Samogneux avec mission de déboucher sur la rive gauche de la Meuse dès que le passage sera libre et de tourner par le sud les défenseurs de Forges. La 13e division de réserve passe le fleuve sous le feu de l'artillerie française, entoure la garnison assez faible maintenue devant Regnéville, cependant que la 12e division de réserve avance à travers le bois de Forges et entoure le village. La défense ne peut s'attarder dans les bas-fonds. Les deux divisions allemandes accolées montent en direction de Cumières ; mais la défense française s'est installée sur la côte de l'Oie où elle s'opiniâtre ; le soir, elle tenait la bretelle qui va de Béthincourt à la côte de l'Oie par le bois des Corbeaux. La 22e division allemande s'était fait massacrer à l'assaut de la cote 265. La petite garnison de Regnéville s'était défendue jusqu'à la dernière cartouche et ne se rendit que le 7 mars.

Les Allemands avaient pour plan de se glisser par le ravin du bois des Corbeaux pour isoler le Mort-Homme et cerner les forces qui défendaient la région de Béthincourt. La clef de la position, c'est Cumières : la route de Cumières

à Béthincourt passe précisément sur le Mort-Homme, à la cote 265, mais en laissant légèrement au sud la crête dominante, la fameuse cote 295.

Gallwitz est décidé à en finir. Le 7 au matin, il donne son effort maximum pour enlever le bois des Corbeaux et, à la fin de la journée, l'infanterie allemande s'en rend maîtresse. C'est un progrès d'une telle importance que Pétain ne peut le tolérer. Les Allemands ont dit eux-mêmes que « Verdun ne fut jamais plus en péril que le 8 mars ». Le général ordonne donc une contre-attaque le 9; dirigée par le colonel Macker, elle réoccupe le bois. Les Allemands reviennent en force le 10; le colonel Macker est tué et le bois des Corbeaux est définitivement perdu ; les Allemands étaient au pied du Mort-Homme. Cependant, notre ligne est maintenue énergiquement sur les pentes de la double colline. Les Allemands n'en peuvent plus; ils sont obligés de souffler. Ils avancent leur artillerie et préparent par un tir méthodique l'assaut du Mort-Homme.



CADAVRES DE SOLDATS ALLEMANDS

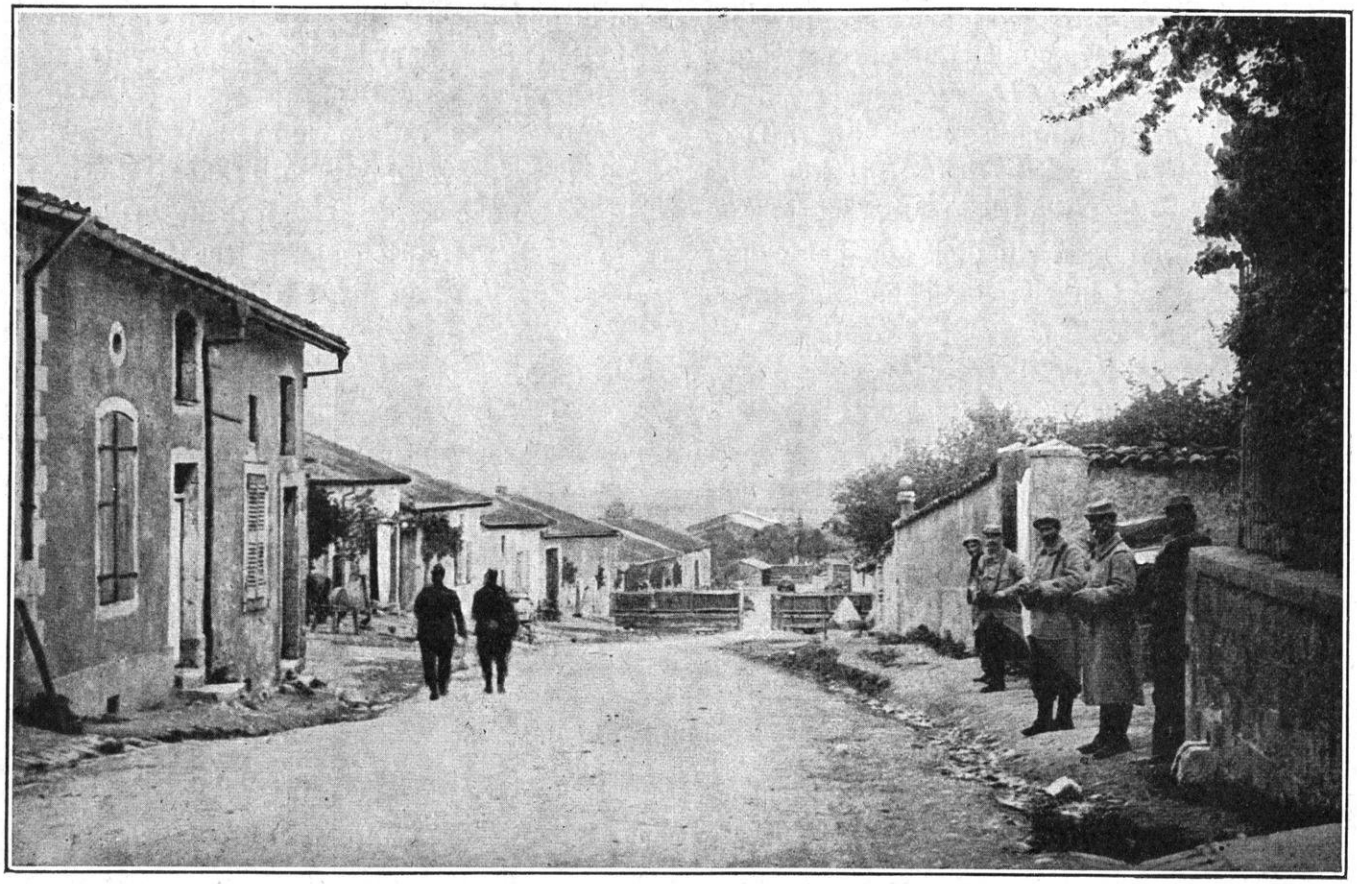
Pour expliquer les raisons de cette allégresse des Allemands et de l'inaction apparente dans le camp français, il faut exposer ce qui s'était passé, en même temps, sur la rive droite de la Meuse, là où opérait l'autre tenaille, vers Douaumont et dans la direction de Vaux.

Nous avons dit comment l'offensive de la rive droite avait dévié vers l'Est, comment elle s'était accrochée à la possession du fort de Douaumont et comment le commandement s'était efforcé de la combiner avec une manœuvre montant de la Woëvre. Le fort de Douaumont n'est pas un but, ce n'est qu'une étape, il faut aller plus loin.

Mais, pour s'approcher de Verdun, une seconde ligne de forts ou plutôt un triangle fortifié barre la route (route nationale n° 18, accompagnée par la voie ferrée). Ce triangle est composé par le fort de Vaux en avant, soutenu en arrière par les forts de Tavannes et de Souville. Il s'agit, soit de tourner ce triangle par le nord, mais on se heurte à la côte de Froide-Terre (cote 345) solidement fortifiée, soit par le sud, mais alors on s'éloigne de l'objectif Verdun et l'offensive s'élargit démesurément.

Le mieux est donc de briser l'obstacle de Vaux et, pour cela, il faut se glisser d'abord par le difficile ravin qui, longeant le bois de la Caillette, conduit au village de Vaux et à l'étang qui, un peu en arrière, ferme la route comme une serrure, au delà de la voie ferrée. Telle est la mission qui est confiée à von Mudra: il aura à combiner son action avec celle des forces qui opèrent dans la Woëvre et dans la région de Saint-Mihiel ; car il ne faut pas laisser une minute de répit aux assiégés. La pointe de la tenaille enveloppante à gauche vise donc, maintenant, le fort de Vaux.

La 6e division (du IIIe corps) et la 9e divi-



DAMLOUP. — LA TRAVERSÉE DU VILLAGE. — AU FOND, LA COTE 304

sion de réserve (du Ve corps de réserve, von Gündell) sont chargées de l'opération sur la pente nord de la colline de Vaux. En même temps, la 5e division de landwehr attaquera Fresnes-en-Woëvre par un mouvement d'enveloppement étendu jusqu'aux approches des Éparges.

L'attaque générale a lieu le 7 mars, et c'est à cette offensive, conjuguée avec celle de la rive gauche, que s'applique la phrase de l'historien de l'Etat-Major allemand : « *Jamais Verdun ne fut plus en danger que le 8 mars.* » Mais l'espoir ne devint pas une réalité. Dans la région de Vaux, von Mudra n'était pas en force pour enlever de haute lutte la petite Suisse qui entoure le fort. C'est, au nord, l'ouvrage d'Hardaumont, à l'ouest, le bois de la Caillette, au centre, à l'entrée du ravin, le village de Vaux.

Sauf un léger succès à Hardaumont, l'attaque du 7 échoue ; elle est reprise le 8 et le 9, un peu plus au centre ; elle échoue encore avec de grosses pertes, à la suite desquelles, le 16, le IIIe corps sera renvoyé définitivement en arrière ; depuis le 21 février, il avait perdu 22 000 hommes.

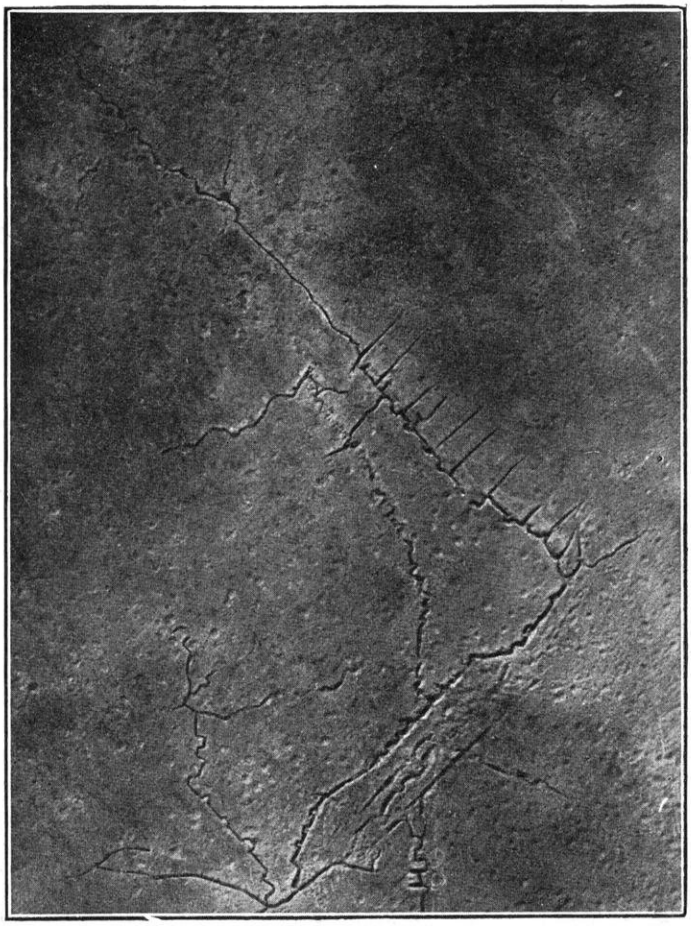
Cependant le 19e régiment du Ve corps croit ces ruines abandonnées. Il y pénètre en colonnes par quatre : mais, pris sous les feux des mitrailleuses, il est presque anéanti. Les Allemands avaient escompté le succès ; ils l'annoncent prématurément par un de ces *communiqués* où l'on ne sait si c'est le monde ou eux-mêmes qu'ils veulent tromper :

« A l'est du fleuve le village, le fort cuirassé de Vaux, ainsi que les nombreuses fortifications voisines ont été, après une forte préparation d'artillerie, enlevés dans une brillante attaque de nuit des régiments de réserve de Posen nos 6 et 19, sous la direction du général d'infanterie Guretzsky-Cornitz. »

Pas un mot de vrai... Une fois le communi-

qué lancé, il fallait bien réaliser ce que l'on avait donné comme acquis. Le 10, on attaque encore : nouvel échec. Le 11, à la faveur du brouillard, on pénètre jusqu'au village. Trois fois on enlève les barricades, trois fois elles sont reprises. L'assaillant s'arrête, épuisé.

Cet échec sur le ravin de Vaux coïncidant avec l'échec sur la rive gauche, marque un temps décisif dans cette affaire de Verdun si terriblement complexe. Une heure critique est encore passée. Le 10 mars, Joffre, qui est venu à Verdun apporter à ses troupes le réconfort de son calme et de son admiration, leur adresse les paroles gravées à tout jamais dans la mémoire des hommes : « *Soldats, le pays a les yeux sur vous. Vous serez de ceux dont on dira :* « ILS ONT BARRÉ AUX ALLEMANDS LA ROUTE DE VERDUN... »



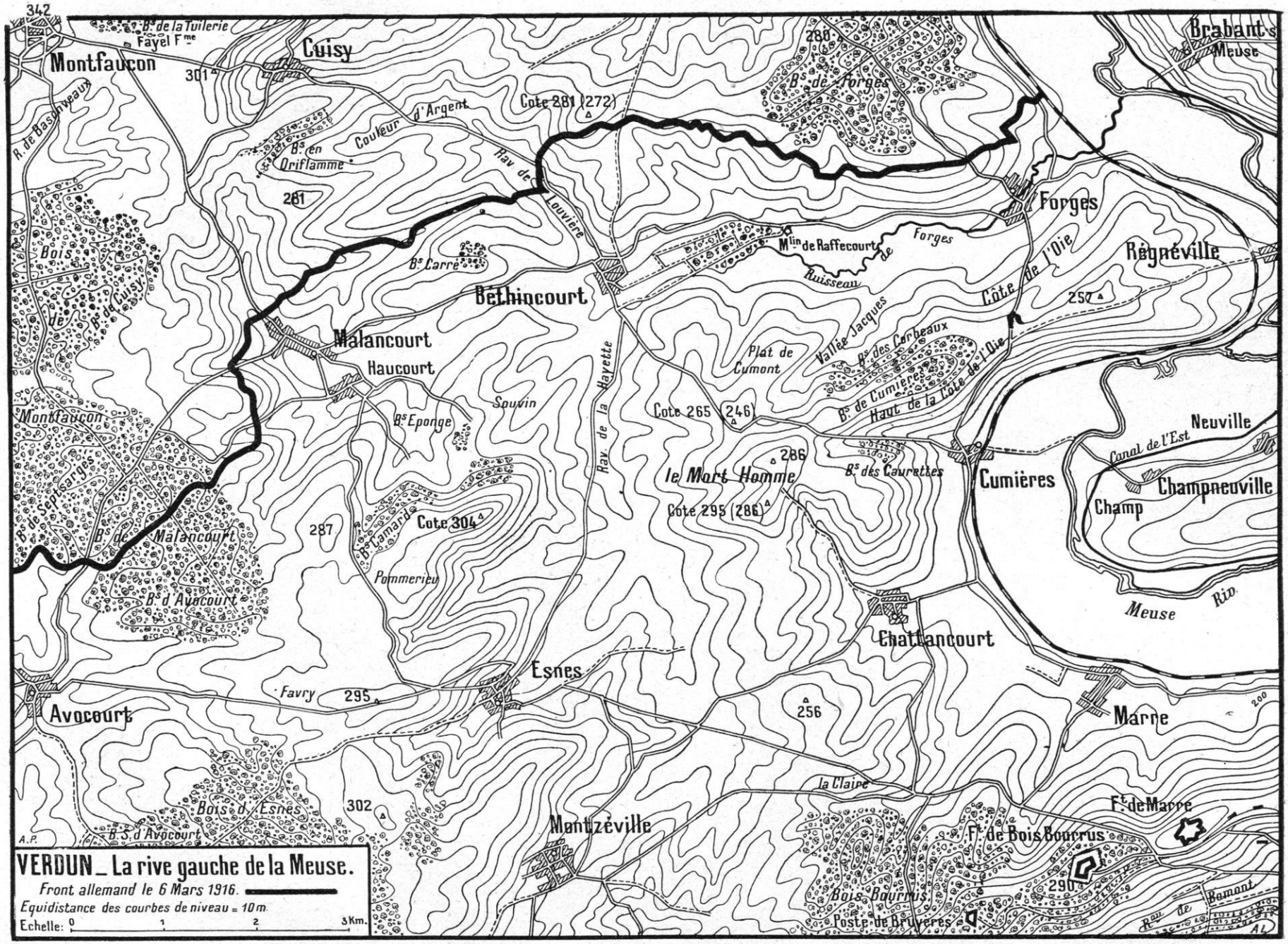
TRANCHÉES AU NORD DE DAMLOUP
Vue prise d'avion

C'est un temps, mais ce n'est pas une pause. Les Allemands s'obstinent ; ils reprennent. Nous avons laissé la tenaille de la rive gauche opérant sa manœuvre contre les deux rognons Mort-Homme et colline d'Esnes. Venant du côté de la Meuse, la 22e division de réserve avait débouché par Forges et Regnéville et s'était glissée par le ravin du bois des Corbeaux pour prendre à revers les hauteurs de Chattancourt et de Marre dont l'artillerie était si cruelle aux Allemands. Le 10 mars au soir, les colonnes qui s'étaient infiltrées par le bois des Corbeaux assiègent le Mort-Homme qui est la clef de la boucle du Nord. La position est défendue par la 25e division (général Debeney).

La bataille se rallume le 14 mars ; la 22e division de réserve monte à l'assaut du Mort-Homme. Le colonel Garçon, de la 75e brigade, et trois lieutenants-colonels se font tuer en menant, le fusil au poing, des contre-attaques. L'ennemi progresse ; des troupes débouchant du Nord-Ouest prennent la colline à revers et grimpent par la route jusqu'à la cote jumelle 265 ; cependant, la cote 295, qui est le piton principal du Mort-Homme, tient bon.

A l'appel de Bazelaire, Pétain fait tonner son artillerie de la côte de Marre et des Bois-Bourrus sur les assaillants. Le 15e d'infanterie contre-attaque brillamment dans la nuit et donne un peu d'air à la défense du piton. La 52e brigade de Humbert vient à la rescousse. En vain, l'ennemi essaye de réagir et d'achever son succès. « La 52e brigade allemande, qui a pénétré la première dans le bois des Corbeaux, a payé son succès de la perte de son général, de son colonel, de presque tous ses officiers et de la moitié de ses combattants » (Stegemann). Il fallait renoncer à l'offensive venant de la Meuse : elle était de portée trop courte et dominée, comme la rive droite, par les feux de cette terrible côte de Marre.

Gallwitz change encore une fois d'objectif : il allonge sa tenaille par l'ouest et se donne


Montfaucon
Cuisy
Fayel Fme
B. de la Tuilerie
342
301
R. de Basinveaux
B. en Driflamme
Couleur d'Argent
Rav de Louvière
261
Bois de Cuisy
B. Carré
Bethincourt
Malancourt
Haucourt
Montfaucon
B. Eponge
Souvin
Rav. de la Hayette
Cote 265 (246)
Plat de Cumont
Vallée Jacques
B. des Corbeaux
B. de Cumières
Haut de la Côte de l'Oie
Côte de l'Oie
Forges
Régnéville
Mlin de Raffecourt
Ruisseau de Forges
B. de Forges
280
Brabant s/ Meuse
250
Neuville
Canal de l'Est
Champneuville
Champ
Cumières
B. des Caurettes
le Mort Homme
Cote 295 (286)
286
B. de Malancourt
B. de Septsarges
B. d'Avocourt
B. Camard
Cote 304
287
Pommerieu
Esnes
Favry
295
Avocourt
Chattancourt
Meuse Riv.
Marre
200
256
la Claire
Montzéville
Bois d'Esnes
B. S. d'Avocourt
302
A.P.
Ft de Marre
Ft de Bois Bourrus
290
Bois Bourrus
Poste de Bruyères
Rau de Bomont
AL
VERDUN _ La rive gauche de la Meuse.
Front allemand le 6 Mars 1916.
Equidistance des courbes de niveau = 10 m.
Echelle: 0 1 2 3 Km.

pour but, cette fois, la cote 304. Ainsi, il échappera aux feux du centre : mais il va tomber dans un autre risque : la manœuvre s'élargissant, aura-t-il les forces nécessaires pour la soutenir partout à la fois?

Avocourt est la pointe ouest de la Région fortifiée : la position est forte, entourée de bois où l'on a tendu des fils de fer ; le village, solidement fortifié, fait réduit. Rassuré par cette force même, on avait laissé la garde de cette charnière lointaine à des troupes de qualité médiocre et se plaignant très haut de la vie des tranchées. Il faisait un temps affreux, pluie, vent et neige, giboulées de mars. Si l'attaque réussit, elle peut devenir des plus dangereuses ; se défilant des feux du centre, elle prend à revers à la fois Esnes (304) et le Mort-Homme. Gallwitz a préparé cette offensive sournoise avec soin : on commence à faire précéder la troupe d'une voûte de feu ; des lance-flammes sont au premier rang.

L'attaque, menée notamment par la 11e division bavaroise, a lieu le 20 mars. Le bois tombe en deux heures : une brigade entière s'est rendue sans tirer un coup de fusil. On a dit, depuis, que la troupe avait été travaillée par des hommes suspects.

Tout le secteur s'écroulait. Mais là, comme au Mort-Homme, Pétain réagit sans perdre une seconde. Ordre à Bazelaire de contre-attaquer ; le capitaine Verlet, de l'état-major de la 29e division, arrête la marche des Bavarois. Huit jours de luttes désespérées dans les bois. Pendant ce temps, le colonel de Malleray (210e d'infanterie), a préparé soigneusement la reprise d'Avocourt. Le 29, profitant du brouillard du matin, il se jette sur le bois qui avait été perdu le 20 ; il franchit le monceau de cadavres qui pourrissait à la lisière et il pénètre dans les tranchées allemandes détruites par l'artillerie. La brigade Collin se consolide sur le terrain repris à l'ennemi. La cote 304 est sauvée.

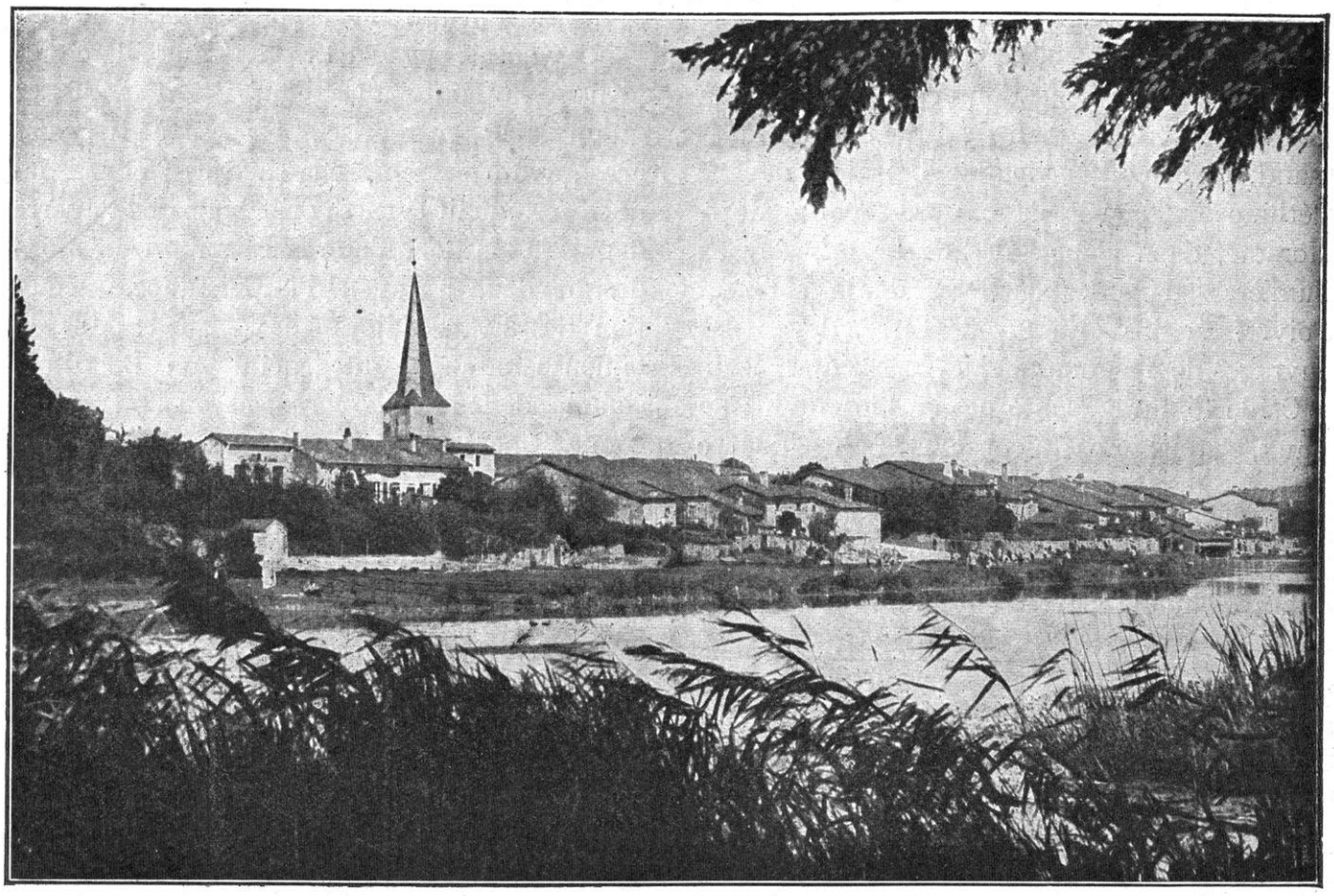
Gallwitz sent la médiocrité des résultats pour de tels sacrifices. Il veut au moins voiler son échec par des gains tactiques, à défaut des grands succès stratégiques que l'on s'était promis au début. La corne de Malancourt-Haucourt, occupée toujours par la défense française, est un peu en l'air, prise entre les bois d'Avocourt et Cumières. Ne peut-on pas essayer de l'enlever? Ainsi, on se rapprochera, par le nord-ouest, du Mort-Homme et de la cote 304. Nouvelle préparation, nouvel assaut. Les Silésiens (192e brigade) remontent le ruisseau de Forges et prennent à revers Béthincourt, tandis que le village de Malancourt et la pointe d'Haucourt sont attaqués par la 11e division de réserve. Malancourt succombe. Il faut se replier sur la cote 287, mais le 79e garde les décombres du village d'Haucourt. Quant aux Allemands, ils s'attendaient les uns les autres, tapis dans les tranchées. Mais ceux de Forges n'arrivaient pas et ceux de Malancourt ne débouchaient pas : dans toute l'acception du mot, c'est une affaire enterrée. Haucourt résiste jusqu'au 5 avril et Béthincourt jusqu'au 8. La cote 304 est frôlée au nord, mais elle n'a pas succombé.

Au 8 avril, la tenaille appliquée sur la rive gauche n'a pas pu se saisir des deux boucles de l'Squ'elle se promettait d'enlever. Ni la cote 304, ni la côte de Marre, ni Cumières, ni Esnes, ni les Bois-Bourrus n'ont succombé.

Si l'attaque directe sur Verdun par la rive droite attend d'être secondée par l'attaque sur la rive gauche, elle est cruellement trompée.

Revenons, en effet, sur la rive droite et disons ce qui s'est passé dans le secteur de Vaux, du milieu de mars aux premiers jours d'avril : nous constaterons ainsi l'échec général de la double tenaille, ou, selon les termes des stratèges allemands, « de l'offensive élargie progressant en échelons ».

Nous avons dit les vaines tentatives de l'ennemi contre le secteur de Vaux du 7 au 12 mars. Il recommence le 16, le 18 ; toujours le même battement sur place : artilleries formidables, liquides enflammés, gaz asphyxiants ; cinq vagues d'assaut dans la seule journée du 18 ne servent qu'à faire tomber des files entières de soldats sous les feux des mitrailleuses et du terrible 75.



CHARNY. — VUE GÉNÉRALE DU VILLAGE

Le Kronprinz est las, presque découragé. Falkenhayn lui envoie une nouvelle division, la 121e, jetée aussitôt au Minotaure. Bataille le 28, bataille le 30, bataille le 31, autour de Vaux et de l'étang de Vaux. La partie ouest du village tombe le 31 mars; elle est reprise et perdue alternativement deux ou trois fois dans les journées du 2 et du 3 avril. Un moment, une nouvelle division fraîche, la 58e, fonce et, d'un seul élan, arrive jusqu'au chemin de fer. La voilà donc sur la route qui mène à Verdun. Mais Pétain aussi a reçu des troupes fraîches, c'est le 33e corps (général Nudant). Ce nouveau corps, uni au groupe du général Nivelle (3e corps), répare le mal.

Un esprit nouveau anime les défenseurs de Verdun : sentant que l'ennemi est à bout de souffle, ils contre-attaquent inlassablement. La contre-offensive va devenir la méthode de la phase nouvelle qui suit l'échec de la grande manœuvre allemande.

Sur la rive gauche, von Gallwitz a tenté, au début d'avril, un nouvel effort. Haucourt ayant succombé le 5 et Béthincourt le 8, l'heure avait paru sonnée d'en finir avec la résistance de la crête supérieure du Mort-Homme et de la cote 304. Le mouvement concentrique était maintenant tout indiqué. Des forces puissantes partent simultanément d'Avocourt, d'Haucourt, de Béthincourt et de Forges par le ravin des Corbeaux. Le 9 avril, une immense ruée s'élance de toutes parts. Y prennent part toutes les forces disponibles de von Gallwitz. On n'avait rien vu de tel depuis les grandes offensives de février. Mais ni la confiance ni le cœur n'y étaient plus. Le soldat avait l'horreur de ce jeu de massacre inutile : l'attaque fut brisée à coups de canons et de mitrailleuses. Si la résistance française abandonne la crête du Mort-Homme, elle devient *no man's land*. L'ennemi ne l'occupe pas.

Dans le camp allemand, c'est une profonde

déception. On comptait tant, cette fois, sur le succès. Et partout la ligne française se maintenait inébranlable. « Comme les Silésiens à Forges, écrit l'historien de l'Etat-Major allemand, d'autres guerriers se battaient devant Béthincourt, sur le flanc nord-est du Mort-Homme, dans le bois des Corbeaux, devant Cumières, dans les carrières de la côte du Poivre, au pied de Froide-Terre, devant les ouvrages de Thiaumont, à la lisière du bois de la Caillette, sur la pente et dans les ravins de Vaux, et tous se battaient dans la plus hideuse des horreurs, sans abri contre les intempéries de la saison, abandonnés à la fureur des canons français. Le champ de bataille n'était plus qu'un terrain labouré d'entonnoirs et défoncés par des obus... »

A ces paroles de découragement s'opposent celles si fières et si hautes du commandement français. Pétain adresse à ses troupes le fameux ordre du jour du 10 avril : « *Les Allemands attaqueront sans doute encore. Que chacun travaille et veille pour obtenir le même succès qu'hier.* COURAGE ! ON LES AURA. »

Et Joffre, qui est venu à Verdun ce même jour, 10 avril, annonce déjà les jours nouveaux, ceux où la défensive va devenir *agressive.* Il adresse au général Pétain ces instructions qui ouvrent une nouvelle phase à la lutte : « Au cours de mon inspection du secteur du général Nivelle (3e corps, rive droite) j'ai constaté avec la plus grande satisfaction que vos instructions concernant l'*attitude agressive* à prendre portaient leur fruit et que le commandant du secteur comptait poursuivre ses avantages de part et d'autre de Douaumont. Il convient, dans ces conditions, de l'appuyer de toute l'artillerie lourde de gros calibre nécessaire : mortiers de 270 et de 370, mortiers supplémentaires que vous auriez à me demander... »

LE SOLDAT DE VERDUN

D'après les renseignements de source allemande, le Kronprinz, dès cette date du 10 avril, eût préféré en finir ; il sentait naître en lui le dégoût de l'entreprise dont il porterait devant l'Allemagne et devant l'histoire la responsabilité. Mais Falkenhayn était engagé. Les généraux allemands avaient la honte au cœur rien qu'à penser qu'une telle entreprise, préparée à si grand arroi, ayant exigé de tels sacrifices et sur laquelle on jouait la carte principale de la guerre depuis la Marne, qu'une telle entreprise s'effondrerait dans un aveu d'impuissance. L'émotion des Etats-Majors se traduisit dans la fameuse harangue du général von Deimling, commandant le XVe corps, et où l'on trouve comme une tentative de s'élever jusqu'à l'esprit des proclamations de nos grands chefs :

Il faut encore faire un *dernier* effort pour prendre Verdun, *l'âme de la France! Nous n'avançons que lentement,* mais nous l'enlèverons certainement ; nos femmes, nos enfants, nos parents le veulent. Les Français défendent Verdun *avec acharnement* ; ils ont déjà engagé 38 divisions, et ceci prouve toute l'importance qu'ils attachent à la place. Mais nos vaillantes troupes seront victorieuses et les hommes du XVe corps pourront être fiers, en rentrant dans leurs foyers, de dire *qu'ils ont participé à la prise de Verdun...*

Les soldats allemands ont donné à cette bataille sans progrès et sans issue, le nom qui désormais dans toute la terre d'Empire répandra la terreur : *L'enfer de Verdun.*

Les lettres interceptées ou ramassées sur les morts et les prisonniers donnent l'idée du désastre moral qui, peu à peu, mine l'armée allemande : à partir du 5 mars, le découragement a filtré dans la troupe.

5 *mars.* — Nous souffrons beaucoup du froid, du feu de l'artillerie française et de celui de notre propre artillerie; — 10 *mars.* A midi, nous devions livrer l'assaut. En raison d'un violent *Trommelfeuer* des Français, l'assaut a dû être retardé. Très lourdes pertes pour notre régiment. Dans la nuit, nous sommes relevés. *Il était grand temps, car les hommes seraient devenus fous dans cette chaudière de sorcière.* — 10 *mars.* Ce soir, pous passons en première ligne. Nous ne pouvons avoir aucune confiance dans notre artillerie lourde... — 24 *mars. Devant le fort de Vaux.* Je n'ai pas besoin d'en écrire davantage. Tout le reste se comprend. Je veux cependant avoir de l'espoir, c'est amer ! bien amer ! Je suis encore si jeune ! A quoi bon? Que sert de prier, de supplier? Les obus ! Les obus ! — *Le 23 mars,* après l'assaut de la cote 265, au Mort-Homme : « Nous enlevâmes les premières tranchées. Malheureusement nous y subîmes des pertes assez fortes. De mon

LE CHAMP DE BATAILLE DEVANT DOUAUMONT

escouade, qui comprenait dix-neuf hommes, il n'en reste plus que trois. » — *Le 8 avril*, un officier du 71e de réserve qui s'apprête à monter, le lendemain, à l'assaut du Mort-Homme où il succombera, écrit : « Mon cher Walter, je suis assis en ce moment dans mon trou et je pense à toi. Nomonow (sur le front russe) n'était pas bien agréable ; mais ici, dans *cet enfer devant Verdun*, c'est d'une mortelle tristesse. Demain, notre régiment attaque entre le bois des Corbeaux et le Mort-Homme, que, d'ailleurs, les Français occupent toujours (démenti aux communiqués allemands) et où ils ont d'excellents observatoires. Le cercle autour de Verdun se referme un peu, mais mon opinion *fondée sur l'extrême précision de l'artillerie française et la quantité innombrable de leurs canons, est* QUE NOUS NE PRENDRONS PAS VERDUN. Cela coûte trop d'hommes, Pour l'avoir, il nous faudrait des mois de combat... »

Ce jugement, l'officier l'a contresigné de son sang. Et voici maintenant le sentiment du soldat en son rude langage :

Ce *fumier*-là aura bien une fin ! » « Ce sont les combats stériles devant Verdun qui ont déprimé les courages ! »

Comparez la formule française : « *Ils ne passeront pas. On les aura !* »

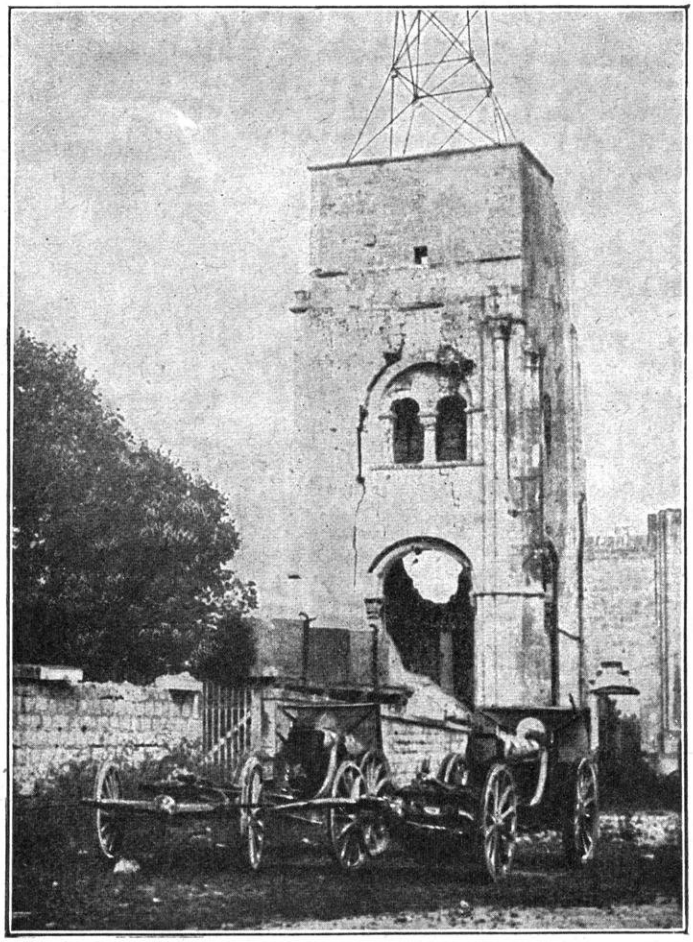
Et pourtant, ces hommes sont braves ; ils se battent ; ils chantent même. Bon gré, mal gré, ils chantent.

Hier, il faisait encore un temps affreux, écrit l'un d'eux et nous étions transpercés jusqu'aux os. Alors, ON a dit : Pourquoi ne chantent-ils pas aujourd'hui? Et, *dans notre misère, il a encore fallu chanter...*

Dans le camp français, les souffrances sont terribles aussi et les sacrifices immenses. Comment décrire ce qu'éprouve, ce que sent, ce que pense le soldat, enfoncé dans cette boue qui est pourtant, sous ses pieds, un morceau de la terre de France? Il faut le laisser s'exprimer lui-même :

... C'est la plus grande tristesse de cette guerre qu'elle ne parle pas à l'imagination ; elle ne s'aide point des élans du cœur et nous réduit aux frissons de la chair... La grandeur de cette guerre, si mesquine dans notre action, n'est plus dans la beauté d'un rôle, mais dans la durée d'un effort à soutenir. Il est plus beau d'avoir duré que d'avoir survécu ; il n'y a que le soldat pour le

savoir... La guerre aujourd'hui est un effort dans le temps, non un effort dans l'espace ; il s'agit moins de gagner du terrain que de durer sur place... Aujourd'hui, c'est le caractère de cette guerre d'exiger autre chose que des vertus guerrières. Tout le pays y participe ; rien n'est plus humble désormais que la tâche du soldat... *L'armée aujourd'hui est une boue, mais une boue vivante et qu'animent les yeux...* Le soldat a trop lutté, trop souffert pour accepter d'être jugé sur autre chose que sur lui; il a trop pris conscience de ses fatigues et de ses souffrances pour croire gagner quelque chose en laissant fleurir des illusions dont il serait le centre... Il sait le prix de la fatigue et qu'il a souvent plus de mérite à stationner qu'à aller de l'avant, à se faire écraser qu'à briser une barrière. Interrogez-le, vous verrez, même dans ses rares minutes de fièvre où se retrouve pour lui un peu de l'héroïsme ancien, combien peu il s'abuse sur lui-même (1)...



POSTE DE T. S. F. DANS LA CITADELLE DE VERDUN

Peu de soldats sauraient écrire ainsi, tous pensent de même. Cette lutte a lieu bouche close et les dents serrées.

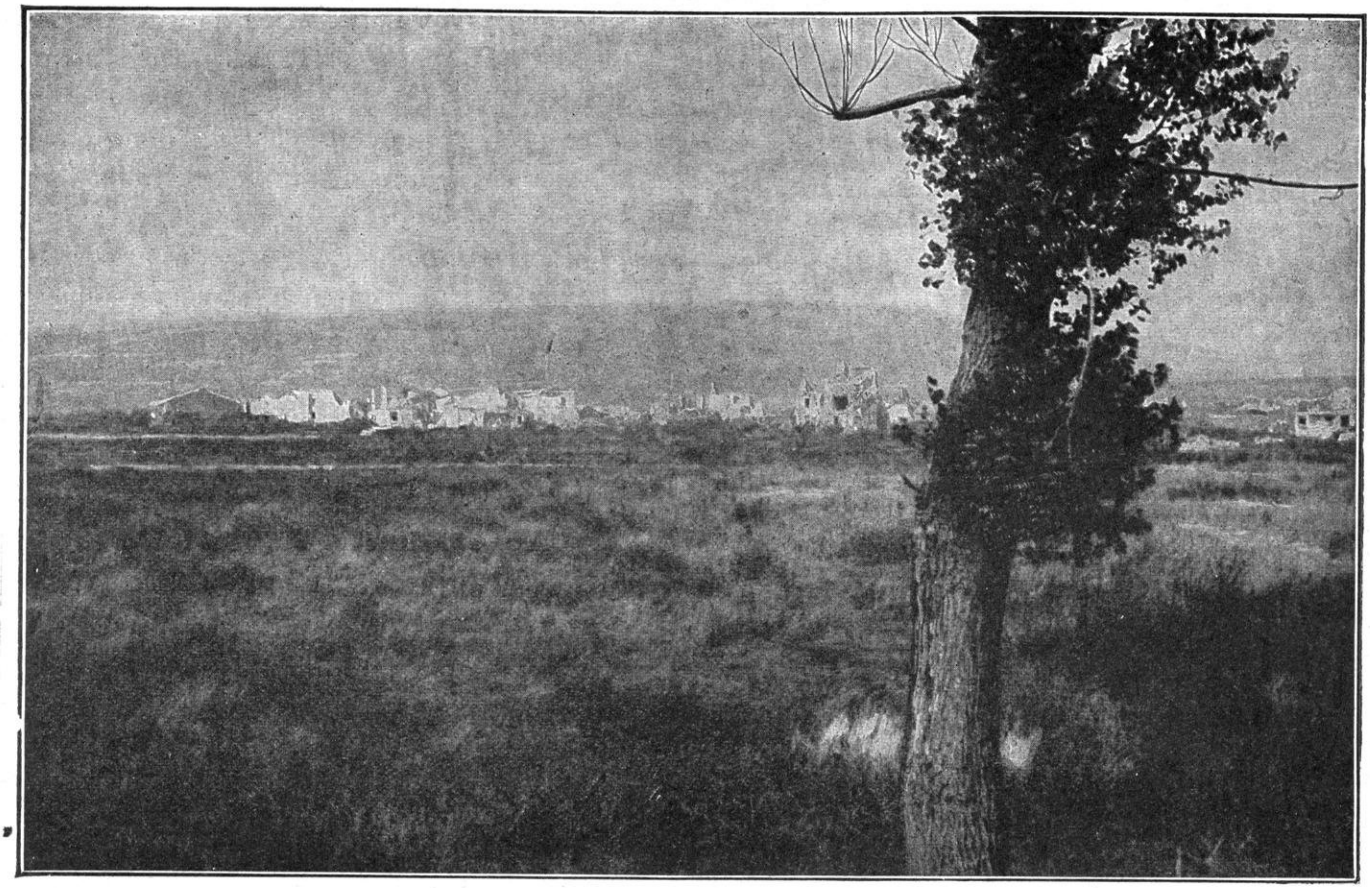
Qui peut s'imaginer, sauf ceux qui ont subi ces affres, ce que fut la terreur des journées de bombardement à fond où pas un coin de terre n'avait de rémission?

... Quand les points de chute se rapprochaient, le craquement de l'explosion ébranlait tout autour de nous... Il est des secondes — des siècles — épouvantables entre toutes, celles où les arrivées se sont rapprochées, où l'on pressent que les coups prochains vont être pour nous. Cependant, il faut rester en place. Quelle horreur alors, lorsqu'on entend poindre dans le lointain le souffle ténu, lent, et que subitement l'on perçoit les nuances spéciales de l'obus « personnel », l'accélération extrêmement rapide, le *crescendo* brutal du sifflement ! Alors l'on est crispé depuis la pointe des cheveux jusqu'à la plante des pieds, et l'on attend dans une sorte d'agonie suprême... Est-ce la peur de la mort qui offre cette sensation? Non Le matin, j'avais été exposé aux balles, je n'avais rien ressenti de pareil. C'est une horreur toute physique, c'est la chair qui se cabre, c'est la révolte de notre être nerveux contre des choses qui dépassent sa force de réceptivité ; mais c'est surtout l'horreur du « néant », de la dislocation. Mourir d'une balle semble n'être rien : les parties de notre être restent intactes ; mais être disloqué, écartelé, réduit en bouillie, voilà une appréhension que la chair ne peut supporter et qui est, au fond, la grande souffrance du bombardement. C'est pourquoi, désespéré, lorsqu'il se prolonge trop longtemps, on demande à Dieu, non pas de mourir, — le passage est trop atroce, — mais d'« être mort». On n'a plus qu'un désir : la fin (2). »

Dans les lettres de nos soldats, on trouverait l'écho de ces douleurs, l'amertume, la critique, le sarcasme, la *grogne*, comme ils disent ; on y trouverait, croissante avec la souffrance, la fureur de vivre — et de mourir — dans cette boue ensanglantée. Oui, mais le fond moral reste extrêmement solide. Les officiers répétaient à satiété dans leurs rapports ce que les grands chefs résumaient en deux mots : *Entrain superbe, moral merveilleux.* On a cité le mot extrêmement juste d'un étranger : « Les Français que j'ai vus passer, *on ne dirait pas qu'ils ont*

(1) *Verdun*, par RAYMOND JUBERT, avocat au barreau de Reims, sous-lieutenant au 151e d'infanterie, tué le 26 août 1917 au Bois-le-Chaume à vingt-sept ans. Payot, 1918, précédé d'une préface de Paul Bourget.

(2) Récit du fourrier Dubrulle (tué à Craonne comme sous-lieutenant en avril 1917), cité dans une conférence du capitaine Tournier. V. commandant H. BOUVARD, *La Gloire de Verdun*, p. 94.



LE VILLAGE DE BRAS ET LA COTE DE FROIDE-TERRE

fait le sacrifice de leur vie: ils chantent et parlent naturellement, sans fanfaronnade. »

Et nous n'avons pas dit les actes de courage individuels, les traits qui remplissent les colonnes des « citations à l'ordre», touchants, émouvants, humains, impeccables, les beaux sentiments, les belles paroles, les testaments à faire pleurer, et puis le calme, la résignation, l'acceptation. C'est une littérature de la mort, la « littérature de Verdun », où il n'y a rien des belles-lettres, où tout est de l'homme même La convention est bannie de l'acte et du récit de l'acte. L'âme se montre telle qu'elle est. On a observé que même une minute d'abandon, de peur, de défaillance, ne se remarquait pas dans la masse. En présence d'une telle unité et uniformité de tenue morale, les mots sont impuissants comme en présence de tous les grands spectacles.

Cependant, il y a un accent qui marquera dans le geste de Verdun, c'est la volonté de *tenir* ; d'où un espoir invincible, une confiance, un optimisme sans lequel, précisément, on n'eût pas *tenu*. Cette conviction « que l'on tiendra » cause je ne sais quelle ironie à l'égard de la destinée qui nuance d'une façon frappante « l'esprit de Verdun ». Le mot du soldat allemand : « l'enfer de Verdun » est un mot de découragement ; le mot du soldat français : « ils ne passeront pas », est un mot d'espérance.

Les chefs n'ont qu'à cueillir de telles paroles sur les lèvres du soldat et à les lui retourner. Les Allemands ont compris de bonne heure qu'il y avait là, chez le soldat français, un sentiment qu'ils ne trouvaient pas chez eux et qui leur enlèverait la victoire ; leur historien, quand il aborde cette date décisive du milieu d'avril, écrit :

Verdun ne devait plus rien perdre, bien qu'à un moment donné, Joffre ait pu se demander s'il n'y aurait pas nécessité d'organiser une nouvelle ligne de défense plus en arrière entre l'Argonne et Toul... Mais ils con-

naissaient l'importance de cette bataille : sous les yeux du monde attentif, tous les Français savaient qu'ils livraient la bataille décisive, la *bataille de prestige*, et dans cette conviction, ils puisaient des forces insoupçonnées. C'est parce qu'il en était ainsi que l'armée allemande, de son côté, était entraînée à mettre tout en œuvre pour terminer l'affaire de Verdun par une victoire. Si on n'y parvenait pas, alors on laissait à l'adversaire la *gloire militaire* et le *gain moral*. C'est ainsi que la résolution que l'on avait prise d'attaquer Verdun conduisait à cet effroyable dilemme. Impossible d'en sortir (Stegemann).

Donc, pour les Allemands, un « dilemme effroyable », et pour les Français pas de dilemme : le devoir. Ce contraste décidera de la victoire.

Le soldat français avait son opinion faite, et l'exprimait lui aussi à sa façon :

« Pour vous dire toute ma pensée, les Boches *sont foutus*... *Les vaches*, ils nous font du mal, c'est inévitable, mais ils savent ce que cela leur coûte ; nous leur faisons des tirs de barrage et des feux concentrés qui leur font des pertes terribles... » — « Ils sont tombés sur un *bec de gaz*. Ce qu'ils en ont pris pour leur *purge*. Jamais on ne vit tant de cadavres. »

On concédait qu'ils avaient avancé, oui ; mais on ajoutait : « *Ils se sont bien cassés les dents* et ce n'est pas la prise de deux ou trois villages qui leur remettra la mâchoire. « Et le refrain était : « Ils n'auront pas Verdun... Leur offensive est *loupée*. »

La conscience d'être acteur dans un fait d'armes unique et dont dépend l'avenir du monde, tient debout sur chaque motte de terre chacun des combattants. « Il se peut que j'y laisse ma peau, mais cela n'a pas d'importance devant de tels événements, » dit l'un ; et l'autre écrit ce mot si français, si « Bonaparte en Égypte » : « On est tout de même content d'avoir été de cette fameuse bataille de Verdun (1). »

Cet esprit est celui de tous les combattants, non seulement de ceux qui tiennent le fusil et la grenade, enterrés dans les tranchées, mais celui des aviateurs qui s'envolent chaque matin parmi les tirs de barrage pour régler le travail des artilleries et surveiller les travaux de l'ennemi (2) ; c'est l'esprit des artilleurs qui, avec un sang-froid et une correction de mathématiciens, écrasent de leurs feux les lignes ennemies, exposés eux-mêmes à la contre-batterie dès que le moindre indice les révèle (3) ; c'est l'esprit des soldats du génie qui ne sortent que la nuit, travaillent à la sape, prolongent sous terre les contre-mines, pour faire sauter les mines adverses, et qui sautent trop souvent tous ensemble ; c'est l'esprit des hommes de la route qui sauvent la chaussée ruinée avec autant de zèle et de courage que ceux qui habitent et sauvent la tranchée. Tous assidus à la tâche, ingénieux et consciencieux, pareils au chef qui veille entouré de son état-major.

Ils y vont ensemble et du même cœur ; c'est pour la France !

Il est impossible, pourtant, de ne pas distinguer ceux qui, après des journées et des nuits de résistance passive et résignée, ayant tout subi dans la tranchée, le canon, la grenade, les intempéries, l'infection des cadavres, le dégoût d'une tâche sans fin, avec la mort continue présente devant les yeux, reçoivent tout à coup l'ordre de l'attaque et montent à l'assaut. Tout de même, parmi les soldats, ceux-ci sont de fameux soldats. Ainsi grimpait à la crête du Mort-Homme la compagnie de Raymond Jubert :

... Un officier nous attend. C'est Mallet, et le chef de bataillon l'a placé là pour nous indiquer l'objectif. Nous sommes au bas d'une côte. Les Boches sont là-haut ou derrière. Une section progressera à la grenade dans le boyau des zouaves ; le reste de la compagnie gagnera la crête en obliquant à droite. — « Où se trouve l'ennemi? — Tu nous l'apprendras. » Nous sommes, les chefs de section, à nos postes, plusieurs pas en avant. Je regarde : une ligne admirable, Noël, Dudot, Buisson, vers ma droite. — « Nous allons les rosser, me crie un homme en riant. Les salauds, ils n'y couperont pas... — Au pas, disons-nous, et de l'ordre. Il faut nous réserver pour l'élan suprême à donner.... Encore cent mètres de gagnés, mon lieutenant, me crient-ils. Pensez-vous qu'on les aura? » L'ordre était admirable en cet instant : à pas lents, tous et l'arme à la

(1) *Lettres de soldats*, citées dans L. MADELIN, *Verdun*. Collection *La France dévastée*, p. 77.

(2) V. dans GINISTY, *La perte du bois d'Avocourt* racontée par un observateur, lieutenant Guedelin, 36e compagnie d'aérostiers, p. 93.

(3) IBID., *Autour du fort de Souville*, par le commandant Hue, p. 97. — *L'artillerie au secteur de Froideterre* (8-30 mars) par le commandant Foulon, p. 99.

UNE PARTIE DU VILLAGE DE LOUVEMONT ET LA COTE DU TALOU

main. Ils continuaient d'avancer, cherchant des yeux l'ennemi. Celui-là avait-il fui, qu'il ne se révélait pas?... A cinq cents mètres, sur notre flanc à gauche, une mitrailleuse entre en action contre nous. C'est l'instant que choisit un de mes hommes pour révéler son esprit ; une chanson de café-concert lui venant aux lèvres gagne le reste de la compagnie. Mais d'autres mitrailleuses se mettent de la partie. Noël, Buisson et Dudot sont tombés... « Gardez l'alignement, criai-je. — En avant, répétait-on derrière moi. Nous sommes vainqueurs... » L'élan nous entraînant, nous atteignons la crête... Restait la tranchée, C'est le cri unique du cœur, le mot d'ordre tacite : « Il faut atteindre cela. » Trente pas, quinze encore, cinq seulement. Je saute dans la tranchée ; elle était vide. Je m'attendais à être cueilli, mais l'ennemi avait fui.. « Où sont les Boches? — Attendons, leur dis-je. D'abord, combien sommes-nous? » Nous nous comptâmes. Voici Goeb, Vandevoorde, Legrand à mes côtés ; voici, soufflant, Lankmans, Forgeat, des jeunes de la classe 16 et dont j'ignore les noms. Et voilà, sur le terrain, les morts, et voici les blessés qui, sous le feu des mitrailleuses, se traînent pour arriver jusqu'à nous.

Nous avons exploré, reconnu des tranchées, un système entier, à présent sans défenseurs. Des cadavres de zouaves, de chasseurs... L'ennemi? Mais la position est de premier ordre et nous sommes dix pour la défendre. Soudain, un sursaut... Les Boches! Nous sommes chez eux; à vingt mètres, une section entière dans un boyau. Ils s'avancent, l'œil fixe, des pétards dans la main. Nous ne sommes que trois. *Ils ne nous voient pas.* L'œil comme halluciné, ils vont droit au danger. Aucun n'a détourné la tête, n'a jeté un regard sur nous. Où serions-nous, dans ce cas, à cette heure?... Le crépuscule vient. Je profite de l'ombre pour sauter sur le parapet et descendre vers le colonel... Me voici chez le colonel. « On te croyait mort, me dit Coureaux... Tu demandes des renforts? Mais, mon pauvre ami, il n'y en a pas. As-tu soif? Veux-tu te reposer? » J'ai, enfin, la promesse d'une compagnie. Je reviens, inquiet, vers mes hommes ; ne s'est-il rien passé pendant mon absence? A ma joie, je retrouvai mes hommes encore sur place. Rassurés dès que le bombardement s'était tu, ils rongaient leurs miches, découvraient leurs conserves... Il y a un fil dans nos destinées ; il nous apparaît à certains jours. Le 9 avril 1915, mon régiment avait emporté les Éparges ; le 9 avril 1916, ma compagnie regagnait le Mort-Homme...

Peut-on des choses plus belles, faites et dites plus simplement?

FIN DE LA SECONDE PHASE. HÉSITATION DANS LE COMMANDEMENT ALLEMAND

L'opération de la tenaille n'avait donné au commandement allemand que de bien médiocres

résultats : sur la rive droite, on n'avait pas débouché de la région de Douaumont ; sur la rive gauche, on était toujours arrêté devant la cote 304 et même devant le Mort-Homme : on sentait, chez l'adversaire, un esprit nouveau ; selon les ordres du général Joffre, la *défensive agressive* s'affirmait.

Il semble qu'il y ait eu encore, à ce moment, dans le haut commandement allemand, une sorte d'hésitation. La question se posait ainsi : avec les 20 divisions engagées d'après les plans primitifs, on ne viendrait pas à bout de la tâche. Fallait-il s'en tenir là ou bien faire venir des autres fronts de nouvelles forces? Or, d'autres offensives se déclenchaient ou se préparaient, soit sur le front est, soit sur le front ouest. Grave sujet de préoccupation.

Falkenhayn l'indique, à mots couverts, dans ses *Mémoires*. Von Mudra est remplacé en avril par von Lochow. Le mot d'ordre paraît être pour le moment d'« encaisser » plutôt que d'attaquer.

Du côté allemand, on se bornait, en général, à repousser l'ennemi, à lui reprendre le peu de terrain qu'il conquérait çà et là et à détruire les petites améliorations qu'il apportait à ses positions où elles étaient nécessaires. Malgré cela, cette lutte sans décision appréciable ni visible pour le soldat du front *soumettait à l'épreuve la plus rude la capacité de combat de la troupe...* Si regrettables que fussent les pertes allemandes, il était certain que ces pertes étaient consenties pour une bonne cause pleine d'espoir... (Falkenhayn.)

Tout cela un peu flou, sans parti pris tranché : on sentait le danger croître sur les autres fronts ; quoique l'on fût toujours d'avis que l'adversaire était incapable d'agir autre part qu'à Verdun, on se méfiait.

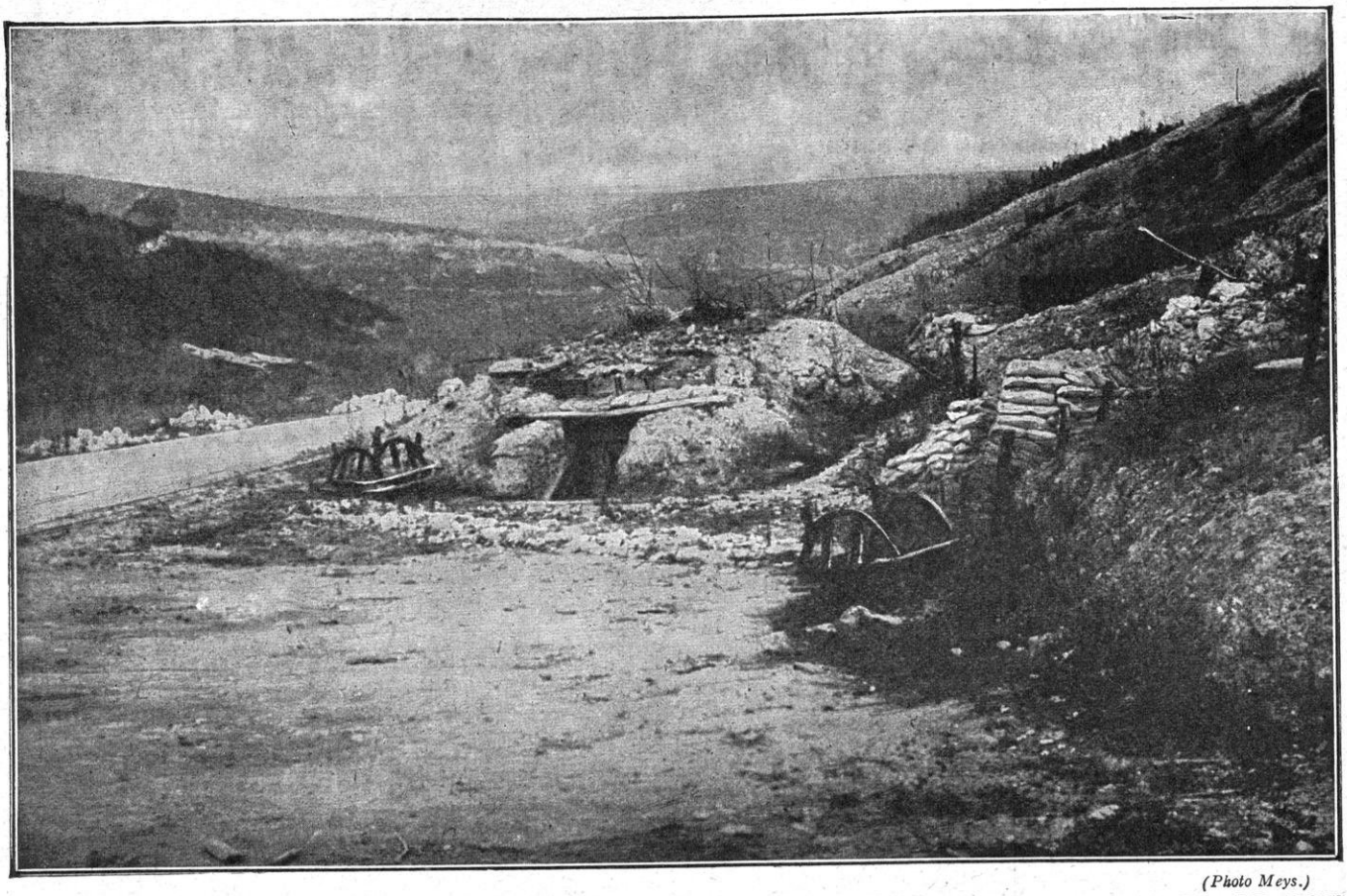
Et puis, on avait de mauvaises nouvelles du front russe. Une offensive entre Minsk et Dwinsk (18 mars), se conformant strictement à l'entente intervenue dans le comité des Alliés, s'ajoutait à tous les soucis de Falkenhayn ; et elle excitait la critique ardente de ses adversaires, grands prôneurs du front russe. Il fut surpris de cette attaque, comme il devait être surpris, un peu plus tard, de l'attaque sur la Somme et il le confesse assez naïvement dans ses *Mémoires* : « Le déclenchement d'une tentative de diversion à très grande envergure sur la partie nord du front Est, dans la seconde moitié de mars, fut encore plus surprenant que l'absence de tentatives de ce genre dans l'Ouest. » Cette opération, d'ailleurs arrêtée au bout d'un mois, va déterminer peu à peu une résolution nouvelle et fatale chez le haut commandement allemand, celle de sortir de la période de demi-inaction où l'on s'était attardé. Le parti fut pris, en effet, un peu plus tard, mais sous le coup de cette nécessité absolue d'emporter Verdun à tout prix. On acceptait tous les sacrifices, mais on était résolu à pousser jusqu'au bout l'attaque frontale.

Cette résolution qui devait décider du sort de l'armée allemande dépendait directement de ce qui s'était passé à Verdun pendant les mois d'avril et de mai, elle se rattachait à l'offensive de Broussilof ; elle était en fonction de l'initiative franco-anglaise sur la Somme : mais, tout cela dit, c'est Verdun qui a créé cette situation générale. Verdun est l'abîme qui se creuse et qui entraîne l'abîme. Telle est la récompense *militaire* de l'énergie et de la tenue françaises.

Avant d'en venir à ce « coup de chien » décisif, il faut dire comment le haut commandement français avait, de son côté, considéré la situation, comment il avait conduit les choses et comment, plus assuré de tenir à Verdun, il avait combiné, dans cette période d'accalmie stratégique, sinon tactique, la défensive agressive à Verdun avec l'offensive à fond décidée depuis des mois, de commun accord avec les Anglais, dans le secteur du Nord.

L'INITIATIVE DU GÉNÉRAL JOFFRE. LA DÉFENSE DE VERDUN LIÉE A LA PREPARATION DE LA SOMME

Si le commandement allemand hésitait encore, Joffre savait parfaitement où il allait. Imperturbable dans sa résolution, il attendait le déclenchement de l'offensive russe pour projeter sur l'ennemi l'offensive de la Somme. Ce



(Photo Meys.)

PRÈS DE L'ÉTANG DE VAUX. — AU FOND, LE BOIS DE LA CAILLETTE ; A GAUCHE, LE BOIS DE CHAPITRE ; A DROITE, LE BOIS FUMIN

serait là une vraie *surprise* : car nous savons que, dans le camp allemand, on ne s'y attendait pas. Cependant, tout était perdu si, dans l'intervalle, Verdun succombait. Joffre tenait à bout de bras Verdun d'un côté, la Somme de l'autre.

Or, sa responsabilité personnelle, sa responsabilité de chef s'accroissait au fur et à mesure que la lutte se prolongeait ; car ceux qui étaient sur les lieux, même le général Pétain, malgré leur confiance dans la victoire finale, se demandaient, à chaque nouvelle affaire commençante, s'il ne se produirait pas quelque mécompte, et si le même héroïsme, la même ténacité suffiraient toujours. L'ennemi n'avançait pas beaucoup, mais il avançait. Et puis, cela durait depuis si longtemps et l'on ne sentait pas fléchir sa résolution ! S'il attaquait encore une fois, en forces, avec des troupes fraîches, brutalement et à fond, comme aux journées de février, qu'arriverait-il?

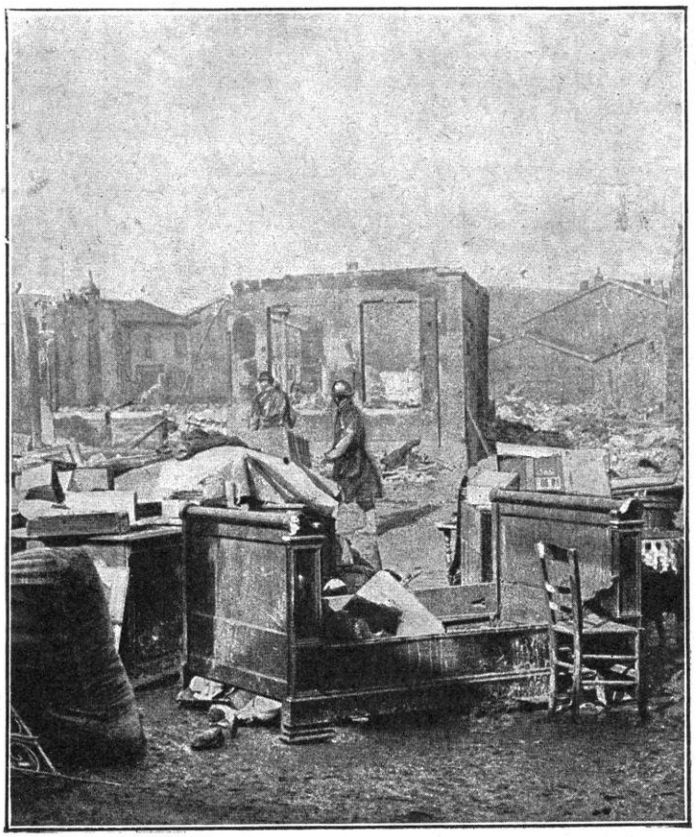
Le 13 mars, Joffre réunit une conférence et, dans un mémorandum écrit, il fait part de ses vues sur la situation générale :

L'armée allemande a prononcé sur Verdun un effort auquel elle semble vouloir donner un caractère décisif dans le but manifeste d'user les disponibilités de l'armée française et de l'empêcher ainsi de prendre part aux offensives générales, tout en cherchant à abattre le moral de la nation par la conquête d'objectifs retentissants. Si l'ennemi parvenait à atteindre ce but, les armées britanniques et russes, ne pouvant, à elles seules, obtenir un succès décisif sur l'armée allemande, les offensives des Alliés seraient frappées de stérilité et le plan même de la coalition se trouverait compromis. Il est donc du devoir de la coalition de s'opposer, par tous les moyens en son pouvoir, à cet affaiblissement des armées françaises recherché par l'ennemi. Dans ce but, les attaques des armées alliées doivent être déclenchées le plus tôt possible. Toutefois, la résistance énergique de l'armée française permet de ne les prononcer que lorsqu'elles seront suffisamment préparées...

Au moment où il communiquait ce document aux puissances alliées, le général Joffre savait

que Broussiloff se préparait et « partirait » bientôt. Le mémoire s'adressait surtout au commandement britannique. Verdun tiendrait à la condition expresse que la Somme le dégageât. Or, la Somme était principalement une affaire britannique.

Comme nous l'avons dit, Joffre avait écrit le 3 mars et le 8 mars au général Haig et au général Robertson, leur demandant d'être en mesure d'attaquer, le plus tôt possible, au nord de la Somme. Il avait même laissé son 9e corps d'armée pour caler par le sud l'armée britannique. Mais, du côté anglais, les choses ne se mettaient au point que très lentement. Une armée nouvelle a tout à faire, tout à prévoir, même le pire, et selon l'esprit méthodique des Anglais, le commandement entendait parer à tout. Joffre est pris entre les deux, entre Haig et Pétain. Les minutes comptent et les minutes passent, sanglantes. Les effectifs s'usent, et si le système du « roulement » atténue l'usure en l'étendant sur un plus grand nombre de divisions, il l'élargit en compromettant plus d'unités.



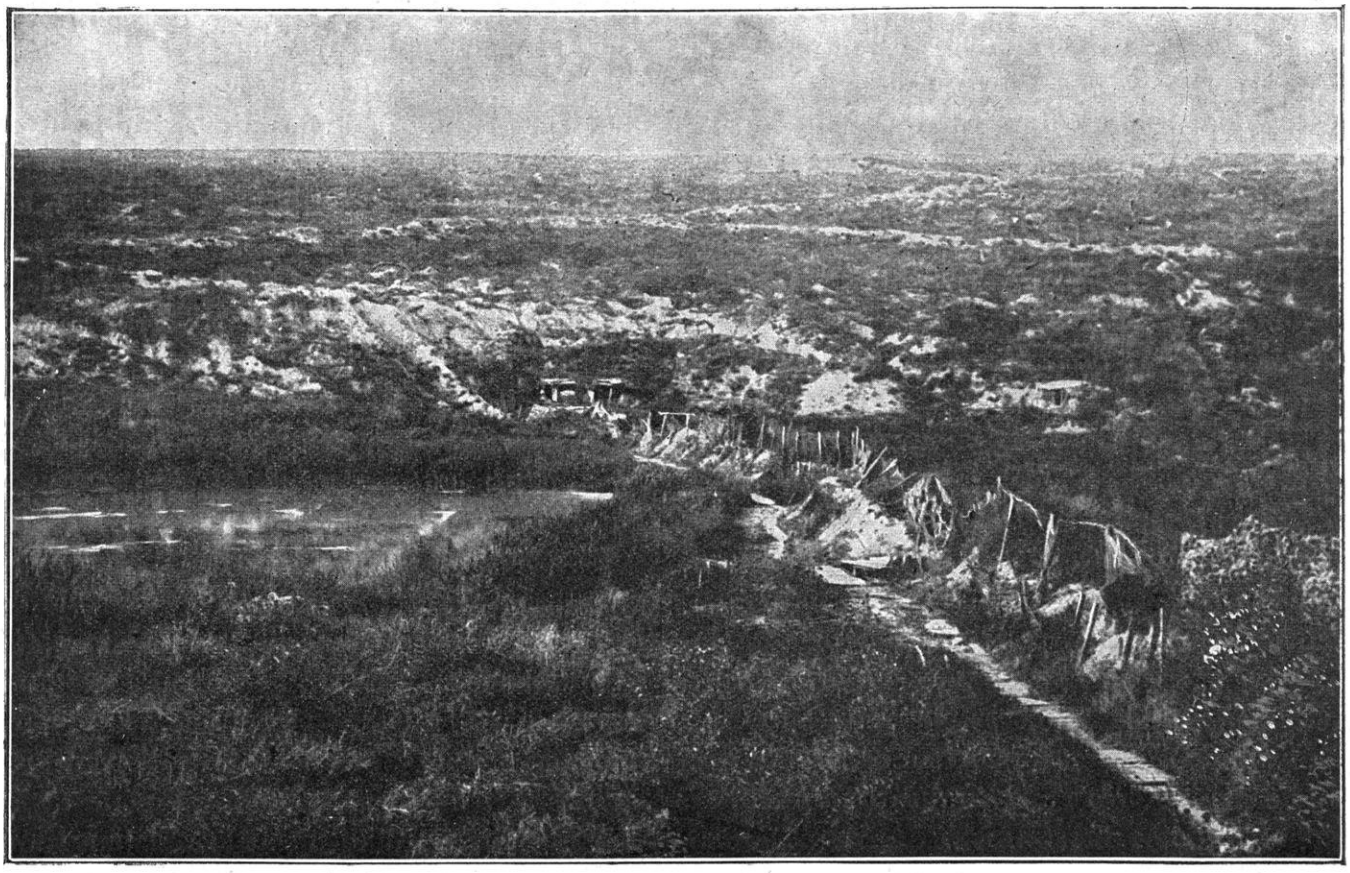
LES ISLETTES. — MEUBLES ABANDONNÉS PAR LES HABITANTS

Le 22 mars est rédigée au Grand Quartier général une note donnant la situation d'ensemble des disponibilités. Il faut bien se rendre à l'évidence : l'activité des Allemands devant Verdun accélère la fatigue de la 2e armée ; elle réclame encore deux divisions fraîches : la 22e et la 34e. On décide d'arranger les choses avec les deux groupes d'armées voisins (groupe du Centre et groupe de l'Est) pour qu'ils tiennent deux divisions à la disposition de l'armée de Verdun. Ces combinaisons indiquent qu'on est à la limite.

L'arrangement à peine fait, il faut céder encore aux demandes réitérées du général Pétain : la 2e armée pourra disposer de la 39e et de la 43e division (23 mars). Oui, mais on dépouille Foch, c'est-à-dire la Somme. Et ce n'est pas suffisant encore : 24 *mars* : transport de la 120e division de la région de Verberie en réserve à la disposition du G. Q. G ; 24 *mars* : ordre d'embarquement du 3e corps (Nivelle) dans les mêmes conditions que le 12e corps ; 25 *mars* : Pétain est averti qu'il recevra un corps d'armée frais à deux divisions dès qu'il aura rendu disponible le 13e corps.

Et les autres soucis ne manquent pas : des renseignements, dont la source paraît sérieuse (mais peut-être aussi sont-ils soufflés par l'ennemi), font toujours craindre une offensive par la Suisse. Dans des instructions très précises adressées au général Dubail, on monte tout un système de défensive sur la frontière en la liant, le cas échéant, aux troupes suisses occupant les Rangères.

Verdun réclame encore. Après le 3e corps, Pétain recevra un autre corps frais à deux divisions ; mais qu'il laisse partir le 1er corps ! Les chemins de fer travaillent à plein : les divisions tourbillonnent des armées à Verdun, de Verdun aux armées. Le 31 mars, les Allemands atta-



L'ÉTANG DE VAUX. — AU FOND, LE BOIS DE LA CAILLETTE

quent sur Vaux, prennent Malancourt : Dubail a ordre de tenir prête à embarquer la 154e division.

Il reste, en tout et pour tout, *un seul corps d'armée frais*. Avant de l'envoyer à Verdun, le général en chef interroge Pétain : il lui demande ce qu'il va faire des 3e et 12e corps ; il réclame de lui des *actions offensives* ; surtout, il insiste pour obtenir « le renvoi encore trop lent des unités relevées ; la *rapidité du renvoi* permettant seul l'afflux des nouvelles forces vers l'avant sans amener une usure trop considérable ». Et pour satisfaire, en même temps, aux demandes instantes de Pétain, on lui envoie (3 avril) la 69e division (venant de la 4e armée) et la 154e venant de la 7e armée. « Mais, insiste Joffre, rendez-moi, sans une minute de retard, les 59e et 13e divisions et tout le reste du 21e corps ; ces troupes sont nécessaires à la 4e armée. Quant au 33e corps, dès qu'il sera retiré du front, il sera remplacé.»

Il faut songer aussi aux munitions. Verdun en consomme effroyablement. En restera-t-il pour la Somme? A de Langle de Cary (6 avril) : « La consommation est excessive aux 4e et 5e armées » ; aux groupes d'armées : « Il est essentiel de réduire la consommation des munitions d'artillerie lourde en période normale ». Mais, voici de nouveau Verdun aux abois : le 9 avril, c'est l'attaque sur les deux rives de la Meuse, d'Avocourt à Haudromont. Sans une minute de retard, on met à la disposition du général Pétain le 7e corps à trois divisions (14e, 48e et 37e) en échange du 33e corps qui est rendu à la 1re armée.

On a passé le cap du 9 avril. Mais, alors, c'est la préoccupation de la Somme qui renaît. On fait aux chefs des groupes d'armées le tableau général des dispositions à prendre pour procéder à l'offensive générale dès que cette heure tant attendue sera sonnée : n'est-ce pas la meilleure manière de dégager Verdun?

12 *avril*, instruction particulière à Dubail et à Langle de Cary leur ordonnant de se tenir prêts : chaque armée devra être en état *pour le* 1er *juin*, soit d'entamer, avec ses propres ressources, une *offensive locale* de la valeur d'une division (la 5e armée à Berry-au-Bac, la 4e dans la région de Navarin, la 1re au bois d'Ailly, la 7e en Haute-Alsace), soit de passer à *l'offensive générale en vue de compléter les succès obtenus ailleurs*. Voilà donc la grande machine qui se monte.

Mais Pétain demande de nouvelles divisions. Ordre est donné à Foch d'envoyer à Verdun même ce 9e corps réservé pour agir solidairement avec l'armée anglaise : il permutera avec le 20e corps à bout de souffle. Le 21e corps quitte la 2e armée pour prendre place à la 4e armée ; en échange du 7e corps, le G. Q. G. réclame à Pétain le 33e corps, plus deux divisions ; en même temps, on lui adresse cette note qui fait date : « Après l'arrivée du 9e corps, DERNIÈRE TROUPE DISPONIBLE, *la 2e armée ne devra plus compter que sur ses ressources propres...* » Et, aux autres armées, cette Instruction générale qui complète et explique la première : « La situation générale exige que le commandant en chef puisse disposer rapidement d'unités fraîches *n'ayant pas été à Verdun* » (14 *avril*). Cela veut dire que, désormais, le « roulement » va se faire vers la Somme. Aussi, pour parer au mieux du côté de Verdun et pour donner à la défense réduite « à ses ressources propres » plus d'élasticité et plus de sécurité, on élève Pétain au commandement du groupe des armées du Centre (19 avril). Il disposera ainsi d'une base d'action plus importante. Cette promotion est accompagnée d'une instruction formelle (23 *avril*) : « Les forces de la 2e armée seront limitées désormais A 24 DIVISIONS. *Les relèves devront s'effectuer à l'intérieur de l'armée*. Seules les divisions très éprouvées seront *exceptionnellement* remplacées par le général en chef. »

Pétain insiste ; va-t-on le démunir à une heure si critique? Et Joffre cède encore : le 18e corps est mis à la disposition de la 2e armée qui devra libérer, ultérieurement, le reste du 2e corps et une autre division.

Le général Pétain prend, le 2 mai, le commandement du groupe des armées du Centre. Le général Nivelle est nommé à sa place au commandement de la 2e armée. Cette fois, les ordres sont stricts et réitérés. Verdun devra se suffire pour ses relèves. En même temps, Haig et Foch sont prévenus (27 *avril*) : pour l'offensive de la Somme, *il faut être prêt en vue du* 1er *juin*. La date sera fixée avec préavis de trois semaines. Les deux généraux auront à agir en plein accord pour les préparatifs de l'opération.

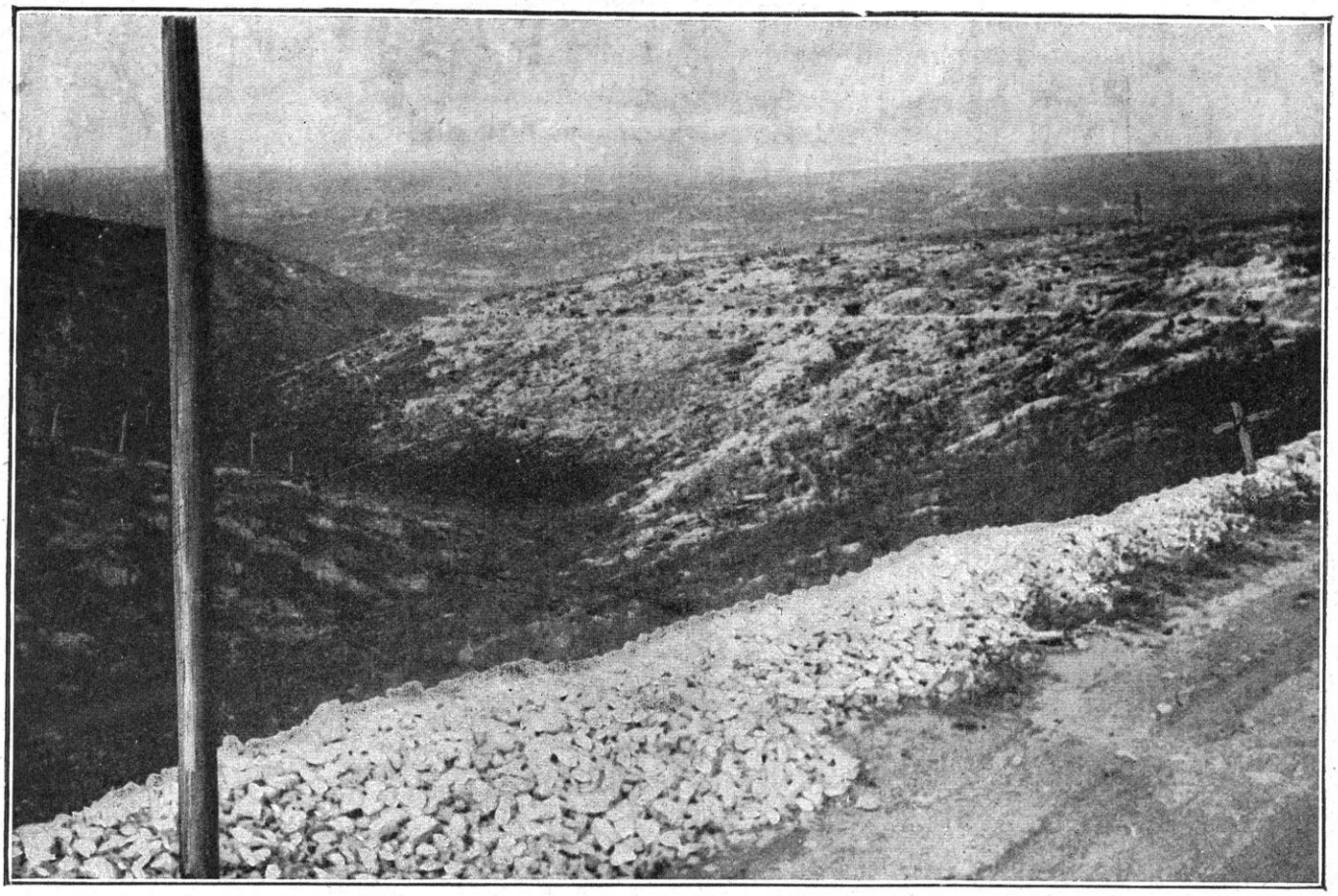
Le général Pétain est averti de la nouvelle orientation donnée à la direction générale de la guerre sur le front occidental : — 11 *mai* : « Conformément au plan général d'opérations débattu entre les alliés et qui doit se produire à l'heure prévue sur tous les fronts d'opérations en même temps, on se donnera pour tâche d'ébranler irrémédiablement la résistance ennemie. » Verdun n'est plus qu'un secteur dans l'immense bataille. Le général doit désormais le considérer ainsi. Cependant, on est bien éloigné de l'idée de le démunir. Pour jouer le rôle qui lui incombe dans l'ensemble, on met à la disposition du groupe des armées du Centre toutes les unités (52 divisions au total) stationnées à ce groupe, y compris les réserves du général en chef ; *mais on laisse, désormais, à la charge du général Pétain le soin d'assurer, par roulement entre ces divisions, la relève des unités fatiguées*.

Les choses sont-elles, à Verdun, en situation de se plier à ces dispositions nouvelles? Nous voici au 15 mai, quinze jours avant la date prévue pour l'offensive sur la Somme. Depuis le 9 avril, que s'est-il donc passé, que se passe-t-il à Verdun?

LES OPÉRATIONS DEVANT VERDUN DU 10 AVRIL AU 22 MAI.

1° SUR LA RIVE GAUCHE

A la date du 2 avril, Nivelle, arrivé avec son 3e corps, avait pris le commandement du sec-



LE RAVIN DES DAMES, PRÈS DE VERDUN

teur de Douaumont ; il avait adressé à ses soldats l'ordre du jour indiquant la volonté de réagir avec une vigueur renouvelée contre les attaques de l'ennemi. Le lendemain, 3 avril, le général Mangin, avec un régiment de sa division (le 74e), avait repris les tranchées perdues du bois de la Caillette. C'était bien cet *esprit agressif* réclamé par le général en chef. Il était conforme, d'ailleurs, à la doctrine militaire des deux nouveaux chefs. Ceux-ci pensaient, comme nombre de bons esprits dans l'armée, qu'il y avait moins à perdre en agissant par coups réfléchis et puissamment montés qu'en se laissant *grignoter* jour par jour et passivement par l'artillerie et les initiatives de l'ennemi. Celui-ci, choisissant son terrain, avait toujours le bénéfice de la surprise et on ne le contenait qu'au prix de sacrifices énormes. Nous verrons l'avenir de ce nouveau système ; il est encore embryonnaire et ne disposait peut-être pas de toutes les ressources nécessaires, notamment en artillerie, pour être appliqué à la rigueur et réussir pleinement.

Nous retrouvons ce même esprit chez le chef nouveau qui commande sur la rive gauche, le général Berthelot, et c'est de ce côté qu'il va se manifester d'abord, avec succès.

Au 10 avril, les deux adversaires en étaient toujours, comme nous l'avons vu, à se disputer la crête 295 au Mort-Homme. Du 12 au 20, coups de sonde ; le 20, préparation d'artillerie sur les pentes du Mort-Homme, attaque par trois bataillons des 250e, 154e, 306e qui enlèvent la crête ; elle est reprise le lendemain ; mais nous la reprenons pendant la nuit. L'ennemi lance une division tout entière, la 44e. Elle est fauchée. Du 29 au 30, succès continu de nos attaques dans la direction de Cumières et même de Forges. L'ennemi ne peut supporter l'idée de perdre si vite tout ce qu'il a eu tant de peine à gagner. « A 18 heures,

à 22 heures le 30 avril, à 3 heures, à 5 heures le 1er mai, il lance des colonnes d'assaut qui sont culbutées dans nos réseaux. Le 3 mai, notre front est rétabli sur la rive gauche, tel qu'il était avant l'attaque des 9 et 10. »

L'image de ces engagements forcenés où les hommes ne comptent plus, où le succès compte à peine, où l'on se bat dans la mort et dans la nuit, est donnée par cet épisode relaté, entre cent autres, par l'exposé officiel : « On cite ce trait : pour poser un cheval de frise en avant de nos lignes, un homme sort de la tranchée, il est tué ; un second, il est tué ; un troisième, il est tué ; un quatrième ; il réussit enfin à mettre la défense en place. Aucun n'avait hésité à prendre la place du mort (1). »

CHATTANCOURT. — LA GARE

Cette magnifique suite de faits d'armes héroïques qui décidera, à bref délai, du sort de la rive gauche, clef de Verdun, est ici l'œuvre de la 40e division, commandée par le général Leconte, soldat impeccable, digne de figurer près des plus belles renommées des tacticiens français, les Friant, les Gudin. Le commandant en chef lui adresse, le 3 mai, le message suivant :

Le commandant en chef envoie au général Leconte, commandant la 40e division, et aux belles troupes qu'il commande, ses plus cordiales félicitations pour les succès qu'ils ont remportés au Mort-Homme. Il sait qu'il peut compter sur eux pour soutenir la brillante réputation qu'ils ont acquise par leur bravoure depuis le début de la campagne.

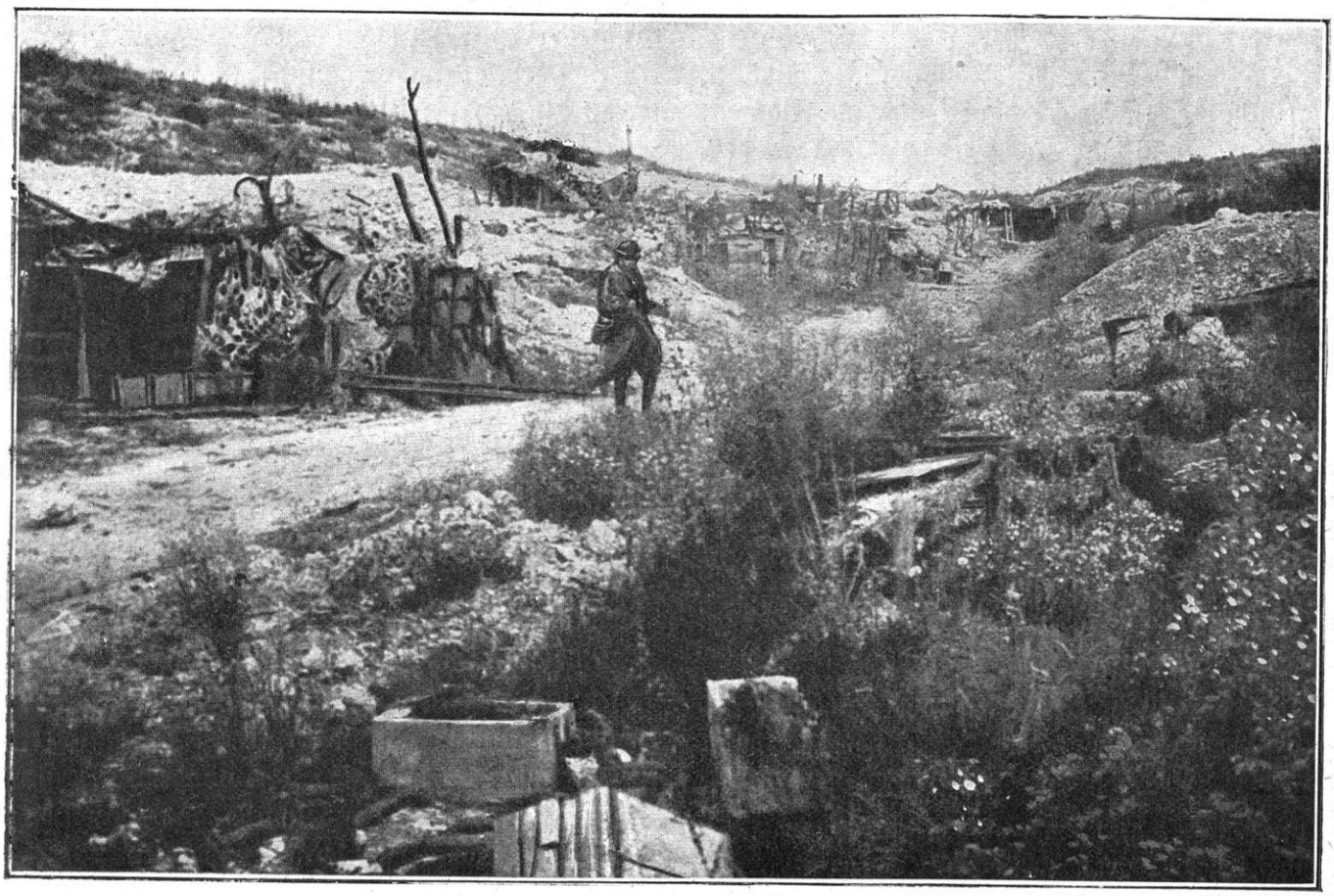
(1) *La Victoire de Verdun*, p. 54.

Cependant, en vue de la bataille de la Somme, les changements que nous avons indiqués ci-dessus sont accomplis dans le commandement. Le 2 mai, Pétain, au moment où Nivelle le remplace à la 2e armée, adresse aux troupes qu'il commandera maintenant de plus haut la proclamation historique :

Une des plus grandes batailles que l'histoire ait enregistrées se livre depuis plus de deux mois autour de Verdun.

Grâce à tous, chefs et soldats, grâce au dévouement et à l'abnégation des hommes des divers services, *un coup formidable a été porté à la puissance militaire allemande.*

On dirait que l'ennemi a voulu répondre à cette hautaine affirmation ; Falkenhayn en est encore à se consulter sur les graves suites qu'il pressent, mais il ne veut pas rester sous le coup d'un échec ainsi affirmé. Il a reçu des troupes fraîches, il a fait reposer celles dont il dispose, il a médité un nouveau coup de surprise et, le 3 mai, il déchaîne une offensive qu'il espère définitive sur la rive gauche ; il renouvelle le coup d'Avocourt. Puisque l'on ne peut avoir le Mort-Homme en l'attaquant de face, on le tournera par le sud ; il s'agit d'en finir, cette fois, avec la cote 304. 75 batteries concentrent leurs feux sur la cote qui disparaît dans la poussière et la fumée ; les premières vagues d'assaut montent d'un bond jusque sur la crête. Le colonel Odent (68e) réagit dans la nuit et reprend la crête ; mais il tombe et



(Photo Meys.)

OUVRAGES FRANÇAIS DANS LE BOIS FUMIN

la contre-offensive s'arrête. L'ennemi tourne alors la cote 304 par le nord. Nos troupes l'évacuent le 7 mai, sans que l'ennemi puisse l'occuper. Le 12, un corps frais (le XXIIe de réserve) est lancé à l'attaque de la cote 304, tandis que l'on se dispute aussi avec acharnement la tranchée du Trapèze, au Mort-Homme. Huit jours de combats alternatifs du 12 au 20. Le 22, l'ennemi reprend une offensive d'ensemble du bois d'Avocourt au ravin de la Hayette, mais sans succès. Il recommence le 23 mai sur le Mort-Homme et y engage toutes les unités du XXIIe corps de réserve et en plus la 22e division de réserve. Avalanche inouïe, plus de 50 000 hommes sur cet étroit coin de terre ! Et ils ne réussissent pas ! Le 28 mai, von Gallwitz fait relever ses régiments épuisés par une division fraîche, la 58e. L'ennemi souffle avant de recommencer.

Un coup terrible vient le frapper. Sur la rive droite, Mangin a repris le fort de Douaumont (22 mai). Effet moral énorme, et dont nous allons voir le caractère et les suites. En tout cas, un temps d'arrêt se marque sur la rive gauche.

Après ces six semaines de luttes désespérées, l'ennemi est-il arrivé à son but? C'est entendu, il tient le Mort-Homme, y compris la crête 295, mais il n'a pu s'emparer de la cote 304, et il est arrêté à l'entrée du ravin de la Hayette : c'est-à-dire que, s'il a le seuil et le battant de la porte, il n'a pas le gond. Et c'est tout. Le grand mouvement tournant tenté pour enlever la rive gauche n'a pas réussi ou, si l'on veut, n'a réussi qu'à moitié. Il faut l'achever ou périr.

OPÉRATIONS SUR LA RIVE DROITE DU 10 AVRIL AU 22 MAI

La solidarité des deux rives est apparue, une fois de plus. Voyons donc ce qui s'est passé sur la rive droite dans cette période

où les nouvelles résolutions sont encore en suspens dans le camp allemand, mais où, cependant, l'esprit « offensif » de la défense française commence à attirer l'attention et à provoquer des réflexions de plus en plus amères. Cet esprit offensif se caractérise en deux personnalités particulièrement fortes : Nivelle, Mangin. Le mieux est de laisser le général Mangin s'expliquer lui-même à ce sujet : ne représentera-t-il pas éminemment cette formule d'énergie calculée et réfléchie jusqu'à la fin de la guerre?

Une défense vraiment active, écrit-il, était la seule à adopter ; elle ne cause pas plus de pertes et offre de gros avantages, le moral des troupes en est exalté, les intentions de l'adversaire en sont déjouées : on lui fait des prisonniers qui nous renseignent sur son ordre de bataille ; on le menace au point le plus sensible, attirant de ce côté des forces dont il aurait pu disposer sur d'autres théâtres.

Évidemment, cette décision présentait quelques inconvénients : le temps et les travailleurs manquaient pour asseoir la défense dans de bonnes conditions, pour creuser les tranchées, créer les boyaux, constituer les dépôts de matériel, donner aux hommes un peu de repos.

Le remède était d'aller conquérir chez l'ennemi les tranchées qu'il avait patiemment organisées et qu'il ne croyait pas menacées en raison de la préparation hâtive de nos attaques.

En conséquence, le programme suivant fut adopté :

1° Reprendre définitivement le ravin de la Caillette ;

2° Étayer notre gauche par la reprise de la tranchée de Morchée ;

3° Faire effort sur notre droite vers la croupe de la Fausse-Côte.

On aurait ensuite tenté l'attaque de la tranchée du Diable, avançant ainsi régulièrement l'une et l'autre épaule pour enserrer toujours plus étroitement le fort de Douaumont, afin d'assurer une base de départ aux offensives ultérieures.

On sent qu'une respiration profonde gonfle les poitrines. Il va se passer quelque chose.

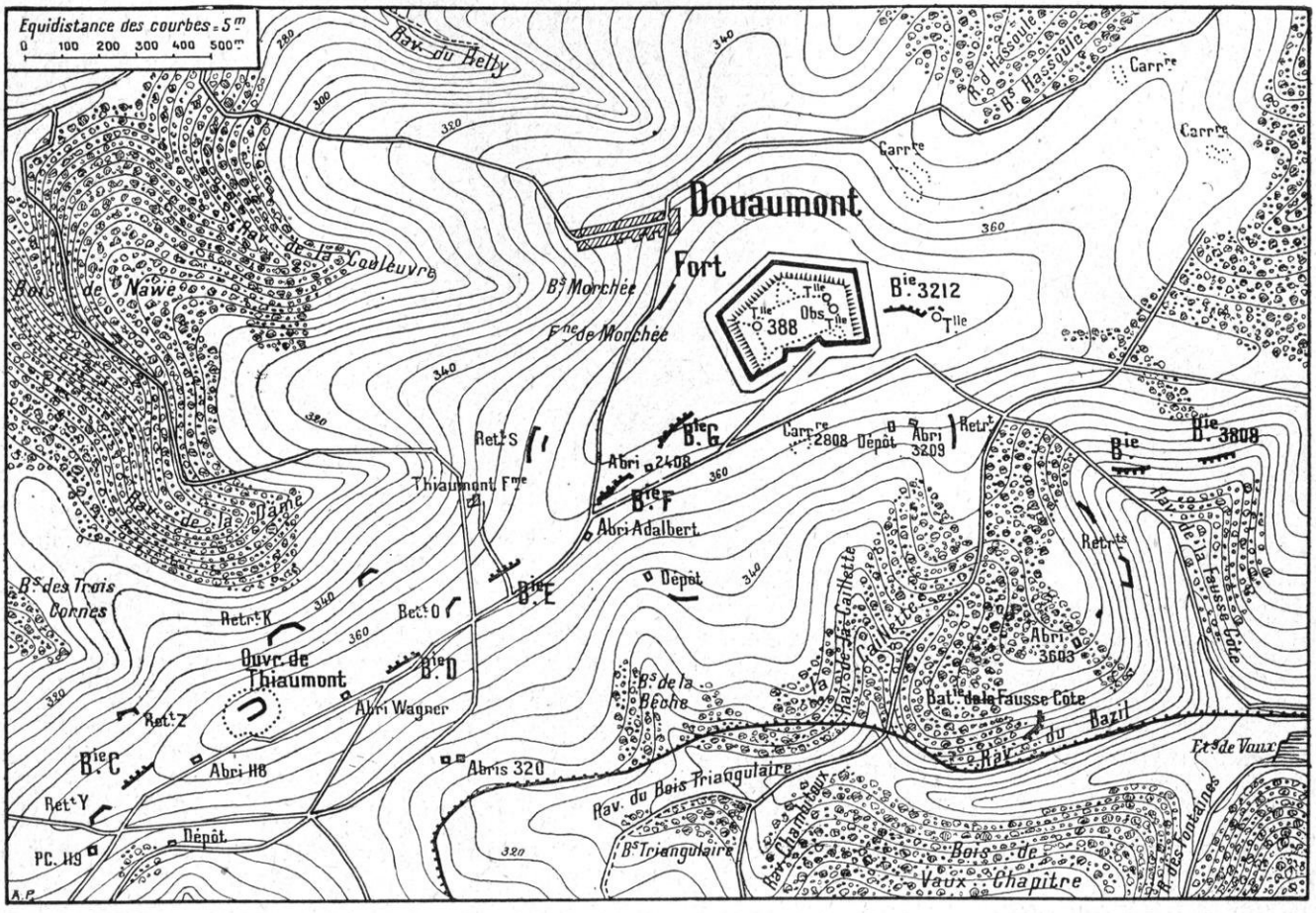
Nous avons dit ci-dessus le son de cloche donné par la division Mangin quand, dès le 3 avril, elle entre dans la partie en enlevant le ravin de la Caillette. Mais, pendant quelque temps, il faut renoncer à avancer : l'ennemi prévenu réagit vivement. Après une accalmie relative de quelques jours, les Allemands procèdent, les 9, 10 et 11 avril, à l'offensive générale d'Avocourt à Douaumont que nous venons de raconter et qui, en somme, n'a pas donné les résultats espérés.

Nous sommes au 12 avril. Les préoccupations causées par l'attaque allemande des 10 et 11 avril n'ont pas fait oublier les projets d'offensive sur la rive droite. La trouée du ravin de la Caillette étant fermée, celle de la tranchée de Morchée à la veille de l'être, on pensa que le plus simple était d'en venir tout de suite à la troisième phase : attaque des organisations allemandes de la croupe Douaumont-étang de Vaux. On va donc s'en prendre au fort de Douaumont. Geste imprévu, certes, et qui doit faire tomber les Allemands de toute la hauteur de leur rêve stratégique !

Plusieurs jours de luttes obscures et de préparation pas à pas ; on se bat autour du saillant de Douaumont qui est le seuil. Le 36e régiment fait des reconnaissances par patrouilles le plus profondément possible ; le 14, on pénètre dans le ravin Vigouroux; mais le 15, malgré une minutieuse préparation pour enlever un blockhaus allemand qui barre la route à la tranchée Morchée-Vigouroux, l'offensive menée par le 120e échoue. Le 15 avril, succès complet au ravin de la Caillette ; l'ennemi tente de réagir le 17 : il attaque plus à l'ouest du fort de Douaumont pour faire une diversion, c'est-à-dire à la ferme de Thiaumont ; il est contenu et nos succès continuent dans la direction de Douaumont. Le 19, le blockhaus entre le ravin de la Caillette et le ravin de la Fausse-Côte est enlevé : 260 prisonniers dont 9 officiers, 4 aspirants et 16 sous-officiers. Le 20, l'ennemi revient à la charge et il est finalement repoussé.

Après un tel effort, les troupes de la 5e division sont mises au repos, le 17. Mangin s'adresse à elles le 21 avril :

« Vous vous êtes jetés dans la bataille de Verdun à corps perdu et vous avez remporté de brillants succès, fertiles en résultats importants... Nos frères d'armes avaient arrêté l'envahisseur, vous l'avez repoussé... Vous vous préparerez à de nouveaux combats où vous apporterez la certitude absolue de votre supériorité sur l'ennemi que vous avez si souvent vu fuir ou lever les bras devant



RÉGION DE DOUAUMONT ET DE THIAUMONT

vous. Vous en êtes sûrs maintenant : tout Allemand qui pénètre dans une tranchée de la 5e division est mort ou prisonnier, toute position méthodiquement attaquée par la 5e division est une position prise ! Vous marchez sous l'aile de la victoire. »

Ces premiers succès remportés ne sont que préparations. Mangin n'a pas perdu de vue le principal objectif qui lui a été fixé par le général Nivelle, la reprise du fort de Douaumont. L'opération avait été ordonnée comme possible dès le 10 avril ; le général commandant la 2e armée demandait que l'opération eût lieu à la date la plus rapprochée : on envisageait celle du 18 mai.

Les difficultés apparurent dès qu'on mit la cognée à l'arbre. La principale objection était qu'on allait créer hors de notre ligne un saillant de 700 mètres dont la base n'avait que 1 100 mètres. Ce « trapèze » une fois occupé et devenu, comme il était à prévoir, le but d'une concentration d'artillerie formidable, pourrait-il être tenu, résisterait-il à une contre-attaque? Tout pesé, l'effet moral de la reprise du fort serait tel, elle marquerait si bien le changement d'atmosphère, qu'en mettant à la disposition du général Mangin les effectifs (5e division, plus une brigade du 18e corps), les canons et les munitions qu'il réclamait comme indispensables, on se tint à l'idée de l'opération. La préparation fut réglée avec toutes les précautions possibles pour assurer la *surprise*. Les officiers furent instruits minutieusement du rôle que chacun d'entre eux aurait à remplir. La veille de l'entrée en secteur, le général Mangin les réunit et leur expliqua lui-même tout ce qui pouvait les éclairer. Les officiers chargés de pénétrer dans le fort visitèrent en détail le fort de Landrecourt afin de pouvoir agir sans hésitation dès leur entrée dans celui de Douaumont. Ils visitèrent ensuite celui de Moulainville, où ils purent se rendre compte de l'état d'un fort moderne, après un bombarde-

ment violent. Ils suivirent chaque jour sur les photographies aériennes les destructions exécutées sur le fort par les pièces de gros calibre. Enfin, les officiers du génie ayant dirigé les aménagements du fort de Douaumont leur fournirent tous les renseignements utiles sur l'organisation de ce dernier.

La date de l'assaut fut fixée au 22 mai. La préparation de l'artillerie commença, écrasante, le 19 mai. Le général Mangin commandait l'attaque sous la haute direction du général Lebrun, commandant le 3e corps. Le colonel Estienne dirigeait l'artillerie d'attaque. La formule de l'assaut était la suivante :

> L'attaque doit s'exécuter simultanément et d'un seul élan. Les troupes d'assaut ne doivent avoir qu'une seule pensée : courir sur l'objectif assigné. C'est seulement en arrivant sur la position conquise qu'il faut rechercher la liaison avec les voisins de droite et de gauche. En aucun cas, le terrain conquis n'est abandonné sans ordre.

Le général Mangin est dans une tourelle, à 200 mètres sud-ouest du fort de Souville ; un malheureux obus y frappera cinq officiers auprès de lui, — lui seul restant indemne. Dans la nuit du 21 au 22 mai, les bataillons d'attaque s'installent dans les parallèles de départ, malheureusement insuffisamment préparées. A l'aube, les avions s'envolent à la destruction des *drachen*. A 11 h. 50, l'artillerie allonge son tir et l'infanterie part à l'assaut dans un élan magnifique (bataillons des 36e, 139e, 74e, 54e).

A l'extrême droite, la 24e compagnie du 274e, suivie de deux sections de mitrailleuses, sort résolument des tranchées. Les hommes disent à leur chef de bataillon : « Mon commandant, on va en mettre ! » Ils sautent dans la première tranchée boche. A droite, le bataillon Schaffer sort non moins brillamment, mais il est arrêté dans le boyau du « Métro ». Le bataillon Lefebvre-Dibon, malgré les feux de mitrailleuses et des pertes sensibles, atteint du premier bond le dépôt, puis la tourelle.

Au centre, nos troupes entrent droit dans le fort. L'avion du commandement qui survole voit nettement « quelques éléments français pénétrer par une brèche du fossé S.-O.-N.-O., rejoindre dans le fort l'attaque frontale qui a pénétré à 11 h. 58 par la brèche située au sud-ouest de l'entrée ».

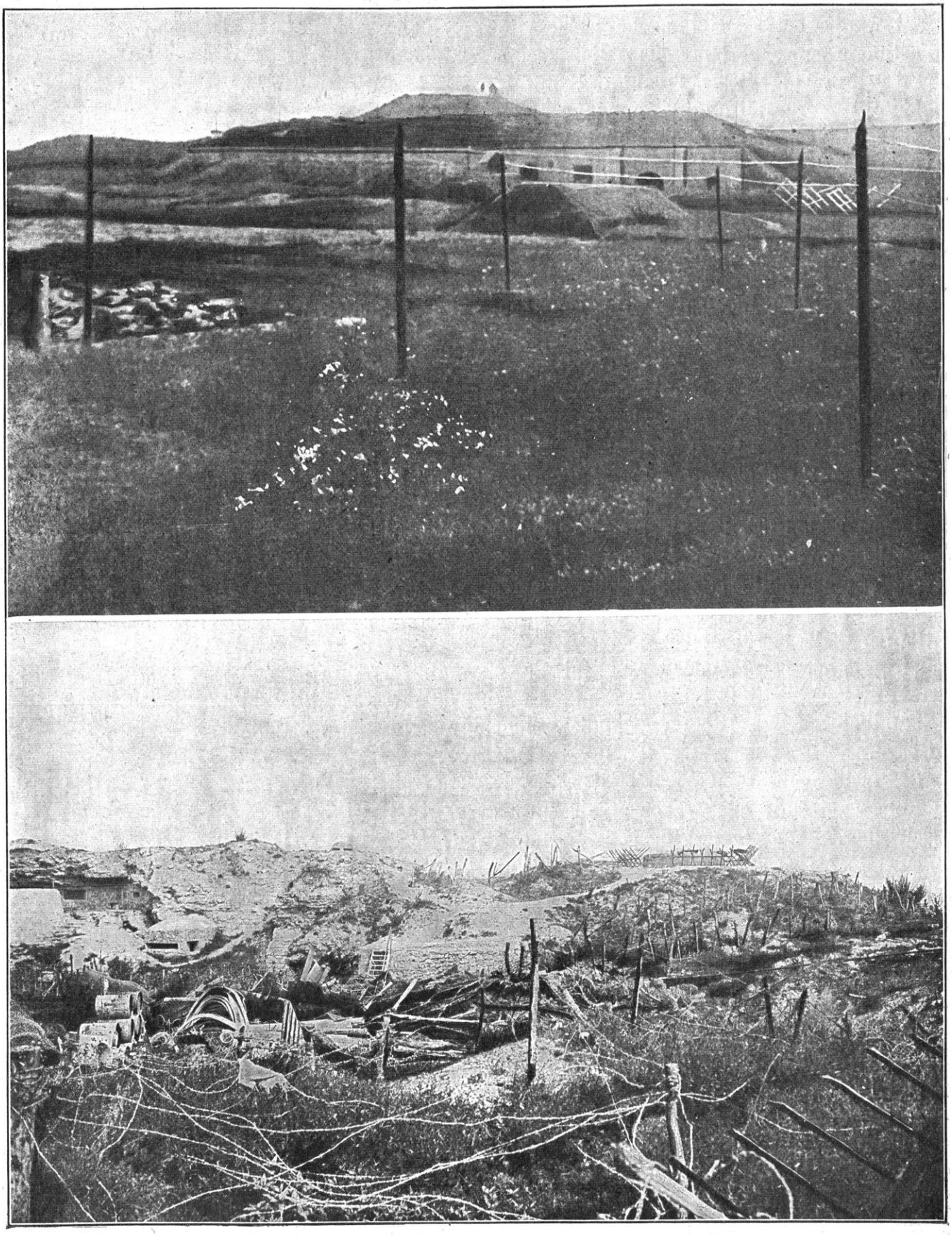
Simultanément, nos fantassins, qui ont progressé dans le boyau de la Fontaine et la tranchée de l'ouest, pénètrent dans le fort par la brèche située à 80 mètres du sommet nord. Ils rejoignent les éléments qui sont à l'intérieur.

Des combats violents se livrent sur les ruines du fort et, en particulier, autour des trois tourelles. Car si les assaillants ont atteint d'emblée presque partout leurs objectifs, l'ennemi n'a pas lâché pied ; il lutte énergiquement. Les mitrailleuses à bout portant, le fusil, la grenade font beaucoup de mal.

A 16 heures, arrive un renseignement : « Nous tenons la partie nord-ouest du fort. Les Allemands tiennent la partie nord-est. Tout ceci vise la superstructure : car les Allemands tiennent les locaux intérieurs par les deux sorties normales et une sortie supplémentaire à droite. » On demande des renforts.

En deux mots, le fort n'avait pas été suffisamment détruit par l'artillerie ; il n'avait pas été rendu intenable à l'ennemi ; celui-ci s'y accrochait. Cependant, grâce aux renforts qui arrivent, le progrès s'affirme. Malgré une contre-attaque des Allemands à 18 heures, ils ne tiennent plus que la corne nord-est du fort.

La nuit tombe. On organise le terrain conquis ; mais, il ne faut pas se faire d'illusion : la partie n'est pas gagnée. Les unités assaillantes sont très affaiblies. Les Allemands occupent des locaux et des couloirs garnis de mitrailleuses, et ces mitrailleuses font des tirs de barrage toute la nuit. Les effectifs fondent de plus en plus. La barricade Vigouroux n'est plus tenue que par un adjudant et quelques hommes. Le commandant Vulpillières prend à 7 heures du matin le commandement du fort. Le drapeau français flotte sur les ruines... Pour combien de temps ? Certaines unités, en particulier aux mitrailleuses, sont pour ainsi dire inexistantes.



LE FORT DE DOUAUMONT. — (EN HAUT), VUE GÉNÉRALE
(EN BAS), LE FORT PENDANT LA BATAILLE

A partir de 9 heures, les Allemands procèdent à une contre-attaque. La préparation d'artillerie écrase nos premières lignes et ce qu'il reste du fort de Douaumont. Malgré les maigres renforts qui lui arrivent, le commandant Vulpillières fait savoir, qu'ayant placé son poste de commandement dans le fort même, *il ne lui reste plus que* 50 *hommes, lui-même blessé*. Toute lutte dans le fort était impossible dans ces conditions.

La 5e division n'en pouvait plus : « Depuis deux jours, elle combat sans arrêt, subissant des pertes considérables. Tout fait prévoir une réaction violente et prochaine de l'ennemi. Pour conserver les positions acquises, il est nécessaire de procéder à la relève des unités les plus atteintes. » On n'a plus aucune nouvelle du commandant Lefebvre-Dibon. Le bruit court qu'il est cerné dans la tranchée du « Métro ». La journée du 23 s'achève sur cette nouvelle impressionnante. Le commandement ordonne que la nuit du 23 au 24 soit consacrée aux relèves et à la préparation d'une contre-attaque. C'est la 36e division, général Lestoquoi, — le héros de Mondement — qui exécutera la relève. Dans la nuit, on apprend que le bataillon Lefebvre-Dibon est définitivement disparu..

Les événements vont se précipiter. Avant que la contre-attaque française ait pu se déclencher, elle se heurte à une contre-attaque allemande. Le bataillon de la Guillonnière (18e) vient de rendre compte qu'il a deux compagnies dans le fort. Mais l'avion de commandement signale : « Attention ! Attaque probable sur la partie sud-ouest du fort. »

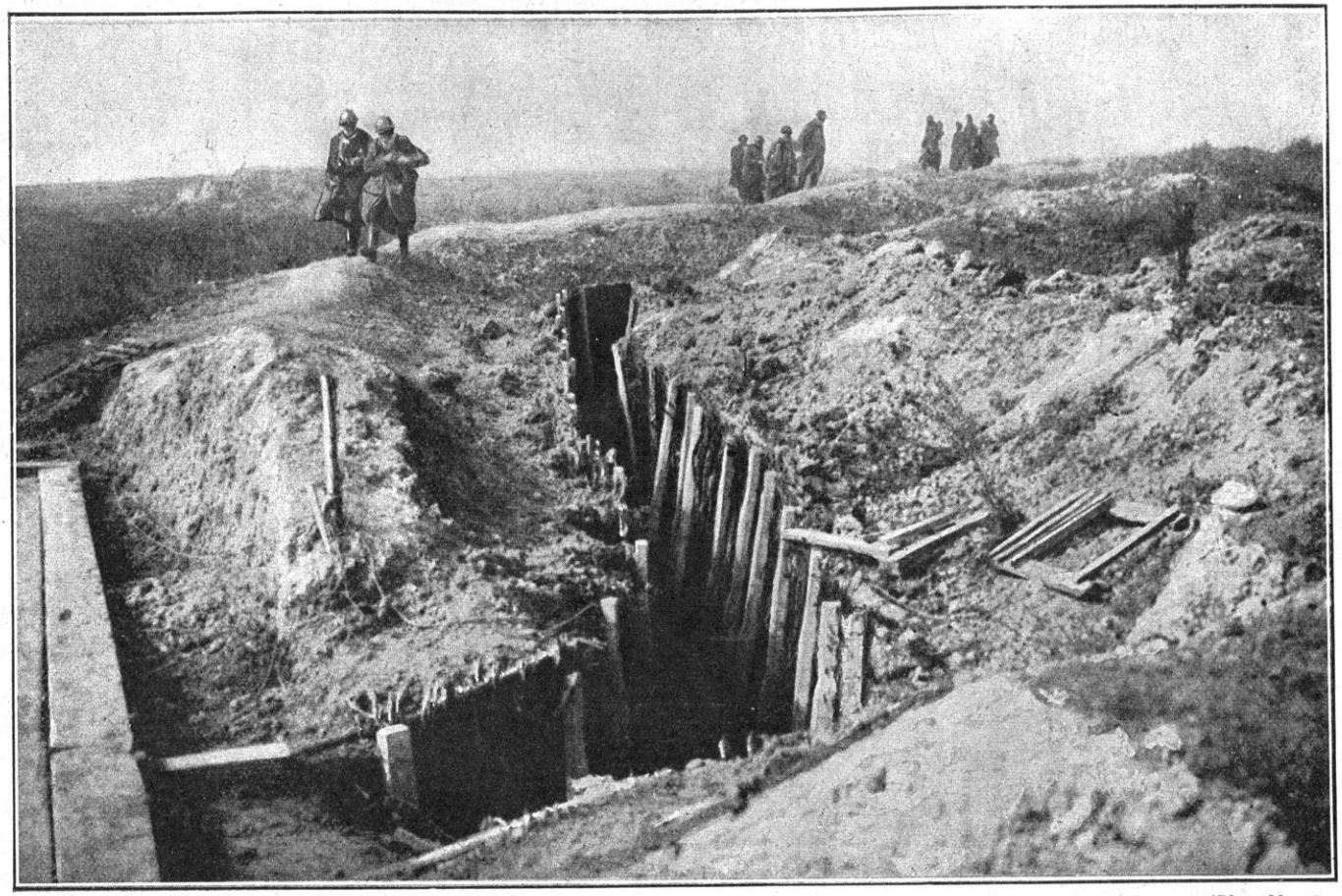
Et l'attaque ennemie se généralise, en effet. Les Allemands débouchent de la tranchée Morchée et du Bonnet d'Évêque et prennent pied dans la tranchée d'Udine qui commande la gorge du fort. Dès lors, le fort est enveloppé et bientôt reperdu. Une contre-attaque française est bien lancée dans l'après-midi ; elle a pour objectif l'entrée du fort. Mais elle ne peut aboutir. Notre infanterie se maintient dans les tranchées au sud de Douaumont. Les efforts faits par l'ennemi, dans les journées des 25-26, pour dégager les approches du fort n'aboutissent pas.

Les Allemands occupent de nouveau le fort. Mais à quel prix ? Du 22 au 25, ils ont engagé, au fort de Douaumont, la 2e division bavaroise et les 5e et 6e divisions ; à la ferme Haudromont, la 13e division de réserve ; à Thiaumont, la 19e division de réserve.

La première tentative française sur le fort de Douaumont est une affaire à reprendre. Le succès matériel et militaire est incontestable, le succès moral immense. Mais le caractère *d'essai et d'épreuve* de l'opération est ce qui frappe, et c'est ce qui est mis en lumière dans la conclusion du compte rendu rédigé par le général Mangin : « Les 2 000 hommes de la 5e division qui viennent de descendre de Douaumont emportent la conviction qu'ils ont vaincu l'adversaire... Ils sont persuadés qu'après une puissante préparation d'artillerie leurs attaques seront désormais couronnées de succès. » Les pertes avaient été lourdes, le fort était reperdu, mais la démonstration demeurait éclatante : avec des effectifs restreints, sous la condition d'une forte préparation d'artillerie, on débloquerait Verdun.

LES SIX SEMAINES TRAGIQUES (FIN MAI-15 JUILLET)

L'effet dans le camp allemand et, plus encore, sur l'opinion allemande fut considérable. C'est là, en effet, un des résultats les moins contestables de ces offensives résolues : elles contribuent à briser la volonté de l'ennemi. Restreintes à un champ limité, mais bien choisi, elles ont un retentissement proportionnellement plus étendu que le fait lui-même et que les sacrifices qu'elles entraînent. Qu'on puisse reprendre ce fameux fort de Douaumont, la « pierre angulaire » de la défense de Verdun, par un coup de main avec l'effectif d'une division, que le drapeau allemand, gardé par une armée de 300 000 ou 400 000 hommes, soit arraché du premier coup, c'était, pour l'Allemagne entière, une révélation si formidable de



(Photo Meys.)

TRANCHÉE SOUS LE FORT DE DOUAUMONT

sa situation critique que les âmes en tremblaient. Les Allemands avaient réoccupé le terrain conquis, mais l'assaut pouvait se renouveler ; on n'était donc en sécurité nulle part! La force des Français, le moral des Français n'étaient donc pas abattus ; leur puissance matérielle leur permettait donc encore de déclencher une pareille sortie sans affaiblir leurs lignes. Et, après un tel effort, ils étaient prêts à le recommencer !

Les nouvelles qui arrivaient du front russe, où l'offensive de Broussiloff, le 4 juin, allait peser formidablement sur les armées austro-allemandes ; les nouvelles qui arrivaient du front de la mer : la bataille du Jutland livrée sans succès le 31 mai, tout démontrait l'impuissance où était l'Allemagne de rompre le front ; enfin les nouvelles qui arrivaient du front britannique et du front français sur la Somme, où les préparatifs d'une offensive à fond devenaient évidents, tout révélait au grand État-Major allemand que le plan général d'encerclement simultané conçu par Joffre tenait toujours. A supposer que d'autres révélations ne se fussent pas produites, les faits parlaient : ce plan était en voie d'exécution.

On avait donc sous-estimé l'adversaire ; on l'avait cru passif, il restait actif et mordant ; on avait affirmé qu' « il ne disposait plus d'aucune réserve » (*Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 27 mai) et qu'il était acculé à une défensive sans avenir ; même l'empereur, ne manquant pas une occasion de sortir une bêtise, disait encore, le 5 juin, à Wilhelmshaven, que « l'ennemi commençait à mourir lentement devant Verdun ». Or ce mourant attaquait, il attaquait précisément à Verdun, et on sentait qu'il allait attaquer ailleurs.

L'opinion publique savait peu de chose : chaque avantage secondaire lui était repré-

senté comme une grande victoire ; elle ignorait les déceptions du haut commandement, l'échec de la manœuvre de février, l'échec de la manœuvre de mars, l'échec de l'offensive d'avril. Elle était mal renseignée sur l'usure des effectifs, qu'elle ne devinait que par la terreur qu'inspirait au soldat l' « Enfer de Verdun ». Elle ignorait le sacrifice de la classe 16 et la pénurie d'hommes instruits et d'officiers qui minait, d'ores et déjà, la force organique de l'armée. Et, malgré tout, elle commençait à s'émouvoir.

Et le haut commandement savait, lui. Falkenhayn avait, durant un mois, temporisé : maintenant, il fallait mettre sur la table toutes les données, favorables et défavorables, et, du tout, bien pesé, dégager la solution de l'heure. A la veille d'une offensive générale des Alliés, que ferait-on à Verdun ? Un pan de mur venait de s'écrouler : fallait-il le caler à tout prix, au risque de s'ensevelir sous les ruines ?

Falkenhayn reconnaît, dans ses *Mémoires*, que cette crise se produisit au moment de la reprise du fort de Douaumont. Ce combat avait montré, dit-il, que les lignes allemandes, de ce côté, ne pouvaient être maintenues que si elles étaient portées beaucoup plus avant et que l'on ne garderait Douaumont que si on en finissait avec le problème de Verdun. « Localement, on était *obligé*, écrit-il lui-même, de se décider pour une nouvelle offensive. » Quant à la situation générale, il la dépeint en des termes où les données certaines alternent curieusement avec les hypothèses erronées :

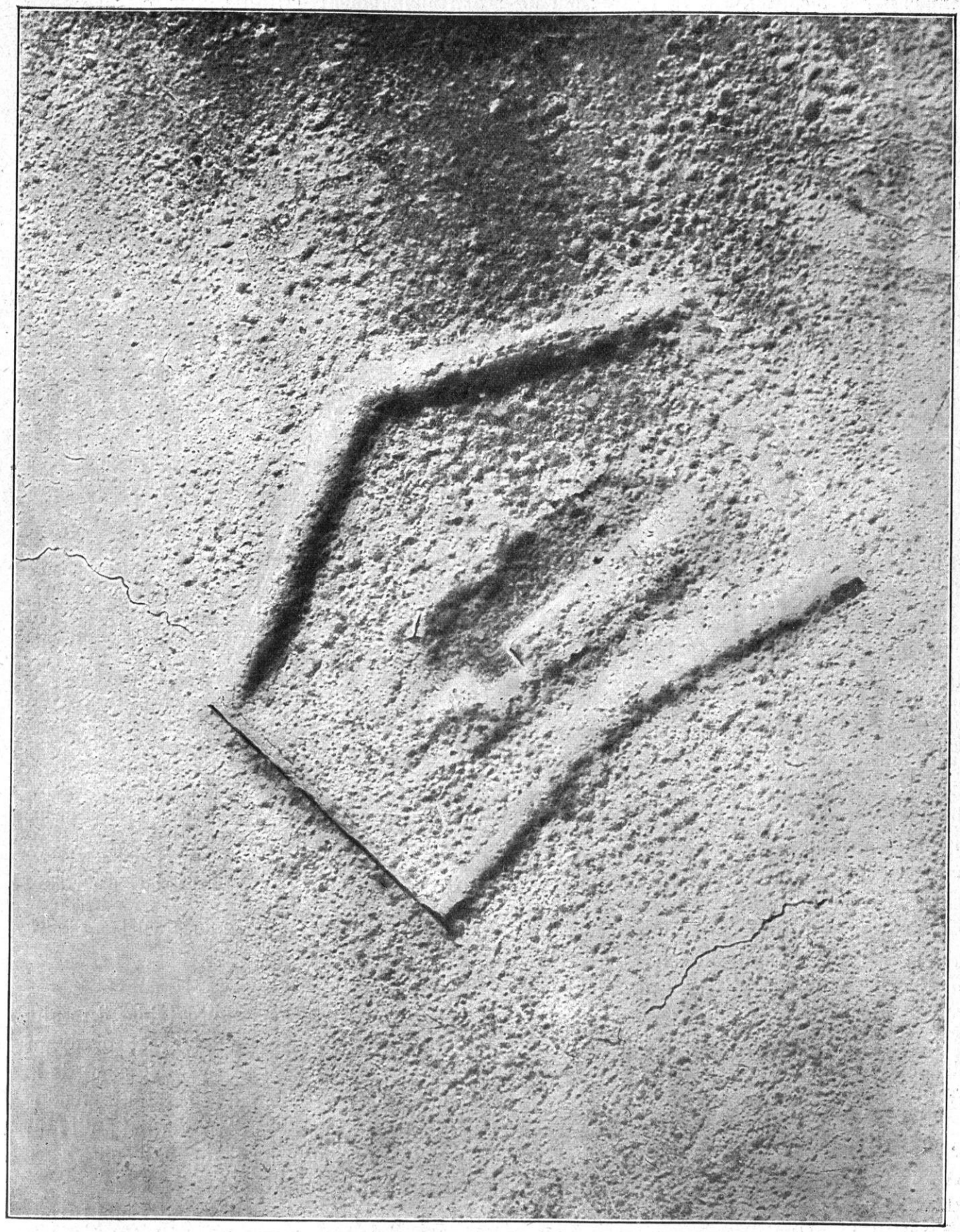
L'attaque destinée à soulager la région de la Meuse, qui avait tardé si longtemps, s'annonçait. Dans les secteurs des VIe, IIe et VIIe armées, ainsi qu'au détachement d'armée Falkenhausen, on déclarait avoir remarqué des indices d'une offensive ennemie. Les préparatifs en cours sur les fronts purement français devaient être *assurément* destinés à nous induire en erreur (donc, il ne croyait pas à une sérieuse offensive française). D'après les événements qui se passaient sur la Meuse, *il n'était pas croyable que les Français pussent fournir seuls les forces nécessaires pour une grande opération.* On devait considérer plus sérieusement les mouvements qui étaient effectués sur la partie du front spécialement anglaise et où des renforts arrivaient continuellement de la métropole. C'était le cas particulier dans la région de la Somme. En conséquence, la IIe armée allemande, qui s'y trouvait, avait reçu *des renforts importants de troupes et d'artillerie.* Malgré ces renforts et les relèves qu'il était nécessaire de tenir prêtes pour la région de la Meuse, la réserve générale comptait encore suffisamment de forces pour permettre de répondre, le cas échéant, par une énergique contre-attaque à une forte attaque ennemie. *On ne pouvait pas encore savoir nettement si les Français étaient capables de participer à une attaque anglaise.*

En fait, on n'y croyait pas, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et c'est de cette erreur du haut commandement allemand que les échecs ultérieurs découlèrent. De cet ensemble de considérations se dégagea, au dire de Falkenhayn, la décision fatale : *Un nouveau succès allemand sur la Meuse était absolument propre à modifier cet état de choses.*

A la fin de mai les opérations commencèrent donc conformément à ces projets.

On courait, une fois de plus, à la poursuite d'un *succès décisif*. Malgré le nouveau caractère que va prendre la lutte, malgré la manœuvre d'investissement universel qui menace les armées impériales, Verdun reste le point où le sort de la guerre doit se décider. La conception est la suivante : Broussiloff peut être contenu ; le blocus ne produira ses effets que lentement ; l'armée anglaise est de formation trop récente ; l'armée française n'a plus de disponibilités et ne pourra rien faire. Donc, profiter du délai imparti à l'armée allemande pour frapper le coup à Verdun, y mettre ce qu'il faut, ramasser toutes les réserves et tout le matériel disponible, attaquer à fond, renouveler le coup de février et, si l'on ne réussit pas à enlever la place, *s'emparer du moins de positions enveloppantes dont l'occupation devait avoir pour résultat, d'une part de transformer pour les Français les ouvrages du noyau central en un véritable enfer, et d'autre part de diminuer encore notablement les pertes allemandes* (Falkenhayn).

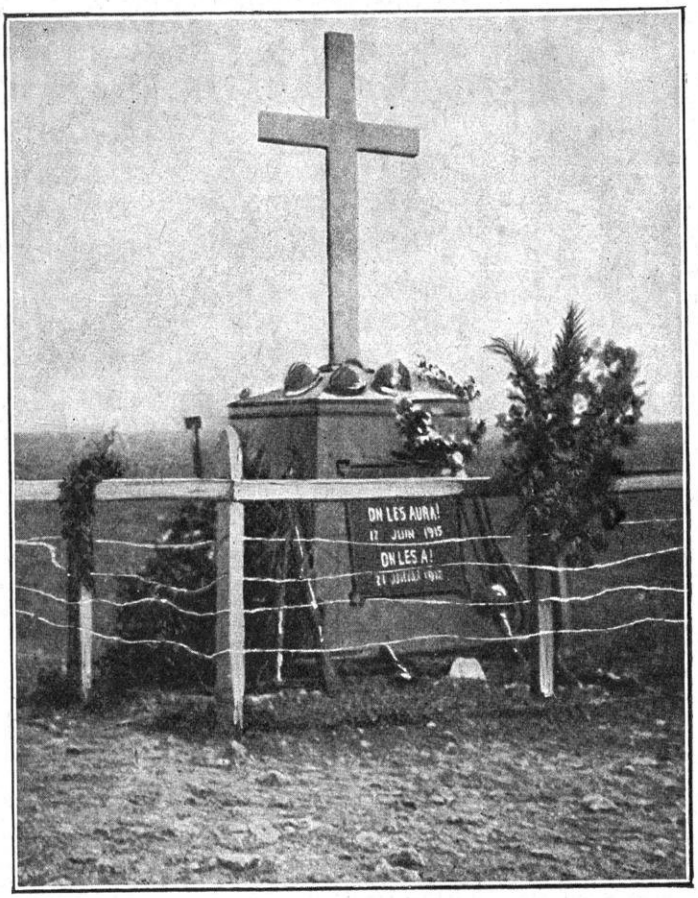
Cela veut dire, en français (car les décisions militaires des Allemands, comme leur philo-



LE FORT DE DOUAUMONT APRÈS LES BOMBARDEMENTS
(PHOTO PRISE EN AVION)

sophie, comme leur politique, ne brillent jamais par la lucidité), cela veut dire : par un effort violent et précipité, s'emparer de fortes positions autour de Verdun ; alors, ou la place succombera, ou l'on pourra, du moins, substituer au système de l'offensive à coups d'hommes un siège en règle. Pour obtenir ce résultat, on avait juste un mois. Un mois ! C'est le *mois tragique*.

Mais, pour réussir en un mois, deux conditions étaient nécessaires : l'une, d'amener à Verdun toutes les forces disponibles ; donc, on se résignait à l'usure des dernières unités conservées avec tant de soin pour enlever la fin de la guerre ; et la seconde condition, c'est que fût exacte l'hypothèse de Falkenhayn, à savoir que l'armée française était aux abois et incapable de toute autre entreprise que la défense de Verdun. A cette hypothèse, pourtant, le fait lui-même répondait : la reprise du fort de Douaumont, même après le succès de la contre-attaque, aurait dû servir d'avertissement. Un bourgeois d'Istlingen, plus clairvoyant que le haut commandement, écrivait, le 2 mars, dans une lettre saisie sur un soldat allemand : « Il ferait bon de marcher sur Paris, *s'il n'y avait les Français au travers de la route.* »



MONUMENT ÉLEVÉ PRÈS DE DOUAUMONT PAR LE 237e A SES MORTS

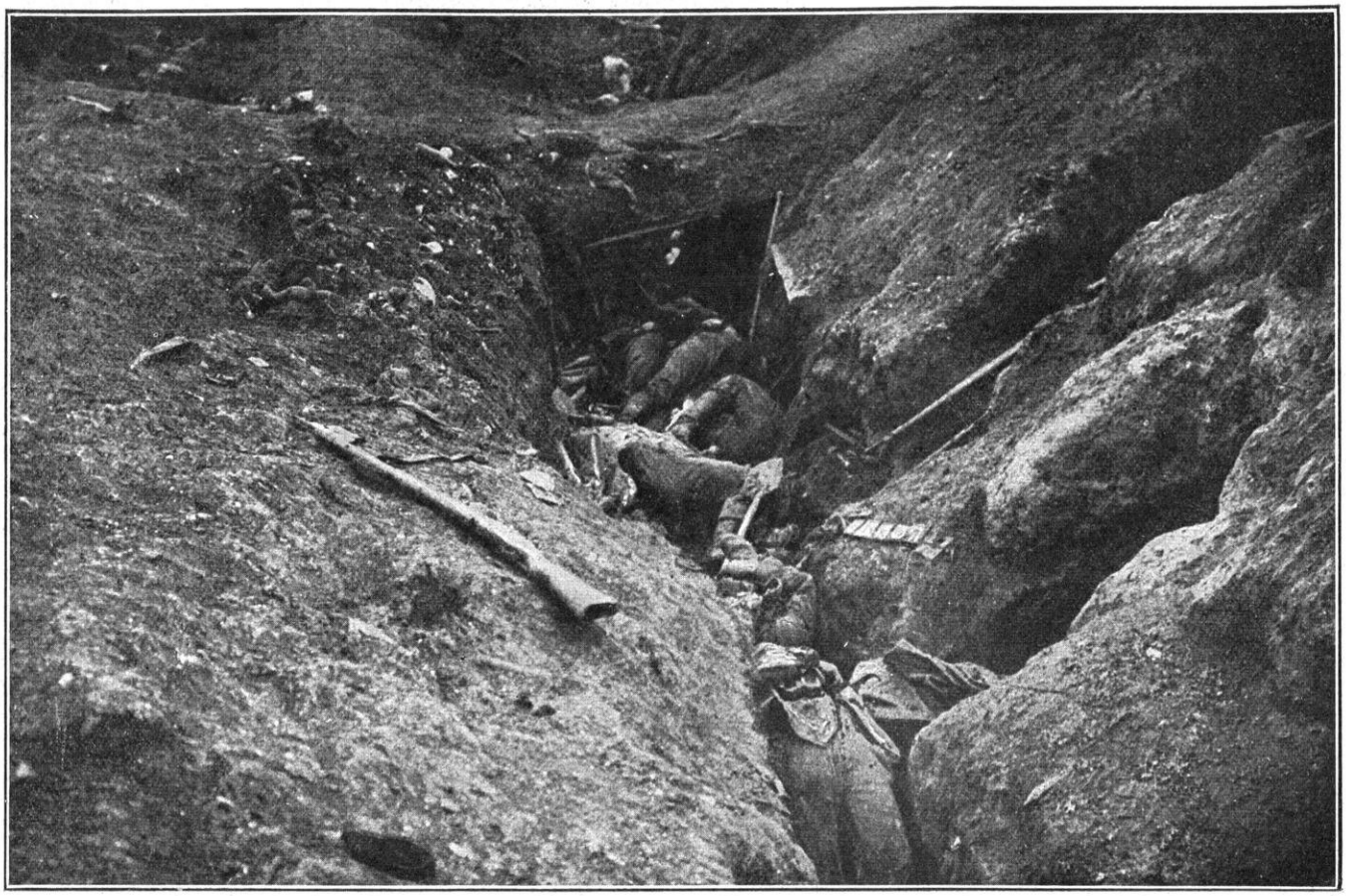
L'OFFENSIVE ALLEMANDE PENDANT LE MOIS TRAGIQUE

Nous résumerons le trait qui distingue la conduite du grand État-Major allemand dans cette période si courte, mais si particulièrement critique, par cette simple observation : c'est le moment où les forces allemandes sur le front occidental *atteignent leur maximum* jusqu'à l'offensive de 1918. Le général Buat dit :

La période qui nous occupe (septembre 1915-mai 1916) se caractérise par une forte augmentation des effectifs sur le front français au détriment du front russe. Le front occidental passe de 104 divisions (dont 8 à 9 seulement en réserve) au 1er septembre 1915, à 121 (dont 19 en réserve) au 21 février 1916, *et à* 125 (*dont* 15 *en réserve*) *au* 1er *juin de la même année.* Le front oriental tombe de 67 divisions au 1er septembre 1915 *à* 45 *au* 1er *juin* 1916. Sur le front serbe qui avait compté 11 divisions allemandes en octobre 1915, il n'en demeure plus que 2 au 1er juin de l'année suivante. Le total des grandes unités allemandes n'a pas varié pendant toute cette période : 172... Or, *dès le mois de juin* 1916, 4 divisions doivent quitter la France pour gagner la Galicie où les Autrichiens cèdent de toutes parts à la poussée russe ; et ce mouvement vers l'est s'accentuera jusqu'à atteindre, en octobre 1916, un total de 15 divisions.

De ces constatations indiscutables il résulte qu'à Verdun, en mai et juin 1916, avant l'exode vers la Russie et avant le coup de la Somme, l'armée allemande est toute tendue sur la prise de Verdun. C'est Verdun qu'il faut avoir. Les conceptions de Falkenhayn se lisent dans ces chiffres.

A peine besoin de dire que Pétain sent fortement le poids du fardeau qui va l'accabler.



DANS UNE TRANCHÉE ALLEMANDE PRÈS DE DOUAUMONT

Le front ennemi presse de partout. Et c'est le moment où il semble que l'on ait pris, au Grand Quartier général français, la résolution d'abandonner Verdun à son propre sort !

Au cours de ce mois, peu avant la date fatidique du 23 juin, s'engage, entre Pétain et Joffre, le dialogue haletant que deux lettres résument :

« ... Pour ces raisons, écrit Pétain, j'ai l'honneur de vous demander de fixer une date rapprochée à l'offensive des Anglais. La diminution des effectifs qui pourrait résulter d'une opération prématurée n'est pas à mettre en balance avec le risque de voir Verdun tomber aux mains de l'ennemi. »

Et Joffre, qui voit les choses dans l'ensemble, répond le 12 juin :

« J'estime avec vous que les Allemands escomptent les plus sérieux résultats de la bataille engagée contre Verdun et que nous devons à tout prix nous maintenir sur la rive droite de la Meuse, au risque même d'y abandonner une partie du matériel qui y est déposé. Sans méconnaître les difficultés grandissantes de votre tâche, j'ai la ferme confiance que vous parviendrez encore à contenir vigoureusement l'ennemi, comme vous l'avez fait si heureusement jusqu'à ce jour. Les organisations défensives que vous avez prévues se développent sur les deux rives de la Meuse, et je sais que vous mettez et que vous mettrez de plus en plus votre soin à en hâter l'exécution.

« Le renouvellement des grandes unités engagées dans la bataille a, dès à présent, assuré les relèves ; les renforcements d'artillerie lourde que vous avez prévus ou déjà organisés, ont accru ou accroîtront encore la puissance de vos moyens. *L'heure est particulièrement grave ;* la *défense prolongée de Verdun,* qui a déjà permis les heureuses offensives de nos Alliés en Russie, constitue le *geste indispensable* et la *condition inéluctable* du succès de la coalition. Au cours de la campagne actuelle, rien n'a été et ne doit être négligé pour atteindre ce résultat... Toutes dispositions sont prises pour que *l'offensive sur le front occidental soit déclenchée a une date aussi rapprochée que possible et étroitement calculée sur les nécessités d'une préparation sans laquelle l'attaque serait vouée à un échec.* »

La dernière phrase indique discrètement les difficultés auxquelles se heurte l'État-Major français : la contre-offensive générale avait été

décidée pour la date du 1er juin. Mais le général Alexeiew avait demandé un délai de quinze jours d'abord, jusqu'au 15 juin, puis de quinze jours encore jusqu'au 1er juillet. Il avait bien fallu passer par ces exigences et, d'autre part, l'armée britannique ne se sentait jamais au point. C'était donc l'armée française, c'était Verdun qui devaient supporter les conséquences de ces retards perpétuels et arracher à leur propre épuisement l'effort nécessaire pour briser le nouveau plan ennemi : dans quelques jours, disait-on ; mais, dans ces quelques jours, la colossale ruée de l'armée allemande sur la côte de Fleury allait se déchaîner !

Joffre allège la tâche de Pétain de toute la force de ses épaules puissantes. Il souffre avec lui, l'encourage, l'alimente de matériel et d'âme. Moment inouï, un des plus beaux de l'histoire, où ces deux hommes silencieux et qui se complètent dans leur commune fermeté et dans l'union patriotique qui les cimente entre eux et avec leurs soldats, sont condamnés à une sorte de divergence passionnée. Ils respirent ensemble, mais l'un avec le souffle angoissant de la lutte, l'autre avec le rythme plus ample des larges responsabilités.

Pour ne pas interrompre l'exposé des faits, je dirai d'abord le travail du Grand Quartier général pour Verdun pendant le *mois tragique*.

Le 20 mai, à la veille de Douaumont, le Grand Quartier général a fait connaître au général Pétain ses vues sur l'emploi, à la bataille de Verdun, des unités dont il dispose. La directive la plus importante est de faire participer successivement toutes les unités à la bataille, de réduire, le plus possible, la densité des secteurs calmes, par exemple celui de Reims où rien de grave n'est à prévoir, et de s'assurer toujours d'unités disponibles, soit pour Verdun, *soit même pour un autre emploi*. Le 22 mai, le jour de Douaumont, sentant l'orage monter, on se prépare à enlever huit divisions au général Dubail. « Le seul moyen d'avoir la supériorité des moyens dans les secteurs actifs est de désarmer les fronts calmes. » Car même réclamation partout : des divisions disponibles !

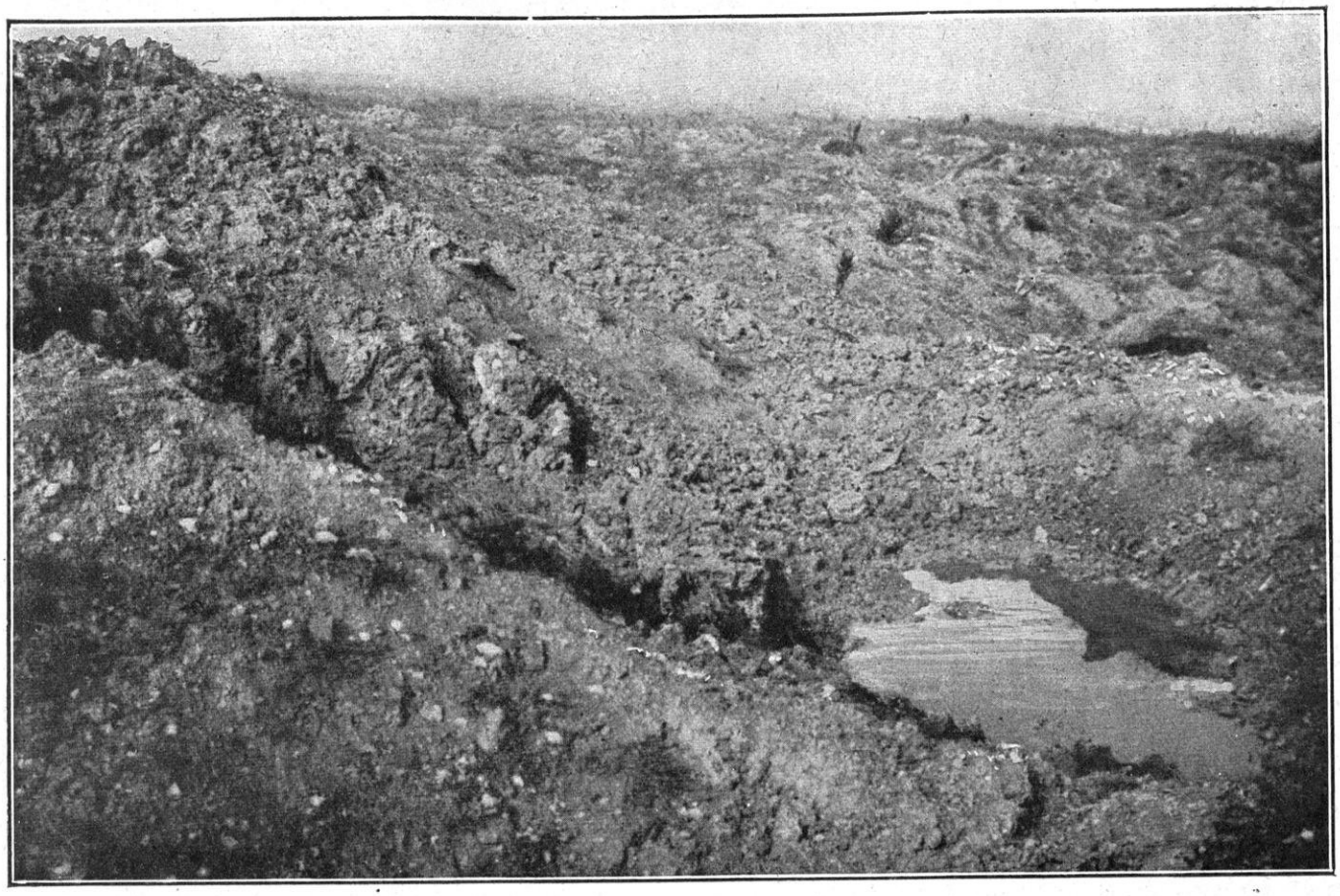
C'est Verdun qui réclame toujours. On avait pensé à lui enlever la 3e armée ; impossible ! le 29 mai, on envoie au général Pétain le 31e corps à deux divisions et on retarde *au 10 juin* l'application de la mesure prescrivant au groupe des armées du Centre de se suffire à lui-même. Les événements se précipitent. Joffre, tout en s'approchant de l'heure de la Somme, ne perd pas Verdun de vue une seconde. Le 12 juin, quand le fort de Vaux vient de succomber, il peut télégraphier à Verdun le grand succès russe sur le front oriental, et, en même temps, il adresse au général Pétain la lettre qui vient d'être citée, avec la demande pathétique de tenir, de tenir encore.

Les attaques allemandes frappent à coups redoublés. Notre front de la rive droite chancelle : va-t-il s'effondrer ? On réclame des troupes partout ; on « racle le fond du sac » pour soutenir Verdun (lettre à Dubail du 15 juin). Et voilà la bataille de la Somme qui va se déclencher, elle aussi si exigeante ! La date est fixée, maintenant, au 1er juillet ; on ne peut plus disposer d'un homme, ni d'un canon.

Verdun est à bout : attaque sur la rive droite, attaque sur la rive gauche, bataille de Souville... Pétain est prévenu, le 19 juin, que le Grand Quartier général *va retirer progressivement toutes les disponibilités possibles pour alimenter les opérations de la Somme* ; et, en même temps, on lui prescrit : « Bien entendu, vous devez prendre sur le front de la 2e armée toutes mesures pour tromper l'ennemi et *prendre une attitude agressive*»... *Une attitude agressive*, contre un ennemi formidable et qui déboule en avalanches ininterrompues !

Joffre s'adresse directement aux soldats de Verdun. Il les met dans la confidence ; il leur explique son plan, son espoir :

« Je fais appel à votre courage, à votre esprit de sacri-



LA OU FUT LE VILLAGE DE DOUAUMONT

fice, à votre ardeur, à votre amour de la Patrie, pour *tenir jusqu'au bout* et pour braver les dernières offensives d'un adversaire qui est maintenant aux abois.

« *Soldats de Verdun, le plan mûri par les conseils de la coalition est maintenant en pleine exécution. Soldats, c'est à votre héroïque résistance qu'on le doit !...*

Se lève alors cette terrible journée du 23 juin où les Allemands dépassent Fleury. De son Quartier général, le général Pétain téléphone : « La situation est grave ; je vais à Souilly ; je téléphonerai à nouveau vers 19 heures. Si l'ennemi atteint la ligne de contre-pente, IL FAUDRA SONGER A PASSER SUR LA RIVE GAUCHE ; *la décision sera à prendre trois ou quatre jours avant l'exécution du mouvement.* »

Cette attaque du 23 juin alarme le ministre de la Guerre qui, le 24, à 12 heures, téléphone :

« Le ministre fait dire au général Joffre que, de l'avis unanime, il ne faut à aucun prix, pour aucune considération, assumer la responsabilité d'un retard dans l'attaque franco-anglaise. »

Mais, déjà, à Verdun la crise s'atténue et, le 23, vers 16 heures, Pétain téléphone :

« L'état moral à Souilly est calme. La situation est sérieuse ; *mais on tiendra sur la rive droite.* »

Le 27 juin, au moment où la préparation d'artillerie tonne sur la Somme, le général Joffre donne à Verdun la suprême consigne :

« Je tiens à vous spécifier que vous devez continuer une résistance opiniâtre sur *la rive droite de la Meuse* sans vous laisser influencer par le risque de perdre éventuellement du matériel. Aucune appréhension de cette nature ne doit affaiblir la résistance ni enrayer l'exécution *des contre-offensives prévues.* »

On touche au but. Partout à la fois et sur tous les fronts, l'offensive générale va s'ébranler, le 1er juillet !...

Verdun aura encore quinze jours à tenir pour sentir la pression allemande perdre graduellement de son intensité et devant son front se lever les premières lueurs de la victoire.

D'ailleurs, voici les faits.

EXPOSÉ DES FAITS MILITAIRES DURANT LE MOIS TRAGIQUE. VAUX ET SOUVILLE

Nous remontons à la date du 25 mai, au moment de l'interruption qui avait suivi la reprise momentanée du fort de Douaumont par la division Mangin.

Il fallut huit jours à l'armée allemande pour préparer la nouvelle offensive ; elle devait se produire principalement sur la rive droite, mais on en revenait, en fait, à la grande attaque générale en tenaille depuis Avocourt jusqu'à Damloup ; car on était décidé à ne laisser aucun répit à l'ennemi jusqu'à la victoire finale. L'Empereur annonce à ses troupes et à ses peuples que *l'on entrera à Verdun le* 15 *juin* et que ce sera la paix.

Voyons, d'abord, l'effort sur la rive droite. L'ennemi a mis ses effectifs en ligne, depuis le bois Nawé à l'ouest jusqu'à Damloup à l'est : au bois Nawé, la 39e brigade de la 19e division de réserve ; entre le bois Nawé et le bois de la Caillette exclu, le Ier corps bavarois ; au bois de la Caillette, la 7e division de réserve ; entre le bois de la Caillette et le fort de Vaux exclu, la 1re division (moins le 3e grenadiers) ; devant le fort de Vaux, la 50e division ; entre le fort de Vaux exclu et Damloup, une division combinée comprenant le 3e grenadiers, les 126e et 105e du XVe C. A. Le 5 juin, la 2e brigade vient renforcer le 1er C. Bav. et la 7e D. R. ; le 6, le 143e du XVe C. est poussé en renfort dans le secteur de la 1re D. C'est donc une masse de 60 000 ou 80 000 hommes qui est lancée en bloc rien que sur le secteur de Vaux ; et tout, ailleurs, est dans les mêmes proportions.

Nous avons dit l'intérêt stratégique du fort de Vaux ; il est la pointe du triangle Vaux, Souville, Tavannes, qui commande la route d'Étain-Verdun : c'est la poterne de la place. Si on emporte Vaux d'abord, le triangle est écorné et, si l'on emporte le triangle, la place en est réduite à sa ceinture immédiate.

Donc, Vaux, et à tout prix.

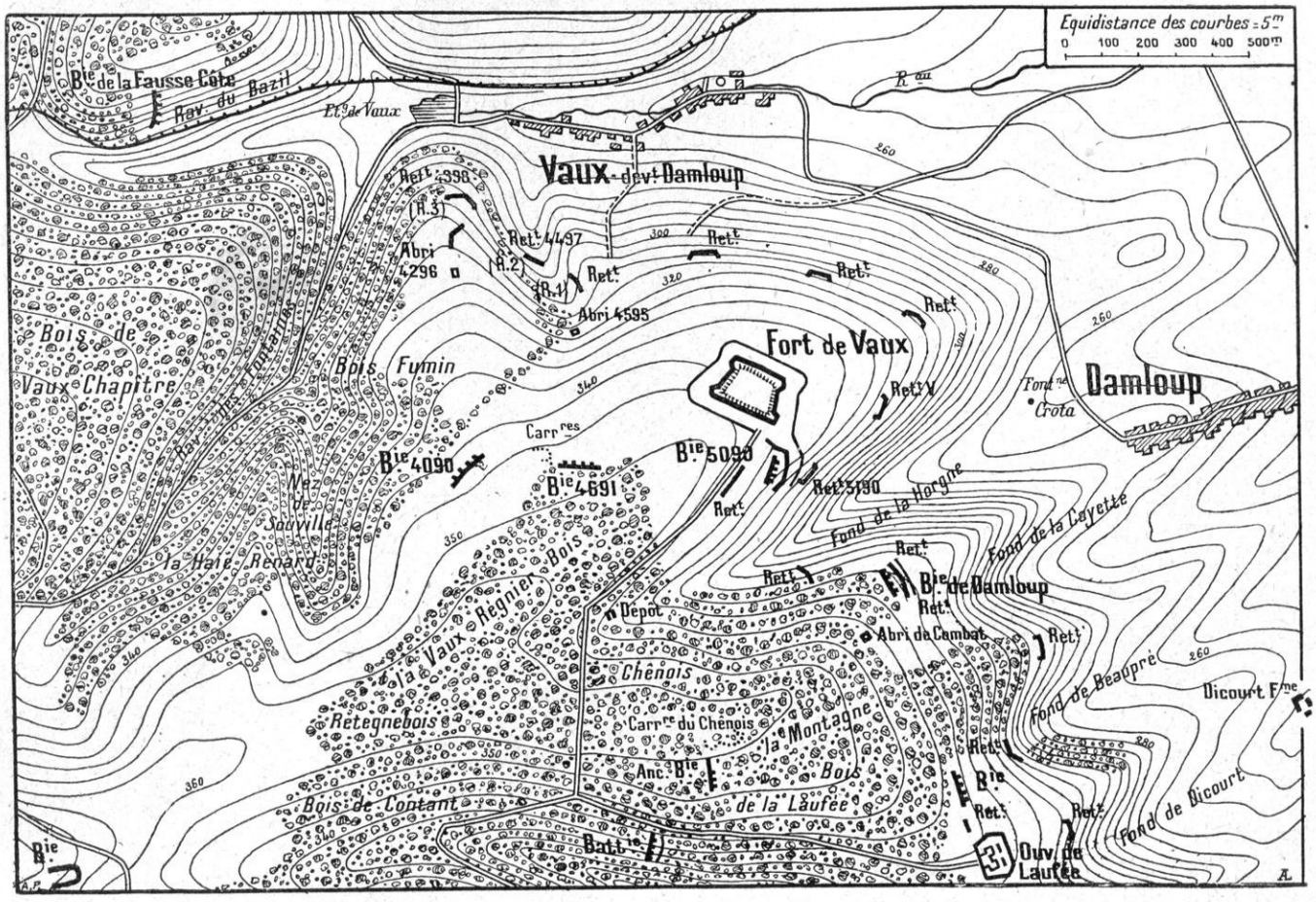
Nous avons dit aussi les efforts faits par les Allemands pour s'emparer du fort de Vaux à la suite du coup de main sur Douaumont. Nous avons dit la lutte pour le village et pour l'étang, pour le bois de la Caillette et pour le bois Fumin qui sont les approches du fort. Le 10 mars, l'ennemi, ayant gravi les pentes nord du fort de Vaux, n'était plus qu'à 200 ou 300 mètres de la contrescarpe. Il semble qu'il n'ait qu'à tendre la main. Cependant, depuis trois mois, il est arrêté au seuil du fort. Comment s'y prendre pour le franchir maintenant?

Le coup est monté ainsi qu'il suit : on attaquera, cette fois encore, en tenaille locale, à l'est par Damloup où une puissante batterie française empêche les accès, au centre par les glacis du fort, à l'ouest par la ferme et l'ouvrage de Thiaumont, par le ravin des Fontaines et le bois Fumin. Ici, on se heurtera à trois solides retranchements français Ret_3, R_2 et Ret_1, soutenus par l'ouvrage avancé et la batterie des Carrières. Vaux gardera ses communications avec les lignes françaises jusqu'à la dernière minute par le sud, c'est-à-dire par les boyaux et l'ouvrage de la Laufée.

La garnison du fort comprenait, sous les ordres du commandant Raynal : la 6e compagnie du 142e régiment ; la 3e compagnie de mitrailleuses du même régiment ; la 3e compagnie de mitrailleuses du 53e régiment ; les artilleurs, les sapeurs, les téléphonistes ; 40 brancardiers et infirmiers environ ; plus les débris des éléments du secteur qui s'y réfugiaient peu à peu au fur et à mesure de la bataille.

Pour la défense des secteurs qui se rattachaient à la défense du fort de Vaux, le général Tatin, qui commande le secteur de la 124e division, dispose de trois régiments : le 24e, le 101e et le 142e.

Notre défense du fort est ainsi constituée : au saillant d'Hardaumont (bois de la Caillette) un bataillon du 24e régiment ; de la digue au retranchement R_1, le 1er bataillon (commandant Fralon) du 101e régiment, une compagnie à la digue, une compagnie — la 3e (lieu-



LE FORT DE VAUX ET LES ABORDS

tenant Gondal) — à R_3 et R_2, un peloton à chaque redoute ; de R_1 à l'ouest du fort, le 2e bataillon (commandant Casabianca) du 101e la 8e compagnie (capitaine Delvert) ; à R_1, la 7e en crochet défensif devant et à gauche du fort.

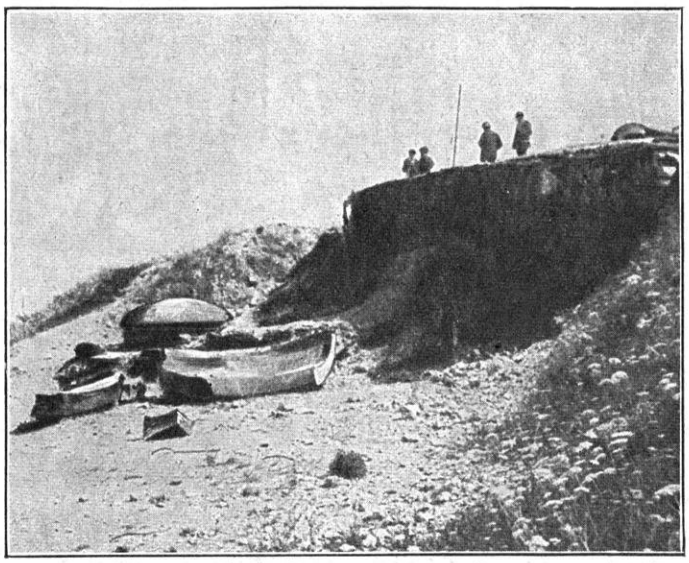
La chaîne continue par le 142e régiment (colonel Tahon) qui a fourni au fort sa garnison et qui occupe, devant et à l'est, la tranchée de Belfort avec son 2e bataillon (commandant Chevassu) ; les 7e et 8e compagnies dans la tranchée de Belfort, les deux autres en soutien au sud-est. Le 1er bataillon (commandant Monly) occupe le village en flèche de Damloup avec trois compagnies, la quatrième tenant en arrière la batterie de Damloup et la tranchée de Saales qui, de la batterie, rejoint le village. Enfin le 3e bataillon (commandant Bouin) est chargé, à l'est, du secteur de Dicourt et de l'ouvrage de la Laufée.

Le fort avait été très puissamment construit ; mais il avait reçu, depuis le commencement de la lutte, une telle quantité d'obus lourds qu'il était à l'état de ruines ; les abords n'étaient qu'un cratère de trous d'obus. En deux points, la brèche était ouverte : cependant, on avait tant bien que nal aveuglé par des sacs de terre ; des mitrailleuses balayaient les accès. Dans les coffres, des canons tiraient par les étroites embrasures et leur tir rasant interdisait tous les passages. Mais, pour les Allemands, si le fort de Vaux était le but et le réduit, c'était le secteur entier qu'il s'agissait d'enlever. Préparation d'artillerie, obus asphyxiants, lance-flammes, mitrailleuses, assauts à la grenade, rangées de blessés et de cadavres, on y mettrait ce qu'il faudrait, mais on aurait le morceau.

Von Lochow fixa le jour de l'attaque au 1er juin. Une formidable préparation d'artillerie accable tous les alentours du fort et rend à peu près inaccessible la route de Souville par où peuvent arriver les renforts ou les relèves.

La ferme de Thiaumont est prise le 1er juin ; elle est reprise par les Français le 2 ; elle succombera le 8 ; mais pour le moment, le mouvement à large envergure tenté de ce côté

échoue. L'ennemi restreint donc son offensive à l'accès immédiat du fort par le ravin des Fontaines. Pour aborder le ravin des Fontaines, il faut suivre la voie ferrée du ravin du Bazil. Descendant du fort de Douaumont, grimpant du village de Vaux, s'infiltrant le long de la voie ferrée, les masses allemandes sont en contact immédiat avec les retranchements R_2 et R_3 qui barrent le bois Fumin et le ravin des Fontaines. C'est le premier acte du drame. L'ennemi se heurte aux fils de fer des retranchements, il tombe sous le coup des mitrailleuses et perd la moitié de ses effectifs ; mais des masses nouvelles sont lancées sans interruption. Le R_2 succombe. Du côté de Damloup, une brèche est faite dans nos lignes ; avec la chute de la ferme de Thiaumont, trois pointes s'avancent vers le fort. Raynal, dont les observateurs suivent les progrès de l'ennemi, annonce qu'il est en danger d'être cerné.



UNE DES TOURELLES DU FORT DE VAUX

Le 2 juin, le R_2 et le R_3 ont cédé ; le R_1 tient toujours ; mais l'ennemi se glisse entre ce retranchement et la place. Ne pas oublier que le point de départ est à 200 mètres. Une quarantaine d'hommes grimpent sur la superstructure du fort et se nichent dans les trous d'obus.

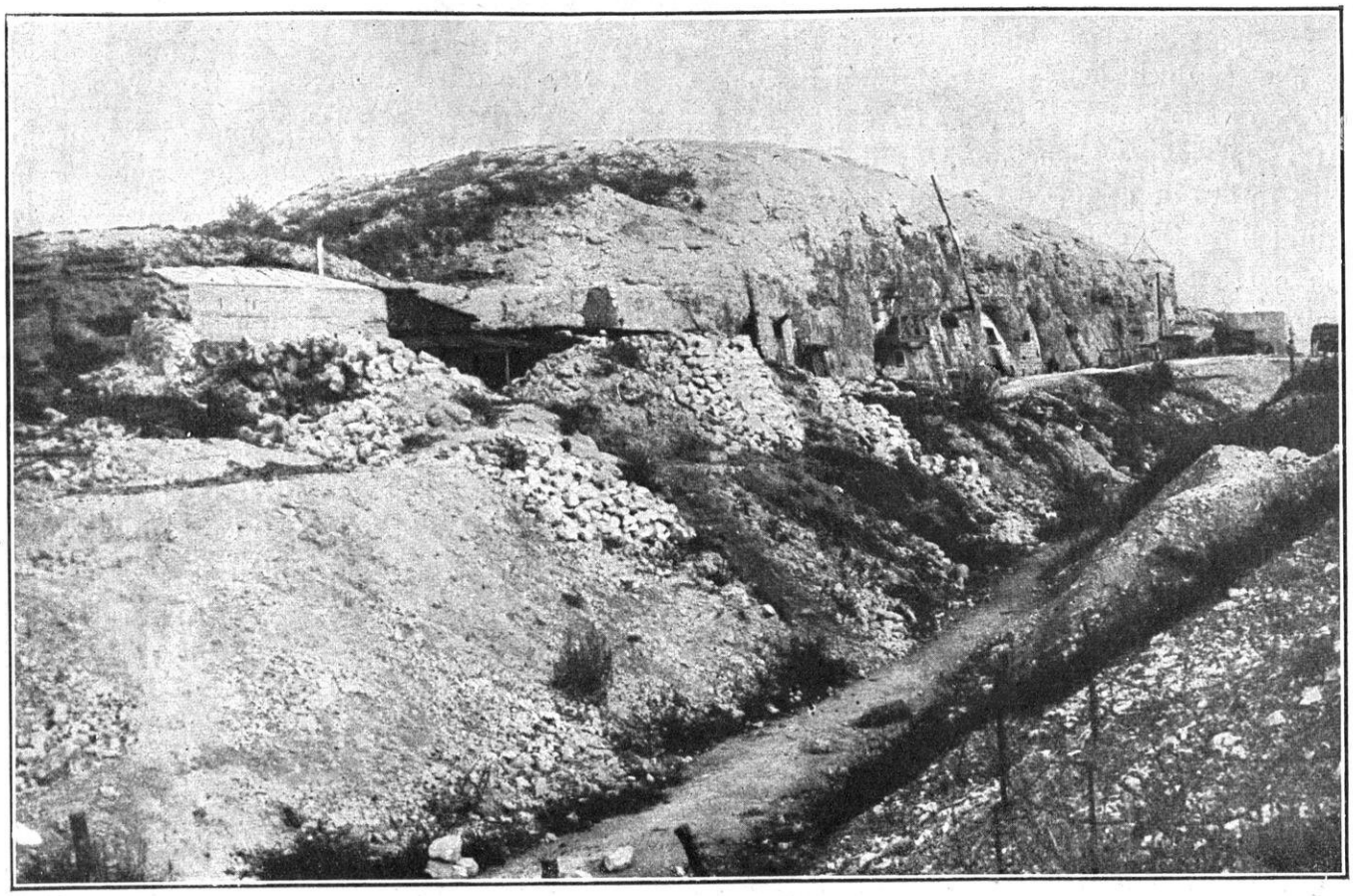
Ce qui est plus grave peut-être encore, le village de Damloup a succombé : l'ennemi amène ses canons et ses mitrailleuses ; c'est le fort rendu inaccessible pour les forces françaises ; peu à peu, l'infiltration se fait sur la superstructure; les mitrailleuses allemandes de la 50e division y sont hissées. La sortie du fort est commandée.

Alors s'établit cette situation extraordinaire que nous avons déjà vue s'esquisser lors de la prise de Douaumont par Mangin. Le fort est divisé en deux tranches, une supérieure et une inférieure; la partie supérieure est occupée par les Allemands qui ne peuvent pas faire un pas sans être accueillis à coups de fusils, de grenades et de mitrailleuses, et la partie inférieure défendue par les Français qui ne pouvaient passer la tête sans recevoir des balles et des grenades. Raynal essaie de communiquer avec le dehors par des pigeons voyageurs, mais peu arrivent; quant aux communications par télégraphie optique, elles sont rendues presque impossibles par l'intensité du bombardement.

Le 3 juin à 5 heures, un aviateur français vient reconnaître la situation du fort ; il descend à 100 mètres et, malgré un effroyable feu dirigé contre lui, il peut rapporter quelques indications précises qui permettent au général Tatin de prendre à partie, par ses 75, la ligne des mitrailleuses ennemies.

Le sort de la petite garnison française, portée jusqu'à 600 hommes environ par les blessés, les errants, les hommes qui se sont repliés des secteurs, est terrible. Jusqu'à la fin, elle aura des munitions, mais elle manque de vivres, de ravitaillement et, surtout, elle manque d'eau. Le commandement Raynal a rationné l'eau à trois quarts de litre, à un demi-litre, à un quart de litre, par homme : et les citernes, les réservoirs sont vides : une corvée qui passe la gorge, apportant quelques litres, un demi-bidon recueilli sur un cadavre, sont une bénédiction. Le dernier pigeon, les derniers « sans-fil » ont apporté le suprême appel :

Le 4 ; « *Tenons toujours ; mais nous subissons une*



LE FORT DE VAUX

attaque par les gaz et les fumées très dangereuse. Il y a urgence à nous dégager ; faites-nous donner de suite communication optique par Souville qui ne répond pas à nos appels : c'est mon dernier pigeon. »

Le 5 juin : « *Il faut que je sois dégagé ce soir et que ravitaillement en eau me parvienne immédiatement ; je vais toucher au bout de mes forces. Les troupes, hommes et gradés, en toutes circonstances ont fait leur devoir jusqu'au bout.* »

Raynal a dû prendre le parti de faire sortir la nuit, au péril de leur vie, tous les éléments qui n'appartiennent pas à la garnison. Nombreux sont ceux qui ont succombé. L'héroïque adjudant Buffet, du 142e, a porté le dernier appel du fort et il a voulu rapporter dans le fort la réponse du général Lebrun : « *Courage ! nous attaquerons bientôt.* » Une contre-attaque est montée, en effet, avec tous les éléments dont on dispose. Le général Nivelle téléphone au général Tatin qui dirige l'opération : « *Nous avons, dans le fort, des camarades français ; il faut les dégager et, tout d'abord, entrer en liaison avec eux ; c'est le devoir de tous. Devoir sacré.* » Mais, deux fois, trois fois, les contre-attaques, qui atteignent jusqu'à l'entrée de la gorge, sont accablées par les tirs de barrage et le tir des mitrailleuses ennemies. Du haut du fort, avec la petite garnison française dans l'intérieur, la garnison allemande, sans cesse renouvelée, domine tous les accès, qui sont d'ailleurs encerclés et canonnés de toutes parts. Impossible !

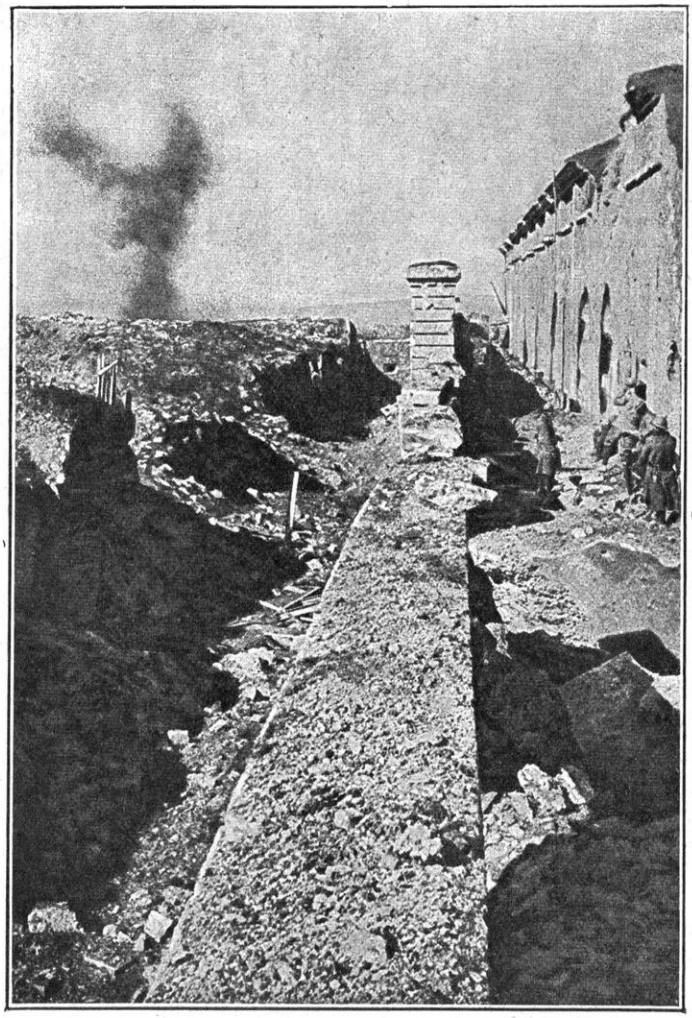
Le 6 à 8 heures du soir, le Grand Quartier général adresse à l'armée ce télégramme, qui doit être transmis immédiatement par « l'optique » : « Le général commandant en chef adresse au commandant du fort de Vaux, au commandant de la garnison ainsi qu'à leurs troupes, l'expression de sa satisfaction pour leur magnifique défense contre les assauts répétés de l'ennemi. » JOFFRE.

Et quelques heures après : « Le commandant Raynal est fait commandeur de la Légion d'honneur. »

Le fort avait encore donné signe de vie dans la journée du 6. Quelques mots inintelligibles, où l'on a distingué ceux-ci : « *Ne quittez pas* ». Et il était devenu silencieux. On sut seulement, plus tard, que ce fut le général allemand von Gundell qui fit connaître au commandant Raynal sa promotion dans la Légion d'honneur.

Une nouvelle contre-attaque, préparée pour le 8 juin, arrive trop tard et, d'ailleurs, ne réussit pas ; elle s'arrête dans les tranchées à proximité du fort. Une explosion formidable achève les ruines. Le 7, à la pointe du jour, la garnison française avait arboré le drapeau blanc et, à l'officier allemand chargé des pourparlers, elle avait posé ses conditions :

La garnison sortira avec les honneurs de la guerre ; nos morts auront une sépulture ; nos blessés seront évacués immédiatement et jusque dans l'exil les officiers et les soldats du fort de Vaux auront droit au respect de l'ennemi. Si l'ennemi n'accepte pas ces conditions, la lutte continuera jusqu'au bout.



LE FORT DE VAUX APRÈS 90 JOURS DE BOMBARDEMENT

Les conditions sont acceptées ; elles seront exécutées. Le Kronprinz rendit au commandant Raynal son épée. Citons cette parole qui achève le véritable poème que Henry Bordeaux a consacré aux « Derniers jours de Vaux » : « *Le véritable vainqueur du fort s'appelle :* La Soif (1). »

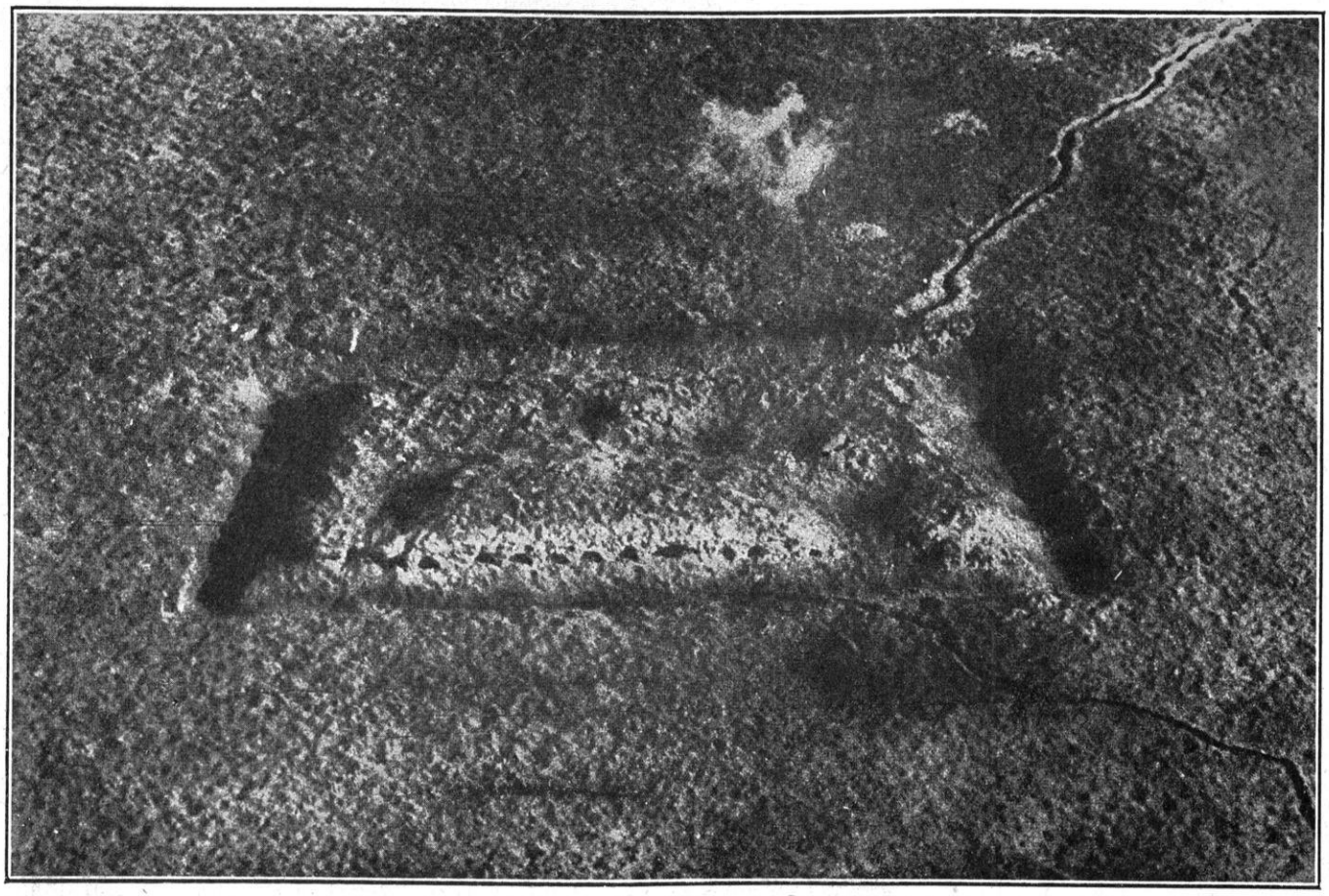
(1) Nous nous sommes servis, bien entendu, pour ce récit, du volume si émouvant du capitaine Henry Bordeaux (de l'Académie française) : *La Chanson de Vaux-Douaumont, Les Derniers Jours de Vaux.* Plon, 1921, in-12, et aussi des importants documents qu'il renferme.

LA BATAILLE DE JUIN SUR LA RIVE GAUCHE

Sur la rive gauche, les offensives de mars-avril n'avaient donné que des déboires à l'ennemi : s'il a pris le Mort-Homme, dont la possession lui est sévèrement disputée, la cote 304 a fait barrage et a contenu sa poussée sur Chattancourt, la côte de Marre et les Bois Bourrus. Or, c'est là seulement qu'il ferait taire les artilleries qui empêchent sa progression par la route de Mézières ; là seulement, il barrerait la route aux forces françaises de la rive droite et les menacerait d'encerclement ; là seulement, il gagnerait non seulement la *bataille tactique*, mais la *bataille stratégique* de Verdun, puisque tout et la région fortifiée tomberait d'un seul coup.

C'est là qu'est la victoire.

Le lendemain du jour où Mangin a repris Douaumont, des renforts sont envoyés sur la rive gauche et la bataille en tenaille reprend à l'ouest pour le secteur du Mort-Homme. Il semble bien que se soit fait jour un instant, dans l'État-Major allemand, une conception nouvelle et plus hardie : isoler et négliger la cote 304, *couper au court* et marcher droit sur Chattancourt et les Bois Bourrus. En effet, après deux jours de coups de sonde, l'ennemi



CE QU'IL RESTE DU FORT DE VAUX

s'élance de Cumières vers le sud et il rejette la défense française jusque sur la station de Chattancourt. Le commandement français va-t-il être contraint de déloger son artillerie? Nivelle ordonne une contre-attaque immédiate. Et alors, c'est l'ennemi qui est obligé de déguerpir de Chattancourt et de se rabattre sur Cumières. Et dans leur élan, les forces françaises recommencent à grimper les pentes sud-ouest du Mort-Homme.

Conclusion : la ligne la plus courte n'est pas la plus prompte.

On reprendra par le plus long et l'offensive est reportée sur l'éternelle cote 304. Le plan, cette fois, est de déboucher de Malancourt et d'Haumont et de se glisser par le bois Camard sur Pommérieux ; ainsi on enlèverait la cote 304 par le sud-ouest. Préparation formidable ; quatre jours de mise au point, et l'offensive de la 38e division allemande se déclenche le 9 juin, au lendemain de la chute du fort de Vaux : quatre assauts successifs sur nos tranchées ; les quatre assauts sont repoussés.

Le général de Maudhuy, qui commande le secteur, a le sentiment très net que ce point est décisif et qu'il y va du sort de la bataille : car si la rive gauche résiste, la nouvelle conception de l'ennemi est réduite à néant. Il adresse à ses troupes l'ordre du jour suivant :

« Dans la journée du 9 juin, les troupes du 15e corps et de la 38e division ont repoussé quatre attaques de l'ennemi, accompagnées de jets de flamme et précédées d'un bombardement d'une extrême violence... Soldats, le poste que vous tenez *est d'une importance capitale*, la France vous l'a confié. Vous l'avez défendu vaillamment, depuis trois semaines, en particulier, pendant les dures journées des 21, 22, 29 mai et des 4 et 9 juin.

« Vous le garderez avec le même succès *tant qu'il le faudra.* »

Et il en fut comme le général l'avait dit. L'effort du 9 juin est le dernier de ce côté avant la Somme. Non seulement Chattancourt et la

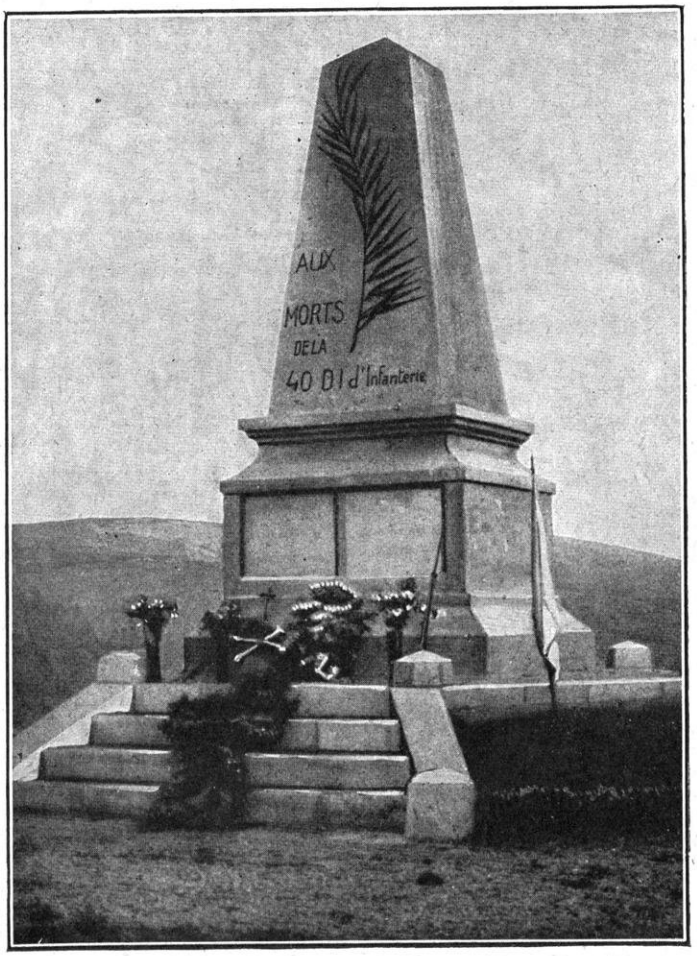
côte de Marre, mais la cote 304 elle-même a résisté. L'ennemi s'épuisera encore en attaques de moins en moins énergiques. Il n'avancera plus d'un pas. Les effectifs diminuent avec rapidité.

Ces assauts réitérés déciment les unités qui sont jetées dans la fournaise et les découragent complètement.

Et, maintenant, Falkenhayn ne peut plus fermer les yeux sur ce qui se passe sur la Somme, en Russie, en Italie. C'est le moment où il sent sa résolution elle-même chanceler; il est obligé de retirer du front de Verdun 4 divisions dont il a absolument besoin ailleurs.

Devant le front français, cet allégement relatif se sent immédiatement.

Maudhuy ordonne ces *opérations agressives* tant réclamées par le général Joffre. Le 15 juin, un bataillon du 311e grimpe aux tranchées de la crête sud-ouest du Mort-Homme et il les réoccupe presque sans coup férir. Un bataillon du 312e marche du même pas et reprend les abords de la crête par la pente ouest : c'est le Mort-Homme reconquis. Les attaques allemandes essayent en vain de réagir le 15 juin, le 18 juin. Tout ce qu'il lui reste de forces et de volonté, l'ennemi le réserve pour le grand coup final qu'il va frapper dans le dessein de voiler sa défaite et de remporter du moins un succès tactique éclatant sur la rive droite, au moment où la destinée se prononce contre lui.



MONUMENT ÉLEVÉ SUR LE MORT-HOMME RECONQUIS

L'EFFORT SUPRÊME SUR LA RIVE DROITE. SOUVILLE-FLEURY. 8 JUIN-14 JUILLET

Il s'agit, cette fois, ou de livrer la bataille de désespoir ou d'occuper du moins ces positions rapprochées qui, selon la propre parole de Falkenhayn, feront du centre de la région fortifiée un enfer pour ses défenseurs.

Ayons toujours présent à l'esprit le triangle : Vaux, Souville, Tavannes qui garde la route de Verdun par l'est. Vaux a succombé. Maintenant, il s'agit d'enlever Souville d'abord et puis Tavannes. Pour prendre Souville, il faut attaquer par l'ouest en suivant le ravin de la Dame. Mais là, un premier barrage se présente, la ferme de Thiaumont, l'ouvrage de Thiaumont, et la côte de Fleury, tout cela solidement tenu et fortifié.

C'est le chemin de la côte de Froide-Terre qui domine Verdun à la jonction de la route du Nord et de la route de l'Est.

Après diverses alternatives pendant la lutte pour le fort de Vaux, la ferme de Thiaumont a été occupée par l'ennemi le 9. Mais l'ouvrage de Thiaumont est la clef de la situation. L'ennemi monte une puissante attaque et se glisse au pied de l'ouvrage dans le ravin de la Dame. Assauts réitérés sur l'ouvrage ; dépense effroyable de munitions et d'hommes ; mais l'ouvrage tient. Du 13 au 17, attaques et contre-attaques ; le 106e régiment colonial fait

DEVANT THIAUMONT, LE RAVIN DE LA MORT

reculer l'ennemi : mais le bombardement ennemi rend le terrain intenable. Les deux adversaires épuisés s'arrêtent face à face et se mesurent du regard.

Il reste quelques journées à l'ennemi pour en finir. De partout, Falkenhayn est sollicité. Avant de quitter la place et l'espoir, un dernier effort. Il lance sa suprême ressource, le corps alpin, la 50e division, les Bavarois. L'historien de l'État-Major allemand Stegemann est bon à entendre sur ce point :

Le corps alpin continue infatigablement ses assauts et lutte pas à pas, du 15 au 23 juin, en se rapprochant du village de Fleury. Fleury est au centre de la ligne Souville-Bras (c'est-à-dire à la jonction qui fut l'objectif de toute la bataille pour Verdun depuis le 20 février), au pied des dernières positions de la colline de Froide-Terre et de la cote 285 devant les forts intérieurs de Saint-Michel et de Belleville. Ses maisons de pierre s'appuient sur les pentes du plateau de Belleville. Le défenseur attend avec confiance dans les caves profondes du village. Lorsque la 50e division réussit, le 21 juin, à s'approcher à gauche, à assiéger la forte position de la Carrière au sud-ouest du fort de Vaux, le fort de Souville est soumis à une menace directe. Il ne reste plus qu'à enlever la haute batterie de Damloup qui tient encore fermement. Tandis que la 50e division reprend haleine, les Bavarois sont mis en avant. C'est à eux qu'incombe l'effort désespéré.

Pour en finir, on attaquera largement du bois Fumin jusqu'à la côte du Poivre, avec, comme objectif principal, la fourche du chemin de Thiaumont. C'est une ruée décisive à cette date fatidique, assignée par le haut commandement allemand, comme dernier délai, le 23 juin.

Le 22 juin au soir, et dans la nuit du 22 au 23, l'ennemi a couvert le terrain sur lequel il attaquera le lendemain de plus de 100 000 obus asphyxiants. Il compte bien n'y plus trouver de défenseurs. Le général Nivelle adresse, le jour même, cet ordre aux soldats de l'armée de Verdun :

« L'heure est décisive.

« Se sentant traqués de toutes parts, les Allemands lancent sur notre front des attaques furieuses et désespérées dans l'espoir d'arriver aux portes de Verdun avant d'être attaqués eux-mêmes par les forces réunies des armées alliées. *Vous ne les laisserez pas passer, mes camarades!* Le pays vous demande encore cet effort suprême. L'armée de Verdun saura conserver sa gloire intacte. »

A six heures du matin, le 23, les observateurs français signalent des masses profondes d'infanterie précédées de deux colonnes formées chacune de deux compagnies. Mais derrière, les régiments de renfort sont exceptionnellement rapprochés. « On voulait que l'effort fût non seulement puissant, mais continu. » Les canons de 75 font, dans ces masses, des coupes sombres. Tant pis : à tout prix il faut Fleury, il faut Souville

L'ouvrage de Thiaumont, tant disputé depuis un mois, succombe. Fleury est débordé à l'est et à l'ouest. L'ennemi touche à l'entrée du village, mais là il se heurte à une résistance acharnée ; chaque maison est une forteresse. Le corps alpin ne peut pas sortir du ravin de la voie ferrée ; la 103e division, qui a mission de s'emparer de Souville défendu par la 307e brigade, échoue également. Les 71e et 32e régiments sont anéantis devant nos tranchées.

Les cadavres s'amoncellent ; la lutte se désagrège ; le combat lui-même est agonisant. Cette journée du 23 s'achève dans une émotion haletante. Qui est vaincu, qui est vainqueur ?

Nous avons donné le texte des coups de téléphone adressés par le général Pétain au Grand Quartier général : le premier à midi : « La situation est grave ; si l'ennemi atteint la ligne de contre-pente, il faudra songer à passer sur la rive gauche. » Et l'autre à 16 heures : « La situation est sérieuse, mais on tiendra » (1).

(1) Le commandant H. Bouvard, dont le livre, *La Gloire de Verdun*, est honoré d'une préface de l'illustre chef de l'état-major de Verdun, le général de Barescut, donne un renseignement des plus significatifs : « Dès les premiers jours de mars, le chef d'état-major de l'armée, le colonel de Barescut, reçut l'ordre d'étudier le repli et de constituer un dossier dont personne ne devait connaître l'existence, même à l'intérieur de l'état-major... Le travail, une fois terminé, fut mis sous clef et, parfois, paraît-il, quand les circonstances étaient graves, le général Pétain, imperturbable, disait à son chef d'état-major : « Allons, ce n'est pas encore le moment de « sortir le dossier du repli ! » Le moment n'est jamais venu. » *Loc. cit.*, p. 107.

La journée du 23 a été décisive. Ni Fleury, ni Froide-Terre, ni Souville n'ont succombé. L'ennemi ne veut pas s'avouer vaincu encore. Il recommence le 24, le 25, le 26. Mais il a affaire maintenant aux contre-attaques de Nivelle. Reprenons le récit allemand :

Verdun semble menacé à l'extrême. Le 27 juin se livre le combat pour le Fleury souterrain. Mais les Français n'acceptent pas que succombe la dernière ligne de défense Tavannes, Souville. Furieux, ils courent sus aux tranchées avancées allemandes pour reconquérir les ouvrages de Thiaumont et de Fleury. Thiaumont change trois fois de possesseur. La 129e pénètre dans les décombres pendant vingt-quatre heures, puis les Bavarois la rejettent. Mudra (2) renforce son aile gauche par la 103e division et attaque sur la Luafée. Nivelle lui barre la route devant Souville. Le 3 juillet, les Allemands réussissent un assaut sur la dernière redoute de la deuxième ligne rompue. La haute batterie de Damloup tombe aux mains de Gündell. Les forts intérieurs de Tavannes et de Souville sont à portée d'attaque.

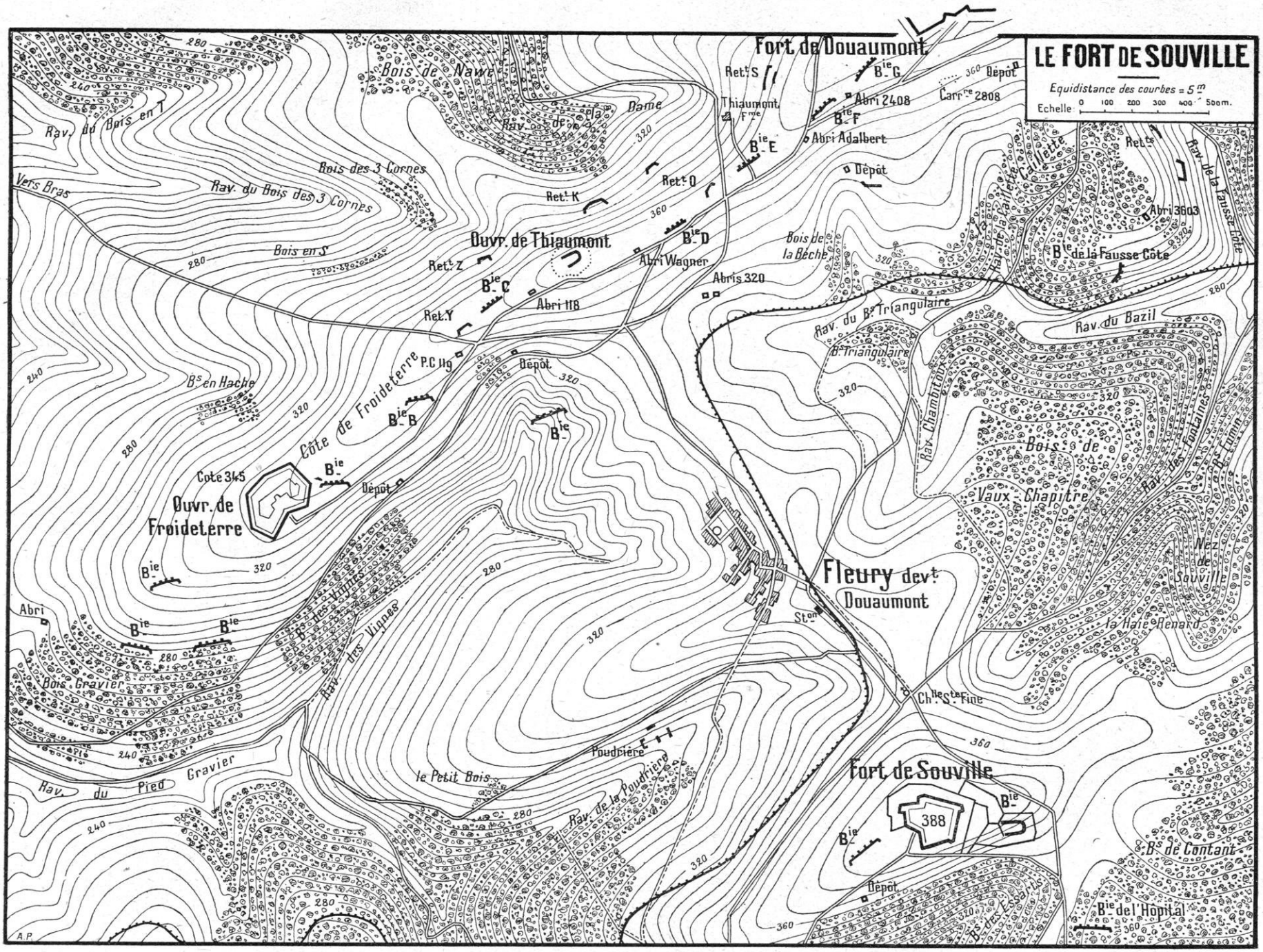
Un sous-officier du corps alpin fait prisonnier a déclaré : « *Les attaques devaient être poursuivies sans interruption, alimentées sans cesse par des renforts journaliers de troupes fraîches. La prise de Verdun était escomptée dans un délai de quatre jours.* » Les drapeaux des régiments avaient été envoyés des dépôts à l'avant pour être déployés lors de la prise de Verdun.

Nous sommes au 28 juin, au 29, au 1er juillet. L'offensive se déclenche, ce jour même, sur la Somme.

L'Allemand s'entête. Il lutte désespérément dans les quelques semaines de répit qui lui sont laissées. Mais, depuis l'effort du 23-28, son élan et son espoir sont brisés. Il attaque encore sur Souville, Froide-Terre, les 10, 11 et 12 juillet, comme si Falkenhayn eût caressé le rêve d'offrir Verdun au Kaiser pour le 14 juillet. Attaque simultanée sur la rive gauche, à la cote 304 et au Mort-Homme : ces dernières tentatives pantelantes sont brisées.

Le 11 juillet, Nivelle adresse à ses admirables troupes l'ordre du jour : *Soldats de Verdun ! Vous avez répondu à l'appel qui vous était adressé. Grâce à votre héroïque ténacité,*

(2) Ou plutôt von Lochow



ENTRE DOUAUMONT ET SOUVILLE

l'offensive des Alliés a déjà franchi de brillantes étapes et les Allemands ne sont pas à Verdun. Mais notre tâche n'est pas achevée... Non contents de résister, vous mordrez encore et sans cesse pour retenir devant vous, par une menace continuelle, le plus possible des forces ennemies jusqu'à l'heure prochaine de l'offensive générale.

Cet ordre du jour était, en même temps qu'un témoignage d'émouvante gratitude pour le *soldat de Verdun*, un hommage légitime à la ténacité et à la stratégie de Joffre. Car, lui aussi était à l'honneur. C'était lui qui, par sa résolution acharnée et que rien n'avait ébranlée, apportait à l'armée de Verdun le soulagement et le réconfort. L' « offensive générale » qui allait dégager Verdun était son œuvre persévérante : il en recueillait immédiatement les fruits glorieux.

Laissons encore la parole à l'historiographe de l'adversaire pour qu'il dégage l'enseignement :

La forteresse n'a pas été conquise : la lutte pour les Hauts de Meuse devient une lutte sans issue... Toute l'armée française avait perdu bien du sang à la bataille de Verdun (1) : mais, lorsqu'au 1er juillet les Anglais et les Français marchèrent à l'attaque sur un front de 40 kilomètres, il devint tout de suite évident qu'ils amenaient sur le champ de bataille plus de forces en personnel et en matériel que l'Allemand accroché devant Verdun. Le raccourcissement stratégique par lequel Falkenhayn et Conrad von Hötzendorf, chacun de leur côté, avaient espéré décider de la guerre, *se retournait contre eux* et était devenu fatal à la direction de la guerre du côté des puissances centrales. Ils avaient attaqué séparément, ils s'étaient battus séparément et avaient l'un et l'autre perdu leur liberté d'action. L'adversaire maintenant prenait l'offensive.

Von Gallwitz, nommé au groupe d'armées de la Somme, est remplacé par von François. Falkenhayn n'a plus qu'à préparer sa valise. La place est libre pour Hindenburg.

CONSIDÉRATIONS SUR LA PREMIÈRE PHASE DE LA BATAILLE

Au point où nous sommes arrivés, si Verdun n'est pas encore délivré, on peut dire que l'offensive allemande a échoué. Or, Verdun, c'est *toute* l'Allemagne de la guerre : brutalité, aveuglement, orgueil, mépris des autres ; ajoutons : chez les chefs, organisation sans clarté et, chez le soldat, bravoure sans initiative. Du côté français, Verdun, combiné avec la Somme, est non moins représentatif : le soldat se bat, non pas seulement avec courage, mais avec cœur ; les chefs agissent non pas seulement avec vigueur, mais avec sagesse.

On a reproché au commandement français de s'être laissé surprendre à Verdun : ce reproche n'est peut-être pas tout à fait infondé. Mais, de même que pour l'invasion de la Belgique, la faute du commandement français, — si faute il y a, — tient à ce qu'il eut peine à admettre une faute trop lourde de la part de l'adversaire. Dans l'ensemble de la situation au début de 1916, le Grand Quartier général paraît avoir considéré que, Verdun étant une impasse, l'ennemi ne songerait pas à s'en prendre à ce dur saillant. On écartait *à priori*, comme *antistratégique*, l'idée d'un « coup de prestige » et d'une offensive sans largeur et sans issue. Après coup, et pour justifier leur entreprise, les chefs allemands ont bien prétendu que le saillant de Verdun menaçait leurs lignes de communications et pouvait servir de base à une offensive française. Affirmation toute gratuite et que la moindre réflexion écarte. Le commandement français aurait-il commis la faute de prendre pour base une pointe menacée de toutes parts ?

Les Allemands ont fait à Verdun ce qu'ils avaient fait en Serbie ; ils ont voulu frapper un coup retentissant et enlever le morceau à peu de frais. Mais, cela leur a coûté très cher et ils ont échoué. Ils ont échoué à leur grande surprise et pourtant très logiquement. Car, si l'on peut admettre que l'affaire de Verdun était spécieuse, puisque (sauf l'immense destruction d'hommes et de matériel, sauf l'effet moral incommensurable) le haut commandement allemand pouvait déclarer partie nulle à cette date du 14 juillet, elle était, dès lors, stratégi-

(1) Les pertes de l'armée française à Verdun s'élevaient, au 30 juin, à 110 000 tués et prisonniers et à 190 000 blessés évacués.

RUINES DU VILLAGE DE BRAS

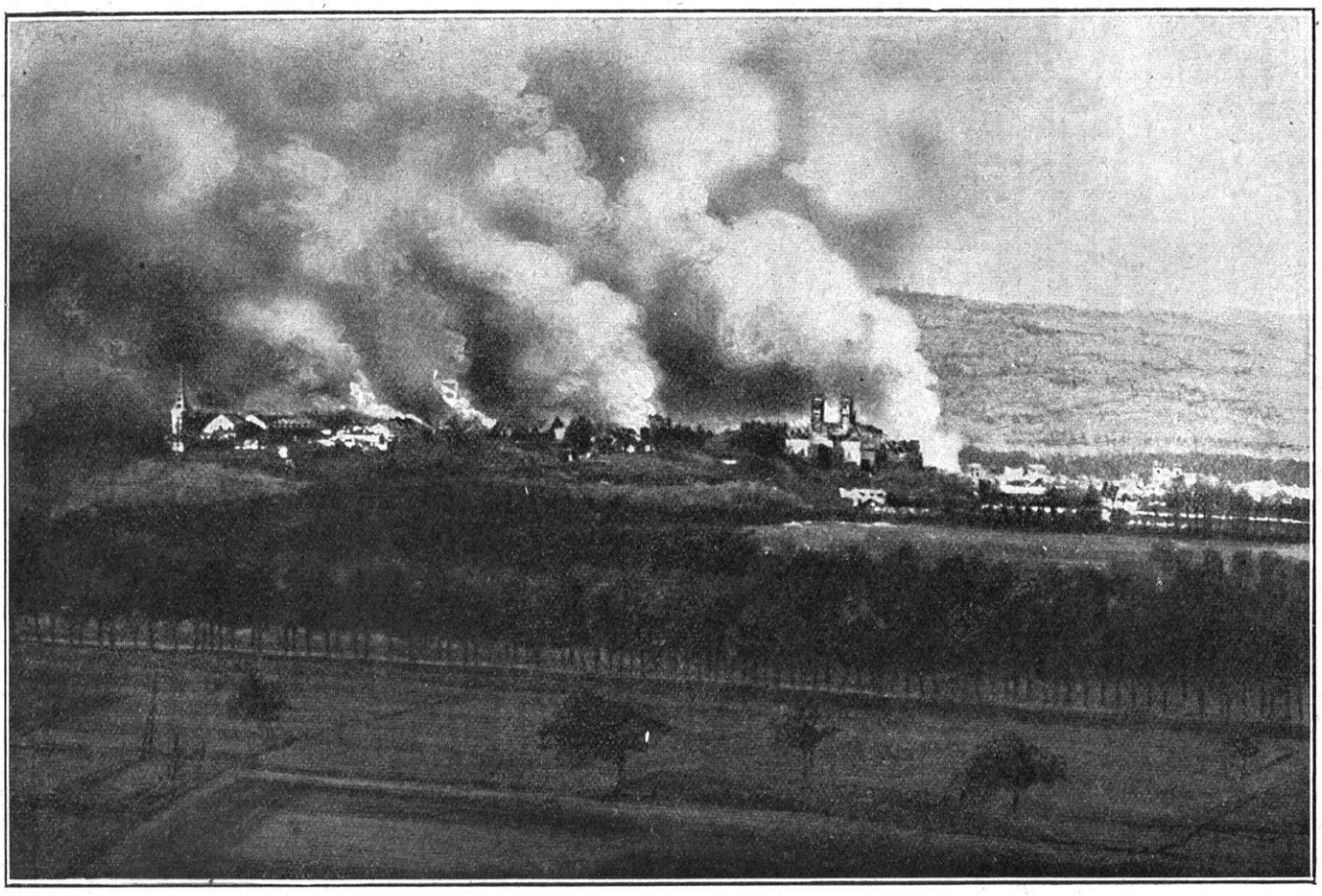
quement indéfendable. En fait, elle avait laissé aux Alliés le temps et les ressources nécessaires pour monter l'offensive générale, et en particulier l'offensive de la Somme.

Voilà le grand échec intellectuel pour le haut commandement allemand. Pas un instant il n'a compris, ni deviné, ni flairé la contre-manœuvre de Joffre. Il s'est jeté à corps perdu et les yeux fermés dans l'aventure qu'il montait à sa façon et sans tenir compte de l'adversaire.

Or, quand on soumet un pays et l'humanité à de telles épreuves, encore convient-il que l'intelligence sache préparer un résultat proportionnel aux sacrifices! Mais, là les probabilités n'ont pas été considérées loyalement. Ces esprits brutaux se sont laissé aveugler par leurs propres méthodes et par leur infatuation. Le soldat a été jeté dans la fournaise; on a voulu vaincre à coups de régiments : grâce à son courage, à son entraînement, à la qualité des cadres, l'armée assaillante a obtenu des résultats impressionnants ; mais elle n'a pas touché le but, parce que les dispositions étaient mal prises et le but lui-même mal repéré. On allait de l'avant sans savoir très bien où l'on allait. Foncer, c'est affaire au sanglier et c'est de cette stratégie que le brillant Falkenhayn s'est, en somme, contenté pour Verdun.

La faute stratégique générale est lourde, puisqu'on n'a pas su considérer les ensembles, ni prévoir les retentissements lointains. La faute stratégique locale est plus grave encore. Il est indéniable que la plupart des attaques particulières ont réussi tactiquement, les Français finissant toujours par reculer, et jusqu'au 14 juillet, sous la pression allemande; cependant l'offensive dans son ensemble a échoué. Comment expliquer cette apparente contradiction?

Tout s'explique si l'on tient compte d'une autre faute commise par le haut commandement allemand. Le Kronprinz avait proposé



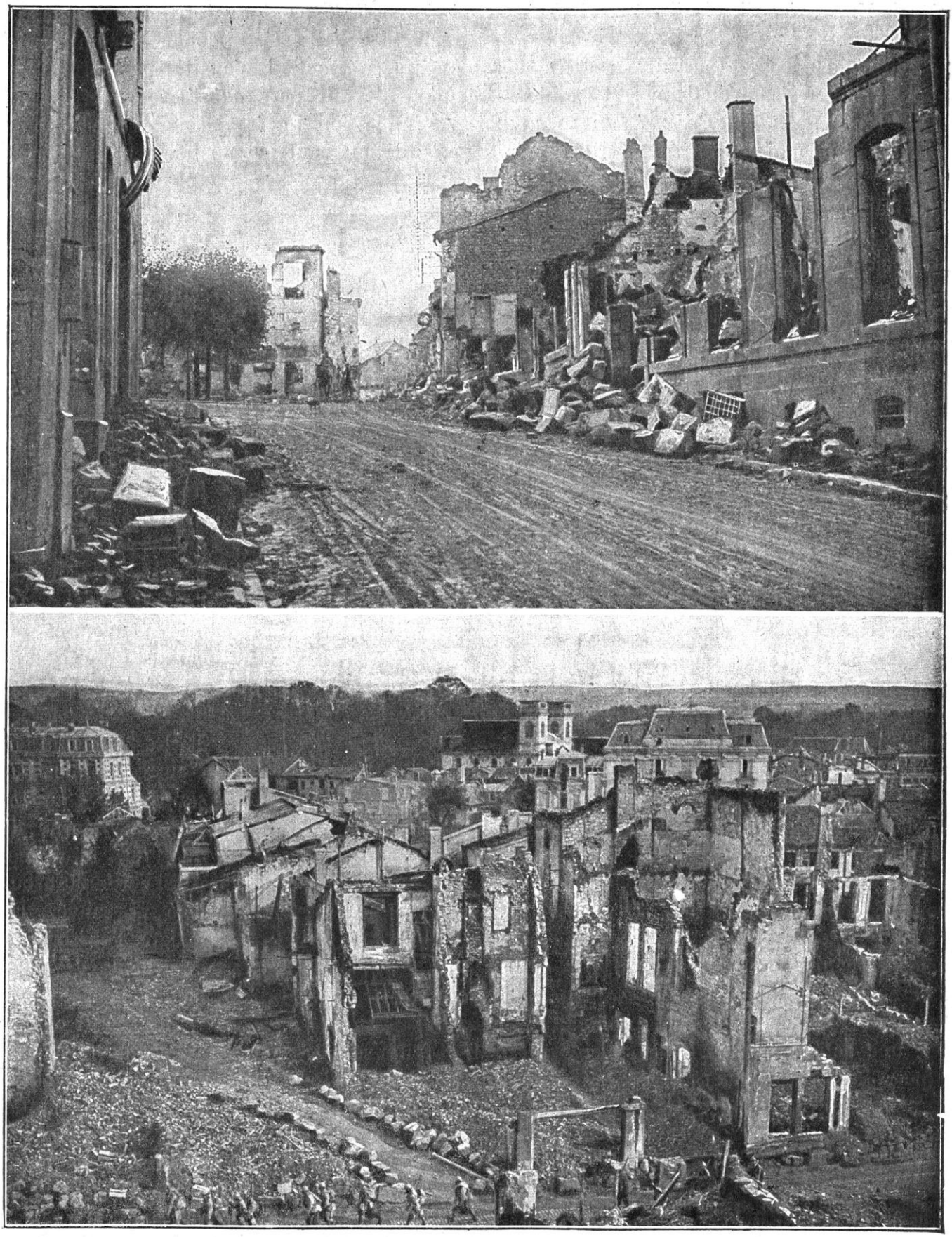
VERDUN EN FLAMMES

d'attaquer par les deux rives. Falkenhayn n'était pas de cet avis : il déclencha l'offensive par la rive droite. *Stratégiquement,* l'offensive devait avoir lieu par la rive gauche. Par la rive droite, en effet, l'armée française ne perdait qu'un point, Verdun; par la rive gauche, elle eût perdu l'une des lignes les plus importantes au point de vue de la défense du sol national, la Meuse.

Tout est dans cette simple observation. Attaquer par la rive gauche, c'était menacer Verdun d'enveloppement et même d'encerclement. Fatalement Verdun eut été évacué au premier succès sur la rive gauche. Si le Mort-Homme et la cote 304 eussent été attaqués d'abord et enlevés avec les ressources immenses et fraîches dont on disposait au 20 février, c'était tout le secteur de la région fortifiée qui s'effondrait. Nancy était en flèche. Et cela payait largement les sacrifices.

Je suis assuré que si l'on lisait les documents allemands, on y verrait que l'objectif désigné de l'attaque par le nord était Bras; mais Bras ne se prend pas que par la rive droite, il se prend par la rive gauche. C'est ce dont les Allemands se sont aperçus aux offensives de juin, — mais trop tard. La direction Charny-Vacherauville n'était pas la bonne ; elle était barrée non seulement par ses défenseurs, mais aussi par les canons de la côte de Marre et de Chattancourt et ces deux points à leur tour dépendaient du Mort-Homme : il suffit de voir la carte.

Les Allemands auraient dû saisir cela du premier coup d'œil. Ils ne l'ont pas vu et, doublant leur erreur, ils ont fui le canon de la rive gauche et ont dévié de plus en plus vers l'est à la suite de la conquête fortuite du fort de Douaumont. L'historien de l'État-Major reconnaît « que le schéma de l'État-Major était bouleversé de fond en comble ». En effet ! Plus l'offensive s'éloignait de Bras et de la



DEUX ASPECTS DE VERDUN EN RUINES

côte de Marre, plus elle s'enlizait et ainsi s'annihilaient tous les sacrifices.

Joffre a vu les choses tout autrement. Depuis le premier jour jusqu'au dernier, il a toujours dit et répété : *Verdun se défend* SUR LA RIVE DROITE. Telle était, en effet, la verité fondamentale au point de vue français ou plutôt du point de vue stratégique. Une telle et si prompte et si tenace compréhension, voilà qui est du bon métier !

Quant à l'offensive sur la Somme, c'est du métier supérieur. Ne parlons pas des qualités morales qu'il fallut pour monter une telle affaire dans un tel péril, le calme, la ténacité, l'équilibre, le sens des proportions. Ne parlons que du point de vue militaire et intellectuel.

Joffre dégage et applique sans désemparer, tandis que se prolonge la bataille pour Verdun, cette conception toute napoléonienne, que Verdun ne sera pas dégagé à Verdun, mais par une action de plus large envergure (1).

MONUMENT OFFERT A VERDUN PAR LA HOLLANDE

Puisque l'Allemand avait choisi Verdun, la réplique devait lui être donnée sur un terrain que, précisément, il n'avait pas choisi. Tant qu'on n'aurait pas *soutiré* à l'offensive de Verdun les forces et les ressources que l'amour-propre du haut commandement allemand s'obstinait à y entasser, on n'en viendrait pas à bout ; on se ruinerait en efforts tactiques inefficaces et qui, même s'ils réussissaient localement, n'anéantiraient l'ennemi qu'au prix de notre propre anéantissement. Joffre comprit qu'il n'y avait d'autre remède qu'une révulsion qui, par le concours de l'armée anglaise, armée neuve, et de l'armée française réservée à cet effet, attirerait les forces et les humeurs en d'autres points *choisis par lui* et où son action ne dépendrait que de lui-même. Ainsi Verdun fut soulagé et sauvé. Et malgré l'obstination orgueilleuse des Allemands, la plaie sanglante se referma.

Telles sont les considérations générales que suggère l'affaire de Verdun au moment où la fortune tourne et où la défaite allemande commence à s'esquisser, malgré tout ce qu'il reste à faire pour l'achever. Elles se résument en cette formule qui revient sans cesse dans la bouche de Napoléon, à savoir que la guerre est une affaire de bon sens. Falkenhayn était un brillant officier ; mais Joffre était le bon sens incarné.

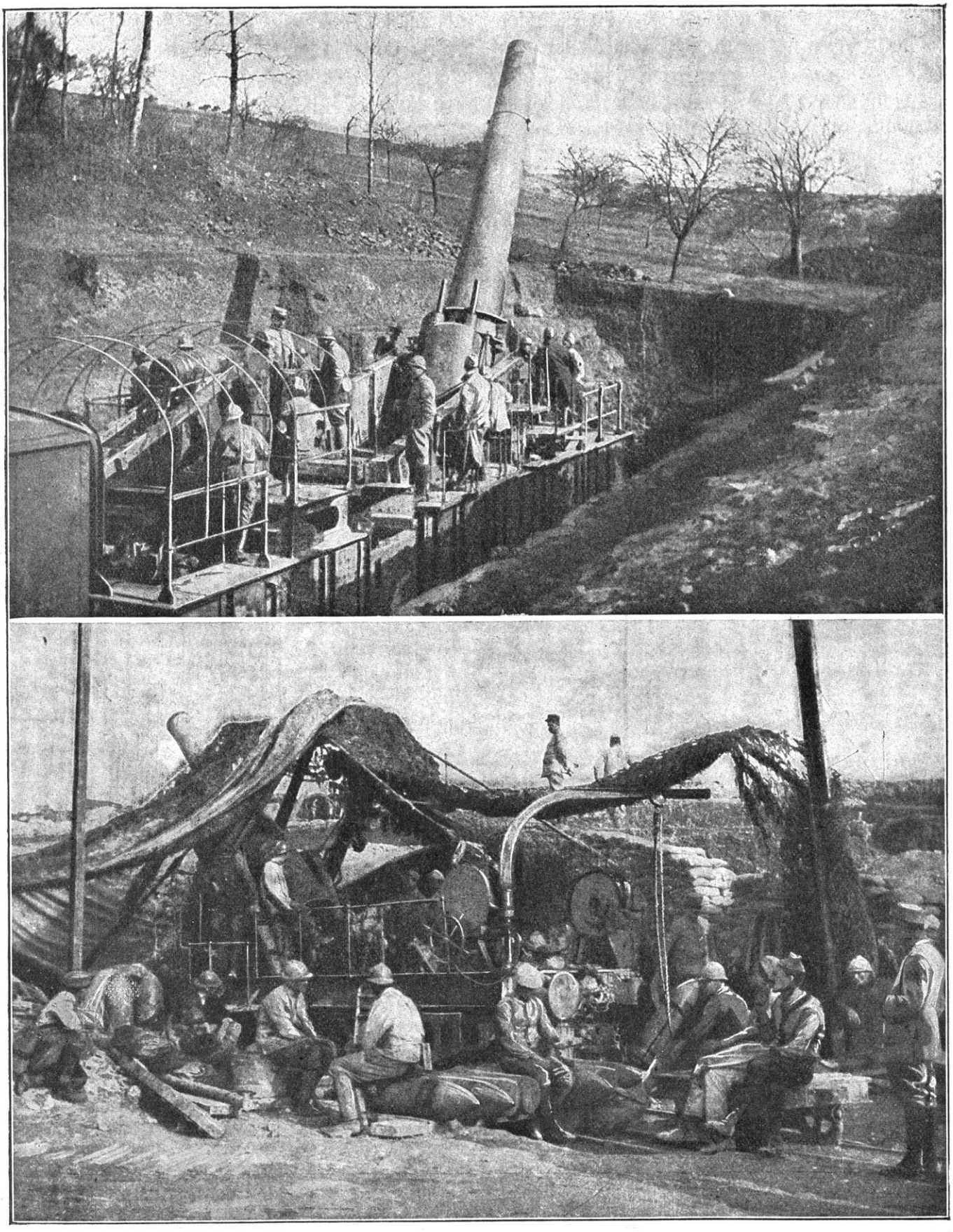
(1) Sur cette conception de Joffre, nous avons une belle et émouvante anecdote racontée par le maréchal Fayolle (*Revue de France* du 1er juin 1921 : La stratégie française pendant la guerre).

« Un jour, écrit le maréchal Fayolle, dans un petit village, aux bords des marais de la Somme, j'ai reçu la visite du maréchal Joffre. Vous savez qu'il parle peu, notre premier maréchal. Il s'était assis en face de ma table de travail et ne disait rien ; moi non plus, comme il convient à un subordonné déférent. Enfin il se lève, me saisit le bras et s'écrie : « *Ils veulent* que je dégage Verdun à Verdun ; mais non, c'est ici, avec Foch, avec vous, c'est ici que je sauverai Verdun ! »

Tout ce qui vient d'être dit est du domaine des faits, c'est-à-dire du domaine de la stratégie *réelle*. Quant à « l'effet de prestige » recherché par l'Allemagne, quelles réflexions ne suggère pas ce drame militaire si extraordinaire, si pathétique, si cruellement inhumain? Pour *frapper les imaginations* en Allemagne et au loin, l'orgueil professionnel a jeté le monde dans cette affreuse aventure. Or par un juste retour des choses d'ici-bas, il s'est trouvé que les imaginations n'ont été frappées que par la vaillance française : quand on prononce le nom de *Verdun*, qui donc pense à tant de braves soldats allemands ensevelis dans la tranchée?

Une seule pensée rayonne jusqu'à l'extrémité du monde, et rayonnera sur l'histoire, celle du soldat français luttant et périssant pour la défense du sol de la France.

D'avoir voulu forcer la destinée, on s'est livré à ses coups ; de s'être cru supérieur, on s'est affiché médiocre ; d'avoir conçu cette chose atroce, l'offensive contre Verdun, comme le couronnement d'une guerre injuste, on s'est précipité logiquement dans l'abîme où devait s'abattre la puissance de ceux qui l'avaient déclarée. Verdun « géniale » conception à l'allemande, restera à jamais une belle et simple victoire à la française, une des plus magnifiques applications humaines des desseins de la divine Providence : *deposuit potentes de sede.*



L'A.L.G.P.(ARTILLERIE LOURDE A GRANDE PUISSANCE), EMPLOYÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS A LA BATAILLE DE LA SOMME

CHAPITRE LXII

LA BATAILLE DE LA SOMME

Verdun et la Somme. — Conception grandiose du général Joffre. — Rôle de l'armée anglaise. Douglas Haig. — Le terrain et la préparation. — L'offensive du 24 juin, 1er juillet. — La bataille de la Somme jusqu'en septembre.

Le 24 juin 1916, à la date que le conseil de Chantilly avait prévue dès décembre 1915, le jour même où les Allemands attaquaient Souville et Fleury et touchaient aux portes de Verdun, au moment où les Russes venaient de battre à plate couture l'armée autrichienne, la bataille s'allumait sur la Somme. De l'aveu des Allemands eux-mêmes, cet ensemble formait un dessein militaire « plein de grandeur ».

Dans les péripéties de la guerre, un élément nouveau autorisait toutes les espérances ; la jeune et nombreuse armée britannique, l'armée de Kitchener entrait en ligne. Les alliés inauguraient ainsi le système qui devait projeter successivement sur les Empires du centre des *nations fraîches*, de même qu'à Verdun, des troupes fraîches sans cesse renouvelées s'opposaient aux assauts allemands. Tandis que la Russie, quoique déjà fatiguée, tenait encore, l'Italie s'acharnait devant la ceinture des Alpes ; l'Angleterre lançait l'armée de Douglas Haig et la Roumanie se préparait à intervenir ; au loin, le champion américain commençait à se lever. Quant à la France, toujours égale à elle-même, elle reliait, par une chaîne unique, ces efforts successifs ou dispersés.

On comprend que, vue ainsi dans son ensemble, la marche de la guerre ait, dès lors, gravement préoccupé les dirigeants allemands : à Berlin, le chancelier Bethmann-Hollweg subissait à en mourir la dépression physique et morale qui accablait le peuple et le soldat ; si l'empereur Guillaume, avec la futilité naturelle de son esprit, reprenait confiance au moindre incident favorable, le haut commandement, mal engagé à Verdun, détournait volontairement son esprit de l'idée d'une offensive des alliés sur le front occidental. Falkenhayn se refusait à y croire : il s'affirmait à lui-même, comme il le répète dans ses *Mémoires*, que les forces françaises étaient désormais impuissantes à engager la lutte sur aucun point du front. Quant à l'armée britannique, à peine formée, mal préparée, insuffisamment munie de bons cadres et d'officiers expérimentés, si elle venait jamais à se mettre en mouvement, on l'attendrait derrière de solides retranchements et on finirait bien par en avoir raison.

L'erreur principale du quartier général allemand, après cette offensive de démonstration qui, à Verdun, ruina ses forces précisément à l'heure où on abordait le *tournant* de la guerre,

ce fut de ne pas avoir admis que la France pût encore disposer d'une armée pour seconder et caler des opérations britanniques dans le Nord-Est. Or, cette intervention suprême de l'armée française était la plus intime pensée de Joffre. Jamais, comme nous l'avons vu, il n'avait renoncé à reprendre la « bataille des communications », ayant la conviction profonde que la guerre devait finir par là ; mais il savait aussi que, si elle était seule, l'armée anglaise ne suffirait pas à cette tâche. Son dessein était donc bien arrêté ; le terrain du Nord étant choisi, les deux armées se battraient coude à coude.

Sur ces bases, on avait conçu d'abord le projet d'une bataille de manœuvre à plus large envergure que celle qui fut exécutée ; selon ce plan primitif, on attribuait à l'armée française un rôle, non pas d'appui, mais d'initiative principale et qui eût eu pour objectif de rompre le front allemand entre Péronne et Lassigny pour gagner, au delà de la Somme, un terrain favorable aux grandes opérations, tandis que l'armée anglaise aurait tourné l'armée allemande en s'élançant par le nord de Péronne.

Les forces françaises étant employées à Verdun, on dut renoncer à cette conception, et l'on s'en tint à une attaque de front des deux armées poussant droit devant elles ; l'objectif était, cette fois, non pas de faire tomber, d'un seul coup, tout le saillant allemand du Nord, mais *de le ronger, en quelque sorte, par un effort continu.* A ce but nettement militaire, se superposaient des conceptions politiques et stratégiques portant au loin : la bataille aurait pour effet de dégager Verdun ; elle retiendrait sur le front occidental des troupes que le haut commandement allemand se préparait à envoyer sur le front oriental pour s'opposer à l'offensive russe ; elle soulagerait le front italien. Il pouvait arriver, par surcroît, que le saillant allemand s'effondrât sous la pression comme on avait espéré le détruire par la manœuvre. Tant les idées justes sont fortes à la guerre!

On s'attacha donc à l'idée de combattre jointivement avec l'armée anglaise. Celle-ci jeune encore et qui, selon le jugement de son nouveau chef, le général Douglas Haig, n'était pas tout à fait au point, trouverait, dans le concours de l'armée française, combattant auprès d'elle, des motifs de confiance et d'émulation.

LE GÉNÉRAL DOUGLAS HAIG

Les récits précédents ont montré à l'œuvre le général Douglas Haig : c'est l'homme loyal par excellence, l'homme de devoir, le type complet de l'officier anglais correct et droit ; avec cela, plein de bon sens et soumis avant tout aux ordres de sa conscience. Ces qualités de sûreté avaient fait que, dans le cours de la guerre, le général Douglas Haig s'était trouvé et devait se trouver toujours égal aux circonstances. Que l'on se souvienne de son attitude à Saint-Quentin, en août 1914, quand il voulait se battre tandis que son chef, le maréchal French, ne songeait qu'à le retirer de la ligne. Il en fut de même partout : Haig fut un excellent subordonné tant qu'il avait pour rôle d'obéir à French (quoique sa pensée différât souvent de celle de son chef) ; il fut excellent collègue quand il fut mis sur le pied d'égalité avec Joffre ; et il fut le premier à réclamer le commandement unique quand il pensa que ce sacrifice était nécessaire pour arriver à la victoire.

L'histoire adoptera, sans doute, à l'égard du maréchal Douglas Haig, le jugement des officiers anglais qui l'ont approché :

On dit généralement : « Oh ! Haig n'est pas un « homme habile ». — En effet, je ne crois pas qu'il soit très habile... *Ses qualités sont plus morales qu'intellectuelles.* Ses qualités intellectuelles sont tout entières au service de son métier ; mais il s'exhale de cet homme une si pure atmosphère de courage, d'honneur, de netteté morale, une si puissante force d'attraction qu'on se sent, devant lui, le cœur soulevé d'émotion... C'est à ces vertus qu'il doit la confiance du pays, cette confiance qui l'a maintenu au rang suprême malgré de si grandes tempêtes. Pas un de ses subordonnés n'a cru qu'il ait pu agir en ne consultant que son propre intérêt. C'est à ce

FANTASSINS ANGLAIS ALLANT INSTALLER DES FILS DE FER BARBELÉS

grand caractère que l'on doit les grands résultats obtenus par l'armée anglaise en 1918 (1).

L'auteur de ce juste portrait ne manque pas d'expliquer que ces « rudes tempêtes » visées par lui étaient déchaînées par la contrariété entre les deux pouvoirs civil et militaire. Lloyd George n'aimait pas Douglas Haig, ne s'en cachait pas et le lui faisait sentir en toutes circonstances. Ces deux hommes de tempéraments si contrastés et de carrières si diverses n'étaient pas faits pour s'entendre.

Le recueil des dépêches de Douglas Haig nous renseigne sur l'idée qu'il se fit de l'opération dont il avait la principale responsabilité sur la Somme.

Comme résultat d'ensemble, « le but de cette offensive était triple, écrit-il : 1° diminuer la pression allemande à Verdun ; 2° assister nos alliés sur les autres théâtres de la guerre en suspendant tout prélèvement ultérieur des troupes allemandes sur le front occidental ; 3° user les forces qui nous étaient opposées ».

Il faut compléter ces vues générales par un but tactique plus immédiat et que Douglas Haig expose en ces termes (2) :

Le plan d'opérations alliées comprenait, si les choses tournaient bien, une avance sur la ligne générale Le Transloy-sud de Bapaume-bois Loupart. Les forces britanniques devaient alors développer leur succès vers le nord et le nord-est, tournant les défenses ennemies au sud de la Scarpe et menaçant les troupes allemandes de cette zone de capture et de destruction.

PROGRAMME DE LA BATAILLE DE LA SOMME

Ceci demande quelques explications : si l'on considère l'ensemble du front fortifié allemand face à Paris

(1) NEVILLE LYTTON, *Le G. Q. G. britannique*, trad. R. Burnand, p. 96.

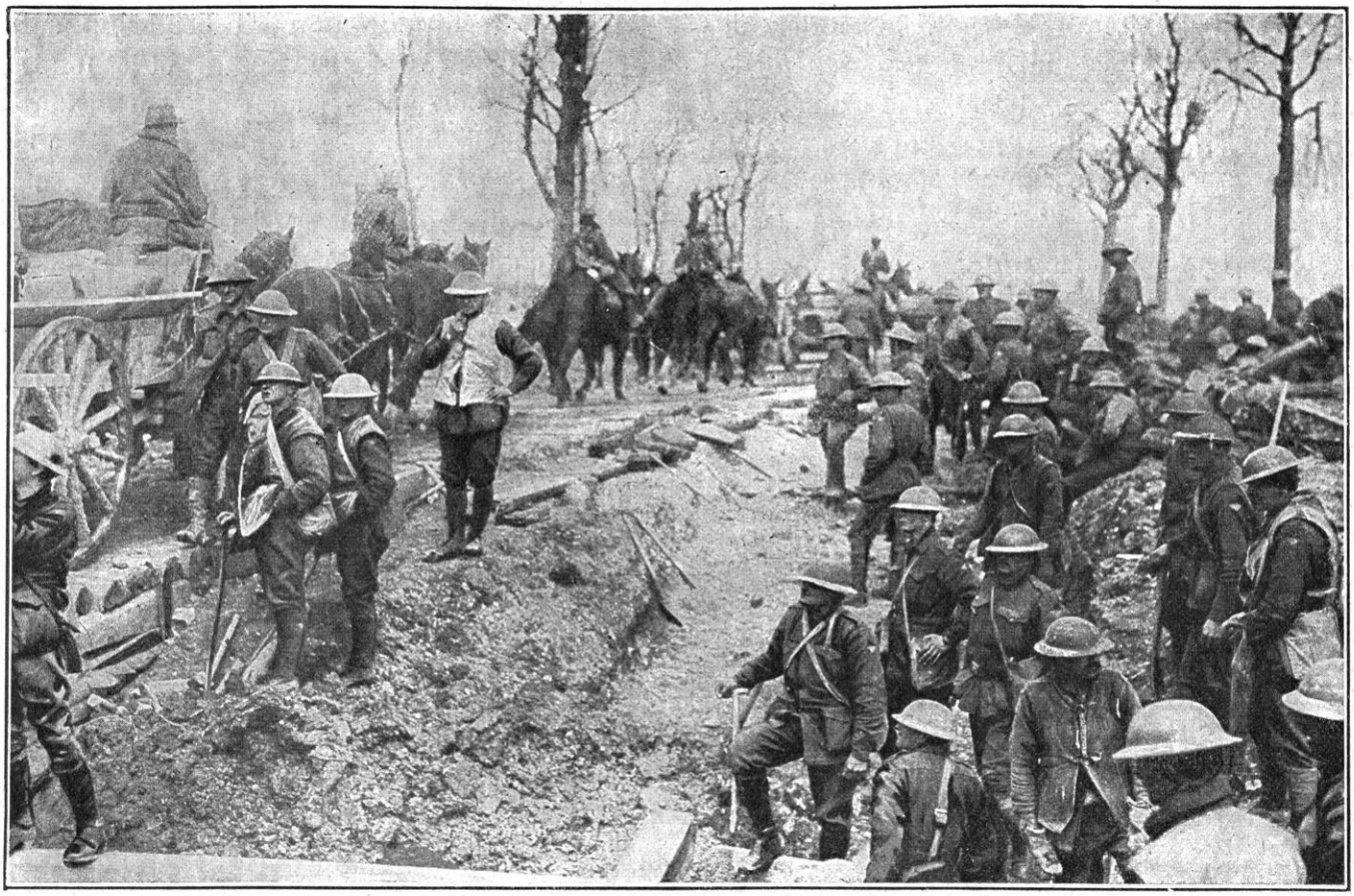
(2) Comparer p. 40 et p. 78 note dans *Dépêches de Sir Douglas Haig*, préface du maréchal Foch (trad. par le commandant Gemeau), Lavauzelle, in-8°, 1920.

au milieu de l'année 1916, il suffit de rappeler qu'il formait un saillant considérable dont la pointe, vers Soissons, était fortement consolidée par le massif de Coucy-Saint-Gobain. On sait la force stratégique et tactique de ce saillant. L'attaquer de front en direction de l'Aisne était presque impossible, — on devait bien le voir en 1917 : l'idée devait venir naturellement de le faire sauter en le tournant. Or, le massif pouvait être débordé géographiquement par le nord si l'on parvenait à s'emparer de la crête qui sépare le bassin de la Somme des eaux qui coulent vers la mer du Nord, c'est-à-dire la Sensée, la Scarpe et les autres affluents de l'Escaut. D'autre part, en montant sur cette crête, les vues s'étendaient sur la plaine des Flandres, et le chemin se trouverait ouvert pour prendre à revers la Sambre et l'Oise, par où l'invasion avait pénétré en France et par où elle devait en être chassée. En vue d'un résultat de portée si considérable, la ligne d'attaque était toute tracée ; elle consistait à suivre, en s'appuyant au départ sur les terrains solides du Santerre, la vieille voie romaine qui se dirige en ligne droite d'Albert à Bapaume.

CONVOI DE RAVITAILLEMENT D'ARTILLERIE SUR LA ROUTE DE CURLU

Il est vrai, qu'en prenant cette voie, on tombait sur deux difficultés escomptées sans doute par les Allemands : 1° on s'attaquait de face à un saillant extrêmement fort, celui qui avait pour pointe Fricourt, un peu à l'ouest d'Albert ; 2° on s'exposait à une contre-manœuvre venant du sud, c'est-à-dire de Noyon-Soissons ; et cette manœuvre ne pouvait être contre-carrée que par une armée protégeant la ligne de la Somme et suivant le mouvement en flanc-garde par la route Estrées-Péronne-Sailly-Saillisel, Le Transloy, Bapaume. Ainsi le mouvement se compliquait beaucoup au départ si Bapaume était le rendez-vous général final, et la Somme formait barrage au milieu même du terrain où devait opérer l'offensive franco-anglaise, scindée ainsi par le milieu.

On résolut de vaincre coûte que coûte ces difficultés et, finalement, la conception de la bataille se présenta ainsi : ligne de marche, la voie romaine Albert-Bapaume ; ligne de soutien, la route Péronne-Bapaume. Si l'on occupait ces deux routes avec les crêtes qui séparent ainsi que les deux bassins, une brèche sérieuse s'ouvrait dans le front ennemi entre Cambrai et Saint-Quentin, et elle désarticulait au sud le massif de Saint-Gobain vers La Fère, tandis qu'elle pénétrait au nord dans la plaine des Flandres, pour dégager Arras et



CONVOI SUR UNE ROUTE DÉTRUITE PAR UNE MINE ET REFAITE PAR DES PIONNIERS AUSTRALIENS

délivrer Lille. Bapaume enlevé, c'était un clou enfoncé dans la chair vive de l'occupation allemande.

ORGANISATION ALLEMANDE DE LA RÉGION DE LA SOMME

Les Allemands avaient pensé à tout cela, et ils avaient donné au saillant de Fricourt le maximum de force défensive, du moins selon les doctrines en usage en cette période de la guerre.

Si l'on regarde la carte avec attention, on voit que la ligne des crêtes qu'il s'agit d'enlever pour avoir des vues sur Bapaume, coupe exactement par le milieu le terrain entre Ancre et Somme ; elle s'élève de l'Ancre à proximité de Beaumont-sur-Ancre et retombe sur les fonds de Somme, de Combles à Curlu, suivant, dans l'ensemble, une direction nord-sud : Thiepval, Courcelette, Martinpuich, les deux Bazentin, puis, après une interruption, Longueval, Guillemont, Ginchy, Combles avec un décrochement sur Morval et Sailly-Saillisel. L'altitude de cette crête dépasse parfois 160 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Sur cette donnée géographique, les Allemands avaient établi leur défense dans les conditions suivantes : en avant et parallèlement aux tranchées ennemies, une première ligne très forte et bourrée d'artillerie ; les tacticiens allemands ont reproché, depuis, au haut commandement d'avoir exagéré la force de cette ligne et de ne s'être pas laissé de jeu pour pouvoir l'abandonner rapidement, puisqu'elle était destinée à succomber, et pour attirer la bataille sur la seconde position infiniment plus résistante. Quoi qu'il en soit, cette première ligne située en avant et au bord de la crête s'étendait à l'ouest et au pied des collines, de Beaumont-sur-Ancre à Fricourt, face à Albert, en faisant des sinuosités, des saillants et des rentrants qui la compliquaient singulièrement.

Elle comportait vers le nord et au delà de Beaumont-sur-Ancre, un prolongement qui la rattachait par Beaumont-Hamel et Gomécourt aux lignes de la région d'Arras, et vers le sud, à partir de Curlu et des marais de la Somme, elle rejoignait, par la région d'Estrées, le front de Roye-Lassigny, c'est-à-dire la défense de Paris.

En arrière de cette première ligne, l'ensemble des collines s'élevant jusqu'à la crête présentaient l'aspect d'une véritable région fortifiée.

La première et la deuxième position consistaient en plusieurs lignes de tranchées profondes, bien munies d'abris à l'épreuve et reliées par de nombreux boyaux. Les tranchées de chaque position étaient couvertes par des réseaux de fils de fer dont beaucoup étaient formés par deux bandes larges de .40 mètres constituées par des piquets de fer entrelacés de fil barbelé souvent aussi gros que le doigt. Les nombreux bois et villages situés dans et entre les positions avaient été transformés en véritables forteresses. Les caves profondes, les carrières et les fosses étaient utilisées pour servir d'abris. Les saillants de la ligne ennemie formaient des fortins isolés capables de prendre l'attaque en enfilade, tandis que de fortes redoutes et des abris de mitrailleuses bétonnés commandaient de place en place la ligne de feu. (*Dépêches de Douglas Haig.*)

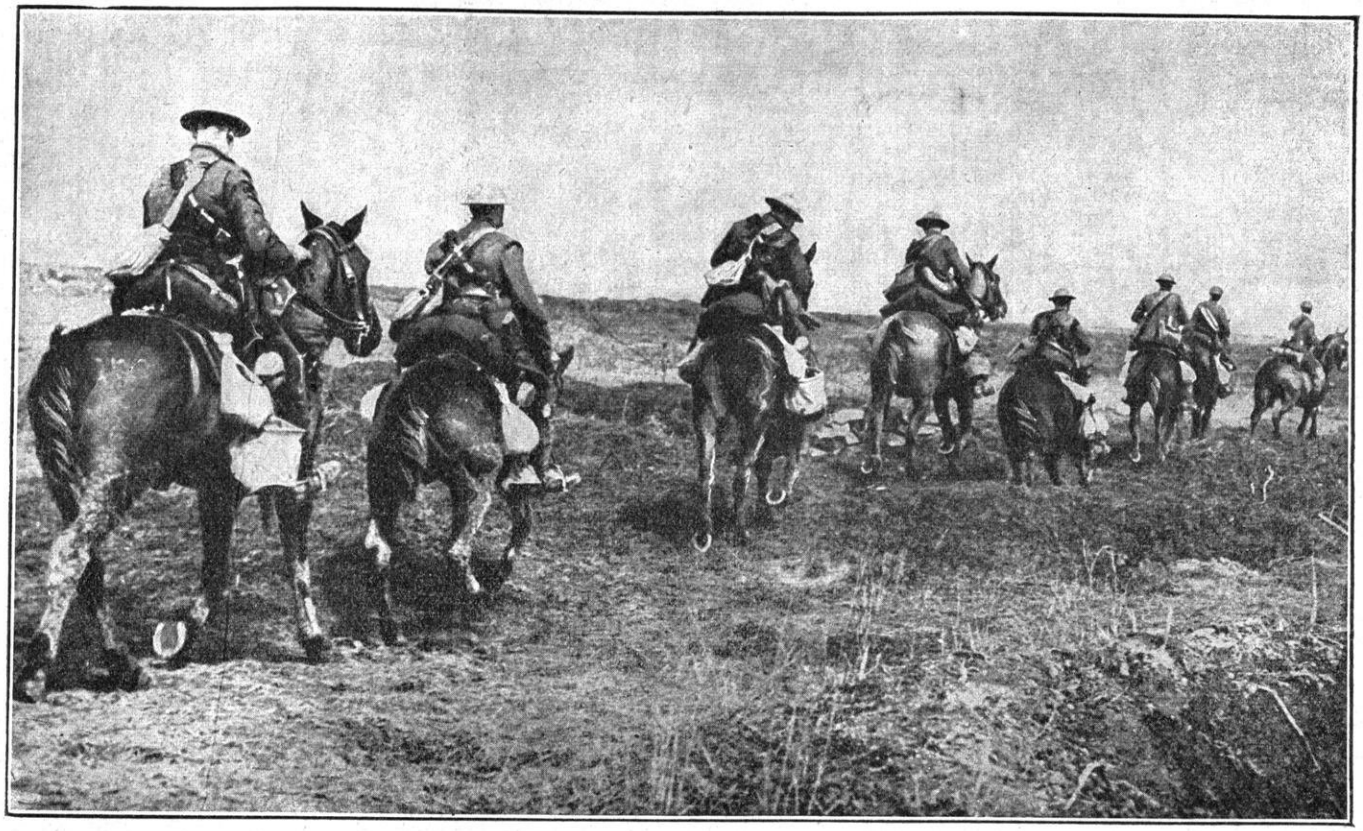
En arrière de cette deuxième ligne ou, mieux, de cette région fortifiée, des accès nombreux, des boyaux, sillonnaient le sol et rejoignaient les villages et les bois où, sous des abris également protégés et souvent en contre-pente, se tenaient les troupes au repos ou en position d'attente. On reprocha aussi au haut commandemant allemand d'avoir négligé cette partie de sa défense, de n'avoir mis sur la Somme que des troupes fatiguées ou de moral médiocre (5 divisions au nord et 3 au sud), et d'avoir, surtout, concentré à Verdun ses escadrilles d'aviateurs et l'élite intellectuelle de ses états-majors. Mais il comptait beaucoup sur la puissance matérielle de son organisation et sur les avantages d'un terrain qui ramassait sa défensive sur plusieurs points bien choisis, tandis que l'ennemi avait à l'attaquer en ordre enveloppant et, par conséquent, très dispersé. Ce saillant-bloc lui inspirait toute confiance. Il est bon d'ajouter qu'il comptait beaucoup sur l'obstacle que présentait la Somme et les fonds de Somme pour empêcher un ennemi venant du sud de déboucher au nord de Péronne.

Tout ceci exposé, il ne fait pas doute que c'est la nature spéciale de ce terrain rendant les « fonds de Somme » à peu près infranchissables qui offrait la plus grande difficulté à l'offensive. Le camp fortifié allemand faisait, dans sa partie centrale, comme une presqu'île bordée par deux fossés, l'Ancre et la Somme, et protégée, en outre, par un décrochement au delà de ses deux ailes ; elle paraissait ainsi capable de résister à toute attaque de front et à toute tentative de débordement.

PRÉPARATION DE LA BATAILLE DE LA SOMME

Les alliés, voyant l'armée allemande bien engagée à Verdun, avaient résolu de s'en prendre à ce bloc d'où l'avenir de la guerre dépendait. La chose décidée, on procéda à une préparation intense qui se poursuivit depuis le mois de février jusqu'au jour de l'attaque : le général Joffre ne se laissa pas détourner une minute de cet objet, malgré la préoccupation angoissante de ce qui se passait à Verdun. Au contraire, dans cette période tragique, les deux affaires de Verdun et de la Somme retentissent l'une sur l'autre, se servant l'une à l'autre d'excitant, de frein et de leçon.

A considérer les choses de haut, l'année 1916 est un doublet de l'année 1915, les deux batailles de Verdun et de la Somme n'étant qu'une reprise, en plus grand et en plus décisif, des deux offensives d'Artois et de Champagne de chaque côté du saillant allemand. Il y a donc en 1916, comme il y en avait eu en 1915, une unité constante dans la pensée du haut commandement français, et cela suffit pour lui assurer sur l'ennemi une frappante supériorité. En effet, le grand état-major allemand, s'il a voulu Verdun, est pris complètement au dépourvu par la bataille de la Somme, et ses plans en sont bouleversés de fond en comble.



PATROUILLE DE CAVALERIE ANGLAISE

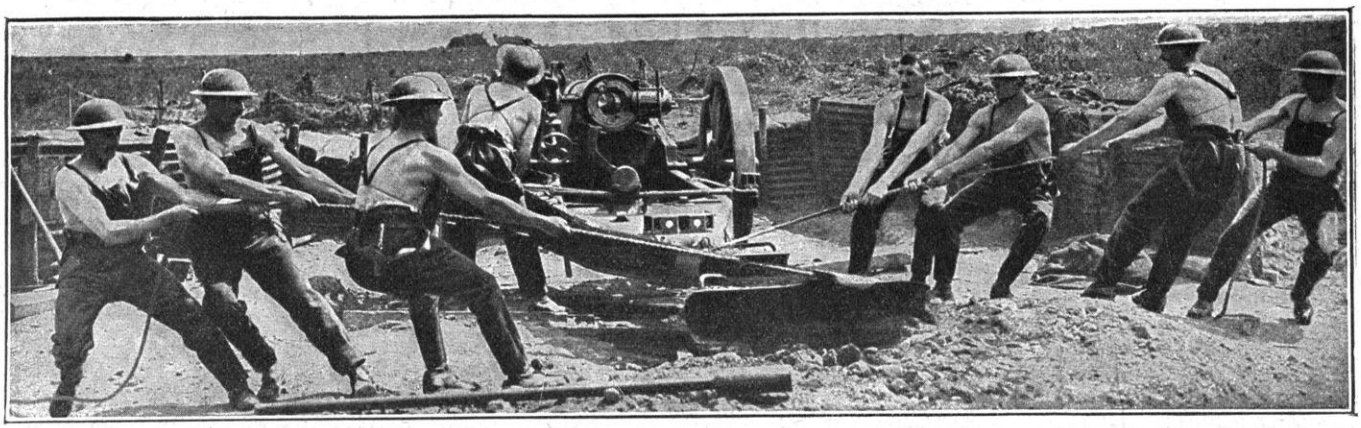
La préparation de la Somme commence, le 18 février 1916, par l'*Instruction générale* « personnelle et secrète » prescrivant qu'une offensive générale franco-britannique *visant à la rupture du dispositif ennemi* sera prise vers le 1er juillet. Foch, qui commandait le groupe des armées du Nord, était chargé de l'opération, et il pourrait disposer de 14 corps (39 divisions), 3 divisions territoriales... Combien on devait voir ces chiffres diminués par l'offensive sur Verdun : de 39 divisions, on devait tomber à 16!... On demandait à Foch d'éviter, par une préparation minutieuse, l'improvisation de la dernière heure.

Tout le monde se mit donc au travail ; mais Verdun se déclenche, et le point de vue se modifie ; le grand quartier général est absorbé par la nécessité de parer d'abord de ce côté.

La première poussée de l'ennemi est contenue à Verdun. Dès le 12 mars, une conférence franco-britannique reprend et serre de plus près le problème de la Somme : il s'agit maintenant, outre les autres raisons d'engager la bataille, de soulager Verdun. Foch doit préparer un nouveau programme. Il le rédige et le soumet au G. Q. G. qui l'approuve le 22 mars. Les deux armées opéreront simultanément ; le front d'attaque sera étendu dans le Nord jusqu'à Le Hamel ; on déterminera avec soin le point d'articulation entre l'armée française et l'armée anglaise. La date de l'offensive combinée est fixée approximativement au 1er mai.

Haig est saisi le 27 mars. On s'entend avec lui sur les données suivantes : l'offensive aura lieu à cheval sur la Somme sans attaques préliminaires, l'usure de l'ennemi à Verdun étant suffisante, mais avec la totalité des forces disponibles et sur le plus grand front possible.

Les idées se précisent encore dans une lettre adressée au général Haig, le 14 avril. Le *but* est de conquérir d'abord la région organisée par l'ennemi, puis, à travers la région moins organisée, *de porter des forces importantes sur les communications de l'ennemi* (voilà bien la bataille des communications), soit dans le



ARTILLEURS ANGLAIS REMETTANT UNE PIÈCE EN BATTERIE

secteur d'attaque, soit en atteignant la route Bapaume-Péronne-Ham. Le *procédé* consiste en efforts successifs à objectifs bien définis, les premiers objectifs comprenant tous les points d'appui ennemis qui peuvent être battus par l'artillerie. L'armée britannique sera chargée des objectifs suivants : premier objectif : Montauban, Pozières ; second objectif : Combles, Raucourt ; et les armées françaises des objectifs suivants : premier objectif : croupe au nord de Curlu ; second objectif : Péronne, Bouchavesnes. Il est bien entendu que les attaques conjointes au nord de la Somme précéderont l'attaque française au sud de la Somme.

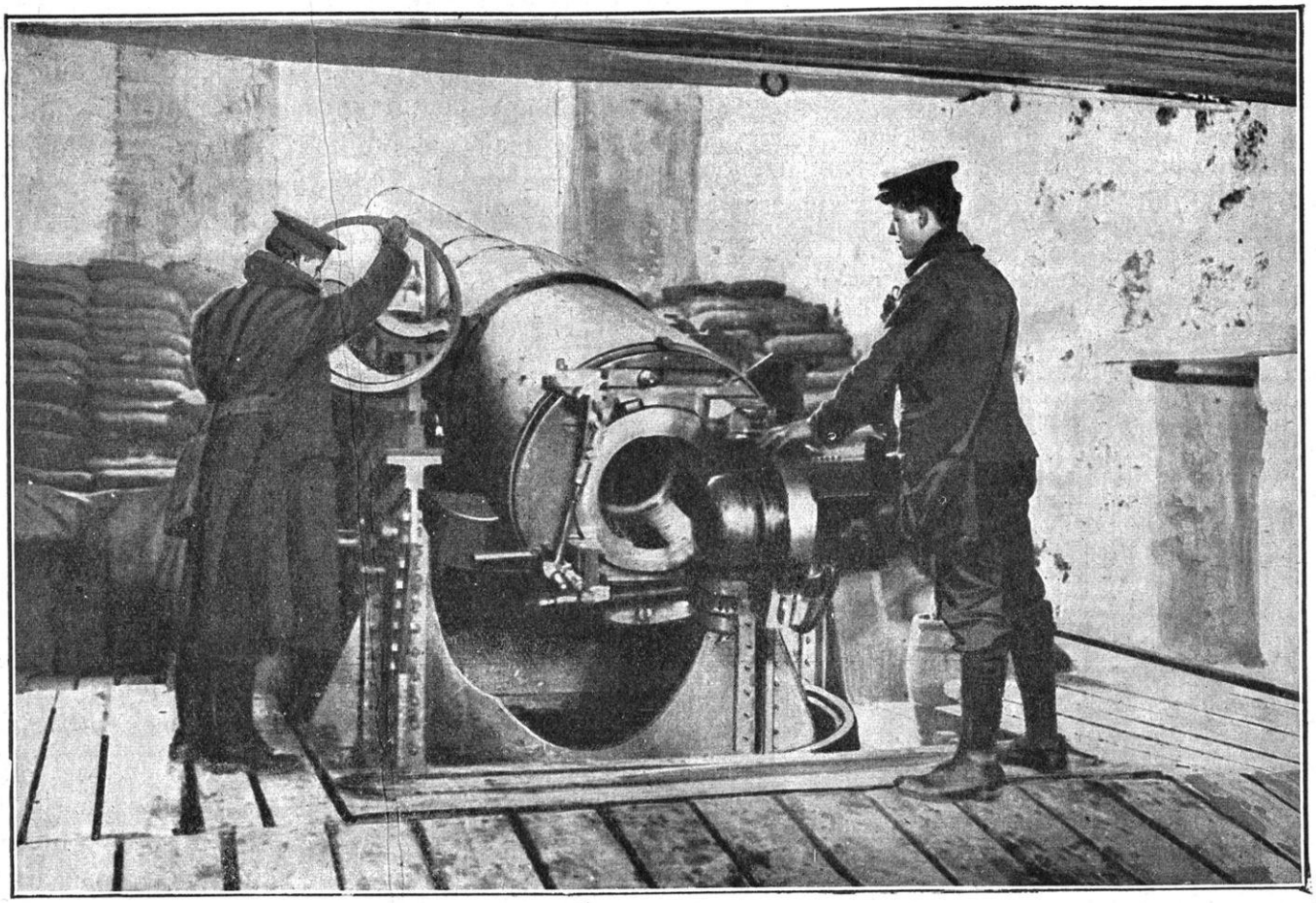
Nous ne pouvons qu'indiquer d'un mot les mesures de préparation technique, toutes cependant de la plus haute importance. — 12 *mars*, instruction pour l'emploi des nouveaux obus. — 15 *mars*, méthodes de tirs du 75 pour la destruction des réseaux de fils de fer. — 26 *mars*, instruction sur la concentration des feux. — 27 *mars*, 1er *avril*, création d'écoles de grenadiers (grenadiers d'armée, de corps d'armée ou de division d'infanterie). — 5 *avril*, enseignements à tirer des combats de Verdun. — 7 *avril*, observatoires à l'abri des bombardements. — 9 *avril*, interprètes à installer aux postes d'écoute.—17 *avril*, règlement sur la liaison par avion et par ballon. — 24 *avril*, multiplier les coups de main. — 5 *mai*, leçons à tirer des procédés d'attaque de l'infanterie allemande à Verdun. — 27 *mai*, 2 *juin*, emploi de l'artillerie lourde. — 9 *juin*, enseignements des combats de Verdun. — 2 *juillet*, note au sujet de l'organisation du terrain au cours de la bataille.

Verdun, comme on le voit, réfléchit constamment sur la Somme. D'ailleurs, le simple fait de tenir à Verdun améliore la situation générale et facilite l'opération de la Somme; par contre, Verdun diminue chaque jour les forces dont on dispose. C'est entre ces deux données que s'établit peu à peu l'équilibre de la future opération. Le 26 avril, le général Joffre met au point la situation ainsi créée par une lettre adressée à Foch :

« Malgré la violence des attaques allemandes sur Verdun, la France ne fait pas appel à ses alliés et *est résolue à participer à l'offensive générale.* Toutefois, la puissance des moyens disponibles étant réduite, il sera nécessaire de réduire le front d'action du groupe des armées du Nord, tout en le maintenant jointif à celui des Anglais. On poursuivra néanmoins les travaux sur l'ensemble du front prévu initialement pour les opérations du groupe, mais en appliquant le maximum d'efforts à la partie Nord. Les moyens à prévoir pour le groupe des armées du Nord sont les suivants : il disposera de 3 armées, formant 9 corps d'armée, c'est-à-dire 30 divisions, et 4 divisions territoriales, plus le 1er corps de cavalerie ; comme total, environ 650 pièces des calibres 120 et au-dessus, en plus l'artillerie normale des corps d'armée et des divisions. »

On prépare, en même temps, des tentatives de diversion, notamment une de l'armée belge dans la région de l'Yser.

Le mois de mai se passe à régler les moindres détails, dans la pensée que la date est fixée au 1er juin. Mais, peu à peu, Verdun accable nos forces et impose des nécessités nouvelles. Le



PIÈCE DE 238 D'ARTILLERIE ANGLAISE

14 mai, on écrit au général Haig de ne pas différer l'offensive, malgré les avantages que l'on pourrait attendre d'une préparation plus complète. Verdun lutte depuis trois mois ; les Russes comptent sur l'exactitude au rendez-vous ; on apprend, le 15, le déclenchement de l'offensive autrichienne au plateau des Sept Communes (Asiago-Arsiero). Le Portugal, qui déclare la guerre à l'Allemagne, fournira bientôt des réserves à l'armée britannique... Or Douglas Haig ne se sent toujours pas prêt ; on doit céder à son désir de reporter l'offensive au 1er juillet et l'on décide dès lors que la 3e armée sera mise, à partir du 1er juin, à la disposition du groupe des armées du Nord.

Cependant, ce terrible mois de juin accable Verdun d'un spasme suprême. Les Allemands pressent ; ils sentent l'orage qui monte d'autre part ; ils veulent en finir. Une lettre du 22 mai signale cet état de choses à Douglas Haig et ce qu'on perd à trop attendre. En raison de l'usure subie à Verdun, le groupe des armées du Nord ne disposera que de 22 divisions, plus trois ou quatre nouvelles, pour la bataille de la Somme ; le plan d'action s'en trouve encore une fois modifié : cependant, dans ses lignes générales, le programme reste le même et l'armée française assumera sa part d'activité et de sacrifices.

Ces retards et ces angoissants problèmes ont ému l'opinion française, et voilà, maintenant, que les polémiques engagées au sujet de la préparation de Verdun ont eu un contre-coup jusque dans l'armée ; déjà on commence à sentir quelque chose de cette crise morale qui atteindra son maximum à la fin de la bataille de la Somme et surtout l'année suivante.

Le G. Q. G. surveille ces effets fâcheux et s'adresse au Gouvernement :

Il serait désirable de faire exposer aux membres de tous les partis qui dirigent actuellement, par la presse,

l'opinion publique, la nécessité de cimenter, par une campagne fervente, la confiance des soldats dont j'ai la garde, et celle du pays dont ils reçoivent les échos.

Tout presse. On se retourne vers Haig. Le 6 juin, Joffre lui adresse la lettre suivante :

Je prends acte de ce que vous serez en mesure de déclencher votre offensive à partir du 1er juillet avec préavis de douze jours. Le but à poursuivre est de mettre hors de cause les armées allemandes sur le front occidental par *l'enlèvement successif* de toutes les positions allemandes du front d'attaque et la continuation sans relâche de la bataille. *Il y a donc lieu de prévoir une bataille de durée prolongée.* Le plan d'action des armées alliées, modifié en raison de la diminution des effectifs mis à la disposition du général Foch, est le suivant : les armées britanniques attaqueront de Maricourt à Hébuterne et devront atteindre, au delà des dernières positions organisées, la ligne Guillemont-Le Sars-Miraumont. La 6e armée attaquera à cheval sur la Somme ; elle aura pour mission d'appuyer l'armée britannique et pour objectif le front Hem-Maurepas (au nord de la Somme), le plateau de Flaucourt (au sud). La bataille devra être constamment alimentée par l'apport de nouvelles forces en vue de battre finalement l'ennemi affaibli par quatre mois de bataille à Verdun et sérieusement menacé à l'est par les Russes.

Le 21 juin, les précisions tactiques sont, à leur tour, mises au point (lettre à Sir Douglas Haig et instruction « personnelle et secrète » au général Foch) :

Le but final des opérations est de *porter une masse de manœuvre sur les communications de l'ennemi*, en direction de Cambrai et ultérieurement, s'il y a lieu, Le Cateau, Maubeuge, et le but immédiat est de rompre le front ennemi selon l'axe Bapaume-Cambrai. Deux hypothèses sont à envisager : *a*) Rupture rapidement obtenue en raison de la surprise de l'ennemi ; en ce cas, lancer la cavalerie sur les communications selon la direction prescrite, la cavalerie britannique opérant au nord de la route de Bapaume-Cambrai et la cavalerie française au sud ; faire progresser vers Cambrai le gros des forces pendant que les ailes élargiront la brèche. *b*) *L'ennemi aveugle la brèche en amenant des réserves ; la rupture alors ne serait obtenue que quand l'ennemi aura usé toutes ses disponibilités ; dans ce cas, la progression doit être poursuivie sur l'axe Bapaume-Cambrai, en élargissant la brèche au fur et à mesure.*

Par contre, les deux armées doivent établir *un plan constant d'apports des unités fraîches et un plan de reconstitution des unités éprouvées.*

Le plan est, comme on le voit, d'une clarté lumineuse ; il suppose un effort puissant pendant de longs mois ; on conçoit la bataille de la Somme comme un engagement à évolution lente mais qui doit être poursuivi jusqu'à la fin avec des sacrifices proportionnels, mais où l'armée britannique portera le plus lourd de la charge, comme l'armée française le porte depuis des mois à Verdun. La Somme sera un Verdun doublé et retourné.

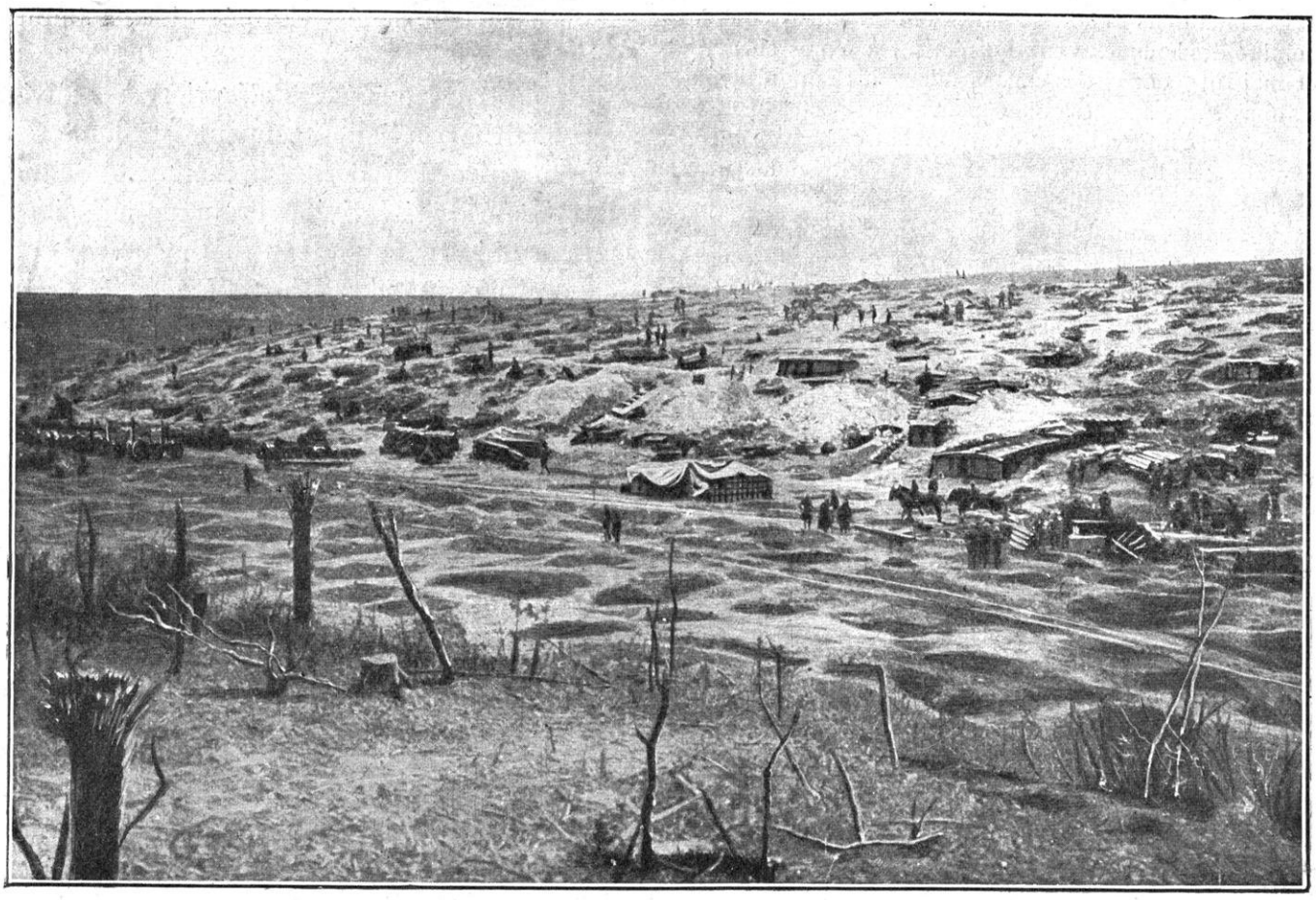
La préparation est poursuivie, pendant ces dernières semaines, avec un sentiment juste de la gravité de l'événement qui se prépare. L'opération de la Somme passe désormais au premier rang. Pétain reçoit, comme nous l'avons dit, les instructions les plus précises pour remettre à la disposition de Foch tous les corps désignés. Les quelques journées haletantes qui restent jusqu'au 1er juillet sont employées à ce *travail d'équilibre entre les deux batailles*. Pétain, Foch, Haig, les trois chefs sont animés d'un esprit de sacrifice réciproque, mais aussi tous les trois ont le souci légitime de leurs propres responsabilités.

Le général Joffre arbitre. Tout le monde a confiance en lui et tous se conforment à sa volonté directrice.

LES FORCES OPPOSEES AU JOUR DE LA BATAILLE

A la dernière heure, les forces qui s'opposent sont distribuées, de part et d'autre, ainsi qu'il suit : l'armée britannique, qui prendra part aux opérations sous les ordres de sir Douglas Haig, se considère comme étroitement unie à l'armée française ; les deux ne font qu'une ; c'est le mot de Douglas Haig écrivant à Joffre : « La question doit être considérée comme s'il n'y avait qu'une seule armée sur le front anglo-français ».

L'Angleterre a fait un effort énorme pour répondre à la confiance qui lui est témoignée et au vieux renom des armées britanniques. Cet effort a procuré, à la fois, les effectifs et les armements. Grâce à la campagne ardente de lord Derby qui déclencha finalement le vote



CAMPEMENT ANGLAIS ÉTABLI AU NORD DE MARICOURT D'OU DOIT PARTIR L'ATTAQUE DES ARMÉES BRITANNIQUES

du service obligatoire (1), grâce à la persistance de Lloyd George, d'abord ministre des Munitions, les choses sont à peu près au point vers le milieu de l'année 1916 et elles seront maintenues et développées sans trêve jusqu'à la fin de la guerre.

Sir Douglas Haig dit que de janvier 1916 à juillet 1916, les effectifs en baïonnettes et sabres des armées britanniques passèrent du total de 450 000 à celui de 660 000. De ces effectifs, ceux qui lui étaient spécialement attribués pour la bataille de la Somme comportaient trois armées : l'une entre l'Ancre et la Somme et chargée de la principale attaque ; la 4e armée, commandée par sir Henry Rawlinson ; elle comprenait 11 divisions. Au nord de l'Ancre, chargée de l'attaque secondaire de Gomécourt, la 3e armée (général sir E. H. H. Allenby). En réserve, la 5e armée, sous les ordres du général sir Hubert Gough.

Le dispositif des forces *du sud au nord*, au moment de l'attaque, était le suivant :

4e ARMÉE :

XIIIe corps, général Congrève (30e et 18e divisions).
XVe corps, H. S. Horne (7e et 21e divisions).
IIIe corps, W. F. Pulteney (34e et 8e divisions).
Xe corps, sir T. L. N. Morland (32e et 36e divisions).
VIIIe corps, sir A. G. Hunter-Wiston (29e, 4e et 31e divisions).

3e ARMÉE :

VIIe corps, sir Z. D'O-Snow (56e et 46e divisions).

Quant à l'armement et aux munitions, ils avaient marqué un progrès prodigieux au cours des six derniers mois :

(1) Voir, sur la campagne des effectifs et sur la campagne des munitions, les très impressionnants détails donnés par Repington dans son *Journal*. On y voit avec quelle lenteur le monde des politiciens anglais *réalisa* la guerre.

Les munitions s'étaient accrues en même temps que le nombre des hommes. Ceux qui étaient à Ypres en avril et mai 1915 ont vu les canons allemands faire pleuvoir les obus sur nos lignes qui ne pouvaient riposter que faiblement et à intervalles... Ce fut tout autre chose en 1916. Sur toute la longue étendue du front britannique, il y avait des canons anglais, des canons lourds de tous les calibres, d'innombrables pièces de campagne et, dans les tranchées, des quantités de mortiers. Les amas de munitions, constamment épuisés et constamment renouvelés, démontrèrent que nous avions ce qu'il fallait pour alimenter cette immense artillerie. La Grande-Bretagne fabriquait et expédiait au front en une semaine autant de munitions qu'elle en possédait, en stock, au début de la guerre pour toutes ses armées de terre. La production des explosifs était soixante-dix fois ce qu'elle avait été au commencement de 1915. Pendant l'année qui s'achevait, la production mensuelle des canons lourds avait été multipliée par six et celle des mitrailleuses par quatorze. Nous ne luttions plus contre une machine très supérieure; nous avions créé notre machine à nous.

Où était le temps où Kitchener affirmait que l'armée britannique devait savoir enlever des positions sans le concours de l'artillerie et citait comme exemple l'affaire de l'Atbara (1)?

Les troupes françaises qui tenaient le front entre Frise et Estrées constituaient trois armées : la 6e armée commandée par le général Fayolle et qui était chargée de l'attaque ; la 10e armée (Micheler) agissait à droite de la 6e armée et l'appuyait de son feu tout en la raccordant au front de l'Oise ; enfin la 3e armée (Humbert) servait de réserve et remplaçait les unités fatiguées. A la fin de juin, prévoyant l'entrée possible en action de la 10e armée, qui doit se préparer à des attaques éventuelles, Foch confia à la 3e armée le front entre la voie ferrée Roye-Montdidier et l'Aisne, tandis que la 10e armée, remontant vers le nord, occupe le front entre la voie ferrée Amiens-Chaulnes et la voie ferrée Roye-Compiègne (2).

Au dernier moment, les forces françaises se composaient de 16 divisions dont 11 faisaient partie des corps d'attaque et 5 devaient arriver progressivement.

(1) Le colonel REPINGTON, *La Première Guerre mondiale*. Traduct. édit. Payot, p. 48.

(2) J. REINACH, *L'Année de Verdun*, p. 203.

Les corps d'armée chargés de l'attaque étaient :

Le 20e *corps* (général Balfourier) à 4 divisions dont 2 en ligne occupant 4 kilomètres de front entre Maricourt et la Somme. Attaque subordonnée et jointive à l'attaque anglaise : premier objectif, le plateau de Curlu.

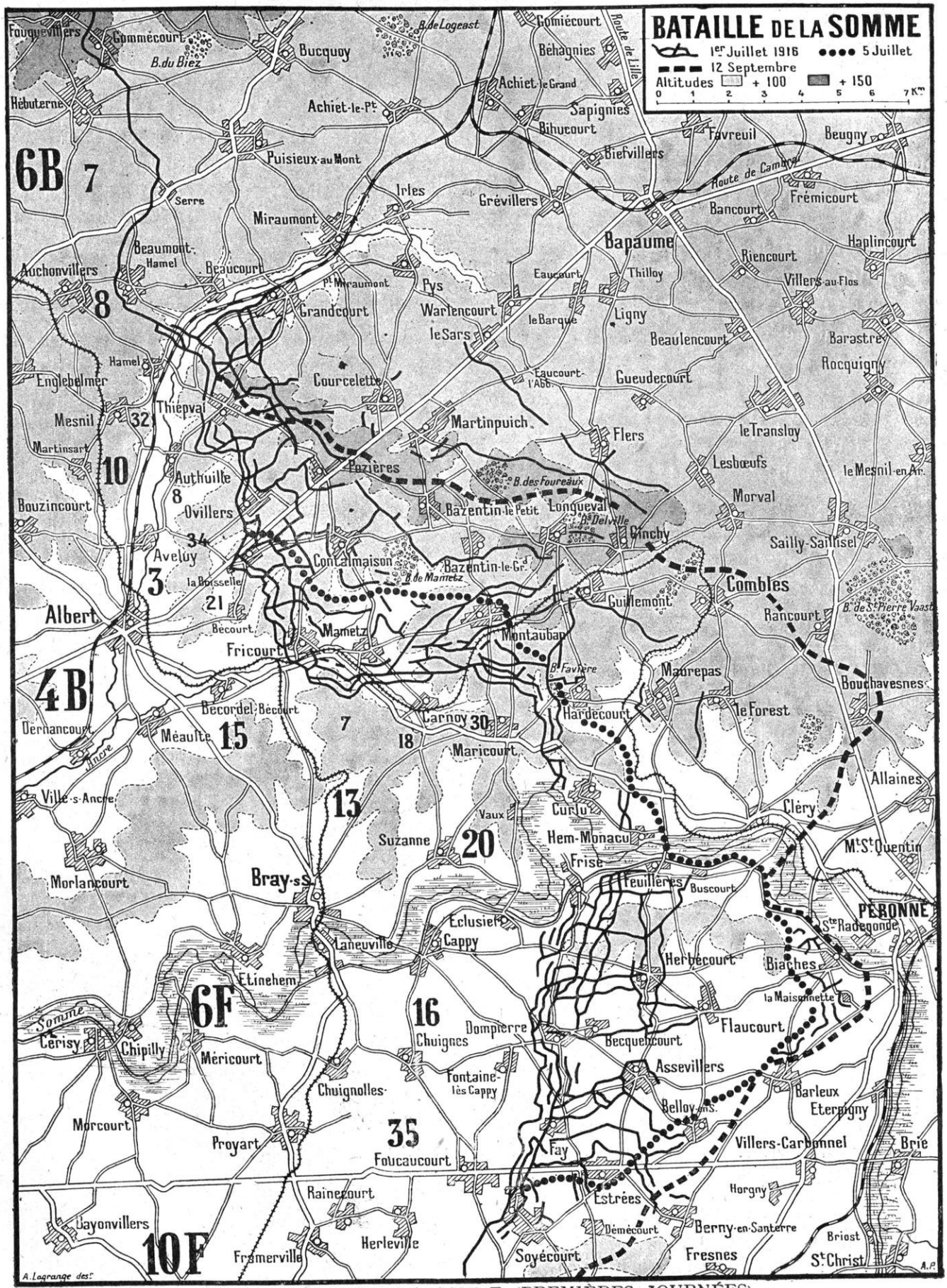
A droite et au sud de la rivière, *le* 1er *corps colonial* (général Berdoulat), à 4 divisions dont 2 plus 1 régiment en ligne, tenaient 6 kilomètres du front. Objectifs : bois de Larcamont, tranchées de Frise, plateau de Flaucourt.

Le 35e *corps* (général Jacquot), à 3 divisions dont 1 en ligne (1 500 mètres de front) ; objectif fonds de Somme, attaque éventuelle sur Estrées, flanquement de l'attaque à droite (région de Soyecourt).

On voit, d'après ces données, que la 6e armée, calant l'armée anglaise, était au nord de la Somme en grande densité. Entre la route de Maricourt et la Somme (triangle de 2 500 mètres de côté), il y avait 20 bataillons comme réserve et 1 bataillon à 1 000 mètres en arrière, 1 régiment à 2 kilomètres (Suzanne). Cette densité s'explique par la forme de l'attaque du 20e corps (attaque divergente) et par le manque de profondeur de ses zones arrière. Au sud de la Somme, l'élargissement était possible, l'attaque ne présentant pas le même caractère d'importance décisive et le terrain étant solidement préparé (région de Proyart).

L'artillerie avait été l'objet de soins immenses et minutieux ; elle devenait, de plus en plus, l'arme de l'ébranlement, l'arme de choc. On avait cherché à réaliser une densité aussi grande que possible et tout à fait inusitée, particulièrement en 155 court et en artillerie de tranchée ; on employait, pour la première fois, l'A. L. G. P. (l'artillerie lourde à grande puissance).

L'artillerie, et notamment l'artillerie lourde, avait été décentralisée autant que possible et remise aux corps d'armée. Cependant l'A. L. G. P. restait à l'armée. Le 20e corps avait à sa disposition 192 pièces de 75, soit une pièce par 25 mètres ; le 1er corps colonial, 228 pièces,



LA BATAILLE DE LA SOMME (PREMIÈRES JOURNÉES)

soit une pièce par 21 mètres ; le 35e corps, 120 pièces, soit une pièce par 18 mètres, dont une partie assurant le flanquement de l'attaque vers Soyecourt.

L'artillerie de tranchée comportait 58 batteries divisionnaires et 34 d'armée, 11 batteries de 240, 4 de 150 et 4 de mortiers de 75, soit un mortier par 20 mètres.

L'artillerie lourde : 20e C. A. : artillerie de destruction, 26 batteries ; artillerie lourde, 14 batteries. — 1er C. A. C. : 17 batteries de 155 court ; artillerie longue, 28 batteries. — 35e C. A. : artillerie de destruction, 28 batteries ; artillerie longue, 16 batteries.

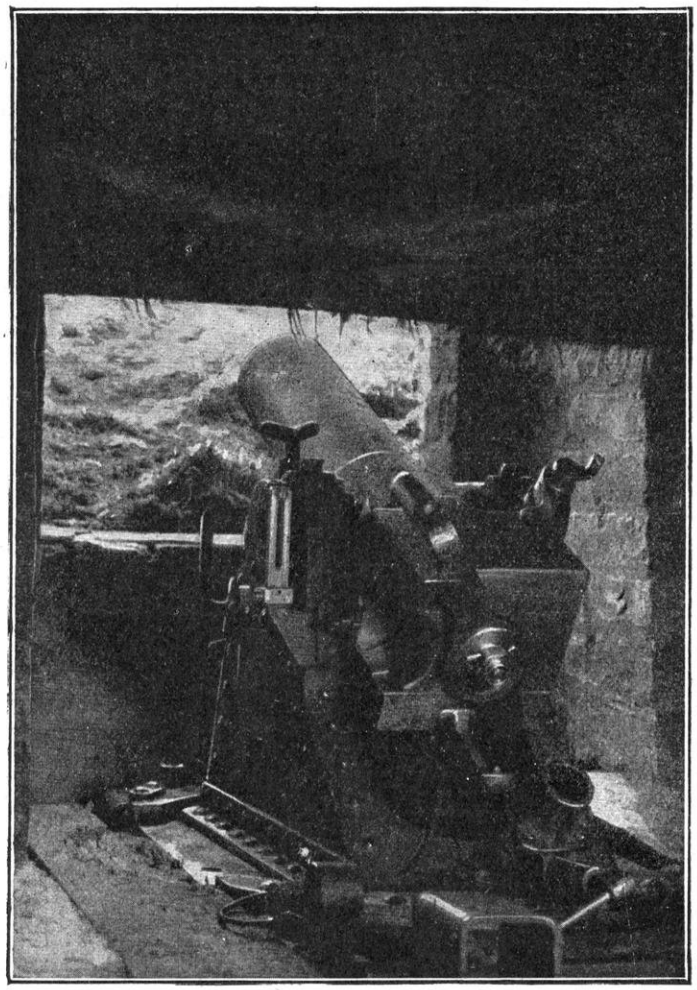
L'A. L. G. P. disposait de 64 pièces et les batteries antiaériennes de trois lignes de barrage.

L'approvisionnement en munitions avait été constitué en vue de sept jours de feu pour les petits calibres et de quatre jours pour les plus forts, et le ravitaillement général prévoyait trente jours d'opérations.

Quant à l'aviation, aux ballons, aux projecteurs, aux services d'information, il suffira de rappeler, ce qui n'est pas contesté, qu'au début des attaques, l'offensive possédait la maîtrise de l'air d'une façon absolue.

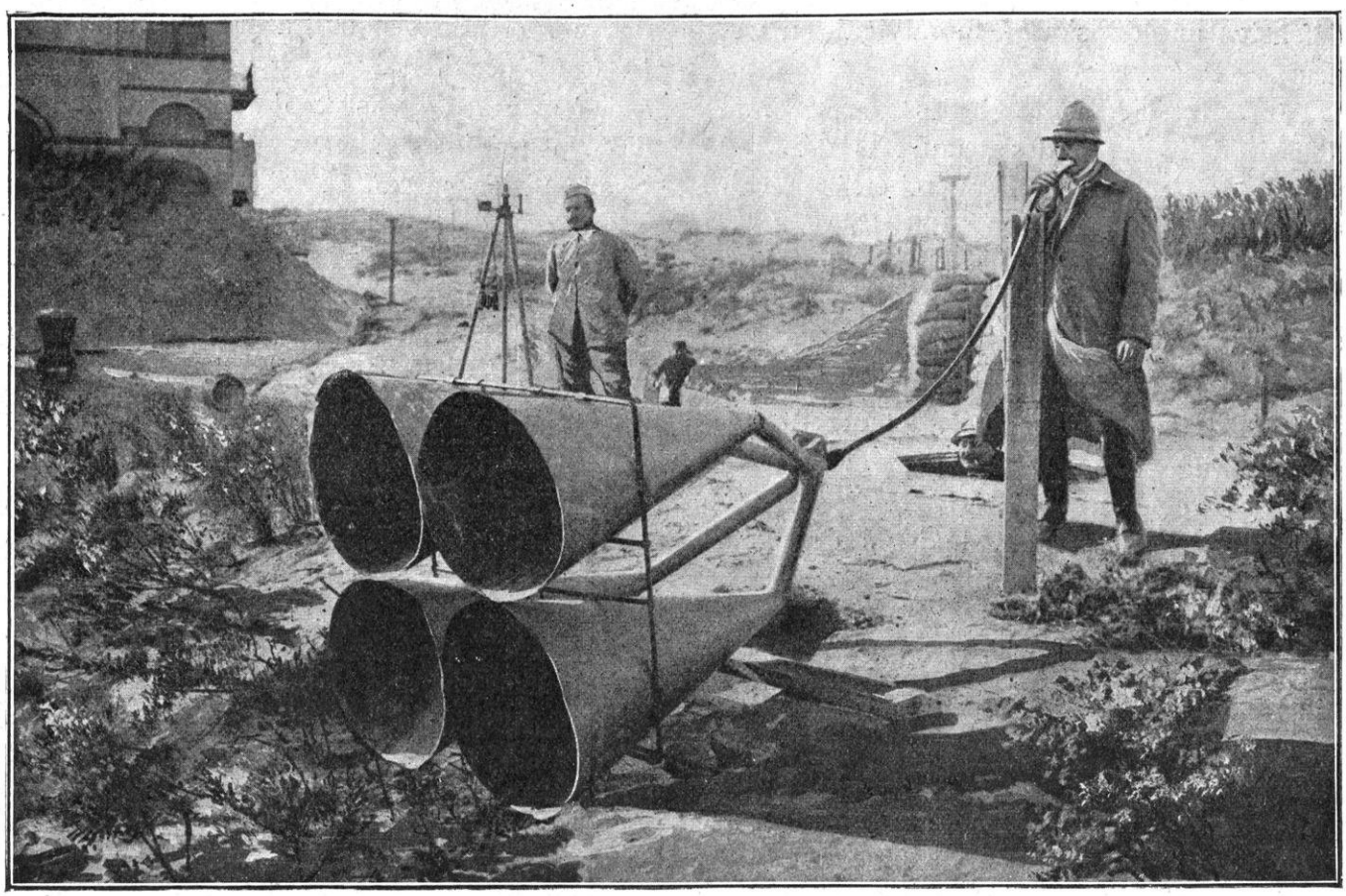
L'organisation du terrain pour l'infanterie ne comporta que très peu de travaux; on augmenta seulement le nombre de boyaux, en principe 3 par brigade ; ni abris nouveaux ou places d'armes spéciales, les troupes campèrent à découvert dans des ravins. Mais, pour l'artillerie, de nombreuses positions furent établies et soigneusement camouflées.

A la fin du mois de juin, les deuxièmes bureaux des différentes armées avaient réalisé des progrès qui manifestèrent leur importance, pour la première fois, au cours de la bataille de la Somme : des plans et des croquis avaient été établis pour servir de base à l'action de l'artillerie et de l'infanterie et ils avaient été distribués jusqu'aux bataillons et batteries. Les uns s'adressaient au commandement supérieur et à l'artillerie ; ils donnaient l'emplacement de l'organisation ennemie. Les autres, adressés à l'artillerie et à l'infanterie, représentaient les objectifs de l'attaque et indiquaient le détail des défenses et des obstacles naturels qui pouvaient gêner l'attaque. Ces plans avaient été établis au moyen de renseignements donnés par l'étude des photos aériennes et par les prisonniers. Ils ont été continués au cours de l'attaque. Les résultats de ce travail du service des renseignements furent reconnus, par l'ennemi lui-même, comme ayant eu une importance décisive au cours de la bataille de la Somme (1). Dans le document intitulé : *Enseignements à tirer de la*



OBUSIER DE TRANCHÉE

(1) Sur le rôle d'initiateur qui appartient à ce point de vue aux états-majors ayant préparé cette bataille, voir le livre du colonel Pellegrin, préfacé par le général Mangin : *La vie d'une armée pendant la Grande Guerre*. Flammarion, in-12, p. 116 et suivantes.



ENTONNOIRS MÉTALLIQUES POUR L'ENVOI DES ORDRES AUX PIÈCES D'ARTILLERIE

bataille de la Somme, l'état-major de la Ire armée allemande (général von Below), s'exprime en ces termes :

Les causes qui ont provoqué nos échecs du commencement sont moins imputables à notre infanterie qu'à l'action en masse de l'ennemi, surtout dans le domaine de l'aviation et de l'artillerie, action à laquelle nous ne pouvions répondre immédiatement dans la même mesure... Il arriva que, par suite de l'ignorance où l'on était à l'arrière sur la véritable situation, la première ligne fut bondée de réserves. D'où des pertes inutiles et un effet moral très défavorable... L'effet des innombrables ballons qui s'étendaient sur les lignes ennemies comme des grappes de raisin fut tout aussi déprimant ; car tout homme isolé, toute mitrailleuse se croyaient reconnus, observés et arrosés d'un feu bien réglé...

Il faut attribuer la faillite du service des renseignements au début de la bataille, en premier lieu à l'insuffisance des moyens d'informations dont on disposait. Ils étaient de beaucoup inférieurs à ceux de l'ennemi et leur augmentation ne marcha pas de pair avec l'arrivée de nouvelles divisions et de l'artillerie lourde. *En fait, il manquait une organisation préalable...*

Nous venons de voir qu'elle ne manquait pas du côté français, tout au contraire. Voici donc une affaire admirablement montée, avec un sang-froid et une précision vraiment *scientifiques*, et cela au milieu de la tempête de Verdun, au moment où les critiques les plus violentes sont adressées aux états-majors qui, par un travail acharné, tiennent tête partout à la fois. Je ne sais si l'histoire a jamais vu un tel contraste et si la *tenue* de l'esprit humain s'est jamais élevée plus haut. On savait qu'on engageait une partie vitale et qui, tôt ou tard, devait mettre l'ennemi sur les genoux ; or, tout en se mordant les lèvres, on laissait grandir la plus injuste des rumeurs et on allait au but droit devant soi : la victoire paierait.

LES FORCES ALLEMANDES SUR LA SOMME

Au début, les forces de l'ennemi étaient sensiblement inférieures ; il faut tenir compte, cependant, du fait que dans la

défensive une division, à moral égal, en vaut deux.

Par contre, l'élément « surprise » était, comme d'habitude, en faveur des attaquants. Dans l'ensemble, la situation de l'ennemi était précaire et certainement, Verdun, en « pompant » en quelque sorte les réserves allemandes, avait fourni au commandement des forces alliées un avantage qu'il avait raison de saisir.

Depuis le mois d'octobre 1914, ce secteur était gardé par la IIe armée, commandée (depuis le 4 avril 1915) par le général Fritz von Below, ex-commandant du XXIe corps en Lithuanie ; son chef d'état-major était le général Grünert.

Sur les forces engagées, Falkenhayn donne le détail et les explications suivantes : «Dans le secteur d'attaque, les positions au nord de la Somme furent défendues par 5 divisions et celles au sud de cette rivière par 3 divisions. A proximité, en arrière, se tenaient en réserve 3 divisions prêtes à intervenir immédiatement. Une autre division très fatiguée se trouvait en troisième ligne (1). Il avait été satisfait dans la plus large mesure possible, aux demandes de renforts que le commandement supérieur de la IIe armée avait adressées au grand commandement dans les dernières semaines en prévision de l'attaque imminente. Toutefois, en ce qui concerne les renforts d'artillerie et d'aviation, il avait été impossible de donner satisfaction aux désirs exprimés par l'état-major de la IIe armée. Les forces nécessaires pour briser par une contre-attaque l'attaque prévue *n'existaient plus dans l'Ouest.* »

Cet aveu ne laisse aucun doute sur l'opportunité de l'attaque sur la Somme et sur les rapports existant entre les divers fronts engagés simultanément, selon les décisions du Conseil de Chantilly. La situation était en somme des plus critiques pour l'armée allemande sur le front occidental ; Below le sentait bien qui, à peine l'offensive déclenchée, c'est-à-dire le 3 juillet, adressait à ses troupes la proclamation suivante :

L'issue définitive de la guerre dépend de la victoire sur la Somme de la IIe armée. Il faut que nous gagnions cette bataille, malgré la supériorité temporaire de l'ennemi en artillerie et en infanterie... Ce qu'il faut avant tout, c'est tenir à tout prix nos positions actuelles et les améliorer. Je défends l'évacuation volontaire des tranchées. La volonté d'opposer à l'ennemi une ferme résistance doit inspirer tous les soldats de l'armée. Il faut que l'ennemi se fraye un chemin sur des monceaux de cadavres... J'ordonne aux officiers commandants de consacrer toute leur énergie au maintien de l'ordre en arrière du front.

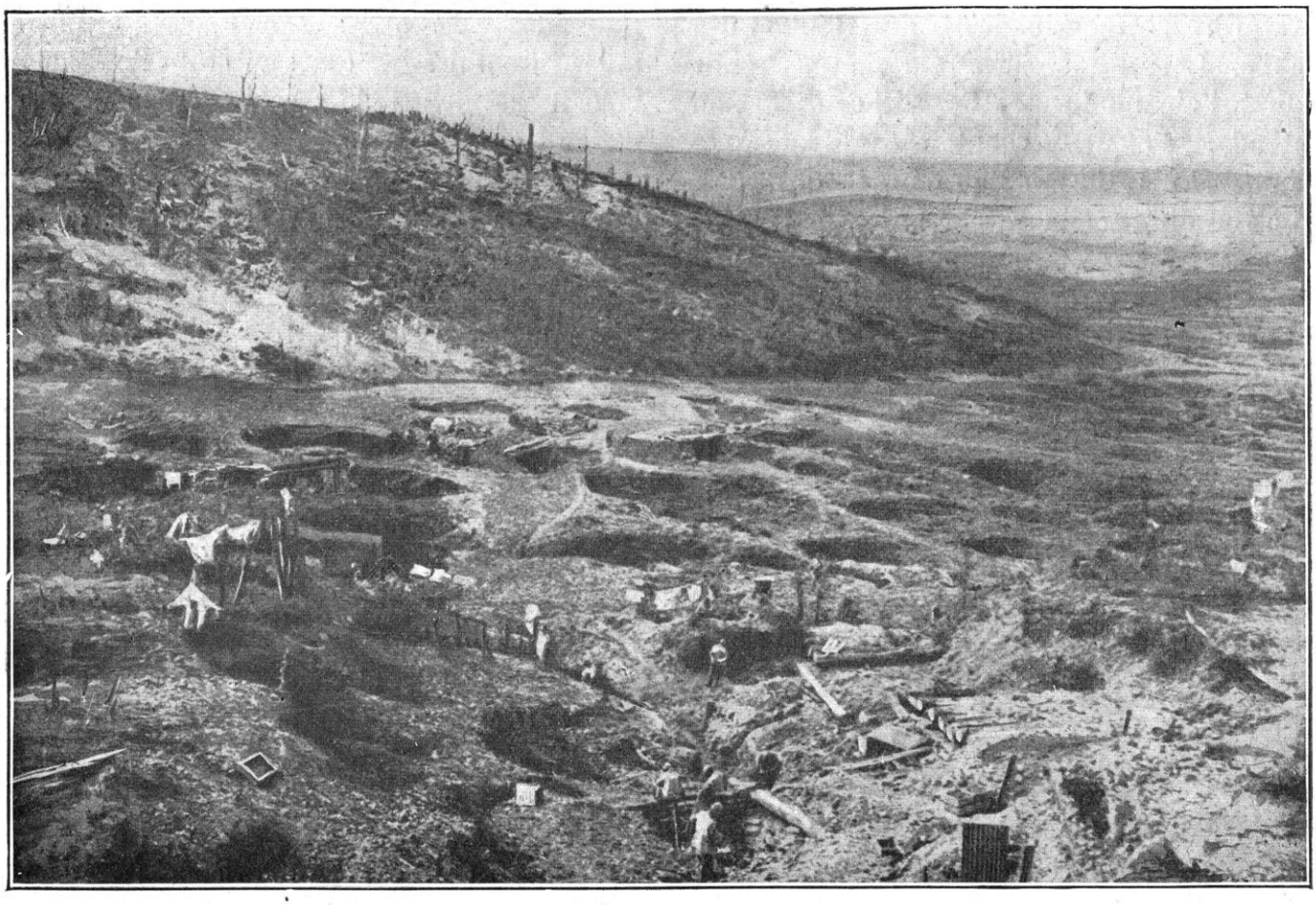
Les troupes alliées avait donc à compter sur une défense vigoureuse de l'ennemi. Ce ne serait pas une affaire de quelques heures ou de quelques jours. La bataille n'avait de chance que si on était décidé à *la poursuivre pendant des mois et jusqu'à la victoire.*

LA PRÉPARATION D'ARTILLERIE; LA PREMIÈRE ATTAQUE 25 JUIN-3 JUILLET

Dans le cours du mois de juin, des opérations locales et des tirs d'artillerie avaient eu lieu sur toute l'étendue du front pour tâter l'ennemi et immobiliser ses réserves. A partir du 25 juin, la préparation d'artillerie prit un caractère nouveau. D'Ypres et Arras jusqu'à Lassigny, un tonnerre discontinu accabla les positions adverses. Au centre, c'est-à-dire de Gomécourt à la Somme, la trombe de fer était véritablement infernale. En plus, l'aviation des armées alliées ayant pris possession de l'air, la défense allemande fut *aveuglée.* Le temps était gris et nuageux. Tout paraissait étouffé et morne. Sur ces longues plaines plates sans échos, le bruit était tellement assourdissant qu'à la lettre, on ne l'entendait pas. « La configuration de cette partie de la Picardie étouffe le son, dit un témoin, et les gens du pays l'appellent la terre du silence (1). » Le dernier jour

(1) Au nord de la Somme, où les Allemands s'attendaient à une attaque, la densité des troupes était la plus forte. Entre la Somme et Flaucourt (8 kilomètres), le front était tenu par une division, la 12e à 4 régiments renforcés aussitôt l'attaque par la 10e division; de Flaucourt à Hébuterne, par le 14e corps, la 52e D. I. et la 2e div. de la Garde. Les réserves connues était : le VIe corps à Cambrai, la 123e div. à Courtrai, la 4e div. à Mézières.

(1) John Buchan, *La Somme*, p. 22.



TERRAIN BOULEVERSÉ DEVANT LE BOIS EN Y AU NORD DE MARICOURT

de juin, le soleil parut et l'ordre d'attaque fut donné pour le lendemain 1er juillet à 3 heures du matin.

L'effet de la préparation d'artillerie dans le camp allemand fut terrible ; non pas qu'il y ait eu précisément *surprise,* car on s'attendait à l'attaque ; mais jamais on n'eût pensé que l'ennemi disposât d'une supériorité matérielle si écrasante. On remarquait que l'artillerie anglaise tirait plus « schématiquement », avec plus de raideur et de brutalité, mais que l'artillerie française, avec plus de souplesse et suivant, grâce à ses observateurs, tous les mouvements de l'ennemi, avait des effets beaucoup plus redoutables. L'artillerie allemande ripostait avec énergie ; seulement, au moindre indice, ses batteries étaient repérées par l'aviation et, aussitôt, accablées sous le feu adverse. Très rapidement, on prit le parti, dans le camp allemand, de mettre à l'abri, dans les caves et les souterrains des villages et des fermes, sous le voile des bois, des ravins et des tranchées en contre-pente, tout ce que l'on pouvait soustraire à ce tir extraordinaire, et d'attendre de pied ferme l'attaque de l'infanterie.

Après cinq jours, le sol de la région fortifiée allemande était bouleversé comme par un tremblement de terre, les maisons au ras de terre, les arbres réduits à n'être plus que des esquilles ; tout vestige de vie avait disparu ; les réseaux de fils de fer étaient hachés, les voies d'accès et les routes au loin étaient coupées, l'air était empoisonné par les gaz ; les voies ferrées, les ponts, les gares, les trains d'approvisionnements repérés étaient pris à partie de telle sorte qu'ils ne pouvaient fonctionner que la nuit. Dans le camp des alliés, on était en droit de se demander si les positions ainsi écrasées ne seraient pas abandonnées et si un seul homme même pouvait survivre pour garder la première ligne.

L'ordre d'attaque était fixé au 1er juillet dès l'aube. Le soleil se leva ; la matinée était claire, l'air lumineux ; un silence se fit ; on entendait l'alouette chanter. Après quelques minutes, les artilleries reprirent. Le tir de destruction était remplacé par un tir de barrage précédant les colonnes d'infanterie.

A sept heures et demie, dans le camp britannique, l'attaque se déclencha. Les soldats s'élançaient des tranchées allégrement, le sourire sur les lèvres. On avait projeté en avant une émission de gaz, et fait exploser sous le terrain occupé par l'ennemi des mines d'une puissance inouïe et préparées d'avance. Le ciel se couvrit d'une nuée fabriquée par la main des hommes et la troupe en profita pour avancer rapidement. La cavalerie était prête à s'élancer pour profiter de la percée et exploiter la victoire.

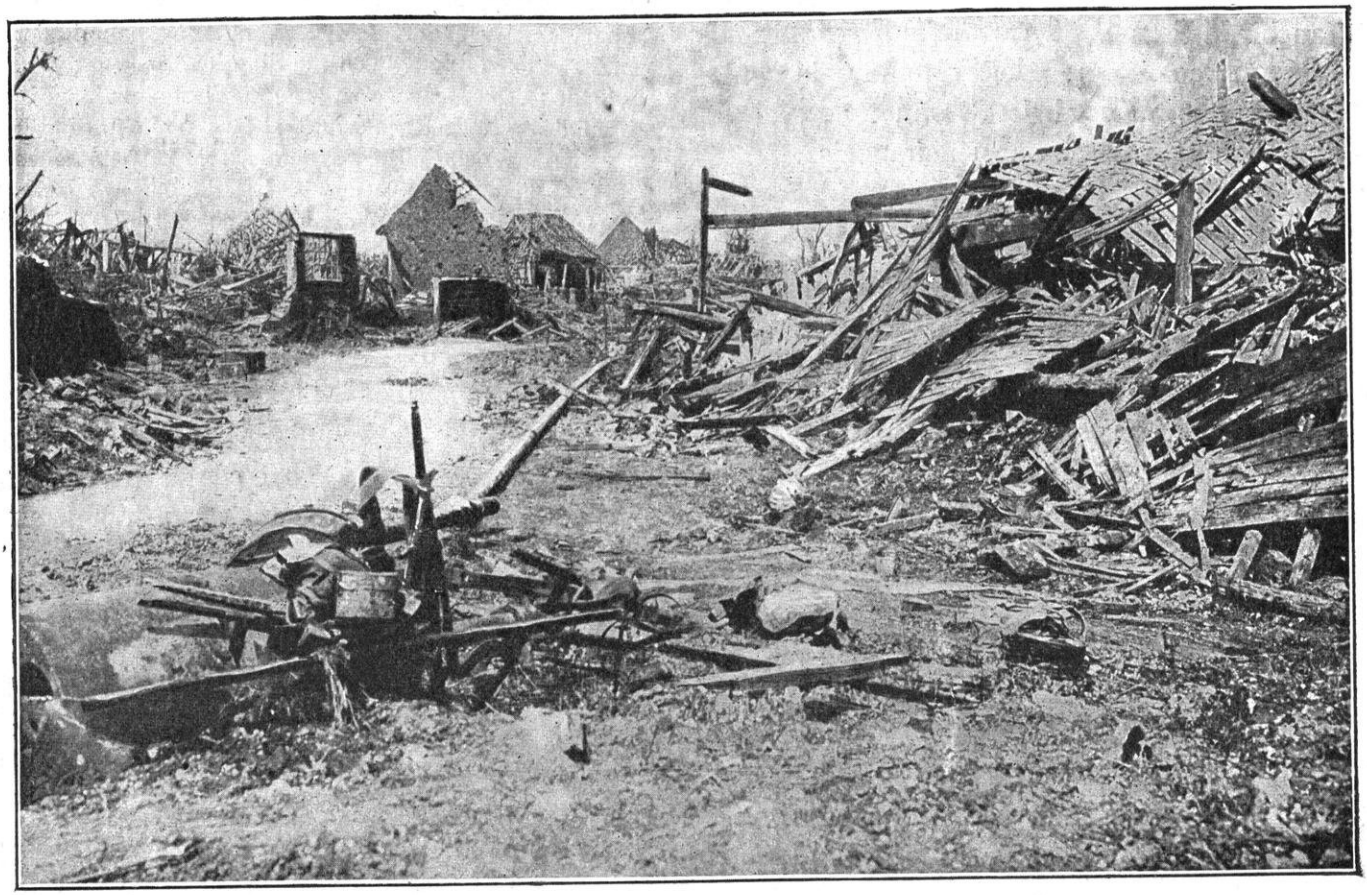
L'offensive anglaise était la principale : sa masse la plus importante, au centre, avait à suivre la voie romaine d'Albert à Bapaume, secondée, à sa gauche, par une attaque commandée par le général Allenby ; celle-ci partant du saillant de Gomécourt, devait, en cas de succès, se diriger vers Bapaume par le croisement de voies ferrées de Biefvillers-lès-Bapaume. A droite, l'attaque française, venue du sud, partait des fonds de Somme en direction de Sailly-Saillisel, sur la route de Péronne à Bapaume.

Au bout de quelques instants, un premier flottement se produisit dans la vague d'assaut britannique. Les Allemands, avertis par l'interruption du feu, étaient sortis de leur souterrain et, sur le parapet des tranchées insuffisamment détruit, s'étaient alignés tirailleurs et mitrailleurs. Contre une troupe qui s'élançait en confiance, l'effet des premières décharges fut terrible ; des hécatombes jonchèrent le sol et la ligne oscilla, notamment dans la partie qui attaquait au nord de l'Ancre. Malgré des faits d'armes individuels, malgré des succès locaux, comme ceux obtenus par les Rhodésiens, les Terre-Neuviens, les territoriaux de Londres, les Royal Irish Fusiliers qui sortirent des tranchées au cri : « Souvenez-vous de la Boyne ! » le succès ne répondit pas d'abord aux espérances.

En deux mots, les résultats étaient satisfaisants à droite, dans la partie de l'armée en liaison avec l'armée française ; mais le fléchissement s'accroissait au fur et à mesure que l'on remontait vers le nord, et enfin les résultats étaient nettement négatifs au nord de l'Ancre. Là, l'armée anglaise n'avait pu déboucher ou bien elle était rejetée dans les tranchées.

Voici les faits enregistrés au quartier général à partir de midi : le principal objectif de l'armée anglaise étant le saillant de Fricourt, ce saillant était débordé, au sud, par l'attaque partant de Carnoy, en direction Mametz-Montauban. Quoique l'artillerie ennemie eût comblé la tranchée d'approche où opérait la 7e division (général H.-E. Watts), celle-ci était sortie à travers le terrain découvert et s'était emparée de Mametz, enveloppant ainsi les Allemands de Fricourt ; en même temps, la 18e division (général F.-I. Maxse) s'élançait sur la route de Mametz à Montauban, maintenant la liaison avec la 30e division (général J.-S.-M. Shea) qui s'emparait de Montauban. De ce côté, la première ligne allemande jusqu'au pied des crêtes était enlevée du premier coup.

Au nord de Fricourt, la 21e division (général D.-G.-M. Campbell) obtenait un succès analogue, mais déjà plus disputé ; s'emparant des tranchées allemandes, elle assiégeait, de ce côté, la garnison allemande de Fricourt sans s'éloigner beaucoup de la ligne de départ. Plus au nord, les choses commençaient à se gâter : la 34e division (général Ingouville-Williams) et la 8e division (général H. Hudson) n'avaient pu que déboucher devant la région fortifiée de La Boisselle-Ovillers ; plus au nord encore, devant la croupe de Thiepval, le formidable ouvrage Leipzig avait été occupé un moment par la 32e division (général W.-H. Rycroft) ; mais la résistance ennemie s'étant stabilisée dans le village et sur la crête, après des alter-



LE VILLAGE DE MAMETZ RECONQUIS PAR LA 7e DIVISION ANGLAISE

natives extrêmement sanglantes et où les jeunes troupes britanniques avaient fait preuve du plus grand courage et de la plus héroïque ténacité, elles avaient été obligées, de Thiepval jusqu'à Gomécourt c'est-à-dire sur la moitié du champ de bataille, de regagner la ligne de départ.

Heureusement la bataille prenait, au sud et sur les bords de la Somme, une tournure toute différente. Nous avons dit que l'armée française avait pour mission de s'élever vers la route de Bapaume de façon à prendre à revers le saillant de Fricourt ; elle attaque donc en liaison avec la 30e division anglaise qui se dirige sur Montauban ; c'est le 20e corps français qui marche, appuyé au sud de la Somme par le 1er corps colonial. Le général Fayolle a préparé son attaque avec la méthode impeccable qui est la sienne depuis le Grand Couronné et qui fera de ce grand général l'un des chefs de la victoire : le 20e corps, le 1er corps colonial, le 35e corps, sont peu nombreux mais d'élite, ils savent se battre ; cinq divisions sont en premières lignes. Le résultat d'une telle « conduite des choses » ne se fait pas attendre. L'ennemi, ayant à peine deviné ce qui se préparait, chancelle dès le premier choc ; et les effets sont si prompts que l'offensive atteint les arrières allemands avant qu'ils soient sur leurs gardes ; on a surpris des officiers en train de se raser. Le 20e corps débouche des fonds de la Somme, occupe le bois de Favière, le bois Sans Nom, le bois d'En Haut, s'empare de Curlu ; au sud de la Somme, le 1er corps colonial attaque à 9 h. ½30 ; il rencontre quelque résistance à Dompierre et à Becquincourt, mais enlève les deux villages et ramasse toute la première ligne allemande avec des milliers de prisonniers, sans parler du matériel, des canons, des mitrailleuses ; le 35e corps conquiert Fay et le bois du Satyre.

Que l'on regarde sur la carte : le mouvement se dessine déjà très nettement comme parti pour

franchir la Somme et accomplir le grand tour d'aile marchante qui doit rejoindre la route de Bapaume au nord de Péronne, ce qui est la mission spéciale de l'armée française.

A la fin de la journée, Douglas Haig, ayant pris connaissance de l'ensemble, malgré les pertes considérables subies par ses régiments, ne se décourage pas. C'est bien là cette « bataille dure et longue » qui avait été prévue. Il eut cependant l'impression qu'il avait attaqué sur un front trop large et il prit immédiatement le parti de restreindre son offensive vers le nord, à un point à mi-distance entre La Boisselle et Contalmaison. C'était renoncer à toute manœuvre autour de l'Ancre et limiter l'attaque à une progression de front sur la route de Bapaume: au lieu de présenter la figure d'une tenaille qui entoure, la bataille prendrait celle d'un coin qui s'enfonce ; la résistance de l'ennemi s'en trouverait malheureusement plus assurée et fortifiée.

L'ÉGLISE DE FRISE APRÈS LA PRISE DU VILLAGE PAR LE Ier CORPS COLONIAL FRANÇAIS

Peu s'en était fallu, pourtant, que la grande manœuvre montée à tant de frais n'eût réussi tout entière du premier coup. Les sources allemandes reconnaissent qu'il y eut un moment où, dans cette journée du 1er juillet, la position parut désespérée. Stein, qui commandait quatre des divisions du centre, s'exprime en ces termes :

Pour éviter la percée de l'aile gauche, je dus amener l'un après l'autre des bataillons que je prenais à l'aile droite au fur et à mesure qu'elle repoussait l'ennemi. Lorsque je demandais au vieil officier d'État-Major, le commandant von Löwenfeld, le même ordre pour le dernier bataillon disponible, il me dit d'une voix grave et profonde : « Excellence, c'est le dernier ! » Je lui répondis : « N'oubliez jamais cette heure. Il faut avoir le courage de mettre en ligne jusqu'au dernier ; car l'ennemi en est peut-être lui aussi à son dernier bataillon. » Et, en effet nous tînmes bon jusqu'à l'arrivée des renforts (1).

La résolution prise par le général Douglas Haig de poursuivre la lutte coûte que coûte tout en stoppant sur place dans le Nord, l'amena à renforcer son centre qui restait sous les ordres de sir Henry Rawlinson. On constitua une sorte de détachement d'armée devant La Boisselle-Serre sous le commandement du général Gough, et la lutte recommença au centre, c'est-à-dire autour de la route de Bapaume, avec un égal acharnement. La ténacité anglaise obtint bientôt sa récompense : malgré les contre-attaques de l'ennemi, notamment sur Montauban, le saillant de Fricourt fut emporté :

En résumé, écrit Douglas Haig, après cinq jours de combat sur un front de 10 kilomètres, jusqu'à la briqueterie de La Boisselle, nos troupes avaient balayé l'ensemble de la première et de la plus puissante ligne de défense de l'ennemi, que celui-ci avait tout fait au monde pour rendre inexpugnable. Elles l'avaient repoussé sur une profondeur de plus de 1 500 mètres et avaient emporté quatre villages soigneusement fortifiés. Le total des prisonniers dénombrés, le 5 juillet au soir, était de 94 officiers et de 5 724 hommes de troupe.

Du côté français, pendant ces mêmes cinq premiers jours, les gains en terrain, matériel et prisonniers avaient été beaucoup plus

(1) Von Stein, *Schilderungen aus dem Kriege*, p. 75.

LA FERME DE HEM, CENTRE DE COMBATS ACHARNÉS

importants encore : le 1er corps colonial avait franchi les fonds de Somme avec une vigueur extraordinaire. Le 2 juillet, il s'était emparé de Frise et des bois environnants ; le 3 juillet, il avait enlevé Assevillers et dépassé Flaucourt. 8 000 prisonniers avec plus de 100 officiers, de nombreuses batteries, un matériel immense étaient entre les mains françaises. Le front de l'ennemi était enfoncé, au sud de la Somme, sur près de 10 kilomètres.

Le 4 juillet, le 20e corps s'empara de Hem ; le 1er corps colonial le rejoignait sur la rivière et, s'étendant à droite vers Péronne, enserra la ville en s'approchant de Biaches, Barleux, Belloy-en-Santerre. Plus à droite encore, le 35e corps se jette sur Estrées où un combat désespéré s'engage qui dure deux jours et laisse enfin le village entre les mains des assaillants.

Telle se dégage, dès ces premiers jours, l'allure de cette bataille de la Somme : acharnement extrême de part et d'autre, mais, dans l'ensemble, supériorité de l'offensive alliée. L'État-Major allemand rédige en ces termes son rapport sur ces journées de début :

> Le 1er juillet, vers 8 heures du matin, se produisit entre Gomécourt et la région à l'ouest de Vermandovillers, sur un front de 40 kilomètres, la grande attaque d'infanterie anglo-française, pendant que son artillerie canonnait également de larges espaces de chaque côté de la zone d'attaque. L'ennemi pénétra dans de nombreux points de notre ligne de défense qui avait été fortement endommagée par le tir de l'artillerie ; au nord de l'Ancre, des contre-attaques menées le 1er et le 2 juillet nous permirent de reprendre toutes nos positions en infligeant aux Anglais de très fortes pertes en morts et en prisonniers. Au nord de l'Ancre également, nous parvenions, le soir du 3 juillet, à les rejeter de nos positions jusques et y compris Thiepval. Mais, de chaque côté de la Somme, les Anglais et les Français *avaient produit un grand enfoncement dans notre ligne de défense.* Nos pertes sur ce point étaient tellement élevées qu'il n'y avait littéralement plus de forces pour exécuter les contre-attaques voulues.

En somme, si la première attaque n'a pas donné tout ce qu'on attendait d'elle, la défense allemande est fortement ébranlée.

LA BATAILLE SE POURSUIT EN JUILLET; TÉNACITÉ ET SACRIFICES

Il n'y avait qu'à continuer, et c'est ce qui distinguera cette bataille éminemment stratégique de tant d'autres (comme celle de l'Aisne en 1917) où manqua peut-être le premier gage du succès dans les grandes opérations militaires et dans les grandes affaires en général: la persévérance. Je ne sais s'il n'y eut pas un plus haut signe de véritable génie dans la ténacité réfléchie de Douglas Haig que dans ces brillantes manœuvres tant vantées.

Après le 5 juillet, il fallut donner quelques jours de repos à la troupe et prendre des dispositions nouvelles pour la prolongation de la lutte : déplacement des artilleries, reconstitution des brigades par l'arrivée des relèves, etc. Le 7 juillet, on recommença. Du 7 au 13, la progression s'affirme dans la région d'Ovillers et le long de la route de Bapaume ; du côté sud de la route, Contalmaison et le bois de Mametz cèdent à leur tour. On est au pied de la crête, c'est-à-dire aux prises avec la seconde position allemande.

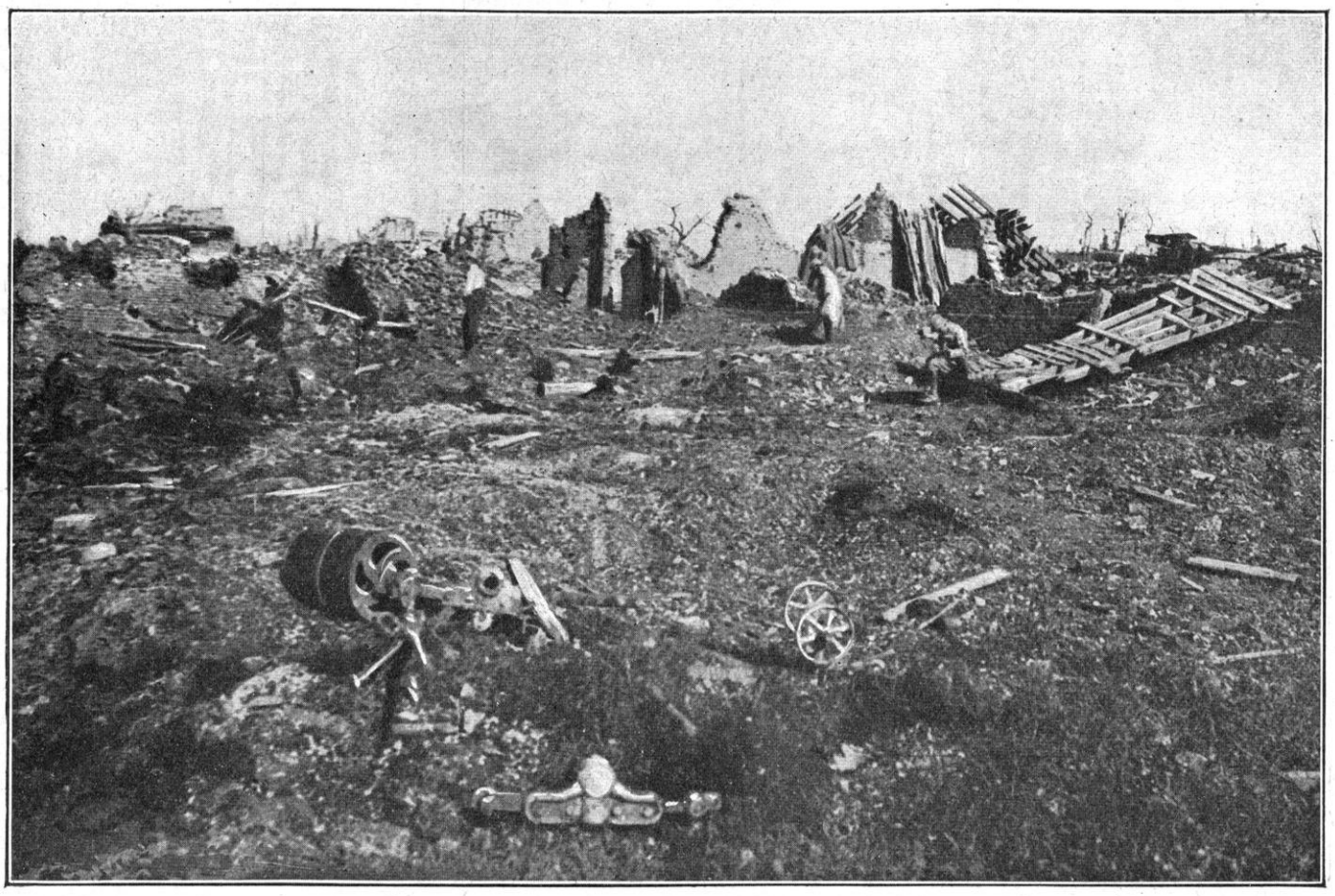
Dans la journée du 14 juillet, c'est la crête elle-même que l'on aborde ; mais on restreint encore le front d'attaque : l'opération a lieu au sud de la route, entre Contalmaison et le bois des Trônes. L'offensive fut déclenchée à 3 h. 25, alors qu'il faisait à peine jour. Les troupes d'attaque se lancèrent à découvert pendant 1 000 à 1 400 mètres. Le soir, un trou profond s'était fait dans la zone allemande, la brigade de Secunderabad menant le train en pointe sur le bois Delville et grimpant sur la crête. La villa de Contalmaison, le cimetière, Bazentin-le-Grand, Longueval, le bois des Trônes furent nettoyés; Bazentin-le-Petit, le bois des Foureaux, le bois Delville furent approchés : « Les troupes ennemies, sévèrement éprouvées dans ces attaques et contre-attaques, commencèrent à donner des signes de désorganisation » (Douglas Haig). On pouvait se demander si c'était la percée ; le général Rawlinson lança en avant ses premiers éléments de cavalerie.

L'ennemi se réorganisa tant bien que mal sur la crête et on recommença le lendemain 15 juillet, puisqu'on ne pouvait rien obtenir que d'un martèlement obstiné. L'ennemi avait amené des canons et des mitrailleuses. Les contre-attaques furent sanglantes ; on dut ordonner un repli en arrière de la crête. Et on recommença le 16 : au nord de la route, Ovillers, où une garnison allemande était assiégée, se rendit ce jour-là aux troupes de la 48e division qui se jetèrent aussitôt sur Pozières. Et on recommença le 17 juillet au sud de la route. La ligne avançait encore sur une profondeur de près de 1 500 mètres, occupant l'arête sud de la crête principale sur un front de 6 kilomètres. On ramassait du matériel, des armes, des munitions, des approvisionnements ; depuis le 1er juillet, les troupes britanniques avaient fait plus de 10 000 prisonniers.

Le rapport de Douglas Haig résume en ces termes, qui n'ont rien d'excessif, ces premiers résultats.

> Après dix jours et dix nuits d'un combat incessant nos troupes ont achevé la prise méthodique du premier système de défense de l'ennemi sur un front de 14 000 mètres. Ce système de défense se composait de nombreuses lignes ininterrompues de tranchées, s'étendant sur une profondeur variant de 2 000 à 4 000 mètres et comprenant cinq villages puissamment fortifiés, de nombreux bois retranchés et munis abondamment de fils de fer barbelés et d'un grand nombre de solides redoutes. La prise de chacune de ces tranchées représentait une opération d'une certaine importance. Toutes maintenant sont entre nos mains.

Du côté français, les effets de l'offensive étaient plus frappants encore, et cela au prix de sacrifices infiniment moindres, on peut dire à peu près nuls pendant les premiers jours. Cependant la résistance s'affirmait au fur et à mesure que l'on avançait. L'avance du 6 juillet pour le 1er corps colonial était de 7 kilomètres ; le 20e corps prenait Hardecourt le 8 ; le 1er corps colonial enlevait Biaches le 9, mais il échouait devant Barleux. La lutte devient de plus en plus chaude dès que l'on s'approche de Péronne, dominé par le formidable réduit du Mont-Saint-Quentin.



LE VILLAGE D'HARDECOURT ENLEVÉ PAR LE 20e CORPS FRANÇAIS (8 JUILLET 1916)

Fayolle rassemble toutes ses forces pour une manœuvre d'ensemble qui a pour objet de prendre l'ennemi dans une double attaque à front renversé. Il s'entend, d'ailleurs, pour mener cette opération de grande envergure, avec la 10e armée qui l'appuiera vers le sud. Ainsi, tandis qu'au nord de la Somme son 20e corps, en liaison avec l'armée britannique, attaque en direction nord-sud vers Guillemont et Combles, tandis que son 35e et 1er corps colonial, appuyés par la 10e armée, font face au sud avec objectifs Villers-Carbonnel et Berny-en-Santerre, il travaille à se donner de l'air dans toute la région qui entoure Péronne : c'est que cette ville, consolidée par la terrible position du Mont-Saint-Quentin, doit devenir le pivot de toute la manœuvre dans le nord. Une sérieuse attaque d'artillerie est organisée : les lignes ennemies ont déjà reçu, en artillerie et en personnel, des renforts venant de Verdun. Le Mont-Saint-Quentin tonne de tous ses canons. L'attaque d'infanterie a lieu le 20. Grand succès pour le 20e corps, qui débouche jusque sur Maurepas, tournant Combles et menaçant Ginchy de concert avec l'offensive britannique qui malheureusement échoue devant Guillemont. Tout au sud, le 35e corps a atteint ses objectifs en arrivant aux abords de Soyecourt, Déniécourt et Vermandovillers. Mais, au centre, le 1er corps colonial n'a pas suivi le mouvement, ses tirs étant empêchés par les brouillards de la Somme.

Du 15 juillet jusqu'au 30 juillet, les Anglais avaient, de leur côté, repris la lutte pour la crête, et c'est ici qu'il faut les suivre pour voir d'ensemble les résultats obtenus pendant cette bataille à forme larvée qui se prolonge depuis un mois.

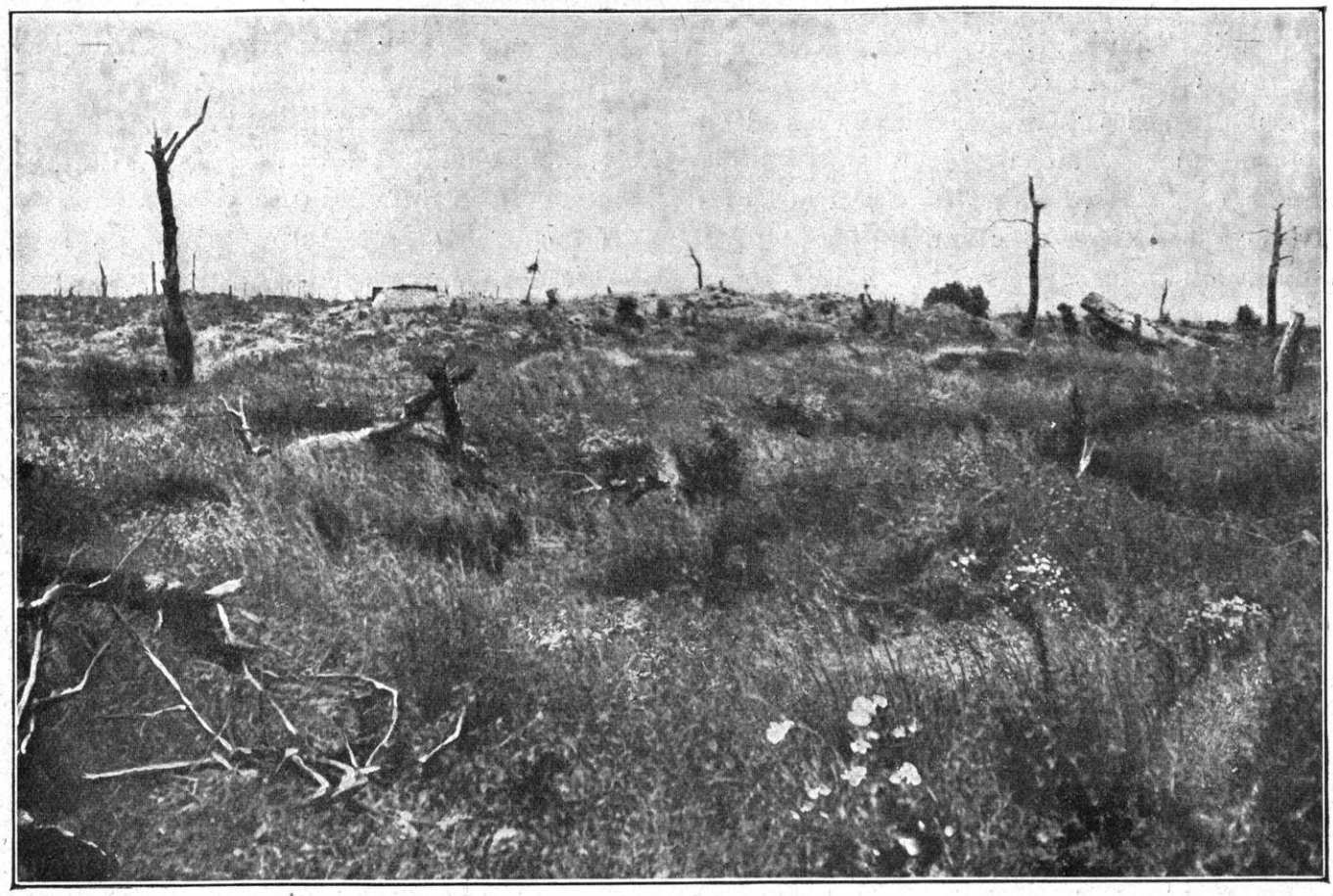
Au fur et à mesure qu'il s'avançait vers la crête principale et sur la route de Bapaume, Douglas Haig sentait le dangre de constituer

LES RESTES DE GUILLEMONT RECONQUIS PAR LA 16e DIVISION BRITANNIQUE

une poche toujours menacée sur ses flancs, puisque l'ennemi occupait Thiepval et Pozières au nord et la ferme Maltz Horn au sud.

« Ce saillant prononcé appelait les attaques de l'ennemi », écrit Douglas Haig lui-même ; il était nécessaire de le protéger, notamment au sud, et l'on pouvait y parvenir avec le concours du 20e corps français ; mais il était nécessaire que la progression des deux armées fût simultanée et exécutée en coopération très étroite. On prépara donc, en commun, l'attaque sur Guillemont et Combles, tandis qu'au nord l'armée britannique se couvrirait contre une attaque éventuelle venant de Pozières.

Loin de se laisser surprendre, l'ennemi attaqua le 18 juillet au centre (bois Delville) ; une vigoureuse riposte des 9e, 8e et 35e divisions le contint à la ferme Waterlot. Cette contre-attaque marquait le début d'une bataille dans la bataille, celle de Guillemont-Ginchy que l'on croyait devoir durer quelques jours et qui se prolongea en fait jusqu'au 9 septembre, c'est-à-dire jusqu'à la chute des deux points : résultat d'une importance capitale, mais bien chèrement acheté ; ce fut la bataille d'articulation et qui permit de conquérir le pivot de mouvement tournant. Faute de pouvoir donner le détail de ces marches héroïques où les troupes entrent, tête baissée, dans la mitraille, il faut, du moins, en marquer les principales étapes : Pozières succombe le 23 juillet ; le 27 juillet le bois Delville est repris, Longueval et ses jardins sont nettoyés ; le 30 juillet, Guillemont est attaqué et il est même enlevé le premier jour (30e division) ; mais une contre-attaque ennemie le reprend, et il faut souffler. Nouvel assaut sur le village le 8 août, nouveau succès et puis nouvelle contre-attaque et nouvel échec. Il fallait soit renoncer, soit tourner le village, soit changer de manœuvre, puisque l'attaque de front ne réussissait pas.



LES RUINES DE GINCHY, RECONQUIS PAR LA 49e BRIGADE BRITANNIQUE

AOUT ET SEPTEMBRE La bataille traîne du 16 au 23 août, non sans incidents héroïques avec attaques et contre-attaques journalières. Pas à pas, verger à verger, maison à maison, l'armée anglaise grimpe sur la crête au-dessus de Martinpuich, au moulin à vent de Pozières, aux abords de Le Sars, à la ferme Mouquet, dans les tranchées de Thiepval.

On montait une offensive générale sur Guillemont ; il fallait y mettre le prix et ce fut une préparation d'artillerie en règle, avec une consommation de munitions énorme, comme aux premiers jours. Cette offensive devait se déclencher sur tout le front, depuis le Hamel jusque devant Péronne ; le coin enfoncé permettait, de nouveau, l'usage de la tenaille. L'assaut d'infanterie eut lieu le 3 septembre. Guillemont fut pris par la 16e division (général W.-B. Hickie) et la 7e division, poussant de l'avant, enleva Ginchy qu'elle put garder d'abord malgré une violente contre-attaque.

Vers le sud, la liaison avec l'armée française qui, comme nous allons le voir, opérait sur Combles, se faisait à la ferme Falfemont, prise et reprise plusieurs fois. La position de Ginchy restait de conquête précaire ; il fallut s'y reprendre à diverses reprises ; enfin, le 49e brigade d'infanterie occupa le village tout entier, le dépassa et s'installa dans les tranchées à l'est. Douglas Haig explique en quelques lignes la portée de ce nouvel effort et de ce nouveau succès : « Sur ce front, nous avions enfoncé l'ancienne deuxième position ennemie ; nous avions brisé la barrière opposée par l'ennemi à notre avance pendant sept semaines. Le total des prisonniers atteint depuis le 1er juillet montait à 17 000. »

Du côté français, les deux mois d'août et de septembre étaient non moins glorieux et d'une importance tout aussi considérable. On avait dû, d'abord, procéder à un remaniement des forces d'attaque : le 20e corps, qui combattait

depuis le 1er juillet, avait été remplacé par le 1er corps (Guillaumat) à partir du 30 juillet. Mais, surtout les opérations françaises se développent maintenant sur deux secteurs distincts, celui de la Somme où la 6e armée avec trois corps, 20e, 7e, 1er colonial, opère en liaison avec l'armée anglaise, et celui de la boucle du Santerre où Micheler fait face au sud avec la 10e armée renforcée du 2e et du 35e corps.

Ces deux ordres d'opérations se poursuivent méthodiquement, mais non sans de sérieux sacrifices ; il faut enlever les tranchées une à une, s'attendre à des contre-attaques et à des surprises incessantes. Au nord de la rivière, le 20e et le 7e corps, frappant des coups alternatifs, dégagent peu à peu la ligne de Combles à Cléry-sur-Somme ; le 12 août, une magnifique action d'ensemble fait tomber toute la ligne de tranchées de Maurepas à la Somme et le 20e corps pénètre le 18 dans Maurepas, qui succombera définitivement le 24 : Combles et Cléry-sur-Somme étaient tournés du même coup. L'objectif, à savoir la route de Péronne à Bapaume, était en vue. Mais le 20e corps est à bout de souffle : c'est à ce moment qu'il est relevé par le 1er corps (général Guillaumat) ; en même temps, le 1er corps colonial est relevé par le 33e corps (général Nudant) qui, lui aussi, revient de Verdun.

Sur ces préliminaires, on peut monter la grande offensive combinée avec l'armée anglaise dont nous venons d'esquisser les grandes lignes et qui se développe du 3 au 9 septembre, sur l'ensemble du front y compris la 10e armée.

Pour les Anglais, les objectifs sont donc, comme nous venons de le dire : Guillemont, Ginchy ; pour la 6e armée, c'est le Forest-Cléry-sur-Somme, avec objectif final la route de Bapaume ; pour la 10e armée, c'est la ligne de Barleux à Chaulnes avec, pour objectif final, la route de Roye à Péronne, c'est-à-dire la route de Lille à Paris. Voici donc que se découvre le sens profond de l'opération qui se prolonge depuis deux mois ; elle dégage à la fois la route de la mer et la route des Flandres, tout en désarticulant le massif de Coucy-Laon par Saint-Quentin.

Avec une vue si claire des choses parmi les chefs et dans la troupe elle-même, des résultats précis ne se font pas attendre ; cette crête, cette route sont indispensables : on les aura.

Remontons du sud au nord : l'attaque est déclenchée le 4 septembre ; les troupes de la 10e armée enlèvent, d'un premier élan, Soyecourt, Chilly, les tranchées de Barleux à Deniécourt ; elles progressent vivement sur le plateau de Chaulnes, mais sont arrêtées encore une fois devant Barleux (8-15 septembre) ; les Allemands s'accrochent désespérément à ces derniers appuis devant Péronne ; pourtant leurs communiqués commencent à parler de « repli élastique ».

A la 6e armée, l'attaque réussit sur tout le front : le 1er, le 7e et le 33e corps, celui-ci passant la Somme et appuyant à droite sur Cléry, enlèvent les lignes ennemies des bois de Leuze, sur une longueur de 1 500 mètres autour de Forest. Maintenant, on est en marche pour le plateau à l'est de Combles ; on n'aura plus qu'à descendre de là sur la route de Péronne-Bapaume vers Bouchavesnes, et au nord Rancourt, avec le rendez-vous général au croisement des deux routes à *Sailly-Saillisel*.

N'oublions pas que l'action de la 6e armée se combine avec celle des Anglais sur Guillemont-Ginchy. Du côté français s'engage, le 12 septembre, une des plus belles batailles parmi les batailles de la Somme. Tournant autour de Combles comme pivot, la 6e armée a repris son mouvement d'aile marchante ; le 7e corps est enfin sur la route de Péronne-Bapaume ; il a enlevé de haute lutte Bouchavesnes, tandis qu'à sa droite, le 33e corps le flanquait par le bois des Berlingots et qu'à sa gauche, le 1er corps prolonge la ligne anglaise par l'est de Combles, la ferme Le Priez et le bois de l'Hôpital. Six kilomètres de la ligne ennemie sont tombés d'un seul coup ; 2 000 prisonniers sont entre nos mains.

On a les pieds sur la route : il faut consolider un tel résultat. On commence à penser à une opération qui serait le clou de cette grande victoire, l'attaque du Mont-Saint-Quentin. Mais

LA BATAILLE DE LA SOMME (DÉTAIL DES DÉFENSES ALLEMANDES EN FACE DES FORCES BRITANNIQUES)

pour cela, il faut un temps de repos, des relèves, une préparation nouvelle. Le 7e corps est remplacé par le 6e corps ; la 6e armée se trouve désormais composée par les 1er, 5e, 6e et 33e corps ; l'offensive ne sera reprise que le 20 septembre.

RESULTATS DE LA BATAILLE DES TROIS MOIS

Arrêtons-nous et voyons les résultats d'ensemble de ces trois mois de lutte qui forment l'une des plus grandes batailles de la guerre, l'une des plus efficaces, mais aussi l'une des plus rudes, des plus coûteuses, une sorte de Sébastopol où les deux armées française et anglaise ont prouvé ce que peut faire l'union de deux grands peuples civilisés quand ils combattent unis et coude à coude.

D'abord localement : la route de Lille était atteinte et, sauf le pivot du Mont-Saint-Quentin, Péronne, un des grands buts de la guerre, était sous la main des alliés ; l'ennemi se sentait pris au piège dans son fameux saillant de Noyon. Le tourment de ses communications commençait à le hanter : l'heure où il songerait à déménager n'était pas éloignée.

Verdun se dégageait. Nous allons donner le détail du magnifique rétablissement qui va commenser autour de la région fortifiée et qui repoussera l'ennemi tambour battant jusque dans ses lignes de départ. Et cela est encore d'une grande conséquence.

Sur les fronts russe et italien, les résultats étaient non moins satisfaisants. Encore un effort, et la guerre penchait partout du côté de la victoire des alliés. La garnison de l'Allemagne « place assiégée », refoulée à Verdun, bouclée sur la Somme, était partout sans issue.

Mais n'anticipons pas... La bataille de la Somme n'est pas finie. Douglas Haig se borne à des constatations exactes et limitées volontairement à la stricte réalité, quand il écrit au sujet des opérations locales :

> Le saillant gênant de la ligne alliée avait disparu et nous avions obtenu un front de départ pour les opérations ultérieures. Ces résultats établissaient un fait plus important que les gains matériels. Nos nouvelles armées étaient capables non seulement d'enlever d'assaut les plus puissantes défenses ennemies, mais encore d'user et de vaincre la force de résistance de l'adversaire, par un effort continu, implacable... L'ennemi, il est vrai, avait considérablement retardé notre avance, mais l'effort avait été dispendieux et le fléchissement relatif de sa résistance dans les tout derniers jours de la lutte *justifiait l'opinion que, dans un effort prolongé, la victoire décisive serait pour nos troupes qui avaient déployé de si belles qualités combatives ainsi qu'une endurance et une résolution si indomptables.*

Cet optimisme était fondé ; mais il n'était pas partagé partout. A Londres, à Paris même, la bataille de la Somme avec ses lentes évolutions, doublant celle de Verdun avec ses immenses sacrifices, n'était pas bien somprise. Dans les salons, dans les couloirs, dans les salles de rédaction des journaux, des bruits pessimistes se répandaient. La campagne de propagande allemande, reprise avec une vigueur extrême, portait. Partout une angoisse secrète commençait à se répandre. Tant il est vrai que, dans les choses humaines, le succès se paye par la souffrance, et la vie par la mort!

CHAPITRE LXIII

EFFETS DE VERDUN ET DE LA SOMME

La crise du commandement allemand en septembre 1916. — Hindenburg et Ludendorff remplacent Falkenhayn. — La conférence de Cambrai. — Nouvelle orientation de la guerre. Plan de l'Allemagne pour gagner du temps. — Elle demande la paix. La propagande pacifiste. — Les sous-marins. — L'Amérique.

Après deux mois d'efforts persévérants, la bataille de la Somme prenait son véritable caractère : le « pilonnage » des lignes allemandes les rompait l'une après l'autre : les résultats matériels étaient considérables ; le terrain se dégageait, les routes de Roye-Péronne et de Péronne-Bapaume étaient occupées, sauf l'angle de Péronne et du Mont-Saint-Quentin. Sur Cambrai et sur Saint-Quentin, le double objectif visé par le général Joffre commençait même à apparaître : on tournait l'ennemi au saillant de Noyon et on dégageait la grand'route de Paris-Lille.

Cependant, à Verdun, l'affaire était manquée pour les Allemands : butée devant Souville, leur offensive, dépouillée de ses relèves et d'une partie de son artillerie, dont on avait si grand besoin sur la Somme, se trouvait coincée et en grand péril, au cas où l'armée française reprendrait l'initiative avec l'esprit agressif qui était le sien désormais.

Ajoutons, pour achever le tableau, que la manœuvre de Broussilof avait donné le coup de massue aux armées austro-hongroises, que l'offensive sur l'Italie dont on s'était tant promis était arrivée à un point mort, et que la Roumanie entrait dans la guerre à côté des Alliés.

Quel fut l'effet dans le camp allemand ? Falkenhayn plaide, en ces termes, sa propre cause :

> Sur la Somme, l'assaillant avait pénétré dans quelques parties de la deuxième position. Mais, malgré cela, on ne pouvait pas dire que la percée projetée eût réussi même dans ce secteur. La situation devint plus sérieuse lorsque le commandement local, influencé par les succès des Français, se décida à évacuer les parties de la seconde position restées au pouvoir des Allemands, dans l'espace compris entre Estrées-Foucaucourt et la Somme, pour faire replier sur la ligne Biaches-Barleux-Belloy-Estrées *les troupes à la vérité fortement désagrégées* et faciliter ainsi leur relève par les réserves d'armée. En conséquence, pendant les premières semaines de la bataille, l'ennemi put *prendre de flanc la rive nord de la Somme, ce qui fit excessivement souffrir les troupes allemandes* et fut d'une grande importance pour les progrès de l'adversaire.

Ainsi jugeait Falkenhayn, avouant la défaite, niant les conséquences. Les dirigeants de l'Empire avaient une impression toute différente et qui se manifestait par la résolution prise soudainement de remplacer Falkenhayn lui-même par un nouveau major général.

Pour la seconde fois, l'Allemagne changeait de chef militaire en pleine guerre et oa recourait au seul général populaire en Allemagne, le vainqueur de Tannenberg, le maréchal von Hindenburg, en l'accompagnant de son insé-

parable chef d'état-major nommé quartier-maître général, Ludendorff.

HINDENBURG MAJOR GÉNÉRAL, LUDENDORFF QUARTIER-MAITRE GÉNÉRAL

Hindenburg et Ludendorff, voici les deux frères jumeaux de la défaite qui, après une violente campagne de critiques et d'intrigues contre Falkenhayn et contre l'état-major « de l'Ouest », arrivent au haut commandement. A eux deux, ils représentent l'Allemagne de la guerre sous ses deux faces, celle du passé et du vieil empereur Guillaume, celle du présent et de l'empereur Guillaume II.

VON FALKENHAYN, EX-MAJOR GÉNÉRAL

Hindenburg, c'est le survivant des années de lutte et de gloire, c'est l'Allemagne appliquée, disciplinée, soi-disant sentimentale, en fait, dure comme le fer avec la larme à l'œil ; Ludendorff, c'est l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne parvenue ; c'est l'homme d'affaires moderne : mêle-tout, casse-tout, risque-tout, d'ailleurs sérieux, bûcheur, accapareur de travail et d'autorité, sûr de lui, pédant et d'une infatuation à crever, — à faire crever son pays et le monde sous le fardeau de son universelle et désastreuse compétence.

Ces deux hommes qui viennent de l'Est, qui se sont assuré auprès de l'opinion allemande un prestige fait de succès pourtant très mélangés de revers, ces deux hommes sont persuadés que leur présence suffira pour tout remettre d'aplomb dans l'Ouest. Ils arrivent avec une foi entière dans la réussite *par eux* : la Providence les a désignés pour prendre la victoire par la main et la ramener dans le camp allemand. Il en sera ainsi parce que leur volonté est qu'il en soit ainsi et que rien ne résiste à leur volonté.

A peine arrivés, ils déchantèrent.

Malgré l'abondance de la prose chagrine dans laquelle tous deux, s'efforçant d'expliquer leur rôle, leurs intentions, leurs conceptions, n'arrivent qu'à donner un tableau assez futile de leur lamentable échec, on sait très mal ce qu'ils ont vu et fait dans cette impressionnante première quinzaine de septembre, qui décida à la fois de la prolongation de la guerre et de sa gravité renouvelée pour l'Europe et pour l'Univers.

Il y eut, à cette date, un conseil de guerre ou, pour parler plus exactement, un conseil militaire de la monarchie, où des considérations capitales furent agitées, où de grandes résolutions furent prises, conseil auquel l'Histoire accordera certainement la même importance et la même attention qu'à celui du 5 juillet 1914 où fut décidée la guerre.

Mais, sur ce conseil qui se tint à Cambrai le 7 septembre 1916, nous n'avons jusqu'ici que des renseignements assez confus. Hindenburg en parle à peine dans les *Mémoires* de sa vie, et Ludendorff ne le peint guère dans ses *Souvenirs*, que par son côté extérieur. Il

se montre frappé de « la grandeur tranquille de cette assemblée de généraux et de chefs d'états-majors qui, depuis près de deux années déjà, livraient dans l'Ouest de grandes batailles défensives, pendant que le feld-maréchal et moi, à l'Est, avions pu gagner d'audacieuses batailles offensives ; cette grandeur causait, ajoute-t-il, une impression profonde ». Mais on sent aussi, rien que dans ces quelques lignes, l'opposition déclarée entre le clan de l'Ouest, le groupe de ceux « qui n'ont su livrer que des batailles défensives », et le clan de l'Est, « ceux qui savent gagner des batailles offensives ». C'est donc un esprit nouveau, un esprit plus entreprenant, plus vaste peut-être, qui surgit.

VON HINDENBURG, MAJOR GÉNÉRAL

Oui, mais il fallut bien en venir à l'examen des faits, et c'est ici que les premiers désenchantements se produisirent : de cette confiance en soi mise en face des réalités naquit « la politique de Cambrai », politique en partie militaire, en partie civile, en partie renouvelée du passé, en partie orientée vers de nouveaux objectifs et qui sera maintenant celle de l'Empire allemand jusqu'à la défaite.

Pour déchiffrer l'énigme que posent les documents allemands actuellement publiés (et en attendant la publication des procès-verbaux authentiques de la conférence), il est bon de dégager le principe et, en quelque sorte, les têtes de chapitre. C'est de cette manière sans doute que l'esprit méthodique des Allemands aura conduit ces débats.

Le principe, — conforme aux tendances propres du caractère de Ludendorff, — paraît avoir été celui-ci : faire évoluer la guerre vers une sorte d'élargissement politique et, dans l'impossibilité de la gagner par les armes, s'efforcer de la gagner par des moyens connexes ; en un mot « coudre à la peau du lion un morceau de la peau du renard ».

Quant aux têtes de chapitre, il est permis de les inscrire dans l'ordre suivant qui est, en somme, l'ordre logique :

Examen de la situation générale ;

Procédés nouveaux pour gagner la guerre ;

Négociation de la paix ;

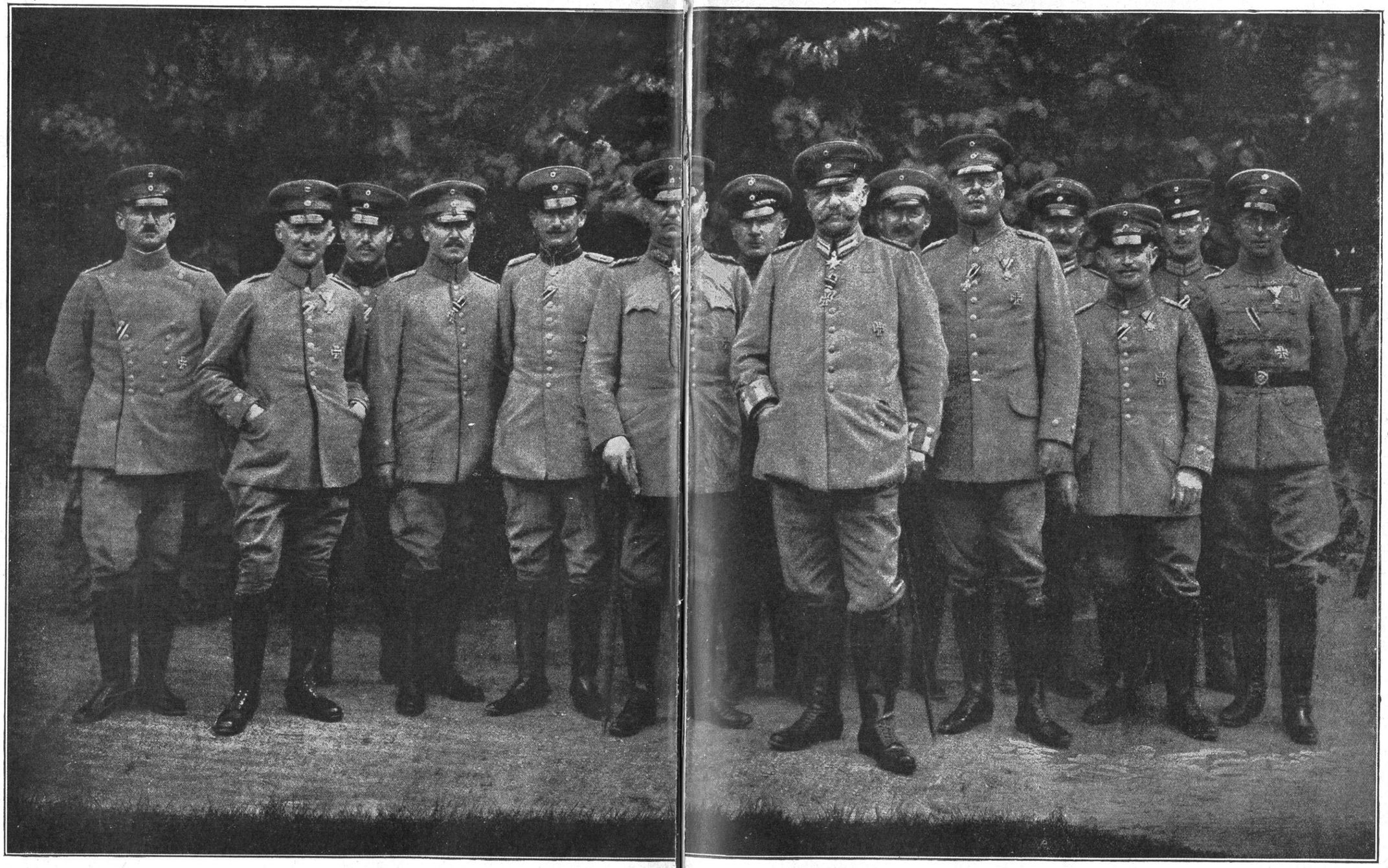
La guerre sous-marine et l'attitude de l'Amérique ;

Propagande pacifiste chez les puissances de l'Entente, et notamment en Russie ;

Mesures militaires à prendre pour « tenir » jusqu'au moment où l'offensive sous-marine et l'offensive politique auront produit leurs effets.

1° *Examen de la situation générale.* — Hindenburg et Ludendorff portent un jugement naturellement sévère sur la situation qui leur est laissée par leur prédécesseur

Nous ne pouvions songer à exécuter une offensive de



Ludendorff. Hindenburg Prince Joachim de Prusse.

HINDENBURG ET LUDENDORFF AU QUARTIER GÉNÉRAL D'UN COMMANDANT D'ARMÉE

dégagement ni sur la Somme, ni à Verdun, écrit Hindenburg (1) car nous n'avions pas de forces suffisantes pour cela. Peu après ma nomination au Grand Quartier général, la situation générale m'obligea à présenter à la signature de Sa Majesté l'Empereur l'*ordre prescrivant de cesser d'attaquer à Verdun*. Les combats qui se livraient dans cette région épuisaient nos forces, comme le fait une blessure qui ne se ferme pas...

Quant à la Somme, quelques lignes décisives manifestent la même impuissance :

A partir de la fin d'août, la bataille de la Somme présenta, elle aussi, le caractère d'une lutte acharnée où les deux adversaires luttaient uniquement de front. Le Grand Quartier général ne pouvait avoir d'autre rôle que de mettre à la disposition des armées les forces dont elles avaient besoin.

Ludendorff est plus explicite : après avoir dit qu'il ne se rendit compte que le 7 septembre, à la conférence de Cambrai, de la gravité de la situation, il ajoute :

L'image que je m'étais faite de ce qui se passait à Verdun et sur la Somme prit à mes yeux des couleurs plus sombres... Sur la Somme, il nous était plus facile de satisfaire aux demandes, par suite de l'arrêt de l'attaque sur Verdun ; il fallait cependant que nous continuions d'escompter là-bas une grande consommation de forces : il était possible que les Français attaquassent eux-mêmes en partant du camp retranché. Verdun devenait *comme un ulcère toujours ouvert qui dévorait nos forces*. Il eût été plus raisonnable de *ramener nos positions* vers l'arrière, en deçà du champ d'entonnoirs.

Au sujet de la Somme, son impression n'est pas meilleure :

L'ennemi prit Ginchy et Bouchavesnes. Le 17 vit un grand combat sur la rive sud : nous perdîmes Berny et Deniécourt. Au sud de la Somme, la bataille diminua d'intensité, mais le feu roulant de l'artillerie continua. Au nord de la Somme, les combats se poursuivirent ; le 25 commença la lutte la plus terrible de cette bataille de la Somme, si fertile en rudes combats. Grandes furent nos pertes ; l'ennemi prit Raucourt, Morval, Gueudecourt et Combles, qu'on se disputa chaudement. Le 26, le coin de Thiepval tomba. De nouvelles attaques ennemies, le 28, échouèrent. Les demandes qu'on nous adressait, tant en officiers qu'en troupes, étaient extraordinairement élevées. Les relèves qu'on avait prévues à Cambrai et tout le plan de relèves projeté pour le front occidental ne suffiraient bientôt plus. Des divisions et d'autres troupes durent être jetées en toute hâte sur le front de la Somme et y tenir très longtemps. Le temps consacré au repos et à l'instruction sur un front calme se réduisait de plus en plus. Les troupes s'usaient. *Nous étions toujours à la veille d'une catastrophe...*

(1) *Ma vie*, p. 187.

Cette dernière phrase doit être enregistrée par l'Histoire. Dès septembre 1916, l'Allemagne était sur les genoux, *et à la veille d'une catastrophe*. Prise comme elle est écrite, c'est-à-dire au point de vue militaire, une telle déclaration indique que le soldat allemand ne tenait plus qu'à peine et qu'on appréhendait, à toute minute, une panique générale, comme celle qui mit fin à la guerre en 1918. De cela, les preuves abondent ; la correspondance des soldats et des officiers eux-mêmes ne laisse aucun doute. L'entrée en ligne des forces renouvelées de l'Angleterre, la reprise de Broussilof, la guerre déclarée par la Roumanie, la puissance matérielle des adversaires, leur supériorité croissante en aviation, l'apparition des premiers tanks, les sacrifices effroyables et, par-dessus tout, l'échec de Verdun et les sanglants reculs de la Somme, avaient causé dans l'armée et dans l'Allemagne entière une dépression non seulement sociale, mais politique et militaire : la double manœuvre de Joffre avait ébranlé la confiance et il était en train de *briser la volonté de l'ennemi*.

2° *Les négociations pour la paix et la guerre sous-marine*. — Cet état de fait une fois constaté, les chefs militaires réunis à Cambrai tirent, ainsi que nous l'avons dit, une conclusion générale, à savoir que les armes ne suffiront pas pour gagner la victoire et que l'issue de la guerre doit être cherchée dans un champ d'action non exclusivement militaire.

A ce point de vue, on envisage d'abord l'idée d'une négociation pour la paix. Il est capital que cette idée ait été prise en sérieuse considération, dès cette époque, par les milieux militaires, par ceux qui avaient voulu la guerre et qui avaient pris à l'égard du pays l'engagement solennel de lui assurer, par la victoire, l'hégémonie dans le monde.

Or, il n'est pas douteux que c'est à la con-

férence de Cambrai que fut décidée la grande « manœuvre de la paix » qui, se joignant et s'enlaçant, en quelque sorte, à la manœuvre militaire, présente sous un jour nouveau les responsabilités. Ludendorff, homme politique au moins autant que chef militaire, commence à aiguiller de façon à pouvoir, l'heure venue, déplacer ces responsabilités et rejeter sur l'élément civil celles qui incombent à l'élément militaire.

Là se trouvent les origines d'une conjuration audacieuse, amorcée par ces généraux et ces chefs d'état-major, dont parle si élogieusement Ludendorff, et qui doit finir par tromper l'Allemagne elle-même et l'opinion universelle. Elle sera poursuivie, même après la guerre, par la publication si extraordinairement précipitée des *Mémoires* de Hindenburg et des *Souvenirs* de Ludendorff, publication destinée à saisir les esprits avant qu'ils aient eu le temps de discerner la vérité. Ainsi les faits réels ont été couverts d'un voile que l'Histoire aura pour tâche d'écarter.

LUDENDORFF, QUARTIER-MAITRE GÉNÉRAL
(D'APRÈS UN TABLEAU DE WALTER PETERSON).

Il importe de faire remonter à sa vraie date, c'est-à-dire au début de septembre 1916, à la suite de Verdun et à la suite de la Somme, les origines de cette machiavélique combinaison.

Voyons donc les faits eux-mêmes, et montrons comment une arme de guerre, l'emploi sans limitation de la guerre sous-marine, fut liée à une procédure pacifique, la négociation tentée par l'intermédiaire du président Wilson.

On considère généralement les propositions de paix de l'Allemagne comme s'étant produites à la date où elles furent rendues publiques, c'est-à-dire au mois de décembre 1916 ; mais, en réalité, la décision fut prise *trois mois plus tôt*, c'est-à-dire à Cambrai, *en septembre* Ces propositions émanent, non de la chancellerie, mais du Grand Quartier général ; elles résultent, sans l'ombre d'un doute, de la double défaite de Verdun et de la Somme.

Voici la série des faits générateurs tels que les expose Ludendorff lui-même, dans un récit qu'il y aura lieu, d'ailleurs, de passer au crible et de contrôler.

Le 5 septembre, le feldmaréchal et moi, nous commençâmes notre premier voyage à l'Ouest. Nous allâmes, par Charleville, où se tenaitencore le G. Q. G., à Cambrai, quartier général du prince Ruprecht de Bavière. Près de Charleville, le Kronprinz vint nous saluer... Il marqua, en ma présence, SON DÉSIR DE PAIX, mais *il ne dit pas comment on pourrait obtenir la paix de l'Entente...*

Le 7 au matin, on tint la conférence de Cambrai, pendant que, sur la Somme, se livrait un combat acharné (c'était précisément l'heure où tombait la seconde ligne allemande).

Après des détails d'ordre militaire, Ludendorff ajoute :

L'image de ce qui se passait à Verdun et sur la Somme prit encore à mes yeux des couleurs plus sombres, après tout ce que j'eus à entendre... *Nous ne perdions pas seulement notre ressort moral,* mais nous perdions aussi, sans compter le sang répandu en abondance, un nombre important de prisonniers et beaucoup de matériel de guerre... Il nous était plus facile de répondre aux nécessités en donnant l'ordre d'arrêt de l'attaque sur Verdun; il fallait s'y résigner, si nous voulions tenir sur la Somme... Mais nos calculs pouvaient être renversés par de nouveaux succès ennemis. *Tout cela reposait dans les mains du destin...* Après la conférence, nous dînâmes chez le Kronprinz de Bavière. *Il était soldat par devoir. Ses penchants n'avaient rien de militaire... De même que le Kronprinz allemand, le Kronprinz de Bavière était acquis à l'idée de terminer la guerre sans réclamer aucun avantage; mais il ne savait pas non plus si l'Entente se rallierait à ce point de vue...*

Donc, le même désir chez les deux Kronprinz et la même incertitude sur les moyens. C'est sur ces deux héritiers que l'on rejette la responsabilité des premiers fléchissements. Ils en sont à réclamer la paix, *sans aucun avantage.*

Sur ces données, un premier travail commence à se produire : l'examen de la situation militaire a amené Hindenburg et Ludendorff à penser selon l'impression de von Kuhl (1), que si une paix avantageuse pouvait encore être obtenue, le mieux serait d'y recourir. (Qu'on se souvienne de ce qui s'est passé en 1918, alors que Hindenburg et Ludendorff lui-même réclamèrent les premiers l'armistice : l'analogie est frappante.)

Ici, il faut abandonner le récit de Ludendorff, volontairement incomplet et confus, et passer à celui d'Hindenburg. L'art des deux complices consiste à battre l'eau pour soulever d'autres sujets avant d'aborder celui de la paix, seul vraiment décisif. Hindenburg donne donc certaines précisions, mais incidemment et à propos de la guerre sous-marine. Il raconte que, dans l'état de dépression morale où était le Grand Quartier général et le parti militaire allemand lors de la conférence de Cambrai, on mit, une fois de plus, sur le tapis la proposition de la guerre sous-marine sans limitation (1).

La guerre sous-marine, écrit-il, nous parut donc un moyen de combat susceptible d'avoir une action décisive sur le cours de la guerre. Elle constituait même, au début de 1917(cette date est glissée ici, comme on va le voir, pour dérouter l'esprit du lecteur, car en fait, il s'agit de septembre 1916), la seule ressource que nous pouvions engager pour terminer la guerre victorieusement, après que nos ennemis nous avaient contraints à continuer la lutte (1).

Mais quelle serait l'attitude de l'Amérique en présence de la guerre sous-marine et, pour l'éviter, le président Wilson consentirait-il à devenir l'intermédiaire d'une paix qui sauverait l'Allemagne sur le penchant de sa ruine? Voici que la question de paix se réintroduit par ce crochet dans le récit, sa date se trouvant en même temps et assez habilement *décalée,* en quelque sorte, dans l'esprit du lecteur.

Hindenburg poursuit donc son exposé en mêlant les deux ordres d'idées, la guerre sous-marine et la négociation de la paix :

Les rapports que nous établissions entre la guerre sous-marine et la situation générale militaire et poli-

(1) En ce qui concerne l'avis de l'Etat-Major à cette date, voir le mémoire de Von Kuhl : *L'Etat-Major dans la guerre mondiale.* C'est un morceau capital pour la connaissance des directives militaires. Von Kuhl part du texte de Clauzewitz : « La guerre n'est qu'une partie de la politique ; et, par conséquent, elles ne sont nullement indépendantes l'une de l'autre. » En conséquence, la guerre ne peut pas se renfermer dans ses propes principes. La politique est l'intelligence, la guerre n'est que l'instrument. Il faut donc admettre la subordination de la guerre à la politique. » Mais la politique et son esprit pacifique affaiblissent la guerre. La conclusion est que, pour gagner la guerre, la politique doit être malgré tout subordonnée aux volontés de l'Etat-Major : car, avant tout, coordination et direction unique. (*L'Etat-Major dans la guerre mondiale,* p. 196 et suiv.)

(1) Pour tout ce qui concerne le débat qui se produisit en Allemagne au sujet de la guerre sous-marine, je ne puis que renvoyer aux *Mémoires du grand amiral von Tirpitz,* en le combinant avec ceux de l'ambassadeur Gérard : Le principe de la guerre sous-marine « sans restriction » était soutenu par les amiraux et le Grand Quartier général, dès le début de 1916. Von Tirpitz dit : « Falkenhayn avait soutenu le chancelier à son opposition contre la guerre sous-marine jusqu'à l'automne 1915, c'est alors qu'il fit connaître qu'il soutiendrait la guerre sous-marine *à outrance* si la marine garantissait le succès. Le chancelier était absolument opposé ». La lutte, dont les phases sont exposées dans les mémoires de von Tirpitz, se poursuit entre les deux camps, dans le cours de l'année 1916. La conférence décisive eut lieu le 6 mars 1916 chez l'Empereur ; von Tirpitz n'y fut pas convoqué. « Le chancelier Falkenhayn, Holtzendorff y assistèrent. La guerre sous-marine fut, malgré l'avis contraire de Falkenhayn, *ajournée à une date ultérieure..* » Von Tirpitz affirme, bien entendu, que ce fut un grand malheur pour l'Allemagne : « La guerre sous-marine, si nous l'avions entreprise sans restriction au printemps de 1916... aurait amené l'Angleterre à des dispositions

tique ressortent d'*un mémoire que nous avons adressé*, A LA FIN DE SEPTEMBRE 1916, *à notre gouvernement*.

Il ne s'agit donc plus de décembre, mais bien de *septembre* 1916; il ne s'agit pas d'une initiative émanant du pouvoir civil, mais bien d'un acte réfléchi et raisonné du pouvoir militaire. Hindenburg donne le texte de ce mémoire qui, selon ses propres paroles, devait « servir de base à une instruction destinée au comte Bernstorff, ambassadeur allemand à Washington ». Comme c'est autour de cette initiative nouvelle émanant cette fois définitivement du Grand Quartier général que le sort de la guerre et de la paix va tourner, il y a lieu d'en citer ici les passages essentiels :

Il est communiqué au comte Bernstorff à titre personnel, que le projet qu'avait formé l'Entente de percer notre front occidental et notre front oriental n'a pas réussi jusqu'à présent, et ne réussira pas davantage plus tard... Mais, *il est douteux que nous puissions obtenir, dès cette année, un succès décisif amenant la fin de la guerre*... Or, la marine impériale compte obtenir, par suite de la situation économique de l'Angleterre, un succès rapide en employant la guerre sous-marine *intensive et sans restriction*, succès qui, en peu de mois, amènerait l'Angleterre à faire la paix. C'est pourquoi le Grand Quartier général allemand doit classer *la guerre sous-marine sans restriction parmi ses moyens de combat;* elle nous permettrait, entre autres avantages, *de soulager notre front de Somme*, en diminuant l'importation des munitions ennemies, et de démontrer à l'Entente la vanité de ses efforts *dans cette zone de combat*.

... Mais la situation générale changerait entièrement si le président Wilson, obéissant aux intentions dont il nous a fait part, adressait aux puissances *une offre de médiation en faveur de la paix*. Toutefois, cette offre devrait être faite *sans indication de propositions définies en matière territoriale*, car ces questions sont du ressort des pourparlers de paix. Si une action dans ce sens doit être entreprise, *il faut qu'elle le soit bientôt*... Le comte Bernstorff devra discuter cette affaire avec le colonel House, son intermédiaire auprès du président. Nous prendrions tout particulièrement en considération une action en faveur de la paix que le président *semblerait avoir entreprise spontanément*, et cette action serait déjà un succès *qui pourrait lui être utile pour sa campagne électorale* (cela veut dire qu'on ferait voter le parti pro-allemand aux États-Unis) (1).

LE COMTE BERNSTORFF,
AMBASSADEUR ALLEMAND A WASHINGTON

L'aveu de la défaite est aussi nettement exprimé qu'il est possible. Mais tous les moyens de chantage et de séduction sont employés auprès du président Wilson, pour obtenir de lui une initiative dans le sens de la paix qui, selon les termes de la même Instruc-

plus conciliantes.» Il est bien obligé de tenir compte cependant du risque que l'on courait de faire entrer l'Amérique dans la lutte un an plus tôt. « *Il est certain, dit-il, que l'Amérique n'aurait jamais toléré une défaite absolue de l'Angleterre.* » Mais, conclut-il assez faiblement, la guerre sous-marine engagée en 1916, aurait atteint son résultat : empêcher la défaite absolue de l'Allemagne... » Quoi qu'il en soit, la volonté de guerre sous-marine à outrance ne prévalut, dans les conseils militaires de l'Allemagne, *qu'à la conférence de Cambrai*. Hindenburg et Ludendorff en assumèrent toute la responsabilité devant la morale internationale et devant l'histoire. Voilà ce qu'il importe de bien préciser ici pour la suite du grand plan plus marchiavélique encore que militaire qui résulta des délibérations de cette conférence. Sur ces responsabilités, il suffit de s'en référer aux *Souvenirs de ma vie* de Hindenburg lui-même.

(1) P. 222.

tion, *évite la conclusion d'un armistice*, puisqu'un armistice affirmerait la défaite militaire. Il est vrai que l'on prend toutes les précautions pour garder les mains libres, surtout au point de vue territorial, jusqu'à l'ouverture des négociations que l'on désire prochaine. Et déjà l'on se sert de l'arme de chantage par excellence, à l'égard de l'Angleterre et des États-Unis, la guerre sous-marine sans limitation. En même temps, on en fourbit une autre, l'intervention dans la politique intérieure du pays auquel on s'adresse. Si Wilson hésite, le parti pro-allemand votera contre lui et combattra sa réélection.

Ainsi, les méthodes qui seront celles du nouveau Grand Quartier général se découvrent. Partout, aux États-Unis, en Angleterre, en France, en Belgique, en Grèce, en Russie, partout, l'arme morale, l'arme du pacifisme va être maniée par le parti de la guerre ; les états-majors vont se servir de cette redoutable propagande comme ils se sont servis des gaz asphyxiants. Et, dans la paix comme dans la guerre, les peuples seront victimes de ces atroces résolutions. Temps nouveaux, où l'impérialisme allemand poursuivra son œuvre par des moyens révolutionnaires et prendra à sa solde partout où il le pourra, la Révolution, où il ébranlera par tous les moyens, et notamment par ce moyen, la résistance morale chez ses ennemis, tandis qu'il affectera de rejeter sur sa propre population civile la responsabilité de ses colossales erreurs et de ses terribles ambitions. Jeu extrêmement complexe et qui n'a pas été clairement expliqué jusqu'ici.

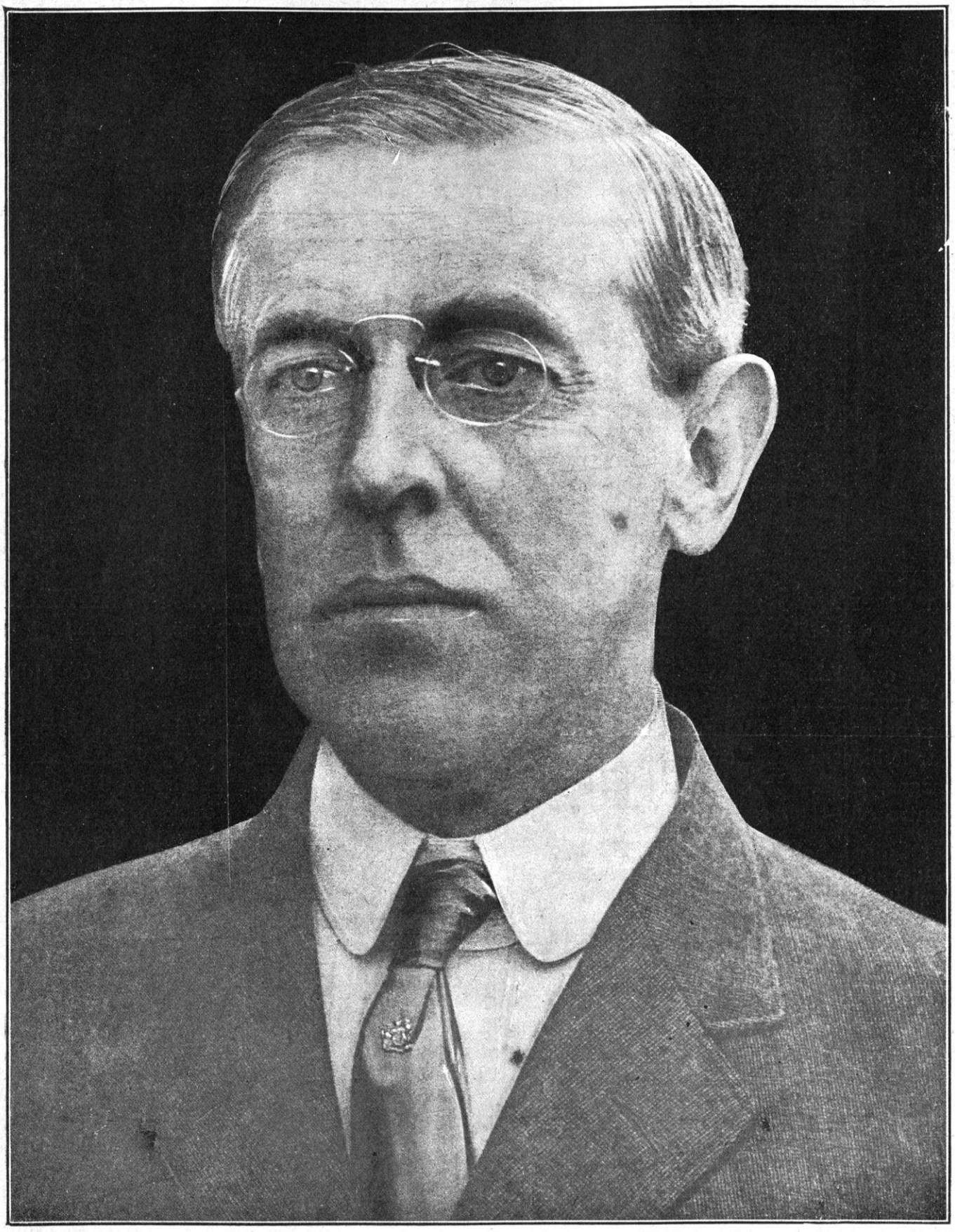
Après la Somme et après Verdun, le Grand Quartier général allemand mènera de front la guerre sous-marine sans restriction, une négociation à triple fond engagée par le moyen des neutres, la propagande pacifiste chez tous ses ennemis. Ces trois armes, maniées avec une persévérance, une audace, mais aussi une lourdeur toutes germaniques, n'assureront pas le succès final ; mais elles prolongeront la guerre de deux ans, accumuleront les destructions et les morts inutiles, et bouleverseront enfin l'équilibre du monde en déchaînant la révolution russe. Telle fut la première des graves décisions prises dans le conseil militaire de Cambrai.

Ces résolutions arrêtées, les yeux des dirigeants allemands se tournent immédiatement vers l'Amérique. Le rôle considérable que joue, dans les affaires allemandes, la « pensée de l'Amérique » est parfaitement expliqué dans les *Mémoires de l'ambassadeur Gérard*. Dès le début de l'*Histoire illustrée de la Guerre*, nous avons signalé la volonté déclarée de l'empereur Guillaume, s'il était vainqueur, de s'en prendre à la concurrence commerciale et hégémonique de l'Amérique. Cette pensée domina longtemps dans son esprit ; de là, sans doute, l'étrange déclaration qu'il adressa directement à l'ambassadeur des États-Unis dans l'audience du 22 octobre 1915, alors qu'il se croyait encore assuré de la victoire : « *L'Amérique devra se montrer circonspecte après la guerre* » ; et aussi : « JE NE SUPPORTERAI AUCUNE SOTTISE *de l'Amérique après la guerre* (1). »

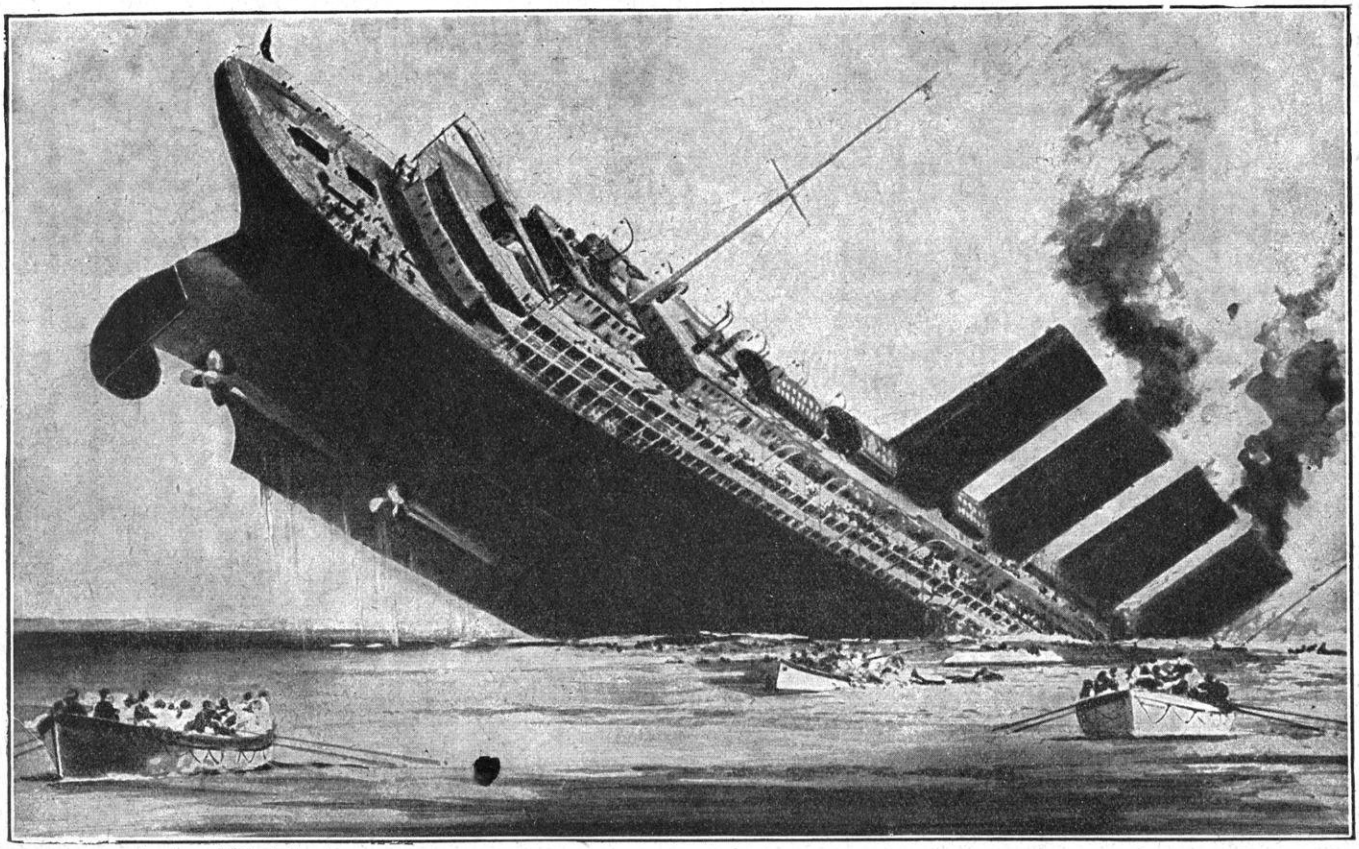
Cet état d'esprit explique également les dispositions d'aigreur et d'hostilité qui sont celles de l'Allemagne entière à l'égard de l'Amérique, dès que la guerre commença. On ne paraît avoir eu aucune idée du péril qu'une pareille attitude pouvait faire courir à une puissance engagée déjà dans une lutte à mort contre la Russie, la France, l'Angleterre, l'Italie, etc. L'Empereur lui-même, gaffeur comme toujours, s'enfonça dans son erreur par le télégramme qu'il rédigea de sa propre main et qu'il livra directement à l'ambassadeur le 10 août 1914 : dans ce télégramme, il avait assumé la responsabilité de la violation du territoire belge « pour des raisons stratégiques », aveu qui eut, sur les dispositions américaines, une si haute influence.

On ne ménageait donc ni les intérêts, ni les susceptibilités, ni la position juridique de l'Amérique ; le reproche que rencontraient partout, à la cour, dans la société, dans la presse, les Américains et leurs représentants,

(1) *Mémoires de l'ambassadeur Gérard*, tome Ier, p. 24.



LE PRÉSIDENT WILSON



(Dessin communiqué par l'*Illustration*.)

LA « LUSITANIA » TORPILLÉE, COULANT PAR L'AVANT DIX-HUIT MINUTES APRÈS L'EXPLOSION

(Dessin de Norman WILKINSON, d'après les indications d'un survivant, M. Thomas L. TURPIN, de Victoria.)

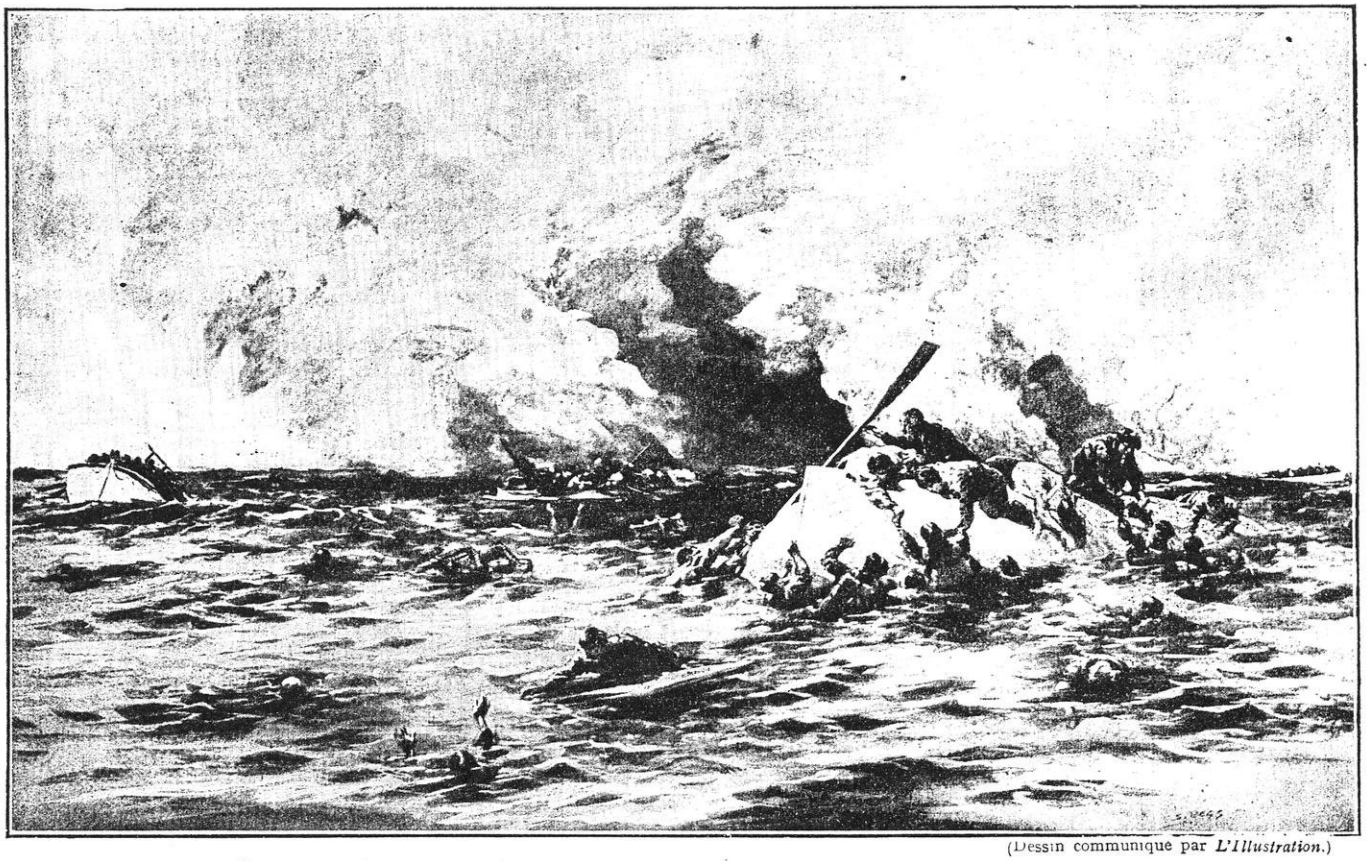
c'est que l'Amérique, vendant des denrées, des produits manufacturés et même des armes aux puissances de l'Entente et étant empêchée par le blocus de les fournir également à l'Allemagne, avait, par ce fait seul, pris partie contre celle-ci et sortait de la neutralité.

Rien n'était de nature à satisfaire les Allemands. Ils semblaient résolus à exiger que toutes les fournitures susceptibles d'être d'une utilité quelconque aux Alliés, denrées ou munitions, fussent arrêtées. Les journaux étaient remplis d'attaques des plus amères contre l'Amérique et le président Wilson et de caricatures ayant trait à la vente des munitions...

Il semble que cet état d'esprit fut entretenu par une double erreur, la première que l'Amérique n'oserait jamais pousser à fond la défense de son droit à l'égard de l'Allemagne, en raison du nombre considérable de réservistes allemands ou de pro-Allemands existant parmi sa population, et, en outre, l'idée que le danger de voir la grande démocratie américaine participer à une guerre était du « domaine de la chimère ».

Sur cette fausse appréciation des choses, le gouvernement allemand et l'opinion allemande avaient bravé insolemment les sentiments de la grande démocratie d'outre-mer.

Dès le début de 1915, les relations s'étaient tendues : plusieurs navires anglais portant des passagers américains, le *Gulflight*, le *Cushing*, le *Falaba* ayant été torpillés, ces événements graves avaient donné lieu à des échanges de notes diplomatiques de plus en plus acrimonieuses. Mais les choses avaient été portées à leur comble par le torpillage de la *Lusitania*, survenu le 7 mai 1915. La diplomatie chercha, d'abord, avec patience, puis avec un énervement croissant, les moyens d'arranger ces incidents et d'en empêcher le renouvellement ; aucune des solutions proposées ne put aboutir. Toutefois, à partir de ce moment, on avait eu, à l'ambassade américaine, le sentiment que la rupture n'était plus qu'une question de date.



(Dessin communiqué par *L'Illustration*.)

APRÈS L'ENGLOUTISSEMENT DU PAQUEBOT, LA LUTTE POUR LA VIE

(Dessin de S. Begg, d'après les indications d'un survivant, M. Thomas L. Turpin, de Victoria.)

Le 11 juin 1915, le secrétaire d'état Bryan, plus accommodant que le président Wilson, donna sa démission. Le 8 juillet, le gouvernement allemand avait répondu à la réclamation américaine au sujet de la *Lusitania* :

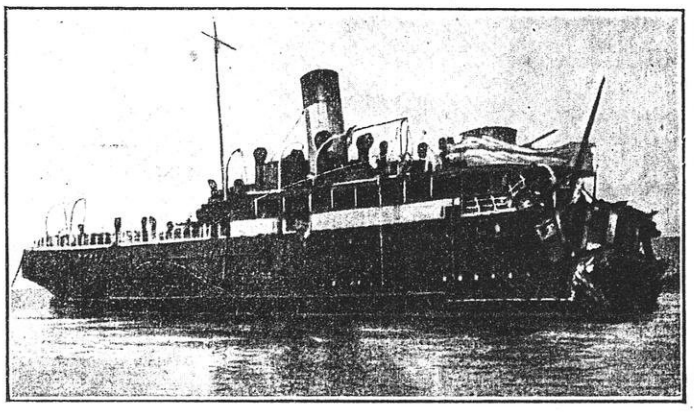
Nous avons été contraints d'adopter la guerre sous-marine pour répondre aux intentions déclarées de nos ennemis et à la méthode de guerre adoptée par eux en contravention avec la loi internationale... Si la *Lusitania* eût été épargnée, des milliers de caisses de munitions seraient parvenues aux ennemis de l'Allemagne... *Le gouvernement impérial ne peut pas admettre qu'un navire ennemi soit protégé par le seul fait qu'il a des passagers américains à son bord...*

Des mois se passèrent ; en Allemagne, la lenteur des événements militaires, les souffrances provoquées par le blocus, commençaient à produire un premier sentiment de dépression. Chez les chefs et les responsables, l'inquiétude et l'irritation se développaient. On n'avait plus qu'une pensée, réduire à néant la résistance anglaise : c'était le temps de la fameuse campagne de La Haine. Le 4 février 1916, il fut annoncé que le blocus sous-marin de la Grande-Bretagne était décidé à partir du 18 février ; mais, en même temps l'idée de lier la question de la guerre sous-marine à la question de la paix se fait jour en Allemagne. Comme l'a expliqué von Tirpitz, deux partis se trouvent désormais en présence : l'un qui prétendait pousser les choses à fond et gagner la victoire par la guerre sous-marine sans restriction et sans merci ; l'autre hésitant, conseillant d'autres procédures et cherchant plutôt à gagner du temps. A la tête du premier de ces partis se trouvait l'amiral Tirpitz, et à la tête du second le chancelier Bethmann-Hollweg ; on assurait que l'Empereur penchait du côté de son chancelier.

Vers le 1er mars 1916, le bruit courut qu'un grand conseil de guerre avait été tenu à Charleville et qu'*en dépit de l'appui que l'amiral von Tirpitz avait rencontré auprès du chef d'état-major Falkenhayn*, le chancelier avait réussi, une fois de plus, à faire écarter le projet relatif au renouvellement d'une guerre sous-marine sans restriction.

Les choses deviennent ainsi très claires : jusque dans les premières semaines de l'offensive de Verdunet *malgré l'avis de l'État-Major*, le gouvernement allemand n'ose pas se lancer dans la guerre sous-marine sans restriction. Falkenhayn n'a pas l'autorité suffisante pour imposer cette politique au chancelier Bethmann-Hollweg et au ministre des Affaires érangères Jagow. Les « civils » dirigent encore la diplomatie.

Mais, à partir de mars 1916, l'idée de la guerre sous-marine gagne du terrain. Les torpillages se multiplient. Le 24 mars, le *Sussex* périt, ayant à son bord 436 passagers dont 75 Américains.



LE « SUSSEX », PAQUEBOT TORPILLÉ PAR LES ALLEMANDS

L'influence de von Tirpitz grandissait. Il se posait en successeur de Bethmann-Hollweg. Le colonel House, confident du président Wilson, étant venu en Allemagne, voit le chancelier et le ministre des Affaires étrangères Jagow ; ceux-ci sentaient que la direction de la politique générale leur échappait comme elle leur avait échappé en juillet 1914 et que le militarisme allemand accepterait le risque de jeter l'Amérique dans la guerre comme il y avait jeté l'Angleterre. Jagow leva un jour les bras au ciel en prononçant le mot : FATALITÉ !

Le 28 avril, l'ambassadeur Gérard fut convoqué à l'état-major de l'empereur, à Charleville. Il ne se laissa intimider ni par l'étalage de la puissance militaire ni par l'insolence dédaigneuse des généraux qui ne lui dirent pas un mot, ne paraissant pas s'apercevoir de sa présence. L'Empereur en grand uniforme le reçut et, juché sur ses cothurnes, lui dit : « Venez-vous comme le grand proconsul, la guerre dans une main et la paix dans l'autre? » L'ambassadeur en veston ne se laissa pas démonter et l'Empereur dut discuter avec lui point par point...

L'été se passa dans des discussions oiseuses. L'offensive de Verdun tournait mal, l'offensive contraire s'était déclenchée sur la Somme ; l'ambassadeur se trouva soudainement en présence d'une tactique nouvelle qui coïncide exactement avec le changement qui s'est produit dans le haut commandement. Le chancelier et M. de Jagow lui firent savoir, qu'en Allemagne, on liait désormais la question de la guerre sous-marine sans limitation à celle d'une négociation pour la paix.

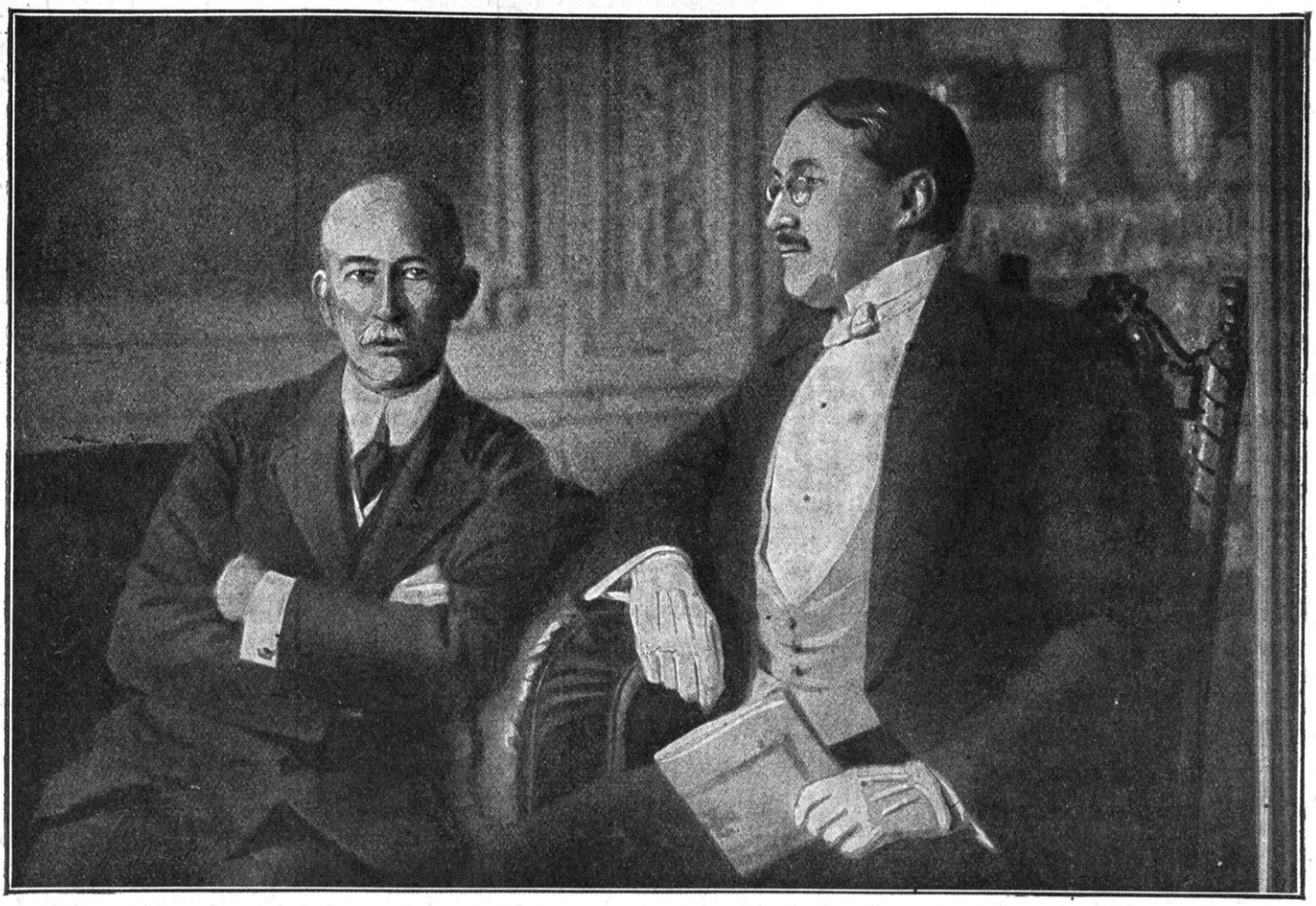
Au début de septembre (remarquez la coïncidence des dates), on prie l'ambassadeur de se rendre en personne aux États-Unis pour obtenir « que le Président fît quelque chose en faveur de la paix » (p. 281). L'ambassadeur partit le 28 septembre.

Dans une interview, il résumait lui-même son impression en ces termes :

> Le mouvement en faveur d'une guerre sous-marine impitoyable s'accentue de jour en jour en Allemagne. Le chancelier lutte contre ce mouvement, mais il est impossible de dire s'il pourra le contenir. J'ai quitté l'Allemagne, persuadé que seule la paix empêcherait cette reprise.

C'était bien la paix de chantage, la paix le revolver au poing. L'ambassadeur resta aux États-Unis jusqu'au début de décembre. Il assista à la réélection du président Wilson et repartit, avec l'impression que celui-ci n'avait qu'un but : faire la paix.

Mais, à son retour en Allemagne, il trouva les choses bien changées. Jagow était tombé du pouvoir et remplacé par Zimmermann. Le nouveau commandement s'était emparé de la direction des affaires. A Verdun, sur la Somme,



LE COLONEL HOUSE ET L'AMBASSADEUR JAMES W. GÉRARD

l'Allemagne était battue définitivement. Ludendorff, conseillant Hindenburg, était résolu à jouer le grand jeu des négociations pour la paix, en même temps que l'on pousserait à fond la manœuvre morale chez toutes les puissances alliées, et notamment en Russie.

La semence jetée en septembre 1916 devait porter fruit à la fin de la même année et au début de 1917. Il suffit d'avoir exactement déterminé dès maintenant les origines et le véritable caractère des premières négociations pour la paix. Nous en dirons les suites.

3° *La manœuvre morale chez les puissances de l'Entente.* — L'extension que prend soudainement la propagande pacifiste et défaitiste chez les puissances alliées fait partie du même système.

L'un des hommes à qui on allait recourir pour organiser au dehors cette campagne de la paix, le propagandiste par excellence, héros et victime du système, Erzberger, confirme ce qui vient d'être dit dans un passage de ses *Mémoires*, passage qui présente l'avantage de nous faire toucher du doigt les origines militaires et les nouveaux procédés de la propagande morale :

L'offre de paix du gouvernement allemand, écrit-il, n'avait été aucunement préparée au point de vue politique (cela veut dire que le public et le personnel politique étaient tenus complètement dans l'ignorance de l'action entreprise par les militaires). On continuait à parler fièrement ; on disait au Pape : « Inébranlables, les glorieuses armées alliées protègent les frontières de leurs patries, animées et soutenues par la conviction que jamais les adversaires ne réussiront à rompre le rempart qu'elles leur opposent...

Mensonges inutiles, ajoute Erzberger : « Le 18 novembre 1919, le général Ludendorff dut avouer devant la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale : « En « décembre 1916, notre situation, malgré tel ou tel avan- « tage remporté à l'ouest, était extrêmement grave, au « point qu'on ne pouvait pas compter uniquement sur une « victoire des armées de terre. »

Et le secrétaire d'État à la marine, von Capelle, déclara aussi devant la même Commission : « A la fin de 1916,

« j'étais persuadé, comme le Grand Quartier général et « le chancelier, que notre situation était très grave. Il ne « nous restait qu'à employer le dernier moyen de combat « *pour nous sauver de la catastrophe.* »

Ces paroles de von Capelle et de Ludendorff résument le véritable état des choses. A l'automne de 1916, *en présence de la catastrophe*, on ne compte plus que sur une armée matérielle de victoire, encore très aléatoire, la guerre sous-marine.

Les empires du Centre, d'autre part, étaient à bout de souffle. Hindenburg lui-même ne manque pas de dire que l'Autriche, par l'organe du baron Burian, ministre des Affaires étrangères, avait déclaré qu'elle n'en pouvait plus et avait réclamé la paix immédiate. L'empereur Guillaume, le Kronprinz, le chancelier Bethmann-Hollweg partageaient ce sentiment.

LE BARON BURIAN,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE-HONGRIE

Donc, tous les témoignages concordent : civils et militaires proclament qu'en septembre 1916, l'Allemagne par l'organe de ses militaires, se sait désormais battue et qu'elle envisage sérieusement, par le même organe de ses nouveaux chefs, les moyens de trouver autre chose que la guerre pour vaincre.

Retournons, maintenant, le problème et demandons-nous comment il se fait que cette position dominante, obtenue pour la première fois par les puissances alliées depuis la bataille de la Marne, n'aboutisse pas à des résultats heureux et immédiats? Comment l'Entente qui, de l'avis des hommes les plus compétents, par exemple le maréchal Foch, le général Mangin, pouvait obtenir en fin 1916, début de 1917, la victoire qu'elle gagna si péniblement deux ans après, à la fin de 1918, ne put-elle pousser les choses jusqu'à l'achèvement logique de la bataille de la Somme (1)?

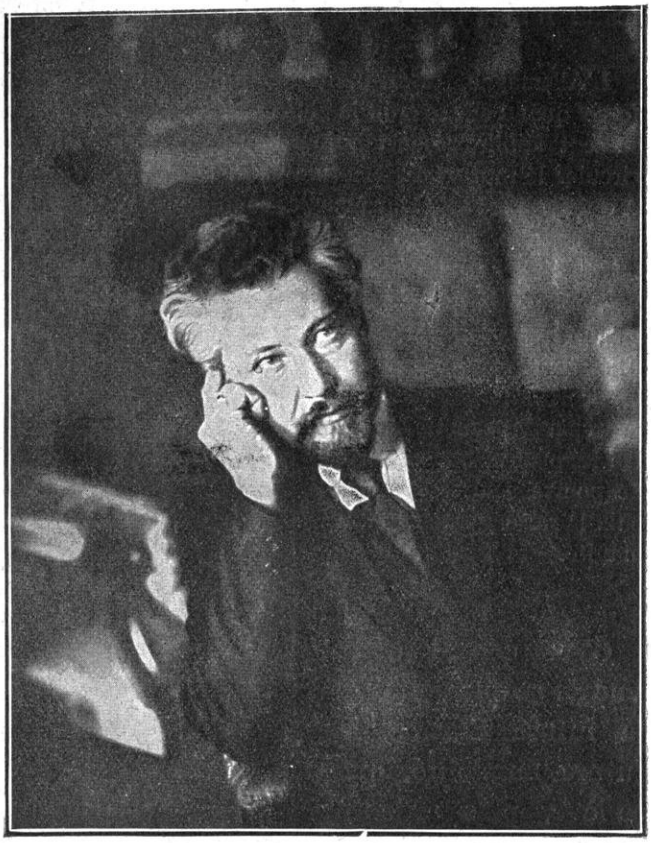
Pour répondre à cette question, il faut suivre l'effet de la manœuvre pacifiste, avec le caractère qu'elle prend à partir de la conférence de Cambrai.

Certes, cette manœuvre morale existait antérieurement à la date de septembre 1916 : dès les premières heures de la guerre, et, en tout cas, dans le cours de l'année 1915, elle avait préparé le terrain et porté ses premiers fruits. Mais, à partir de septembre 1916, maniée spécialement par les états-majors, combinée avec l'emploi de la guerre sous-marine et avec les propositions de paix adressées au président Wilson, elle prend une extension soudaine. L'organisme militaire chargé de la développer s'est accru dans des proportions qui, à elles seules, sont révélatrices : le député Muller l'a dit, en plein Reichstag, dans la séance du 11 octobre 1917 :

Au printemps dernier, il y avait 90 officiers au bureau militaire de la Presse ; *il y en a aujourd'hui plusieurs*

(1) J'ai recueilli personnellement, de la bouche du maréchal Foch, son opinion à ce sujet ; et voici comment s'exprime le général Mangin, dans son ouvrage : *Comment finit la guerre* : « Aujourd'hui, il est permis d'affirmer que la victoire finale pouvait être obtenue dès le printemps de 1917 *par les procédés employés en* 1916, » etc., p. 105.

TROTSKY



TCHERNOFF

centaines. Nous demandons, ajoute-t-il, qu'on nous donne quelques éclaircissement sur le rôle de ce bureau. Il semble être le centre d'un travail reptilien, comme on n'en a jamais vu de pire en Allemagne...

Faut-il rappeler, maintenant, la coïncidence absolue de cette extension soudaine avec les campagnes de presse qui se déchaînent dans les pays de l'Entente?

Les terribles sacrifices que réclament la lutte à Verdun et la lutte sur la Somme provoquent en France, en Angleterre, en Italie, une émotion profonde. Cette émotion, il faut la développer jusqu'à ce qu'elle devienne trouble, dépression. A Zimmerwald, déjà, 40 ou 50 délégués, venant des pays neutres et des pays de l'Entente, s'étaient rencontrés avec les délégués allemands et avec les Russes, Trotzky, Tchernoff, Martoff.

Au moment le plus tragique de la lutte pour Verdun (du 24 au 30 avril 1916) a lieu la réunion de Kienthal sous la présidence de l'Allemand Grimm, qui, l'année suivante, devait être chargé de traiter la paix avec la révolution russe ; aux insinuations qui commençaient à se répandre, l'opinion française s'était élevée vigoureusement contre l'idée d'une paix de défaillance ou même de compromis (1).

Pour guider l'opinion, M. Briand indiquait,

(1) Dès juin-novembre 1916, l'auteur du présent ouvrage demandait, dans des articles publiés par la *Revue des Deux Mondes*, que la paix fût précédée tout d'abord d'un « armistice » sollicité par l'Allemagne ; il demandait que le problème de la Confédération allemande fût repris *ab ovo*, et cela avec le consentement des États particuliers. Il demandait la constitution d'une forte « Europe centrale », destinée à parer aux ambitions germaniques sur la *Mittel-Europa* : « Une Allemagne composée et entourée d'États forts, telle serait, à première vue, la constitution d'une bonne Europe centrale... L'Europe victorieuse refusera l'existence à l'empire des Hohenzollern ; à plus forte raison, elle s'opposera à la conception pangermaniste d'une *Mittel-Europa*. L'empire des Hohenzollern ayant achevé sa courte et fatale existence, *la Prusse rentrera dans ses limites*. En plus, elle sera mise hors d'état de nuire. C'est, selon le mot de Washington, une question de *sécurité*. Les ententes qui seront intervenues entre les puissances alliées auront tracé d'avance, autour de la Prusse, un cercle de Popilius, nécessaire pour le châtiment, l'indemnité et la garantie. C'est alors que se poseront, en particulier, les problèmes de l'occupation des territoires, des indemnités gagées sur les richesses du sol et de l'industrie, sur les domaines de l'État et achevées par le désarmement sur terre et sur mer... » L'auteur demandait, en outre, la constitution d'une Société des Nations. Ces études, datées de 1916, ont été réunies dans le volume *Le Traité de Versailles. L'Allemagne et l'Europe*. Plon, 1919, in-8°, p. 3-59.

le 22 mai 1916, la pensée du gouvernement :

L'Allemagne, disait-il, qui emploie tour à tour la force quand elle se croit la plus forte et la ruse quand elle se sent faiblir, recourt aujourd'hui à la ruse : elle fait circuler le mot vertigineux de paix. D'où vient ce mot? A qui a-t-il été dit? Dans quelles conditions? A quelle fin? Elle compte, par ses manœuvres louches, dissocier les pays alliés. La paix sortira de la victoire des Alliés ; elle ne peut sortir que de notre victoire... La paix ne doit pas être une vaine formule. Elle doit être basée sur le droit international garanti par des sanctions contre lesquelles aucun pays ne pourra se dresser. Cette paix-là rayonnera sur l'humanité.

C'est contre cette vue de ce que doit être la future Europe, la future humanité, que se lève, plus ardente que jamais, la campagne défaitiste conduite plus ou moins directement par le grand État-Major allemand..

L'évolution catégorique du *Bonnet rouge* se rapporte aux derniers mois de l'année 1916 : c'est aussi le moment où se tramènt les intrigues Bolo, Lenoir, avec les complicités et les compromissions qui engagent des chefs de parti, des parlementaires des hommes d'intrigues que nous retrouverons devant la Haute Cour. Toutes les tentatives suspectes, toutes les influences louches agissent ostensiblement ou secrètement.

ERZBERGER

SITUATION DU HAUT COMMANDEMENT

Cette campagne se conjuguait perfidement avec la lassitude causée par la prolongation de la guerre, avec la charge des sacrifices toujours croissants et avec un affaiblissement marqué dans l'autorité du haut commandement.

Dès le début de l'année 1916, un mal implacable minait visiblement le général Galliéni, ministre de la Guerre. Nous avons dit combien il avait été ému par la lettre du commandant Driant, relative à l'organisation de la région de l'Est, et les lettres qu'il avait échangées lui-même, à ce sujet, avec le Grand Quartier général. Galliéni, qui avait toujours défendu énergiquement l'indépendance du commandement en chef, sentait, d'autre part, qu'une certaine partie du Parlement et de l'opinion était fortement émue par les risques et les sacrifices qu'imposait à l'armée et au pays l'affaire de Verdun cumulée avec la préparation de l'offensive sur la Somme. Il cherchait un moyen de délimiter, plus exactement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, les fonctions du Grand Quartier général dans ses relations avec le gouvernement, avec le Parlement, avec les institutions civiles. Dans les premiers jours de mars 1916, son état de santé s'étant gravement empiré, il avait fait au président du Conseil, M. Briand, au Conseil des ministres et au Président de la République, des propositions où ces délicates questions étaient abordées et même tranchées dans un sens tendant à limiter sur ces points l'autorité du haut commandement.

Ces propositions n'avaient pas eu de suite,

la santé de Galliéni l'ayant obligé de quitter le ministère de la Guerre. L'opération pour laquelle l'illustre général entrait dans une maison de santé devait avoir des suites à jamais regrettables. Le général Galliéni mourait le 27 mai.

L'intérim du ministère de la Guerre avait été confié à l'amiral Lacaze, ministre de la Marine et, le 17 mars, le général Galliéni avait été définitivement remplacé par le général Roques.

Cette désignation était agréable au général Joffre. Une harmonie parfaite régna entre le haut commandement et le ministère de la Guerre. M. Briand avait pu bloquer sur un seul portefeuille la crise ministérielle menaçante.

Ces complications, où des sentiments et des passions personnelles jouaient parfois un trop grand rôle, s'exagéraient encore par suite d'une divergence d'opinion des plus graves au sujet de l'opération de Salonique. Nous aurons à revenir sur les faits d'ordre militaire ; mais la situation particulière du général Sarrail, les difficultés inhérentes aux affaires helléniques et que nous examinerons en leur lieu et place, la polémique vigoureuse menée dans son journal par M. Clemenceau, président de la Commission des affaires extérieures au Sénat, l'hostilité que certains membres du Cabinet et une partie de l'opinion britannique témoignaient contre le principe même de l'expédition (1), cet ensemble de polémiques, surchargeant encore l'atmosphère, ajoutait à l'inquiétude, à l'émotion générale, suite naturelle de l'affaire de Verdun.

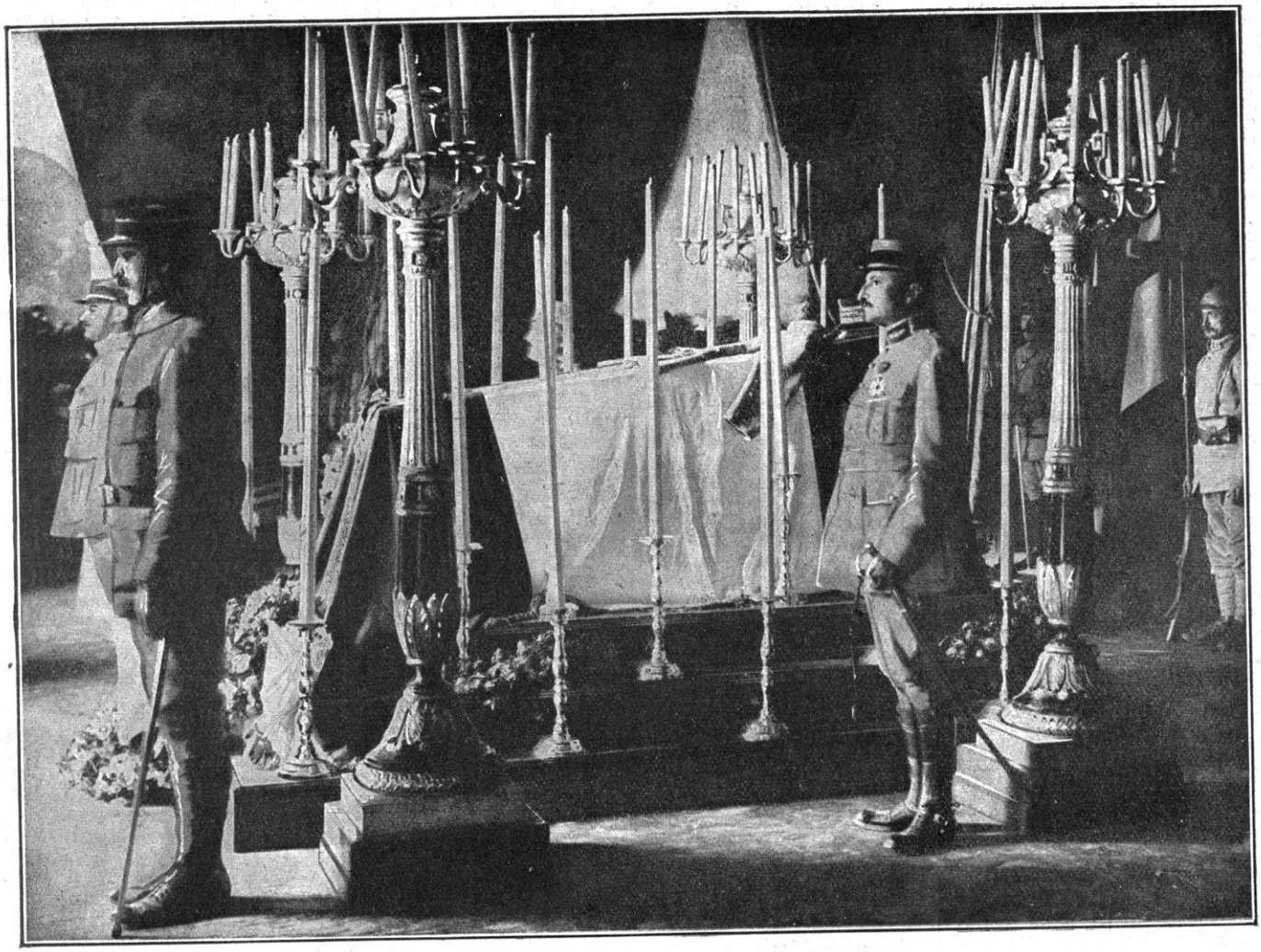
VON JAGOW,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE

Le gouvernement pensa que, dans une situation si tendue, le mieux était de prendre pour confident de ses soucis le Parlement lui-même, et il accepta l'idée d'un « comité secret » à la Chambre des députés, étant bien entendu qu'il serait suivi immédiatement d'un « comité secret » au Sénat.

Dans les séances consacrées au comité secret (15-22 juin), le procès du haut commandement fut fait par plusieurs députés, la critique portant tout particulièrement sur la préparation de Verdun et sur les intentions du général Galliéni. Le général Roques et M. Briand, président du Conseil, répondirent aux critiques de l'opposition. 444 voix contre 80 se prononcèrent en faveur des deux ministres qui avaient soutenu nettement le général Joffre.

Le « comité secret avait duré à la Chambre du 16 au 22 juin » devant le Sénat, il eut lieu du 4 au 9 juillet.

(1) Voir la vigoureuse campagne menée contre l'expédition de Salonique par le colonel Repington, l'éminent écrivain militaire du *Times*, dans la *Première guerre mondiale*, à peu près à toutes pages, notamment chapitre IV, chapitre XII, etc. Le général Rawlinson, un des éléments supérieurs de l'organisation militaire britannique, partage les vues des opposants. — Sur la genèse de cette campagne en Angleterre, voir l'importante conversation du colonel Repington avec M. Mac Kenna : « Mac Kenna croit que Lloyd George se considère comme inspiré, comme investi ici-bas d'une mission divine... » D'après Mac Kenna, les Français auraient conçu d'abord l'idée de Salonique sur l'insistance de Lloyd George qui conseillait secrètement cette expédition ; ils furent, dès lors, très surpris qu'elle rencontrât chez nous une telle opposition. »



LA MORT DU GÉNÉRAL GALLIÉNI. — LA CHAPELLE ARDENTE

Là, M. Briand fut particulièrement heureux et émouvant : il obtint un des beaux succès de sa carrière oratoire. Le Sénat approuva le gouvernement, couvrant le haut commandement, par 251 voix contre 6. C'était un succès : cependant, au cours de la discussion, de vives critiques et des appréciations graves s'étaient produites.

Le résultat le plus important de ces longs débats fut l'établissement d'un contact plus étroit entre le Parlement et l'organisme militaire et d'une sorte de contrôle des Commissions parlementaires sur les actes du haut commandement et sur l'ensemble des conditions dans lesquelles la guerre était conduite.

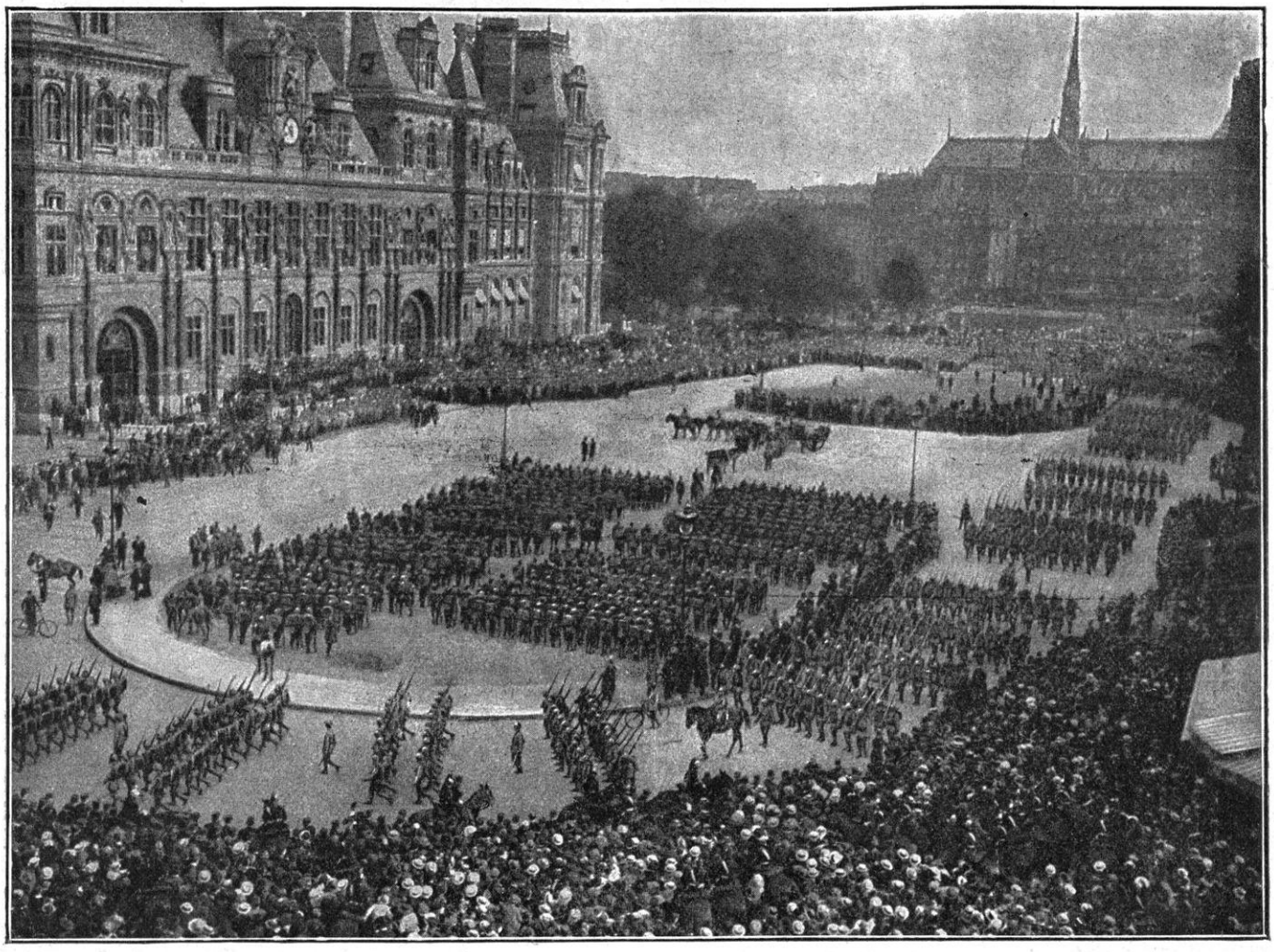
Le troisième paragraphe de l'ordre du jour voté par la Chambre était conçu en ces termes :

La Chambre décide d'instituer et d'organiser une délégation directe qui assurera, avec le concours du gouvernement, le contrôle effectif et sur place de tous les services ayant mission de pourvoir aux besoins de l'armée .

Et le Sénat, plus précis encore, avait voté, le 10 juillet, la proposition suivante :

Le Sénat compte sur le gouvernement pour prendre, avec la collaboration des Chambres et des grandes Commissions parlementaires, dont le contrôle permanent est indispensable, toutes les mesures d'organisation et d'action.

La question avait été reprise dans les dernières semaines de juillet et la Chambre des députés, atténuant deux propositions plus rigoureuses, l'une de M. Accambray, l'autre de M. Tardieu, avait voté une proposition Chau-



LES FUNÉRAILLES DU GÉNÉRAL GALLIÉNI

met « qui déléguait aux grandes commissions les pouvoirs nécessaires pour exercer le contrôle effectif et sur place, dans le cadre de leurs attributions et dans les conditions prévues par l'ordre du jour du 22 juin ».

Au moment où ces débats s'engageaient sur le rôle du commandement en chef, Joffre poursuivait, avec un sang-froid et une attention imperturbables, la lutte pour le salut de Verdun et la préparation de la bataille de la Somme.

A la veille de la bataille de la Somme, il avait adressé au gouvernement une lettre où il exposait l'ensemble des circonstances et l'action du haut commandement militaire pendant le cours de l'année 1916.

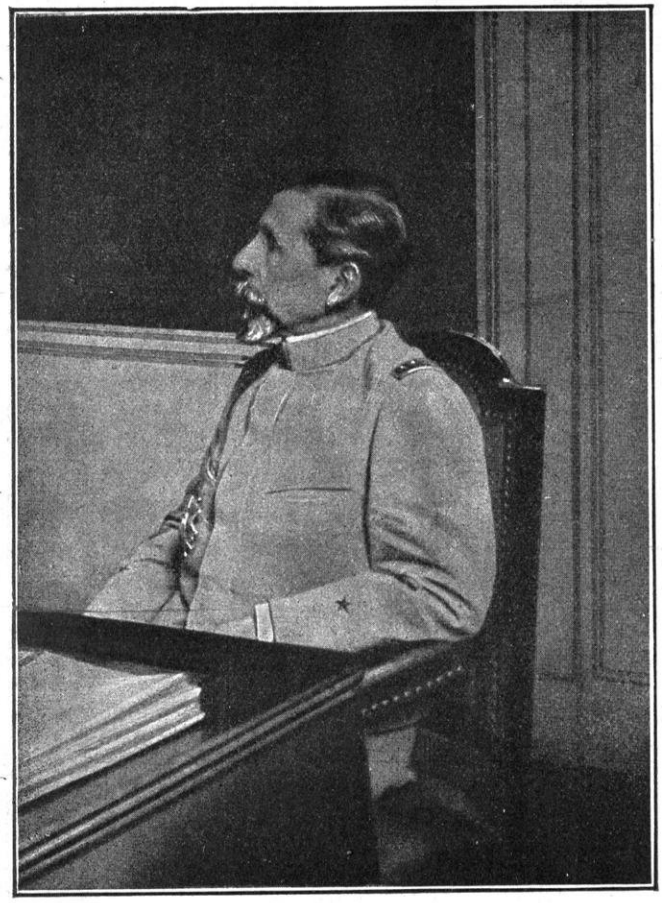
En un mot, il agissait : c'était la meilleure des réponses aux critiques dont il était l'objet.

Voici cette lettre si éloquente dans sa mâle simplicité :

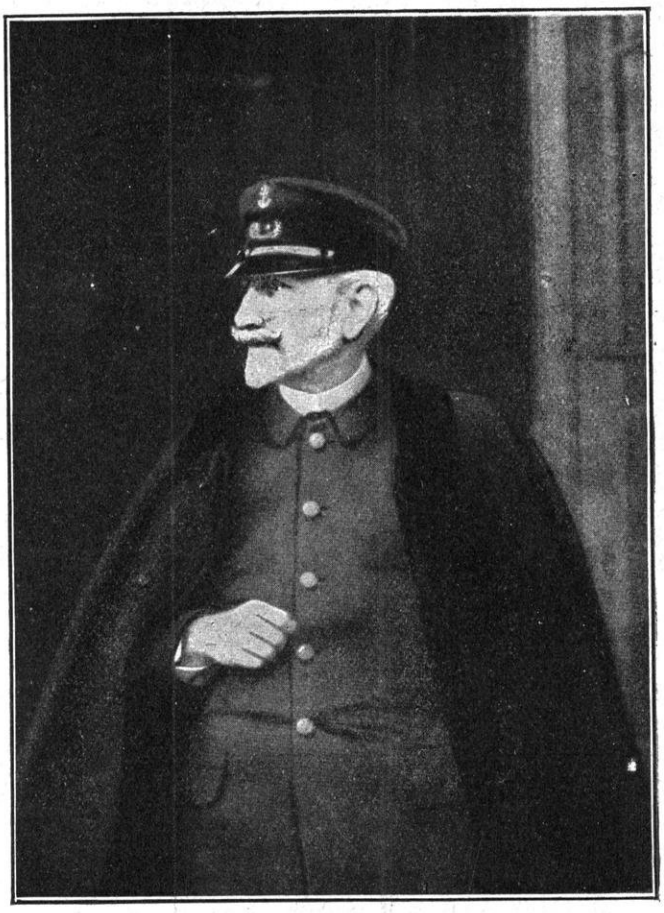
22 *juin* 1916. — Au moment où commence l'offensive franco-anglaise sur la Somme, je crois devoir vous exposer la situation militaire générale, telle qu'elle résulte des opérations qui se sont développées depuis le début de l'année 1916, tant sur le front occidental que sur le front des armées russes en Europe.

Ainsi que vous le savez, le plan d'opérations des Alliés pour 1916 comportait essentiellement une offensive générale qui devait être entreprise à l'époque de l'année où les armées russes et anglaises auraient reçu les compléments indispensables en hommes, en matériel et en munitions.

Soit qu'il ait pressenti le danger qu'il courait en laissant à ses adversaires leur complète liberté d'action, soit qu'il ait voulu tenter de finir rapidement la guerre par la mise hors de cause définitive d'une des nations alliées, l'ennemi a profité de l'attitude défensive observée par



GÉNÉRAL ROQUES
MINISTRE DE LA GUERRE



AMIRAL LACAZE
MINISTRE DE LA MARINE

les armées alliées dans la majeure partie de leurs secteurs respectifs pour reprendre l'initiative des opérations.

C'est ainsi que, dès le 21 février, il entreprenait contre l'armée française la puissante offensive de Verdun et qu'il déclenchait, au début de mai, ses attaques contre les Italiens.

Cependant, en dépit des efforts des armées allemandes et autrichiennes, le plan de développement général des Alliés, arrêté dans ses grandes lignes aux conférences du 6 décembre 1915 et du 12 mars 1916, se poursuit logiquement. Tandis que les armées françaises retenaient sur la Meuse toutes les disponibilités allemandes et que 16 divisions autrichiennes tentaient d'obtenir contre l'Italie un succès définitif, les armées russes et anglaises se mettaient en mesure de passer à leur tour à l'offensive dans les meilleures conditions.

Conformément au programme établi, les Russes entreprenaient, au début de juin, leurs premières attaques contre les armées autrichiennes. Vous savez le succès considérable de ces opérations préliminaires.

La deuxième phase de leur offensive va commencer, sur le front de leur groupe d'armées du centre, avant la fin du présent mois.

Dans le même temps, à la date du 29 juin, les armées britanniques attaqueront sur le front nord de la Somme. Leur offensive, qui doit comporter la mise en œuvre d'environ la moitié des grandes unités qui sont actuellement en France (c'est-à-dire 26 divisions), se déclenchera sur un front de quelque 25 kilomètres, entre Gommecourt et Maricourt.

Afin de coopérer, dans la plus large mesure possible, à l'action des forces anglaises et d'être à même d'exploiter avec elles un succès étendu, j'ai groupé sous les ordres du général Foch toutes les disponibilités en grandes unités et en artillerie lourde dont notre situation à Verdun n'a pas exigé l'emploi sur la Meuse.

Bien que, depuis le début de notre bataille, j'aie dû donner au général Pétain un total de 65 divisions, l'appoint des forces françaises à l'offensive de la Somme sera important.

L'attaque du général Foch s'étendra en effet de Maricourt à Foucaucourt, sur un front de 12 kilomètres environ. Elle comportera la mise en œuvre initiale de 14 divisions ; elle sera entreprise à la même date que celle des armées britanniques et en liaison étroite avec elles.

L'offensive des armées franco-anglaises se déclenchera donc sur un front de 37 kilomètres, avec un total de 40 divisions. Ce dernier chiffre est d'ailleurs susceptible d'une notable augmentation, si, comme j'en ai

l'espoir, les résultats des premières attaques permettent d'escompter des succès importants.

Ainsi, la plus grande machine stratégique de toute la guerre s'ébranlait au moment même où la situation du haut commandement paraissait chanceler devant les pouvoirs publics et parlementaires.

Nous avons dit les « succès importants », mais aussi les sacrifices imposés (surtout à l'armée britannique) par les premières semaines de la bataille de la Somme. Nous avons vu le grand mouvement tournant réussi par l'armée de Foch, sauf le coin de Péronne et du Mont-Saint-Quentin. Nous avons dit l'effet produit dans le camp allemand et le sentiment immédiat d'une *catastrophe inévitable.*

Mais nous avons vu aussi les efforts immédiats multipliés par le Grand Quartier général allemand, pour conjurer cette « catastrophe ».

Dans l'exposé que nous allons faire bientôt de la guerre sur les fronts extérieurs pendant l'année 1916, nous dirons le succès de ces entreprises sur le moral de certaines puissances alliées et en particulier de la Russie ; nous rappellerons l'action des neutres et les complications qui s'ensuivent, notamment à Athènes; nous ferons le tableau des événements de Roumanie, d'Italie, etc.

Tout cela agit simultanément et pèse sur la situation générale, et il faut tout avoir simultanément présent à l'esprit.

Cependant, la mine du défaitisme vise maintenant les armées alliées et le haut commandement lui-même. A l'heure où il poursuit la dure campagne jumelée de Verdun et de la Somme, c'est-à-dire à la fin de l'été 1916, époque à laquelle nous sommes arrivés dans le récit des événements militaires, on commence à en ressentir les premiers effets.

Si la Somme et Verdun ne paient pas tout de suite, l'ébranlement peut atteindre, soudain, la sécurité des Alliés et la certitude, pourtant apparue, de la victoire.

(Phot. Manuel.)

GÉNÉRAL NIVELLE

CHAPITRE LXIV

REPRISE DE LA BATAILLE POUR VERDUN DOUAUMONT ET VAUX DÉLIVRÉS

(Septembre-Novembre 1916)

Le Kronprinz et l'affaire de Verdun. — Les Allemands se décident à rester devant Verdun. — Le commandement français décide de rompre la ceinture. — Ensemble du projet visant la reprise des forts de Douaumont et de Vaux. — Préparation de l'offensive. — Douaumont délivré (24 octobre). Vaux délivré (3 novembre). — Double victoire de Nivelle et de Mangin.

Tandis que l'effort simultané des deux batailles conjuguées de Verdun et de la Somme tendait jusqu'à l'angoisse, sur la fin de cette terrible année 1916, les nerfs des nations engagées dans la lutte, les armées alliées, excitées par l'ardeur des combats, entraînées par le sentiment du devoir, enflammées par la foi dans la victoire, se donnaient à leur tâche héroïque sans lever les yeux.

Nous avons laissé la bataille de Verdun au moment où l'armée française brise la dernière tentative de Falkenhayn pour s'emparer du fort de Souville et prendre position dans l'enceinte fortifiée avant de se retourner vers la Somme où Below demande avec une insistance désespérée un secours immédiat. La bataille de la Somme a donc produit, comme Joffre l'avait prévu, l'effet d'un cautère. Seule une manœuvre à large envergure, un révulsif puissant, pouvait guérir Verdun, ce point douloureux à n'y pas toucher. Aussitôt après l'échec de l'attaque sur Souville, le général allemand responsable de Verdun, Falkenhayn, avait été remplacé par Hindenburg et Ludendorff, et ceux-ci donnaient immédiatement l'ordre de suspendre l'offensive stratégique sur la Meuse.

Cela ne voulait pas dire que le nouveau haut commandement allemand renonçait à l'espoir de tirer un parti défensif des positions conquises devant le camp fortifié. Non, il comptait toujours les tenir en force, fixer là les armées ennemies, surveiller les événements sans rien perdre, si possible, de ce qui était acquis.

Seulement, il cédait au temps et courait au plus pressé. Sur la Somme, devant le front russe, bientôt en Roumanie, ses forces disponibles avaient à s'occuper. Le Kronprinz qui, le 21 juillet, dans sa harangue au 55e régiment de la 50e division, déclarait encore qu'il entendait bien « ne pas desserrer son étreinte autour de Verdun », avait, aussitôt après l'échec de la dernière tentative, changé d'opinion et, si l'on en croit ses *Mémoires*, il avait écrit à l'Empereur pour conseiller de renoncer à l'offensive sur Verdun et, approuvé par le nouveau commandement, il avait

décidé que « l'armée se bornerait provisoirement à bivouaquer sur ses positions » (1).

Les sentiments étant tels dans le camp allemand, ils étaient juste à l'opposé dans le camp français.

Là, « l'esprit agressif », insufflé en quelque sorte par le général Joffre et personnifié par les généraux Nivelle et Mangin, l'emportait. On aurait raison de l'ennemi, non par un « grignotage » coûteux, mais par des opérations à large envergure, bien réglées, précédées de puissantes préparations d'artillerie et escomptant à la fois l'effet de surprise et l'ascendant conquis par le soldat français.

LE PRÉSIDENT POINCARÉ A VERDUN

Manifestant sa confiance dans le théoricien de cette méthode et le vigoureux exécutant des récentes opérations, le général Joffre avait, en date du 22 juin, appelé le général Mangin au commandement d'un corps d'armée et il lui avait confié, en même temps, la direction d'un groupement composé de trois divisions. C'est en vertu de ces fonctions que Mangin va se donner aux savantes et sages préparations qui, durant les mois d'août, septembre et octobre 1916, amèneront le dégagement complet de la région fortifiée.

(1) V. *Mémoires du Kronprinz*, p. 190.— Ces souvenirs du Kronprinz sont, d'ailleurs, de la plus médiocre valeur militaire et intellectuelle. Le commandant en chef de l'armée de Verdun, en rapportant qu'il eût voulu que cet ordre fût donné plus tôt, avoue (p. 189) le peu de cas que l'on faisait de lui dans son propre état-major : « Mes propositions et suggestions à cet effet allaient toujours à l'encontre du général Schmidt von Knobelsdorf, mon chef d'état-major à cette époque ; de sorte qu'aucune suite ne fut donnée à l'avis que j'avais instamment soumis à l'approbation urgente de qui de droit. Bien au contraire, l'ordre de poursuivre l'attaque fut expressément réitéré... » Tant était vaine l'autorité du commandement, et prédominante la volonté des états-majors !

Le mois d'août s'était passé en une série d'opérations sanglantes mais relativement secondaires autour de Fleury et de Thiaumont, opérations visant à amorcer le large déblaiement que déjà Mangin avait en vue. Mais il attendait d'avoir obtenu à la fois l'assentiment de ses chefs et les forces nécessaires. Cependant le prestige de la victoire lui donne des ailes : dès la fin du mois d'août, c'est dans cette impatience du repos que l'on vit et que l'on travaille à Verdun.

L'empereur de Russie a pris l'initiative de décorer la cité ; la France lui donne la croix de la Légion d'honneur que le président Poincaré vient remettre dans les casemates de la citadelle (13 septembre). Lloyd George a, quelques jours auparavant, visité le champ de bataille (8 septembre) et il a dit son émotion, en touchant « ce sol sacré ».

L'unité du commandement est réalisée sur la rive droite à partir du 3 septembre; le groupement Mangin (D. E.) s'étend de la Meuse à la Woëvre. Ainsi le groupement est en mesure de suivre les initiatives d'ensemble prévues par son chef :

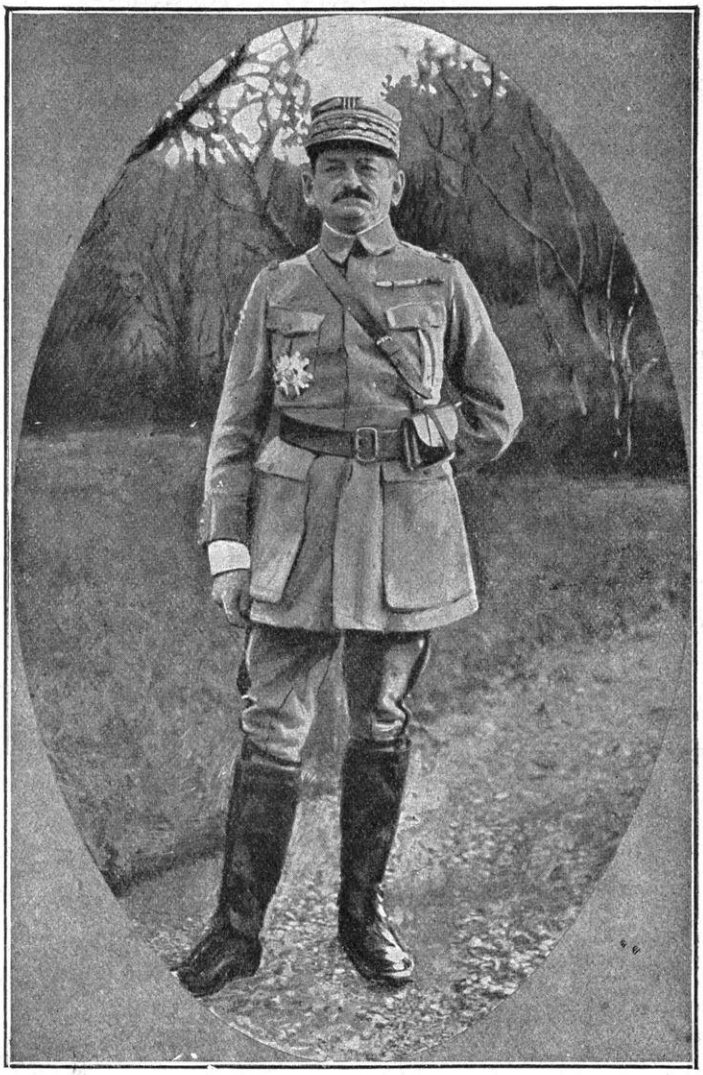
A partir de cette date, constate le document officiel, et à part quelques petites opérations de détail, destinées à maintenir en face de l'ennemi la supériorité définitivement acquise, tous les efforts ne vont plus tendre qu'à la préparation des travaux d'attaque pour l'infanterie, à la mise en place de toute l'artillerie, à l'amélioration des communications existantes et de tout le réseau téléphonique, à la constitution de tous les approvisionnements nécessaires, pendant que les divisions d'infanterie de première ligne, un moment mises en place dans leur secteur ultérieur d'attaque, en seront bientôt retirées, pour se préparer dans la zone arrière au méthodique et merveilleux effort qui aboutira le 24 octobre à

la retentissante et fructueuse victoire de Douaumont.

PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE DE DOUAUMONT

L'idée d'une offensive générale destinée à briser l'étroite ceinture qui étouffait Verdun après les engagements de juin, avait été conçue par le général Mangin dès le début de septembre. Il précisait ses idées à ce sujet dans une lettre datée du 17 et adressée au général Nivelle, commandant la 2e armée.

Il constatait que si, par les opérations des mois de juillet et août, on avait donné un peu d'air à la place en reculant la ceinture d'enceinte des abords de Thiaumont au Bois de Vaux-Chapitre, la situation n'en restait pas moins préoccupante. L'ennemi avait gardé des vues sur la place et des bases d'opération qui pouvaient lui laisser entrevoir l'espoir d'un succès définitif au prix d'un nouvel effort. Il y avait un avantage évident à ne pas lui laisser même cette tentation. Les actions de détail ne peuvent plus donner aucun résultat ; il faut, d'un bond, sortir du fond de la vallée et gagner les crêtes : tel doit être l'objectif des luttes nouvelles ; si ce but est atteint, on obtiendra, et avec un effort plus limité, un résultat aussi considérable au point de vue local qu'au point de vue général. A tout prix, rompre la ceinture d'étouffement, dût-on envisager, dès maintenant, une nouvelle reprise du fort de Douaumont.



GÉNÉRAL MANGIN

Le projet est approuvé par le général Nivelle, le 21 septembre; mais, loin de le restreindre, il tend à l'élargir. Seule, une opération englobant tout le front compris entre la tranchée Nawé à l'ouest et la tranchée Werder à l'est, ces deux tranchées incluses, répond au dessein que l'on a en vue. Mangin met sur pied le projet, et il l'élargit à son tour ; cette fois, on approche d'un système d'ensemble : « *Cet objectif atteint,* dit le nouveau projet, *le fort de Douaumont sera reconnu et, s'il est possible de s'en emparer, la ligne sera reportée en avant du glacis, battant la tête des ravins qui descendent du fort.* » Ce nouveau plan est approuvé en principe, le 26 septembre, mais pour être modifié encore à diverses reprises en cours d'élaboration.

Il convient de rappeler qu'une importante innovation, conforme aux doctrines du général Pétain en matière d'emploi de l'artillerie, est née au cours des premières opérations offensives du général Mangin, c'est le *barrage roulant* destiné à protéger les attaques d'infanterie. Dès le 1er juillet, le système avait été appliqué, ainsi qu'il résulte des ordres donnés pour l'offensive devant Thiaumont à cette date. Les voici expressément :

Les barrages d'artillerie *en arrière des positions ennemies* ou sur les renforts allemands en mouvement (c'est

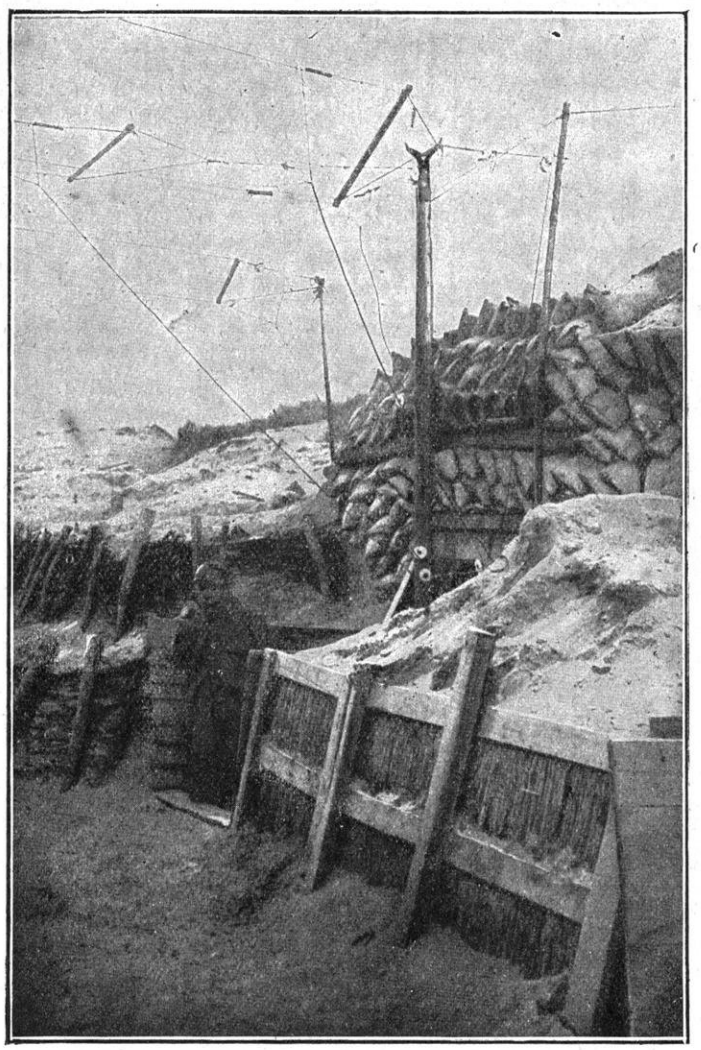
la méthode en usage jusque-là) ont été remarquablement exécutés, et ont eu des effets excellents ; la réalité est très certainement supérieure à ce qu'on peut espérer. Mais la préparation sur les ouvrages de première ligne de l'adversaire et sur ses mitrailleuses de flanquement n'ont pas toujours donné les résultats espérés.

Lorsque les organisations ennemies existent, la préparation comporte des tirs précis jusqu'à la destruction de ces organisations ; dans les zones où l'ennemi occupe les trous d'obus organisés, il est nécessaire de battre méthodiquement le terrain...

Et c'est ici que s'introduit avec précision la notion nouvelle destinée à révolutionner toute la fin de la guerre.

Quand la préparation est reconnue suffisante, l'infanterie part à l'attaque, suivant à 70 ou 80 mètres les points d'arrivée des obus à balles de 75 tirés percutants, et dont le tir s'allonge plus ou moins lentement, suivant les difficultés de parcours qu'offre le terrain.

C'est selon ces principes nouveaux, principes découlant d'un esprit offensif réfléchi et combiné pour éviter la perte de sang, qu'est réglé, avec une précision mathématique, le grand projet qui pourra s'élargir d'autant plus heureusement qu'il s'appuiera sur des bases plus solides.



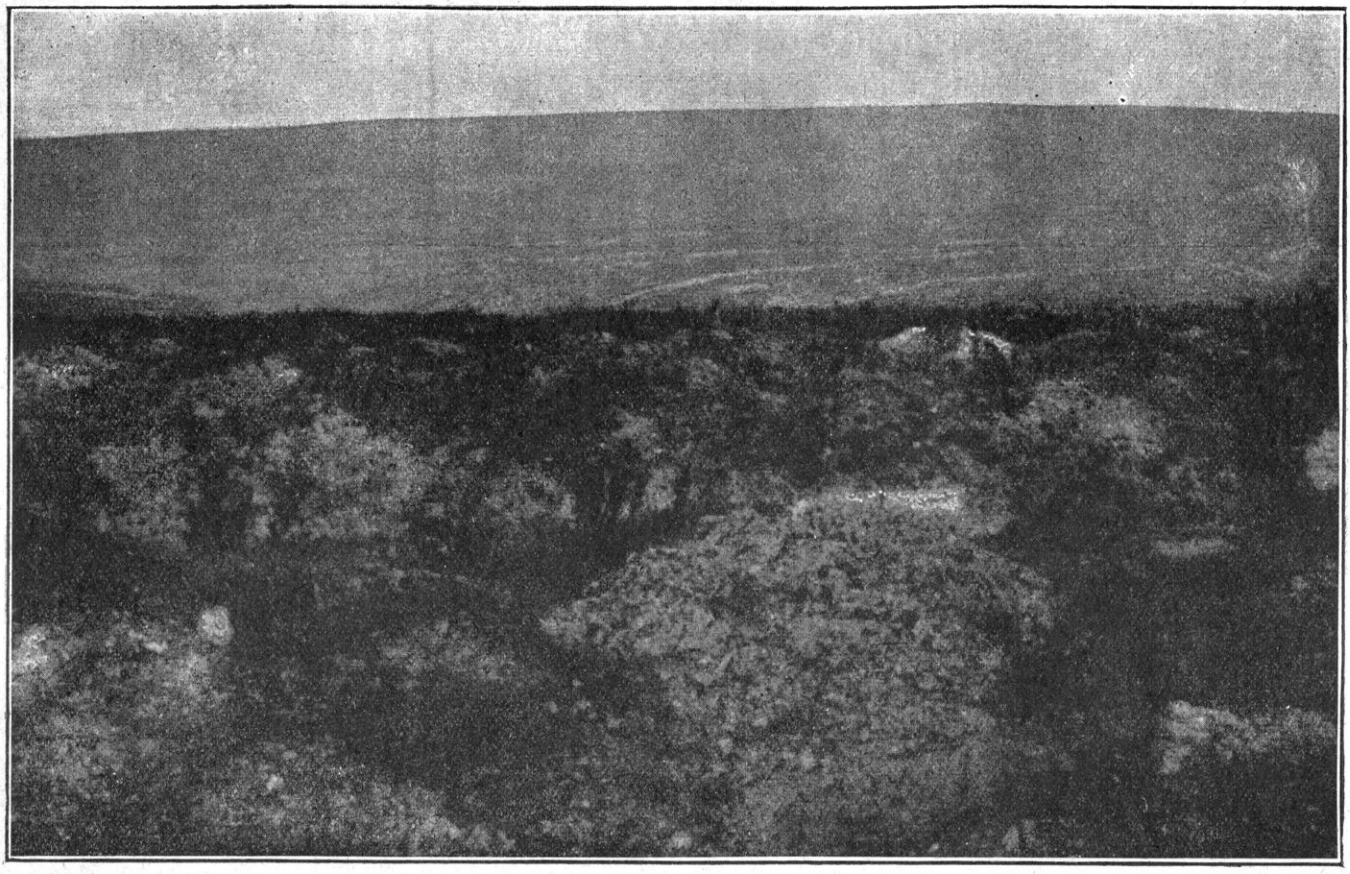
UN POSTE DE T. S. F. DANS LA TRANCHÉE

Le projet définitif est du 9 octobre. La mission du groupe D. E. est de prendre l'offensive sur la rive droite de la Meuse *pour rejeter l'ennemi au delà du fort de Douaumont.* Le général Mangin dispose de trois divisions, la 38e, la 133e et la 74e D. I., en plus d'un régiment de la 33e et d'un régiment de la 21e. Il dispose de 603 canons de tous calibres. Trois divisions sont en réserve immédiate : la 7e, la 9e et la 63e D. I. Deux divisions, la 37e et la 22e, sont en réserves d'armée.

Par une préparation intense et prolongée, l'artillerie lourde a pour mission de réduire au silence l'artillerie ennemie, de prendre à partie les villages et lieux où peuvent au loin se tenir les réserves, de détruire les points d'appui particulièrement importants de la zone d'attaque. Les tirs d'interdiction habituels sur points de passages obligés seront exécutés avec une intensité croissante. Le gros canon (14 de marine) tirera sur la grand'route d'Étain jusqu'à la limite de portée.

L'artillerie aura un rôle spécial en ce qui concerne le fort de Douaumont : elle battra les organisations du massif et les coffres de flanquement, diminuera la valeur de l'ouvrage, empêchera les renforcements, supprimera les vues ; sans parler des arrosages avec obus spéciaux au moment de l'opération. Ballons, centralisation des renseignements, liaisons téléphoniques, liaisons optiques, tout est prévu minutieusement.

On marche sur ces données, quand, soudainement, le haut commandement fait un pas de plus et élargit encore le projet : on y englobe décidément le fort de Vaux. Alors, tout se transforme encore : la 74e division est chargée spécialement de cet objectif ; une préparation



SUR LES TALUS DU FORT DE DOUAUMONT. — AU FOND, LE BOIS DES FORGES

d'artillerie spéciale est prévue pour le fort de Vaux et, comme l'état de l'atmosphère rend les vues très difficiles et le temps de plus en plus contraire, on se décide de réduire à deux ou trois jours au plus la durée de la préparation. Que de difficultés et d'entraves accumulées pour de telles entreprises !

Et il faut surtout considérer l'ennemi : la carrière d'Haudromont est solidement fortifiée par des lignes de tranchées qui la relient au fort de Vaux ; le centre du terrain d'attaque est défendu par des troupes et des mitrailleuses essaimées à l'est du ravin des Fontaines et dans le bois Nawé, avec points d'appui sur les pentes sud du ravin du Bazil.

L'ensemble de ce terrain avancé une fois enlevé, on se trouvera en présence du véritable objectif, la crête ; c'est l'ensemble des positions constituées par les tranchées du Helly, le fort de Douaumont, la Fausse-Côte, le fort de Vaux ; cette ligne présente des lacunes, mais aussi des points d'appui extrêmement forts, solidement reliés les uns aux autres.

Sur la crête, trois secteurs de défense sous les ordres du général von Lochow : 1er *secteur*, côte du Poivre : VIIe corps de réserve et 25e D. R., général von Zwehl ; 2e *secteur*, Hardaumont : 34e, 54e, 9e D. I. et 33e D. R., général von der Planitz ; 3e *secteur*, fort de Vaux : 50e, 192e D. I., 19e D. Ersatz, général von Steuben ; au total, le jour de l'attaque : 21 bataillons et demi.

Comme artillerie, 209 batteries au moins pouvaient entrer en action, soit avant l'offensive, soit au moment où elle se déclencherait ; et encore ces forces devaient être considérablement augmentées au cours de l'action.

Donc, supériorité numérique incontestable du côté de l'ennemi ; mais l'opération française ayant, d'autre part, l'avantage de l'initiative, du choix de son terrain et de la précision des objectifs, la défensive, étant obligée

de veiller sur tout, était nécessairement dispersée ; l'offensive, sachant où elle allait, portait son effort là seulement où il devait réussir.

OPÉRATION DU 24 OCTOBRE. PRISE DE DOUAUMONT

La préparation d'artillerie commença le 20 et fut poursuivie pendant cinq jours, jusqu'au 24. Quand une accalmie se fit, les observateurs renseignèrent : toutes les organisations défensives de l'ennemi étaient nivelées, la presque totalité des mitrailleuses étaient enterrées ; les réserves avaient dû quitter leurs abris et se disperser au delà de la ligne de feu ; les gares étaient détruites, les voies ferrées et les routes à peu près inutilisables. Cent batteries ennemies au moins, avaient été prises à partie, dont une trentaine ne devaient plus reparaître. Les pertes infligées à l'ennemi étaient telles que, dès le 23, il avait dû renforcer, ou plutôt relever la plupart des unités en ligne.

GÉNÉRAL VON LOCHOW

Sur les forts de Douaumont et de Vaux, l'effet avait réalisé et dépassé les espérances. Le 23, une violente explosion s'était produite dans le fort de Vaux et l'on avait vu s'enfuir une partie de la garnison. Le même jour, un incendie s'était déclaré dans le fort de Douaumont ; un projectile était tombé dans la partie centrale de l'ouvrage, et la garnison (on le sut après la prise du fort) avait dû renoncer à l'occupation.

L'ennemi ne réagissait pas ou réagissait peu ; on eût dit qu'il était absent. Cependant, le 22, l'infanterie française ayant simulé une attaque, 158 batteries ennemies se dévoilèrent et fournirent ainsi, sur leur emplacement, un renseignement qui devait être de la plus haute utilité le jour de l'attaque, fixée au 24.

Le 24, à 6 heures du matin, les troupes chargées de l'opération occupent les secteurs désignés. L'artillerie ennemie ne paraît pas avertie, elle ne change rien à son tir ordinaire ; l'artillerie française de même.

Au point du jour, un brouillard d'une intensité et d'une obscurité exceptionnelles s'est abattu sur toute la région. A la lettre, la bataille qui va s'engager sera la bataille invisible. Aucune observation n'est possible. Les hommes se heurtent dans la nuit, la lumière des canons ne peut percer ces ténèbres ; le tir se poursuit sur les buts réglés, mais il est aveugle. Était-ce un bien, était-ce un mal ? Déjà, si souvent, la brume avait été contraire ! On décida que, cette fois, le brouillard était favorable : rien n'est donc changé aux ordres et aux dispositions.

Le tir de barrage commence sur les objectifs indiqués. Les troupes d'attaque rectifient leurs positions dans les parallèles de départ.

Énumérons : à gauche, la 38e division (général Guyot de Salins) ; ordre : le 2e régiment, le 8e tirailleurs, le 4e zouaves, le 3e mixte, les équipes Schilt, le régiment colonial du Maroc dont un bataillon, le bataillon Nicolaï, est chargé spécialement d'attaquer le fort de Douaumont, de le nettoyer et de l'organiser.

Au centre : la 133e division d'infanterie (général Passaga) faisant deux groupements : A, le groupement Anselin composé du 321e régiment d'infanterie, trois compagnies de tirailleurs sénégalais et deux sections du génie, le 116e bataillon de chasseurs, le 102e bataillon de chasseurs, une compagnie de

DESTRUCTION PAR L'ARTILLERIE DES MITRAILLEUSES ET DES TRANCHÉES DU BOIS NAWÉ
(PHOTO PRISE EN AVION.)

chasseurs sénégalais et une section de génie; *B*, le groupement Doveau, composé du 107e bataillon de chasseurs avec quatre sections de mitrailleuses ; le 401e régiment d'infanterie et une section du génie ; un bataillon du 401e. Le général Anselin, tué à 10 heures par un éclat d'obus, est remplacé par le lieutenant-colonel Hutin.

A droite : la 74e D. I. (général de Lardemelle) avec deux groupements : groupement Challe à gauche : 230e R. I., 333e R. I., 50e et 71e bataillons de chasseurs alpins (lieutenant-colonel Desportes), un bataillon du 239e et une compagnie du génie ; groupement Géralt à droite : un bataillon du 299e, 2 bataillons du 222e, le 30e R. I.

Tout ce monde est sur pied, les hommes dûment stylés sur le rôle qui leur est attribué, fusils, grenades au poing, le cœur haut, les yeux tendus pour percer le brouillard qui s'épaissit encore. L'heure d'attaque est 11 h. 40. A 8 heures, on avait cru à une éclaircie : mais la brume s'épaissit de nouveau ; on ne voit pas à 100 mètres devant soi.

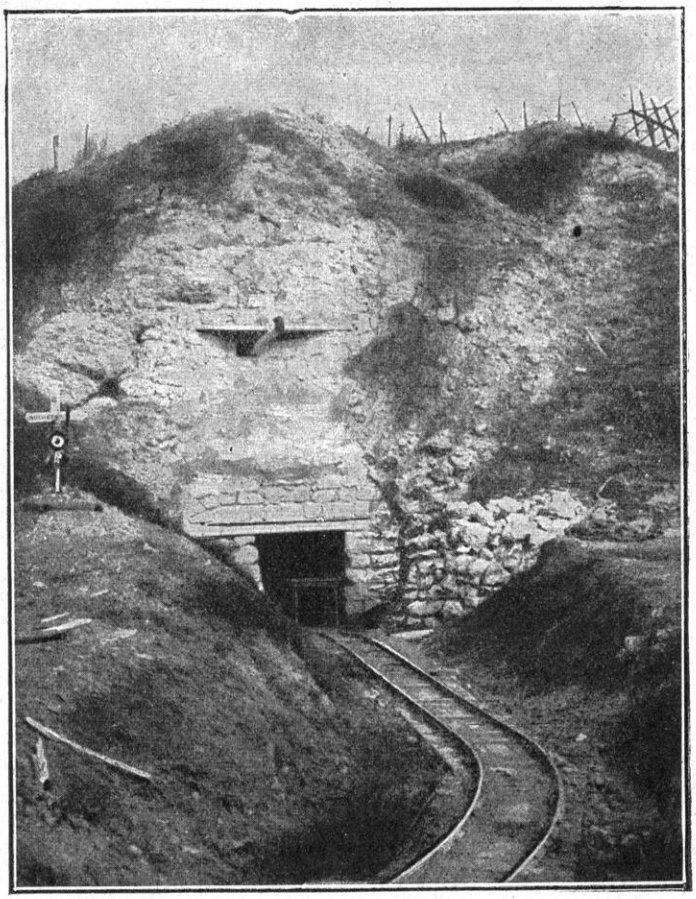
Le général Mangin a reçu, à la dernière minute, des nouvelles excellentes de l'état des choses dans le camp ennemi : des prisonniers ont avoué les conditions matérielles et morales; elles sont affreuses. Un pigeon voyageur égaré a apporté un renseignement d'une précision providentielle sur l'état de l'ouvrage de Thiaumont, un des principaux obstacles : l'officier allemand commandant le poste demandait la relève immédiate en ces termes :

Le feu roulant ennemi, avec ses gros calibres, est tel

que le secteur est complètement aplati ; la garnison est absolument bouleversée. Des parties des 83e et 90e régiments ont dû se retirer... Plus d'observation possible. Le bataillon demande instamment sa relève par des troupes fraîches. Le bataillon n'est pas en état de combattre ; la liaison avec l'avant est complètement supprimée.

Donc, le brouillard est bon ; il faut sauter à la gorge de l'ennemi aveuglé et démoralisé.

L'infanterie, d'un bond, sort de ses parallèles. L'artillerie ennemie ne paraît même pas avoir remarqué le mouvement ; sauf sur un point, ses barrages ne se produisent que douze minutes après le départ de la première vague d'assaut. Quand on est à 200 mètres, en douze minutes on gagne



UNE ENTRÉE DU FORT DE DOUAUMONT

Suivons la bataille de gauche à droite (1). Voici les lieux : on part des fonds, on vise la crête qui forme comme un quart de cercle surplombant la vallée ; sur la crête, deux objectifs principaux, qu'on ne voit pas, mais qu'on sait là : Douaumont, Vaux. La ligne de crête se dirige franchement nord-ouest-sud-est ; pour l'avoir, mieux vaut la tourner. On la tournera par le nord-ouest qui déborde. De toute évidence, si Douaumont est pris, Vaux succombe. Donc, Douaumont est le premier objectif sur la crête. La bataille devra se déployer comme un éventail, la droite faisant pivot et la gauche aile marchante.

Douaumont est défendu, à l'ouest, par l'ouvrage d'Haudromont qui commande les pentes ; mais un ravin, le ravin de la Carrière ou de la Goulette, permet de l'atteindre et de l'isoler du massif où s'élève le fort de Vaux. C'est donc dans ce ravin, barré par de solides tranchées ennemies, notamment la tranchée Balfourier, que s'élance, à gauche, la 38e division d'infanterie (général Guyot de Salins) chargée de l'aile marchante. Les Allemands qui défendent « la Carrière » sont en forces ; mis en garde par le jet des premières grenades, ils se défendent d'abord et cèdent bientôt ; en moins de cinq minutes, réduits, ils lèvent les bras ; les prisonniers affluent à l'arrière ; à 12 h. 25 on tient la première marche de l'escalier.

De même, plus à droite, le 4e zouaves et le 4e mixte : à 12 h. 25, heure prescrite, ils se sont emparés du premier objectif et grimpent aux pentes ; plus à droite, c'est plus dur : mauvais terrain, menace sourcilleuse de Douaumont, tranchées allemandes plus intactes ; combat acharné pour le régiment colonial et les Sénégalais ; cependant, à 13 heures, ils ont raison de l'ennemi et bondissent par-dessus les tranchées qui défendent les glacis du fort.

Toujours à droite, à la jonction du terrain qui relie la crête du fort de Douaumont à la crête du fort de Vaux : à l'orée de Fleury-sous-

(1) Pour de nombreux et émouvants détails qui ne peuvent trouver place dans une histoire générale, on voudra bien se reporter à l'excellent ouvrage du capitaine Henry Bordeaux : *Les Captifs délivrés*. Plon, in-8.

C'est le livre d'un témoin, d'un soldat, d'un bon écrivain, d'un bon Français.

UN ASPECT DU FORT DE DOUAUMONT

Douaumont, le bois de Vaux-Chapitre et, au milieu, le ravin des Fontaines qui s'insinue entre les deux forts : là, l'offensive appartient à la 133e division (général Passaga) ; dans la tranchée Wesel, quelques mitrailleuses tentent d'arrêter l'élan du 401e, mais sans résultat. A midi, le premier objectif est atteint et organisé : c'est le couloir décisif ; il permet d'étreindre les deux forts, l'un à l'ouest, l'autre à l'est.

Un peu plus à droite encore, vers le bois Fumin, qui a donné tant de mal pendant les mois de juillet et d'août, les tranchées entre la Haye du Renard et le Vaux-Régnier sont enlevées par la 74e D. I. On marche droit sur le fort de Vaux. Mais soudain, la tranchée Clausewitz fait barrage ; avec la tranchée Mudra et celle de la Sablière, l'ensemble constitue un gros obstacle. Les hommes des bataillons alpins s'acharnent, succombent. On recourt aux réserves ; à 13 h. 40, les tranchées Clausewitz et de la Sablière n'ont pas cédé. Donc, ici, au pivot, la bataille est à un point mort ; elle ne se développe pas. Pourvu que le pivot tienne et ne cède pas, cela peut suffire à la rigueur. Mangin ordonne d'en rester là pour le moment et d'attendre l'effet du mouvement tournant.

Le soleil a paru. Le brouillard se déchire ; c'est l'après-midi ; on a quatre heures encore pour enlever l'énorme besogne qui reste à faire : les deux forts, la crête tout entière ! On est sur l'escalier, je veux dire sur les pentes : mais, pour atteindre la ligne de faîte, c'est le plus dur.

Revenons à gauche, aux carrières d'Haudromont. L'ennemi s'est repris ; il fait ferme. Nos soldats veulent en finir ; la rage les prend. Il faut passer la route de Bras ; monter le ravin de la Goulette, courir, au bout, sur le village de Douaumont, et enfin, là-haut, le fort. Le 8e tirailleurs, le 4e zouaves, le 4e mixte s'élancent, s'entr'aident, se remplacent, se distancent, d'obstacle en obstacle, de tran-

chée en tranchée ; le sous-lieutenant Gilbert du 8e tirailleurs, avec une fraction de la 17e compagnie, se porte au delà de la route de Bras, encloue cinq canons abandonnés par leurs servants, et il passe. Dans un élan splendide, le 6e bataillon de zouaves et le 4e mixte arrivent à bout de souffle jusqu'au village de Douaumont et le nettoient. Et le régiment colonial prend aussitôt la liaison à gauche sur les glacis du fort.

C'est à ce régiment d'infanterie coloniale du Maroc qu'a été réservée la mission de s'emparer du fort de Douaumont. Il reprend sa course essoufflée vers la crête : mais en raison d'un retour de brume, *il ne voit pas encore le fort* ; il s'élance et s'accroche aux ruines sans défenseurs ; alors, commence « une course à l'objectif » qu'il vaut mieux laisser décrire par le récit officiel :

A 13 h. 30, le régiment du Maroc reprend sa marche. Le bataillon Groll, maintenu au début en deuxième ligne, se porte en avant et dépasse le premier objectif. Il devait contourner le fort à droite et à gauche ; mais le bataillon Nicolaï ayant un certain retard, le capitaine Dorey prend l'initiative de dépasser le fort, le franchissant au lieu de le contourner, de manière à profiter du désarroi de l'ennemi et à ne pas lui permettre de se ressaisir. Une partie du bataillon Groll se dirige donc sur le fort et y pénètre. Il traverse la superstructure, qui n'est qu'un amas de ruines, et y rencontre des éléments de bataillon Migemont (5e bataillon du 321e R. I.). Celui-ci, qui avait pour point de direction pour sa section d'assaut de gauche l'angle sud-est du fort, avait pu progresser rapidement. En arrivant à 15 h. 30 au fossé nord-est-sud-est, le sous-lieutenant Lesseux avec quelques grenadiers avait immédiatement franchi le fossé aux trois quarts comblé et mis le pied sur l'observatoire de la petite tourelle à l'est. Coloniaux et fantassins se réunissent ; ils grimpent aux superstructures et, faisant le tour, franchissant les décombres du fort, les voilà de l'autre côté, cherchant le bataillon Nicolaï qu'ils appellent dans le brouillard.

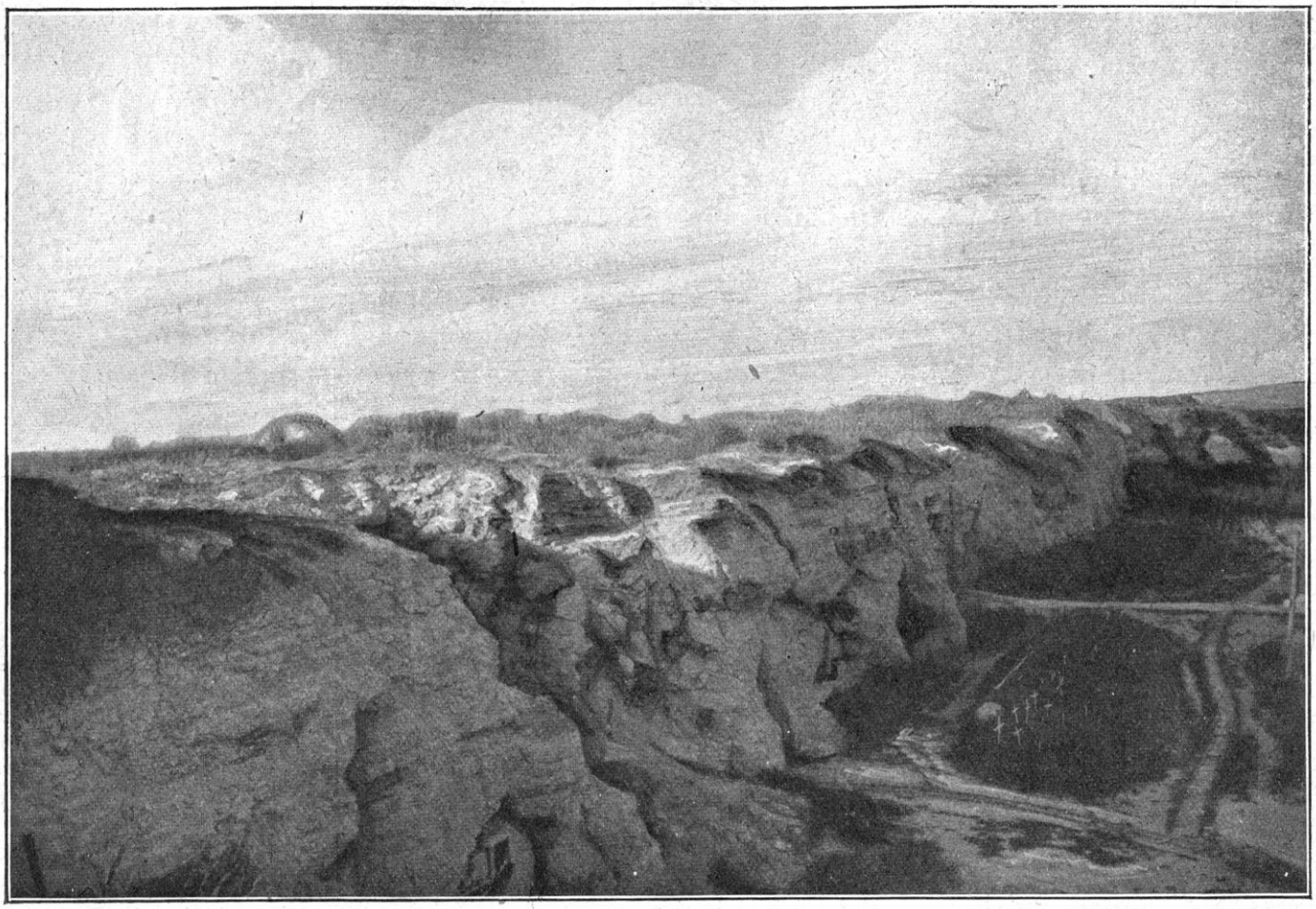
Le bataillon Nicolaï s'est perdu ; il a pris trop à gauche ; soudain, un rayon de lumière, et voilà le fort qui surgit, à droite. Quelques minutes de redressement et le bataillon Nicolaï, liaison prise avec les quelques hommes du bataillon Groll qui sont sur la superstructure, s'engage résolument en petites colonnes dans les couloirs du fort.

Il est environ 15 heures. L'ennemi, quoique en désarroi, oppose une vive résistance. Des rafales de mitrailleuses se déclenchent. Les fusils mitrailleurs, les grenades et les appareils Schilt ont raison de cette résistance, et le fort est parcouru de bout en bout et toute sa surface occupée malgré quelques pertes. L'ennemi cependant tente de résister à l'intérieur du fort et dans les sous-sols. Nos troupes, accompagnées de la compagnie 19/52 du génie, font irruption dans tous les locaux et brisent définitivement toute résistance. En moins d'une demi-heure, le fort de Douaumont est tout entier entre nos mains.

Quatre officiers et une quarantaine de sous-officiers et soldats restent vivants ; ce sont des fantassins isolés ou égarés, venus des premières lignes, des artilleurs du 2e groupe du 108e, des officiers d'infanterie et d'artillerie, dont le capitaine Prollius du 113e régiment d'infanterie de campagne, chef du service d'observation d'artillerie du fort. Le capitaine Prollius, comme officier le plus ancien et le plus élevé en grade de cette garnison de fortune, avait pris le commandement du fort et organisé la résistance...

La journée n'est pas finie. A 13 h. 40, le 321e, avec trois compagnies de Sénégalais (36e bataillon) et une section du génie, reprend la marche pour la prise de possession de la crête, tandis que le génie met en état de défense la tourelle est du fort. Le 102e bataillon de chasseurs suit le ravin de la Fausse-Côte qui mène à l'étang de Vaux et contourne le fort. On tend ainsi la main aux troupes qui grimpent par le ravin du Bazil ; on tombe alors sur une tranchée allemande chargée de défendre les pentes, la tranchée d'Hauteville ; ses défenseurs, stupéfaits de voir l'attaque leur tomber dessus par l'arrière, essayent de se défendre. Charge à la baïonnette des Sénégalais : 600 officiers et soldats allemands sont faits prisonniers. Le 102e bataillon de chasseurs alpins, qui prend sa part dans ce bel exploit, et le 401e régiment d'infanterie, qui a suivi le ravin des Fontaines, se rejoignent à 15 h. 30 à l'étang de Vaux.

Nous voici au pivot : l'aile marchante a fait du chemin, la manœuvre était bonne ; mais, devant la tranchée Clausewitz, le pivot n'a pas bougé. Les bataillons Casella, Piraudet, le 71e bataillon C. P. perdent beaucoup de monde ; cependant, en liaison avec l'aile marchante, le 230e monte dans le ravin des Fontaines, le 333e enlève la Grande Carrière ; ceci fait, on croit préférable de monter une manœuvre d'encerclement sur le Petit-Dépôt



AUTRE ASPECT DU FORT DE DOUAUMONT

qui est, de ce côté, le centre de la résistance et sans lequel on ne peut rien tenter sur le fort de Vaux.

Car c'est maintenant le fort de Vaux qui est devenu « l'objectif ». On a encore deux à trois heures de jour, le brouillard s'est totalement dissipé. On touche aux ruines du fort; sur ces ruines, des mitrailleuses sont en action. Avant tout, enlever les nids de résistance parsemés sur les pentes, boyau Fulda, la Sablière, tranchée Mudra, Petit-Dépôt ; l'un après l'autre, ces points d'appui succombent ; le Petit-Dépôt seulement à 20 heures.

L'ennemi tente mollement deux contre-attaques ; mais le général Mangin a tout prévu ; le terrain conquis a été organisé instantanément. Considération frappante : sur ce front d'attaque, l'ennemi disposait de 7 divisions avec 19 bataillons en ligne, 13 en réserve, 25 au repos ; il disposait de 158 batteries qui étaient entrées en action la veille de l'attaque. Et le fait héroïque se passe devant ces masses hypnotisées ou impuissantes. Le brouillard a-t-il obscurci aussi l'esprit des chefs ? 5 554 prisonniers dont 138 officiers, un important matériel de guerre, 15 canons dont 3 de 210, 144 mitrailleuses, l'armée entière de von Lochow impuissante ; son artillerie entière, trop rapprochée de nos lignes, a déménagé promptement.

Et cela s'est fait d'un coup de résolution chez les chefs, d'un élan de bravoure incomparable chez les troupes !

Le général Nivelle félicite et ordonne d'exploiter le succès.

Le général Mangin s'adresse à ses troupes :

La volonté du général en chef est que le beau succès remporté dans la journée historique du 24 octobre soit exploité à plein et sur-le-champ par les 38e et 133e D. I. et complété par la 74e D. I...

Les divisions pousseront jusqu'au contact avec l'ennemi des lignes cohérentes, précédées de reconnaissances

mordantes, pénétreront dans les batteries ennemies et s'en empareront, mettant, s'il y a lieu, les pièces hors de service.

Les brigades de réserve s'avanceront ; mais le mouvement s'exécutera sans les attendre.

Cependant, la nuit est venue. Il faut attendre le lendemain : l'opération préparée aura lieu dès l'aube.

Pendant la nuit, l'artillerie allemande a repris son activité ; elle commence des tirs d'interdiction sur le terrain occupé. Le général de Salins, le général Passaga ont reçu les ordres vers minuit seulement ; ils veillent et préparent minutieusement la journée du lendemain. Que de choses à faire ! Dispositions d'ensemble, alignement et échelonnement des troupes, vivres, munitions, convois, ambulances, avance de l'artillerie, organisation du terrain conquis, observations, renseignements, etc. !

LE GÉNÉRAL MANGIN
DANS SON CABINET DE TRAVAIL

Le mouvement est prêt pour 4 heures du matin. L'objectif concentrique est le fort de Vaux. A 4 heures, l'artillerie commence son tir. A 5 heures, les premières patrouilles sont envoyées. Mais elles trouvent l'ennemi prêt à la résistance, les mitrailleuses tirent violemment. L'attaque ne peut avoir lieu par surprise et de vive force ; cela devient une affaire : les réserves indispensables ne sont pas en ligne. Sagement, Mangin donne l'ordre de surseoir jusqu'à ce que tout soit au point. La journée du 24 reste donc *la journée de Douaumont.*

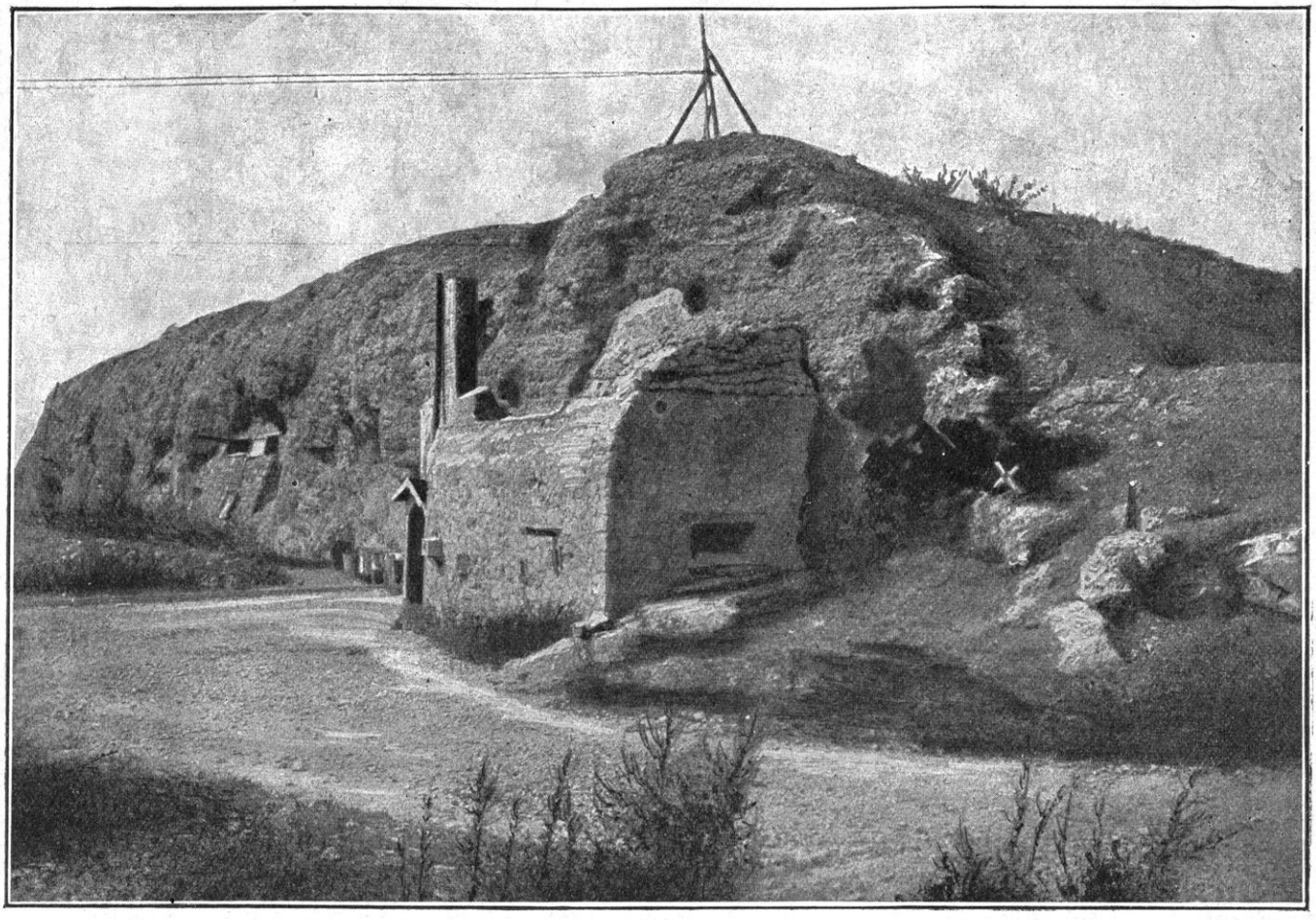
Douaumont, quel coup de force à la fois, et quel coup de prestige ! Avantage stratégique : on aveugle l'assiégeant ; il n'a plus de vue sur Verdun, on a des vues sur lui ; il ne domine plus, on le domine ; demain, Vaux tombé, la ceinture qui enroule Verdun sera brisée ; comme le disait Ludendorff lui-même, mieux eût valu, pour l'armée allemande, qu'elle se retirât spontanément hors du champ des entonnoirs ; car, combattre pour une défaite certaine, c'est le pire des systèmes. Quand Joffre s'était heurté, en Champagne, en Artois, à un obstacle imbrisable, il n'avait pas insisté.

Les Allemands ont, depuis, essayé de répandre le bruit que le fort avait été évacué par ordre ; comme à la bataille de la Marne : les défaites par ordre ! Or, voici précisément l'ordre donné le 23 octobre, c'est-à-dire la veille de l'attaque, par le général von Zwehl, commandant le VIIe corps de réserve :

D'après les renseignements d'agents, il faut s'attendre à une attaque française à Verdun.

La position de combat est *à tenir à tout prix.* L'infanterie et les mitrailleuses doivent être prêtes, à n'importe quel moment, à repousser une attaque française (préparer les munitions et les grenades à main). Transporter le plus grand nombre possible de grenades à l'avant. Les réserves et les compagnies de mitrailleuses en réserve à Thiaumont, Albain, Helly, doivent être prêtes pour une entrée en ligne immédiate... etc., etc.

Les résultats sont les suivants : outre les 6 000 prisonniers, les pertes infligées à l'ennemi



UNE VUE DU FORT DE VAUX

s'élèvent, d'après les renseignements les plus sûrs, à 20 000 hommes. Le coup frappé en pleines lignes allemandes a déterminé l'abandon du système des crêtes sur la rive droite. Ne parlons pas du coup de bélier en plein prestige impérial qui démantèle, chez le civil et chez le militaire, tout un pan du moral allemand. Cela suffit : « Douaumont est une grande victoire tactique. Elle est aussi la première victoire de la guerre des tranchées sur le front occidental. » Et, comme les succès s'enchaînent, Douaumont pris, demain Vaux succombera.

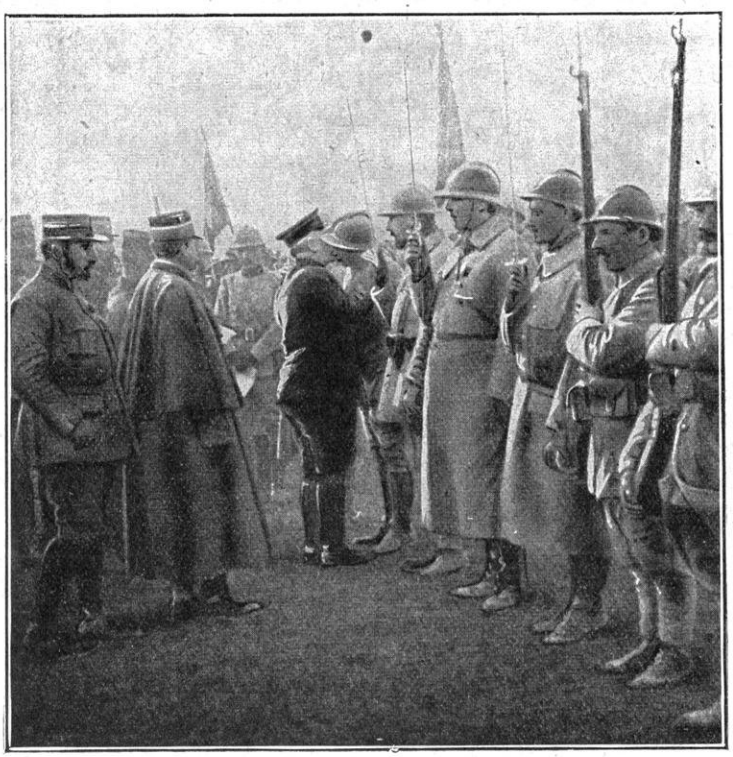
PRISE DU FORT DE VAUX. 25 OCTOBRE, 3 NOVEMBRE 1916

La reprise du fort de Douaumont avait été la suite normale d'une opération admirablement montée et exécutée ; pour la réussir, il avait fallu non seulement l'acuité de vision des chefs et leur savante préparation, il avait fallu l'énergie du soldat et le coup d'œil résolu de chacun des exécutants.

La reprise du fort de Vaux fut tout autre chose : la conséquence logique de la première opération, une fin de théorème se dégageant mathématiquement en dépit des contingences locales qui s'opposaient à la solution. Un officier allemand pris le 24 octobre avait dit : « Vous avez enlevé Douaumont par surprise, vous ne prendrez pas Vaux. » Cet officier n'était pas logicien.

Il est vrai, Vaux paraissait imprenable, tant les Allemands y avaient accumulé d'éléments de lutte et de moyens de résistance. Ce qui faisait la confiance du commandement allemand, c'étaient surtout les défenses avancées. Le fort de Vaux, projeté à l'extrémité du promontoire dominant la Woëvre, était de ce côté à peu près inaccessible ; or, en avant et sur les pentes venant des fonds de Verdun, le génie allemand avait construit quatre lignes

de défense constituant une sorte de réduit en pentes douces d'une force éprouvée, puisqu'il avait arrêté l'attaque française dès les premières heures de la bataille : en première ligne, les tranchées Clauzewitz, Mudra, de Moltke ; en seconde ligne, environ un kilomètre en arrière, une bretelle non moins solide entre le ravin des Fontaines et la batterie de Damloup ; aux deux extrémités, deux points d'appui que l'on eût pu croire inexpugnables : à l'ouest la Sablière (sur le ravin des Fontaines), à l'est la batterie de Damloup, et, en arrière de cet ensemble formidable, dans les entonnoirs d'obus, une ruche de mitrailleuses hérissant les pentes jusqu'aux glacis du fort. Cet ensemble était consolidé encore aux quatre coins par des ouvrages formant redoutes : la Carrière, le Petit-Dépôt, l'Abri de Combat, la batterie de Damloup. L'ennemi était averti, il était résolu à se défendre, il avait réussi à arrêter l'élan des troupes d'assaut le 24 octobre ; il y mettrait ce qu'il faudrait, mais il garderait le fort de Vaux.



LE PRÉSIDENT POINCARÉ
DÉCORE DES COMBATTANTS DE VERDUN

Le commandement français se rendit compte immédiatement qu'il s'agissait d'un siège en règle et que, au lieu de gaspiller son infanterie en tentatives impossibles, mieux valait en revenir à l'emploi de l'artillerie.

C'est ce qui est ordonné dès le 25 octobre au matin : l'artillerie lourde à grande puissance reçoit l'ordre de compléter la destruction du fort de Vaux dès que la visibilité le permettra. On fait avancer les artilleries de tranchées, on dispose autrement les batteries de 58, et le bombardement reprend régulier.

Cependant, des mesures sont prises pour ne pas laisser au fort les moyens de se donner de l'air. Dans cette même journée du 25, un bataillon du 216e le tourne à l'est et même certains éléments du 333e pénètrent dans la gorge du fort et quelques hommes montent sur la superstructure.

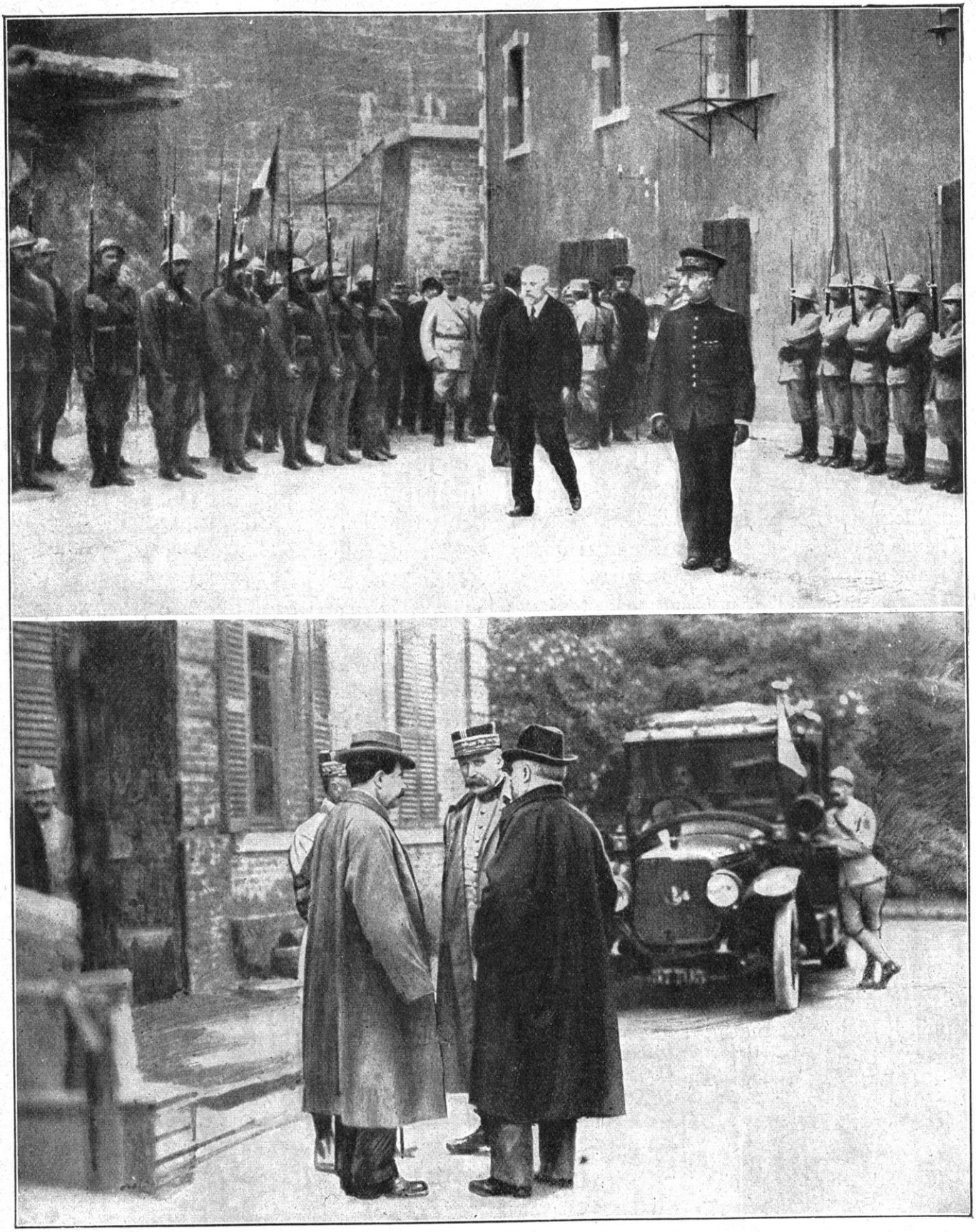
On songe aussi à préparer la relève des 38e et 133e divisions, qui ont donné le rude coup de main du 24 octobre ; on nettoie les postes avancés de l'ennemi, notamment dans le ravin des Fontaines.

Cependant voilà l'ennemi qui réagit : quatre contre-attaques sont tentées, dont l'une sur le fort de Douaumont, dans la journée du 26. Aucune, d'ailleurs, ne réussit. Le bombardement est intense de part et d'autre.

Dans la journée du 27, les choses restent en état, sauf quelques contre-attaques allemandes. Les relèves commencent à se faire dans le camp français ; la 63e division (général Andlauer) entre en ligne et ce général prend le commandement du secteur, à midi.

Les relèves se poursuivent dans les journées du 28 et du 29 octobre : les 7e et 9e divisions doivent remplacer dans leurs secteurs respectifs les 38e et 133e divisions, et comme il est nécessaire, pour prendre le fort de Vaux, de faire appel à des troupes fraîches, c'est à la 63e division qu'est confiée cette mission.

L'échange de canonnades continue, mais



(*En haut*) : LE PRÉSIDENT POINCARÉ DANS LA FORTERESSE DE VERDUN. (*A droite*) : M. WILLIAM MARTIN. — (*En bas*) : A VERDUN : LE PRÉSIDENT POINCARÉ, LE GÉNÉRAL PÉTAIN ET M. PAINLEVÉ MINISTRE DE LA GUERRE.

sans mouvement d'infanterie de part ni d'autre. On s'observe. Des prisonniers interrogés disent qu'ils appartiennent à une division amenée de Rethel dans la journée. Un autre prisonnier donne ces renseignements précis sur le fort : « 300 hommes y tiennent garnison, les mitrailleurs sont installées sous des abris bétonnés, principalement face au sud ». Faut-il risquer l'attaque, faut-il continuer « le siège » ? Mangin suspend encore son jugement. Il n'y a pas lieu de se presser puisqu'on tient l'objet et que l'artillerie poursuit son œuvre.

Le 30 octobre, tout le monde étant en place, l'artillerie ayant accompli sa tâche et les observateurs faisant part d'une sorte de vide qui semble se produire dans le fort et autour du fort, on remarque soudain que l'artillerie allemande montre moins d'activité. L'heure approche où l'on pourra, sans doute, recommencer le coup de Douaumont.

La 63e division (Andlauer) est toujours chargée de l'enlèvement du fort ; la 74e est retirée du front et remplacée par la 22e division. L'attaque est fixée au 3 novembre dans la journée.

Le 31 octobre, journée calme et même silencieuse ; on dirait qu'il se passe quelque chose. Le 1er novembre, repos, attente, temps affreux : l'artillerie allemande tonne de loin sur nos positions. Du fort, rien. Des aviateurs signalent que des troupes allemandes semblent descendre les pentes, se dirigeant vers la Woëvre ; des explosions se produisent.

Dans l'après-midi, un radio allemand annonce que le fort est évacué. En fait, il l'est depuis la veille au matin, sauf les derniers éléments que l'on avait vu disparaître.

Des mesures sont prises aussitôt pour s'assurer du fait. La compagnie Piot, du 298e, qui avait reçu la mission de prendre la tête de l'attaque, est chargée de la reconnaissance. Les patrouilles visitent d'abord les abris 144 et 4595 et les trouvent vides ; elles tournent autour du fort, cherchant une entrée : pas un coup de fusil ; les débris fument encore ; l'air est irrespirable. Le lieutenant Piot finit par découvrir une étroite ouverture ; il s'y glisse, suivi du sous-lieutenant Lavève et de ses hommes ; le fort est vide. Les couleurs françaises sont arborées sur les ruines. « Le second captif était délivré ».

Ce succès ne suffit pas à la haute prévoyance du commandement ; car il s'agissait de gagner non seulement les points d'appui, mais la ceinture tout entière. C'était là le but stratégique.

Malgré un formidable barrage d'artillerie, déchaîné par les batteries allemandes, déjà reportées en arrière, notre infanterie, accrochée jusque-là à l'Étang de Vaux, pousse énergiquement ses reconnaissances en avant. La 9e division gagne du terrain vers le village de Vaux ; la 63e division arrive jusqu'à l'église. En fin de journée, les deux forts sont reliés par une ligne qui suit le ravin de la Fausse-Côte et la tranchée Driant. La crête entière est occupée.

Ce ne sont pas seulement les deux « captifs » délivrés, c'est Verdun qui respire, c'est Verdun qui, cette fois, a refoulé ses assiégeants. Un poids écrasant est enlevé de la poitrine de la France : le sort de la guerre penche ; reprenons la parole de M. Lloyd George : « Le nom de Verdun suffira à évoquer dans l'histoire de tous les siècles un souvenir impérissable. »

FIN DU QUATORZIÈME VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE LX (*Suite*)

LE FRONT OCCIDENTAL EN 1915. — LA GUERRE DE TRANCHÉES

La mission de l'armée française en 1915 *; ses sacrifices pour soulager le front russe. — L'Hartmanswillerkopf, la Voëvre et les Éparges, Vauquois et l'Argonne, Ypres et les gaz. — Échec des grandes tentatives de percée en Champagne et en Artois. — Le problème des munitions et de l'armement. — Le grand effort de recrutement de l'Angleterre..* 1

CHAPITRE LXI

VERDUN

Les débuts de l'affaire de Verdun. — Les Conférences de Chantilly (décembre 1915) *et la préparation de la guerre dans le camp allié pour* 1916. *— La préparation de la guerre dans le camp allemand. — Falkenhayn et son système. — Le commandement français fut-il surpris à Verdun ? — L'organisation défensive de la région fortifiée de Verdun..* 59

CHAPITRE LXII

LA BATAILLE DE LA SOMME

*Verdun et la Somme. — Conception grandiose du général Joffre. — Rôle de l'armée anglaise. — Douglas Haig. — Le terrain et la préparation. — L'offensive du 24 juin, 1*er *juillet. — La bataille de la Somme jusqu'en septembre..* 185

CHAPITRE LXIII

EFFETS DE VERDUN ET DE LA SOMME

La crise du commandement allemand en septembre 1916. *— Hindenburg et Ludendorff remplacent Falkenhayn. — La Conférence de Cambrai. — Nouvelle orientation de la guerre. — Plan de l'Allemagne pour gagner du temps. — Elle demande la paix. — La propagande pacifiste — Les sous-marins. — L'Amérique..* 213

Pages.

CHAPITRE LXIV

REPRISE DE LA BATAILLE POUR VERDUN. — DOUAUMONT ET VAUX DÉLIVRÉS

Le Kronprinz et l'affaire de Verdun. — Les Allemands se décident à rester devant Verdun. — Le commandement français décide de rompre la ceinture. — Ensemble du projet visant la reprise des forts de Douaumont et de Vaux. — Préparation de l'offensive. — Douaumont délivré (24 *octobre*). — *Vaux délivré* (3 *novembre*). — *Double victoire de Nivelle et de Mangin*.. 237

TABLE DES GRAVURES

Pages.

Le cuisinier et le coiffeur dans la tranchée. 3
Crapouillot de tranchée lançant une bombe à ailettes. 4
Crapouillot de tranchée française dans un parc d'artillerie.. 5
Un bataillon d'alpins sur une route des Vosges.. 7
Intérieur d'une fabrique d'obus.. 8
Ouvrières occupées à la fabrication des cartouches.. .. 9
Un atelier de goupillage et de perçage des obus.. .. 11
Tournage de la ceinture des obus.. 12
Une fête organisée par les soldats sur le front anglais. 13
Cadavres allemands restés sur le terrain au cours de la bataille de Champagne.. 15
Organisation d'une position nouvelle.. 16
Une batterie de 75 pour tir contre avion.. 17
Ravitaillement des caissons d'artillerie sur le front de Champagne.. 19
La traversée du village de Saint-Soupplet.. 21
Saint-Soupplet. — La rue principale.. 22
Souain. — Ce qu'il reste du village bombardé,. 23
Ce qu'il reste du moulin de Souain après la journée du 25 septembre 1915.. 26
Souain. — Le terrain bouleversé par les obus, près du moulin.. 27
Tahure. — Les abords du village.. 29
Le Général Marchand en première ligne.. 30
Cadavres allemands devant une tranchée, pendant l'offensive de Champagne.. 31
Tranchées allemandes et françaises dans la plaine de Champagne. 33
La halte en Champagne.. 34
Fantassins allant occuper une nouvelle position.. .. 35
Loos. — Tranchées et défenses françaises.. 37
Souchez. — Tranchées allemandes devant le village. 39
Le champ de bataille devant Carency.. 43
Écury-le-Repos. — Ruines d'une usine.. 44
Vue du terrain devant Souchez.. 45
Roclincourt. — Les ruines du village.. 47
Le Général Fayolle passant en revue une division d'infanterie.. 48
Un canon lourd anglais en action sur le front d'Artois. 49
Les Généraux Foch et Fayolle examinant un canon de tranchée allemand.. 50
Le sommet de l'Hartmanswillerkopf et la plaine alsacienne.. 51
Cadavres de soldats tués au cours d'une offensive sur la Somme.. 53
Le Général Serret sur son lit de mort.. 54
Transport d'un canon lourd anglais. 55
Le Général Douglas Haig.. 57
Verdun. — Vue générale.. 61
Verdun. — La porte Saint-Pierre.. 63
Verdun. — Les bords de la Meuse.. 64
Verdun. — La Meuse et le pont de la Porte Chaussée. 65
Verdun. — La Porte Chatel. 67
Verdun. — Une cuisine en plein air.. 68
Verdun. — Le canal des Augustins 69
Verdun. — Le quartier de la Meuse bombardé.. .. 71
Verdun. — La rue Mazel 72
Verdun. — La gare.. 73
Verdun. — Le quartier Saint-Pierre 75

Pages.

Verdun. — Ruines sur le bord de la Meuse.. 76
Verdun. — La cathédrale bombardée.. 77
Verdun. — Maisons en flammes.. 78
Verdun. — Maisons sur le bord de la Meuse.. 79
Verdun. — Une partie de la ville, vue prise des bords de la Meuse.. 81
Les Généraux Joffre, de Bazelaire et Humbert, à Dombasle, près de Verdun.. 82
L'étang de Vaux. — Au fond, le bois de la Caillette.. .. 83
Entrée d'une sape à la cote 304.. 86
Tranchée occupée par nos troupes à la cote 304.. 87
Charny. — Les ruines du moulin.. 89
Chattancourt et la colline du Poivre.. 91
Brabant-le-Roi. — Une partie du village.. 92
L'étang de Vaux.. 93
Chattancourt et le Mort-Homme.. 95
Fleury. — Emplacement de la gare et du haut village. 97
Verdun. — Une rue de la ville bombardée.. 98
Verdun. — La tranchée des baïonnettes.. 99
Le fort de Vaux.. 101
Progression d'infanterie dans la région de Verdun.. .. 103
Douaumont. — Une tranchée française.. 104
Un trou d'obus rempli d'eau, près de Douaumont.. .. 105
Le fort de Douaumont.. 107
Fleury. — Le champ de bataille près du village.. 109
Un train culbuté au bas de la cote du Poivre.. 110
Les carrières de la Falouze, près de Verdun.. 111
Charny. — Les bords de la Meuse.. 113
Montfaucon. — L'observatoire du Kronprinz.. 114
Abris dans le bois Fumin près de Verdun.. 115
Verdun. — Vue de la ville près du théâtre.. 117
Cadavres allemands dans une tranchée.. 118
Douaumont. — Petit cimetière sur les talus du fort.. 121
Progression de fantassins dans une tranchée.. 123
Camp de prisonniers allemands près de Verdun.. .. 124
Une partie de l'ouvrage de Thiaumont.. 127
L'entrée du fort de Douaumont.. 128
Le fort de Douaumont, vue prise d'avion.. 129
Bras. — Le village occupé par les troupes françaises.. 131
Un dépôt de munitions près de Verdun.. 133
Un convoi de prisonniers allemands près de Verdun.. 135
Cadavres de soldats allemands.. 136
Damloup. — La traversée du village. — Au fond, la cote 304 137
Tranchées au nord de Damloup 138
Charny. — Vue générale du village 141
Le champ de bataille devant Douaumont.. 143
Poste de T. S. F. dans la citadelle de Verdun.. 144
Le village de Bras et la cote de Froide-Terre.. 145
Une partie du village de Louvemont et la cote du Talou 147
Près de l'Étang de Vaux. — Le bois de la Caillette, Le bois du Chapitre, le bois Fumin.. 149
Les Islettes — Meubles abandonnés par les habitants. 150
L'étang de Vaux. — Le bois de la Caillette.. 151
Le ravin des Dames près de Verdun.. 153
Chattancourt. — La gare.. 154
Ouvrages français dans le bois Fumin.. 155
Le fort de Douaumont. — Vue générale. Le fort pendant la bataille.. 159
Tranchée sous le fort de Douaumont.. 161

TABLE DES GRAVURES

Pages.

Le fort de Douaumont après les bombardements.. .. 163
Monument élevé près de Douaumont par le 237e à ses morts.. 164
Dans une tranchée allemande près de Douaumont. .. 165
Là où fut le village de Douaumont.. 167
Une des tourelles du fort de Vaux.. 170
Le fort de Vaux.. 171
Le fort de Vaux après 90 jours de bombardement 172
Ce qu'il reste du fort de Vaux.. 173
Monument élevé sur le Mort-Homme reconquis.. .. 174
Devant Thiaumont, le ravin de la Mort. 175
Ruines du village de Bras.. 179
Verdun en flammes.. 180
Deux aspects de Verdun en ruines.. 181
Monument offert à Verdun par la Hollande.. 182
L'A. L. G. P. (Artillerie lourde à grande puissance) employée pour la première fois à la bataille de la Somme.. 184
Fantassins anglais allant installer des fils de fer barbelés. 187
Convoi de ravitaillement d'artillerie sur la route de Curlu. 188
Convoi sur une route détruite par une mine et refaite par des pionniers australiens.. 189
Patrouille de cavalerie anglaise.. 191
Artilleurs anglais remettant une pièce en batterie. .. 192
Pièce de 238 d'artillerie anglaise.. 193
Campement anglais établi au nord de Maricourt d'où doit partir l'attaque des armées britanniques.. .. 195
Obusier de tranchée.. 198
Entonnoirs métalliques pour l'envoi des ordres aux pièces d'artillerie.. 199
Terrain bouleversé devant le bois en Y au nord de Maricourt 201
Le village de Mametz reconquis par la 7e division anglaise 203
L'église de Frise après la prise du village par le 1er corps colonial français 204
La ferme de Hem, centre de combats acharnés 205
Le village d'Hardecourt enlevé par le 20e corps français (8 juillet 1916).. 207
Les restes de Guillemont reconquis par la 16e division britannique 208
Les ruines de Ginchy reconquises par la 49e brigade britannique 209
Von Falkenhayn, ex major général.. 214
Von Hindenburg, major général.. 215

Pages.

Hindenbourg et Ludendorff au quartier général d'un commandant d'armée.. 216-217
Ludendorff, quartier-maître général.. 219
Le comte Bernstorff, ambassadeur allemand à Washington.. 221
Le Président Wilson.. 223
Le *Lusitania* torpillé, coulant par l'avant dix-huit minutes après l'explosion.. 224
Après l'engloutissement du paquebot, la lutte pour la vie.. 225
Le *Sussex*, paquebot torpillé par les Allemands.. .. 226
Le colonel House et l'ambassadeur James-W. Gérard.. 227
Le baron Burian, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie 228
Trotsky 229
Tchernoff.. 229
Erzberger.. 230
Von Jagow, secrétaire d'état du Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne.. 231
La mort du Général Galliéni : La chapelle ardente.. .. 232
Funérailles du Général Galliéni.. 233
Général Roques, Ministre de la Guerre.. 234
Amiral Lacaze, Ministre de la Marine. 234
Général Nivelle.. 236
Le Président Poincaré à Verdun qu'il va décorer de la Légion d'honneur... 238
Général Mangin 239
Un poste de T.S.F. dans la tranchée... 240
Sur les talus du fort de Douaumont. — Au fond, le bois des Forges... 241
Général von Lochow 242
Destruction par l'artillerie des mitrailleuses et des tranchées du bois Nawé... 243
Une entrée du fort de Douaumont... 244
Un aspect du fort de Douaumont 245
Autre aspect du fort de Douaumont 247
Le Général Mangin dans son cabinet de travail... ... 248
Une vue du fort de Vaux... 249
Le Président Poincaré décore des combattants de Verdun... 250
Le Président Poincaré dans la forteresse de Verdun, M. William Martin... 251
A Verdun : Le Président Poincaré, le Général Pétain et M. Painlevé, Ministre de la Guerre.. 251

CARTES

Bataille de Champagne : 1re journée, 25 septembre 1915. 25
Bataille de septembre en Artois : 1re journée, 25 septembre.. 41
La région fortifiée de Verdun (R. F. V.) : 20 février 1916.. 85
Verdun, le secteur attaqué : 21 février 1916.. 119
Verdun. — La progression allemande, 21 à 25 février 1916.. 125
Verdun. — La rive gauche de la Meuse. Front allemand le 6 mars 1916. 139
Région de Douaumont et de Thiaumont.. 157
Le fort de Vaux et ses abords.. 169
Entre Douaumont et Souville.. 177
Bataille de la Somme : Premières journées.. 197
Bataille de la Somme : Détail des défenses allemandes en face des troupes britanniques. 211